

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 14

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent

accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Avant-propos

Le présent fascicule est consacré au **Manifeste du Parti communiste**.

*

« **Cette plaquette vaut des tonnes** », écrivait Lénine¹.

Or, il ne serait pas abusif, toute révérence gardée, d'interpréter l'expressive formule en un sens strictement pondéral. Le *Manifeste* compte, en effet, parmi les écrits d'exception qui ont suscité une massive profusion de commentaires. Une bibliographie académique complète exigerait plusieurs volumes.

La difficulté, sous cet angle, est de dresser une liste des écrits qui mériteraient d'être retenus. L'on s'exposerait trop au risque des omissions. Au demeurant, nous avons pris grand soin d'indiquer pour chaque sujet les sources que nous avons utilisées et d'en fournir les mentions précises.

Il nous paraît toutefois indispensable de signaler **deux ouvrages de référence majeurs**.

Il s'agit, d'une part, du vaste recueil documentaire en trois volumes publié en 1970, 1982 et 1984, à Berlin, chez Dietz, par les Instituts du Marxisme-léninisme auprès du SED et du KPdSU sous le titre ***Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien***. Les rédacteurs en sont Herwig Förder, Martin Hundt, Jefim Kandel et Sofia Lewiowa.

Il s'agit, d'autre part, de l'étude publiée par Bert Andréas en 1963, à Milan, aux éditions Feltrinelli, sous le titre ***Le Manifeste Communiste de Marx et Engels. Histoire et Bibliographie 1848-1918***.

*

Nombre des analyses et commentaires du *Manifeste* adoptent une approche en termes de bilan qui vise à juger de la pertinence des analyses qu'il contient et des thèses qu'il soutient au regard des évolutions sociales et politiques ultérieures. Et ce point de vue est bien sûr légitime, inévitable quasiment. Marx et Engels eux-mêmes se sont efforcés dans chacune de leurs préfaces de souligner ce qui à leurs yeux demeurerait essentiel et ce qui ne répondait plus aux circonstances historiques nouvelles.

La difficulté de cette approche réside toutefois dans les dangers de *l'illusion rétrospective* qui tend à occulter la complexité des processus à l'œuvre dans l'histoire réelle. Une difficulté d'autant plus périlleuse que les éléments mis en balance sont particulièrement inégaux : des analyses nécessairement incomplètes et nécessairement générales, d'un côté, et la foison des faits réels, de l'autre.

Nous resterons pour notre part fidèles à une démarche soucieuse d'accompagner de près les écrits de Marx et d'Engels et de les éclairer dans leur contexte, « à mesure ».

Notre ambition est de fournir un dossier techniquement utile sous l'angle documentaire et qui réussisse une présentation pédagogique de ces pages tant de fois glosées.

¹ Lénine, *Œuvres*, tome 2, Editions du Progrès, Moscou, 1966, page 18. La citation complète, extraite d'un article de 1896 sur Friedrich Engels, est la suivante: « Cette plaquette vaut des tonnes : elle inspire et anime jusqu'à ce jour tout le prolétariat organisé et combattant du monde civilisé. ».

Sommaire

Le présent fascicule contient les **6 cahiers** suivants :

Avant-propos

1. De la Ligue des Bannis à la Ligue des Communistes (1830-1848), paginé LdB/LdC de 1 à 14

2. Les étapes de la rédaction, paginé EdR, de 1 à 3

3. Le Manifeste du Parti communiste

3. Le titre, paginé T, de 1 à 2

3.0. Préambule, paginé P, de 1 à 3

3.1. Bourgeois et prolétaires, paginé BeP de 1 à 13

3.2. Prolétaires et communistes, paginé PeC de 1 à 10

3.3. Littérature socialiste et communiste

3.3.1. Le socialisme réactionnaire

a. Le socialisme féodal, paginé SF, de 1 à 3

b. Le socialisme petit-bourgeois, paginé SPB 1 à 3

c. Le socialisme allemand ou socialisme « vrai », paginé SV, de 1 à 4

3.3.2. Le socialisme conservateur ou bourgeois, paginé SCB, de 1 à 2

3.3.3. Le socialisme et le communisme critico-utopiques, paginé SCC de 1 à 3

3.4. Position des communistes à l'égard des divers partis d'opposition, paginé PcPo de 1 à 4.

4. Documents

4.1. Projet de profession de foi communiste (juin 1847), paginé Pfc, de 1 à 6

4.2. Les statuts de la Ligue des communistes : examen comparé, paginé SLC de 1 à 7

4.3. Friedrich Engels, *Principes du communisme*, paginé PdC de 1 à 19

4.4. Moses Hess, *Catéchisme communiste par questions et réponses*, paginé MH/CC de 1 à 13

4.5. Les préfaces au *Manifeste*, paginé PaM de 1 à 20

4.6. Friedrich Engels, *Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes*, paginé CHL, de 1 à 11

4.7. Victor Tedesco, *Catéchisme du prolétaire*, paginé Cdp de 1 à 14

5. Annexes

5.1. Manifestes et catéchismes, paginé MeC de 1 à 26

5.2. Friedrich Engels et les « peuples sans histoire », paginé Psh de 1 à 22

5.3. Le *Manifeste* de Marx et d'Engels, une œuvre de plagiaires ?, paginé P de 1 à 17

5.4. Victor Considerant, *Principes du Socialisme, Manifeste de la démocratie au XIXe siècle*, paginé VC de 1 à 27

5.5. W. Tcherkesoff, « La paternité intellectuelle du *Manifeste communiste* », paginé WT de 1 à 9

6. K. Marx et F. Engels, tranches de vie : 1845-1847, paginé TdV, de 1 à 19

Table générale

1. De la *Ligue des Bannis* à la *Ligue des Communistes* (1830-1848)

Sources :

1. *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, volume 1 (1836-1849) et volume 2 (1849-1851), Dietz Verlag Berlin, 1982¹.
2. Edition française des *Gründungsdokumente des Bundes der Kommunisten*, Coll. « Connaissance de Marx, Aubier Montaigne 1972, pp. 9-53, avec une introduction de Bert Andréas
3. F. Engels : « Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes », in *Karl Marx, Œuvres*, éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, volume IV (Politique I), pp. 1105-1122.
4. Jacques Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, François Maspero, Paris 1974
5. K. Marx, *Herr Vogt*, édition Alfred Costes, 3 volumes, Paris 1927-1928
6. Maximilien Rubel : notice sur *La fin de la Ligue des communistes*, pp. 1379-1419, du volume IV (Politique I) de l'édition des *Œuvres* de Marx, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris 1994

*

À partir de 1830, soit au début de la période que les historiens nomment le Vormärz², on assiste à une intensification de l'émigration économique et politique allemande. A la crise agricole dans un pays sous industrialisé s'ajoutent les effets de la répression politique après la fête nationaliste de Hambach³ en 1832.

En 1844, sur un million d'habitants à Paris, on compte 136.000 étrangers dont quelque 40.000 allemands⁴.

On lit dans la *Deutsche Tribune* du 19.03.1832 : « Vous-mêmes, honnêtes ouvriers allemands, pourquoi êtes-vous ici ? Pourquoi êtes-vous si nombreux dans toutes les grandes villes, aux quatre coins du monde ? Réponse : parce qu'à l'étranger on apprécie à leur juste valeur votre ardeur au travail, votre habileté, votre activité silencieuse, votre honnêteté ; parce qu'on vous estime partout sauf chez vous où le premier juge venu, le premier imbécile de qualité peut vous chercher noise impunément.⁵ »

1. La Ligue des Bannis

Profitant des dispositions libérales de la Charte de 1830, des associations voient le jour à Paris, notamment, en février/mars 1832, l'*Association allemande de soutien à la presse libre* (*Deutscher Vaterlandsverein zur Unterstützung der freien Presse*) qui se transformera ensuite en l'*Association patriotique allemande* (*Deutscher Volksverein*) contrainte de devenir secrète à partir de **1834** en raison du durcissement de la législation française sur les associations après l'échec, en avril de cette année, du soulèvement de la *Société des Droits de l'Homme* avec laquelle elle était plus ou moins liée.

Elle prendra alors le nom de *Ligue des Bannis* (*Bund der Geächteten*) sous la direction d'abord de Jakob Venedey,

¹ Il s'agit d'une somme documentaire rassemblant l'ensemble des pièces relatives à l'histoire de la *Ligue des communistes* à la date de 1982. Nous signalerons cette référence par l'abréviation BdK.

² Les troubles révolutionnaires de 1848 en Allemagne commencent en mars 1848.

³ Le vieux château de **Hambach**, près de Neustadt, dans le Palatinat, a été le théâtre, du 27 au 30 mai 1832, d'un vaste rassemblement patriotique: quelque 30.000 manifestants y réclament l'unité nationale (on déploie pour la première fois l'étendard noir, rouge et or) et l'établissement d'une Constitution républicaine et démocratique. L'événement déclenche une prompt réaction de Metternich qui fera voter dès le 28 juin 1832 par la Diète de Francfort un arsenal de lois répressives (le décret dit « des six articles ») qui placent sous tutelle de la Diète fédérale toutes les assemblées élues dans les Etats. Ces lois interdisaient pratiquement la publication de toute critique des régimes issus du Congrès de Vienne de 1815, en renforçant la surveillance des universités ainsi que la censure de la presse.

⁴ Soit 30,7 % de la population étrangère. Ces chiffres sont fournis par Jacques Grandjonc, op.cit., p. 12, note 3. Pour un exposé plus détaillé des données statistiques et des aspects sociaux de cette immigration, on consultera l'étude du même Jacques Grandjonc, « Les étrangers à Paris sous la monarchie de Juillet et la seconde république », in *Population* (french édition), 29^e année, mars 1974, pp. 61-88 (une publication de l'Institut national d'Etudes démographiques).

⁵ Jacques Grandjonc, op.cit., page 11.

puis de Theodor Schuster lorsque J. Venedey sera écarté de Paris en avril 1835 à la demande du gouvernement prussien.

Cette société clandestine constituée sur le modèle fortement hiérarchisé de la charbonnerie se dote d'un programme d'inspiration néo-babouviste. Elle publie une revue, *Le Banni (Der Geächtete)*, qui paraîtra de juillet 1834 à janvier 1836. Fortement inspiré par le saint-simonisme, Th. Schuster y défend un programme qui préconise notamment la création de sociétés coopératives de travailleurs soutenues par la commandite d'État, un programme que l'on retrouvera bientôt sous la plume de Louis Blanc, puis celle, bien plus tard, de Ferdinand Lassalle.

2. La Ligue des Justes

Les plus radicaux de la *Ligue des Bannis*, Karl Schapper, Heinrich Bauer, Joseph Moll font sécession en **1836** et fondent la *Ligue des Justes* (Bund der Gerechten).

C'est en 1837 qu'adhère à la *Ligue des Justes* le jeune **Wilhelm Weitling** (il a 29 ans) qui lui donne en 1838 un premier manifeste : *L'Humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être (Die Menschheit wie sie ist und wie sie sein sollte)* puis, en 1842, un ouvrage de référence, *Les garanties de l'Harmonie et de la liberté¹ (Garantien der Harmonie und Freiheit)*. Le rôle de Weitling aura pour effet d'accélérer l'évolution des objectifs la Ligue de simples revendications politiques vers des revendications sociales plus radicales, même si elles sont exprimées dans un vocabulaire fortement marqué par une approche religieuse des phénomènes sociaux.

Après l'échec du soulèvement blanquiste de la *Société des Saisons* en mai 1839, Karl Schapper et Heinrich Bauer se voient expulsés par la police française² vers Londres où ils reconstituent, avec Joseph Moll, la direction de la *Ligue des Justes*. Le 7 février 1840, ils fondent une association culturelle tout à fait légale, la *Société d'Education ouvrière allemande (le Deutsche Arbeiterbildungsverein³)* basée à Windmill Street, dans le quartier de Soho.

Pour sa part, Weitling s'établit à partir de 1841 en Suisse où s'accroissent les aspects mystiques de sa pensée au contact d'August Becker et de Georg Kuhlmann.

Les membres restés à Paris, comme Hermann Ewerbeck, Heinrich Bauer et German Mäurer passent plutôt sous l'influence des cabétistes avant de subir celle des néo-hégéliens à travers les articles de Marx et d'Engels, de Moses Hess et de Karl Grün.

La branche londonienne va connaître une sensible expansion, aidée par une plus grande liberté d'association et de réunion : en 1847, elle revendique plus de 500 membres. Elle est en contact avec l'aile gauche des chartistes et notamment avec George Julian Harney. Les leaders des *communes* londoniennes sont incontestablement Karl Schapper, Heinrich Bauer et Karl Pfänder qui contribuent à modifier les références doctrinales de la ligue : condamnation des projets utopistes de Cabet, rejet des visées conspiratives de type blanquiste, volonté de fonder l'action politique sur une analyse rigoureuse, sinon scientifique, de la société.

¹ Cet ouvrage soulèvera l'enthousiasme de Feuerbach (témoin sa lettre à Friedrich Kapp citée par M. Rubel, page 1385 du volume IV (Politique I) des *Œuvres* de Marx, bibliothèque de la Pléiade). Marx lui-même louera ce texte dans un article du *Vorwärts* de 1844 où il écrit : « Où donc la bourgeoisie (allemande), sans excepter ses philosophes et ses savants, pourrait-elle présenter un ouvrage comparable aux *Garanties de l'harmonie et de la liberté* de Weitling sur l'émancipation de la bourgeoisie : *l'émancipation politique* ? Si l'on compare la médiocrité timide et terre à terre de la littérature politique allemande avec ce début littéraire, immense et brillant, des ouvriers allemands ; si l'on compare ces bottes de géant du prolétariat à son aurore avec les tout petits souliers éculés de la bourgeoisie politique allemande, on ne peut faire autrement que prédire une taille gigantesque à la Cendrillon allemande. » (cité par Engels dans sa *Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes*).

² Le témoignage d'Engels au début de sa *Contribution à l'histoire de la Ligue* (op.cit., pp. 1100 et 1109) a longtemps laissé penser que la *Ligue des Justes* avait participé à la prise d'armes blanquiste du 12 mai 1839. Or Jacques Grandjonc a montré que cette information relevait de la légende militante, Karl Schapper ayant sans doute exalté son action révolutionnaire en forçant quelque peu la réalité. Nous renvoyons sur ce point à une note de Jacques Grandjonc dans la recension qu'il fournit d'un livre de Maurice Dommanget sur Blanqui, parue dans les « Archiv für Sozialgeschichte » de la Fondation Friedrich Ebert, 1972, N° 12, pp. 718-722. Nous renvoyons également au paragraphe intitulé « Ligue des Justes et Société des Saisons ou une légende tenace », pp. 180-184 de l'étude de J. Grandjonc, *Communisme/Kommunismus/Communism*, Schriften aus dem Karl-Marx-Haus, volume 1, Trier, 1989.

³ Également nommée « Deutsche Bildungs-Gesellschaft für Arbeiter » (BDK, page 274). Sur l'histoire de cette association, nous renvoyons à la brochure que lui a consacrée Keith Scholey sous le titre *The Communist Club* aux éditions Past Tense en octobre 2006.

3. Le Comité de Correspondance communiste de Bruxelles

De leur côté, Marx et Engels fondent à Bruxelles, en février 1846, un *Comité de Correspondance communiste* (Kommunistische Korrespondenz Komitee) qu'ils conçoivent comme l'ébauche d'un parti d'envergure internationale et au nom duquel ils ne tardent pas à entreprendre diverses démarches vers l'Allemagne, l'Angleterre et la France. Le but n'est pas moins de marquer leur différence au sein du « mouvement communiste¹ » sur les bases théoriques acquises par la toute récente rédaction de *l'Idéologie allemande*².

Dans son *Herr Vogt*, publié en 1860, Marx décrit en ces termes l'activité du Comité bruxellois :

« Nous publions (...) une série de pamphlets tant imprimés que lithographiés dans lesquels nous soumettions à un critique impitoyable le mélange de socialisme ou communisme franco-anglais et de philosophie allemande qui constituait alors la doctrine ésotérique de la Ligue ; nous lui substituions, comme seule base théoriquement consistante, l'étude scientifique de la structure économique de la société bourgeoise ; enfin, nous y démontrâmes sous une forme populaire qu'il ne s'agissait pas de la mise en œuvre d'un quelconque système utopique mais de la participation consciente au processus historique de bouleversement de la société qui se déroule sous nos yeux.³ ».

C'est **Wilhelm Weitling**⁴ qui subira les premières conséquences de cette nouvelle orientation, lors d'une réunion du *Comité de Correspondance* bruxellois, le 30 mars 1846, au cours de laquelle Marx s'empare violemment contre son obscurantisme⁵. Le 11 mai 1846, c'est **Hermann Kriege** qui fait l'objet d'une circulaire le dénonçant.

On connaît par ailleurs la fin de non recevoir opposée par **Proudhon** à Marx qui, dans sa lettre du 5 mai 1846, avait tenté de le recruter comme correspondant pour la France. La conséquence immédiate sera le départ d'Engels pour Paris dès le mois d'août 1846 afin d'y combattre l'influence de **Karl Grün**⁶ au sein de l'immigration allemande. La réplique de Marx viendra avec *Misère de la Philosophie* qui paraîtra le 15 juin 1847.

Vers l'Allemagne, on dispose de très peu de documents ; mentionnons toutefois la lettre du 15 juin 1846 à **G.A. Köttgen** par laquelle le *Comité de Correspondance* adresse ses instructions aux communistes du Wuppertal⁷.

Du côté anglais, les premières réactions viennent de **George Julian Harney**. Le 30 mars 1846⁸, il répond à l'invitation d'Engels de participer au *Comité de Correspondance* et lui promet son concours après avoir consulté, précise-t-il, les responsables de l'association culturelle des travailleurs allemands et ceux de la *Ligue des Justes*, avec lesquels, il est vrai, il venait de fonder, le 15 mars 1846, la société des *Fraternal Democrats*⁹.

¹ En gros, ce sont les sociétés animées par la *Ligue des Justes* à Paris et à Londres en collaboration avec la gauche chartiste; ce sont quelques cercles actifs en Suisse et en Allemagne; ce sont les associations néo-babouvistes et cabétistes qui se développent en France dans les années 1840.

² Soulignons ce propos d'Engels parlant de leur état d'esprit, à Marx et lui, après l'élaboration de leurs conceptions nouvelles en matière de théorie matérialiste de l'histoire : « (...) nous n'avions nullement l'intention de confier à de gros volumes ces nouveaux résultats scientifiques pour les souffler à l'oreille du seul monde *savant*. Au contraire. (...) il ne nous importait pas moins de gagner à nos convictions le prolétariat européen, à commencer par celui de l'Allemagne. Dès que nous eûmes le cœur net, nous nous mîmes à l'ouvrage » (*Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, op.cit., page 1112).

³ Nous citons à partir de la traduction de M. Rubel, « Notice sur la fin de la Ligue des communistes », in Marx, *Œuvres*, volume IV, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, page 1413.

⁴ Après son emprisonnement en 1843 pour la publication de *l'Évangile d'un pauvre pêcheur*, Weitling va connaître un véritable effondrement moral. Il séjourne à Londres d'août 1844 à février 1846, puis vient chercher le soutien de Marx à Bruxelles où il arrive au début de 1846 démuné de tout. Après 1847, il émigrera aux États-Unis pour y fonder une colonie communiste « Communia ». Il reviendra brièvement en Allemagne en 1848-1849 avant d'émigrer définitivement aux États-Unis. Il meurt à New York en 1871 dans un état de misère et de démence.

⁵ Sur ce point comme à propos de Kriege, nous renvoyons au chapitre « Manœuvres pour une hégémonie » de notre fascicule 3. Le témoignage direct de P.V. Annenkov qui participait à cette réunion se trouve évoqué par M. Rubel (*Marx, Œuvres*, volume IV, bibliothèque de la Pléiade, pp. 1401-1402).

⁶ Sur ce point, nous renvoyons au chapitre 1.4 de notre fascicule 3 qui livre le détail de cet épisode.

⁷ Sur ce point, nous renvoyons au chapitre 1.3 de notre fascicule 3.

⁸ La réponse de George Julian Harney est répertoriée par BdK aux pages 293-297.

⁹ Le projet de cette société avait été établi le 22 septembre 1845 à la suite d'un meeting international dont Engels rendra compte dans son article « Le festival des nations à Londres » paru en 1846 dans les *Rheinische*

Une lettre du 6 juin 1846¹ de **Karl Schapper** au *Comité de Correspondance* bruxellois atteste que les contacts sont établis avec la direction londonienne de la Ligue des Justes. Les relations avec les Anglais n'en sont pas moins tendues. Si Karl Schapper a bien sûr répondu à la proposition de faire partie du *Comité de Correspondance*, l'Autorité centrale de la Ligue n'est pas restée insensible à la rumeur qui, après l'incident avec Weitling et après la circulaire contre Kriege, tend à présenter Marx et Engels, les « savants de Bruxelles », comme de prétentieux donneurs de leçons. Schapper évoque du reste clairement le problème dans une correspondance du 17 juillet 1846 où il n'hésite pas à écrire :

« Ne lancez pas immédiatement l'anathème et efforcez-vous de corriger la situation (...) , tout le monde n'est pas aussi grands économistes que vous et n'exigez donc pas que tous comprennent le communisme comme vous (...) La raison pour laquelle, ici ou là, les ouvriers manifestent une certaine irritation contre les savants réside – excusez-nous pour ces termes – dans la présomption de ceux-ci qui, très fréquemment, lorsqu'ils butent sur des erreurs, prennent leur plume d'oie avec l'intention de tuer par des mots plutôt que d'expliquer et de corriger² ».

Et de mentionner des lettres venant d'Amérique qui protestent contre le traitement réservé à Kriege, allant même jusqu'à suggérer que le communisme de Marx n'est pas moins unilatéral que celui de Kriege. Cette démarche explique que les relations entre Marx et la direction de la Ligue vont subir un sérieux coup de froid, d'autant plus que cette dernière prend l'initiative d'une adresse à *l'Apôtre Ronge* où l'on soutient que le christianisme réformé offre un cadre propice au développement du communisme³.

Autre sujet de discorde : la décision prise en novembre 1846 par la direction de Londres de convoquer un congrès de la Ligue pour le 1^{er} mai 1847, et cela sans concertation avec le Comité bruxellois⁴. On dispose d'un témoignage de cette brouille dans la correspondance qu'Engels adresse de Paris au *Comité de Correspondance*. Dans sa lettre à Marx de décembre 1846, il écrit :

« L'histoire avec les gens de Londres est ennuyeuse précisément à cause de Harney et parce qu'ils étaient les seuls Straubinger⁵ avec qui l'on pouvait tenter un rapprochement en toute franchise et sans arrière-pensée. S'ils ne veulent pas, eh bien, qu'ils aillent au diable⁶ ! ».

L'initiative viendra en fin de compte de la direction de la *Ligue des Justes* qui, au début de février 1847, délègue à Bruxelles Josef Moll muni d'un mandat officiel « pour entamer en leur nom⁷ des conversations avec le Comité communiste de Correspondance de Bruxelles et lui faire une communication verbale sur l'état du travail à Londres ». En même temps, ils proposent au *Comité de Correspondance* de Bruxelles de « fournir au citoyen Moll,

Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform. Sur cet échange de correspondance entre Engels et Harney, on consultera la notice de M. Rubel *La fin de la Ligue des Communistes*, op.cit., page 1395.

¹ Répertoire par BdK, op.cit., pp. 347-350.

² Nous citons à partir de Fernando Claudin, *Marx, Engels et la Révolution de 1848*, Edition François Maspero, coll. « Textes à l'appui », Paris 1980, pp. 96-97. Emis au nom du *Comité de Correspondance* londonien, le document est signé par Karl Schapper, Joseph Moll et Henry Bauer. Il se trouve répertorié par BdK, tome 1, op.cit., aux pages 376-382.

³ Cette circulaire, selon laquelle la religion, à condition d'être réformée, pourrait servir la cause du communisme, avait été adressée sous le titre *A l'apôtre Ronge* à **Johannes Ronge** (1813-1887), un prêtre catholique d'origine silésienne qui avait fondé, en 1845, une secte catholique dissidente nommée les « Nouveaux Catholiques ».

⁴ Il est vrai qu'à cette date, les « bruxellois » n'étaient pas encore membres de la Ligue.

⁵ Le mot désigne un compagnon artisan. Dans le vocabulaire de Marx et d'Engels de cette époque, il prend la valeur d'un quolibet adressé aux adeptes d'un communisme sentimental et moralisant tel qu'il était partagé dans les milieux de l'émigration allemande à Paris composée pour l'essentiel d'artisans attachés à leurs traditions corporatistes.

⁶ Marx Engels, *Correspondance*, Editions sociales, tome 1, pp. 442-444. Ce n'est pas le lieu de citer ici l'ensemble du long commentaire d'Engels. Il mérite toutefois qu'on le lise avec attention, d'abord parce que le raisonnement d'Engels est plus nuancé qu'il ne paraît dans cette déclaration abrupte, ensuite parce qu'il permet de comprendre la relation de Marx et d'Engels avec la dynamique du « mouvement réel » de leur époque. On se contentera donc de souligner ici ce bref segment du propos d'Engels : « A nous, ces types disent qu'ils sont le « peuple », les « prolétaires » et nous nous ne pouvons qu'en appeler à un prolétariat communiste *qui, en Allemagne, doit d'abord se constituer* ».

⁷ Le mandat daté du 20 janvier 1847 est signé par Karl Schapper, Heinrich Bauer, Karl Pfänder, Friedr. Doepel, Albert Lehmann, Karl Moll, et Joh. Goebel. Voir BdK, op.cit., page 451

(...) des explications précises sur toutes les questions importantes et de lui communiquer ce qu'il doit transmettre au Comité de Londres¹ ».

On ne dispose d'aucun document sur le contenu de cet échange. Dans sa *Contribution à l'histoire de la ligue des communistes* de 1885, Engels commente la rencontre en ces termes :

« Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disaient-ils, convaincus de la justesse absolue de nos conceptions autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, lors d'un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue ; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi.

(...)

« Ce que nous avons jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissent actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue². »

Pour sa part, Marx évoque l'entrevue avec Moll dans le même passage de son *Herr Vogt* où nous avons vu qu'il mentionne les activités du *Comité de correspondance communiste* de Bruxelles. Enchaînant, il écrit :

« A la suite de notre action, le Comité central de Londres entra en correspondance avec nous, et nous envoya, fin 1846, un de ses membres, l'horloger Joseph Moll tombé plus tard comme soldat révolutionnaire sur le champ de bataille de Bade, pour nous inviter à entrer dans la Ligue. Comme nous hésitions devant cette proposition, Moll nous rassura en déclarant que le Comité central se proposait de convoquer à Londres un congrès de la Ligue où nos idées, après que nous les aurions exposées, seraient condensées dans un manifeste public comme doctrine de la Ligue, mais que, pour lutter contre les éléments surannés et récalcitrants, notre collaboration personnelle était indispensable et que celle-ci était liée à notre entrée dans la Ligue. Nous entrâmes donc. Le congrès, où les membres de Suisse, de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Angleterre étaient représentés, eut lieu, et après plusieurs semaines de violentes discussions, on adopta le « Manifeste du parti communiste » rédigé par Engels et moi-même, imprimé d'abord en allemand au début de 1848, puis en anglais, français, danois et italien³. »

4. La Ligue des Communistes

4.1. Le premier congrès

Convoqué en février 1847, le premier congrès de la Ligue s'est tenu à Londres **du 2 au 9 juin 1847**. Marx qui est retenu par des problèmes d'argent et par la rédaction de son anti-Proudhon, n'y participe pas : les *communes* de Bruxelles et de Paris sont respectivement représentées par Wilhelm Wolff et par Fr. Engels.

¹ David Riazanov affirme, sur la base d'une lettre qu'il dit tenir de Mehring, que c'est au titre de membre du *Comité de Correspondance communiste* londonien et non de la *Ligue des Justes* que J. Moll se présente à Marx ce jour-là, ce qui est attesté par le document publié par BdK, page 451. (Il semble que le principal souci de Riazanov soit à cette époque d'insister, quitte à forcer le trait, sur le rôle d'organisateur politique de Marx (et contre l'évidence, au détriment d'Engels) qu'il compare au Lénine de l'Iskra (D. Riazanov, *Marx et Engels*, Editions « Les bons caractères », Paris 2004, page 86.)

² Engels, *Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes*, op.cit., page 1114.

³ Marx, *Herr Vogt*, op.cit., pp. 105-106.

Les documents issus de ce congrès seront diffusés sans tarder et soumis à une large discussion au sein des *communes* de la Ligue en vue du second congrès prévu en décembre.

Quels sont ces documents ?

Il s'agit d'abord de trois pièces datées du 9.06.1847: le compte rendu des travaux du congrès lui-même, le projet de statuts ainsi qu'un projet de profession de foi communiste.

Il s'agit ensuite d'une lettre datée du 24.06.1847 adressée par l'Autorité centrale à la Ligue de Hambourg.

Il s'agit enfin du premier rapport trimestriel de l'Autorité centrale de la Ligue. Il est daté du 14.09.1847 et trace un premier bilan des réactions enregistrées au sein de la nouvelle Ligue trois mois après la tenue du congrès¹.

*

L'examen du **compte rendu du 9 juin 1847** montre qu'à **Paris**, les débats ont été plutôt acharnés entre les **trois fractions** des partisans de Weitling, de Karl Grün et d'Engels et que la victoire de la ligne politique du *Comité de Correspondance* doit tout à l'activité de ce dernier, à sa force de conviction comme à ses talents de manœuvrier. En tout cas, cette victoire² ne fait aucun doute quand on mesure la sévérité des commentaires émis dans ce rapport sur la personne de Karl Grün³ présenté comme un diviseur, comme un pur opportuniste et comme un profiteuse, sinon une manière d'escroc qui n'hésite pas à financer la publication de sa prose personnelle avec le produit de collectes militantes.

Découvrons cet extrait⁴ :

« A Paris pendant ces dernières années la Ligue s'était fort délabrée. Les membres de l'autorité de région et de l'Autorité centrale ne s'occupaient plus depuis longtemps que de querelles formelles et de prétendues violations de statuts au lieu de prendre soin des intérêts de toute la Ligue ou de la région. Dans les communes on débattait également de semblables mesquineries, qui sont superflues, prennent du temps et conduisent à des scissions. Au grand maximum discutait-on des vieilles questions rebattues jusqu'à satiété depuis les *Garanties* de Weitling. Au sein de la Ligue même à Paris ne se manifestait pas le moindre progrès, pas le moindre intérêt au développement du principe, au mouvement du prolétariat, comme cela se passait à l'intérieur de la Ligue en d'autres localités, comme cela se passait en dehors de la Ligue. La conséquence en fut que tous ceux qui n'étaient pas satisfaits de ce qu'on leur proposait dans la Ligue cherchèrent à compléter leur formation en dehors de la Ligue. Ce besoin de formation fut exploité par un chevalier d'industrie littéraire, en outre un exploitateur des ouvriers, l'écrivain allemand Karl Grün. Ce personnage s'était rallié au communisme lorsqu'il avait vu qu'il y avait de l'argent à gagner avec des écrits communistes. Mais il comprit au bout de quelque temps qu'il était dangereux de continuer à se déclarer com-

¹ Ces documents n'ont été découverts que tardivement. Leur publication par Bert Andréas date en effet de **1969** sous le titre *Gründungsdokumente des Bundes der Kommunisten (Juni bis September 1847)*, chez Dr Ernst Hauswedell & Co, Hamburg. Ils ont été traduits en français et commentés par le même Bert Andréas et par Jacques Grandjonc dans un volume intitulé *Documents constitutifs de la Ligue des Communistes* qui a paru chez Aubier Montaigne en 1972 dans la collection bilingue « Connaissance de Marx ». L'édition allemande présente l'avantage d'offrir au lecteur une pochette contenant les fac-similés des documents.

² Une victoire acquise, il est vrai, au prix de profondes divisions : le rapport évalue leurs conséquences à la perte d'au moins un tiers des membres. Une lettre d'Engels à Marx datée du 14 janvier 1848 témoigne de la persistance de l'influence de Weitling et de Proudhon. Il écrit : « La ligue marche fort mal ici. Jamais je n'ai rencontré une pareille nonchalance et une pareille jalousie mesquine. Le weitlingianisme et le proudhonisme sont vraiment l'expression la plus parfaite de la condition sociale de ces imbéciles et voilà pourquoi on ne peut rien faire. Les uns ne sont que de vrais Straubinger, une bande de vieilles badernes vieillissantes, les autres des petits-bourgeois débutants. (...) J'espère que les papiers de Londres ne tarderont pas à arriver et donneront un peu de vie à la chose » (Marx Engels, *Correspondance*, tome 1, pp. 514-515). « Les papiers de Londres » sont une allusion au *Manifeste* en voie d'édition.

³ Sur les relations conflictuelles de Marx et d'Engels avec Karl Grün nous renvoyons à nos fascicules 7 et 8 respectivement consacrés à la critique du socialisme vrai dans *l'Idéologie allemande* à l'anti-Proudhon de Marx.

⁴ Traduction française des *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, op.cit., pp. 71-77

muniste et il prit pour se retirer occasion du dernier livre de Proudhon (qu'il a aussi traduit en allemand) sur les contradictions de l'économie politique¹. Le Sr Grün utilisa les thèses émises dans ce livre, au demeurant fort insignifiant, comme sujet de conférences qu'il tint à Paris devant des membres de la Ligue. Ces conférences étaient suivies par deux sortes de gens : 1° par ceux qui en avaient déjà assez du communisme en général ; 2° par ceux qui espéraient peut-être s'instruire auprès du Sr Grün et trouver réponse à une foule de questions et de doutes qui jamais n'avaient été résolus dans les séances de leurs communes. Ces derniers étaient assez nombreux et se composaient des membres les plus capables et les plus aptes à s'instruire des communes parisiennes. Le Sr Grün réussit un certain temps à éblouir quantité de ces derniers eux-mêmes par ses formules et son immense science, à ce qu'il prétendait. Cela entraîna une scission de la Ligue. D'un côté se trouvait le parti qui avait jusqu'alors régenté absolument l'Autorité centrale et la région, le parti des weitlingiens² ; de l'autre ceux qui pensaient encore qu'on pouvait apprendre quelque chose même de Grün. Mais ils virent bientôt que Grün se déclarait franchement hostile aux communistes, et que toute sa théorie était absolument incapable de remplacer le communisme. Il y eut des discussions violentes au cours desquelles il s'avéra que presque tous les membres de la Ligue étaient restés fidèles au communisme et que deux ou trois seulement défendaient le Sr Grün et son système proudhonien. Il s'avéra aussi que le même Grün, selon son habitude, avait grugé les ouvriers, utilisant à des fins personnelles le montant d'une collecte pour les insurgés polonais (30 francs) et qu'il leur avait extorqué plusieurs centaines de francs pour faire imprimer une misérable brochure sur les recès des diètes provinciales prussiennes³. Bref la majorité de ceux qui avaient suivi les conférences de Grün s'abstint et constitua un nouveau parti dont l'intention était essentiellement de développer le principe communiste dans toutes ses conséquences et dans ses rapports avec la situation sociale. Mais cette scission entraîna la désorganisation de la Ligue. L'Autorité centrale envoya au cours de l'hiver un émissaire qui reconstitua l'organisation dans la mesure du possible⁴. Mais les querelles réapparurent bientôt; les trois partis et les trois principes étaient inconciliables. Le parti progressiste réussit, avec l'aide des weitlingiens, à éloigner de la Ligue les 3 ou 4 partisans endurcis de Grün qui avaient ouvertement pris position contre le communisme. Mais les deux partis restants s'affrontèrent quand il s'agit, à la séance de l'autorité de région, d'élire un délégué au Congrès. Le désaccord s'envenima et pour parvenir au moins à un vote il fut décidé, dans les 3 communes où le parti progressiste était majoritaire, de se séparer des deux autres communes où les weitlingiens étaient en force et d'élire en assemblée générale un délégué au Congrès. Ce qui fut fait. Ainsi les weitlingiens furent-ils provisoirement éloignés de la Ligue et le nombre des membres réduit d'un tiers. Le Congrès, après examen des justifications des deux partis, se déclara d'accord avec la façon dont avaient agi les 3 communes parce que le parti de Weitling a partout freiné le développement de la Ligue, comme on a pu en faire l'expérience à Londres et en Suisse. Il décida à l'unanimité d'éloigner de la Ligue les weitlingiens de Paris et d'admettre au Congrès le délégué de la majorité parisienne⁵.

Ainsi le nombre des membres de la Ligue à Paris est-il sans doute fort réduit. Mais en revanche les éléments qui la freinaient ont été écartés et les esprits ont été incités par la lutte à un regain d'activité. Un nouvel esprit, une énergie toute neuve se fait jour. Les poursuites policières semblent à peu près passées, et elles n'étaient pas du tout dirigées contre le parti qui a remporté la victoire (un seul de ses membres a été expulsé) mais contre celui de Grün qui seul ou presque a été touché - preuve que toutes ces poursuites ont pour origine les renseignements fournis par le gouvernement prussien, comme nous le verrons plus loin. Et si le gouvernement [français] a interdit les réunions publiques de la

¹ Il s'agit de l'ouvrage de Proudhon *Système des Contradictions économiques ou Philosophie de la Misère* qui avait paru chez Guillaumin le 15 octobre 1846 en deux volumes.

² Autrement dit des partisans de Wilhelm Weitling.

³ « Les recès sont originellement les cahiers des délibérations des diètes » (Note de J. Grandjonc)

⁴ « Joseph Moll, envoyé de Londres pour rencontrer les membres du Comité de correspondance communiste à Bruxelles et à Paris, devait donc en outre rétablir la situation de la Ligue à Paris » (note de Jacques Grandjonc)

⁵ C'est-à-dire Engels

Barrière [du Trône], cela touche à nouveau les partisans de Grün surtout qui y monopolisaient la parole et prêchaient contre le communisme étant donné naturellement que les communistes ne pouvaient pas leur répondre librement en cet endroit. Ainsi la Ligue à Paris se porte-t-elle bien mieux qu'à l'époque où elle a abandonné l'Autorité centrale. Nous y sommes moins nombreux mais unis et nous avons là-bas des gens capables¹ ».

Par ailleurs, le rapport mentionne qu'à **Berlin**, un certain Friedrich Mentel² n'a pu résister aux interrogatoires de la police. L'intérêt, même anecdotique, de ce récit réside dans l'acharnement du rapport sur le cas de Grün dont les partisans ne peuvent être au fond que des traîtres :

Voici l'extrait concerné :

« En Allemagne, nous avons plusieurs communes à Berlin qui ont été subitement désorganisées par la police au début de l'année. Les membres de la Ligue auront lu dans la presse qu'une réunion ouvrière dirigée par des membres de la Ligue a été dispersée par la police et qu'une instruction a été ouverte, à la suite de laquelle plusieurs membres dirigeants de la Ligue ont été arrêtés. Parmi ces derniers se trouvait un certain Friedrich Mentel, tailleur originaire de Potsdam, âgé de 27 ans environ, de taille moyenne, trapu, etc. Cet individu, qui avait séjourné à Londres puis à Paris où il avait appartenu au parti de Grün et s'était révélé un sentimental rêveur rassoté³ (qui d'ailleurs au cours de ses voyages avait appris à bien connaître les affaires de la Ligue), se montra incapable de surmonter cette petite épreuve. Il s'avère une fois de plus que la sottise et la confusion mentale de ces individus à sentiments ne trouvent finalement leur pleine satisfaction que dans la religion. Le Sr Mentel se laissa complètement convertir au bout de quelques jours par un curé et durant sa détention joua deux fois la comédie de la communion. Un membre de la Ligue à Berlin nous écrit : « ... il a raconté au tribunal ce qui se passait dans les communes de Paris, Londres, Hambourg et Kiel (il les a toutes fréquentées) et a donné les adresses sous le couvert desquelles Hermann Kriege envoyait son *Volkstribun*⁴ à Berlin. Il a dit en pleine figure à un autre : est-ce que je ne t'ai pas vendu ces livres ? Est-ce que nous ne nous sommes pas réunis à tel et tel endroit ? Est-ce que tu n'es pas membre de la Ligue des justes ? et comme l'autre répondait « non » à tout cela, Mentel lui dit : comment oses-tu soutenir cela devant Dieu Tout-puissant qui sait tout ? et autres sottises. » Par bonheur les bassesses du Sr Mentel n'ont pas été en mesure de désorienter les autres accusés et il ne resta plus au gouvernement qu'à acquitter provisoirement les inculpés. Les poursuites contre les communistes allemands de Paris sont évidemment en rapport étroit avec les dénonciations du Sr Mentel. Nous pouvons nous féliciter de ce que Mentel, en partisan de Grün, ait considéré les partisans de Grün comme les véritables dirigeants de la Ligue et que ce soit eux qu'il ait dénoncés. De cette façon les véritables communistes sont généralement restés à l'abri des poursuites. Naturellement tout le cercle de Berlin a été désorganisé par ces événements. Nous avons cependant l'espoir, connaissant la valeur des membres qui y sont, qu'ils auront bientôt réorganisé la Ligue. »

¹ On rencontre ici une des premières occurrences du principe selon lequel *le Parti se renforce en s'épurant*.

² Le compagnon tailleur **Christian Friedrich Mentel** était devenu membre de la *Ligue des Justes* à Paris en 1840. Après un séjour à Londres au printemps et durant l'été 1845, il était rentré en Allemagne et avait fondé en septembre 1845 une *commune* de la Ligue à Berlin, sa ville natale. Il est arrêté le 9 décembre 1846 avec plusieurs de ses camarades et après plusieurs semaines d'isolement, il se décide à livrer longuement à la police ce qu'il connaît de l'organisation de la Ligue, dont une liste de 120 membres. Il récusera ses déclarations lors de son procès au motif qu'elles lui avaient été extorquées dans un moment d'égarement. Il ne sera pas moins condamné le 14 juin 1847 à une courte peine (que justifiait, il est vrai, sa longue détention préventive). On perd ensuite sa trace. Il semble avoir émigré aux Etats-Unis (Source : BdK, tome 1, op.cit., pp. 1031-1033).

³ Autrement dit à la fois « amouraché » et « abêti » (Jacques Grandjonc traduit ainsi le néologisme allemand « Liebesduseler »)

⁴ Hermann Kriege avait créé ce journal à New York en 1846.

Le rapport n'hésite pas à conclure son tour d'horizon des diverses communes en insistant sur **la situation de crise** que traversait la Ligue et qui a justifié la convocation du premier congrès préparatoire :

« Du rapport qui précède comme des lettres de la Ligue présentées au Congrès, il apparaît deux choses : premièrement que la Ligue, lorsque l'Autorité londonienne en prit la direction, était à dire vrai dans une situation difficile, que l'ancienne Autorité centrale n'avait absolument pas rempli les tâches qui lui incombait, qu'elle avait totalement négligé de maintenir l'unité de l'ensemble et que, en plus de cette désorganisation de la Ligue, des éléments de discorde avaient peu à peu germé dans les communes elles-mêmes. L'Autorité centrale londonienne, dans ces circonstances qui menaçaient l'existence de la Ligue, a immédiatement pris les mesures qui s'imposaient : envoi d'émissaires, éloignement des membres dangereux pour l'existence de l'ensemble, réorganisation des liaisons, convocation du Congrès général et préparation des questions devant y être débattues. En même temps elle a entrepris des démarches pour attirer à la Ligue d'autres éléments du mouvement communiste¹ qui jusqu'alors étaient restés étrangers à la Ligue - démarches qui furent couronnées de succès. ».

Il est vrai que ses conclusions ouvrent désormais sur nouvelles perspectives :

C'est maintenant à vous, chers frères, de montrer que la cause de la Ligue, que la cause du communisme vous tient à cœur. La Ligue est sortie victorieuse d'une période de délabrement. La tiédeur et la mollesse sont surmontées, les éléments hostiles qui étaient apparus au sein même de la Ligue ont été écartés. De nouveaux éléments sont arrivés. L'avenir de la Ligue est assuré. Mais, chers frères, notre situation n'est pas encore telle que nous puissions relâcher un seul instant notre effort : toutes les plaies ne sont pas encore cicatrisées, tous les vides dans nos rangs ne sont pas encore comblés, on ressent encore les suites douloureuses du combat que nous avons traversé. C'est pourquoi l'intérêt de la Ligue, la cause communiste exigent encore une brève période d'activité acharnée de votre part; c'est pourquoi pendant quelques mois encore vous ne devez pas vous relâcher un seul instant dans votre travail. A circonstances exceptionnelles énergie exceptionnelle. Une crise comme celle qu'a traversée notre Ligue, une crise au cours de laquelle nous avons d'abord eu à combattre l'abatement dû à la pression accablante de la police allemande et des autres, dû plus encore au fait que l'espoir d'une prochaine amélioration de la situation sociale semblait s'éloigner toujours plus de sa réalisation; une crise en outre au cours de laquelle nous avons eu à lutter non seulement contre les persécutions de nos adversaires, les gouvernements liés à la bourgeoisie ou dominés par elle, mais encore à combattre les ennemis dans nos rangs que nous avons été obligés de mettre hors d'état de nuire, sans considération de personne, en tenant compte exclusivement du danger encouru par la Ligue, de la menace de désorganisation de tout le parti communiste de langue allemande; une telle crise, Frères, ne se surmonte pas du jour au lendemain. Et même si l'existence de la Ligue et la vigueur de son organisation sont assurées, il faudra encore des mois de travail ininterrompu avant qu'on puisse dire : nous avons fait notre devoir de communistes, notre devoir de membres de la Ligue.

Frères, dans la ferme assurance que vous aurez ressenti comme nous la gravité des circonstances; dans la ferme assurance aussi que vous saurez parfaitement vous montrer à la hauteur de ces circonstances difficiles, nous en appelons avec confiance à vous-mêmes, à votre enthousiasme pour la cause de la Communauté! Nous savons que l'infâme cupidité de la bourgeoisie ne vous laisse presque pas de répit pour travailler à la cause ; nous savons qu'elle vous réduit au maximum le salaire de misère qu'elle vous donne pour votre rude travail; nous savons que la disette et la crise des affaires pèsent à présent de façon particulièrement lourde sur vous; nous savons que la bourgeoisie vous persécute, vous emprisonne, ruine votre santé, met votre vie en danger dès que, malgré tout, vous trouvez le temps et l'argent d'œuvrer pour la Communauté;

¹ On aura compris que ces éléments nouveaux ne sont autres que les communistes bruxellois.

nous savons tout cela et malgré cela nous n'avons pas hésité un instant à vous demander de nouveaux sacrifices pécuniaires, à vous appeler à redoubler d'activité. Nous nous tiendrions en effet pour obligés de nous retirer de l'ensemble du mouvement, honteux et confus, si nous ne savions pas que des hommes qui nous ont élus pour prendre des mesures en vue du bien commun n'étaient pas prêts à mettre en pratique nos décisions, sans mollesse ni hésitation; si nous ne savions pas qu'il n'existe personne dans notre Ligue pour qui les intérêts du parti communiste, la chute de la bourgeoisie et la victoire de la Communauté ne soient ses intérêts, ceux auxquels il tient le plus; si nous ne savions pas que les gens qui ont eu assez de détermination pour s'organiser en une Ligue qui les expose à de graves dangers n'étaient pas assez décidés ni assez fermes pour braver ces dangers et faire que leur Ligue devienne grande et puissante sur toute l'Europe; enfin si nous ne savions pas que des gens de cette sorte ne sont jamais aussi actifs et enthousiastes que lorsque croissent les obstacles.

Frères, nous soutenons une grande cause, une cause admirable. Nous proclamons le plus grand bouleversement qui ait jamais été proclamé au monde, un bouleversement qui n'a pas son égal en profondeur ni en conséquences dans toute l'histoire du monde. Nous ne savons pas dans quelle mesure il nous sera donné de participer aux fruits de ce bouleversement. Mais ce que nous savons, c'est que ce bouleversement arrive avec force; ce que nous voyons, c'est que partout, en France comme en Allemagne, en Angleterre comme en Amérique les masses du prolétariat en colère se mettent en mouvement et d'une voix souvent confuse encore mais toujours plus forte et plus intelligible exigent leur libération des chaînes du règne de l'argent, des chaînes de la bourgeoisie. Ce que nous voyons, c'est que la classe des bourgeois s'enrichit toujours plus, que les classes moyennes disparaissent de plus en plus et qu'ainsi l'évolution historique elle-même pousse à une vaste révolution qui éclatera un jour à cause de la misère du peuple et de l'arrogance des riches. Ce jour, Frères, nous espérons tous le voir, et même si nous n'avons pas eu l'occasion de prendre les armes au cours de ce printemps comme la circulaire de l'Autorité centrale en entrevoyait la possibilité que cela ne vous trouble pas. Ce jour viendra, et le jour où les masses populaires en colonnes serrées disperseront les mercenaires des capitalistes, ce jour-là on verra ce que fut notre Ligue et quel a été son travail ! Et même si nous ne vivons pas tous assez pour voir les fruits de ce grand combat, même si des centaines d'entre nous tombent sous la mitraille de la bourgeoisie, tous nous aurons, même les disparus, participé au combat, et ce combat, cette victoire, à elle seule vaut une vie de travail acharné. »

*

L'examen du rapport du **14 septembre 1847** montre pour sa part que les résistances au changement n'ont pas manqué de se manifester.

Les membres de la *commune* de **Hambourg**, par exemple, expriment leur réprobation devant le changement de nom de *Ligue des Justes* sur lequel ils souhaitent expressément qu'on revienne.

Appelant à la modération et à l'unité,

« que l'un en soit à un degré de plus ou de moins que l'autre en ce qui concerne la théorie, ne nous autorise pas pour autant à l'attaquer et à nous diviser, car comment pensez-vous que nous puissions agir si nous nous montrons aussi intransigeants; rassemblons toutes les forces qui veulent aller de l'avant et cherchons ensuite à les convaincre et à les gagner peu à peu à nos idées » (pp. 164-165)

ils dénoncent le caractère unilatéral de la nouvelle orientation politique au nom du respect que méritent, selon eux, les partisans de Weitling ainsi que ceux de Grün.

Le sujet est à ce point sensible que le rapport se garde bien de mentionner l'objection sans aussitôt y répondre: s'agissant du nom de la Ligue, il réclame des arguments autrement fondés que sur des émotions¹ :

« Que les Frères de Hambourg veuillent bien relire les arguments avancés par la Circulaire issue du Congrès et s'ils peuvent les réfuter, alors nous marquerons notre accord avec eux, mais nous ne pouvons pas tenir compte de simples émotions »

et s'agissant de Weitling et Grün, il récuse toute volonté de persécution sans rien céder toutefois sur le caractère passéiste des conceptions du premier :

« Nous n'avons plus de temps à perdre avec les rêveurs et les marchands de systèmes sans intérêt pour l'action. Nous irons de l'avant sans traîner de cadavre derrière nous. »

ni sur l'imposture que représente le second. :

« Les partisans de Grün sont des gens qui palabrent sur l'égalité sans savoir ce que signifie le mot et qui critiquent tout sauf eux-mêmes, ce sont autrement dit des dogmatiques qui dissertent mais ne font rien. ». (page 165)

Et de conclure sur ce point qu'il est préférable « de disposer de 100 membres actifs plutôt que de 1.000 qui sont des indécis ». Aux frères de Hambourg, le rapport conseille in fine de s'occuper davantage de collecter des fonds pour le fonctionnement de la Ligue et en particulier pour la publication de son journal. : « Il appartient à chaque membre d'acheter un exemplaire du journal et s'il ne le peut, c'est à la Commune elle-même de s'en charger pour lui. ».

Les recommandations prennent alors une tournure très volontariste :

« Nous pouvons avoir un impact puissant si nous en avons au moins la volonté ; et si nous l'avons, la seule chose dont nous avons besoin c'est de courage, de courage et encore de courage ! Si certains en sont incapables ou refusent de nous accompagner aussi loin, c'est très bien, et si leurs intentions sont honnêtes, nous ne devons pas cesser de les respecter, mais quand nous sommes invités par les mêmes à faire marche arrière, alors nous répondons : jamais ! ». (page 169)

Pour leur part, les frères de **Leipzig** annoncent que « plusieurs de leurs membres, effrayés par le caractère assez tranchant de la circulaire de l'Autorité centrale, s'étaient retirés. Les autres ont promis de tenir fidèlement et d'œuvrer dans toute la mesure de leurs forces ».

Quant à la profession de foi,

« la commune de Leipzig pense qu'il est nécessaire de formuler la profession de foi de façon plus scientifique et plus adoptée à toutes les classes de la société. Elle propose une transformation presque totale et en donne les raisons. Nous présenterons aux délibérations du prochain congrès les modifications proposées » (page 169)

le rapport ne fournit hélas pas le détail des amendements proposés par la commune de Leipzig.

A New York, de même, « les réunions ont été le théâtre de violents conflits » principalement en raison de l'arrivée de Weitling qui a aussitôt semé la discorde.

« On en vint à de violentes disputes dans les séances et la conséquence en fut que tout l'édifice s'est écroulé. Les communes de New York nous avaient constamment exhortés à la modération et instamment priés de nous réconcilier avec Weitling ; comme quinze jours après l'arrivée de Weitling elles entraient elles-mêmes en conflit violent avec lui, les cor-

¹ « Et le rapport d'ajouter : « Ce dernier nom indique clairement qui nous sommes et ce que nous voulons, ce que le précédent ne faisait pas. L'appellation *Ligue des Justes* dit tout et en même temps ne dit rien; or, nous nous devons d'être plus précis. ».

respondants perdirent tout courage et n'osèrent même plus nous écrire pour ne pas dévoiler la triste situation de la Ligue là-bas. »

La situation est telle que l'Autorité centrale a décidé d'envoyer deux émissaires sur place.

En France, si les résolutions du congrès ont été largement approuvées à **Paris**, « beaucoup de gens ne sont pas délivrés des théories insensées de Grün et des étranges idées de Proudhon ». Le rapport ne manque donc pas de recommander la lecture de *Misère de la philosophie*, l'ouvrage de Marx récemment paru :

« Proudhon est à ce point devenu un véritable philosophe allemand qu'il ne sait plus lui-même ce qu'il veut; Grün a rendu les idées de Proudhon encore plus obscures : il va de soi qu'on ne peut guère demander à des personnes qui suivent les doctrines de ces deux hommes de savoir clairement ce qu'elles veulent. Nous demandons instamment au partisans de Proudhon et de Grün de lire *Misère de la philosophie* de Marx dont nous avons appris qu'il a déjà été traduit en allemand¹- et ils verront que l'Etat égalitaire qu'ils réclament dans un flot de paroles et de formules contournées n'est rien d'autre que l'Etat actuel (...) Nous appelons les communistes de Paris à adopter une position ferme afin de débarrasser leur communauté de ces idées fausses. Si les partisans de Grün et de Proudhon insistent sur leurs principes, alors, s'ils souhaitent rester des hommes d'honneur, qu'ils quittent la Ligue et travaillent de leur côté. Il n'y a de place que pour les communistes dans notre Ligue. Tant qu'il y aura des adeptes de Grün dans nos communautés, ni eux ni nous ne pouvons mener une propagande efficace; nos forces seront divisées et nos jeunes manqueront de convictions fermes. La séparation est donc préférable à une dissension interne². » (pp. 177-179)

Pour le reste, c'est à **Lyon** que les difficultés ont surgi. Aussi l'Autorité centrale prie-t-elle instamment la commune de Paris de faire l'effort d'y envoyer d'urgence « des membres expérimentés ».

De Suisse, les nouvelles mentionnent également des difficultés avec les anciens partisans de Weitling : « Les partisans exclus de Weitling, écrit notre émissaire, ont envoyé à La Chaux-de-Fonds plusieurs lettres pleines d'insultes personnelles les plus honteuses envers plusieurs membres de la Ligue et appelant les membres à se joindre à eux. » Et comble de confusion, des fonds envoyés pour la propagande ont été utilisés pour publier la littérature de Karl Heinzen : « Nous avons été informés qu'ils avaient l'intention de mettre en évidence un journal communiste. Nous avons donc envoyé 25 francs et un versement de 50 francs à Lausanne et à La Chaux-de-Fonds. Toutefois, cet argent a été utilisé par les membres de Berne pour imprimer des dépliants rédigés par Karl Heinzen³, alors qu'il s'était révélé lui-même le pire ennemi des communistes. »

En Belgique, « les perspectives sont bonnes », affirme le rapport. La commune de Bruxelles émet deux remarques. L'une concerne le point des statuts (article 3, section 2) qui proposait d'interdire à tout membre de la Ligue d'appartenir à toute autre association politique ou nationale. :

« Nous tenons pour une erreur politique d'interdire aux Membres de la Ligue d'appartenir à une organisation politique ou nationale, car, ce faisant, nous nous privons de toute possibilité d'influencer ces organisations (...) Dans une période révolutionnaire, cette restriction enlèverait toute énergie au Congrès (...) Souvenons-nous qu'en 1794, les aristocrates ont introduit la même demande devant la Convention, afin de paralyser toute action. »

¹ *Misère de la Philosophie* a en effet été rédigé par Marx en français. La traduction allemande ne paraîtra en fin de compte qu'en 1885.

² La lettre d'Engels à Marx du 25 octobre 1847 témoigne bien des conflits au sein des communes parisiennes : « Chez les Straubinger, la confusion est infernale. Dans les jours précédant mon arrivée, les derniers partisans de Grün ont été jetés dehors une *commune* entière, mais dont la moitié reviendra. Nous ne sommes plus maintenant que 30. » (Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., tome 1, page 498).

³ Après des études de médecine qu'il avait dû abandonner en raison de ses activités politiques, **Karl Heinzen** avait travaillé dans l'administration. En 1844, il publie une étude sur la bureaucratie prussienne, ce qui l'oblige à s'exiler en Suisse. Engels mènera contre lui une vive polémique à travers un article intitulé « Les communistes et Karl Heinzen » paru les 3 et 7 octobre 1847 dans la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*. Nous renvoyons à l'article de Marx « La critique moralisante et la morale critique. Contribution à l'histoire culturelle allemande. Contre Karl Heinzen » aux pages 26-39 de notre fascicule 3.

L'autre observation concerne le projet de profession de foi dont il est dit : « En ce qui concerne le Credo communiste, un bon nombre d'importantes modifications ont été suggérées, que nous proposerons à la discussion du Congrès. »

A **Londres**, « Le nouveau Règlement a été adopté à l'unanimité et de vives discussions sont en cours dans toutes les communautés sur le Credo (...) Un remarquable sens de l'unité règne parmi les membres qui sont prêts à consacrer toute leur énergie à notre cause. »

Le rapport se termine par diverses recommandations, notamment sur la nécessité, sur l'urgence même, de réunir les fonds nécessaires au bon fonctionnement de la propagande. Il lance surtout un appel pour que les *communes* préparent sérieusement le deuxième congrès et désignent leurs délégués :

« Ce deuxième congrès sera de la plus haute importance car il doit non seulement aboutir à la formulation de la profession de foi communiste mais aussi décider de l'organisation définitive de la Ligue, de son organe de presse et de notre modèle de propagande pour l'avenir. Il est donc absolument indispensable que le plus grand nombre possible de délégués puissent participer à ce congrès. Nous espérons, frères, que vous saurez faire tous les sacrifices qu'exige l'accomplissement de votre devoir. »

*

Le projet de profession de foi communiste constitue une autre pièce importante des documents préparatoires du second congrès.

Il est quelquefois suggéré, sinon affirmé que **Fr. Engels en serait l'auteur¹, ce qui est inexact**. Il est vrai que le manuscrit retrouvé en 1969 est de l'écriture d'Engels, mais cet indice ne permet pas d'attribuer à ce dernier une autre responsabilité rédactionnelle que sa participation aux travaux du premier congrès dont ce texte est issu. Du reste la correspondance privée d'Engels en cette période ne comporte aucune mention qui permette de lui attribuer ces pages. Par contre, ce que la même correspondance révèle, c'est **la manœuvre d'Engels** pour isoler Moses Hess dans le débat sur la profession de foi à Paris et pour empêcher que ce dernier ne fasse adopter une version selon ses vues. Le 25 octobre 1847 (nous sommes à un mois du second congrès), Engels écrit à Marx :

J'ai joué un tour infernal à Mosi, mais *que cela reste tout à fait entre nous*. Il avait fait adopter une profession de foi divinement améliorée. Vendredi dernier², je l'ai discutée au district, point par point, et n'en étais pas encore à la moitié que tout le monde se déclarait satisfait. *Sans aucune opposition*, je fus mandaté pour en élaborer une nouvelle que l'on discutera maintenant vendredi prochain au district et que l'on enverra à Londres *derrière le dos des communes*. Naturellement, il ne faut pas que quiconque le remarque sinon nous serions tous déposés et il y aurait un scandale du tonnerre de Dieu³.»

Le nouveau projet dont Engels annonce ici qu'il va entreprendre la rédaction n'est autre que le texte connu sous le titre de « **Principes du communisme** » (*Grundsätze des Kommunismus*).

Engels revient sur cette question dans une lettre à Marx, plus tardive, datée du 24 novembre 1847⁴ :

« Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Je crois qu'il est préférable d'abandonner la forme du catéchisme et d'intituler cette brochure : *Manifeste communiste*. Comme il nous y faut parler plus ou moins d'histoire, la forme actuelle ne convient pas. J'emporte le projet que j'ai fait ici, il se veut simplement narratif mais il

¹ C'est le cas notamment des rédacteurs de l'excellent site www.marxists.org, qui l'attribuent à Engels et datent sa rédaction du 9 juin 1847 (le dernier jour du premier congrès). Rubel lui-même cède à cette opinion : page 1177 du tome 1V où il parle de la *Profession de foi communiste* comme d'un document « soumis par Engels au premier congrès de la Ligue ».

² Autrement dit le 22 octobre 1847

³ Marx Engels, *Correspondance*, tome 1, op.cit., page 499

⁴ Nous sommes à peine à une semaine du Congrès. Les deux amis se préparent à entreprendre le voyage. Engels écrit à Marx le 15 novembre de Paris : « En me rendant à Londres, je ne pourrai passer par Bruxelles. Mes fonds sont trop justes. Il faudra nous donner rendez-vous à Ostende, le samedi 27 au soir et faire la traversée le dimanche pour pouvoir commencer le lundi ». (Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., tome 1, page 505.)

est fort mal rédigé parce qu'écrit terriblement vite. Je commence ainsi : Qu'est ce que le communisme ? et tout de suite après, la prolétariat – origine, différence avec les ouvriers d'autrefois, développement de l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, crises, conséquences qu'on doit en tirer. Parmi tout cela, toutes sortes de points secondaires et enfin la politique du parti communiste, dans la mesure où elle doit être rendue publique. Ce projet n'est pas tout à fait au point pour être soumis à l'approbation de la Ligue, mais je pense le faire accepter, à quelques petites choses près, sous une forme telle que rien n'y figure qui soit contraire à nos idées¹ ».

Nous reviendrons en détail dans un autre chapitre sur la contribution d'Engels.

4.2. Le deuxième congrès

Le deuxième congrès se tient **du 29 novembre au 8 décembre 1847**, avec cette fois la participation de Marx qui représente la *commune* de Bruxelles, Engels étant délégué de Paris².

En l'absence de document semblable aux pièces émises après le premier congrès, nous ne pouvons rien savoir de précis des travaux, sinon qu'ils ont occupé dix longues journées, ce qui laisse entendre qu'il s'est agi d'un peu autre chose que d'entériner les décisions du congrès de juin.

Le récit d'Engels est plutôt sommaire :

« Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, - la durée du congrès fut de dix jours au moins, - défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun. »

Nous consacrons un chapitre spécial à la rédaction du *Manifeste*. N'insistons donc pas ici sur les deux informations que livre Engels, l'une relative à la rédaction commune du *Manifeste*, l'autre à la célérité de cette rédaction, deux informations qui méritent un commentaire particulier.

De même nous semble-il préférable de reporter dans un chapitre à part le commentaire que méritent deux autres décisions du congrès: d'abord l'adoption des **nouveaux statuts**, ensuite la décision de faire paraître **une revue** intitulée **Kommunistische Zeitschrift** dont un seul numéro a paru en septembre 1847 sous la responsabilité de Karl Schapper.

¹ Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., tome 1, pp. 507-508

² Engels à Marx, le 14 novembre 1847 : « Hier soir, on a procédé à l'élection des délégués. Après une réunion particulièrement confuse, je fus élu avec les 2/3 des voix; cette fois je n'avais pas du tout intrigué, n'en ayant d'ailleurs guère l'occasion. Il n'y avait qu'une apparence d'opposition; on proposa bien un ouvrier mais ceux qui l'avaient proposé votèrent pour moi. » (Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., tome 1, page 503).

2. Les étapes de la rédaction

Sources :

Bert Andréas, *Le Manifeste Communiste de Marx et Engels, Histoire et Bibliographie 1848-1918*, Ed. Feltrinelli, Milan 1963.

Bert Andréas, introduction à l'édition française des *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, Augier Montaigne, collection « Connaissance de Marx », Paris 1972.

Der Bund der Kommunisten, volume 1 (1836-1849) et volume 2 (1849-1851), une collection des archives de la *Ligue des communistes* publiée à Berlin en 1970 aux éditions Dietz, par l'Institut pour le Marxisme-Léninisme auprès du Comité central du SED et du Comité Central du KPdSU.

*

La rédaction du *Manifeste du Parti communiste* résulte d'un enchaînement de **trois étapes** dont voici une brève description.

1. Juin 1847 : la *Profession de foi communiste*, par le premier congrès de Londres

Le premier congrès constitutif de la *Ligue des communistes*, tenu à Londres du 2 au 9 juin 1847, se termine par la rédaction d'un projet de *Profession de foi communiste* destiné à être débattu dans les *communes* de la ligue en vue de son adoption lors du second congrès, prévu en décembre de la même année.

Ce texte nous est parvenu dans un manuscrit de l'écriture d'Engels, ce qui a pu laisser penser qu'il en est l'auteur¹.

Nous prendrons le soin de le commenter dans un prochain chapitre.

2. Octobre 1847, *Principes du communisme* par Fr. Engels

Les débats au sein des *communes* de la Ligue seront loin d'être sereins.

Ce que nous savons d'important à ce propos réside dans la description que fait Engels, dans une lettre à Marx du 26 octobre 1847, de la manœuvre à laquelle il a dû recourir pour évincer la contribution de Moses Hess sur le texte de la profession de foi.

Engels écrit ce jour-là :

« J'ai joué un tour infernal à Mosi, mais que cela reste tout à fait entre nous. Il avait fait adopter une profession de foi divinement améliorée. Vendredi dernier, je l'ai discutée au district, point par point, et n'en étais pas encore à la moitié que tout le monde se déclarait satisfait. Sans aucune opposition, je fus mandaté pour en élaborer une nouvelle que l'on discutera maintenant vendredi prochain au district et que l'on enverra à Londres

¹ L'édition de Maximilien Rubel (Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, volume 5, page 1640) n'hésite pas à l'affirmer en écrivant, c'est nous qui soulignons : « Il s'agit de l'ébauche d'une « Profession de foi communiste » rédigée par Engels lors du premier congrès de la *Ligue des communistes* tenu à Londres en juin 1847. Elle se compose d'un texte en vingt-deux « questions-réponses », dont Engels offrira plus tard une version plus élaborée sous le titre *Principes du communisme*. »

derrière le dos des communes. Naturellement, il ne faut pas que quiconque le remarque sinon nous serions tous déposés et il y aurait un scandale du tonnerre de Dieu¹ »

Engels mentionne ici la nouvelle version d'un texte que Moses Hess avait déjà publiée dans le *Vorwärts* de décembre 1844 sous le titre de « Catéchisme par questions et réponses² » et qu'il semblait avoir reprise en vue du prochain congrès de juin 1847. Nous reviendrons sur ce texte dans un prochain chapitre. Il ne suffit que d'observer le caractère bureaucratique de la manœuvre, Engels profitant de sa position dans une instance supérieure (le District)³ pour évincer un document soumis à la discussion des *communes* de base.

A sa place, Engels avait substitué sa propre contribution, un texte intitulé « Principes du Communisme » qu'il semble avoir rédigé en une semaine, plus précisément si l'on en croit les indications chronologiques disponibles dans sa correspondance⁴, entre deux réunions, le vendredi, du district, soit entre le 22 et le 29 octobre 1847.

Nous y reviendrons dans le chapitre qui lui sera consacré.

3. Janvier 1848, Le Manifeste du Parti communiste, sous la double signature de Marx et d'Engels

Sur le fait de la rédaction elle-même, nous disposons de **deux repères chronologiques**.

Le premier réside dans la lettre datée du **24 novembre 1847** dans laquelle Engels, qui réside à Paris depuis la fin du mois d'octobre⁵, suggère à Marx à propos de la profession de foi « d'abandonner la forme du catéchisme » et de rédiger une brochure portant le titre de « manifeste communiste⁶ ». Nous sommes à cette date à quelques jours du second congrès de Londres et il semble bien que le seul document abouti dont disposent Marx et Engels soit le texte rédigé par ce dernier sous le titre « Principes du Communisme ». Dans la même lettre, Engels précise du reste son projet de soumettre ce texte à la discussion : « Ce projet n'est pas encore tout à fait au point pour être soumis à l'approbation de la Ligue, mais je pense le faire accepter, à quelques petites choses près, sous une forme telle que rien n'y figure qui soit contraire à nos idées ». Rien n'indique que de son côté, Marx ait ébauché la rédaction d'un document alternatif.

Le second repère réside dans la mise en demeure que le Comité central de la Ligue à Londres adresse le **24 janvier 1848** à Marx, l'enjoignant d'honorer son engagement et d'envoyer sans plus de retard, et en tout cas avant le 1^{er} février, le texte du *Manifeste*.

Entre ces deux dates, il n'est aucune archive qui permette d'affirmer quoi que ce soit sur le sujet.

La lettre du **14 janvier 1848** d'Engels ne contient aucune indication précise sur le texte en train de s'écrire sinon cette phrase : « J'espère que les papiers de Londres ne tarderont pas à arriver » qu'il est malaisé d'interpréter sachant qu'à cette date les londoniens sont toujours en attente du texte de Marx et qu'ils s'impatientent. Ces papiers ne peuvent être que divers documents issus du congrès de décembre 47 dont, probablement, les nouveaux statuts.

Une seconde lettre d'Engels datée, de Paris toujours, du **21 janvier 1848**, n'apporte rien sur le sujet.

L'on est donc conduit à considérer que **le Manifeste a été rédigé par Marx au cours du mois de janvier 1848 à son domicile bruxellois, 42, rue d'Orléans, à Ixelles⁷**.

Le texte du *Manifeste* sera imprimé à Londres entre la fin de février et le début de mars 1848.

*

¹ Marx, Engels, *Correspondance*, Éditions sociales, Paris 1971, tome 1, p. 499.

² Le texte est reproduit par Jacques Grandjonc dans son volume *Marx et les Communistes allemands à Paris. Vorwärts, 1844* publié chez François Maspero, collection BS26, Paris 1974, pp.187-199.

³ Et d'une véritable situation de crise au sein des *communes* parisiennes. Dans cette même lettre du 24-25 octobre 1848, il écrit : « Chez les Straubinger, la confusion est infernale. Dans les jours précédant mon arrivée, les derniers partisans de Grün ont été jetés dehors, une *commune* entière, mais dont la moitié reviendra. Nous ne sommes maintenant plus que 30. J'ai aussitôt organisé une *commune* de propagande et cours de tous les côtés faire des discours. On m'a aussitôt élu au district et j'ai été chargé de la correspondance ». (Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., p. 498) Pour rappel, le terme *Straubinger* désigne sous le plume de Marx et d'Engels les artisans de l'immigration allemande sensibles aux idéaux d'un communisme utopique à dimension morale, sinon religieuse.

⁴ La critique par Engels du projet de Hess se place au cours de la réunion du 22 octobre 1847 (Source : Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., page 499, note 11).

⁵ Sa première correspondance parisienne date du 26 octobre 1847.

⁶ Marx, Engels, *Correspondance*, op.cit., pp. 507-508.

⁷ Aujourd'hui rue Jean d'Ardenne.

Demeure la question, si c'en est une, de la double signature.

Il est incontestable que **Marx est le rédacteur du texte que l'on connaît sous le nom de *Manifeste du Parti communiste***¹.

Il est non moins incontestable **qu'Engels doit être tenu comme son co-auteur de plein droit**. D'une part, en effet, le rôle qu'a joué sa contribution *Principes du communisme* a été déterminant dans l'orientation des travaux du second congrès. D'autre part, surtout, le *Manifeste* tire le principal de ses apports intellectuels et politiques de **l'élaboration commune** par Marx et Engels des premières thèses du matérialisme historique dans les pages restées inédites de *l'Idéologie allemande*.

¹ Quoi qu'en dise Marx lui-même qui dans le récit qu'il fait de l'histoire de la Ligue dans *Herr Vogt*, écrit : « Après quelques semaines, le *Manifeste du Parti communiste* rédigé par Engels et moi-même fut adopté » (Rubel, op.cit., p. 1413).

3. Le titre

L'intitulé « Manifeste du Parti communiste » appelle trois commentaires.

Le premier sur le vocable « manifeste »

Le deuxième sur le vocable « parti »

Le troisième sur le vocable « communiste ».

1. Un manifeste

La langue, en l'occurrence le français, enregistre deux principales manières de nommer l'expression publique d'une conviction, soit par les termes « profession de foi », soit par le terme « manifeste¹ », lesquels se distinguent selon le champ sémantique auquel ils appartiennent, soit *religieux*, soit *laïque*.

La prégnance culturelle des rites chrétiens explique aussi bien le choix de la tournure *profession de foi* que le recours à la forme dialoguée du *catéchisme*.

C'est le terme de profession de foi² qui a été choisi par les congressistes de l'ancienne *Ligue des Justes* en juin 1847.

C'est le modèle dialogué du catéchisme qui régit la multitude des écrits par lesquels s'est trouvée exposée une doctrine personnelle et le plus souvent collective. Les exemples sont légion, dont le texte que Moses Hess a publié en décembre 1844 sous le titre quelque peu redondant de « Catéchisme communiste par questions et réponses³ ».

Lorsqu'il revient de Londres en juin 1847, Engels emporte avec lui le document intitulé « Projet de profession de foi communiste » (« Entwurf des kommunistischen Glaubensbekenntnisses ») qui résulte des délibérations de ce premier congrès constitutif de la Ligue. La correspondance de cette époque n'a pas gardé de trace des échanges entre Marx et Engels sur le sujet. Il est vrai qu'Engels réside à Bruxelles de juillet à octobre 1847 et que les deux amis ont eu le loisir d'en débattre de vive voix. Il faut attendre la lettre d'Engels du 23 novembre 1847 pour découvrir le commentaire bien connu qu'il réserve à la dénomination *manifeste*. Rappelons qu'il écrit à Marx ceci : « Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Je crois qu'il est préférable d'abandonner la forme du catéchisme et d'instituer cette brochure : *Manifeste communiste*. Comme il nous y faut parler plus ou moins d'histoire, la forme actuelle ne convient pas. »

Nous observons qu'Engels récuse moins la forme catéchisme pour ses consonances religieuses qu'en raison de la nécessité, écrit-il, de « parler d'histoire ». Il est vrai que l'alternance des questions et des réponses entraîne souvent le rédacteur à procéder par définitions, un exercice qui incline vers une approche en généralité de notions qu'il s'agissait au contraire d'articuler en rapport avec les évolutions de l'histoire.

2. Un parti

Le terme évoque assurément l'idée générale de choisir son camp, mais il n'est pas dépourvu de signification organisationnelle. La création à Bruxelles du *Comité de Correspondance Communiste* répondait du reste à une volonté d'établir un groupement structuré et c'est dans cette fonction que la *Ligue des communistes* sera mobilisée lorsque les événements révolutionnaires surviendront en Allemagne.

¹ Le *Trésor de la Langue Française Informatisé* relève en premier la dimension *déclamative* de la notion de *profession* (« Déclaration publique ayant pour but de faire connaître ouvertement ses opinions, ses sentiments, ses intentions »), la profession dite *de foi* n'étant qu'une modalité religieuse ritualisée: « Déclaration d'adhésion à des principes religieux, politiques, intellectuels auxquels on est particulièrement attaché », dont on se réclame ». A l'entrée « manifeste », on trouve: « Déclaration écrite, publique et solennelle, dans laquelle un homme, un gouvernement, un parti politique expose une décision, une position un programme ». Puis, par analogie, « Déclaration écrite dans laquelle un artiste ou un groupe d'artistes expose une conception ou un programme artistique ».

² Glaubensbekenntnis, en allemand où le terme se situe dans le même champ sémantique qu'en français.

³ Nous le présenterons dans une prochaine annexe.

Toutefois Marx saura subordonner la forme parti aux nécessités de l'action dans son contexte. Il n'hésitera ainsi pas à mettre en veilleuse la *Ligue* lorsqu'il s'agira en 1849 de former les alliances les plus larges en vue de pousser la bourgeoisie allemande dans la voie révolutionnaire.

Quand les partis ouvriers de masse se constitueront dans le dernier quart du 19^e siècle, ce sont plutôt les vocables « ouvrier », « socialiste » et « social-démocrate » qui forgeront leur identité. Il faudra attendre la constitution en mars 1918 du parti bolchévique et celle, en décembre 1925, du PC(b) de Russie pour que l'appellation « parti communiste » retrouve sa vigueur et tende à se généraliser comme tel¹.

On notera que dans sa lettre du 23 novembre 1847, Engels parle de « Manifeste communiste ». C'est sous cette appellation qu'il sera publié à partir de l'édition allemande de 1872.

3. Communiste

L'appellation *communiste* s'impose dans le vocabulaire politique au tout début de la décennie 1840, et singulièrement en France selon les deux variantes *icarienne* et *néo-babouviste*².

Elle se trouvera confortée par les rapports policiers et les procès politiques de l'époque qui ne manqueront pas de susciter sous ce nom une véritable « peur du rouge » à l'adresse des nantis et de la petite paysannerie propriétaire. Il est significatif que la contre-manifestation du gouvernement provisoire le 16 avril 1848³ se soit terminée par des démonstrations violemment anti-communistes de la part de la garde nationale bourgeoise⁴.

Dans sa préface de 1888 à l'édition anglaise du *Manifeste*, Engels précise : « Et, cependant, au moment où nous écrivions, nous ne pouvions toutefois l'intituler le Manifeste socialiste. En 1847, on donnait le nom de socialistes, d'une part, aux adeptes des divers systèmes utopiques : les owénistes en Angleterre et les fouriéristes en France, et qui n'étaient déjà plus les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes; d'autre part, aux médocastres sociaux de tout acabit qui promettaient, sans aucun préjudice pour le Capital et le profit, de guérir toutes les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage. Dans les deux cas, c'étaient des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un appui auprès des classes «cultivées». Au contraire, cette partie des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance de simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société, s'appelait alors communiste. C'était un communisme à peine dégrossi, purement instinctif, parfois un peu grossier, mais cependant il présentait l'essentiel et se révélait assez fort dans la classe ouvrière pour donner naissance au communisme utopique : en France, celui de Cabet et en Allemagne, celui de Weitling. En 1847, le socialisme signifiait un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde, pour le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme, dès ce moment, nous étions d'avis que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter ».

Après 1848, l'appellation va progressivement s'estomper au profit des termes « socialiste » et « social-démocrate ». Le discrédit de la dénomination *social-démocrate* après le vote des budgets de guerre en 1914 par les partis ouvriers allemand et français conduira Lénine à préconiser la reprise du terme *communiste* dès son discours du 7 avril 1917 connu sous le nom des « thèses d'avril »⁵.

¹ Source : Jean Sagnes, « Parti communiste » et « parti socialiste » : genèse d'une terminologie, Revue française de science politique, 32e année, n°4-5, 1982. pp. 795-809.

² L'évènement inaugural le plus souvent retenu est le banquet communiste de Belleville du 1^{er} juillet 1840. Sur le sujet, nous renvoyons à l'ensemble de notre fascicule 13 consacré au communisme français sous la Monarchie de Juillet.

³ Elle marque le début de la reprise en main du processus révolutionnaire par la bourgeoisie républicaine.

⁴ Elles étaient nommément dirigées contre Cabet qui était pourtant le moins susceptible de mettre en danger la propriété, ce qui atteste le caractère imaginaire (*spectral*, dira Marx) de la menace communiste.

⁵ Cette proposition constitue la 9^e thèse (Lénine, *Œuvres*, tome 24, pp. 11-19, Editions du Progrès, Moscou 1976).

3.0. Préambule

Sources :

Jacques Grandjonc, « En marge du *Manifeste* de Marx et Engels : le spectre du communisme » (Cahiers d'études germaniques, n° 4, Aix-en-Provence, 1980, pp. 195-227)

Bert Andréas, *Le Manifeste Communiste de Marx et Engels, Histoire et bibliographie 1848-1918*, éditions Feltrinelli, Milan, 1963

*

Le préambule du *Manifeste* débute par une métaphore singulièrement expressive que les commentateurs n'ont pas manqué de gloser abondamment.

On trouvera sous la plume de Bert Andréas un inventaire des sources possibles de cette **image du spectre**¹.

L'étude de Jacques Grandjonc susmentionnée montre, documents à l'appui, que loin d'être une formule d'auteur réservée, l'expression appartient au vocabulaire commun des adversaires de ce qui, à partir de 1840, se revendique en France du communisme². L'expression deviendra, écrit-il, « un des clichés du vocabulaire politique français et peut-être plus encore du vocabulaire politique allemand dans la mesure où le communisme était plus fantomatique – c'est-à-dire plus loin de la réalité socio-politique quotidienne – en Allemagne qu'en France à cette date. (...) Spectres et revenants sont (...) devenus en Allemagne les épithètes obligées de tout discours sur le communisme. » (pp. 197-198).

Sous le rapport des langues, on remarquera que l'original allemand (Alle Mächte des alten Europa haben sich zu **einer heiligen Hetzjagd** gegen dies Gespenst verbündet) parle d'une « sainte battue de chasse ». C'est la leçon que retiennent les traductions mentionnées par le préambule : « una santa battuta di caccia » en italien, « een heilige drijfjacht » en flamand, « en hellig klapja » en danois. Les traductions anglaise « **a holy alliance** » et française « **une sainte alliance** » ont choisi de politiser l'image en associant le premier segment de l'expression au traité d'alliance conclu en 1815 entre les trois monarchies absolutistes victorieuses de Napoléon : l'empire de Russie, l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse. Metternich en fera un instrument de maintien de l'ordre contre-révolutionnaire en Europe.

Certains commentateurs³ ajoutent que dans le domaine allemand, les résonances romantiques du thème ne sont pas étrangères à son succès. Ils se réfèrent notamment au thème de la chasse sauvage que recense Jakob Grimm dans son dictionnaire « *Deutsche Mythologie*⁴ ».

¹ Entre autres le livre de Lorentz Stein « Der Socialismus und Communismus des heutigen Frankreichs » (*Le socialisme et le Communisme dans la France contemporaine*) paru en 1842 ainsi qu'une mention par Wilhelm Schultz à l'article « Communismus » dans *Das Staatslexicon*, une encyclopédie de 1846 (Bert Andréas, op.cit. pages 3, 4 ; Grandjonc, op.cit. page 220). Pour sa part, Maximilien Rubel fait remarquer que Marx reprendra cette figure de style dans sa « Circulaire aux leaders de la social-démocratie », du 17.09.1879, où, dénonçant l'opportunisme parlementaire, il écrit : « Pour enlever à la bourgeoisie la dernière trace de peur, on veut lui prouver, clair et net, qu'en réalité le spectre rouge n'est rien qu'un spectre, qu'il n'existe pas. Mais quel est son secret à ce spectre rouge, sinon la peur de la bourgeoisie devant la lutte à mort, inévitable, entre elle et le prolétariat ? » (Rubel, *Karl Marx, Œuvres*, Bibliothèque de la Pléiade, tome 1, p. 1547).

² L'évènement politique qu'a constitué le banquet communiste de Belleville le 1^{er} juillet 1840 fournit un repère commode pour situer l'apparition en France du communisme comme identité politique centrée sur la revendication babouviste de « la communauté des biens, des travaux et des jouissances ». Nous renvoyons sur ce point à notre fascicule 13.

³ C'est le cas notamment de Marc Angenot et de Darko Suvin, *L'implicite du Manifeste*, Etudes françaises, 16, 3-4, pp. 44-67. Les deux auteurs se réfèrent sur ce point à l'ouvrage de SS Prawer, *Karl Marx and world Literature*, Oxford University Press, 1975. Nous observerons pour notre part que l'image de la *wilde Jagd* (la chasse sauvage) mentionnée par Grimm met en scène les spectres non pas dans la posture de personnages traqués mais au contraire comme les acteurs de chevauchées fantastiques destinées à terroriser les vivants.

⁴ Jakob Grimm, *Deutsche Mythologie*, vierte Ausgaben, II band, Gütersloh verlag von C. Bertelsmann, Cap. XXXI, « Gespenster », pp. 761-793.

Si l'on cherche un exemple de la vitalité de cette image du *spectre* dans le vocabulaire politique de l'époque, l'on ne peut manquer le violent pamphlet bonapartiste que François-Auguste Romieu publie en 1851 sous le titre *Le spectre rouge de 1852*. L'ouvrage vise à produire un effet de terreur sur les classes possédantes en décrivant l'irruption conjuguée d'une jacquerie paysanne et d'une insurrection prolétarienne lors des prochaines élections de 1852. « Pièce et acteurs, écrit-il¹ en parlant de *l'ennuyeuse comédie politique*, me font l'effet de revenants sortis de leur sépulcre pour essayer encore malgré le linceul de s'asseoir près de ceux qui vivent. Je fuis cette odeur de tombeau (...) ». Le texte qui se veut pour l'essentiel un appel à la dictature militaire énumère les principaux thèmes de l'idéologie qui portera bientôt Louis-Napoléon Bonaparte au pouvoir : rejet du parlementarisme, haine du peuple et mépris pour la bourgeoisie libérale, exaltation des vertus de la discipline militaire, le tout dans une rhétorique dominée par les images morbides de la mort et rythmée par les appels au meurtre.

Enfin si l'on cherche un commentaire philosophique sur le thème de la spectralité en relation avec l'héritage de Marx aujourd'hui, l'on ne peut manquer l'essai que lui a consacré en 1993 le philosophe français Jacques Derrida sous le titre *Spectres de Marx* aux éditions Galilée².

Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète infamante de communiste ?

Il en résulte un double enseignement.

Déjà le communisme est reconnu comme une puissance par toutes les puissances d'Europe.

Il est grand temps que les communistes exposent à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances; qu'ils opposent au conte du spectre communiste un manifeste du Parti lui-même.

C'est à cette fin que des communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres et ont rédigé le Manifeste suivant, qui est publié en anglais, français, allemand, italien, flamand et danois³.

¹ Page 5 de l'édition numérisée par Gallica. On lit, par exemple, ceci : « Le canon seul peut régler les questions de notre siècle » (p. 21), « De tous ceux que l'Europe a essayés, (le régime féodal) est encore le meilleur » (p. 32), « ô bourgeois (...) votre rôle est fini » (p. 63), « écoutez le tocsin qui brise vos oreilles » (p. 64), « ce qui se passera sera une lutte en dehors de vous (...) dont vous ne serez que les spectateurs consternés (...) C'est entre le délire furieux des masses et la discipline vigoureuse de l'armée que sera le conflit » (p. 68), « De nos jours, la logique est dans la mitraille » (p. 70), « C'est l'armée et l'armée seule qui nous sauvera » (p. 83), « Oh ! Foi et Force, leviers uniques des mouvements humains, il n'y a rien, en dehors de vous, que d'impuissant et de factice. (...) la Force, dans notre temps est seule maîtresse » (p. 90), « Ce sera dans les flots de sang que se fera cette rénovation de la marche humaine » (p. 94). Un livre terrifiant, oui.

² Ainsi que son prolongement en 2002 dans un bref volume intitulé *Marx & Sons*, aux mêmes éditions, en collaboration avec les PUF et la revue *Actuel Marx*. Nous prévenons que ces ouvrages ne sont pas d'un accès facile en raison de la technicité du langage qui s'y déploie.

³ En vérité, ces traductions vont tarder à paraître : l'anglaise en 1850, la française en 1872 (à New York, dans une version non autorisée) et en 1885 (à Paris, sous la plume de Laura Lafargue). Nous renvoyons au chapitre 6.2. consacré aux préfaces du *Manifeste* pour le détail de certaines traductions.

Qui sont par ailleurs les personnages historiques évoqués dans ce préambule ?

Le pape ? Il s'agit de **Pie IX**, lequel avait été élu, en 1846, avec une réputation de libéral¹. Le déclenchement, en 1848, des événements révolutionnaires en Italie et en Europe va toutefois provoquer chez lui un revirement complet. Son pontificat sera l'un des plus réactionnaires sur le plan doctrinal : proclamation du dogme de l'immaculée conception, rejet du libéralisme, hostilité à l'égard du mouvement ouvrier et du communisme, condamnation du rationalisme et de la liberté d'opinion, anathème sur les travaux de Darwin, justification de l'esclavage, affirmation de l'infaillibilité pontificale, politique antisémite sur le territoire des Etats pontificaux.

Le tsar ? Il s'agit de **Nicolas 1^{er}** qui est le type même de l'autocrate. En 1848, il compte à son actif la répression tout au début de son règne, en décembre 1825, de l'insurrection décembriste², puis la répression des deux insurrections polonaises de novembre 1830 à Varsovie et de février 1846 à Cracovie. Le régime tsariste représentera pour Marx tout au long de sa vie le parangon de l'absolutisme.

Metternich est chancelier d'Autriche depuis 1809. Il sera le protagoniste central des politiques menées par les puissances royalistes pour combattre les effets de la révolution française de 1789 et les contenir dans le cadre d'un équilibre européen centré sur les intérêts de l'empire d'Autriche. Il est, en 1815, le principal inspirateur de la Sainte Alliance issue du Congrès de Vienne, devenant ainsi « le gendarme de l'Europe » au service de politiques absolutistes soumises aux intérêts des forces de l'ancien régime.

François Guizot a été de 1840 à 1848 le véritable chef du gouvernement de Louis-Philippe. Ce conservateur libéral était particulièrement conscient de la lutte de classes où se trouvait engagée la bourgeoisie dont il défendait les intérêts. La monarchie parlementaire offrait à ses yeux les meilleures garanties d'une hégémonie capable de résister aux revendications démocratiques du monde ouvrier. Sa résistance à tout abaissement du cens électoral provoquera sa chute en février 1848.

Les radicaux de France visent l'opposition parlementaire républicaine à la monarchie de Juillet. Représentée par Etienne Garnier-Pagès et par Armand Carrel « sur sa droite », par Alexandre Ledru-Rollin et par François Arago « sur sa gauche », cette classe politique n'était guère éloignée de la fraction de la bourgeoisie orléaniste favorable aux réformes, avec laquelle du reste elle collaborait depuis juillet 1847 dans la campagne des banquets³. Ainsi dans un discours prononcé le 23 novembre 1841 devant le jury de Maine et Loire « en défense aux imputations portées devant ce jury contre l'orateur à l'occasion de sa profession de foi », Ledru-Rollin n'avait pas hésité à déclarer : « Je le proclame bien haut, j'aime la propriété qui est le fondement de toute moralité ; je ne me sens pas communiste ; je hais les communistes, je les hais plus que vous-mêmes ne les haïssez, car on nous jette trop souvent à la face leurs absurdes opinions. Je veux que l'ouvrier devienne propriétaire, non par le vol, mais par les voies légales et je dis que quand il sera propriétaire, il sera plus tranquille et plus moral⁴ ».

Les policiers d'Allemagne ? Une manière de dénoncer l'appareil répressif mis en place après 1815 dans la *Confédération germanique*. Après et avec tant d'autres intellectuels, Marx en était une victime directe, expulsé de Paris vers Bruxelles en 1845 à la demande du pouvoir prussien et désormais apatriote.

¹ Une réputation qui lui vaut un éloge soutenu de Victor Hugo dans un discours à la Chambre des Pairs de janvier 1848. Le poète et Pair de France, qui n'est pas encore républicain, n'hésite pas à déclarer que le nouveau pape « a posé l'idée d'émancipation et de liberté sur le plus haut sommet où l'homme puisse poser une lumière ». Il est vrai que le dithyrambe de Hugo exaltait surtout les espoirs des nationalistes de voir Pie IX épouser leur cause. (Le discours de Hugo est reproduit sous le titre « Le pape Pie IX » dans *Actes et Paroles, I*)

² Au cours de l'interrègne qui suit la mort d'Alexandre I^{er}, le 14 décembre 1825, de jeunes officiers réformateurs organisés sur le modèle de la charbonnerie tentent d'imposer au tsar un régime constitutionnel. Mal préparée, l'insurrection est réprimée dans le sang.

³ C'est l'interdiction, en décembre 1848, de l'un de ces banquets revendicatifs à Paris (en vue essentiellement de l'abaissement du cens électoral) qui sera l'élément déclencheur de la révolution de février 1848.

⁴ Ledru-Rollin, *Discours politiques et Ecrits divers*, Librairie Garnier Baillière, Paris, 1879, tome 1, page 20 (de l'édition numérisée par Gallica).

3.1. Bourgeois et prolétaires

Dans ses commentaires pour l'édition anglaise de 1888, Engels ajoute d'emblée cette précision d'une grande netteté : « On entend par bourgeoisie la classe des capitalistes modernes, propriétaires des moyens de production sociale et qui emploient le travail salarié. On entend par prolétariat la classe des ouvriers salariés modernes qui, privés de leurs propres moyens de production, sont obligés pour subsister de vendre leur force de travail. »

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours¹ n'a été que l'histoire de luttes de classes.

Marx reviendra à plusieurs reprises sur cette affirmation, et notamment dans sa lettre du 5 mars 1852 à Joseph Weydemeyer à qui il écrit :

« Maintenant, en ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Mon originalité a consisté : 1. à démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; 2. que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes². »

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande³ et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une organisation complète de la société en classes distinctes, une échelle graduée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres de corporation, des compagnons, des serfs et, de plus, dans chacune de ces classes, une hiérarchie particulière.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois.

¹ Dans ses commentaires pour l'édition anglaise de 1888, Engels ajoute ici une note sur l'organisation sociale au cours de la préhistoire. Elle n'a de véritable intérêt qu'au regard des analyses contenues dans son ouvrage de 1886 *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

² Marx, Engels, *Correspondance*, tome 3, page 79, Editions sociales, Paris 1972. Parlant de l'historien français Augustin Thierry dont il relit *l'Histoire de la formation et du progrès du Tiers Etat*, Marx n'hésite pas, dans sa lettre à Engels du 27 juillet 1854, de le qualifier de « père de la lutte de classes dans l'historiographie française » (*Correspondance*, tome 4, page 148).

³ Engels précise le sens du mot par cette note de l'édition anglaise de 1888 : « Maître de jurande, c'est-à-dire membre de plein droit d'une corporation, maître du corps de métier et non juré ».

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

Le texte n'insiste pas sur ce dernier énoncé de très haute **importance**, à la fois théorique (il met en place la polarisation nouvelle de la société en régime capitaliste) et historique (il pose en creux la question du rôle joué par les classes intermédiaires¹ et par la paysannerie dans le cours de l'histoire). Il enchaîne aussitôt sur une première description du **processus de constitution de la bourgeoisie comme classe dominante**, un processus qui se passe fondamentalement dans la transformation des conditions économiques de production et d'échange, la conquête de marchés nouveaux étant à la fois la cause² et la conséquence³ de ce développement. Marx met d'emblée en œuvre les avancées théoriques récemment acquises dans la rédaction, avec Engels, de *l'Idéologie allemande* dont on sait que le texte n'a pu paraître, de sorte qu'on peut tenir le passage suivant comme **l'une des premières expressions publiques⁴ d'une analyse selon le matérialisme historique.**

Des serfs du moyen âge naquirent les bourgeois des premières agglomérations urbaines; de cette population municipale sortirent les premiers éléments de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution.

L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture prit sa place. La moyenne bourgeoisie industrielle supplanta les maîtres de jurande; la division du travail entre les différentes corporations céda la place à la division du travail au sein de l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse : la demande croissait toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors, la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture; la moyenne bourgeoisie industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement réagit à son tour sur l'extension de l'industrie; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se dévelop-

¹ La complexité sociologique de ces couches sociales intermédiaires n'empêche pas qu'elles s'établissent dans le cadre de l'antagonisme bipolaire organiquement constitutif du couple capital/travail. Elles s'agencent entre elles sous le régime de la domination du capital de manière à constituer les hiérarchies emboîtées de la structure sociale capitaliste.

² C'est dans le commerce que l'accumulation capitaliste s'est accomplie en premier.

³ C'est par la mondialisation des échanges que la production capitaliste se manifeste nécessairement.

⁴ Non pas la première, si l'on tient compte des pages consacrées à cet exposé par Marx dans son anti-Proudhon, *Misère de la philosophie*, de juin 1847. Sur les principales catégories du matérialisme historique, nous renvoyons aux chapitres 2 (« L'adieu à Feuerbach ») et 4 (« Lettres et autres écrits sur le matérialisme historique ») de notre 5^e fascicule consacré à *l'Idéologie allemande*.

paient, la bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le moyen âge.

La bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans le mode de production et les moyens de communication.

A chaque étape de l'évolution que parcourait la bourgeoisie correspondait pour elle un progrès politique. Classe opprimée par le despotisme féodal, association armée s'administrant elle-même dans la commune¹, ici, république urbaine indépendante; là, tiers état taillable et corvéable de la monarchie, puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans la monarchie féodale ou absolue, pierre angulaire des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.

Le phénomène un fois établi dans sa logique, le texte procède à la reprise du développement mais avec une **vigueur analytique et stylistique accrue** qui fait de la séquence suivante un document d'une intense modernité. Par delà toute analyse de détail, elle dresse en effet un **tableau saisissant des réalités capitalistes contemporaines**, sous l'angle en particulier de ce l'on nomme aujourd'hui la **mondialisation**.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses "supérieurs naturels", elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du "paiement au comptant". Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a révélé comment la brutale manifestation de la force au moyen âge, si admirée de la réaction, trouva son complément naturel dans la paresse la plus crasse. C'est elle qui, la première, a fait voir ce dont est capable l'activité humaine. Elle

¹ **Note d'Engels** : « On désignait sous le nom de communes les villes qui surgissaient en France avant même qu'elles eussent conquis sur leurs seigneurs et maîtres féodaux l'autonomie locale et les droits politiques du "tiers état". D'une façon générale, l'Angleterre apparaît ici en tant que pays type du développement économique de la bourgeoisie; la France en tant que pays type de son développement politique ». C'est ainsi que les habitants des villes, en Italie et en France appelaient leur communauté urbaine, une fois achetés ou arrachés à leurs seigneurs féodaux leurs premiers droits à une administration autonome. (Note d'Engels pour l'édition allemande de 1890.)

a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques; elle a mené à bien de tout autres expéditions que les invasions et les croisades.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés¹.

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production; elle les force à introduire chez elle la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celles des campagnes, et par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle

¹ Tout ce paragraphe se trouvera reproduit dans le livre I du *Capital* dans une note relative au chapitre XV, « Machines et grande industrie », page 658 de l'édition de Poche Garnier Flammarion, Paris 1969.

a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence totale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.

La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La domestication des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social ?

Voici donc ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa.

A sa place s'éleva la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

La séquence se termine, ou du moins marque une pause sur l'un des aspects fondamentaux du **concept de mode de production**, à savoir la contradiction majeure entre, d'une part, les **forces productives** et, d'autre part, le carcan historiquement déterminé des **rapports sociaux de production**¹, cette contradiction trouvant sa plus spectaculaire manifestation dans le déclenchement périodique des **crises** :

Nous assistons aujourd'hui à un processus analogue. Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, res-

¹ Pour un exposé général de ce **concept de mode de production**, il faut se reporter soit aux pages précédemment mentionnées de *L'idéologie allemande* de 1847, soit, en se projetant dans l'avenir, aux développements qu'offre la célèbre préface de 1859 de *La Contribution à la Critique de l'Economie politique* de Marx, et notamment à ce passage : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale ». (Editions sociales, Paris 1977, pp. 2-3)

semblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. - Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Cette leçon dans le pur style dialectique engage à présent l'exposé à se tourner vers les forces sociales nouvelles issues du processus historique lui-même, à savoir « les ouvriers modernes », à savoir les « **prolétaires**¹ ».

*

A cette date de 1848, la notion de **prolétariat** s'articule sous la plume de Marx et d'Engels dans un régime de pensée complexe fait de plusieurs dimensions : une dimension **philosophique**, une dimension **sociologique**, une dimension **théorique**, une dimension **idéologique**.

Le prolétariat, c'est en terme de **philosophie**, la classe que Marx évoque dans sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel* de 1845 comme celle qui, parce qu'elle subit *l'injustice absolue*, porte en soi, dans le secret de son existence, la perspective d'un dépassement de la division sociale et d'une recomposition de la sphère politique dans *la sphère de l'humain*².

¹ Du point de vue de la langue et de l'histoire, le terme *prolétaire* désignait dans l'antiquité romaine le « citoyen de la dernière des six classes du peuple, sans droit et sans propriété, et qui était exclu de la plupart des charges politiques » (définition du TLFi). Comparant le prolétaire romain et le prolétaire moderne, Sismondi observait que si « le prolétaire romain ne travaillait pas » et « vivait presque uniquement aux dépens de la société » (...) « on pourrait dire presque que la société moderne vit aux dépens du prolétaire ». (*Etudes sur l'Economie politique*, tome premier, Paris, 1837, Introduction, page 35).

² On peut lire dans les conclusions de cet article : « Où se rencontre donc la possibilité *positive* de l'émancipation allemande ? Réponse : dans la formation d'une classe dont les *chaînes sont radicales*, d'une classe de la société bourgeoise qui n'est aucune classe de cette société, d'une catégorie qui est la dissolution de toutes les catégories, une sphère qui possède un caractère universel de par ses souffrances universelles et ne revendique pas un *droit particulier*, parce que l'injustice perpétrée contre elle n'est pas une *injustice particulière* mais *l'injustice absolue*. Cette sphère ne peut plus se réclamer d'un titre *historique*, mais simplement du titre d'homme ; elle ne se trouve pas dans une opposition partielle avec les conséquences de la structure politique allemande, mais dans une opposition universelle avec les conditions préalables de cette structure. Enfin cette sphère ne peut s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes ; elle constitue, en un mot, la *perte totale* de l'homme, et ne peut donc se reconquérir elle-même que par *la reconquête totale de l'homme*. Cette dissolution de la société, envisagée comme une catégorie sociale particulière, c'est le

Le prolétariat, c'est non moins, sous l'angle **sociologique**, la réalité humaine de cette classe nouvelle de travailleurs, hommes, femmes, et enfants, qui a surgi du capitalisme industriel, singulièrement en Angleterre, et dont Engels a été l'observateur lucide¹.

Le prolétariat, c'est encore un concept de **théorie** requis dans l'analyse du *processus* de prolétarianisation à l'œuvre dans la logique du capitalisme. C'est, en ce sens, moins un *état* que l'effet d'un *mouvement*, lequel affecte dans le long terme l'ensemble des forces du travail susceptibles d'être intégrées sous diverses formes dans le développement capitaliste. Cette composante théorique de la notion est sans aucun doute la plus éclairante car elle rend possible **l'intelligence d'un processus fondamental** (celui d'une constante soumission du travail aux contraintes de la logique capitaliste) **à travers les formes historiques socialement différenciées de son développement** (la classe ouvrière à travers ses transformations).

Le prolétariat, c'est aussi bien une catégorie **idéologique** au sens technique que ce terme a pris dans *l'Idéologie allemande* pour désigner une fonction *imaginaire*, et donc pour une part *illusoire*, identitaire, disons, dans la conduite quotidienne des luttes où l'intensité de la *conviction* militante, où la *solidarité* active, où la *projection* vers l'avenir priment sur la stricte appréhension théorique de l'action.

*

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires.

On aura noté les deux termes de la métaphore militaire : les *armes* (autrement dit les conditions objectives du mode de production capitaliste, sa logique intime porteuse de crises) et *ceux qui les tiennent* (autrement dit les travailleurs, compte tenu de la dimension politique de leur organisation).

Le texte poursuit par une description très juste, très ajustée théoriquement², de la **dépendance réciproque**, même si hiérarchisée, même si antagonique, entre **le capital**, autrement dit, la couche restreinte des nantis qui en détiennent la propriété, et **le travail**, autrement dit la classe nombreuse des travailleurs qui n'ont d'autre choix que d'être assujettis.

A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine, on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte l'ouvrier se réduit, à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance. Or, le prix du travail, comme celui de toute marchandise,

prolétariat. (...) Quand le prolétariat annonce la *dissolution de l'ordre social actuel*, il ne fait qu'exprimer le *secret de sa propre existence*, car il constitue lui-même la dissolution effective de cet ordre social. Quand le prolétariat exige la *négation de la propriété privée*, il élève simplement au rang de *principe de la société* ce dont la société a fait son principe à lui, ce qui est déjà incarné en lui, sans qu'il y soit pour rien, comme le résultat négatif de la société ». (K. Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Edition bilingue, Aubier, Paris 1971, pp. 99-102)

¹ Comme l'atteste son étude de 1845 sur *La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre*.

² La réduction du champ social à l'affrontement de deux classes résulte moins d'une observation empirique ou d'une prévision que de la compréhension du mécanisme à travers le concept de *mode de production*.

est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de la valeur s'accroît avec le développement du machinisme et de la division du travail, soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.¹

L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître artisan patriarcal la grande fabrique du capitalisme industriel. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'Etat bourgeois, mais encore, chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître et surtout du bourgeois fabricant lui-même. Plus ce despotisme proclame ouvertement le profit comme son but unique, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail, dont le coût varie suivant l'âge et le sexe.

Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui a compté son salaire, il devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie : du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc., etc.

Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Une dépendance organiquement réciproque, oui, mais, redisons-le, une dépendance surtout **conflictuelle**. Le prolétariat n'existe en effet que dans la lutte qu'il oppose à son exploitation. La description des différentes phases de cette lutte souligne à la fois la diversité des circonstances concrètes du combat, mais aussi la transformation, à mesure, des protagonistes.

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne dirigent pas seulement leurs attaques contre les rapports bourgeois de production : ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes; ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'artisan du moyen âge.

¹ On trouve ici les premières formulations d'analyses qui feront bientôt l'objet d'un exposé plus rigoureux sous la plume de Marx, notamment dans *Travail salarié et Capital* de janvier 1848, puis en 1865, dans *Salaires, prix et profit* (un texte dans lequel Marx substitue à la notion générale de *travail* la catégorie plus précise de *force de travail*). Pour le détail de ces ajustements nous renvoyons à notre fascicule 9. Notons que ce paragraphe ébauche ce qui deviendra dans le livre I du *Capital*, dans les troisième et quatrième sections, l'analyse des mécanismes de la plus-value *absolue* et de la plus-value *relative*.

A ce stade, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore provisoirement le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les vestiges de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la bourgeoisie; toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Par suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Ça et là, la lutte éclate en émeute.

Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple le bill de dix heures en Angleterre¹.

¹ Le Factory Act connu sous le nom de « Bill des dix heures » avait été présenté à la signature de la reine d'Angleterre le 8 juin 1847 et était devenu effectif le 1^{er} juillet de cette année : il imposait la journée de dix heures pour les femmes et les adolescents dans l'industrie textile. La semaine effective alors réduite à 63 heures devait l'être à 58 heures le 1^{er} mai 1848. Marx écrira à ce propos en 1864 dans le *Manifeste inaugural de l'AIT* : « Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le bill de dix heures. Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plaît maintenant à les reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même chaque année forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action. (...) Le bill des dix heures ne fut donc pas seulement un important succès pratique ; ce fut aussi le triomphe d'un principe; pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe

En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de sa propre éducation, c'est-à-dire des armes contre elle-même.

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par le progrès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à la compréhension théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De la précédente séquence on retiendra la relation importante, décisive même au regard de Marx et d'Engels, qui se trouve établie entre *l'organisation du prolétariat en classe* et la dimension politique du phénomène : « *et donc en parti politique* », dit le *Manifeste*.

On retiendra non moins la complexité du processus décrit : la perception d'une logique dominante n'empêche pas que le mouvement social prenne des formes mélangées au regard de ce qui est dit de l'unicité du mouvement.

Le chapitre se termine sur l'affirmation du caractère **d'universalité** du combat prolétarien, une propriété qui participe de la catégorie philosophique de prolétariat sous la plume de Marx à cette époque.

De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire¹. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.

ouvrière. ».

¹ Les lignes qui précèdent feront l'objet d'une citation dans le livre I du *Capital* sous la forme d'une note au chapitre XXXII « *Tendance historique de l'accumulation capitaliste* », page 695 de l'édition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969.

Quant au lumpenprolétariat, ce produit passif de la pourriture des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

Il faut s'arrêter au passage sur cette évocation du **lumpenprolétariat** qui occupe une position spéciale dans la configuration de classe établie par *le Manifeste*. Ce groupe marginal se définit par deux caractères principaux : son instabilité et sa propension à la délinquance. La notion jouera un rôle central dans les analyses que Marx et Engels seront amenés à fournir des événements révolutionnaires de la période 1848-1850¹, et qui confirmeront l'intuition du *Manifeste* sur l'engagement de ces couches sociales déclassées au service de la réaction².

Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà détruites dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise; le travail industriel moderne, l'asservissement de l'ouvrier au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouillent le prolétaire de tout caractère national³. Les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leurs revenus propres. Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation d'aujourd'hui et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne, ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut pouvoir lui garantir des

¹ Pour une vue d'ensemble sur les divers usages de la notion par Marx et Engels, nous renvoyons à l'étude de Raymond Huart, « Marx et Engels devant la marginalité : la découverte du lumpenprolétariat », *Romantisme*, année 1988, vol. 18, numéro 59, pp. 5-17.

² En particulier à deux reprises en France, en juin 1848, par l'engagement des *gardes mobiles* dans la répression des journées de juin et en 1852, dans le rôle joué par la société du *Dix décembre* au service de Louis Napoléon Bonaparte.

³ Cette thèse sur le caractère fondamentalement internationaliste du mouvement ouvrier fera l'objet d'un développement plus soutenu dans les derniers paragraphes du chapitre suivant.

conditions d'existence qui lui permettent, au moins, de vivre dans la servitude. Le serf, en plein servage, est parvenu à devenir membre d'une commune, de même que le petit-bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du Capital; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables¹.

*

On trouvera dans les paragraphes de conclusion du chapitre XXXII de la huitième section du premier livre du *Capital* une remarquable nouvelle formulation de cette thèse (d'allure hégélienne) sur **la dialectique d'un dépassement du capitalisme par ses propres œuvres**. Parlant des mécanismes d'expropriation dont le capitalisme a d'abord fait son profit, Marx écrit :

« Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.

L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la

¹ Ces deux dernières phrases appartiennent à la même citation du *Manifeste* au chapitre XXXII du Livre I du *Capital* (page 694 de l'édition Garnier Flammarion).

première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquêts de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol.

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là, il s'agissait de l'expropriation de la masse par quelques usurpateurs; ici, il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse¹. »

¹ Karl Marx, *Le Capital, Livre 1*, Edition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969, pp. 566-567. Ce chapitre avant-dernier du Livre 1 reproduit en note le dernier paragraphe de cette section du *Manifeste*, (op.cit., page 695), ce qui témoigne de l'importance que Marx accordait à ces formulations de 1848.

3.2. Prolétaires et communistes

Ce deuxième chapitre ne tient véritablement la promesse de son titre que sur **les neuf premiers paragraphes** où se trouvent examinés les rapports entre les communistes et le mouvement ouvrier en général.

L'important réside ici dans l'affirmation du caractère **fédérateur** des communistes au sein du mouvement et dans l'insistance sur la dimension **internationaliste** de leur action¹. Toutefois l'affirmation selon laquelle les communistes « n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier » doit être nuancée en référence avec ce qui constitue véritablement un principe majeur du *Manifeste* tout entier, maintes fois répété, à savoir la nécessité pour la classe ouvrière de se constituer en **acteur politique**².

L'important réside non moins dans l'affirmation du lien entre, d'une part, l'expérience concrète des luttes ouvrières en cours (*le mouvement historique qui s'opère sous nos yeux*) et, d'autre part, la capacité d'analyse nouvelle des communistes (leur capacité à fournir *l'intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien*). Ce rapport articulé de la pratique et de la théorie était déjà formulé en termes philosophiques³ dans les écrits de Marx de 1844 lorsque, par exemple, évoquant « l'émancipation de l'homme », il indiquait par métaphore que « la philosophie est la tête de cette émancipation » et que « le prolétariat en le cœur⁴ ». Mais la thèse reçoit ici une formulation d'une plus grande fermeté et justesse : point de doctrine préalable, dit-elle, mais une théorisation à mesure.

Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts

¹ Dans ses *Principes du communisme* (notamment à la question XIX), Engels insiste sur la nécessité d'une révolution simultanée dans plus d'un pays, à tout le moins dans les pays les plus avancés, Angleterre, Allemagne et France.

² Un principe qui entre en conflit frontal avec l'option mutualiste choisie notamment par Proudhon et après lui par le mouvement anarchiste. La question reviendra constamment au centre des débats dans les congrès de la première Internationale.

³ Et, rappelons-le (voir notre fascicule 5), d'inspiration feuerbachienne.

⁴ Marx, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*. Le passage complet donne à lire : « *L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme. La philosophie est la tête de cette émancipation, le prolétariat en est le cœur. La philosophie ne peut être réalisée sans la suppression du prolétariat, et le prolétariat ne peut être supprimé sans la réalisation de la philosophie.* ». Marx ne manquera pas l'occasion d'insister sur cet aspect, notamment dans son pamphlet de 1860, *Herr Vogt*, où il écrit : « Techow « se figure » (...) que j'ai composé un « catéchisme du prolétaire ». Il veut parler du *Manifeste*, où l'utopisme socialiste et critique de toute espèce est critiqué et, si Techow le veut, « raillé ». Mais cette « raillerie » ne fut pas aussi simple qu'il se le figure, mais exigea une bonne somme de travail comme il a pu le voir par ma brochure contre Proudhon : *Misère de la philosophie* (1847). Techow « se figure » en outre que j'ai « taillé un système » alors que j'ai tout au contraire, même dans le *Manifeste* directement destiné aux ouvriers, rejeté tous les systèmes et mis à la place « l'examen critique des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement social réel » (Karl Marx, *Herr Vogt*, Edition Alfred Costes, Paris 1927, tome 1, pp. 125-126)

indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.
2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme.

Le long développement qui commence abandonne la question du rôle des communistes au sein du mouvement ouvrier pour entreprendre une sorte de polémique dialoguée avec les habituelles objections des idéologues bourgeois sur la question essentielle de la **propriété**, plus précisément de la **propriété bourgeoise**, et plus précisément encore de la propriété bourgeoise **des moyens de production**¹. Cette double précision est en effet au centre de l'argumentation qui suit, Marx démontrant que l'effet d'occultation idéologique consiste à substituer une prétendue généralité (la propriété en soi) à ce qui n'est jamais qu'une modalité particulière, déterminée par l'histoire, d'un lien social transitoire.

Le régime de la propriété a subi de continuel changements, de continuelles transformations historiques.

La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise

Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Or, la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée².

On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnellement acquise, fruit du travail de l'individu, propriété que l'on déclare être la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance individuelle.

La propriété personnelle, fruit du travail et du mérite ! Veut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qu'est la propriété du petit bourgeois du petit

¹ L'expression propriété « des moyens de production » n'est pas explicitement formulée mais la notion est bien présente.

² On peut faire l'hypothèse que le maintien de la formule absolue (*la propriété privée*) après que la notion a été précisée (la propriété privée *bourgeoise*) témoigne de la prégnance auprès d'« anciens » néobabouvistes de l'idéal de « communauté des biens, des travaux et des jouissances ».

paysan? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a abolie et continue à l'abolir chaque jour.

Ou bien veut-on parler de la propriété privée d'aujourd'hui, de la propriété bourgeoise ?

Mais est-ce que le travail salarié, le travail du prolétaire crée pour lui de la propriété ? Nullement. Il crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de produire encore et encore du travail salarié, afin de l'exploiter de nouveau. Dans sa forme présente, la propriété se meut entre ces deux termes antinomiques; le Capital et le Travail. Examinons les deux termes de cette antinomie.

Etre capitaliste, c'est occuper non seulement une position purement personnelle, mais encore une position sociale dans la production. Le capital est un produit collectif : il ne peut être mis en mouvement que par l'activité en commun de beaucoup d'individus, et même, en dernière analyse, que par l'activité en commun de tous les individus, de toute la société.

Le capital n'est donc pas une puissance personnelle; c'est une puissance sociale.

Dès lors, si le capital est transformé en propriété commune appartenant à tous les membres de la société, ce n'est pas une propriété personnelle qui se change en propriété commune. Seul le caractère social de la propriété change. Il perd son caractère de classe.

Arrivons au travail salarié¹.

Le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier en tant qu'ouvrier. Par conséquent, ce que l'ouvrier s'approprie par son labeur est tout juste suffisant pour reproduire sa vie ramenée à sa plus simple expression. Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail, indispensable à la reproduction de la vie du lendemain, cette appropriation ne laissant aucun profit net qui confère un pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est supprimer ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital, et ne vit qu'autant que l'exigent les intérêts de la classe dominante. Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé. Dans la société communiste le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs.

Dans la société bourgeoise, le passé domine donc le présent; dans la société communiste c'est le présent qui domine le passé. Dans la société bourgeoise, le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu qui travaille n'a ni indépendance, ni personnalité.

Et c'est l'abolition d'un pareil état de choses que la bourgeoisie flétrit comme l'abolition de l'individualité et de la liberté ! Et avec raison. Car il s'agit effectivement d'abolir l'individualité, l'indépendance, la liberté bourgeoises.

Par liberté, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend la liberté de commerce, la liberté d'acheter et de vendre.

¹ A titre de comparaison, on se reportera pour ce paragraphe à la question v des *Principes* d'Engels (« Dans quelles conditions se réalise cette vente du travail des prolétaires à la bourgeoisie »).

Mais si le trafic disparaît, le libre trafic disparaît aussi. Au reste, tous les grands mots sur la liberté du commerce, de même que toutes les forfanteries libérales de notre bourgeoisie, n'ont de sens que par contraste avec le trafic entravé, avec le bourgeois asservi du moyen âge; ils n'ont aucun sens lorsqu'il s'agit de l'abolition, par le communisme, du trafic, du régime bourgeois de la production et de la bourgeoisie elle-même.

Vous êtes saisis d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une forme de propriété qui ne peut exister qu'à la condition que l'immense majorité soit frustrée de toute propriété. En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous. En vérité, c'est bien ce que nous voulons.

Dès que le travail ne peut plus être converti en capital, en argent, en rente foncière, bref en pouvoir social capable d'être monopolisé, c'est-à-dire dès que la propriété individuelle ne peut plus se transformer en propriété bourgeoise, vous déclarez que l'individu est supprimé.

Vous avouez donc que, lorsque vous parlez de l'individu, vous n'entendez parler que du bourgeois, du propriétaire. Et cet individu-là, certes, doit être supprimé.

Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux; il n'ôte que le pouvoir d'asservir à l'aide de cette appropriation le travail d'autrui.

On a objecté encore qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde.

Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et que ceux qui gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie qu'il n'y a plus de travail salarié du moment qu'il n'y a plus de capital.

La démonstration bifurque à présent vers le domaine « des œuvres de l'esprit », ce qui donne l'occasion à Marx d'énoncer quelques-uns des principes du **matérialisme historique**, à savoir, en l'occurrence, le rôle d'inculcation idéologique (un *dressage*, écrit-il), et donc le rôle éminemment *politique* des productions culturelles. La thèse mobilise ici la notion générale de culture, mais vise aussi le droit, désigné comme une instance déterminante dans l'exercice par la bourgeoisie de son hégémonie de classe. La question générale reviendra après le double détour sur la famille et sur la nationalité.

Les accusations portées contre le mode communiste de production et d'appropriation des produits matériels l'ont été également contre la production et l'appropriation des œuvres de l'esprit. De même que, pour le bourgeois, la disparition de la propriété de classe équivaut à la disparition de toute production, de même la disparition de la culture de classe signifie, pour lui, la disparition de toute culture.

La culture dont il déplore la perte n'est pour l'immense majorité qu'un dressage qui en fait des machines.

Mais inutile de nous chercher querelle, si c'est pour appliquer à l'abolition de la propriété bourgeoise l'étalon de vos notions bourgeoises de liberté, de culture, de droit, etc. Vos idées résultent elles-mêmes du régime bourgeois de production et de propriété, comme votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe.

La conception intéressée qui vous fait ériger en lois éternelles de la nature et de la raison vos rapports de production et de propriété - rapports transitoires que le cours de la production fait disparaître -, cette conception, vous la partagez avec toutes les classes dirigeantes aujourd'hui disparues.

Ce que vous admettez pour la propriété antique, ce que vous admettez pour la propriété féodale, vous ne pouvez plus l'admettre pour la propriété bourgeoise.

Marx ne peut éviter un commentaire sur **la famille** car il s'agit un thème sur lequel la propagande anti-communiste a souvent cherché à obtenir ses meilleurs effets et cela depuis les débats avec les néo-babouvistes¹ : la célèbre « communauté des femmes » est un leitmotiv des attaques contre le projet politique communiste sur le terrain de la morale quotidienne.

L'argumentation est ici volontiers ironique, ce qui affaiblit souvent le propos. On reconnaîtra que le paragraphe consacré par Engels à ce sujet dans ses *Principes du communisme* fournit une analyse de meilleure tenue. Répondant à la question « Quelle répercussion aura le régime communiste sur la famille ? », Engels écrit : « Il transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent, et où la société n'a pas à intervenir. Cette transformation sera possible grâce à la suppression de la propriété privée et à l'éducation des enfants par la société - ce qui détruira ainsi les deux bases du mariage actuel qui sont liées à la propriété privée, à savoir la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents. Ceci donne aussi réponse à toutes les criaileries des moralistes bourgeois sur la communauté des femmes que veulent, paraît-il, introduire les communistes. La communauté des femmes est un phénomène qui appartient uniquement à la société bourgeoise et qui est réalisé actuellement en grand sous la forme de la prostitution. Mais la prostitution repose sur la propriété privée et disparaît avec elle. Par conséquent, l'organisation communiste, loin d'introduire la communauté des femmes, la supprimera, au contraire. »

L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons.

Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société.

Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion directe ou non de la société, par l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas l'action de la société sur l'éducation; ils en changent seulement le caractère et arrachent l'éducation à l'influence de la classe dominante.

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents deviennent de plus en plus écœurantes, à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.

¹ Témoin la querelle sur cette question entre Cabet et Dézamy : pour le détail, nous renvoyons au chapitre 2.2. (« Entre Cabet et Dézamy, une rupture exemplaire ») de notre fascicule 13.

Mais la bourgeoisie tout entière de s'écrier en chœur : Vous autres, communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes !

Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être exploités en commun et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production.

Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultra-morale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes; elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.

Les six paragraphes suivants soulèvent à présent la question très délicate de la **nationalité**. La persistance, en effet, de la dimension nationale dans le mouvement ouvrier jusque la crise majeure de 1914 contraste avec l'optimisme dont ces prévisions font preuve¹.

Il faut toutefois s'aviser de la complexité du processus qui est ici décrit et qu'occulte souvent une reprise hors contexte de l'énoncé affirmant que « les ouvriers n'ont pas de patrie ». Marx et Engels indiquent clairement que le prolétariat aura à se constituer d'abord comme classe dirigeante dans le cadre de l'Etat-nation². L'effacement des déterminations nationales sera ensuite la conséquence à la fois d'une égalisation des conditions de production et d'existence (une évolution dont est porteur le capitalisme lui-même) et des rapports sociaux de type nouveau que la démocratie enfin accomplie permettra d'établir et de consolider.

Il n'est pas moins vrai qu'on se trouve ici dans la perspective, souvent trompeuse, on le sait, du (très long) terme et dans un registre de pensée qui laisse une large part aux conséquences *mécaniques* d'une instance (la *production industrielle* unifiée) sur la complexité des autres (les *conditions d'existence* qu'elle entraîne)³.

En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier

¹ Les complexités liées à la question nationale vont se manifester dès 1849, en particulier dans le cours des événements révolutionnaires à Vienne et à Prague. On lira à ce sujet le chapitre que nous consacrons aux analyses d'Engels sur la question des *peuples sans histoire*.

² Et même dans certains cas à le faire dans un premier temps, comme en Allemagne, en soutenant d'abord la révolution bourgeoise.

³ Il est significatif que le paragraphe réservé par Engels à cette question de la nationalité dans ses *Principe du Communisme* est demeuré non rédigé avec la mention « maintenu » qui se rapporte à la formule de la *Profession de foi*, laquelle répondait à la question en ces termes : « Les nationalités des peuples qui s'uniront selon le principe de la Communauté seront forcées de se mêler par cette union, et par conséquent de s'abolir, tout autant que les différences de castes et de classes disparaîtront avec l'abolition de leur fondement, la propriété privée ».

lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés¹ tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.

L'exposé revient à des considérations générales sur l'idéologie dominante. La nécessité de faire court entraîne Marx à minimiser (« Est-il besoin d'une grande perspicacité pour comprendre ») l'apport intellectuel de plusieurs catégories du matérialisme historique et notamment du concept de *mode de production* qui donne toute sa force explicative à l'affirmation selon laquelle : « Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante ».

Quant aux accusations portées d'une façon générale contre le communisme, à des points de vue religieux, philosophiques et idéologiques, elles ne méritent pas un examen approfondi.

Est-il besoin d'une grande perspicacité pour comprendre que les idées, les conceptions et les notions des hommes, en un mot leur conscience, changent avec tout changement survenu dans leurs conditions de vie, leurs relations sociales leur existence sociale ?

Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement ce fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que la dissolution des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence.

Quand le monde antique était à son déclin, les vieilles religions furent vaincues par la religion chrétienne. Quand, au XVIIIe siècle, les idées chrétiennes cédèrent la place aux idées de progrès, la société féodale livrait sa dernière bataille à la bourgeoisie, alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience, de liberté religieuse ne firent que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine du savoir.

« Sans doute, dira-t-on, les idées religieuses, morales philosophiques, politiques, juridiques, etc., se sont modifiées au cours du développement historique. Mais la religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit se maintenaient toujours à travers ces transformations.

¹ Un vocabulaire d'époque, faut-il le préciser.

« Il y a de plus des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à tous les régimes sociaux. Or, le communisme abolit les vérités éternelles, il abolit la religion et la morale au lieu d'en renouveler la forme, et cela contredit tout le développement historique antérieur. »

A quoi se réduit cette accusation ? L'histoire de toute la société jusqu'à nos jours était faite d'antagonismes de classes, antagonismes qui, selon les époques, ont revêtu des formes différentes.

Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés. Donc, rien d'étonnant si la conscience sociale de tous les siècles, en dépit de toute sa variété et de sa diversité, se meut dans certaines formes communes, formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

Mais laissons là les objections faites par la bourgeoisie au communisme.

Le chapitre aborde sa dernière partie avec l'énoncé de premières mesures censées marquer une rupture avec l'ordre ancien : rupture et continuité du processus de transformation.

L'idée de **rupture** est clairement indiquée dans la nécessité « naturelle » d'une décision *despotique* immédiate portant sur le régime de propriété.

L'idée de **continuité dans le changement** est exprimée dans la perspective d'achever « petit à petit » l'arrachement du capital des mains de la bourgeoisie et de réussir à la fois la complète socialisation des moyens de production ainsi que la conquête de la démocratie.

Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat.
2. Impôt fortement progressif.
3. Abolition de l'héritage.
4. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.

5. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat et qui jouira d'un monopole exclusif.
6. Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport.
7. Multiplication des manufactures nationales¹ et des instruments de production; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble.
8. Travail obligatoire pour tous; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.
9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne.
10. Education publique et gratuite de tous les enfants. Abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc.

Ces mesures reprennent de très près les indications d'Engels au chapitre XVIII (« Quel cours prendra cette révolution ? ») de ses *Principes*².

Elles inspireront pour une large part les « Revendications du parti communiste en Allemagne » élaborés en mars 1848 à Paris par le Comité central de la Ligue à l'adresse de ses militants. A côté de dispositions politiques dictées par le contexte particulier de l'Allemagne, on y retrouve les principales mesures censées accomplir à la fois une rupture sans retour avec l'ordre féodal ancien et la mise en œuvre des conditions d'un dépassement de la révolution bourgeoise. Ce sont en particulier : la création d'une banque d'Etat, la nationalisation des moyens de transport, la restriction du droit de succession³, l'instauration d'une forte progressivité de l'impôt, l'établissement d'une instruction gratuite et obligatoire et la création d'ateliers nationaux.

Enfin, il convient de se reporter au commentaire que la préface de 1872 réserve à cet ensemble de mesures⁴, en particulier à ce qui touche « à la machine de l'Etat⁵ ».

Les antagonismes des classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, alors le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre

¹ La seizième des « Revendications du parti communiste en Allemagne » parlera plus explicitement de la création d'*ateliers nationaux*. Marx ne tardera pas à prendre ses distances avec ce projet après ce qu'en aura fait la bourgeoisie française entre février et juin 1848.

² Pour une comparaison précise, nous renvoyons au chapitre consacré aux *Principes* d'Engels.

³ Le texte du *Manifeste* parle quant à lui d'abolition : la modération de cet article vise manifestement à ménager la possibilité d'une alliance avec la petite bourgeoisie allemande.

⁴ On y lit : « il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui. Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de février, ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points ».

⁵ On y lit : « La Commune, notamment, a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte ». Marx cite à cet endroit la troisième Adresse du 30 mai 1871 du Conseil général de la première Internationale reprise dans son ouvrage *La Guerre civile en France* (page 50 de l'édition numérisée par M. Tremblay sur le site des *Classiques des sciences sociales*, à l'adresse « classiques.uqac.ca »).

développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

La conclusion s'exprime sur un registre rhétorique qui n'est pas le plus familier sous la plume de Marx. Le mouvement du texte le porte vers des évocations de l'avenir nécessairement teintées d'utopie. Même si lointaine, la perspective d'une **dissolution du politique comme tel** est en l'occurrence singulièrement problématique.

3.3. Littérature socialiste et communiste

Ce chapitre recense **trois types de socialismes** :

1. Le socialisme réactionnaire et ses variétés
 - 1.1. Le socialisme féodal
 - 1.2. Le socialisme petit-bourgeois
 - 1.3. Le socialisme allemand ou socialisme vrai
2. Le socialisme conservateur ou bourgeois
3. Le socialisme et le communisme critico-utopiques

Il convient de le mettre d'emblée en relation avec l'article XXIV du texte d'Engels *Principes du Communisme* qui en fournit **une ébauche**.

Voici cet article :

XXIV. EN QUOI LES COMMUNISTES SE DIFFERENCIENT-ILS DES SOCIALISTES?

Ceux qu'on appelle les socialistes se divisent en trois catégories.

La première est composée de partisans de la société féodale et patriarcale, qui a été détruite et est détruite tous les jours par la grande industrie, le commerce mondial et la société bourgeoise créée par l'une et par l'autre. Cette catégorie de socialistes tire des maux de la société actuelle cette conclusion qu'il faut rétablir la société féodale et patriarcale puisqu'elle ignorait ces maux. Toutes leurs propositions tendent, directement ou indirectement, à ce but. Cette catégorie de socialistes réactionnaires seront toujours, malgré leur feinte compassion pour la misère du prolétariat et les larmes qu'ils versent à ce sujet, combattus énergiquement par les communistes, car:

1) ils se proposent un but impossible à atteindre;

2) ils s'efforcent de rétablir la domination de l'aristocratie, des maîtres de corporations et des manufacturiers avec leur suite de rois absolus ou féodaux, de fonctionnaires, de soldats et de prêtres, une société qui, certes, ne comporte pas les maux de la société actuelle, mais qui en comporte tout au moins autant, et ne présente même pas la perspective de la libération, grâce au communisme, des ouvriers opprimés;

3) ils montrent leurs véritables sentiments chaque fois que le prolétariat devient révolutionnaire et communiste: ils s'allient alors immédiatement avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

La deuxième catégorie se compose de partisans de la société actuelle, auxquels les maux provoqués nécessairement par elle inspirent des craintes quant au maintien de cette société. Ils s'efforcent donc de maintenir la société actuelle, mais en supprimant les maux qui lui sont liés. Dans ce but, les uns proposent de simples

mesures de charité, les autres des plans grandioses de réformes qui, sous prétexte de réorganiser la société, n'ont d'autre but que le maintien des bases de la société actuelle et, par conséquent, le maintien de cette société elle-même. Les communistes devront également combattre avec énergie ces socialistes bourgeois, parce qu'ils travaillent en réalité pour les ennemis des communistes et défendent la société que les communistes se proposent précisément de renverser.

La troisième catégorie, enfin, se compose des socialistes démocrates. Ceux-ci dont la route rejoint celle des communistes, veulent voir réaliser une partie des mesures indiquées mais non pas comme un moyen de transition vers le communisme, comme un moyen suffisant pour supprimer la misère et les maux de la société actuelle. Ces socialistes démocrates sont, soit des prolétaires qui ne sont pas suffisamment éclairés sur les conditions de la libération de leur classe, soit des représentants de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire d'une classe qui, jusqu'à la conquête de la démocratie et la réalisation des mesures socialistes qui en résulteront, a sous beaucoup de rapports les mêmes intérêts que les prolétaires. C'est pourquoi les communistes s'entendront avec eux au moment de l'action et devront autant que possible mener avec eux une politique commune, dans la mesure toutefois où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Bien entendu, ces actions communes n'excluent pas la discussion des divergences qui existent entre eux et les communistes.

3.1.1 (a). Le socialisme féodal

Les écrits du **vicomte Alban de Villeneuve-Bargemont**¹ fournissent un exemple caractéristique de cette littérature que le *Manifeste* qualifie de « *socialisme féodal* », en particulier l'ouvrage qu'il publie en 1834 sous le titre *Economie politique chrétienne ou Recherches sur la nature et les causes du paupérisme en France et en Europe et sur les moyens de les soulager et de les prévenir*².

C'est à l'initiative de ce représentant typique de la droite légitimiste française que sera adoptée en 1841 une loi sur le travail des enfants. Votée le 22 mars 1841, la loi Montalembert fixait à huit ans l'âge d'embauche des enfants et limitait la journée de travail à 8 heures par jour pour les enfants de 8 à 12 ans, à 12 heures pour ceux de 12 à 16 ans. Ces dispositions ne concernaient que les manufactures de moins de 20 salariés. En vérité, cette loi ne sera guère appliquée en l'absence de toute inspection du travail.

Par leur position historique, les aristocraties française et anglaise se trouvèrent appelées à écrire des pamphlets contre la société bourgeoise. Dans la révolution française de juillet 1830, dans le mouvement anglais pour la Réforme³ elles avaient succombé une fois de plus sous les coups de cette arriviste abhorrée. Pour elles, il ne pouvait plus être question d'une lutte politique sérieuse. Il ne leur restait plus que la lutte littéraire. Or, même dans le domaine littéraire, la vieille phraséologie de la Restauration⁴ était devenue impossible. Pour se créer des sympathies, il fallait que l'aristocratie fit semblant de perdre de vue ses intérêts propres et de dresser son acte d'accusation contre la bourgeoisie dans le seul intérêt de la classe ouvrière exploitée. Elle se ménageait de la sorte la satisfaction de chansonnier son nouveau maître et d'oser lui fredonner à l'oreille des prophéties d'assez mauvais augure.

Ainsi naquit le socialisme féodal où se mêlaient jérémiades et libelles, échos du passé et grondements sourds de l'avenir. Si parfois sa critique amère, mordante et spirituelle frappait la bourgeoisie au cœur, son impuissance absolue à comprendre la marche de l'histoire moderne était toujours assurée d'un effet comique.

En guise de drapeau, ces messieurs arboraient la besace du mendiant, afin d'attirer à eux le peuple; mais, dès que le peuple accourut, il aperçut les vieux blasons féodaux dont s'ornait leur derrière et il se dispersa avec de grands éclats de rire irrévérencieux.

¹ Jean-Paul Alban de Villeneuve-Bargemont (1784-1850) a mené une carrière administrative de Préfet sous l'Empire et la première Restauration. Retraité en 1830, il devient député, élu dans le Var en 1830-31, puis dans le Nord de 1840 à 1848. Il devient membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1835. (Source : le site Internet de l'Assemblée nationale de France)

² Paru chez Paulin, Libraire - éditeur en 3 tomes : la version électronique est disponible sur Gallica. Villeneuve-Bargemont est aussi l'auteur, en 1841, d'une *Histoire de l'Economie politique ou Études historiques, philosophiques et religieuses sur l'Economie politique des Peuples anciens et modernes* chez Guillaumin, libraire-éditeur, en 2 tomes.

³ Le 7 juin 1832, le « Reforme Act » est voté après une campagne de manifestations massives sur le thème « No Bill, No Taxes ». Cette réforme électorale favorable à la seule bourgeoisie industrielle maintient toutefois l'exclusion de la classe ouvrière du jeu politique. Ce qui domine dans les classes populaires, c'est un fort sentiment de trahison. Le mouvement chartiste prendra bientôt le relais de l'agitation radicale avec la fondation en juin 1836 de la *London Working Men's Association* et le lancement de la première pétition pour la Charte en mai 1838.

⁴ (*Note d'Engels pour l'édition anglaise de 1888* : « Il ne s'agit pas de la Restauration anglaise de 1660-1689, mais de la Restauration française de 1814-1830 ».)

Une partie des légitimistes français et la Jeune Angleterre ont donné au monde ce spectacle.

La jeune Angleterre désigne un mouvement littéraire et politique animé par un groupe de députés conservateurs anglais, dont **Benjamin Disraeli**¹. Avant de devenir le diplomate de l'impérialisme anglais, celui-ci avait débuté sa carrière politique en se faisant le champion des intérêts de l'aristocratie foncière dans sa lutte contre la bourgeoisie industrielle libérale. Sa sollicitude toute romanesque pour les classes populaires était surtout l'expression de son anti-libéralisme et de ses nostalgies féodales. Il est notamment l'auteur, en 1845, d'un roman intitulé *Sybil ou les Deux Nations* dans lequel il trace un tableau réaliste de la misère des couches populaires pour mieux revendiquer une nouvelle alliance entre le peuple anglais et son aristocratie tenue pour l'élite dirigeante de la nation.

Quand les champions de la féodalité démontrent que le mode d'exploitation féodal était autre que celui de la bourgeoisie, ils n'oublient qu'une chose : c'est que la féodalité exploitait dans des circonstances et des conditions tout à fait différentes et aujourd'hui périmées. Quand ils font remarquer que, sous le régime féodal, le prolétariat moderne n'existait pas, ils n'oublient qu'une chose : c'est que la bourgeoisie, précisément, a nécessairement jailli de leur organisation sociale.

Ils déguisent si peu, d'ailleurs, le caractère réactionnaire de leur critique que leur principal grief contre la bourgeoisie est justement de dire qu'elle assure, sous son régime le développement d'une classe qui fera sauter tout l'ancien ordre social.

Ils reprochent plus encore à la bourgeoisie d'avoir produit un prolétariat révolutionnaire que d'avoir créé le prolétariat en général.

Aussi dans la lutte politique prennent-ils une part active à toutes les mesures de violence contre la classe ouvrière. Et dans leur vie de tous les jours, en dépit de leur phraséologie pompeuse, ils s'accommodent très bien de cueillir les pommes d'or et de troquer la fidélité, l'amour et l'honneur contre le commerce de la laine, de la betterave à sucre et de l'eau-de-vie².

Le chapitre se termine par une critique du **socialisme chrétien** dont les principaux représentants en France ont été Robert de Lamennais³ (1872-1854), Philippe Buchez (1796-1865) et Pierre Leroux⁴ (1797-1871). De ces trois, la personnalité la plus significative a été **Philippe Buchez** en raison de son rôle dans la publication du journal *l'Atelier* qui a connu une large diffusion dans le mouvement ouvrier

¹ Après une carrière mondaine de dandy frivole, Disraeli venait d'être élu en juillet 1837 à la Chambre des Communes et s'était associé à de jeunes parlementaires écrivains issus de l'aristocratie comme John Manners et George Smythe pour élaborer une doctrine de *conservatisme populaire* centrée sur le rôle dirigeant de la noblesse et sur les idéaux de la tradition. Le groupe de la *Jeune Angleterre* n'aura qu'une existence éphémère liée à l'opposition de Disraeli à la politique et à la personnalité de Robert Peel. Disraeli sera en effet l'un des principaux artisans de la chute du gouvernement de Robert Peel lorsqu'en 1846, ce dernier accordera aux libéraux libre-échangistes l'abandon des lois protectionnistes sur le blé. Sur cette question des *Corn Laws* et du rôle, en cette période, du mouvement chartiste, nous renvoyons à notre fascicule 11.

² (*Note d'Engels pour l'édition anglaise de 1888* : « Cela concerne principalement l'Allemagne où l'aristocratie agraire et les hobereaux exploitent la majeure partie de leurs terres pour leur propre compte, à l'aide des gérants; ils sont en outre de gros propriétaires de sucreries et d'entreprises vinicoles. Les plus riches aristocrates anglais n'en sont pas encore là; toutefois ils savent comment il faut récupérer les pertes occasionnées par les chutes de rente, en se faisant représenter par des fondateurs de sociétés anonymes plus ou moins douteuses »)

³ Son ouvrage *Paroles d'un croyant* date de 1834. Il provoque sa rupture avec l'Eglise.

⁴ D'abord saint-simonien (comme Philippe Buchez, du reste), Pierre Leroux est l'auteur de nombreuses publications où il développe dans la perspective du socialisme (on lui prête d'être l'inventeur du vocable) un projet politique de type humaniste et mutualiste.

dès le début des années 1840. Avec pour sous-titre *Organe des intérêts moraux et matériels des ouvriers*, ce journal n'a cessé de chercher le dialogue avec les divers groupes communistes de tendance néo-babouviste dont il condamnait la doctrine. Sous la direction d'Anthime Corbon, les ateliéristes défendaient une politique d'émancipation ouvrière centrée sur le développement des coopératives de production. En 1848, le journal soutiendra une ligne politique très modérée et ne manquera aucune occasion de dénoncer les partisans d'une accélération révolutionnaire des réformes sociales¹.

De même que le prêtre et le seigneur féodal marchèrent toujours la main dans la main, de même le socialisme clérical marche côte à côte avec le socialisme féodal.

Rien n'est plus facile que de donner une teinture de socialisme à l'ascétisme chrétien. Le christianisme ne s'est-il pas élevé lui aussi contre la propriété privée, le mariage, l'Etat ? Et à leur place n'a-t-il pas prêché la charité et la mendicité, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Eglise ? Le socialisme chrétien n'est que l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre le dépit de l'aristocratie.

¹ Sur ce point, nous renvoyons à notre fascicule 13 consacré au *Communisme français sous la Monarchie de Juillet*, et en particulier au chapitre 2.7. « Un dialogue dans la presse ouvrière ».

3.3.1. (b) Le socialisme petit-bourgeois

Cette brève section porte davantage que d'autres la marque personnelle de Marx. En effet le principal ici n'est pas tant la reprise de la thèse sur la disparition inéluctable de la petite-bourgeoisie que l'assignation d'un auteur particulier, Sismondi en l'occurrence, dans le rôle d'être l'*idéologue* de cette classe, au sens où il *éclaire* le processus dont elle est victime mais *échoue* à en saisir la logique et à tirer les conséquences politiques qu'elle impose.

Jean Charles Léonard Simonde de Sismondi (1773-1842) est un historien¹ et un économiste suisse. Contemporain de David Ricardo, il est l'auteur en 1819 d'un ouvrage intitulé *Nouveaux Principes d'Economie politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population*² dans lequel il prend ses distances avec les théories libérales inspirées d'Adam Smith³. Il se livre notamment à une analyse des contradictions du capitalisme et du caractère destructeur des crises qu'il génère, préconisant que l'Etat joue en économie le rôle d'un régulateur.

La sévérité à son égard de cette section du *Manifeste* ne peut occulter le fait que nombre des références de Marx à son œuvre sont plutôt positives.

Si l'on jette un coup d'œil sur les travaux de Marx en économie politique antérieurs à 1848⁴, on s'aperçoit que Sismondi compte parmi les auteurs qu'il connaît bien et qu'il cite volontiers à l'appui de ses propres analyses. Ainsi dans *Misère de la philosophie* où Marx, s'il note déjà le caractère *réactionnaire* de l'œuvre⁵, compte Sismondi parmi « les économistes assez importants »⁶ que toute proportion gardée, il n'hésite pas à associer à Ricardo⁷.

Les références à Sismondi dans le livre premier du *Capital* sont toutes requises pour soutenir la démonstration en cours.

Dans sa contribution à un colloque de 1973 à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Sismondi⁸, Maximilien Rubel n'hésite pas à établir un strict parallélisme entre l'analyse par Sismondi et par Marx de ce que le premier nomme « circulation » et le second « rotation » du capital⁹.

Enfin, et sans vouloir être exhaustif, on trouve dans les recherches ultérieures sur la plus-value¹⁰ plus d'une mention qui attestent la spéciale attention que Marx a su réserver aux analyses de Sismondi.

¹ On lui doit une *Histoire des Français* qui a paru entre 1821 et 1844 (en partie, donc, à titre posthume) en 31 volumes.

² Les deux volumes de l'édition originale de 1819 sont accessibles sur le site de *Gallica*. Ceux de l'édition de 1827 le sont sur le site de la librairie digitale *archive.org*.

³ On lit dans l'*Avertissement* de l'ouvrage : « Peut-être les lecteurs instruits croiront-ils d'abord repasser dans un ornière rebattue, puisque les principes d'Adam Smith m'ont constamment servi de guide : c'est cependant de ces principes, mais en y ajoutant le complément que je crois nécessaire, qu'ils verront sortir des conséquences très différentes » (op.cit., page vj).

⁴ Soit, à cette date, les *Manuscrits de 1844* (restés inédits), *La Sainte Famille* (de septembre 1844), *L'idéologie Allemande* (restée inédite) de 1845 et *Misère de la Philosophie* (de juin 1847).

⁵ « Ceux qui comme Sismondi, veulent revenir à la juste proportionnalité de la production, tout en conservant les bases actuelles de la société, sont réactionnaires, puisque, pour être conséquents, ils doivent aussi vouloir ramener toutes autres conditions de l'industrie au temps passé », op.cit., Editions sociales, Paris 1977, page 78.

⁶ Op.cit., page 47.

⁷ Op.cit., page 75. Dans les *Grundrisse* de 1857-1858, il n'hésite pas à comparer les mérites respectifs de Sismondi et Ricardo, écrivant : « Sismondi a saisi (...) profondément le caractère borné, la nature étriquée et négative de la production fondée sur le capital. Ricardo en a mieux perçu la tendance universelle, Sismondi les limites particulières. ». (Marx, *Œuvres*, Gallimard, volume II, page 261).

⁸ Les textes ont fait l'objet d'une publication intitulée *Histoire, socialisme et critique de l'économie politique*, sous la direction de Jean Weiller, aux éditions de l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées, Paris 1976.

⁹ M. Rubel, « De Marx à Sismondi ou les emprunts de Marx à la théorie de Sismondi », op.cit., pp. 1165-1665. L'exercice ne démontre à vrai dire que l'évidence selon laquelle Marx travaillait sur la matière fournie par les écrits de ses contemporains.

¹⁰ Marx, *Théories sur la Plus-value (livre IV du Capital)*, 3 tomes aux éditions sociales, Paris 1976.

L'aristocratie féodale n'est pas la seule classe qu'ait ruinée la bourgeoisie, elle n'est pas la seule classe dont les conditions d'existence s'étiolaient et dépérissaient dans la société bourgeoise moderne. Les bourgeois et les petits paysans du moyen âge étaient les précurseurs de la bourgeoisie moderne. Dans les pays où l'industrie et le commerce sont moins développés, cette classe continue à végéter à côté de la bourgeoisie florissante.

Dans les pays où s'épanouit la civilisation moderne, il s'est formé une nouvelle classe de petits bourgeois qui oscille entre le prolétariat et la bourgeoisie; fraction complémentaire de la société bourgeoise, elle se reconstitue sans cesse; mais, par suite de la concurrence, les individus qui la composent se trouvent sans cesse précipités dans le prolétariat, et, qui plus est, avec le développement progressif de la grande industrie, ils voient approcher l'heure où ils disparaîtront totalement en tant que fraction autonome de la société moderne, et seront remplacés dans le commerce, la manufacture et l'agriculture par des contremaîtres et des employés.

Dans les pays comme la France, où les paysans forment bien plus de la moitié de la population, il est naturel que des écrivains qui prenaient fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie aient appliqué à leur critique du régime bourgeois des critères petits-bourgeois et paysans et qu'ils aient pris parti pour les ouvriers du point de vue de la petite bourgeoisie. Ainsi, se forma le socialisme petit-bourgeois. Sismondi est le chef de cette littérature, non seulement en France, mais en Angleterre aussi.

Ce socialisme analysa avec beaucoup de sagacité les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il mit à nu les hypocrites apologies des économistes. Il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la fatale décadence des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre d'extermination industrielle des nations entre elles, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales, des vieilles nationalités.

A en juger toutefois d'après son contenu positif, ou bien ce socialisme entend rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et, avec eux, l'ancien régime de propriété et toute l'ancienne société, ou bien il entend faire entrer de force les moyens modernes de production et d'échange dans le cadre étroit de l'ancien régime de propriété qui a été brisé, et fatalement brisé, par eux. Dans l'un et l'autre cas, ce socialisme est à la fois réactionnaire et utopique.

Pour la manufacture, le régime corporatif; pour l'agriculture, le régime patriarcal : voilà son dernier mot.
Au dernier terme de son évolution, cette école est tombée dans le lâche marasme des lendemains d'ivresse.

Réactionnaire : la sanction paraît injuste au regard des connotations péjoratives du vocable dans la langue contemporaine. Le terme résonnait en 1848 avec l'idée de *réaction*¹, ainsi que l'on nommait le courant de pensée qui préconisait un retour à l'état politique et social d'avant 1789. Il dénonce donc clairement une attitude rétrograde. Ce qui est visé dans le cas Sismondi, c'est principalement une volonté de conciliation, de collaboration de classe disons, avant tout soucieuse de préserver les conditions d'exercice du libéralisme politique et économique. Et c'est en ce sens qu'il est dit en même temps **utopique**, au sens d'être incapable de saisir la réalité organique du capitalisme.

A défaut de le démontrer par une **analyse** des arguments de Sismondi, nous ne fournirons ici qu'une **illustration** de l'impasse où ils viennent buter, et cela sous la forme de **deux extraits significatifs**.

¹ Le terme allemand « reaktionär » est un décalque du français.

Le premier extrait se trouve au terme du chapitre IX du septième et dernier livre (intitulé *De la population*) du second tome des *Nouveaux principes d'Economie politique*¹. On peut y lire :

« Je désire que l'industrie des villes, comme celle des champs, soit partagée entre un grand nombre d'ateliers indépendants, et non réunie sous un seul chef qui commande à des centaines ou des milliers d'ouvriers ; je désire que la propriété des manufactures soit partagée entre un grand nombre de moyens capitalistes, et non réunie par un seul homme, maître de plusieurs millions ; je désire que l'ouvrier industriel ait devant lui la chance, presque la certitude d'être associé à son maître, afin qu'il ne se marie que lorsqu'il aura une part dans le commerce², au lieu de vieillir, comme il le fait aujourd'hui, sans espérance d'avancement. Mais, pour amener ces réformes, je ne demande que les moyens lents et indirects de la législation, que l'exécution d'une justice complète entre le maître et l'ouvrier, qui fasse peser sur le premier toute la responsabilité du mal qu'il fait au second. Que la loi favorise constamment la division des héritages et non leur accumulation, qu'elle fasse trouver au maître un avantage pécuniaire, et un avantage politique, à s'attacher plus étroitement ses ouvriers, à les engager pour plus longtemps, à les associer à ses profits, et peut-être que les intérêts privés, mieux dirigés, répareront seuls le mal que les intérêts privés ont fait à la société³. Alors les chefs des manufactures exerceraient leur esprit, pour trouver moyen d'élever à eux les ouvriers, de les intéresser à la propriété et à l'économie, de faire d'eux enfin des hommes et des citoyens, tandis qu'ils ne cessent aujourd'hui de travailler à en faire des machines. ».

Le second extrait se trouve au premier chapitre intitulé « Balance des consommations avec les productions » du premier tome des *Etudes sur l'Economie politique*, pages 106-107 de l'édition de 1837, chez Treuttel et Würtz⁴.

On peut y lire :

« La tâche d'associer de nouveau les intérêts de ceux qui concourent à la même production, au lieu de les mettre en opposition, appartient au législateur : elle est difficile sans doute ; mais je ne crois point qu'elle le soit autant qu'on pourrait le supposer. On aurait beaucoup fait déjà, si l'on empêchait la législation d'agir dans une direction diamétralement opposée à cet intérêt social. Si l'on supprimait toutes les lois qui contrarient la division des héritages, et qui, favorisant la formation ou la conservation des grandes fortunes, empêchent que le capital ou la propriété de la terre se trouvent distribués en petites parties à ceux qui exercent le travail manuel ; si l'on supprimait toutes les lois qui protègent les coalitions des maîtres contre les ouvriers ; toutes celles qui ôtent aux ouvriers leurs moyens naturels de résistance ; l'examen des unes et des autres, l'examen de celles qui pourraient obliger le maître à garantir la subsistance de l'ouvrier qu'il emploie, serait long, difficile, et nous n'y entrerons point, aujourd'hui. Il nous suffit d'avoir indiqué que c'est là que nous chercherions un remède aux maux dont la société souffre et à ceux dont elle est menacée. ».

On observe que la réflexion de Sismondi est surtout réactive : elle constate les aspects négatifs du capitalisme qui se développe sous ses yeux mais en tentant de les corriger sur des modèles anciens, elle demeure incapable de saisir la cohérence interne du processus, et par conséquent d'anticiper l'avenir⁵.

¹ Nous citons dans **la seconde édition de 1827**, chez Delaunay, pages 365-366. Cette précision est importante car l'édition de 1819 ne comporte pas ce passage manifestement ajouté dans l'édition ultérieure. Rappelons que la première édition est disponible sur Gallica, et que la seconde se trouve sur le site de *archive.org*

² On ne s'étonnera pas de trouver dans ce chapitre une manifestation de l'obsession majeure que représentait pour la bourgeoisie la fécondité des pauvres. Un seul exemple, cette remarque : « En même temps, il est vrai, pour protéger contre la multiplication d'une population indigente, et la classe pauvre, et ses enfants à naître, et les riches tenus à les assister, je ne répugnerais pas à interdire le mariage à l'ouvrier de terre qui n'aurait pas dix acres de propriété ou vingt acres à ferme » (op.cit., page 356). Ce malthusianisme que Marx exérait compte parmi les raisons de sa dureté à l'égard de Sismondi.

³ A l'évidence, la maladresse du style trahit l'embarras de la pensée.

⁴ Nous citons dans l'édition disponible sur *archive.org*.

⁵ Sans vouloir anticiper sur des débats ultérieurs dans le marxisme, nous ne pouvons manquer de signaler le texte important que Lénine va consacrer en grande partie à une critique de Sismondi dans sa querelle avec les théoriciens populistes russes de son époque. Cette étude de 1897 est intitulée « Pour caractériser le romantisme économique » et se trouve reproduite aux pages 125-268 du volume 2 des *Œuvres complètes*, Editions sociales, Paris 1966.

3.3.1 (c). Le socialisme allemand ou socialisme "vrai"

Ce qui frappe à la lecture de cette section, c'est la **dureté du propos**. Elle s'exerce en vérité contre une famille de pensée de laquelle Marx et Engels ont été plus proches que cette diatribe peut le laisser penser. On trouve ici de claires allusions à des auteurs qui ont compté dans leur formation philosophique, notamment Ludwig Feuerbach, et avec lesquels ce n'est que très récemment qu'ils ont rompu. Récemment, c'est-à-dire entre l'automne 1845 et l'été 1846, au cours de la rédaction de *L'Idéologie allemande*.

Marx exploite ici plus qu'ailleurs dans le *Manifeste* tout le matériel critique de *L'Idéologie allemande*, en particulier le préambule¹ du chapitre « Critique du socialisme allemand dans la personne de ses différents prophètes » précisément intitulé « le socialisme vrai » avec pour cibles principales Karl Grün et diverses publications animées par des littérateurs humanistes comme Otto Lünig² et Hermann Püttmann³.

L'appellation de *socialisme vrai* recouvre une variété d'écrits dont le point commun réside dans une approche philanthropique de la question sociale.

Ces auteurs subissent ici **deux reproches principaux**.

Le premier reproche est de diffuser une philosophie importée du socialisme français dans un contexte allemand où elle perd toute pertinence. Découplée du mouvement réel qui lui donnait vigueur en France, elle n'est plus en effet qu'une *idéologie* au sens technique d'une pure construction spéculative, un « montage fantastique » ou encore « une image sublimée », qui fait écran devant les réalités politiques concrètes et immédiates de l'Allemagne. A vrai dire, les attaques de Marx et d'Engels contre la littérature du *socialisme vrai* n'ont pas tardé. Dès 1846, dans un article intitulé « Un fragment de Fourier sur le commerce » publié dans *l'Almanach du citoyen allemand*, (*Deutsches Bürgerbuch für 1846*, la revue même de Püttmann), Engels écrit : « Une pincée d' « humanité » comme on appelle cela depuis peu, un peu de « réalisation » de cette humanité ou plutôt de cette monstruosité, un rien sur la propriété emprunté de Proudhon – troisième ou quatrième main – un peu de jérémiades prolétariennes, d'organisation du travail, la constitution de pitoyables associations pour améliorer le sort des classes populaires les plus basses, en même temps qu'une ignorance infinie de l'économie politique et de la société réelle, voilà toute l'affaire qui de surcroît, du fait de l'impartialité théorique, du « calme absolu de la pensée », perd sa dernière goutte de sang, son dernier reste d'énergie et de vitalité. Et c'est avec ces fadaïses qu'on veut révolutionner l'Allemagne, mettre en branle le prolétariat et faire penser et agir les masses.⁴ ».

Il convient sous cet angle de souligner **le caractère très codé** de ce texte. On dispute certes durement mais on dispute entre soi. Les allusions exigent en effet du lecteur une connivence culturelle qui suppose sa familiarité avec le vocabulaire des différents philosophes ici jetés dans le même sac de la spéculation idéaliste : *la raison pratique* fait penser à Emmanuel Kant, *l'universalité abstraite* réfère à Hegel, *l'aliénation de la nature*

¹ Marx, Engels, *L'idéologie allemande*, Editions sociales, Paris 1968, pp. 497-597. Le manuscrit de ce préambule est de la main d'Engels, un détail qu'il faut peut-être mettre en relation avec la correspondance d'Engels à Marx du 15 janvier 1845 où il écrivait : « Que ne pouvons-nous refaire le chapitre concernant le « Socialisme vrai » maintenant qu'ils se sont développés dans toutes les directions (...). » (*Marx Engels, Correspondance*, volume 1, Paris 1971, page 466). Pour un commentaire de cette polémique nous renvoyons à notre fascicule 7 intitulé « Rupture (4) Contre le socialisme vrai ». Notons qu'il y a comme de l'autocritique dans le passage suivant de ce préambule où l'on peut lire (c'est nous qui soulignons) qu'en raison de l'immaturation de la situation politique allemande: « Il était (...) inévitable que quantité de communistes allemands, *partis de la philosophie*, ne soient arrivés et n'arrivent encore au communisme *qu'après être passés par cette étape*, tandis que d'autres qui n'ont pu se dégager des pièges de l'idéologie, continueront à prêcher ce socialisme vrai jusqu'à la fin de leurs jours ». (Marx Engels, *L'Idéologie allemande*, op.cit., page 501).

² Otto Lünig était médecin de profession. Il a été l'un des partisans en Allemagne de Louis Blanc dont il a diffusé les idées sur l'organisation du travail. Il était apparenté à Weydemeyer à qui Marx et Engels avaient demandé de trouver un éditeur pour *L'Idéologie allemande*. Il était par ailleurs le rédacteur de la revue *Das Westphälische Dampboot* (Le Steamer de Westphalie) dans laquelle avait paru la circulaire contre Kriege. Ceci montre assez sa proximité avec Marx et Engels.

³ Le poète Hermann Püttmann a été l'éditeur des revues *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* (*Annales rhénanes pour la réforme de la société*) et *Deutsches Bürgerbuch* (*L'Almanach du citoyen allemand*) dont paraîtront pour chacune 2 volumes en 1845 et 1846.

⁴ Nous citons à partir de Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, Paris 1983, page 143.

humaine évoque Ludwig Feuerbach, la *philosophie de l'action* se rapporte aussi bien à August von Cieskowski⁵ qu'à Moses Hess et le *socialisme vrai* à Karl Grün.

La littérature socialiste et communiste de la France, née sous la pression d'une bourgeoisie dominante, expression littéraire de la révolte contre cette domination, fut introduite en Allemagne au moment où la bourgeoisie commençait sa lutte contre l'absolutisme féodal.

Philosophes, demi-philosophes et beaux esprits allemands se jetèrent avidement sur cette littérature, mais ils oublièrent seulement qu'avec l'importation de la littérature française en Allemagne, les conditions de vie de la France n'y avaient pas été simultanément introduites. Par rapport aux conditions de vie allemandes, cette littérature française perdait toute signification pratique immédiate et prit un caractère purement littéraire. Elle ne devait plus paraître qu'une spéculation oiseuse sur la réalisation de la nature humaine. Ainsi, pour les philosophes allemands du XVIIIe siècle, les revendications de la première Révolution française n'étaient que les revendications de la "raison pratique" en général, et les manifestations de la volonté des bourgeois révolutionnaires de France n'exprimaient à leurs yeux que les lois de la volonté pure, de la volonté telle qu'elle doit être, de la volonté véritablement humaine.

L'unique travail des littérateurs allemands, ce fut de mettre à l'unisson les nouvelles idées françaises et leur vieille conscience philosophique, ou plutôt de s'appropriier les idées françaises en partant de leur point de vue philosophique.

Ils se les approprièrent comme on fait d'une langue étrangère par la traduction.

On sait comment les moines recouvraient les manuscrits des œuvres classiques de l'antiquité païenne d'absurdes légendes de saints catholiques. A l'égard de la littérature française profane, les littérateurs allemands procédèrent inversement. Ils glissèrent leurs insanités philosophiques sous l'original français. Par exemple, sous la critique française du régime de l'argent, ils écrivirent "aliénation de la nature humaine", sous la critique française de l'Etat bourgeois, ils écrivirent "abolition du règne de l'universalité abstraite", et ainsi de suite.

La substitution de cette phraséologie philosophique aux développements français, ils la baptisèrent : "philosophie de l'action", "socialisme vrai", "science allemande du socialisme", "justification philosophique du socialisme" etc.

De cette façon on émascula formellement la littérature socialiste et communiste française. Et, comme elle cessait d'être l'expression de la lutte d'une classe contre une autre entre les mains des Allemands, ceux-ci se félicitèrent de s'être élevés au-dessus de l'"étroitesse française" et d'avoir défendu non pas de vrais besoins, mais le besoin du vrai; non pas les intérêts du prolétaire, mais les intérêts de l'être humain, de l'homme en général, de l'homme qui n'appartient à aucune classe ni à aucune réalité et qui n'existe que dans le ciel embrumé de l'imagination philosophique.

⁵ August von Cieszkowski est l'auteur en 1836 d'un ouvrage intitulé « Prolégomènes à l'historiosophie » où il développe une « philosophie de l'action » dont le jeune Moses Hess s'inspirera au moment de rédiger sa *Triarchie européenne*. L'ouvrage a été publié en 1973 aux éditions Champ libre.

Le second reproche vise l'erreur d'appréciation des socialistes vrais dans le contexte politique allemand de l'époque. En focalisant leurs critiques sur la bourgeoisie libérale, ces idéologues ne s'aperçoivent pas qu'ils viennent en soutien des forces féodales et de l'absolutisme monarchique.

Marx et Engels exposent ici une **thèse qui déterminera leur ligne politique lorsque se déclencheront les insurrections de mars 1848 en Allemagne**, à savoir qu'il appartient à la bourgeoisie industrielle d'accomplir **d'abord** sa propre révolution démocratique. Ce n'est qu'en créant « la société bourgeoise moderne avec les conditions matérielles d'existence qui y correspondent », que celle-ci peut jeter les bases matérielles de l'apparition d'un prolétariat puissant, en l'absence duquel tout projet révolutionnaire immédiat relève de la pensée utopique petite-bourgeoise.

Ce socialisme allemand, qui prenait si solennellement au sérieux ses maladroits exercices d'écolier et qui les claironnait avec un si bruyant charlatanisme, perdit cependant peu à peu son innocence pédantesque.

Le combat de la bourgeoisie allemande et surtout de la bourgeoisie prussienne contre les féodaux et la monarchie absolue, en un mot le mouvement libéral, devint plus sérieux.

De la sorte, le "vrai" socialisme eut l'occasion tant souhaitée d'opposer au mouvement politique les revendications socialistes. Il put lancer les anathèmes traditionnels contre le libéralisme, le régime représentatif, la concurrence bourgeoise, la liberté bourgeoise de la presse, le droit bourgeois, la liberté et l'égalité bourgeoises; il put prêcher aux masses qu'elles n'avaient rien à gagner, mais au contraire, tout à perdre à ce mouvement bourgeois. Le socialisme allemand oublia, fort à propos, que la critique française, dont il était l'insipide écho, supposait la société bourgeoise moderne avec les conditions matérielles d'existence qui y correspondent et une Constitution politique appropriée, toutes choses que, pour l'Allemagne, il s'agissait précisément encore de conquérir.

Pour les gouvernements absolus de l'Allemagne, avec leur cortège de prêtres, de pédagogues, de hobereaux et de bureaucrates, ce socialisme devint, contre la bourgeoisie menaçante, l'épouvantail rêvé.

Il ajouta son hypocrisie doucereuse aux coups de fouet et aux coups de fusil par lesquels ces mêmes gouvernements répondaient aux émeutes des ouvriers allemands.

Si le "vrai" socialisme devint ainsi une arme contre la bourgeoisie allemande aux mains des gouvernements, il représentait directement, en outre, un intérêt réactionnaire, l'intérêt de la petite bourgeoisie allemande. La classe des petits bourgeois léguée par le XVI^e siècle, et depuis lors sans cesse renaissante sous des formes diverses, constitue pour l'Allemagne la vraie base sociale du régime établi.

La maintenir, c'est maintenir en Allemagne le régime existant. La suprématie industrielle et politique de la grande bourgeoisie menace cette petite bourgeoisie de déchéance certaine, par suite de la concentration des capitaux, d'une part, et de l'apparition d'un prolétariat révolutionnaire, d'autre part. Le "vrai" socialisme lui parut pouvoir faire d'une pierre deux coups. Il se propagea comme une épidémie.

Des étoffes légères de la spéculation, les socialistes allemands firent un ample vêtement, brodé des fines fleurs de leur rhétorique, tout imprégné d'une chaude rosée sentimentale, et ils en habillèrent le squelette de leurs "vérités éternelles", ce qui, auprès d'un tel public, ne fit qu'activer l'écoulement de leur marchandise.

De son côté, le socialisme allemand comprit de mieux en mieux que c'était sa vocation d'être le représentant grandiloquent de cette petite bourgeoisie.

Il proclama que la nation allemande était la nation exemplaire et le philistin allemand, l'homme exemplaire. A toutes les infamies de cet homme exemplaire, il donna un sens occulte, un sens supérieur et socialiste qui leur faisait signifier le contraire de ce qu'elles étaient. Il alla jusqu'au bout, s'élevant contre la tendance "brutalement destructive" du communisme et proclamant qu'il planait impartialement au-dessus de toutes les luttes de classes. A quelques exceptions près, toutes les publications prétendues socialistes ou communistes qui circulent en Allemagne appartiennent à cette sale et énervante littérature.

3.3.2. Le socialisme conservateur ou bourgeois

Ce court développement constitue à lui seul un chapitre à part entière. Or, on a le sentiment que les généralités des premiers paragraphes auraient pu se rattacher au chapitre qui précède sous le titre général de socialisme réactionnaire. Cette particularité de style laisse penser que cette catégorie est destinée à fustiger spécialement les travaux et les positions politiques de **Pierre-Joseph Proudhon**.

Sans entrer dans les détails¹, disons que les rapports entre Marx et Proudhon ont connu **trois époques**.

1. Les deux hommes entretiennent au cours de l'automne 1844 des **relations amicales** à Paris et les mentions à Proudhon dans les écrits de Marx et d'Engels de cette époque sont élogieuses. On lit dans *La Sainte Famille* de février 1845 que le premier mémoire de Proudhon sur la propriété est « un manifeste scientifique du prolétariat français² ».

2. **Le point de rupture** date du 17 mai 1848. Ce jour-là, Proudhon décline l'invitation à faire partie du *Comité de correspondance communiste* que Marx lui avait adressé le 5 mai. L'important dans ce refus est que Proudhon argumente en récusant toute perspective révolutionnaire (« nous ne devons pas poser l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale ») et en évoquant son projet mutualiste de « faire rentrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties de la société par une autre combinaison économique ».

3. A partir de cet échange, Proudhon devient **l'un des adversaires principaux de Marx**. Engels est aussitôt envoyé à Paris pour y combattre l'influence de Grün dans les milieux de l'immigration allemande et Marx, pour sa part, ne tarde pas à publier en juin 1847, sous le titre de *Misère de la philosophie* sa réplique cinglante au dernier ouvrage de Proudhon qui avait paru en octobre 1846 sous le titre de *Philosophie de la Misère*³.

Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise.

Dans cette catégorie, se rangent les économistes, les philanthropes, les humanitaires, les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, bref, les réformateurs en chambre de tout acabit. Et l'on est allé jusqu'à élaborer ce socialisme bourgeois en systèmes complets.

Citons, comme exemple, la *Philosophie de la misère* de Proudhon.

Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. La bourgeoisie, comme de juste, se représente le monde où elle domine comme le meilleur des mondes. Le socialisme bourgeois systématise plus ou moins à fond cette représentation consolante. Lorsqu'il somme le prolétariat de réaliser ses systèmes et d'entrer dans la nouvelle Jérusalem, il ne fait que l'inviter, au fond, à s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser de la conception haineuse qu'il s'en fait.

¹ Nous renvoyons à cet effet à l'ensemble de notre fascicule 8 intitulé *Rupture (5), l'anti-Proudhon*, et en particulier au chapitre 5.3. « Chronique d'une rupture ».

² K. Marx, F. Engels, *La Sainte Famille*, Éditions sociales, Paris 1972, page 53.

³ Outre celle de ce texte important, nous recommandons deux lectures : celle de la lettre de Marx du 28 décembre 1848 à Pavel Vasilevich Annekov (elle contient un résumé lumineux de ses griefs à l'égard de Proudhon) et celle de la lettre de Marx du 19 janvier 1865 à J-B von Schweizer dans laquelle, quelques jours après la mort de Proudhon, il fait le bilan de l'action de ce dernier. Ces deux documents sont reproduits et commentés dans notre fascicule 8.

Une autre forme de socialisme, moins systématique, mais plus pratique, essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire, en leur démontrant que ce n'était pas telle ou telle transformation politique, mais seulement une transformation des conditions de la vie matérielle, des rapports économiques, qui pouvait leur profiter. Notez que, par transformation des conditions de la vie matérielle, ce socialisme n'entend aucunement l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, ne changent rien aux rapports du Capital et du Salarial et ne font, tout au plus, que diminuer pour la bourgeoisie les frais de sa domination et alléger le budget de l'Etat.

Le socialisme bourgeois n'atteint son expression adéquate que lorsqu'il devient une simple figure de rhétorique.

Le libre-échange, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des droits protecteurs, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des prisons cellulaires, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Voilà le dernier mot du socialisme bourgeois, le seul qu'il ait dit sérieusement.

Car le socialisme bourgeois tient tout entier dans cette affirmation que les bourgeois sont des bourgeois - dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Marx et Engels ne cesseront de suivre (de loin) et de critiquer (sévèrement) les publications de Proudhon.

Mais c'est au sein de l'Internationale, à partir de 1864, que le conflit entre les « marxistes⁴ » et les « bakouniniens » va singulièrement se durcir sur la question centrale de **la conquête du pouvoir politique par le mouvement ouvrier**, les anarchistes préconisant l'abstention politique pour investir le seul domaine des relations économiques et sociales.

⁴ Le terme commence alors sa carrière sous la plume des adversaires de Marx qui dénoncent sous ce nom une forme de socialisme autoritaire.

3.3.3. Le socialisme et le communisme critico-utopiques

On serait tenté de comprendre cette catégorie dans le cadre de l'opposition reçue entre *socialisme scientifique* et *socialisme utopique*. Il convient toutefois de se garder de tout anachronisme. En effet la distinction que le « marxisme orthodoxe¹ » va consacrer à la fin du 19^e siècle ne s'imposera qu'après la rédaction par Engels de *l'Anti-Dürhing* en **1877** et la publication subséquente de brochures de vulgarisation, en particulier le texte intitulé *Socialisme scientifique et socialisme utopique* paru en 1880 à l'initiative de Paul Lafargue.

La force de ce chapitre réside dans la toute récente actualité, si l'on compte en termes de générations, des doctrines qui sont examinées avec le double souci de mettre en avant leur ancrage historique ainsi que leur efficacité et limites politiques dans ce contexte.

Les saint-simoniens ? Après la mort de Saint-Simon en 1825, la grande époque de la prédication saint-simonienne couvre les années **1829-1831** sous la direction de Saint-Amand Bazard et de Prosper Enfantin².

Les fouriéristes ? Après l'échec de la publication en 1822 de son *Traité d'association domestique* et la parution, en 1829, de son *Nouveau Monde industriel et sociétaire*, Charles Fourier va recevoir l'appui des dissidents du saint-simonisme qui le poussent à tenter, en **1832**, l'expérience (malheureuse) du phalanstère de Condé-sur-Vesgre, une entreprise qu'il ne tardera pas à dénoncer lui-même comme une caricature de sa pensée. Ces échecs n'empêchent pas une notoriété grandissante, même si accompagnée souvent de railleries. Après sa mort en 1837, c'est principalement Victor Considerant qui poursuivra à la tête du journal « La Phalange³ ».

Les owéniens ? En 1848, Robert Owen poursuit une action politique et sociale qui a profondément marqué le mouvement ouvrier anglais depuis son action philanthropique à New Lanark en 1809. Ses partisans et lui sont à l'initiative de plusieurs entreprises alternatives au capitalisme, comme, en **1825**, la création d'une communauté « communiste » aux États-Unis, et la fondation, en **1834**, à Londres, du *National Equitable Labour Exchange* destiné à permettre l'échange des produits manufacturés sur une base équitable calculée en temps de travail. En **1834**, il participe à la fondation d'une grande union syndicale, la *Grand National Consolidated Trades Union*⁴.

Il ne s'agit pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a formulé les revendications du prolétariat (écrits de Babeuf, etc.)

Cette exception ici faite à Babeuf ne laisse pas d'intriguer, à la fois sous l'angle du style (un *etc.* qui intervient après un seul terme) et sous l'angle du contenu (quelles sont, au regard de la littérature qui les accompagne, toutes ces révolutions modernes autres que « (les) premiers mouvements du prolétariat » dont il sera bientôt question ?). La qualification d'« égalitarisme grossier » qui conclut le second paragraphe se rapporte bien directement au babouvisme de première manière⁵. Il n'est pas interdit d'avancer l'hypothèse que Marx et Engels souhaitent ménager la sensibilité de la composante néo-babouviste de l'ancienne *Ligue des Justes*.

Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire prévaloir ses propres intérêts de classe, faites en un temps d'effervescence générale, dans la période du renversement de la société féodale, échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des

¹ Le terme désigne le corpus théorique élaboré par le mouvement ouvrier allemand de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle. Il se distingue de cette autre orthodoxie que deviendra le marxisme-léninisme dans l'Union soviétique de la période stalinienne.

² Le groupe connaît une première dissidence en novembre 1831 avec le départ de Bazard. Il se disperse en novembre 1833 à la suite du procès d'assises d'octobre 1832 qui met un terme à la retraite de Ménilmontant. Pour le détail, nous renvoyons aux chapitres consacrés à Saint-Simon et aux saint-simoniens dans notre premier fascicule.

³ Pour le détail, nous renvoyons aux chapitres consacrés à Fourier et aux fouriéristes dans notre premier fascicule.

⁴ Sur le rôle d'Owen dans le mouvement ouvrier anglais du premier tiers du 19^e siècle, nous renvoyons à notre fascicule 11 consacré au chartisme.

⁵ Pour le détail, nous renvoyons à notre fascicule 12, consacré à Babeuf et au « communisme de l'an IV ».

conditions matérielles de son émancipation, conditions qui ne peuvent être que le résultat de l'époque bourgeoise. La littérature révolutionnaire qui accompagnait ces premiers mouvements du prolétariat a forcément un contenu réactionnaire. Elle préconise un ascétisme universel et un égalitarisme grossier.

Les systèmes socialistes et communistes proprement dits, les systèmes de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, etc., font leur apparition dans la première période de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, période décrite ci-dessus (voir "Bourgeois et prolétaires").

Les inventeurs de ces systèmes se rendent bien compte de l'antagonisme des classes, ainsi que de l'action d'éléments dissolvants dans la société dominante elle-même. Mais ils n'aperçoivent du côté du prolétariat aucune initiative historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre.

Comprenons bien : il échappe à ces « inventeurs de système » que les conditions d'émancipation du prolétariat se trouvent **à l'intérieur du développement lui-même du capitalisme** dans toutes ses potentialités organiques. C'est la dynamique intime de ce processus qui fera apparaître à terme que le capitalisme est devenu trop étroit au regard de ses propres capacités de développement et que le moment sera venu de son **dépassement révolutionnaire**.

Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, dans le but de créer ces conditions.

A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Dans la confection de ces plans, toutefois, ils ont conscience de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante. Pour eux le prolétariat n'existe que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

Mais la forme rudimentaire de la lutte des classes, ainsi que leur propre position sociale les portent à se considérer comme bien au-dessus de tout antagonisme de classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de la société, même les plus privilégiés. Par conséquent, ils ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante. Car, en vérité, il suffit de comprendre leur système pour reconnaître que c'est le meilleur de tous les plans possibles de la meilleure des sociétés possibles.

Le texte ne manque pas de rappeler que l'important réside dans la conquête du **pouvoir politique** par la classe ouvrière.

Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile social par la force de l'exemple, par des expériences en petit qui échouent naturellement toujours.

La peinture fantaisiste de la société future, à une époque où le prolétariat, peu développé encore, envisage sa propre situation d'une manière elle-même fantaisiste, correspond aux premières aspirations instinctives des ouvriers vers une transformation complète de la société.

L'action critique de ces élaborations et pratiques utopiques à l'égard des réalités de la société capitaliste naissante n'a cependant pas été négligeable.

Mais les écrits socialistes et communistes renferment aussi des éléments critiques. Ils attaquent la société existante dans ses bases. Ils ont fourni, par conséquent, en leur temps, des matériaux d'une grande valeur pour éclairer les ouvriers. Leurs propositions positives en vue de la société future - suppression de l'antagonisme entre la ville et la campagne, abolition de la famille¹, du gain privé et du travail salarié, proclamation de l'harmonie sociale et transformation de l'Etat en une simple administration de la production - , toutes ces propositions ne font qu'annoncer la disparition de l'antagonisme de classe, antagonisme qui commence seulement à se dessiner et dont les faiseurs de systèmes ne connaissent encore que les premières formes indistinctes et confuses. Aussi, ces propositions n'ont-elles encore qu'un sens purement utopique.

L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiques est en raison inverse du développement historique. A mesure que la lutte des classes s'accroît et prend forme, cette façon de s'élever au-dessus d'elle par l'imagination, cette opposition imaginaire qu'on lui fait, perdent toute valeur pratique, toute justification théorique. C'est pourquoi, si, à beaucoup d'égards, les auteurs de ces systèmes étaient des révolutionnaires, les sectes que forment leurs disciples sont toujours réactionnaires, car ces disciples s'obstinent à maintenir les vieilles conceptions de leurs maîtres en face de l'évolution historique du prolétariat. Ils cherchent donc, et en cela ils sont logiques, à émousser la lutte des classes et à concilier les antagonismes. Ils continuent à rêver la réalisation expérimentale de leurs utopies sociales - établissement de phalanstères isolés, création de home-colonies, fondation d'une petite Icarie, édition in-douze de la Nouvelle Jérusalem, - et, pour la construction de tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel au cœur et à la caisse des philanthropes bourgeois. Petit à petit, ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs dépeints plus haut et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et une foi superstitieuse et fanatique dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale.

Ils s'opposent donc avec acharnement à toute action politique de la classe ouvrière, une pareille action ne pouvant provenir, à leur avis, que d'un manque de foi aveugle dans le nouvel évangile.

Les owenistes en Angleterre, les fouriéristes en France réagissent les uns contre les chartistes, les autres contre les réformistes².

¹ Marx évoque ici l'un des thèmes du débat entre certaines composantes néo-babouvistes et Etienne Cabet qui ont échangé sur cette question de la famille des polémiques très dures (que décrit notre fascicule 13 au chapitre de la rupture entre Cabet et Dézamy).

² Le terme désigne les républicains (modérés) français groupés autour du journal *La Réforme* que Ledru-Rollin avait fondé en 1843 et auquel Engels avait collaboré à l'occasion. C'est dans les locaux de ce journal que, dans la matinée du jeudi 24 février 1848, sera établie une composition du gouvernement provisoire, liste avec laquelle devront composer les parlementaires insurgés en incluant dans le GP Ferdinand Flocon, rédacteur en chef de *La Réforme*, Armand Marrast, rédacteur en chef du *National* ainsi que, mais dans une position subalterne, Louis Blanc et l'ouvrier Albert. Observons que ni les chartistes ni les réformistes n'appartiennent vraiment au camp de la révolution.

3.4. Position des communistes envers les différents partis d'opposition

Le dernier chapitre du *Manifeste* procède à une sorte d'inventaire des forces politiques susceptibles de s'engager dans le combat révolutionnaire, d'abord contre les structures féodales subsistantes puis contre l'hégémonie bourgeoise.

Il n'est que normal, s'agissant des « partis ouvriers déjà constitués », que le texte mentionne d'abord les chartistes. Marx et Engels sont en relations étroites avec la gauche chartiste (en particulier avec George Julian Harney et Ernest Charles Jones) au sein du *Bureau de correspondance communiste* et dans leur intervention au meeting des *Fraternal Democrats* du 29 novembre 1847, ils n'ont pas manqué de saluer l'importance du mouvement¹. On notera toutefois que les références aux chartistes dans le *Manifeste* sont plutôt discrètes : il est vrai qu'en 1848, le mouvement est en pleine crise en raison de l'engagement de son principal dirigeant, Feargus O'Connor, dans l'aventure calamiteuse de la *National Land Company* qui était censée offrir des terres agricoles aux travailleurs en chômage.

La référence aux « réformateurs agraires » d'Amérique du Nord est quant à elle plutôt imprécise. Elle vise sans doute les « partisans américains de la Réforme nationale » dont il est question au début de la deuxième section de la circulaire contre Kriege². Le texte en parle de manière positive même si les critiques acerbes que subit Hermann Kriege dans ce texte (préconiser une accession des travailleurs américains à la petite propriété terrienne sans rien comprendre à la dynamique capitaliste) s'adressent aussi bien au programme lui-même de ces réformateurs agraires³.

D'après ce que nous avons dit au chapitre II, la position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués s'explique d'elle-même, et, partant, leur position à l'égard des chartistes en Angleterre et des réformateurs agraires dans l'Amérique du Nord.

Le choix des alliés français ne manque pas d'étonner, sinon de souligner la grande largeur du front démocratique envisagé par le *Manifeste*. Dans l'édition anglaise de 1888, Engels ajoutait en effet à propos du « parti-démocrate socialiste » cette note : « Ce parti était alors représenté au Parlement par Ledru-Rollin, dans la littérature par Louis Blanc et dans la presse quotidienne par *La Réforme*. Ils désignaient par démocratique-socialiste, nom qu'ils inventèrent, la fraction du parti démocratique ou républicain, qui était plus ou moins nuancée de socialisme⁴. ». Or Ledru-Rollin manifestait à l'égard des communistes

¹ Sur le contenu de ces deux discours comme sur le mouvement chartiste en général, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 11.

² « Circulaire contre Hermann Kriege », in *Karl Marx, Œuvres*, Editions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, volume III, pp. 1462-1479. Marx mentionne les mêmes « réformateurs nationaux » nord-américains dans sa polémique contre Heinzen (« La critique moralisante et la morale critique », in *Karl Marx, Œuvres*, op.cit., page 759)

³ La *National Reform Association* avait été fondée en 1844 par un militant ouvrier d'origine anglaise, ancien chartiste, du nom de George Henry Evans (1805-1856). Elle avait pour objectif d'obtenir une distribution gratuite de parcelles de terre afin de permettre aux travailleurs de s'établir comme agriculteurs indépendants. (On notera la similitude avec le projet de Land Company de Feargus O'Connor). Son action aboutira au vote, en mai 1862, sous Lincoln, du Homestead Act qui octroyant une propriété privée de 160 acres (soit 65 hectares) à toute famille présente sur le terrain depuis 5 ans. G.H. Evans a par ailleurs publié plusieurs journaux radicaux, dont, entre 1845 et 1849, « Young America » qui a été l'organe d'un mouvement politique et culturel du même nom. (Source : Lewis. S. Feuer, « The North American Origin of Marx's Socialism », *The Western Political Quarterly*, Vol. 16, No. 1 (Mar., 1963), pp. 53-67).

⁴ Dans l'édition allemande de 1890, il ajoutera cette précision : « Ce qu'on appelait alors en France le Parti démocrate-socialiste était représenté en politique par Ledru-Rollin et dans la littérature par Louis Blanc; il était donc à cent lieues de la social-démocratie allemande d'aujourd'hui. ».

français de cette époque, cabétiens comme néo-babouvistes, un souverain mépris, allant jusqu'à déclarer un jour : « Je le proclame bien haut, j'aime la propriété qui est le fondement de toute moralité ; je ne suis pas communiste ; je hais les communistes ; je les hais plus que vous-même ne les haïssez car, on nous jette trop souvent à la face leurs absurdes opinions¹. ». On observera que la formulation d'Engels dans ses *Principes* témoigne d'une plus grande réserve sur la désignation des « différents partis démocratiques » qu'il se garde bien de nommer, se réservant de noter sans autre détail « des intérêts communs » et leur « rapprochement » avec « le but communiste² ».

Ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement. En France, les communistes se rallient au Parti démocrate-socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

L'actualité récente en Suisse est constituée par la rébellion de sept cantons catholiques et conservateurs réunis au sein d'une alliance politique et militaire appelée le *Sonderbund*. Le conflit avec la majorité « radicale-démocratique » de la diète fédérale s'était déclenché le 3 novembre 1847 pour se terminer le 29 du même mois par la victoire des troupes de la fédération helvétique. Engels avait consacré à l'événement dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung*³ du 14 novembre 1847 un article très violent et dédaigneux où il dénonçait sans ménagement, les associant du reste aux Norvégiens, ces « tribus de montages brutales et fanatiques, obstinément opposées à la civilisation et au progrès⁴. »

En Suisse, ils appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de démocrates socialistes, dans l'acception française du mot, moitié de bourgeois radicaux.

Sur la question polonaise, le mieux est de se reporter aux discours de Marx et d'Engels contemporains du *Manifeste*, soit ceux de novembre 1847 à Londres, soit ceux de février 1848 à Bruxelles⁵. La plus significative est sans doute la position d'Engels lorsque, devant l'*Association démocratique* de Bruxelles, en février 1848, il compare les insurrections de Varsovie en 1830 et de Cracovie en 1846 : la première, affirme-t-il, conduite par l'aristocratie, était « une révolution conservatrice » ; la seconde, au contraire, alliait une revendication d'indépendance nationale et un programme véritablement démocratique. En ce sens la Pologne insurgée était « la sentinelle avancée de la civilisation⁶ ». Elle mérite en conséquence d'être un modèle à suivre partout où l'alliance avec la bourgeoisie libérale est un préalable indispensable à la relance d'une révolution prolétarienne dans le cadre Etat national. Et c'est le cas en Allemagne.

¹ Poursuivi en justice pour une profession de foi électorale jugée subversive, Ledru-Rollin avait fait cette déclaration devant le tribunal d'Angers le 23 novembre 1841 (Ledru-Rollin, *Discours politiques et écrits divers*, chez Germer Baillière, Paris 1879, tome 1, page 20). Le propos est commenté par Étienne Cabet dans la dixième de ses « Douze lettres d'un communiste à un réformiste sur la communauté » Paris 1841, page 124 (de l'édition reproduite par Gallica).

² Voir plus loin, à la rubrique XXV : « Quelle doit être l'attitude des communistes vis-à-vis des autres partis politiques ? », que le texte du *Manifeste* suit de très près.

³ Fr. Engels, « La guerre civile en Suisse », *Deutsche Brüsseler Zeitung* n° 91 du 14 novembre 1847 (disponible en allemand sur le site de *Das Elektronische Archiv* et en anglais sur le site des *Marx Engels Collected Works*).

⁴ Le raisonnement d'Engels prend la forme d'un syllogisme. Prémisse majeure : pour que la démocratie véritable advienne, il faut que le prolétariat accomplisse le renversement/dépassement du pouvoir bourgeois. Prémisse mineure : tout ce qui s'oppose à l'hégémonie bourgeoise au nom d'un idéal archaïque est contraire au cours de l'histoire. Conclusion : ces cantons réactionnaires suisses ne méritent que le mépris des progressistes.

⁵ Les textes se trouvent dans le quatrième volume (Politique I) des *Œuvres* de Karl Marx, aux éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris 1994, pp. 994-997 pour les discours de Londres en novembre 1847, pp. 999-1004, pour les discours de Bruxelles de février 1848.

⁶ Engels, discours de Bruxelles, op.cit., page 1104.

En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit, dans une révolution agraire, la condition de l'affranchissement national, c'est-à-dire le parti qui fit, en 1846, l'insurrection de Cracovie.

En Allemagne, en effet, les communistes devront lutter sur deux fronts : avec la bourgeoisie contre les forces féodales puis contre elle. Telle est exactement la ligne politique que Marx et Engels préconiseront lorsque les événements révolutionnaires se déclencheront au début de mars 1848 en Allemagne et en Autriche¹. Les événements ne confirmeront pas l'optimisme qu'expriment ces dernières lignes du *Manifeste*.

En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie².

Mais, à aucun moment, il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

C'est vers l'Allemagne que se tourne surtout l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au XVI^e et au XVIII^e siècle, et que par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En somme, les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.

Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de la propriété à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement.

Enfin, les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.

¹ Dans son article polémique d'octobre 1847 contre Karl Heinzen, Marx écrit : « Les travailleurs savent que l'abolition des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que, par le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les états féodaux et la monarchie absolue, leur propre mouvement ne peut être qu'accélééré. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. Néanmoins, ils ne partagent pas les illusions bourgeoises de Monsieur Heinzen. Ils peuvent et doivent prendre à leur compte la révolution bourgeoise comme une condition de la *révolution des ouvriers*, mais ils ne peuvent la considérer, ne fût-ce qu'un instant, comme leur but final. » (K. Marx, « La Critique moralisante et la morale critique », in *Œuvres*, éditions Gallimard, volume III, op.cit., pp. 769-770.)

² La petite-bourgeoisie comme telle ? La traduction d'Emile Bottigelli (Éditions Garnier Flammarion, Paris 1998, page 118) propose « l'étroitesse petite-bourgeoise » qui semble une formulation mieux appropriée. Le texte allemand donne en effet à lire ceci : « In Deutschland kämpft die Kommunistische Partei, sobald die Bourgeoisie revolutionär auftritt, gemeinsam mit der Bourgeoisie gegen die absolute Monarchie, das feudale Grundeigentum und die Kleinbürgerei. » On n'y parle donc pas de « Klein**bourgeoise** » mais de « Klein**bürgerei** », avec une suffixation péjorative en « ei » (du type « Reim » / rime vs « Reimerei » / rimaillerie, vers de mirliton) qui désigne moins la classe sociale qu'un de ses traits de caractère. De son côté, Maximilien Rubel traduit par « les ambitions de la petite-bourgeoisie »).

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

4.1. Projet de profession de foi communiste (juin 1847)

La découverte de ce document sous la forme d'un manuscrit de la main d'Engels a pu laisser penser que ce dernier en était l'auteur. Le texte résulte plutôt des délibérations collectives du premier congrès et porte la marque d'un *compromis* entre les conceptions anciennes et les apports nouveaux.

*

Les six premiers articles sont rédigés dans le vocabulaire du néo-babouvisme, à la différence toutefois que la revendication de « communauté des biens » n'est pas reprise dans sa formulation complète qui réclamait, c'est nous qui soulignons, la « communauté des biens, *des travaux et des jouissances* ». On peut y voir le signe que la perspective se dégage d'une conception holiste (ou, si l'on préfère, totalisante) du lien social, au sens où c'est le détail même des relations sociales (y compris les conduites personnelles en vue du bonheur) qui se trouve comme prescrit par le modèle politique¹. Par ailleurs la *propriété privée* demeure ici une catégorie générale alors que le *Manifeste* parlera bientôt de *propriété privée* **bourgeoise**, visant en particulier la propriété privée des **moyens de production**.

Mais le plus important réside dans le **changement de référence économique**. L'égalitarisme néo-babouviste s'est développé dans le cadre d'une société de pénurie où l'urgence commandait que l'on préconisât pour chacun une *frugale aisance*². On s'engage cette fois dans une tout autre perspective qui est celle d'une société d'abondance rendue possible par le fulgurant développement des moyens de production.

Question. – 1. *Es-tu communiste?*

Réponse. - Oui.

2. *Quel est le but des communistes?*

D'organiser la société de telle sorte que chacun de ses membres puisse développer et exercer l'ensemble de ses facultés et de ses forces en toute liberté et cela sans porter atteinte aux fondements de la dite société.

3. *Comment voulez-vous atteindre ce but ?*

Par l'abolition de la propriété privée que remplacera la Communauté des biens.

4. *Sur quoi fondez-vous votre Communauté des biens.?*

Premièrement sur la masse des forces de production et des moyens de subsistance engendrés par le développement de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et sur la possibilité qui existe de leur accroissement à l'infini grâce au machinisme et aux découvertes de la chimie, et autres.

Deuxièmement sur l'existence dans la conscience ou le sentiment de tout homme de certains principes irréfutables, de principes qui sont le résultat de toute l'évolution historique et à ce titre n'ont pas besoin d'être prouvés.

¹ L'exemple type est offert par la conception phalanstérienne de la vie sociale.

² Plus précisément une *médiocre et frugale aisance*, selon l'expression de Philippe Buonarroti, le vocable « médiocre » devant être entendu au sens de « qui se situe dans la moyenne ». Sur ce point, nous renvoyons à notre fascicule 12 (*François-Noël Babeuf et le communisme de l'an IV*), en particulier au cahier n° 7 intitulé « Philippe Buonarroti : la société des Egaux ».

5. *Quels sont ces principes?*

Par exemple : Tout homme cherche à être heureux. Le bonheur de chacun est inséparable du bonheur de tous, etc.

6. *Comment voulez-vous préparer votre Communauté des biens?*

Par l'instruction et l'union du prolétariat.

Les articles 5 et 6 semblent n'être que des chevilles pour introduire les développements centraux qui manifestent clairement l'influence d'Engels. Au risque de succomber à une illusion prospective (puisque la rédaction des *Principes du communisme* est postérieure¹) les paragraphes 7 à 13 portent incontestablement la marque des apports d'Engels au titre de représentant des bruxellois du *Comité de Correspondance communiste*, Marx compris, bien sûr.

L'expérience manchestérienne d'Engels a été déterminante dans sa perception directe de la mise en place du capitalisme de fabrique, avec ce qu'il comportait à la fois d'innovant sous l'angle des structures de production et de brutal sous l'angle des nouvelles formes d'exploitation : réduction à une pure force de travail de populations sans autre fonction que de servir les machines et dépourvues de toute protection issue des anciens rapports sociaux de travail². C'est en Angleterre d'abord que le phénomène a pris, dans les premières années du siècle, les dimensions d'un véritable *mode de production* de type nouveau.

Le texte insiste avec raison sur le processus de *prolétarianisation* de la classe des artisans. Toutefois, les principales populations asservies à la discipline de fer de la fabrique ont d'abord été des populations rurales privées de leurs conditions de vie par les mutations intervenues dans la campagne anglaise. Au chapitre XXVII (*L'expropriation de la population campagnarde*) du livre I du *Capital*, Marx écrira : « La spoliation des biens d'Église, l'aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, le pillage des terrains communaux, la transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée, la guerre aux chaumières, voilà les procédés idylliques de l'accumulation primitive. Ils ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu³. »

7. *Qu'est-ce que le prolétariat?*

Le prolétariat est la classe de la société qui vit exclusivement de son travail et non du profit d'un capital; la classe dont le sort, dont la vie et la mort dépendent par conséquent de l'alternance des bonnes et des mauvaises périodes dans les affaires, en un mot des oscillations de la concurrence.

8. *Il n'y a donc pas toujours eu des prolétaires ?*

Non. Il y a toujours eu des pauvres et des classes laborieuses; et les travailleurs ont presque toujours été les pauvres. Mais il n'y a pas toujours eu de prolétaires, pas plus que la concurrence n'a toujours été libre.

9. *Comment est né le prolétariat ?*

Le prolétariat est issu de l'introduction des machines qui ont été inventées depuis le milieu du siècle dernier, les principales étant : la machine à vapeur, la machine à filer et le métier à tisser mécanique. Ces machines, qui étaient très chères et que seuls par conséquent les gens riches pouvaient se procurer, supplantèrent les ouvriers de l'époque, étant donné qu'il était possible avec les machines de produire des marchandises plus vite et à meilleur marché que ne le pouvaient jusqu'alors les ouvriers travaillant à leurs rouets et sur leurs métiers à tisser imparfaits. Ainsi les machines livrèrent-elles entièrement l'industrie aux mains des

¹ Elle date d'octobre/novembre 1847.

² Nous renvoyons sur ce point aux chapitres du livre premier du *Capital* qui décrivent le processus, et notamment à l'ensemble de la huitième et dernière section intitulée « L'accumulation primitive ».

³ Page 452 de l'édition de poche Garnier-Flammarion, Paris 1969

grands capitalistes et déprécièrent totalement le peu de bien que possédaient les ouvriers, qui consistait surtout dans leurs outils, leurs métiers, etc. ; de sorte que le capitaliste posséda tout et que l'ouvrier ne conserva rien. Ainsi fut introduit le système de la fabrique. Lorsque les capitalistes virent combien ce système leur était profitable, ils cherchèrent à l'étendre à toujours plus de branches d'industrie. Ils divisèrent de plus en plus le travail entre les ouvriers, si bien que ces derniers, qui jusque-là avaient fait chacun un ouvrage entier, ne faisaient désormais plus qu'une partie de cet ouvrage. Le travail ainsi simplifié fournissait les produits plus rapidement, et donc à meilleur marché, et on s'aperçut alors dans presque toutes les branches d'industrie que là aussi on pouvait utiliser des machines. Dès que dans une branche d'industrie était introduit le système de la fabrique, elle passait, tout comme le filage et le tissage, aux mains des grands capitalistes et les ouvriers perdaient tout ce qui leur restait d'indépendance. Peu à peu nous en sommes arrivés au point où presque toutes les branches d'industrie sont exploitées selon le système de la fabrique. Ainsi s'expliquent la ruine, chaque jour plus prononcée, de l'ancienne classe moyenne, en particulier des maîtres artisans, la transformation complète de la situation antérieure des ouvriers et la constitution de deux classes nouvelles qui absorbent peu à peu toutes les autres classes. A savoir

1. La classe des grands capitalistes qui sont déjà dans tous les pays avancés en possession presque exclusive des moyens de subsistance et des moyens (machines, fabriques, ateliers, etc.) qui permettent de produire ces moyens de subsistance. C'est la classe des « bourgeois », ou de la « bourgeoisie ».

2. La classe de ceux qui ne possèdent absolument rien, qui sont obligés de vendre leur travail à l'autre classe, aux bourgeois, pour ne recevoir d'eux, en échange, que les moyens de subsistance. Comme, dans ce marché du travail, les parties ne sont pas d'égalité, mais que les bourgeois ont l'avantage, ceux qui ne possèdent rien sont obligés d'en passer par les conditions misérables imposées par les bourgeois. Cette classe qui dépend des bourgeois s'appelle la classe des prolétaires ou le prolétariat ».

La triple distinction qui se met en place ici entre le *prolétaire*, le *serf* et l'*esclave* provient de l'élaboration par Marx et Engels de la catégorie de *mode de production* dans leur ouvrage, resté inédit, *L'idéologie allemande*, dans l'ordre de succession des *modes de production* « antique », « féodal » et « capitaliste¹ ».

10. En quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'esclave ?

L'esclave est vendu une fois pour toutes. Le prolétaire doit se vendre lui-même chaque jour et à chaque heure. L'esclave est propriété d'un seul maître et il a de ce fait une existence assurée, aussi misérable soit-elle. Le prolétaire est esclave non d'un seul maître, mais pour ainsi dire de la classe bourgeoise tout entière, et n'a donc pas d'existence assurée, étant donné que personne ne lui achète son travail² quand on n'en a pas besoin. L'esclave est

¹ Nous verrons que Marx, reprenant ses travaux vers 1857-1858, les fera précéder par une autre forme d'organisation sociale qu'il nomme le *mode de production asiatique*. On lit ainsi dans la préface de janvier 1859 à sa *Critique de l'économie politique* : « À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. » (Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris, 1957, page 5).

² La détermination du travail comme une pure marchandise disponible sur un marché est une avancée décisive de l'analyse par Marx de la logique capitaliste. L'analyse a fait l'objet de la conférence qu'il prononce en décembre 1847 devant l'*Association des travailleurs allemands* de Bruxelles et qui sera reprise sous le titre de *Travail salarié et Capital* en cinq livraisons parues, entre le 5 et 10 avril 1849, dans la *Nouvelle gazette rhénane*. Nous savons que la catégorie de « travail » s'affinera pour se penser en 1865, dans *Salaires, prix et profit*, sous le concept plus rigoureusement construit de « force de travail ». Sur l'histoire de cet ajustement

considéré comme une chose, non comme membre de la société civile. Le prolétaire est reconnu comme personne, comme membre de la société civile. L'esclave peut donc avoir une existence meilleure que le prolétaire, mais ce dernier se situe à un stade supérieur de développement. L'esclave se libère en devenant prolétaire et en supprimant, de tous les rapports de propriété, seulement le rapport de *l'esclavage*. Le prolétaire ne peut se libérer qu'en supprimant *la propriété en tant que telle*.

11. En quoi le prolétaire se distingue-t-il du serf ?

Le serf a la jouissance d'un morceau de terre, donc d'un instrument de production, contre la remise d'une plus ou moins grande partie du produit. Le prolétaire travaille avec des instruments de production qui sont la propriété d'un autre qui lui remet pour son travail une partie du produit, déterminée par la concurrence. Dans le cas du serf, la part du travailleur est déterminée par son propre travail, c'est-à-dire par lui-même. Dans le cas du prolétaire, cette part est déterminée par la concurrence, c'est-à-dire d'abord par le bourgeois. Le serf a une existence assurée, le prolétaire pas. Le serf se libère en chassant le seigneur et en devenant lui-même propriétaire, donc en entrant dans la concurrence et en se rattachant momentanément à la classe possédante, à la classe privilégiée. Le prolétaire se libère en abolissant la propriété, la concurrence et toutes les différences de classes.

12. En quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'artisan ?

L'artisan, ainsi nommé par opposition au prolétaire, l'artisan tel qu'il existait encore presque partout au siècle dernier, et désormais de façon sporadique, est prolétaire tout au plus *un certain temps*. Son but est d'acquiescer à son tour un capital et ainsi d'exploiter d'autres ouvriers. Il peut souvent atteindre ce but là où les corporations existent encore ou bien là où la liberté du commerce et de l'industrie n'a pas encore conduit à l'organisation des métiers selon le système de la fabrique, n'a pas encore conduit à une concurrence violente. Mais dès que le système de la fabrique a été introduit dans les métiers et que la concurrence connaît son plein essor, cette perspective disparaît et l'artisan devient de plus en plus prolétaire. L'artisan se libère donc soit en devenant bourgeois ou généralement en passant à la classe moyenne, soit en devenant prolétaire par le jeu de la concurrence (comme c'est généralement le cas désormais) et il se rattache alors au mouvement du prolétariat, c'est-à-dire au mouvement communiste plus ou moins conscient.

On observera que le texte n'envisage en aucune façon la classe paysanne comme telle. Le point de vue se justifie s'il s'agit prioritairement de créer les conditions d'une émancipation du prolétariat industriel. Il se justifie moins dans le cadre d'une plus large perspective de révolution sociale. Or les prochains bouleversements révolutionnaires de 1848-1849 apporteront la preuve du rôle déterminant de la petite paysannerie propriétaire, particulièrement en France, dans la défaite des forces républicaines et l'instauration du second Empire. La question paysanne demeurera comme le « point aveugle » du *Manifeste*.

13. Vous ne croyez donc pas que la Communauté des biens a toujours été possible ?

Non. Le communisme n'est apparu que depuis que les machines et autres inventions ont permis de faire entrevoir pour tous les membres de la société une formation complète et une existence heureuse. Le communisme est la théorie d'une libération qui n'était pas possible pour les esclaves, les serfs ou les artisans mais qui l'est seulement pour les prolétaires, par conséquent il appartient

théorique important, nous renvoyons au deuxième cahier (« Histoire d'un concept ») de notre fascicule 9 consacré à *Travail salarié et Capital*.

nécessairement au dix-neuvième siècle et n'était pas possible à une époque antérieure.

14. *Revenons à la sixième question. Si vous voulez préparer la Communauté par l'instruction et l'union du prolétariat, vous rejetez donc la révolution?*

Nous sommes convaincus que toutes les conspirations sont non seulement inutiles, mais encore nuisibles. Nous savons également que les révolutions ne se font pas à la demande, sur ordre, mais qu'elles sont toujours et partout la conséquence nécessaire de circonstances qui ne dépendent absolument pas de la volonté ni de la direction de partis, séparément, ni de classes tout entières. Mais nous constatons également que l'évolution du prolétariat, dans presque tous les pays du monde, est réprimée avec violence par les classes possédantes et qu'ainsi les adversaires des communistes travaillent avec violence à une révolution. Si dans ces conditions le prolétariat opprimé devait finalement être poussé à la révolution, nous défendrons alors la cause du prolétariat par des actes tout autant que nous le faisons actuellement par la parole.

15. *Voulez-vous introduire d'un seul coup la Communauté des biens à la place de l'actuelle organisation de la société?*

Nous n'y pensons pas. L'évolution des masses ne se fait pas par décret. Elle est déterminée par l'évolution des rapports dans lesquels vivent ces masses, et par conséquent progresse peu à peu.

Dans sa brièveté, la réponse à la question 16 tranche clairement dans le débat qui va profondément diviser le mouvement ouvrier naissant sur l'importance, ou non, l'utilité même, du combat politique.

16. *De quelle façon pensez-vous qu'on puisse organiser le passage de la situation actuelle à la Communauté des biens ?*

La première condition à l'introduction de la Communauté des biens est l'émancipation politique du prolétariat par une constitution démocratique.

On notera enfin que les premières mesures sont assez proches de ce que Louis Blanc réclamait à l'époque sous le nom d'*ateliers sociaux*¹, ce qui témoigne de la popularité de ce dernier.

17. *Quelle sera votre première mesure dès que vous aurez fait triompher la démocratie?*

Assurer l'existence du prolétariat.

18. *Comment voulez-vous atteindre ce but ?*

1. Par une réduction de la propriété privée telle que cela prépare sa transformation progressive en propriété sociale, par exemple par l'impôt progressif, la limitation du droit d'héritage au profit de l'État, etc.

2. Par l'emploi des ouvriers dans des fabriques et des ateliers nationaux, ainsi que sur des biens nationaux.

3. Par l'éducation de tous les enfants aux frais de l'État.

¹ Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 4.7 de notre fascicule 13 consacré au *Communisme français sous la monarchie de Juillet*.

19. *Comment organiserez-vous cette instruction au cours de la période transitoire?*

A partir du moment où ils peuvent se passer des premiers soins maternels, tous les enfants seront élevés et éduqués dans des institutions d'État.

20. *La Communauté des femmes ne sera-t-elle pas proclamée en même temps que s'instaurera la Communauté des biens?*

Pas du tout. Nous ne nous immiscerons dans les rapports privés entre homme et femme et au sein de la famille en général que dans la mesure où la conservation de l'institution existante troublerait le nouvel ordre social. Par ailleurs nous savons très bien qu'au cours de l'histoire les rapports familiaux ont subi des modifications consécutives aux rapports de propriété et aux étapes de l'évolution et que l'abolition de la propriété privée aura donc elle aussi une influence déterminante en ce domaine.

Le texte se termine par deux questions très sensibles, mais dont on voit que l'importance était bien perçue : ce sont des questions identitaires par excellence. Ce qui est en cause ici n'est rien d'autre que l'*universalité* au nom de laquelle le développement futur est pensé.

21. *Dans le communisme, les nationalités subsisteront-elles ?*

Les nationalités des peuples qui s'uniront selon le principe de la Communauté seront forcées de se mêler par cette union, et par conséquent de s'abolir, tout autant que les différences de castes et de classes disparaîtront avec l'abolition de leur fondement, la propriété privée.

22. *Les communistes rejettent-ils les religions existantes ?*

Toutes les religions jusqu'à présent ont été l'expression des stades du développement historique de peuples ou de groupes de peuples. Or le communisme est le stade du développement qui rend superflues toutes les religions existantes et les abolit.

Au nom et sur ordre du Congrès,

Le Secrétaire
Heide¹

Le Président
Carl Schill²,

Londres, le 9 juin 1847

¹ Autrement dit « païen », nom de clandestinité pour Wilhelm Wolff

² alias Karl Schapper

4.2. Les statuts de la Ligue des Communistes (juin/décembre 1847)

On trouve ici une présentation des statuts¹ disposée de manière à faciliter autant que possible une comparaison entre le projet de juin 1847 et le texte définitif adopté en décembre 1847.

Projet de statuts de juin 1847

Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Section I. - La Ligue

Art. 1. La Ligue a pour but la suppression de l'esclavage des hommes par la diffusion de la théorie de la Communauté des biens et, dès que possible, par son introduction dans la pratique.

Art. 2. La Ligue se divise en Communes et en Cercles; à sa tête et en tant que pouvoir exécutif se trouve l'Autorité centrale.

Art. 3. De quiconque veut adhérer à la Ligue est exigé :

- a. qu'il se conduise en homme;
- b. qu'il n'ait jamais commis d'action déshonorante;
- c. qu'il accepte les principes de la Ligue;
- d. qu'il ait des moyens d'existence connus;
- e. qu'il n'appartienne à aucune société politique ou nationale;
- f. qu'il soit admis à l'unanimité dans une commune;
- g. qu'il s'engage sur l'honneur à agir avec fidélité et discrétion

Art. 4. Tous les membres de la Ligue sont égaux et frères et à ce titre se doivent aide en toute circonstance.

Art. 5. Tous les membres de la Ligue portent un nom d'emprunt.

Section II.- La Commune

Art. 6. Une commune se compose au minimum de trois et au maximum de douze membres. Pour éviter de dépasser ce chiffre on opère une partition

Statuts adoptés au congrès de décembre 1847

Prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Section I. - La Ligue

Art. 1. - Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Art. 2. - Les conditions d'adhésion sont :

- a) un mode de vie et une activité conformes à ce but;
 - b) une énergie révolutionnaire et un zèle propagandiste ;
 - c) faire profession de communisme ;
 - d) s'abstenir de participer à toute société politique ou nationale anticommuniste, et informer le Comité supérieur de l'inscription à une société quelconque;
 - e) se soumettre aux décisions de la Ligue ;
 - f) garder le silence sur l'existence de toute affaire de la Ligue ;
 - g) être admis à l'unanimité dans une commune.
- Quiconque ne répond plus à ces conditions est exclu. (Voir section VIII.)

Art. 3. - Tous les membres sont égaux et frères, et se doivent donc aide en toute circonstance.

Art. 4. - Les membres portent un nom d'emprunt.

Art 5. - La Ligue est organisée en communes, districts, districts directeurs, Conseil central et Congrès.

Section II. - La Commune

Art. 6. - La commune se compose de trois membres au moins et de vingt au plus.

¹ Nous citons les statuts de juin 1847 dans la traduction de Bert Andréas (*Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, op.cit. pp. 111-121) et ceux de juin 1847 dans la traduction de Roger Dangeville, une version où manquent les articles 9 et 19 (K. Marx, F. Engels, *Le Parti de classe*, tome 1 (1843-1850), pp. 92-97, Maspero, 1973). Vérification faite auprès du texte allemand (aux pages 626-630 de BDK I), il apparaît que l'article 8 ici mentionné est en vérité l'article 9. L'article 8 original stipule : « L'admission de nouveaux membres se fait devant le Président de la commune et le membre qui en fait la proposition avec l'accord préalable de la commune ». Quant à l'article 19, il prescrit que « Les nouveaux districts se rattachent à la direction de district la plus proche ».

Art. 7. Chaque commune élit un président et un président-adjoint. Le président dirige les séances ; le président-adjoint tient la caisse qu'alimentent les cotisations des membres.

Art. 8. Les membres de la commune doivent faire porter tous leurs efforts à recruter pour la Ligue des hommes capables et ils doivent toujours essayer de prendre pour règle de leur action des principes et non telle ou telle personne.

Art. 9. L'adhésion de membres nouveaux est reçue par le président de la commune et celui de ses membres qui a amené le candidat à la Ligue.

Art. 10. Les communes ne se connaissent pas entre elles et portent des noms distinctifs qu'elles choisissent elles-mêmes

Art. 7. - Chaque commune élit un président et l'adjoint. Le président dirige la séance, l'adjoint tient la caisse et remplace le président en cas d'absence.

Art. 8. - Les diverses communes ne se connaissent pas entre elles, et n'échangent pas de correspondance entre elles.

Art. 10. - Les communes portent des noms distinctifs.

Art. 11. - Tout membre qui change d'adresse doit au préalable en aviser le président.

Section III.- Le Cercle

Art. 11. Un cercle rassemble au minimum deux et au maximum dix communes

Art. 12. Les présidents et présidents-adjoints des communes constituent l'Autorité de cercle. Ils élisent en leur sein un président.

Art. 13. L'autorité de cercle est le pouvoir exécutif de l'ensemble des communes du cercle.

Art. 14. Les communes isolées doivent ou bien se rattacher à une autorité de cercle existante ou constituer un nouveau cercle avec d'autres communes isolées.

Section III. - Le district

Art. 12. - Le district comprend au moins deux et au plus dix communes.

Art. 13. - Les présidents et adjoints de la commune forment le comité de district. Celui-ci élit un président dans son sein, et il tient la correspondance avec ses communes et le district directeur.

Art. 14. - Le comité de district représente le pouvoir exécutif pour toutes les communes du district.

Art 15. - Les communes isolées doivent ou bien se rattacher à un district déjà existant, ou bien former avec d'autres communes un nouveau district.

Section IV. - La direction de district

Art. 16. - Les différents districts d'un pays ou d'une province sont placés sous l'autorité d'une direction de districts.

Art. 17. - La division des districts de la Ligue des provinces et la nomination des directions de districts sont l'œuvre du Congrès sur proposition du Conseil central.

Art. 18. - La direction de districts forme le pouvoir exécutif pour tous les districts d'une province. Elle tient la correspondance avec ces districts et le Conseil central.

Art. 20. - Les directions de districts sont provisoirement responsables vis-à-vis du Conseil central et, en dernier ressort, vis-à-vis du Congrès.

Section IV. L'Autorité Centrale.

Art. 15. L'Autorité centrale est le pouvoir exécutif de l'ensemble de la Ligue.

Art. 16. Elle se compose au minimum de cinq membres et elle est élue par l'autorité de cercle du lieu où elle doit avoir son siège

Section V. - Le Conseil central

Art. 21. - Le Conseil central forme le pouvoir exécutif de toute la Ligue et, en tant que tel, est responsable devant le Congrès.

Art. 22. - Il se compose d'au moins cinq membres et est élu par la direction de district du lieu où le Congrès a fixé le siège de la Ligue.

Art. 23. - Le Conseil central est en correspondance avec les directions de district. Il établit tous les trois mois un rapport sur la situation de toute la Ligue.

Section VI. - Dispositions générales

Art. 24. - Les communes et les directions de district ainsi que le Conseil central se réunissent au moins

une fois tous les quinze jours.

Art. 25. - Les membres de la direction des districts et du Conseil central sont élus pour un an, rééligibles et révocables à tout moment par leurs électeurs.

Art. 26. - Les élections ont lieu au mois de septembre.

Art. 27. - Les directions de district doivent orienter les discussions conformément aux buts de la Ligue. Si le Conseil central estime que la discussion de certaines questions est d'un intérêt général et immédiat, il doit inviter la Ligue entière à discuter des questions.

Art. 28. - Chaque membre de la Ligue doit correspondre au moins une fois par trimestre, et chaque commune au moins une fois par mois, avec leur direction de district.

Chaque district doit adresser, à la direction de district, un rapport sur sa sphère au moins une fois tous les deux mois, et celle-ci au moins une fois tous les trois mois au Conseil central.

Art. 29. - Chaque centre de la Ligue doit prendre, dans la limite des statuts et sous sa propre responsabilité, les mesures appropriées à sa sécurité et à l'efficacité d'une action énergique, et en aviser sans retard le centre supérieur.

Section V- Le Congrès

Art. 17. Le Congrès est l'autorité législative de la Ligue.

Art. 18. Chaque cercle y envoie un délégué.

Art. 19. Le Congrès a lieu chaque année au mois d'août. L'Autorité centrale a le droit de convoquer, dans les cas importants, un Congrès extraordinaire.

Art. 20. Le Congrès fixe le lieu où siègera l'Autorité centrale pour l'année à venir.

Art. 21. Toutes les décisions de Congrès ayant force de loi sont présentées à l'approbation ou au rejet des communes.

Art. 22. A titre de pouvoir exécutif de la Ligue, l'Autorité centrale est responsable de sa gestion devant le Congrès; en conséquence elle y siège mais n'y a pas voix délibérative.

Section VI.- Dispositions générales

Art. 23. Quiconque se conduit de façon indigne ou viole les principes de la Ligue est, selon le cas, ou bien éloigné ou bien exclu de la Ligue. Celui qui a été exclu ne peut être réintégré.

Art. 24. L'autorité de cercle a à juger de tout membre qui commet une action criminelle et elle veille à l'exécution du jugement.

Art. 25. Chaque commune doit surveiller de près les

Section VII. - Le Congrès

Art. 30. - Le Congrès est le pouvoir législatif de l'ensemble de la Ligue. Toutes les propositions relatives à une modification des statuts sont envoyées par les directions de districts au Conseil central qui les soumet au Congrès.

Art. 31. - Chaque district envoie un délégué.

Art. 32. - Chaque district envoie un délégué pour trente membres, deux jusqu'à soixante, trois jusqu'à quatre-vingt-dix membres, etc. Les districts peuvent se faire représenter par des membres de la Ligue qui n'appartiennent pas à leur localité.

Dans ce cas, ils doivent envoyer à leur député un mandat détaillé.

Art. 33. - Le Congrès se réunit au mois d'août de chaque année. Dans les cas d'urgence, le Conseil central convoquera un Congrès extraordinaire.

Art. 34. - Le Congrès fixe chaque fois le lieu où le Conseil central aura son siège pour l'année suivante et le lieu où le Congrès se réunira la fois suivante

Art. 35. - Le Conseil central a droit de séance au Congrès, mais n'a pas de voix décisive.

Art. 36. - Après chacune de ses sessions, le Congrès lance, en plus de sa circulaire, un manifeste au nom du parti.

Section VIII. - Infractions vis-à-vis de la Ligue

Art. 37. - Quiconque viole les conditions imposées aux membres (art. 2) est, suivant les circonstances, suspendu de la Ligue ou exclu. L'exclusion s'oppose à une réintégration.

Art. 38. - Seul le Congrès se prononce sur les expulsions.

Art. 39. - Le district ou la commune peut écarter des

membres éloignés ou exclus; elle doit en outre porter attention aux individus suspects de son ressort et faire savoir immédiatement à l'autorité de cercle tout ce qui, de leur fait, pourrait nuire à la Ligue; l'autorité de cercle doit alors prendre les mesures qui s'imposent pour la sécurité de la Ligue.

Art. 26. Les communes et les autorités de cercle, de même que l'Autorité centrale, doivent se réunir au minimum une fois tous les quinze jours.

Art. 27. Les communes versent des cotisations hebdomadaires ou mensuelles dont le montant est déterminé par chaque autorité de cercle. - Ces cotisations sont utilisées pour la diffusion des principes de la Communauté des biens et pour le port des lettres.

Art. 28. Les autorités de cercle doivent rendre compte tous les six mois à leurs communes des dépenses et des recettes

Art. 29. Les membres des autorités de cercle et de l'Autorité centrale sont élus pour un an et doivent ensuite ou bien être confirmés dans leurs fonctions ou bien être remplacés par d'autres.

Art. 30. Les élections ont lieu au mois de septembre. Les électeurs peuvent d'ailleurs à tout moment démettre les élus de leurs fonctions s'ils ne sont pas satisfaits de leur gestion.

Art. 31. Les autorités de cercle doivent veiller à ce qu'il y ait dans leurs communes matières à discussions utiles et nécessaires. L'Autorité centrale à son tour doit se faire un devoir d'envoyer aux autorités de cercle des questions dont il est important de débattre pour notre principe.

Art. 32. Toute autorité de cercle, ou à défaut toute commune et même tout membre de la Ligue dans la mesure où il est isolé, doit rester en correspondance régulière avec l'Autorité centrale ou avec une autorité de cercle.

Art. 33. Tout membre de la Ligue, avant de changer de domicile, doit d'abord en informer son président.

Art. 34. Chaque autorité de cercle est libre de prendre toutes mesures qu'elle estime le plus propre à assurer la sécurité du cercle et l'efficacité de son action. Ces mesures ne doivent cependant pas être contraires aux statuts généraux.

Art. 35. Toutes les propositions de modification des statuts doivent être envoyées à l'Autorité centrale qui les présente au Congrès pour décision.

membres en l'annonçant aussitôt à l'instance supérieure. Sur ce point aussi, le Congrès décide en dernier ressort.

Art. 40. - La réintégration de membres suspendus est prononcée par le Conseil central à la demande du district.

Art. 41. - Les infractions contre la Ligue sont jugées par la direction de districts qui assure l'exécution du jugement.

Art. 42. - Les individus écartés ou exclus, ainsi qu'en général les sujets suspects, sont à surveiller par la Ligue et à mettre hors d'état de nuire.

Section IX. - Ressources financières

Art. 43. - Le Congrès fixe pour chaque pays le minimum de la cotisation à verser par chaque membre.

Art. 44. - Cette cotisation va pour moitié au Conseil central, et reste pour moitié à la caisse de la commune ou du district.

Art. 45. - Les fonds du Conseil central sont employés:

1. à couvrir les frais de correspondance et d'administration ;
2. à faire imprimer et à diffuser les brochures et tracts de propagande ;

3. à envoyer éventuellement des émissaires.

Art. 46. - Les fonds des directions locales sont employés :

1. à couvrir les frais de correspondance ;
2. à imprimer et à diffuser des écrits de propagande ;
3. à envoyer éventuellement des émissaires.

Art. 47. - Les communes et districts qui sont restés six mois sans verser leurs cotisations pour le Conseil central seront avisés par le Conseil central de leur suspension.

Art. 48. - Les directions de districts doivent, au moins trimestriellement, faire à leurs communes un compte rendu des recettes et dépenses. Le Conseil central présente au Congrès le compte rendu de gestion des fonds et de la situation financière générale. Toute indécatesse concernant les fonds de la Ligue est frappée des sanctions les plus sévères.

Art. 49. - Les dépenses extraordinaires et les frais de Congrès sont couverts par des contributions extraordinaires.

Section VII. Adhésion.

Art. 36. Après lecture des Statuts, les deux membres visés à l'art. 9 posent au candidat les cinq questions suivantes. S'il y répond par « oui », on lui demande de donner sa parole d'honneur et il est déclaré membre de la Ligue.

Ces cinq questions sont :

- a. Es-tu convaincu de la vérité des principes de la Communauté des biens ?
- b. Estimes-tu qu'une Ligue puissante soit nécessaire à la réalisation de ces principes dans le plus proche avenir et veux-tu adhérer à une telle Ligue ?
- c. Promets-tu d'agir continuellement, par la parole et par des actes, à la diffusion et à la réalisation pratique des principes de la Communauté des biens ?
- d. Promets-tu de ne révéler ni l'existence ni les affaires de la Ligue ?
- e. Promets-tu de te conformer aux décisions de la Ligue ?

Donne-nous donc en gage ta parole d'honneur,

Art. 50. - Le président de la commune donne lecture au candidat des articles 1 à 49, les explique, met particulièrement en évidence dans une brève allocution les obligations dont se charge celui qui entre dans la Ligue, et lui pose ensuite la question : « Veux-tu, dans ces conditions, entrer dans cette Ligue ? ». Si le candidat répond « Oui ! », le président lui demande sa parole d'honneur qu'il accomplira les obligations de membre de la Ligue, et il est déclaré membre de la Ligue, et à la réunion suivante il est introduit dans la commune.

Londres, le 8 décembre 1847.

Au nom du deuxième congrès de l'automne 1847.

Le Secrétaire : Engels

Le président : Karl Schapper

*

Une brève analyse comparée de ces statuts permet de formuler **cinq remarques**.

1. Le changement de nom

Le rapport du premier congrès fournit **deux raisons** principales à l'abandon de l'appellation « Ligue des Justes ».

La première est une mesure de sauvegarde : il se trouve que les révélations de Friedrich Mentel¹ au procès de Berlin exposaient désormais la *Ligue des Justes* à une surveillance policière accrue susceptible d'entraver ses activités.

¹ En décembre 1846, la police de Berlin avait arrêté un jeune militant de la *Ligue des Justes* nommé Friedrich Mentel, tailleur de profession. Les révélations de l'inculpé avaient déstabilisé toute l'organisation de la Ligue. (Source : *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, op.cit. page 81).

La seconde est expressément liée à l'évolution politique que sanctionne le nouveau Congrès :

« (...) l'ancien nom avait été adopté dans des circonstances particulières et en considération d'événements particuliers qui n'ont plus rien à voir avec les buts actuels de la Ligue. Ce nom est donc périmé et n'exprime pas le moins du monde ce que nous voulons. Combien de gens ne veulent-ils pas la justice, ou ce qu'ils appellent justice, sans pour autant être communistes. Or nous ne nous distinguons pas par le fait que nous voulons la justice en général, ce que chacun peut prétendre, mais par le fait que nous nous en prenons à l'ordre social établi et à la propriété privée, par le fait que nous voulons la Communauté des biens, par le fait que nous sommes communistes. Il n'y a donc qu'un seul nom qui convienne à notre Ligue, celui qui exprime ce que nous sommes réellement et c'est ce nom que nous avons choisi¹ ».

2. La devise

L'on a souvent écrit que la nouvelle devise : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* » n'était apparue qu'au terme du second congrès, placée en épigraphe du premier et unique numéro de *La Revue communiste* de septembre 1847. Or les documents découverts en 1969 à Hambourg montrent que l'abandon de la devise des Justes « *Tous les hommes sont frères* » est déjà acquis en juin 1847. Bert Andréas estime que cette modification est à mettre sur le compte du pouvoir de persuasion d'Engels et de Wolff².

3. Le premier article

L'article premier, dans sa version de juin 1847, témoigne de la résistance des Justes aux conceptions nouvelles que leur apportent Marx et Engels. On constate en effet que la formulation maintient la revendication néobabouviste de la *Communauté des biens*. Six mois de discussion au sein des communes de la *Ligue* et dix journées de débats lors du second Congrès seront bien nécessaires à Marx et à Engels pour convaincre la *Ligue* d'abandonner cette catégorie périmée de *communauté des biens* et d'adopter une formulation plus précisément référée à la lutte des classes et au rôle historique du prolétariat dans son opposition organique avec la bourgeoisie. Le renversement de perspective est total : *au lieu de projeter une société idéale dans l'avenir, on focalise l'attention sur la contradiction principale et sur le processus de la lutte des classes*.

4. District et conseil central

Certaines différences entre les textes ne sont dues qu'à des choix de traduction. Ainsi à la section III, les termes « Le Cercle » dans la traduction d'Andréas et « Le district » dans la traduction de Roger Dangeville correspondent au même vocable allemand « der Kreis ». De même, à la section IV, l'« Autorité centrale », selon Andréas et le « Conseil central », selon Dangeville traduisent le même vocable allemand : « Die Zentralbehörde ».

Par contre, le rapport de juin 1847 insiste sur l'abandon dans les nouveaux statuts des anciennes appellations « Gau » (au sens de région) et Halle (au sens de Vente³) respectivement remplacés par « Cercle » ou « District » et par « Autorité centrale » ou « Comité central ». On notera le caractère *internationaliste* de l'argument :

« (...) nous avons remplacé les termes de « Gau » et « Halle » hérités des sociétés politiques secrètes et dont l'aspect germanique était gênant au regard du caractère antinational de notre Ligue ouverte à tous les peuples, ces termes nous les avons remplacés par des mots qui signifient vraiment ce qu'ils doivent signifier. L'emploi de pareils termes, simples et clairs, servira plus encore à enlever à notre Ligue, fondée sur la propagande, le caractère de conjuration que nos ennemis voudraient bien nous accrocher⁴.

5. Le rôle du Congrès

¹ *Documents constitutifs de la Ligue des Communistes*, op.cit., pp. 86-87

² *Documents constitutifs de la Ligue des Communistes*, op.cit., p. 42

³ Dans le vocabulaire des eaux et forêts une *vente* est soit « une coupe de bois destinée à être vendue », soit « la partie d'une forêt ou d'un bois qui vient d'être coupée ». Le terme est passé dans le langage de la charbonnerie pour désigner un niveau de structure de l'organisation, la *vente particulière* au premier degré, la *vente centrale* au second degré, la *haute Vente* au troisième degré.

⁴ *Documents constitutifs de la Ligue des Communistes*, op.cit., p. 87

Une innovation majeure réside dans *le rôle central du Congrès* qui est l'instance démocratique souveraine. Cette mesure sanctionne l'abandon de toute structure conspirative autoritaire. Cette fois, c'est dans un débat ouvert et contradictoire que la ligne politique est décidée pour un an¹. Marx ne manquera pas d'insister sur cet aspect dans une lettre tardive à Wilhelm Blos à qui il écrit le 10 novembre 1877 : « Lorsque Engels et moi avons rejoint le parti communiste alors secret, nous ne l'avons fait qu'à la condition que soit éliminée des statuts toute référence à une croyance superstitieuse en l'autorité », ajoutant : « Lassalle agira plus tard en sens inverse² ».

¹ Marx restera attaché à ce rythme des congrès annuels.

² Nous citons à partir de la version anglaise de cette correspondance, disponible sur le site « www.marxists.org », section « Letters », année 1877. Wilhelm Blos (1849-1927) avait adhéré à l'AIT en 1872 et s'était rapproché de Marx par l'intermédiaire de Wilhelm Liebknecht. Il était à cette époque occupé à traduire le livre de Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*. Dans la même lettre, Marx confirme du reste la justesse de son concept de « suppression de l'Etat de classe ». En 1914, W. Blos votera les crédits de guerre. (Source : *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. Allemagne*, coll. Jean Maitron, sous la direction de Jacques Droz, Les éditions ouvrières, Paris 1990).

4.3. Friedrich Engels, *Principes du communisme*

Pour rappel, ce texte a été rédigé par Engels entre le 22 et le 29 octobre 1847 si l'on se fonde sur le courrier qu'il adresse à Marx, le 26 octobre 1847 : pressé, écrit-il, par la nécessité de s'opposer au projet de « Catéchisme » de Moses Hess, il a dû rédiger dans l'urgence un programme alternatif sur la base duquel il se fera élire comme délégué de Paris au deuxième congrès de la Ligue, en novembre-décembre 1848.

Nous citons dans la version publiée par les Editions sociales en 1968 et disponible sur le site internet <http://www.marxists.org>, section française.

*

Un regard rapide permet de mettre en lumière **les correspondances** entre le texte d'Engels et celui de la *Profession de foi* issu des travaux du premier congrès.

<i>Profession de foi</i>	<i>Principes du communisme</i>
Q2 : Quel est le but des communistes ?	Q1 : Qu'est-ce que le communisme ?
Q7 : Qu'est-ce que le prolétariat ?	Q2 : Qu'est-ce que le prolétariat ?
Q8 : N'y a-t-il pas toujours eu de prolétaires ?	Q3 : N'y a-t-il pas eu de tout temps des prolétaires ?
Q9 : Comment est né le prolétariat ?	Q4 : Comment est apparu le prolétariat ?
Q10 : En quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'esclave ?	Q7 : Par quoi l'ouvrier se distingue-t-il de l'esclave ?
Q11 : En quoi le prolétaire se distingue-t-il du serf ?	Q8 : Par quoi le prolétaire se distingue-t-il du serf ?
Q12 : En quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'artisan ?	Q9 : Par quoi le prolétaire se distingue-t-il de l'artisan ?
	Q10
	Q11
	Q12
	Q13
	Q14
Q13 : Vous ne croyez donc pas que la Communauté des biens a toujours été possible ?	Q15 : La suppression de la propriété privée n'était donc pas possible autrefois ?
Q14 : Si vous voulez préparer la Communauté par l'instruction et l'union du prolétariat, vous rejetez donc la révolution ?	Q16 : La suppression de la propriété privée est-elle possible par la voie pacifique ?
Q15 : Voulez-vous introduire d'un seul coup la Communauté des biens à la place de l'actuelle organisation de la société ?	Q17 : La suppression de la propriété privée est-elle possible d'un seul coup ?
	Q18
	Q19
	Q20
Q20 : La Communauté des femmes ne sera-t-elle pas proclamée en même temps que s'instaurera la Communauté des biens ?	Q21 : Quelles répercussions aura le régime communiste sur la famille ?
Q21 : Dans le communisme les nationalités subsisteront-elles ?	Q22 : Comment l'organisation communiste se comportera-t-elle vis-à-vis des nationalités existantes ?
Q22 : Les communistes rejettent-ils les religions existantes ?	Q23 : Comment se comportera-t-elle vis-à-vis des religions existantes ?
	Q24 : En quoi les communistes se différencient-ils des socialistes ?
	Q25 : Quelle doit être l'attitude des communistes vis-à-vis des autres partis politiques ?

*

Une première remarque sur la première rubrique : en définissant le communisme comme un *enseignement*, Engels l'associe expressément à *une construction intellectuelle*. Sans doute porte-t-elle sur un mouvement social dans sa dimension historique et s'articule-t-elle avec lui, mais elle se présente d'abord comme ***l'élucidation théorique de cette réalité***¹.

Cette formulation témoigne de la conviction que Marx et Engels partagent d'apporter sur le cours des phénomènes sociaux une compréhension nouvelle susceptible de fournir à l'action politique une ampleur et une efficacité inédites.

Elle doit être rapprochée de deux autres formules.

D'abord, elle rappelle cette affirmation de *l'Idéologie allemande* : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes². ».

Ensuite elle anticipe sur la célèbre formule du *Manifeste* qui associe le communisme au processus même du « mouvement réel » : « Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. »

L'élégance de la formule ne peut toutefois empêcher qu'on s'interroge sur le caractère du lien entre « la lutte de classe existante », autrement dit le réel, et telles thèses qui en seraient *l'expression* juste, différente des idées particulières de tel ou tel réformateur. On trouve ici un raccourci épistémologique qui semble faire l'économie du *formidable travail de recherche* en même temps que du *formidable travail d'expérimentation sociale*³ que va réclamer cette compréhension nouvelle des réalités du capitalisme.

I. QU'EST-CE QUE LE COMMUNISME?

Le communisme est l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat.

*

Les trois suivantes sections constituent une reprise très proche dans le vocabulaire et le phrasé des questions 7, 8 et 9 de la *Profession de foi*. Elles insistent sur le caractère **nouveau** de l'exploitation capitaliste et sur **la simplification** qu'elle accomplit dans les rapports sociaux, mettant désormais en présence deux classes organiquement antagonistes : la bourgeoisie et le prolétariat.

Le *Manifeste* fera de cette analyse l'objet de son premier chapitre « Bourgeois et prolétaires »

II. QU'EST-CE QUE LE PROLETARIAT?

Le prolétariat est la classe de la société qui tire sa subsistance exclusivement de la vente de son travail, et non de l'intérêt d'un capital quelconque, dont les conditions d'existence et l'existence même dépendent de la demande de travail, par conséquent de la succession des périodes de crise et de prospérité industrielle, des oscillations d'une concurrence sans frein. Le prolétariat, ou la classe des ouvriers, est, en un mot, la classe laborieuse de l'époque actuelle.

III. N'Y A-T-IL DONC PAS EU DE TOUT TEMPS DES PROLETAIRES?

Non. Il y a toujours eu des classes pauvres et laborieuses, et les classes laborieuses étaient la plupart du temps pauvres. Mais des pauvres, des ouvriers vivant dans les conditions que nous venons

¹ Dans le *Manifeste*, Marx parlera d'« une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien ».

² Marx, Engels, *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, Paris 1968, page 64

³ Marx en fera durement l'épreuve.

d'indiquer, donc des prolétaires, il n'y en a pas toujours eu, pas plus que la concurrence n'a toujours été libre et sans frein.

IV. COMMENT EST APPARU LE PROLETARIAT?

Le prolétariat est apparu à la suite de la révolution industrielle, qui s'est produite en Angleterre au cours de la seconde moitié du dernier siècle et qui s'est répétée depuis dans tous les pays civilisés du monde. Cette révolution industrielle a été provoquée par l'invention de la machine à vapeur, des différentes machines à filer, du métier à tisser mécanique et de toute une série d'autres appareils mécaniques. Ces machines, qui étaient chères et que seuls, par conséquent, les gros capitalistes pouvaient se procurer, transformèrent complètement tout l'ancien mode de production et éliminèrent les anciens artisans, du fait qu'elles fabriquaient les marchandises mieux et à meilleur marché que les artisans ne pouvaient le faire avec leurs rouets et leurs instruments grossiers. C'est ce qui explique pourquoi l'introduction des machines mit complètement l'industrie aux mains des gros capitalistes et enleva toute valeur à la petite propriété artisanale (instruments, métiers, etc.), de sorte que les capitalistes eurent bientôt tout entre leurs mains et que les ouvriers n'eurent plus rien. Le système de la fabrique fut d'abord introduit dans l'industrie de l'habillement. Puis la première impulsion une fois donnée, ce système s'étendit très rapidement à toutes les autres branches d'industrie, notamment à l'imprimerie, à la poterie, à la métallurgie. Le travail fut de plus en plus réparti entre les différents ouvriers, de telle sorte que l'ouvrier, qui faisait jusqu'alors un travail entier, ne fit plus désormais qu'une partie de ce travail. Grâce à cette division du travail, les produits purent être fabriqués plus rapidement, par conséquent à meilleur marché. Elle réduisit l'activité de chaque ouvrier à un geste mécanique très simple, constamment répété, qui pouvait être fait non seulement aussi bien, mais même mieux par une machine. Toutes les branches de la production tombèrent l'une après l'autre sous la domination du machinisme et de la grande industrie, tout comme le tissage et le filage. Le résultat fut qu'elles tombèrent complètement entre les mains des gros capitalistes, et que les ouvriers y perdirent ce qui leur restait encore d'indépendance. Peu à peu, outre la manufacture proprement dite, l'industrie artisanale tomba de plus en plus sous la domination de la grande industrie, du fait qu'ici aussi de gros capitalistes, en installant de grands ateliers, où les frais généraux étaient moindres et où le travail pouvait être également divisé, éliminèrent peu à peu les petits producteurs indépendants. C'est ce qui explique pourquoi, dans les pays civilisés, presque toutes les branches de la production ont été incorporées dans le système de la grande industrie et pourquoi, dans toutes les branches d'industrie, la production artisanale et la production manufacturière sont éliminées par la grande industrie. C'est ce qui explique également la ruine, de jour en jour plus prononcée, de l'ancienne classe moyenne, artisanale, la transformation complète de la situation des ouvriers et la constitution de deux nouvelles classes, qui englobent peu à peu toutes les autres, à savoir:

1) la classe des gros capitalistes, qui sont déjà, dans tous les pays civilisés, en possession exclusive de tous les moyens d'existence et des matières premières et instruments (machines, fabriques) nécessaires à la production des moyens d'existence - c'est la classe des bourgeois, ou bourgeoisie;

2) la classe de ceux qui ne possèdent rien, et qui sont obligés de vendre leur travail aux bourgeois pour recevoir d'eux les moyens de subsistance nécessaires à leur entretien - c'est la classe des prolétaires, ou prolétariat.

*

Engels insère à présent un développement plus technique sur la définition du **salaire**. On y trouve à la fois une **approximation** et ce qui semble bien une... **erreur**.

Une approximation ? Engels s'appuie dans cette analyse sur ses propres travaux (sur son étude intitulée *Esquisse d'une critique de l'économie politique* parue, en 1844, dans les *Annales franco-allemandes*) et sans aucun doute sur ses échanges avec Marx, lequel prononcera sur ce thème, en décembre 1847, une conférence intitulée *Travail salarié et capital*. Or s'agissant de la spécifique marchandise vendue par le prolétaire, Marx et lui commettent à cette époque une confusion entre « travail » et « force de travail », la différence relevant de l'élucidation par Marx du mécanisme d'extraction de la plus-value¹.

Une erreur ? Elle concerne précisément l'appropriation de cette plus-value que l'explication d'Engels semble ignorer lorsqu'il affirme que « le fabricant, dans la moyenne des bonnes et des mauvaises affaires, ne reçoit pour ses marchandises ni plus ni moins que leur coût de production ».

V. DANS QUELLES CONDITIONS SE REALISE CETTE VENTE DU TRAVAIL DES PROLETAIRES A LA BOURGEOISIE ?

Le travail est une marchandise comme une autre, et son prix est, par conséquent, fixé exactement d'après les mêmes lois que celui de toute autre marchandise. Le prix d'une marchandise, sous le règne de la grande industrie, ou de la libre concurrence - ce qui revient au même comme nous aurons l'occasion de le voir - est en moyenne toujours égal au coût de production de cette marchandise. Le prix du travail est donc, lui aussi, égal au coût de production du travail. Mais le coût de production du travail consiste précisément dans la quantité de moyens de subsistance nécessaires pour mettre l'ouvrier en état de continuer à travailler et ne pas laisser mourir la classe ouvrière. L'ouvrier ne recevra donc, pour son travail, que le minimum nécessaire dans ce but. Le prix du travail, ou le salaire, sera donc le minimum nécessaire à l'entretien de la vie. Comme les affaires sont tantôt bonnes, tantôt mauvaises, il recevra tantôt plus, tantôt moins, tout comme le fabricant recevra tantôt plus, tantôt moins pour ses marchandises. Mais, de même que le fabricant, dans la moyenne des bonnes et des mauvaises affaires, ne reçoit pour ses marchandises ni plus ni moins que leur coût de production, de même l'ouvrier ne recevra, en moyenne, ni plus ni moins que ce minimum. Cette loi économique du salaire est appliquée d'autant plus sévèrement que la grande industrie pénètre plus fortement dans toutes les branches de la production.

Pour rappel, **cette question du salaire** se trouve exposée dans le *Manifeste* à **deux reprises**.

On la trouve exposée **dans le premier chapitre** (« Bourgeois et prolétaires ») où l'on peut lire, en termes très proches de ceux d'Engels : « Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine, on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte l'ouvrier se réduit, à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance. Or, le prix du travail, comme celui de toute marchandise, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de labeur s'accroît avec le développement du machinisme et de la division du travail, soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc ».

On la trouve exposée **dans le second chapitre** (« Prolétaires et communistes »), où l'on peut lire : « Le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier en tant qu'ouvrier. Par conséquent, ce que l'ouvrier s'approprie par son labeur est tout juste suffisant pour reproduire sa vie ramenée à sa plus simple expression ».

*

Le paragraphe qui suit assure la transition vers la reprise du parallélisme avec le texte de la *Profession de foi*.

¹ Autrement dit, la part de *travail gratuit* dont le capitaliste s'empare après qu'il a payé à *sa juste valeur* le droit de disposer durant toute une journée de *la force de travail* de l'ouvrier. Sur le détail de cette question, nous renvoyons à notre fascicule 9 consacré à *Travail salarié et Capital* et particulièrement au chapitre intitulé « Histoire d'un concept ».

VI. QUELLES CLASSES LABORIEUSES Y AVAIT-IL AVANT LA REVOLUTION INDUSTRIELLE?

Les classes laborieuses ont, selon les différentes phases de développement de la société, vécu dans des conditions différentes et occupé des positions différentes vis-à-vis des classes possédantes et dominantes. Dans l'antiquité, les travailleurs étaient les esclaves des possédants, comme ils le sont encore dans un grand nombre de pays arriérés et même dans la partie méridionale des Etats-Unis d'Amérique. Au moyen âge, ils étaient les serfs de l'aristocratie foncière, comme ils le sont encore en Hongrie, en Pologne et en Russie. Au moyen âge et jusqu'à la révolution industrielle, il y avait, en outre, dans les villes, des compagnons, qui travaillaient au service d'artisans petits-bourgeois et, peu à peu, au fur et à mesure du développement de la manufacture, apparurent les ouvriers de manufacture qui étaient déjà occupés par de plus grands capitalistes.

*

Les trois distinctions suivantes entre l'ouvrier et respectivement l'esclave, le serf et l'artisan reproduisent en effet les paragraphes 10, 11 et 12 de la *Profession de foi*.

VI. PAR QUOI L'OUVRIER SE DISTINGUE-T-IL DE L'ESCLAVE?

L'esclave est vendu une fois pour toutes. L'ouvrier doit se vendre chaque jour et même chaque heure. L'esclave isolé est propriété de son maître et il a, du fait même de l'intérêt de son maître, une existence assurée, si misérable qu'elle puisse être. Le prolétaire isolé est propriété, pour ainsi dire, de toute la classe bourgeoise; on ne lui achète son travail que quand on en a besoin: il n'a donc pas d'existence assurée. Cette existence n'est assurée qu'à la classe ouvrière tout entière, en tant que classe. L'esclavage est en dehors de la concurrence. Le prolétaire est en plein dans la concurrence et en subit toutes les oscillations. L'esclave est considéré comme une chose, non pas comme un membre de la société civile. Le prolétaire est reconnu en tant que personne, en tant que membre de la société civile. L'esclave peut donc avoir une existence meilleure que le prolétaire, mais ce dernier appartient à une étape supérieure du développement de la société, et il se trouve lui-même à un niveau plus élevé que l'esclave. Ce dernier se libère en supprimant, seulement de tous les rapports de la propriété privée, le rapport de l'esclavage, grâce à quoi il devient seulement un prolétaire. Le prolétaire, lui, ne peut se libérer qu'en supprimant la propriété privée elle-même.

VIII. PAR QUOI LE PROLETAIRE SE DISTINGUE-T-IL DU SERF?

Le serf a la propriété et la jouissance d'un instrument de production, d'un morceau de terre, contre remise d'une partie de son produit ou en échange de certains travaux. Le prolétaire travaille avec des moyens de production appartenant à une autre personne, pour le compte de cette autre personne et contre réception d'une partie du produit. Le serf donne, le prolétaire reçoit. Le serf a une existence assurée, le prolétaire n'en a pas. Le serf se trouve en dehors de la concurrence, le prolétaire est placé dans les conditions de la concurrence. Le serf se libère, soit en se réfugiant dans les villes et en y devenant artisan, soit en donnant à son maître de l'argent au lieu de travail et de produits, et en devenant un fermier libre, soit en chassant son seigneur féodal et en devenant lui-même propriétaire, bref, en entrant d'une façon ou de l'autre dans la classe pos-

sédante, et dans la concurrence. Le prolétaire se libère en supprimant la concurrence elle-même, la propriété privée et toutes les différences de classe.

IX. PAR QUOI LE PROLETAIRE SE DISTINGUE-T-IL DE L'ARTISAN

[Le manuscrit d'Engels réserve en blanc la place pour cette réponse. (N.R.)?]

*

Les cinq chapitres suivants contiennent certains des **principaux apports d'Engels**. On remarquera la forte cohérence « pédagogique¹ » du chapitre XII qui enchaîne en trois temps² : 1. l'indication d'une cause matérielle déterminante (à savoir le remplacement de la manufacture par la grande industrie) 2. sa conséquence politique et sociale immédiate (à savoir la mise en place de l'hégémonie bourgeoise) et 3. sa contre-conséquence politique et sociale prochaine (à savoir la mise en place des conditions de possibilité de la révolution prolétarienne).

L'essentiel de la démonstration d'Engels (et dans cet ordre, quasiment) sera repris par Marx dans le premier chapitre du *Manifeste*, avec toutefois, outre le style, **deux différences notables**.

D'abord Marx place en début le dynamisme conflictuel de la lutte des classes.

Ensuite Marx associe organiquement la bourgeoisie et son mode économique de domination, évitant ainsi de laisser penser, comme dans le premier développement d'Engels, à une sorte d'automate industriel (le *machinisme*) qui se développerait de manière autonome au regard des intérêts de classe qu'il sert.

Notons encore que sous la plume d'Engels et de Marx, le terme de « manufacture » laisse entendre ce que le travail doit encore au tour de « main » artisanal. La manufacture marque une étape vers la grande production mécanique. Elle se caractérise par la division du travail et la coopération qui permettent une productivité accrue. La parcellisation du travail ouvre la voie vers l'emploi systématique et à grande échelle des forces productives mécanisées avec pour résultat une complète soumission de la force de travail au capital (et ce que cette domination implique d'autoritarisme despotique dans la discipline d'usine). Pour le détail du processus, il est important de se reporter à l'analyse précisément documentée qu'en fournit Marx à la quatrième section du Livre I du *Capital* intitulée « La production de la plus-value relative », notamment aux chapitres XIII (« Coopération »), XIV (« Division du travail et manufacture ») et XV (« Machinisme et grande industrie »).

X. PAR QUOI LE PROLETAIRE SE DISTINGUE-T-IL DE L'OUVRIER DE MANUFACTURE?

L'ouvrier de manufacture du XVI^e au XVIII^e siècle avait encore presque partout en sa possession un instrument de travail: son métier à tisser, son rouet pour sa famille, un petit champ qu'il cultivait pendant ses heures de loisir. Le prolétaire n'a rien de tout cela. L'ouvrier de manufacture vit presque toujours à la campagne et entretient des rapports plus ou moins patriarcaux avec son propriétaire ou son employeur. Le prolétaire vit dans les grandes villes et n'a avec son employeur qu'un simple rapport d'argent. L'ouvrier de manufacture est arraché par la grande industrie à ses rapports patriarcaux, perd la petite propriété qui lui restait encore et c'est alors qu'il devient un prolétaire.

XI. QUELLES FURENT LES CONSEQUENCES DIRECTES DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE ET DE LA DIVISION DE LA SOCIETE EN BOURGEOIS ET PROLETAIRES?

Premièrement, le vieux système de la manufacture ou de l'industrie reposant sur le travail manuel fut complètement détruit, par suite de la diminution des prix des produits industriels réalisée dans tous les pays à la suite de l'introduction du machinisme. Tous les pays

¹ Au sens où il s'agit moins de décrire une réalité dans la variété de ses aspects singuliers que d'établir les principes d'une logique qui la travaille.

² dialectiquement, disons.

semi-barbares, qui étaient restés jusque-là plus ou moins en dehors du développement historique et dont l'industrie avait reposé sur le système de la manufacture, furent violemment arrachés à leur isolement. Ils achetèrent les marchandises anglaises à bon marché et laissèrent mourir de faim leurs propres ouvriers de manufacture. C'est ainsi que des pays qui n'avaient réalisé aucun progrès depuis des siècles, tels que l'Inde, furent complètement révolutionnés et que la Chine elle-même va maintenant au-devant d'une révolution. L'invention d'une nouvelle machine en Angleterre peut avoir pour résultat de condamner à la famine, en l'espace de quelques années, des millions d'ouvriers chinois. De cette manière, la grande industrie a relié les uns aux autres tous les peuples de la terre, transformé tous les marchés locaux en un vaste marché mondial, préparé partout le terrain au progrès et à la civilisation et fait en sorte que tout ce qui se passe dans les pays civilisés doit nécessairement exercer ses répercussions sur tous les autres pays; de sorte que si, maintenant, les ouvriers se libèrent en Angleterre ou en France, cela doit entraîner comme conséquence dans tous les autres pays des révolutions qui, tôt ou tard, aboutiront, là aussi, à la libération des ouvriers.

Deuxièmement, la révolution industrielle, partout où la grande industrie a remplacé la production manufacturière, a eu pour résultat un développement extraordinaire de la bourgeoisie, de ses richesses et de sa puissance, et a fait d'elle la première classe de la société. En conséquence, partout où cela s'est produit, la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir politique et a évincé les classes jusque-là dominantes: l'aristocratie et les maîtres de corporations, ainsi que la monarchie absolue qui les représentait toutes deux. La bourgeoisie anéantit la puissance de l'aristocratie, de la noblesse, en supprimant les majorats, c'est-à-dire l'inaliénabilité de la propriété foncière, ainsi que tous les privilèges féodaux. Elle détruit la grande puissance des maîtres de jurande, en supprimant toutes les corporations et tous les privilèges corporatifs. Elle leur substitua la libre concurrence, c'est-à-dire un état de la société où chacun a le droit d'exercer la branche d'activité qui lui plaît et où rien ne peut l'arrêter dans cette activité que l'absence du capital nécessaire. L'introduction de la libre concurrence est, par conséquent, la proclamation publique que, désormais, les membres de la société ne sont inégaux que dans la mesure où leurs capitaux sont inégaux, que le capital est la puissance décisive et qu'ainsi les capitalistes, les bourgeois, sont devenus la première classe de la société. Mais la libre concurrence est indispensable, au début, au développement de la grande industrie, parce qu'elle est le seul régime qui permette à la grande industrie de croître. Après avoir ainsi anéanti la puissance sociale de la noblesse et de la corporation, la bourgeoisie anéantit également leur puissance politique. Devenue la première classe au point de vue économique, elle se proclame également la première classe au point de vue politique. Elle y parvient au moyen de l'introduction du système représentatif, qui repose sur l'égalité bourgeoise devant la loi et la reconnaissance légale de la libre concurrence, et qui fut établi dans les pays d'Europe sous la forme de la monarchie constitutionnelle. Dans ces monarchies constitutionnelles¹ n'ont le droit de vote que ceux qui possèdent un certain capital², par conséquent seulement les bourgeois. Les électeurs bourgeois élisent des députés bourgeois et ces derniers, usant du droit de refuser les impôts, élisent à leur tour un gouvernement bourgeois.

Troisièmement, la révolution industrielle a partout provoqué le développement du prolétariat dans la mesure même où elle permettait le développement de la bourgeoisie elle-même. Au fur et à mesure que les bourgeois s'enrichissaient le nombre des prolétaires augmentait, car, étant donné que les prolétaires ne peuvent être oc-

¹ Elles ne sont à vrai dire pas si nombreuses à cette époque. Engels pense notamment au cas de la Belgique que Marx commentera dans deux articles de *La nouvelle Gazette rhénane*, le 7 août 1848 (*La Belgique « Etat modèle »*) et le 22 octobre 1848 (*L'Etat constitutionnel modèle*). (Marx, Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales, Paris 1969, respectivement tome 1, pp. 387-390 et tome 2, pp. 72-74)

² La fortune des classes dominantes n'était pas exclusivement d'origine capitaliste. Engels simplifie pour les besoins de la démonstration.

cupés que par le capital et que le capital ne peut s'accroître qu'en occupant des ouvriers, il en résulte que l'augmentation du prolétariat va exactement de pair avec l'augmentation du capital. La révolution industrielle a également pour résultat de grouper les bourgeois comme les prolétaires dans de grandes agglomérations, où l'industrie est pratiquée avec le plus d'avantages, et de donner au prolétariat, par cette concentration des grandes masses dans un même espace, la conscience de sa force. D'autre part, plus la révolution industrielle se développe, plus on invente de nouvelles machines qui éliminent le travail manuel, plus la grande industrie a tendance, comme nous l'avons déjà dit, à abaisser le salaire à son minimum, rendant ainsi la situation du prolétariat de plus en plus précaire. La révolution industrielle prépare ainsi, du fait du mécontentement croissant du prolétariat, d'une part, et du fait du développement de sa puissance, d'autre part, une révolution sociale que conduira le prolétariat.

*

Engels poursuit sa démonstration en insistant sur le lien **constitutif** du capitalisme et des **crises** qu'il génère cycliquement. Or la différence est radicale avec les crises d'Ancien régime qui étaient des crises de **pénurie**. Cette fois, la crise est une crise d'**abondance** causée par l'incapacité du système à réguler les forces productives nouvelles dont il dispose.

XII. QUELLES FURENT LES AUTRES CONSEQUENCES DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE?

La grande industrie créa, avec la machine à vapeur et autres machines, les moyens d'augmenter rapidement, à peu de frais et jusqu'à l'infini la production industrielle. La libre concurrence imposée par cette grande industrie prit rapidement, à cause de cette facilité de la production, un caractère extrêmement violent. Un nombre considérable de capitalistes se jetèrent sur l'industrie, et bientôt on produisit plus qu'on ne pouvait consommer. La conséquence fut que les marchandises fabriquées ne trouvèrent pas preneur et que survint ce qu'on appelle une crise commerciale. Les usines durent arrêter le travail; les fabricants firent faillite et les ouvriers furent condamnés à la famine. Il en résulta partout une grande misère. Au bout de quelque temps, les produits superflus vendus, les usines commencèrent de nouveau à travailler, les salaires augmentèrent et, peu à peu, les affaires marchèrent mieux que jamais. Mais pas pour longtemps, car, de nouveau, on produisit trop de marchandises et une nouvelle crise se produisit, qui prit exactement le même cours que la précédente. C'est ainsi que, depuis le début de ce siècle, l'état de l'industrie a constamment oscillé entre des périodes de prospérité et des périodes de crise, et presque régulièrement, tous les cinq ou sept ans, une crise semblable s'est produite, entraînant chaque fois une grande misère pour les ouvriers, une agitation révolutionnaire générale, et un extrême danger pour tout le régime existant.

Cette identification du capitalisme au caractère inéluctable de ses crises fera l'objet des explications minutieuses de Marx dans les divers livres du *Capital*. Le phénomène est ici posé dans toute son importance.

Marx ne sera jamais pris en défaut sur ce diagnostic, de même qu'il lui est vite apparu que la relation entre ces crises et la réussite d'une révolution, sinon son déclenchement, ne relève pas de la même nécessité. Cette conséquence doit en effet davantage aux rapports de forces entre les classes qu'aux mécanismes, fussent-ils contradictoires, de la production et de l'échange. La bourgeoisie fera plus d'une fois la démonstration de sa capacité *politique* à survivre aux conséquences des crises les plus extrêmes et à occulter la cause systémique des malheurs qui en résultent.

Il est vrai cependant que l'on trouve chez Marx des énoncés qui attestent une *nécessité* historique. C'est le cas notamment au terme du chapitre XXXII du premier livre du *Capital* (« Tendance historique de

l'accumulation capitaliste ») où dans un développement de facture hégélienne sur l'expropriation des expropriateurs, il écrit, c'est nous qui soulignons : « (...) la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation¹. ».

L'on comprend que se soit développée sur cette base au sein du mouvement ouvrier se réclamant de Marx et notamment parmi les dirigeants et théoriciens de la 2^e internationale une conception catastrophiste basée sur la certitude d'un effondrement inéluctable du capitalisme. La révolution bolchévique de 1917 viendra rappeler que la lutte des classes est à la commande de tout².

XIII. QUELLES SONT LES CONSEQUENCES DE CES CRISES COMMERCIALES SE REPRODUISANT A INTERVALLES REGULIERS?

La première, c'est que la grande industrie, quoiqu'elle ait elle-même, au cours de sa première période de développement, créé la libre concurrence, ne s'accommode déjà plus maintenant de la libre concurrence; que la concurrence et, d'une façon générale, l'exercice de la production industrielle par des personnes isolées sont devenus pour elle une entrave qu'elle doit rompre et qu'elle rompra; que la grande industrie, tant qu'elle sera exercée sur la base actuelle, ne peut subsister sans conduire, tous les cinq ou sept ans, à un chaos général, chaos qui met chaque fois en danger toute la civilisation, et non seulement précipite dans la misère les prolétaires, mais encore ruine une grande quantité de bourgeois; que, par conséquent, la grande industrie ou bien se détruira elle-même, ce qui est une impossibilité absolue, ou bien aboutira à une organisation, complètement nouvelle de la société, dans laquelle la production industrielle ne sera plus dirigée par quelques fabricants se faisant concurrence les uns aux autres, mais par la société tout entière, d'après un plan déterminé et conformément aux besoins de tous les membres de la société.

Deuxièmement, la grande industrie et l'extension de la production à l'infini qu'elle rend possible permettent l'avènement d'un régime social dans lequel on produira une telle quantité de moyens de subsistance que chaque membre de la société aura désormais la possibilité de développer et d'employer librement ses forces et ses facultés particulières; de telle sorte que cette même propriété de la grande industrie qui, dans la société actuelle, crée la misère et toutes les crises commerciales, supprimera dans une autre organisation sociale cette misère et ces crises.

Il est donc clairement prouvé:

1) qu'aujourd'hui tous ces maux n'ont leur cause que dans un ordre social qui ne répond plus aux nécessités;

2) que les moyens existent dès maintenant de supprimer complètement ces maux par la construction d'un nouvel ordre social.

Pour Engels, la conclusion s'impose avec la force d'un principe logique : à la concurrence, il faut substituer l'association ; à la propriété privée des moyens de production, il faut substituer la socialisation des moyens de production.

¹ K. Marx, *Le Capital*, Edition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969, page 567. De même, dans la préface de juillet 1867 à la première édition allemande du livre 1 du *Capital*, Marx n'hésite pas à parler, s'agissant de la production capitaliste ou du développement de la société, de « lois naturelles ». (op.cit., pp. 36 et 37).

² C'est ce que rappelle avec fermeté Antonio Gramsci dans un article paru le 24 novembre 1917 dans l'édition milanaise d'*Avanti !* et intitulé de manière très significative « La révolution contre le Capital ». Il souligne que la révolution soviétique est survenue en invalidant tous les schémas de pensée d'un marxisme « contaminé par des incrustations positivistes et naturalistes ». (Gramsci, *Textes*, Editions sociales, collection *Essentiel*, pp. 43-47)

XIV. QUEL DOIT ETRE CE NOUVEL ORDRE SOCIAL?

Il devra tout d'abord enlever l'exercice de l'industrie et de toutes les branches de la production, en général, aux individus isolés, se faisant concurrence les uns aux autres, pour les remettre à la société tout entière - ce qui signifie qu'elles seront gérées pour le compte commun, d'après un plan commun et avec la participation de tous les membres de la société. Il supprimera, par conséquent, la concurrence et lui substituera l'association. Etant donné d'autre part que l'exercice de l'industrie par des individus isolés implique nécessairement l'existence de la propriété privée et que la concurrence n'est pas autre chose que ce mode d'activité de l'industrie où un certain nombre de personnes privées la dirigent, la propriété privée est inséparable de l'exercice de l'industrie par des individus isolés, et de la concurrence. La propriété privée devra donc être également supprimée et remplacée par l'utilisation collective de tous les moyens de production et la répartition de tous les produits d'un commun accord, ce qu'on appelle la communauté des biens¹. La suppression de la propriété privée est même le résumé le plus bref et le plus caractéristique de cette transformation de toute la société que rend nécessaire le développement de l'industrie. Pour cette raison, elle constitue, à juste titre, la principale revendication des communistes.

*

Le texte d'Engels renoue à présent avec le fil de la *profession de foi* dont il reprend les questions 13, 14, 15 et 16.

Il les reprend dans un développement plus structuré, même si la clarté de la démonstration, il faut en convenir, n'est pas toujours assurée en raison de l'emploi plutôt imprécis de la catégorie de « propriété privée ». Il convient manifestement d'entendre ici « propriété privée *capitaliste* ». Engels, en effet, s'appuie sur la différence, s'agissant de l'extorsion du travail gratuit, entre la *violence directe*² commise sur la personne du serf astreint à la corvée en régime féodal et la *violence indirecte*² commise par le capitaliste sur le « travailleur libre » dans la mise en œuvre, sous sa direction, des nouvelles forces productives mécanisées.

On notera l'insistance d'Engels sur l'importance de ces forces productives dont les ressources peuvent, dit-il, augmenter « jusqu'à l'infini » : il en fait même la condition à la fois du passage au mode de production capitaliste et de son dépassement dans la future organisation collective.

On notera encore qu'Engels expose ici l'une des thèses principales du matérialisme historique sur la correspondance entre l'état des forces productives et les formes de domination sociale. L'association qu'il établit entre « le caractère de ces classes » et « le degré de développement de la production » ainsi que les exemples qu'il développe correspondent en tous points à ce qu'affirme Marx dans *Misère de la philosophie* lorsqu'il écrit : « Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel³ »

¹ Une concession au vocabulaire ancien de la tradition néo-babouviste.

² « Indirecte » au sens où le travail gratuit effectué par le prolétaire au cours de la journée de travail n'apparaît pas d'une autre nature que le travail qu'il accomplit au cours de la même journée en échange de son salaire. L'explication de ce mécanisme d'extraction de la plus-value en régime capitaliste est fournie par Marx dans les troisième et quatrième sections du livre 1 du *Capital* (« La production de la plus-value absolue » et « La production de la plus-value relative »).

³ Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Editions sociales 1977, page 119. Engels reviendra plus tard sur la question de ces correspondances et s'attachera à en nuancer le caractère quelque peu mécanique expliquant que Marx et lui avaient quelquefois dû « tordre le bâton dans l'autre sens » pour se faire bien comprendre. Dans sa lettre à Joseph Bloch du 21.09.1890, il écrira : « C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque. Mais dès qu'il s'agissait de présenter une tranche d'histoire, c'est-à-dire de passer à l'application pratique, la chose changeait et il n'y avait pas d'erreur possible. Mais, malheureusement, il n'arrive que trop fréquemment que l'on croie avoir parfaitement compris une nouvelle théorie et pouvoir la manier sans difficulté, dès qu'on s'en est approprié les princi-

XV. LA SUPPRESSION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE N'ÉTAIT DONC PAS POSSIBLE AUTREFOIS?

Non. Toute transformation de l'ordre social, tout changement dans les rapports de propriété, sont la conséquence nécessaire de l'apparition de nouvelles forces productives ne correspondant plus aux anciens rapports de propriété. La propriété privée elle-même est apparue de cette façon. Car la propriété privée n'a pas toujours existé. Lorsque, à la fin du moyen âge, un nouveau mode de production est apparu avec la manufacture, mode de production en contradiction avec la propriété féodale et corporative de l'époque, cette production manufacturière, ne correspondant plus aux anciens rapports de propriété, donna naissance à une nouvelle forme de propriété: la propriété privée. En effet, pour la manufacture et pour la première période du développement de la grande industrie, il n'y avait pas d'autre forme de propriété possible que la propriété privée, pas d'autre forme de société possible que la société basée sur la propriété privée. Tant qu'on ne peut pas produire une quantité suffisante de produits pour que non seulement il y en ait assez pour tous mais qu'il en reste encore un certain excédent pour l'augmentation du capital social et pour le développement des forces productives, il doit nécessairement y avoir une classe dominante, disposant des forces productives de la société, et une classe pauvre, opprimée. La constitution et le caractère de ces classes dépendent chaque fois du degré de développement de la production. La société du moyen âge, qui repose sur la culture de la terre, nous donne le seigneur féodal et le serf; les villes de la fin du moyen âge nous donnent le maître artisan, le compagnon et le journalier; le dix-septième siècle, le propriétaire de la manufacture et l'ouvrier; le dix-neuvième siècle, le grand industriel et le prolétaire. Il est clair que jusqu'à présent, les forces productives n'étaient pas suffisamment développées pour produire assez pour tous et pour que la propriété privée soit devenue un poids, un obstacle à leur développement. Mais aujourd'hui:

1) où par suite du développement de la grande industrie, il s'est constitué des capitaux et des forces productives d'une ampleur encore inconnue jusqu'ici, et où les moyens existent d'augmenter rapidement jusqu'à l'infini ces forces productives;

2) où ces forces productives sont concentrées dans les mains d'un petit nombre de bourgeois, tandis que la grande masse du peuple est de plus en plus rejetée dans le prolétariat et que sa situation devient plus misérable et plus insupportable à mesure que les richesses de bourgeois augmentent;

3) où ces forces productives puissantes, se multipliant avec une telle facilité, ont tellement dépassé le cadre de la propriété privée et du régime bourgeois qu'elles provoquent à chaque instant les troubles les plus considérables dans l'ordre social;

— aujourd'hui donc, la suppression de la propriété privée est devenue non seulement possible, mais même absolument nécessaire.

*

Sur le sujet de la révolution, Engels reproduit le texte de la *profession de foi*. L'important à ses yeux est de prendre ses distances avec la stratégie conspirative de type blanquiste qui a montré ses limites. La révolution sera davantage le résultat d'une situation de crise que des manœuvres d'une troupe de conspirateurs, et même le résultat de circonstances, écrit-il, ce qui n'est pas rien, « absolument indépendantes de la volonté et de la direction de partis déterminés et de classes entières. ».

pes essentiels, et cela n'est pas toujours exact. Je ne puis tenir quitte de ce reproche plus d'un de nos récents « marxistes » (...) ». Sur l'ensemble de ces questions, nous renvoyons à notre fascicule 5.

XVI. LA SUPPRESSION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE EST-ELLE POSSIBLE PAR LA VOIE PACIFIQUE?

Il serait souhaitable qu'il pût en être ainsi, et les communistes seraient certainement les derniers à s'en plaindre. Les communistes savent trop bien que toutes les conspirations sont, non seulement inutiles, mais même nuisibles. Ils savent trop bien que les révolutions ne se font pas arbitrairement et par décret, mais qu'elles furent partout et toujours la conséquence nécessaire de circonstances absolument indépendantes de la volonté et de la direction de partis déterminés et de classes entières. Mais ils voient également que le développement du prolétariat se heurte dans presque tous les pays civilisés à une répression brutale, et qu'ainsi les adversaires des communistes travaillent eux-mêmes de toutes leurs forces pour la révolution. Si tout cela pousse finalement le prolétariat opprimé à la révolution, nous, communistes, nous défendrons alors par l'action, aussi fermement que nous le faisons maintenant par la parole, la cause des prolétaires.

XVII. LA SUPPRESSION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE EST-ELLE POSSIBLE D'UN SEUL COUP?

Non, pas plus qu'on ne peut accroître d'un seul coup les forces productives déjà existantes dans une mesure telle qu'on puisse établir une économie collective du jour au lendemain. La révolution prolétarienne, dont tout indique qu'elle approche, ne pourra par conséquent que transformer peu à peu la société actuelle et ne pourra supprimer complètement la propriété privée que quand on aura créé la quantité nécessaire de moyens de production.

*

Par contre, sur le caractère des mesures politiques indispensables pour donner à la classe ouvrière un avantage décisif, le texte d'Engels est nettement plus explicite que ne l'était la *profession de foi*. Les lignes qui suivent seront du reste reprises pour l'essentiel en conclusion du deuxième chapitre du *Manifeste* (« Prolétaires et communistes ») à l'exception notable de la mesure 9 relative à « la construction de grands palais » qui témoigne d'une singulière trace de fouriérisme sous la plume d'Engels¹.

Il faut noter que la révolution **s'identifie ici purement et simplement avec la démocratie**. C'est exactement la formulation que Marx reprendra dans *le Manifeste*, écrivant : « (...) le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie ». L'affirmation témoigne de la confiance partagée par Engels et Marx dans les conséquences immédiates du suffrage universel appelé à créer un rapport de force qui rende possible la mise en place des premières mesures décisives (« despotiques ») sur le droit de propriété.

XVIII. QUEL COURS PRENDRA CETTE RÉVOLUTION?

Elle établira tout d'abord un régime démocratique et, par là même, directement ou indirectement, la domination politique du prolétariat. Directement en Angleterre, où les prolétaires constituent déjà la majorité du peuple². Indirectement en France et en Allemagne, où la majorité du peuple est composée non seulement de prolétaires

¹ Le projet d'une progressive suppression des différences entre la ville et la campagne est par contre maintenu par le texte de Marx (article 9). Les mesures 4 et 7 portant sur les ateliers nationaux seront regroupées en une seule rubrique (article 7) du *Manifeste* qui ne retiendra pas la mention relative « à la destruction de toutes les habitations et quartiers insalubres et mal construits », une situation pourtant conforme au vécu quotidien des populations ouvrières qu'Engels connaissait bien.

² La cible principale du mouvement chartiste à travers ses campagnes de pétitionnement n'était autre que l'obtention du suffrage universel, avec la certitude de faire basculer par le nombre la domination politique de la bourgeoisie et de l'aristocratie terrienne.

res, mais aussi de petits paysans et de petits bourgeois qui ne sont encore qu'en voie de prolétarianisation, qui dépendent, en ce qui concerne la satisfaction de leurs intérêts politiques, de plus en plus du prolétariat, et qui devront, par conséquent, se rallier rapidement à ses revendications¹. Cela nécessitera peut-être une nouvelle lutte, mais qui ne peut se terminer que par la victoire du prolétariat.

La démocratie ne serait d'aucune utilité pour le prolétariat s'il ne l'utilisait pas immédiatement pour prendre des mesures étendues comportant une atteinte directe à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat. Les plus importantes de ces mesures, telles qu'elles découlent nécessairement des conditions présentes, sont les suivantes:

1) limitation de la propriété privée au moyen d'impôts progressifs, de forts impôts sur les successions, suppressions du droit de succession en ligne collatérale (frères, neveux, etc., etc.), emprunts forcés, etc.;

2) expropriation progressive des propriétaires fonciers, des industriels, des propriétaires de chemins de fer et armateurs, en partie au moyen de la concurrence de l'industrie d'Etat, en partie directement contre indemnité en assignats;

3) confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles insurgés contre la majorité du peuple;

4) organisation du travail ou emploi des ouvriers dans des domaines, fabriques et ateliers nationaux, ce qui supprimera la concurrence des ouvriers entre eux et obligera ceux des industriels qui subsisteront encore à payer le même haut salaire que l'Etat;

5) obligation au travail pour tous les membres de la société jusqu'à la suppression complète de la propriété privée; constitution d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture;

6) centralisation dans les mains de l'Etat du système du crédit, du commerce, de l'argent, au moyen de la création d'une banque nationale, avec un capital d'Etat, et suppression de toutes les banques privées;

7) multiplication des fabriques nationales, des ateliers, chemins de fer, navires, défrichage de toutes les terres et amélioration des terres déjà cultivées au fur et à mesure de l'augmentation des capitaux et du nombre des travailleurs dont dispose le pays;

8) éducation de tous les enfants à partir du moment où ils peuvent se passer des soins maternels, dans des institutions nationales et aux frais de la nation. (Education et travail industriel);

9) construction de grands palais sur les domaines nationaux pour servir d'habitation à des communautés de citoyens occupés dans l'industrie ou l'agriculture, et unissant les avantages de la vie citadine à ceux de la vie à la campagne, sans avoir leurs inconvénients;

10) destruction de toutes les habitations et quartiers insalubres et mal construits;

11) droit de succession égal aux enfants légitimes et non légitimes;

12) concentration de tous les moyens de transports dans les mains de l'Etat.

Toutes ces mesures ne pourront naturellement pas être appliquées d'un seul coup. Mais chacune entraîne nécessairement la suivante. Une fois portée la première atteinte radicale à la propriété

¹ Marx aura la prudence de ne pas reprendre ces sortes de prévisions dans le texte du *Manifeste*. Le développement de la révolution de 1848 en France confirmera du reste la réserve d'Engels sur le rapport de la classe ouvrière avec les groupes sociaux, « petits bourgeois » et « petits paysans », censés « se rallier rapidement à ses revendications ». Le résultat calamiteux du premier exercice de suffrage universel en France, le 23 avril 1848, ainsi que la dérive péloritaire du vote en faveur de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1851 et en novembre 1852 pèseront lourdement sur la conception que le mouvement ouvrier se fera de la démocratie parlementaire.

privée, le prolétariat se verra obligé d'aller toujours de l'avant et de concentrer de plus en plus dans les mains de l'Etat tout le capital, l'agriculture et l'industrie, les transports et les échanges. C'est le but que poursuivent toutes ces mesures. Elles seront applicables et obtiendront leur effet centralisateur au fur et à mesure de l'accroissement des forces productives du pays grâce au travail du prolétariat.

Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés dans les mains de l'Etat, la propriété privée tombera d'elle-même, l'argent deviendra superflu; et la production sera augmentée et les hommes transformés à tel point qu'on pourra également supprimer les derniers rapports de l'ancienne société.

*

Le chapitre sur la question nationale trouvera sa place au centre du deuxième chapitre du *Manifeste* où Marx développe le même argument d'une uniformisation par le mode de production capitaliste des conditions d'existence dans chaque pays, indépendamment de ses particularités.

XIX. CETTE REVOLUTION SE FERA-T-ELLE DANS UN SEUL PAYS ?

Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres. Elle a en outre unifié dans tous les pays civilisés le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société, et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui l'antagonisme fondamental de la société. La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne. Elle se développera dans chacun de ces pays plus rapidement ou plus lentement, selon que l'un ou l'autre de ces pays possède une industrie plus développée, une plus grande richesse nationale et une masse plus considérable de forces productives. C'est pourquoi elle sera plus lente et plus difficile en Allemagne, plus rapide et plus facile en Angleterre. Elle exercera également sur tous les autres pays du globe une répercussion considérable et transformera complètement leur mode de développement. Elle est une révolution universelle; elle aura, par conséquent, un terrain universel.

*

On découvre à présent un long insert d'Engels qui engage une description de la future société d'abondance permise par la régulation planifiée des forces productrices. Ce passage ne sera pas repris comme tel dans le *Manifeste*, ce qui témoigne de la réticence de Marx à tracer les plans du futur à la manière de la tradition utopiste, fouriériste ou icarienne. Ce n'est pas tant l'évocation d'une société d'abondance qui est ici problématique que les considérations sur « l'homme nouveau ». Même si la perspective de la suppression de la division du travail et de la différence entre la ville et la campagne est théoriquement juste, l'exposé d'Engels est assurément très spéculatif.

Et cependant il participe des convictions de Marx et d'Engels à cette époque. Nous avons souvent observé les correspondances entre le *Manifeste* et *l'Idéologie allemande* qui est un écrit quasi contemporain. Or l'on trouve précisément dans *l'Idéologie allemande* plusieurs développements sur ce thème, et significativement dans ce passage :

« Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi

longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale, ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire mais naturelle ; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité¹ ».

XX. QUELLES SERONT LES CONSEQUENCES DE LA SUPPRESSION DE LA PROPRIETE PRIVEE?

En enlevant aux capitalistes privés toutes les forces productives et tous les moyens de transport, ainsi que l'échange et la répartition des produits, en les administrant d'après un plan établi en fonction des ressources et des besoins de la collectivité, la société supprimera tout d'abord toutes les conséquences néfastes qui sont liées au système qui régit actuellement la grande industrie. Les crises disparaissent; la production élargie, qui est, en réalité, dans la société actuelle, une surproduction et constitue une cause si importante de misère ne suffira plus aux besoins et devra être élargie encore davantage. Au lieu de créer de la misère, la production au-delà des besoins de la société assurera la satisfaction des besoins de tous et fera apparaître de nouveaux besoins, en même temps que les moyens de les satisfaire. Elle sera la condition et la cause de nouveaux progrès qu'elle réalisera sans jeter périodiquement, comme c'était le cas jusqu'ici, le trouble dans la société. La grande industrie, libérée du joug de la propriété, s'étendra dans de telles proportions que son extension actuelle apparaîtra aussi mesquine que la manufacture à côté de la grande industrie moderne. Le développement de l'industrie mettra à la disposition de la société une masse de produits suffisante pour satisfaire les besoins de tous. De même, l'agriculture, qui, sous le régime de la propriété privée et du morcellement, a du mal à profiter des perfectionnements déjà réalisés et des découvertes scientifiques, connaîtra un essor tout nouveau et mettra à la disposition de la société une quantité tout à fait suffisante de produits. Ainsi, la société fabriquera suffisamment de produits pour pouvoir organiser la répartition de façon à satisfaire les besoins de tous ses membres. La division de la société en classes différentes, antagonistes sera rendue ainsi superflue. Elle deviendra non seulement superflue, mais encore incompatible avec le nouvel ordre social. L'existence des classes est provoquée par la division du travail. Dans la nouvelle société, la division du travail, sous ses formes actuelles, disparaîtra complètement. Car, pour porter la production industrielle et agricole au niveau que nous avons dit, les

¹ Marx, Engels, *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, Paris 1968, pp. 62-63. De même sur la nécessité d'un développement contrôlé des forces productives, on peut lire, page 64 : « D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. »

moyens mécaniques et chimiques ne suffisent pas. Les capacités des hommes qui utilisent ces moyens devront être également développées dans la même proportion. De même que les paysans et les ouvriers de manufacture du siècle dernier modifièrent toute leur façon de vivre et devinrent même des hommes complètement différents après avoir été incorporés dans la grande industrie, de même la gestion collective des forces productives par l'ensemble de la société et le nouveau développement de la production qui en résultera nécessiteront et créeront des hommes complètement différents de ceux d'aujourd'hui. La gestion sociale de la production ne peut être assurée par des hommes qui, comme c'est le cas aujourd'hui, seraient étroitement soumis à une branche particulière de la production, enchaînés à elle, exploités par elle, n'ayant développé qu'une seule de leurs facultés aux dépens des autres et ne connaissant qu'une branche ou même qu'une partie d'une branche de la production. Déjà, l'industrie actuelle a de moins en moins besoin de tels hommes. L'industrie exercée en commun, et suivant un plan, par l'ensemble de la collectivité suppose des hommes dont les facultés sont développées dans tous les sens et qui sont en état de dominer tout le système de la production. La division du travail, déjà minée par le progrès du machinisme, et qui fait de l'un un paysan, de l'autre un cordonnier, du troisième un ouvrier d'usine, du quatrième un spéculateur à la Bourse, disparaîtra donc complètement. L'éducation donnera la possibilité aux jeunes gens de s'assimiler rapidement dans la pratique tout le système de la production, elle les mettra en état de passer successivement de l'une à l'autre des différentes branches de la production selon les besoins de la société ou leurs propres inclinations. Elle les libérera, par conséquent, de ce caractère unilatéral qu'impose à chaque individu la division actuelle du travail. Ainsi, la société organisée sur la base communiste donnera à ses membres la possibilité d'employer dans tous les sens leurs facultés, elles-mêmes harmonieusement développées. Il en résulte que toute différence entre les classes disparaîtra aussi inévitablement. De telle sorte que la société communiste, d'une part, est incompatible avec l'existence des classes et, d'autre part, fournit elle-même les moyens de supprimer ces différences de classes.

De ce fait, l'antagonisme entre la ville et la campagne disparaîtra également. L'exercice de l'agriculture et de l'industrie par les mêmes hommes, au lieu d'être le fait de classes différentes, est une condition nécessaire de l'organisation communiste, ne serait-ce que pour des raisons tout à fait matérielles. La dispersion dans les villages de la population occupée à l'agriculture, à côté de la concentration de la population industrielle dans les villes, est un phénomène qui correspond à une étape de développement encore inférieure de l'agriculture et de l'industrie, un obstacle au progrès, qui se fait sentir dès maintenant.

L'association générale de tous les membres de la société en vue de l'utilisation collective et rationnelle des forces productives, l'extension de la production dans des proportions telles qu'elle puisse satisfaire les besoins de tous, la liquidation d'un état de choses dans lequel les besoins des uns ne sont satisfaits qu'aux dépens des autres, la suppression complète des classes et de leurs antagonismes, le développement complet des capacités de tous les membres de la société grâce à la suppression de la division du travail telle qu'elle était réalisée jusqu'ici, grâce à l'éducation basée sur le travail, au changement d'activité, à la participation de tous aux jouissances créées par tous, à la fusion entre la ville et la campagne—telles seront les principales conséquences de la suppression de la propriété privée.

*

On appréciera par contre la manière dont Engels réussit à éviter la question sur la communauté des femmes. Marx est moins habile sur ce plan.

XXI. QUELLES REPERCUSSIONS AURA LE REGIME COMMUNISTE SUR LA FAMILLE?

Il transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent, et où la société n'a pas à intervenir. Cette transformation sera possible grâce à la suppression de la propriété privée et à l'éducation des enfants par la société—ce qui détruira ainsi les deux bases du mariage actuel qui sont liées à la propriété privée, à savoir la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents. Ceci donne aussi réponse à toutes les criaileries des moralistes bourgeois sur la communauté des femmes que veulent, paraît-il, introduire les communistes. La communauté des femmes est un phénomène qui appartient uniquement à la société bourgeoise et qui est réalisé actuellement en grand sous la forme de la prostitution. Mais la prostitution repose sur la propriété privée et disparaît avec elle. Par conséquent, l'organisation communiste, loin d'introduire la communauté des femmes, la supprimera, au contraire.

XXII. COMMENT L'ORGANISATION COMMUNISTE SE COMPORTE-T-ELLE VIS-A-VIS DES NATIONALITES EXISTANTES?

—Maintenu.

XXIII. COMMENT SE COMPORTE-T-ELLE VIS-A-VIS DES RELIGIONS EXISTANTES?

—Maintenu.

*

La rubrique XXIV offre le canevas de ce qui deviendra en partie le troisième chapitre du *Manifeste* (« Littérature socialiste et communiste »).

XXIV. EN QUOI LES COMMUNISTES SE DIFFERENCIENT-ILS DES SOCIALISTES?

Ceux qu'on appelle les socialistes se divisent en trois catégories.

La première est composée de partisans de la société féodale et patriarcale, qui a été détruite et est détruite tous les jours par la grande industrie, le commerce mondial et la société bourgeoise créée par l'une et par l'autre. Cette catégorie de socialistes tire des maux de la société actuelle cette conclusion qu'il faut rétablir la société féodale et patriarcale puisqu'elle ignorait ces maux. Toutes leurs propositions tendent, directement ou indirectement, à ce but. Cette catégorie de socialistes réactionnaires seront toujours, malgré leur feinte compassion pour la misère du prolétariat et les larmes qu'ils versent à ce sujet, combattus énergiquement par les communistes, car:

1) ils se proposent un but impossible à atteindre;

2) ils s'efforcent de rétablir la domination de l'aristocratie, des maîtres de corporations et des manufacturiers avec leur suite de rois absolus ou féodaux, de fonctionnaires, de soldats et de prêtres, une société qui, certes, ne comporte pas les maux de la société actuelle, mais qui en comporte tout au moins autant, et ne présente même pas la perspective de la libération, grâce au communisme, des ouvriers opprimés;

3) ils montrent leurs véritables sentiments chaque fois que le prolétariat devient révolutionnaire et communiste: ils s'allient alors immédiatement avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

La deuxième catégorie se compose de partisans de la société actuelle, auxquels les maux provoqués nécessairement par elle inspirent des craintes quant au maintien de cette société. Ils s'efforcent donc de maintenir la société actuelle, mais en supprimant les maux qui lui sont liés. Dans ce but, les uns proposent de simples mesures de charité, les autres des plans grandioses de réformes qui, sous prétexte de réorganiser la société, n'ont d'autre but que le maintien des bases de la société actuelle et, par conséquent, le maintien de cette société elle-même. Les communistes devront également combattre avec énergie ces socialistes bourgeois, parce qu'ils travaillent en réalité pour les ennemis des communistes et défendent la société que les communistes se proposent précisément de renverser.

La troisième catégorie, enfin, se compose des socialistes démocrates. Ceux-ci dont la route rejoint celle des communistes, veulent voir réaliser une partie des mesures indiquées plus haut mais non pas comme un moyen de transition vers le communisme comme un moyen suffisant pour supprimer la misère et les maux de la société actuelle. Ces socialistes démocrates sont, soit des prolétaires qui ne sont pas suffisamment éclairés sur les conditions de la libération de leur classe, soit des représentants de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire d'une classe qui, jusqu'à la conquête de la démocratie et la réalisation des mesures socialistes qui en résulteront, a sous beaucoup de rapports les mêmes intérêts que les prolétaires. C'est pourquoi les communistes s'entendront avec eux au moment de l'action et devront autant que possible mener avec eux une politique commune, dans la mesure toutefois où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Bien entendu, ces actions communes n'excluent pas la discussion des divergences qui existent entre eux et les communistes.

*

De même, l'ultime rubrique d'Engels sera reprise presque telle quelle dans le dernier chapitre IV du *Manifeste*.

XXV. QUELLE DOIT ETRE L'ATTITUDE DES COMMUNISTES VIS-A-VIS DES AUTRES PARTIS POLITIQUES?

Cette attitude sera différente selon les différents pays. En Angleterre, en France et en Belgique¹, où domine la bourgeoisie, les communistes ont pour le moment des intérêts communs avec les différents partis démocratiques, intérêts d'autant plus grands que les démocrates se rapprochent davantage, dans les mesures socialistes qu'ils défendent maintenant partout, du but communiste, c'est-à-dire plus ils défendent nettement et fermement les intérêts du prolétariat, et plus ils s'appuient sur ce dernier. En Angleterre, par exemple, le mouvement chartiste, composé d'ouvriers, est beaucoup plus près des communistes que les petits-bourgeois démocrates ou les soi-disant radicaux.

En Amérique où la constitution démocratique a été introduite, les communistes devront s'allier au parti qui veut tourner cette constitution contre la bourgeoisie et l'utiliser dans l'intérêt du prolétariat, c'est-à-dire aux réformateurs nationaux agrariens;

En Suisse, les radicaux, quoiqu'ils soient eux-mêmes un parti très mêlé, sont cependant les seuls avec qui les communistes puissent marcher, et parmi ces radicaux, les plus avancés sont les Vaudois et les Genevois.

En Allemagne, enfin, la lutte décisive se prépare entre la bourgeoisie et la monarchie absolue. Mais comme les communistes ne peuvent compter sur une lutte décisive entre eux et la bourgeoisie, tant que celle-ci n'aura pas conquis le pouvoir, il est de l'intérêt des

¹ Marx ne reprendra pas cette mention. Il ajoutera par contre le cas de la Pologne.

communistes d'aider la bourgeoisie à conquérir le plus rapidement possible le pouvoir, pour la renverser ensuite le plus rapidement possible. Par conséquent, les communistes doivent soutenir constamment les libéraux bourgeois contre les gouvernements absolutistes, tout en se gardant bien de partager les illusions des bourgeois et d'ajouter foi à leurs promesses séduisantes sur les conséquences bienheureuses qui résulteront pour le prolétariat de la victoire de la bourgeoisie. Les seuls avantages que la victoire de la bourgeoisie offrira aux communistes consisteront:

1° dans différentes concessions qui faciliteront aux communistes la défense, la discussion et la propagande de leurs idées et, par là, la constitution du prolétariat en une classe fermement unie, prête à la lutte et bien organisée, et

2° dans la certitude qu'à partir du jour où les gouvernements absolutistes seront tombés, la véritable lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat commencera. A partir de ce jour là, la politique du parti communiste sera la même que dans tous les pays où règne déjà la bourgeoisie.

4.4. Moses Hess : *Catéchisme communiste par questions et réponses*

Ce texte a paru sans indication d'auteur dans le *Vorwärts* des 21 et 28 décembre 1844 et dans les *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* de 1846. Une lettre de Moses Hess à Marx le 17 janvier 1845 permet d'attribuer le document à son auteur. Le titre dans le *Vorwärts* mentionnait : Fragen und Antworten (« Questions et réponses »); dans les *Rheinische Jahrbücher*, le titre annonce de manière plus explicite « Kommunistisches Bekenntnis in Fragen und Antworten » (« Profession de foi communiste par questions et réponses »).

N'ont paru dans le *Vorwärts* que les sections intitulées « Du travail et de la jouissance » (13 questions), « De l'argent et de la servitude » (6 questions) et « De la richesse et de la liberté » (20 questions). A l'occasion de la publication dans les *Rheinische Jahrbücher*, Moses Hess donna une numérotation continue aux questions, de 1 à 72¹.

On sait que la mise en débat d'une version réécrite de ce texte dans les communes parisiennes de la Ligue en septembre et octobre 1847 conduira Engels à le combattre et à lui opposer ses *Principes du communisme*. Pour rappel, voici ce qu'Engels écrit dans sa lettre à Marx du 26 octobre 1847 :

« J'ai joué un tour infernal à Mosi, mais que cela reste tout à fait entre nous. Il avait fait adopter une profession de foi divinement améliorée. Vendredi dernier, je l'ai discutée au district, point par point, et n'en étais pas encore à la moitié que tout le monde se déclarait satisfait. Sans aucune opposition, je fus mandaté pour en élaborer une nouvelle que l'on discutera maintenant vendredi prochain au district et que l'on enverra à Londres *derrière le dos des communes*. Naturellement, il ne faut pas que quiconque le remarque sinon nous serions tous déposés et il y aurait un scandale du tonnerre de Dieu². ».

Moses Hess publiera vers la fin de 1850 à Frankfort puis à Genève une nouvelle version de ce texte sous le titre, cette fois, de *Catéchisme rouge pour le Peuple allemand*³.

Dans ses *Révélations sur le procès des communistes* de 1853, Marx évoquera le « catéchisme rouge » de Moses Hess en le traitant de « triste parodie du *Manifeste Communiste*⁴ »

*

Le texte qui suit est cité dans la traduction de Jacques Grandjonc.

*

Ce qui frappe dès le début, c'est la divergence des approches entre, d'une part, ce texte et, d'autre part, le *Manifeste* et les *Principes* de Marx et d'Engels.

En effet, ces derniers focalisent d'emblée l'attention sur un objet précis, *le rapport salarial en régime capitaliste*, qu'il s'agit d'étudier en rigueur : **la démarche est analytique.**

Au contraire, Moses Hess commence par mettre en place sous *la catégorie de travail* une généralité fondée sur une pure métaphore biologisante : **la démarche est spéculative.**

¹ Source : Jacques Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris, Vorwärts 1844*, Editions Maspéro, Paris 1947, pp 187-199

² Marx Engels, *Correspondance*, Editions sociales, Paris 1971, tome 1, pp. 498-499

³ *Rother Katechismus für das deutsche Volk*. Le journal parisien *Le Populaire de 1841* annonce dans son édition du 13 décembre 1850 la parution d'une traduction en français de cet ouvrage sous le titre de *Catéchisme rouge pour le Peuple travailleur*. (Source : Edmund Silberner, *The works of Moses Hess : an inventory of his signed and anonymous publications, manuscripts, and correspondence*, page 20, Editions E.J. Brill, Leiden, 1958).

⁴ *Révélations sur le procès des communistes*, in *Karl Marx, Œuvres*, Gallimard, Collection de la Pléiade, tome IV, Paris 1994, page 636.

La distinction qu'il établit entre *intérieurité* et *extériorité*, *liberté* organique et *contrainte* mécanique engage la réflexion dans le vocabulaire de la philosophie, en particulier celui de *l'humanisme feuerbachien* qui a été le fondement de ce qui a pris le nom de *socialisme vrai* et contre lequel Marx polémiquera avec d'autant plus de pugnacité qu'il a dû lui-même s'affranchir de cette pensée.

I. Du travail et de la jouissance

1. Que signifie travailler ?

Transformer, de quelque façon que ce soit, des matériaux pour la vie humaine s'appelle travailler, ou faire, créer, produire, engendrer, fabriquer, agir, être actif, bref vivre. En vérité tout ce qui vit travaille ; ainsi, dans la vie d'un individu il n'y a pas que la tête et les mains, mais tous les autres membres et organes du corps également qui transforment les matériaux reçus de l'extérieur pour faire vivre cet individu; la bouche par exemple modifie la nourriture reçue, à l'usage de l'estomac, celui-ci à son tour transforme ce qu'il a reçu, à l'usage du sang, etc.; c'est-à-dire que chaque organe du corps humain comme chaque membre de la société humaine produit ou travaille pour l'ensemble, crée, alors qu'il semble seulement consommer ou jouir, et en retour jouit de sa propre vie alors qu'il semble uniquement travailler ou produire pour l'ensemble. Mais cette harmonie du travail et du plaisir n'a lieu que dans un mode de vie *organique*, dans une vie *organisée* et non dans une vie qui ne l'est pas, comme nous allons le voir immédiatement.

2. Quelles sont les différentes sortes de travail ?

Le travail organisé et celui qui ne l'est pas. En d'autres termes il existe l'activité libre et le travail forcé ou encore le travail *libre* et le travail *imposé*.

Cette approche en généralité conduit nécessairement Moses Hess à **confondre ce que Marx et Engels s'efforcent précisément de distinguer** : le travail de l'esclave, par exemple, et le travail salarié, les deux conditions se rejoignant chez Hess sous la commune qualité d'être un travail servile contraire à la pure expression de la nature humaine dans son activité intérieure. Tout le développement subséquent est construit en référence étroite avec la **catégorie feuerbachienne de « nature humaine »**.

3. Qu'est-ce que l'activité libre et qu'est-ce que le travail forcé ?

L'activité libre est tout ce qui vient d'une impulsion interne, le travail imposé par contre tout ce qui se fait par contrainte extérieure ou par nécessité. Le travail qui vient d'une impulsion interne est un plaisir qui augmente la jouissance de la vie, une vertu qui porte sa récompense en elle-même. Le travail qui vient d'une contrainte extérieure au contraire est un fardeau qui opprime et avilit la nature humaine, un vice qu'on exerce pour un vil salaire, c'est le travail salarié, le travail d'esclave. L'individu qui cherche en dehors de lui-même un salaire à son travail est un esclave qui satisfait des desseins étrangers, une machine sans vie qu'on fait marcher de l'extérieur.

4. De ces deux sortes [de travail] laquelle entend-on aujourd'hui par travail ?

Le travail forcé.

5. Comment s'appelle à l'heure actuelle la libre activité ?

Elle s'appelle ou jouissance ou vertu.

6. Qu'entend-on aujourd'hui par *jouissance* ?

La vie selon certains *penchants sensuels, sans égards à la totalité de la nature humaine.*

7. Qu'entend-on aujourd'hui par *vertu* ?

La vie selon certains penchants *spirituels, sans égards à la totalité de la nature humaine.*

8. Pouvons-nous à l'heure actuelle avoir une activité conforme à la totalité de notre nature humaine, ou véritablement jouir de notre vie ?

Absolument pas. Dans notre société, toute activité ou presque est le produit non d'une impulsion interne de notre nature humaine, non du plaisir ou de l'amour du travail, mais d'une contrainte extérieure, en règle générale la nécessité ou l'appât de l'argent. - D'autre part ces activités, auxquelles nous nous livrons par une impulsion interne et que nous nommons jouissance ou vertu, sont ainsi faites qu'elles sont encore plus dommageables à une véritable jouissance de la vie, conforme à la nature humaine, que ne l'est le travail forcé. Les excès dans l'exercice de certaines activités sensuelles ou spirituelles, excès qui ne sont pas conformes à la nature humaine et auxquels l'homme se sent aujourd'hui poussé parce que sa nature n'est pas totalement développée, mais au contraire opprimée; ces excès font que toute activité libre des hommes actuels prend un caractère inhumain et bestial. Ainsi boire devient ivrognerie, la copulation ou amour sexuel devient débauche, le repos des travaux harassants devient paresse, la science pédanterie, la religion bigoterie, la vertu mortification, etc. Tous les penchants, sensuels ou spirituels, ne dégèrent en excès et ne deviennent des passions que parce que la nature humaine n'est pas totalement développée, mais bien au contraire opprimée et dégénérée. - Et les passions se développent aux dépens des autres penchants de la nature humaine, elles ravalent l'homme au niveau de l'animal qui ne connaît que des instincts exclusifs.

9. Est-il possible que tous les hommes vivent et agissent conformément à leur nature ?

Cela est non seulement possible, mais le contraire serait impossible si la nature humaine était développée en tous les hommes et non pas violemment opprimée par la société.

10. Quelle sorte de travail est possible dans une société où la nature humaine est développée en tous les hommes et où chaque homme peut faire usage de toutes ses facultés ?

Dans une telle société la seule activité possible est l'activité libre.

11. Quelle sorte de travail est possible dans une société où les hommes ne sont pas complètement épanouis et où on ne peut faire usage des forces humaines quand elles le sont ?

Dans une telle société rien d'autre n'est possible que travail forcé et oisiveté, débauche et fausse vertu.

12. Dans notre société actuelle toutes les forces humaines peuvent-elles être développées et ces forces développées peuvent-elles être utilisées?

Absolument pas. Nous sommes entravés aussi bien dans notre développement que dans l'utilisation de nos forces et de nos facultés. Il ne peut y avoir dans notre société ni éducation ni instruction générales, ni échange ni usage de nos forces. La plupart des forces humaines ne sont pas développées, et pour celles qui le sont l'oppression est de règle. En conséquence la vie des hommes dans la société actuelle est partagée la plupart du temps entre travail forcé, renoncement et licence. Ici on vit dans la débauche, là on meurt de faim ; tantôt la pénurie, tantôt l'abondance ravalent l'homme au niveau de l'animal.

13. Pourquoi dans la société actuelle le développement et " l'usage de nos forces humaines sont-ils impossibles?

Parce que nous nous rendons mutuellement esclaves en nous achetant et en nous vendant ou, ce qui revient au même, en achetant et en vendant nos forces humaines.

On s'aperçoit aisément que cette série de questions répétitives est un procédé rhétorique d'insistance sur **la dimension morale** de l'engagement politique et social préconisé par M. Hess.

Le texte enchaîne alors sur une question qui a fait l'objet d'une étude publiée par Hess en 1845 dans les *Annales rhénanes pour la réforme sociale* sous le titre « **L'essence de l'argent**¹ ».

M. Hess y développe la conception selon laquelle le commerce est le mode d'accomplissement de **l'essence humaine** en ce qu'il participe du caractère organiquement collectif de l'activité vitale. Après une époque où l'échange marchand a été régi par **l'égoïsme** et par la concurrence entre individus isolés, il est devenu urgent d'accomplir le **partage** communiste, le seul qui sache libérer l'humanité de la servitude de l'argent.

Observons néanmoins que le principal reproche auquel Moses Hess s'expose ici n'est que d'être resté sur les positions philosophiques qui étaient les siennes **et celles de Marx** en 1844. Il suffit en effet de se reporter aux *Manuscrits de 1844* de Marx² et à certaines pages de son texte *Sur la question juive* pour s'apercevoir que ces deux écrits développent sur la question de l'argent des analyses qui ne sont pas très différentes des options humanistes continûment soutenues par M. Hess, de sorte que la critique frontale adressée en 1847 par Marx contre les catégories de pensée ici mises en œuvre n'est en fin de compte qu'une forme de son autocritique.

II. De l'argent et de la servitude

14. Qu'est-ce que l'argent?

C'est la valeur exprimée en chiffres de l'activité humaine, le prix d'achat ou la valeur d'échange de notre vie.

15. L'activité des hommes peut-elle être estimée en chiffres?

¹ Ce texte de Moses Hess a été publié en annexe de l'ouvrage d'Elisabeth de Fontenay *Les Figures juives de Marx*, Editions Galilée, Paris, 1973, pp. 113-148. Pour un résumé commenté, nous renvoyons à notre fascicule 2, annexe 1.

² Nous visons notamment tel chapitre intitulé « Pouvoir de l'argent dans la société bourgeoise » des *Manuscrits de 1844*, Editions sociales, Paris 1969, pp. 119-123. Sur l'ensemble de cette question, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 2, en particulier aux chapitres 8 (« Sur la question juive ») et 14 (« L'essence de l'argent »).

L'activité humaine, pas plus que l'homme lui-même, n'a de prix; car *l'activité humaine est la vie humaine*, que ne peut compenser aucune somme d'argent; elle est *inestimable*.

16. Qu'est-ce que l'homme qui peut être vendu pour de l'argent ou qui se vend lui-même pour de l'argent ?

Celui qui peut être vendu est un esclave et celui qui se vend lui-même a une âme d'esclave.

17. Que devons-nous déduire de l'existence de l'argent?

Nous devons en déduire l'existence de l'esclavage [de l'homme], car *l'argent est le signe même de l'esclavage de l'homme puisqu'il est la valeur de l'homme exprimée en chiffres.*

18. Combien de temps les hommes resteront-ils encore esclaves et se vendront-ils avec toutes leurs facultés pour de l'argent ?

Ils le demeureront jusqu'à ce que la *société* offre et garantisse à chacun les moyens dont il a besoin pour vivre et agir humainement, *de telle sorte que l'individu ne soit plus contraint à se procurer ces moyens par sa propre initiative et dans ce but à vendre son activité pour acheter en contrepartie l'activité d'autres hommes.* Ce commerce des hommes, cette exploitation réciproque, cette industrie qu'on dit privée, ne peuvent être abolis par aucun décret, ils ne peuvent l'être que par l'instauration de la société communautaire¹, au sein de laquelle les moyens seront offerts à chacun de développer et d'utiliser ses facultés humaines.

19. Dans une société ainsi constituée l'existence de l'argent est-elle possible ou imaginable ?

Pas plus que l'existence de l'esclavage des hommes. Lorsque les hommes ne seront plus obligés de vendre les uns aux autres leurs forces et leurs facultés, ils n'auront plus besoin non plus d'estimer leur valeur en chiffres, ils n'auront plus besoin de compter ni de payer. *A la place de la valeur humaine exprimée en chiffres apparaîtra alors la véritable, l'inestimable valeur humaine - à la place de l'usure, le foisonnement des facultés humaines et des jouissances de la vie - à la place de la concurrence aux armes déloyales une coopération harmonieuse et une noble émulation - à la place de la table de multiplication, la tête, le cœur et les mains d'hommes libres et actifs.*

III. De la richesse et de la liberté

20. Qu'est-ce que la richesse ?

On nomme richesse les fruits de la nature et les produits du travail qui servent à entretenir la vie et l'activité humaines.

21. L'individu peut-il créer de la richesse sans la collaboration des autres hommes et des forces naturelles ?

Non, *l'individu*, avec toutes ses forces, ses facultés et ses moyens, *n'est lui-même qu'un produit de la nature et de le so-*

¹ Note de Jacques Grandjonn : le texte des *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* donne ici « société communiste ». Le vocabulaire n'est pas tout à fait fixé.

ciété humaine; en tant qu'individu isolé il ne peut rien, pour lui-même, encore bien moins créer de la richesse à lui seul. L'homme ne peut vivre et agir qu'en rapport étroit avec la nature et l'humanité.

22. Qu'est-ce donc qui produit la richesse ?

La nature et la société humaine.

23. Les fruits de la nature sont-ils la propriété des individus particuliers ?

Non, ils sont propriété commune de la collectivité.

24. Les produits de la société humaine sont-ils la propriété des individus particuliers ?

Non, ils sont propriété de la société.

25. Qu'est-ce que l'homme qui rassemble et accumule pour lui seul les produits de la société et les fruits de la nature ?

C'est un brigand, il enlève à la société ce qui lui appartient et ce dont elle doit disposer dans l'intérêt de tous. C'est un meurtrier; enlevant en effet aux autres hommes les moyens sans lesquels ils ne peuvent vivre ni agir, il leur enlève ainsi la vie ou la liberté.

26. Comment nommons-nous aujourd'hui un tel voleur qui enlève aux autres hommes les produits du travail ?

Nous le nommons un homme riche, un homme puissant, un propriétaire ou un possesseur.

27. Qu'est-ce que la propriété individuelle dans la société communautaire ?

C'est la possession garantie à chacun de ce dont *il a besoin pour vivre et travailler.*

28. Est-ce que la société actuelle garantit à chaque individu ce dont il a besoin pour vivre et travailler?

Seul est garanti aux individus, selon *certaines formes légales* déterminées, ce qu'ils peuvent se dérober mutuellement et s'approprier, c'est-à-dire ce qu'ils acquièrent au hasard, par : esclavage ou travail salarié, par héritage, donation, usure, au jeu ou par agiotage, spéculation ou grivèlerie légale.

29. Les individus parviennent-ils par ces moyens d'acquisition à posséder ce dont ils ont besoin pour vivre et travailler?

La misère, l'ignorance et la dégradation bestiale, ou plutôt ; inhumaine, de ceux qui vivent dans l'oisiveté et la débauche et de ceux qui doivent gagner leur vie par la tromperie ou par un travail d'esclaves donnent la réponse.

30. D'après ce qui précède est-ce que notre société garantit à chacun ce à quoi il a droit ?

En aucune manière.

31. Mais sans propriété garantie peut-il être question de liberté [des citoyens] ?

Sans propriété garantie il ne peut régner que l'arbitraire [et la tyrannie].

32. Qu'est-ce que la liberté ?

Est libre celui qui n'a pas à contraindre sa nature mais peut vivre et agir conformément à celle-ci, qui peut *extérioriser son être sans entraves*.

33. L'homme peut-il dans notre société vivre et agir conformément à sa nature ?

Il doit *constamment* faire violence à sa nature. Tantôt c'est son désir de savoir qu'il ne peut satisfaire, tantôt son penchant pour l'art ou la mécanique, tantôt son appétit, oui, sa faim, sa soif, ses besoins élémentaires.

Jacques Grandjonc attire ici l'attention sur le retour fréquent du vocable allemand « war », « warhaft » (vrai, véritable) qui, dit-il, « a servi à Marx et à Engels dans *l'Idéologie allemande* à caractériser sous le nom de *wahrer Sozialismus* (socialisme vrai) cette tendance philosophique et idéaliste du socialisme allemand dans les années quarante¹ ». Le discours s'articule en effet sur un répertoire de catégories humanistes sans prise sur les situations concrètes.

34. Qu'est-ce qui garantit réellement aux hommes leur liberté et leur vraie propriété ou leur vraie richesse?

Cela se fait tout d'abord par l'éducation.

35. Que faut-il entendre par éducation ?

Premièrement le développement *physique* qui est la base de tout développement ultérieur. Ce développement commence dans le sein de la mère. - Deuxièmement *l'éducation humaine générale* dans des établissements publics où seront semés et cultivés tous les germes des vertus et des facultés humaines. - De ces pépinières les élèves seront dirigés vers les activités pour lesquelles ils montrent un penchant particulier et un talent prédominant. Là s'accomplira l'éducation sociale de l'homme.

36. Que faut-il faire en outre pour garantir à tous les hommes la vraie propriété et la liberté ?

La richesse sociale ne doit pas être acquise par des individus particuliers et abandonnée au hasard, elle doit être gérée par la collectivité et il doit être attribué à chacun ce qui lui est dû.

37. Selon quelle loi la richesse commune doit-elle être gérée et l'échange des produits doit-il être organisé ?

Selon les lois de la nature humaine et de ses besoins.

¹ Grandjonc, op.cit., page 193.

38. Est-il conforme à la nature humaine que tous les individus aient la même activité, ou qu'un même individu ait toujours la même activité ?

Au contraire, il est conforme à la nature humaine que la libre activité ou la jouissance ne soient pas les mêmes chez les uns et les autres, qu'elles ne soient pas non plus toujours les mêmes chez une même personne, mais qu'elles soient très variées.

39. Est-il conforme à la nature humaine que toute la richesse soit [également] répartie de telle sorte que tous aient les mêmes moyens [égaux] pour travailler et pour vivre ?

Au contraire, il est conforme à la nature humaine que les moyens nécessaires à la vie et au travail soient répartis différemment, de sorte que chacun ait toujours à sa disposition les moyens [les matériaux] dont il a besoin pour son activité du moment¹.

40. Des inconvénients graves ne naîtront-ils pas de ce que la liberté détermine seule l'activité ?

Lorsque tous les hommes auront reçu une éducation humaine et lorsqu'en chacun les facultés particulières auront été développées, enfin lorsque seront offerts à chacun les moyens de mettre ces facultés en application, *la société humaine se sera alors organisée conformément aux lois de sa nature*, elle sera alors un seul corps vivant dans lequel chaque partie sera développée selon toutes ses possibilités, ne fera plus qu'un avec le tout, et remplira donc ses fonctions, sans qu'on l'y force, selon son propre instinct vital.

Le quatrième paragraphe offre l'opportunité d'une comparaison plus précise avec le texte d'Engels. Ce qui frappe dans l'exposé de Moses Hess, c'est l'absence de toute mesure **politique** : loin d'envisager la création d'un quelconque rapport de force dans une dynamique d'affrontement de classe, M. Hess mise tout sur les effets d'une **éducation** nouvelle susceptible de faire surgir une génération d'**hommes nouveaux**. Il suffira d'une seule, affirme-t-il, pour que triomphent les principes et les pratiques d'une société où aura disparu « jusqu'à la dernière trace des actuels rapports de propriété ». On se trouve clairement devant un modèle d'action inspiré de la **prédication** : c'est la progressive conquête des consciences individuelles qui créera les conditions d'une société fondée sur le partage et les vraies valeurs humaines. De manière significative, on ne trouve chez M. Hess aucune référence aux forces productives qui occupent le centre de la démonstration d'Engels. Manifestement il ne perçoit pas le basculement que le capitalisme impose aux métiers du public d'artisans auquel il s'adresse.

IV. Du passage à la société communiste

41. Les hommes d'aujourd'hui peuvent-ils instaurer immédiatement une société communiste?

Ils ne peuvent faire que les travaux préparatoires à la société communiste.

¹ Note de M. Hess : « De cette manière tout le monde se trouvera sur un seul et même plan inébranlable, celui de l'égalité proportionnelle. D'où travail selon les capacités et jouissances selon les besoins, c'est la formule de *l'association raisonnable* ».

42. Quels travaux préparatoires avons-nous à accomplir ?

Nous avons avant tout à faire prendre conscience à la société actuelle de sa misère et de sa vocation à un sort meilleur, afin que le désir d'un état de choses humain, le désir de sortir de l'esclavage dans lequel nous nous trouvons s'éveille chez la majorité des hommes. Et au moment où plus aucune force ne pourra s'opposer avec succès aux transformations, il nous faudra d'abord abolir les institutions inutiles qui gaspillent les forces des hommes au service du despotisme, répartir ensuite les impôts de sorte que le pourcentage en soit d'autant plus important que la fortune est élevée. - D'une part grâce aux économies sur les dépenses faites jusqu'alors, d'autre part grâce aux rentrées considérablement augmentées tant par le moyen de l'impôt sur la fortune que par d'importantes modifications du droit d'héritage (Question 44), la société sera en mesure de créer une éducation véritablement humaine, égale pour tous, générale et gratuite, de racheter peu à peu le sol, de fonder de vastes ateliers et de donner du travail à tous ceux qui le désirent.

43. Est-il nécessaire d'abolir par décret l'actuelle propriété, l'argent ?

Cela n'est ni nécessaire ni possible; les actuels rapports de propriété se transformeront peu à peu en des rapports de propriété communistes, lorsqu'on aura pris les mesures indiquées ci-dessus. L'argent perd de sa valeur dans la mesure même où les hommes prennent de la valeur. La valeur des hommes croît alors, nécessairement jusqu'à devenir inappréciable et la fausse valeur de l'argent tombe nécessairement jusqu'à la totale absence de valeur, dans la mesure où l'organisation de la société, mise en œuvre par l'administration, s'étend et fait reculer le travail salarié, dans la mesure aussi où arrive la nouvelle génération, socialement éduquée et formée; qui accomplit les travaux sociaux. - Après qu'on aura pris les mesures indiquées, une seule génération sera largement suffisante pour faire disparaître de la société jusqu'à la dernière trace des actuels rapports de propriété. - Par contre, une abolition soudaine et violente des rapports de propriété actuels porterait nécessairement de mauvais fruits. Une propriété raisonnable suppose une société raisonnable, et celle-ci suppose à son tour des hommes socialement éduqués, si bien qu'on ne peut songer à la transformation soudaine d'une propriété inorganique en une propriété organique.

44. Quelles transformations faut-il faire subir au droit d'héritage dans la période de transition ?

Ceux qui sont socialement éduqués ainsi que ceux qui entrent dans la nouvelle organisation sociale n'ont pas besoin d'héritage, leur héritage peut donc revenir à la société. En outre il faut introduire un impôt général sur les héritages selon le principe de l'impôt sur la fortune indiqué plus haut.

Le § 45 apporte deux signes clairs du caractère **daté** de la réflexion de M. Hess. D'abord la crainte d'une émigration des possédants qui est une réminiscence de la révolution de 1789. Ensuite, la qualification de ces derniers comme des « oisifs » qui est directement inspirée du saint-simonisme¹.

¹ La lutte de classe selon Saint-Simon opposait d'un côté, les *oisifs*, (principalement l'aristocratie et la bureaucratie d'Etat) et de l'autre, l'ensemble des *productifs*, dans lequel il comptait bien sûr les travailleurs mais aussi les banquiers et les entrepreneurs capitalistes. Cette opposition avait trouvé une illustration dans sa célèbre parabole des *frelons* (improductifs) et des *abeilles* (industrielles).

45. Ne faut-il pas craindre une émigration des possédants lorsque la réforme sociale sera mise en œuvre ?

Il n'y a pas à se faire de souci pour une telle émigration; premièrement parce que la réforme sociale, de quelque pays qu'elle parte initialement, s'étendra rapidement à tout le monde civilisé, si bien que les possédants ne pourraient guère émigrer qu'au près de peuplades sauvages, ce dont ils auront difficilement envie. Deuxièmement les mesures qu'il faudra prendre à notre avis ne sont nullement propres à déterminer les possédants à émigrer parce que l'impôt sur la fortune, si important soit-il, les laisse encore en possession de la plus grande partie de leur fortune. Et troisièmement les représentants du peuple pourraient au besoin prendre les mesures nécessaires pour empêcher pareille émigration ou en neutraliser les effets. Enfin le dommage qui pourrait résulter de l'émigration des capitalistes est de toute façon très minime : car pour ce qui est de leur personne, ce sont en règle générale des oisifs, sans compter que la société à l'heure actuelle n'a pas pénurie d'hommes mais surabondance; et pour ce qui est de leur fortune, ils peuvent tout au plus enlever à la société une certaine quantité de monnaie, ce qui est négligeable à partir du moment où la vraie richesse commence à remplacer la fausse.

Le chapitre relatif au mariage puise dans le fonds des idées reçues. L'instance sur le fléau de la prostitution (que l'on retrouve dans le *Manifeste* lorsque Marx est amené, lui aussi, à parler du mariage) témoigne de l'importance du phénomène sociologique dans les milieux populaires. La question prend sans doute une tournure quelque peu personnelle chez Moses Hess qui avait épousé, il semble¹, une ancienne prostituée.

V. Du mariage

46. L'actuel rapport des sexes entre homme et femme est-il conforme à la nature humaine ?

Il est conforme à la nature humaine que le jeune homme aime une seule jeune fille et la jeune fille un seul jeune homme et, en règle générale, qu'ils soient fidèles à cet amour exclusif.

47. Comment naissent à l'heure actuelle les mariages malheureux et les dérèglements dans l'amour?

La répression violente de l'amour pousse les personnes des deux sexes à des déviations inhumaines, bestiales, contre-nature en amour. Les rapports de propriété précipitent la femme dans la plus profonde misère et la forcent même à vendre son corps pour de l'argent.

48. Quel lien doit unir maritalement homme et femme dans la société communiste ?

L'amour réciproque.

¹ L'information doit être reçue avec prudence. Il se pourrait en effet que cette réputation faite à Sybille Pesch (1820-1903) provienne de la famille de Hess mécontente de ce mariage avec une jeune fille d'origine populaire et surtout de confession catholique. Le terme yiddish « shiksa » qui désigne une femme n'appartenant pas à la communauté juive est susceptible de connotations péjoratives, allant jusqu'à signifier une « traînée », une « pute ». Moses Hess avait rencontré Sybille Pesch vers l'année 1842 et ne l'épousera officiellement qu'en mai 1852. Après la mort de son mari en 1877, Sybille Hess militera dans le parti social-démocrate allemand. (Source : « Genossin Sybille Hess-Pech », disponible sur le site internet « Moses Hess, Communistenrabbi » à l'adresse « haffgrund.net/moseshess »).

49. Quelle condition est mise à la dissolution du mariage ?

La dissolution a lieu lorsqu'il n'y a plus amour réciproque.

50. Des inconvénients ne surgiront-ils pas dans les relations entre les deux sexes de ce que l'amour seul forme le lien du mariage ?

Il n'en surgira pas d'inconvénients ; car la nature humaine ne se ravale au rang de l'animal que lorsqu'elle est violemment opprimée. Au reste le mariage est, comme nous l'avons vu, conforme à la nature humaine, c'est pourquoi il ne peut y avoir de véritable mariage que dans l'état de liberté, tandis qu'il sert aujourd'hui de couverture à la débauche. Et les difficultés qui surgiraient maintenant à propos des rapports de propriété et de l'éducation des enfants si l'amour seul formait le lien du mariage, ne peuvent naître dans une société où la propriété et l'éducation de la jeunesse ne sont plus laissées au hasard ou au bon plaisir des individus.

Avec la dernière séquence, on bascule dans le registre de la spéculation métaphysique où l'on trouve des éléments d'inspiration aussi bien feuerbachiens que rousseauistes. Le « rabbi communiste¹ » s'inscrit ici dans le droit fil du socialisme religieux à la française, de Saint-Simon à Etienne Cabet.

VI. De la religion

51. Quelle religion devons-nous tous confesser ?

La religion de l'amour et de l'humanité.

52. Où est la preuve de cette religion ?

Dans le cœur de tout homme de bien.

53. Cette religion humaine universelle s'oppose-t-elle au christianisme ?

Non, elle est plutôt l'accomplissement de la religion chrétienne.

54. Quel est le but du christianisme ?

Le bonheur de tous les hommes par l'amour, la liberté et la justice.

55. Pourquoi le christianisme n'a-t-il pas encore atteint son but ?

Parce qu'il n'a pas jusqu'ici clairement reconnu son but et qu'il s'est représenté par images ce qu'il désirait, ce qu'il croyait, et ce qu'il espérait.

¹ Ainsi que l'on a surnommé Moses Hess.

56. Quelle est la foi du christianisme ?

La foi en l'amère souffrance de l'espèce humaine.

57. Sous quelle image ceux qui confessent le christianisme se représentent-ils l'espèce humaine ?

Sous l'image du fils de l'homme crucifié.

58. La foi des chrétiens est-elle vérité ?

Elle est vérité tant que souffre réellement l'espèce humaine et dans la mesure où l'on retient, des représentations chrétiennes, l'essentiel.

59. Le chrétien peut-il espérer que les souffrances de l'humanité cesseront un jour ?

Oui, cette espérance fait même partie de la religion.

60. Sous quelle image se représente-t-il l'avenir meilleur du genre humain ?

Sous l'image des joies célestes dans la béatitude divine. Mais nous aurons ce ciel sur terre dès que nous ne vivrons plus dans l'égoïsme et la haine, mais dans l'amour, dans l'humanité unie, dans la société communiste.

61. Sommes-nous mauvais de naissance ?

Non, nous devenons mauvais par la société mauvaise dans laquelle nous vivons.

62. La société chrétienne, le monde chrétien, est-il mauvais ?

Oui, ce monde, comme l'enseigne le christianisme lui-même, est mauvais et condamnable.

63. Comment s'appelle le principe de ce monde mauvais que le christianisme a toujours combattu ?

Il s'appelle : l'argent.

64. Le prince de ce monde, le mauvais ou le démon, contre les séductions duquel le christianisme met en garde, est-il essentiellement différent du Mammon maudit, celui que nous nommons notre trésor ?

Non. Et les chrétiens, qui se représentaient tout par images, s'étaient également représenté l'argent maudit sous l'aspect du démon.

65. L'enfer est-il autre chose que la terre sous la domination maudite de l'argent ?

Non, et cette terre est au contraire l'enfer véritable et réel.

66. Sous quelle image le christianisme se représente-t-il la vie réelle et vraie ?

Sous l'image de Dieu dans le ciel.

67. Dieu dans le ciel est-il autre chose que l'amour ?

Non, rien d'autre.

68. Qu'a produit l'amour ?

La création tout entière ou l'univers, qui est éternel et infini, incommensurable comme l'amour.

69. La création est-elle immuable, toujours semblable à elle-même ?

Non, tout au contraire, l'amour crée continuellement et là où il cesse d'agir, toute chose se désagrège.

70. Qu'est-ce que la vie ?

L'amour même, qui accouple toutes choses et les rend fécondes.

71. Notre Dieu, dans lequel nous désirons être, agir et vivre, est-il autre chose que le genre humain ou l'humanité unie dans l'amour ?

Non, il n'est rien d'autre.

72. Pourquoi croyions-nous jusqu'à présent que le démon était en nous, dans le monde, et que notre Dieu n'était pas en nous, pas en ce monde mais au ciel ?

Parce que jusqu'à présent nous ne vivions pas dans notre Dieu, que nous ne vivions pas dans notre espèce, que nous ne vivions pas dans l'amour, mais dans la séparation et la discorde. L'amour nous avait abandonnés et nous étions en train de nous désagréger, c'est pour cela que nous croyions que notre Dieu était hors de nous et hors des limites de ce monde mauvais, et que le démon était en nous, en ce monde, le principe même du monde. Notre foi, comme nous l'avons dit, n'était pas une erreur; elle était vérité pour l'essentiel. - Mais du moment où nous nous réunissons et où nous vivons dans le communisme, l'enfer ne sera plus sur terre et le ciel ne sera plus par-delà la terre, et tout ce qui nous était promis par le christianisme de façon prophétique et fantastique s'accomplira pleinement dans la société véritablement humaine, selon les lois éternelles de l'amour et de la raison.

4.5. Les préfaces au *Manifeste*

Les **sept préfaces** au *Manifeste* signées par Marx et Engels constituent un ensemble clos qui accompagne la plupart des éditions du texte. Il mérite comme tel que nous lui accordions notre attention.

1. Préface à l'édition allemande de 1872

Cette première préface fournit l'occasion de **faire le point sur les traductions** du *Manifeste* et d'abord sur **la première traduction en français** qui a longtemps troublé les commentateurs¹.

Marx et Engels affirment, en effet, qu'il parut une traduction française « peu de temps avant l'insurrection de juin 1848 ». C'est une affirmation qu'ils répèteront à plusieurs reprises². Or les recherches accomplies par Bert Andréas n'ont jamais permis de découvrir aucune traduction française qui date de cette période 1848-1849. Victor Tedesco³ a bien ébauché une traduction mais son entreprise n'a pu aboutir en raison de son arrestation en mars 1848 dans le cadre de l'équipée de Risquons-Tout⁴. Il faudra attendre le **20 janvier 1872** pour voir paraître à New York, dans une revue nommée *Le socialiste*⁵, une première traduction française non autorisée (des sections I et II), et surtout le **29 août 1885** quand commencera à paraître dans l'hebdomadaire *Le socialiste* la traduction de Laura Lafargue que l'on doit tenir pour la première version autorisée en français⁶.

Bert Andréas est ferme à ce propos: à l'exception de la traduction en **suédois**⁷ parue à Stockholm en décembre **1848**, aucune des traductions annoncées dans le préambule, dont celle en flamand, n'a pu être retrouvée.

Les suivantes premières traductions vont s'échelonner entre 1848 et 1918 dans cet ordre :

- le 9 novembre **1850** en **anglais**, à Londres, dans le journal *The Red Republican* : elle est l'œuvre d'**Helen Macfarlane**.
- en septembre **1869** en **russe**, à Genève : la traduction est attribuée à **Bakounine** par Marx et Engels eux-mêmes dans leur préface commune de 1882.
- Le 8 avril **1871**, en **serbo-croate**, à Pancevo, dans le journal *Pancevac* : une traduction d'auteur inconnu. Une traduction en serbe (transcrite en caractères cyrilliques) paraîtra en 1902, élaborée par Milorad Popo-

¹ Notre référence pour l'ensemble de ces indications : l'ouvrage de Bert Andréas, *Le Manifeste Communiste de Marx et Engels, Histoire et Bibliographie 1848-1918*, aux éditions Feltrinelli, Milan, 1963.

² Marx, dans son *Herr Vogt* de 1860 (page 106 du premier tome de l'édition Costes, Paris 1927), Engels dans ses préfaces du 30 janvier 1888 et du 1^{er} mai 1890 (voir ici même) ainsi que dans sa lettre à Sorge du 4 mai 1887 (reproduite par *Das Electronische Archive* (DEA), à l'adresse www.dearchiv.de).

³ **Victor Tedesco** (1821-1897) était alors un jeune avocat proche de Marx. Membre de la *Ligue des Communistes* et de l'*Association démocratique de Bruxelles*, il avait participé au congrès de 1847, faisant le voyage d'Ostende à Londres en compagnie d'Engels et de Marx. Son emprisonnement lui laissera le loisir de composer un *Catéchisme des Prolétaires* qui paraîtra en 1849. Le texte a été reproduit par *Les Cahiers marxistes* aux pages 17-30 du n° 210 (« *Le Manifeste*, 150 ans (et I/2) après... »), Bruxelles, sept-oct. 1998. Nous lui consacrons un chapitre particulier.

⁴ *Risquons-tout* est le nom d'un village frontalier (aujourd'hui rattaché à Mouscron) où, le 29 mars 1848, une légion de républicains belges partis de France pour renverser la dynastie est défaite par l'armée du royaume. Le procès d'Anvers en août 1848 prononcera 17 condamnations à mort (commuées en peines de prison à vie), dont celle de Tedesco qui passera six années à la forteresse de Huy. Le procès est évoqué par Engels dans un article du 3 septembre 1848 paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (pp. 457-460, du tome 1 de l'édition de *La Nouvelle Gazette Rhénane* aux Editions sociales, Paris 1963).

⁵ Cette revue était l'organe des sections françaises de l'AIT aux États-Unis. La version publiée par *Le Socialiste* new-yorkais est reproduite par Philippe Videlier aux pages 57-84 de son ouvrage *Manifestez !* (Editions Syllepse, Paris 2003).

⁶ Les époux Lafargue avaient déjà proposé à Marx le manuscrit d'une traduction en français du *Manifeste* dès le mois d'avril 1869. Marx en parle dans sa lettre à Engels du 15 avril 1869 : « Pour l'instant, l'affaire ne presse pas », écrit-il. (*Marx Engels, Correspondance*, tome X, page 76, Editions sociales, Paris 1984). Et le projet fut abandonné.

⁷ Détail pittoresque : elle remplace l'épigraphe « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » par la mention « La voix du peuple, c'est la voix de Dieu » (Bert Andréas, op.cit., page 20).

vic et la traduction en croate paraîtra (transcrite en caractère romains) en 1904 à partir du texte de Popovic.

- Le 2 novembre **1872**, en **espagnol**, à Madrid, dans le journal *La Emancipation*, par **José Mesa**, l'un des fondateurs de l'Internationale en Espagne.
- Le 2 mars **1873**, en **portugais**, à Lisbonne, dans le journal *O pensamento social* : une traduction d'auteur inconnu.
- En **1883** (sans autre précision de date), en **polonais**, à Genève et à Varsovie, aux Editions du *Comité ouvrier du parti social-révolutionnaire Prolétariat* : la traduction a été établie par **Witold Pterkarski**. Il n'existe aucune trace de l'édition de 1848 mentionnée dans le préambule.
- Le 12 janvier **1884**, en **danois**, à Copenhague, dans le quotidien du parti social-démocrate *Social-Demokraten* : la traduction est due à **Edvard E. Wiinblad**.
- Le 30 août **1889**, en **italien**, à Crémone, dans le journal *L'Eco del popolo* : elle est vraisemblablement due à **Leoni Bissolati**, directeur de ce journal.
- En janvier **1891**, en **bulgare**, à Roussé, une brochure imprimée par Spiro Gulabcev : la traduction est due à **Ivan Todorov Kutev**.
- En **1892**, en **roumain**, à Iasi chez Stabilimentul Grafic « Miron Costin », dans une traduction de **Panait Musoiu**.
- En **1892**, en **néerlandais**, à La Haye, chez Broni Liebers & Co, dans une traduction de **Christiaan Cornelissen**.
- Le 10 janvier **1893**, en **tchèque**¹, à Vienne, dans le *Delnické Listy* (La Gazette ouvrière), par **August Radminsky**.
- En **1894**, en **arménien**, par **Josif Atabekjanc**².
- En juin **1899**, en **yiddish**, vraisemblablement à Genève sous les presses du Bund³. La traduction est due à **J. Blumhstein**.
- En **1899**, en **géorgien**, dans une brochure clandestine (introuvable). La traduction est due à **Grégoire Lortkipanize**⁴.
- En **1902**, en **ukrainien**, à Iviv, aux éditions « Durkarnja Udilova », probablement par Lesja Ukrainka (nom de plume de Larisa Petrovna Kosac).
- En **1904**, en **japonais**, à Tokyo, dans l'hebdomadaire *Heimin-Shimbun*, par **Toshihiko Kosen Sakal** et **Denjiro Shushui Kotoku**.
- En **1905**, en **hongrois**, à Budapest, dans le premier volume des *Œuvres choisies de Marx Engels*, maison d'édition Politzer. La traduction est due à Sandor Szabados.
- En **1905**, en **finnois**, à Tampere, dans le calendrier ouvrier intitulé *Koitar* (l'Aurore) : une traduction accomplie par **N.R. af Ursin**.
- En janvier **1906**, en **chinois**, dans le *Min Pao* (Journal du peuple), une traduction très fragmentaire accomplie par **Chih Shen**, qui est le pseudonyme de Chu Shi-sin.
- En décembre **1907**, en **esperanto**, à Chicago, chez Charles H. Kerr & Company, par **Arthur Baker**.
- En janvier **1908**, en **slovène**, à Idrija, dans la revue *Naprej* !. La traduction est due à **Milan Jaklic**.
- En **1913**, en **slovaque**, à Bratislava, dans une biographie de Marx. La traduction est due à **Prokop Stupavsky**.
- En **1914**, en **ladino**⁵, à Salonique, par **Izak D. Flurintin**.
- En **1918**, en **norvégien**, à Christiana, aux éditions du parti ouvrier norvégien. La traduction est due à **Olav Kringen**.
- En **1918**, en **tartare**, par **Gulap Davletsin**.

*
* *

Pour ce qui concerne cette édition allemande de 1872, il convient d'ajouter **deux observations**.

La première se rapporte au **changement de titre**. A partir de cette édition, le *Manifeste* s'intitulera non plus *Manifeste du parti communiste* mais *Manifeste communiste*.

¹ Ce n'est pas vraiment la première car une traduction en tchèque avait paru à New York en 1882, une traduction attribuée à Léopold Kochmann. Un exemplaire introuvable.

² Cette brochure attestée par la correspondance d'Engels avec l'auteur est introuvable.

³ Union générale des ouvriers juifs en Russie et en Pologne, fondée en septembre 1897.

⁴ La première traduction complète paraîtra en 1905 à Tiflis (aujourd'hui Tbilissi), d'un traducteur inconnu.

⁵ Le ladino est une langue apparentée au judéo-espagnol : elle associe une syntaxe hébraïque et un vocabulaire roman.

La seconde se rapporte aux **circonstances particulières de la publication**. Il se trouve, en effet, qu'en mars 1872, Wilhelm Liebknecht et August Bebel ont fait l'objet d'un procès politique à Leipzig et que le texte intégral du *Manifeste* a été entièrement lu à l'audience, cette lecture transformant d'un seul coup un écrit jugé subversif en une pièce de procès susceptible d'être reproduite et diffusée, ce que n'ont pas manqué de faire les accusés en publiant dès avril 1872 sous forme de brochure un compte rendu détaillé de leur procès. L'édition que Marx et Engels préfacent en juin 1872 est en réalité un tiré à part de cette brochure ainsi réduite au seul texte du *Manifeste*¹.

La Ligue des communistes, association ouvrière internationale qui, dans les circonstances d'alors, ne pouvait être évidemment que secrète, chargea les soussignés, délégués au congrès tenu à Londres en novembre 1847, de rédiger un programme détaillé, à la fois théorique et pratique, du Parti et destiné à la publicité. Telle est l'origine de ce *Manifeste* dont le manuscrit, quelques semaines avant la révolution de Février, fut envoyé à Londres pour y être imprimé. Publié d'abord en allemand, il a eu dans cette langue au moins douze éditions différentes en Allemagne, en Angleterre et en Amérique. Traduit en anglais par Miss Hélène Macfarlane, il parut en 1850, à Londres, dans le *Red Republican*, et, en 1871, il eut, en Amérique, au moins trois traductions anglaises². Il parut une première fois en français à Paris, peu de temps avant l'insurrection de juin 1848 et, récemment, dans *Le Socialiste* de New York. Une traduction nouvelle est en préparation³. On en fit une édition en polonais à Londres, peu de temps après la première édition allemande. Il a paru en russe à Genève, après 1860. Il a été également traduit en danois⁴ peu après sa publication.

Le **contexte politique** en ce printemps **1872** est marqué par deux éléments majeurs : la récente défaite de la Commune de Paris en mai 1871 et la crise persistante au sein de la première Internationale fondée en 1864.

La préface évoque expressément la **Commune de Paris** en insistant sur la singularité d'une première expérience de pouvoir prolétarien et sur les enseignements qu'elle a apportés. Le principal réside ici dans la remarque en forme de thèse politique sur le fait que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte ». On la trouve au début du chapitre III de la troisième *Adresse* de l'Internationale sur la Commune de Paris que Marx a lui-même intitulée « La guerre civile en France⁵ ». Le lieu ne se prête pas ici pour un commentaire détaillé de cette **rectification⁶ déterminante des conceptions de Marx sur l'Etat**. On se contentera d'en souligner l'importance et de signaler son rapport avec le second aspect du contexte politique de 1872 touchant à la crise au sein de la première Internationale.

La seconde composante du contexte politique dans lequel paraît cette préface est, en effet, la persistance de l'antagonisme entre, d'une part, **Marx et ses partisans**, majoritaires au sein de l'Internationale, et, d'autre part, les menées des **anarchistes, proudhoniens et bakouniniens**, un conflit précisément focalisé sur la question de la conquête du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière. Nous sommes à la veille du congrès de La Haye de septembre 1872 qui donnera lieu à un dénouement ravageur du conflit, ravageur en ce que la victoire de Marx et de sa ligne

¹ Bert Andréas émet l'hypothèse que Liebknecht s'est bien gardé de révéler ces circonstances à Marx et à Engels qui n'ont pas dû s'apercevoir qu'ils préfaçaient non pas une véritable édition mais un nombre restreint d'exemplaires issus d'un tirage à part. (Andréas, op.cit., page 64).

² Bert Andréas observe qu'il ne connaît qu'une seule édition à cette date, celle du 30 décembre 1871 dans le *Woodhull & Claflin's weekley* (op.cit., page 59). Du reste Engels ne parlera plus dans sa préface de 1888 que d'une traduction américaine à cette date.

³ En mai 1872, F.A. Sorge avait remis le manuscrit d'une nouvelle traduction en français à Marx et Engels. B. Andréas note que ces derniers avaient bien l'intention d'en élaborer une meilleure eux-mêmes. Mais le projet a été abandonné (op.cit., page 63).

⁴ Les auteurs ne citent pas l'édition suédoise qui date bien de décembre 1848. Peut-être sont-ils victimes d'une confusion entre les deux langues scandinaves.

⁵ Marx est l'auteur, au nom du Conseil général, de trois *Adresses* sur la guerre franco-allemande. La première est datée du 23 juillet 1871, la deuxième du 9 septembre 1871. Marx présente et fait adopter la troisième *Adresse* dès le 30 mai 1871, soit à peine deux jours après la fin des combats à Paris. Elle est composée de 4 chapitres dont le 3^e expose une première formulation de la théorie de la *dictature du prolétariat*. (K. Marx, *La Guerre civile en France, 1871*, Editions sociales, Coll. « Classiques du Marxisme », Paris 1975). Notons que cette troisième adresse sera le dernier texte important de Marx publié de son vivant.

⁶ Nous empruntons le terme « rectification » à Etienne Balibar, *Cinq études du matérialisme historique*, « La rectification du *Manifeste communiste* », François Maspero, Paris 1974, pp. 65-94.

politique se traduira dans les faits par un véritable sabotage de l'organisation : le transfert à New York du siège de l'organisation entraînera bientôt la fin de ses activités.

Bien que les circonstances aient beaucoup changé au cours des vingt-cinq dernières années, les principes généraux exposés dans ce *Manifeste* conservent dans leurs grandes lignes, aujourd'hui encore, toute leur exactitude. Il faudrait revoir, çà et là, quelques détails. Le *Manifeste* explique lui-même que l'application des principes dépendra partout et toujours des circonstances historiques données, et que, par suite, il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui. Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de février, ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » (voir *Der Bürgerkrieg in Frankreich*. Adresse des Generalrats der Internationalen Arbeiterassoziation, édition allemande, S. 19, où cette idée est plus longuement développée). En outre, il est évident que la critique de la littérature socialiste présente une lacune pour la période actuelle, puisqu'elle s'arrête à 1847. Et, de même, si les remarques sur la position des communistes à l'égard des différents partis d'opposition (chapitre IV) sont exactes aujourd'hui encore dans leurs principes, elles sont vieilles dans leur application parce que la situation politique s'est modifiée du tout au tout et que l'évolution historique a fait disparaître la plupart des partis qui y sont énumérés.

Cependant, le *Manifeste* est un document historique que nous ne nous attribuons plus le droit de modifier. Une édition ultérieure sera peut-être précédée d'une introduction qui comblera la lacune entre 1847 et nos jours ; la réimpression actuelle nous a pris trop à l'improviste pour nous donner le temps de l'écrire.

Karl Marx, Friedrich Engels
Londres, 24 juin 1872

2. Préface à l'édition russe de 1882

Cette traduction de 1882 a quelquefois été attribuée à Vera Zassoulitch¹. Or Bert Andréas fournit le détail de la documentation² qui atteste que l'auteur en est Gheorghii Plekhanov.

Il est vrai que V. Zassoulitch et G. Plekhanov ont étroitement collaboré à Genève au sein du groupe « La Libération du travail » qu'ils ont fondé en 1883 avec Pavel Axelrod et qui sera le premier groupe marxiste russe adversaire des thèses populistes centrées sur le rôle prépondérant de la classe paysanne.

Cette seconde traduction russe paraîtra avec un avant-propos de Plekhanov intitulé « Quelques mots du traducteur » dans lequel il explique pourquoi il ajoute au texte du *Manifeste* un extrait de *l'Adresse de l'Internationale*

¹ C'est le cas de Franz Mehring dans son ouvrage *Karl Marx, Histoire de sa vie* (Messidor/Éditions sociales, Paris 1983, page 577). C'est le cas non moins de Maximilien Rubel dans son article « Karl Marx et le socialisme populiste russe » (*La Revue socialiste*, N° 11, mai 1947, un article disponible sur le site www.marxists.org, section française). Ils suivent en cela l'erreur commise par Engels dans sa préface de 1888 (voir plus loin, ici même).

² Op.cit., pp. 90-93.

auquel la préface de 1872 faisait allusion.

La diffusion *du Manifeste* au sein du mouvement ouvrier en Russie viendra renforcer l'influence intellectuelle grandissante du *Capital* dont la traduction par G.A Lopatine et N.F. Danielson avait paru en avril 1872.

La première édition russe du *Manifeste du Parti communiste*, traduit par Bakounine¹, parut peu après 1860² à l'imprimerie du *Kolokol*³. À cette époque une édition russe de cet ouvrage avait tout au plus pour l'Occident l'importance d'une curiosité littéraire. Aujourd'hui, il n'en va plus de même. Combien était étroit le terrain où se propageait le mouvement prolétarien à cette époque (décembre 1847), c'est ce qui ressort parfaitement du dernier chapitre : « Position des communistes envers les différents partis d'opposition dans les divers pays. ». La Russie et les États-Unis notamment n'y sont pas mentionnés. C'était le temps où la Russie formait la dernière grande réserve de la réaction européenne, et où l'émigration aux États-Unis absorbait l'excédent des forces du prolétariat européen. Ces deux pays fournissaient à l'Europe des matières premières et lui offraient en même temps des débouchés pour l'écoulement de ses produits industriels. Tous deux servaient donc, de l'une ou l'autre manière, de contrefort à l'organisation sociale de l'Europe.

Que tout cela est changé aujourd'hui ! C'est précisément l'émigration européenne qui a rendu possible le développement colossal de l'agriculture en Amérique du Nord, développement dont la concurrence ébranle dans ses fondements la grande et la petite propriété foncière en Europe. C'est elle qui a, du même coup, donné aux États-Unis la possibilité de mettre en exploitation ses énormes ressources industrielles, et cela avec une énergie et à une échelle telles que le monopole industriel de l'Europe occidentale, et notamment celui de l'Angleterre, disparaîtra à bref délai. Ces deux circonstances réagissent à leur tour de façon révolutionnaire sur l'Amérique elle-même. La petite et la moyenne propriété des farmers, cette assise de tout l'ordre politique américain, succombent peu à peu sous la concurrence de fermes gigantesques, tandis que, dans les districts industriels, il se constitue pour la première fois un nombreux prolétariat à côté d'une fabuleuse concentration du Capital.

Passons à la Russie. Au moment de la révolution de 1848-1849, les monarques d'Europe, tout comme la bourgeoisie d'Europe, voyaient dans l'intervention russe le seul moyen de les sauver du prolétariat qui commençait tout juste à prendre conscience de sa force. Le tsar fut proclamé chef de la réaction européenne. Aujourd'hui, il est, à Gatchina⁴, le prisonnier de guerre de la révolution, et la Russie est à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.

L'important dans cette préface réside dans le très bref commentaire terminal sur la « communauté paysanne russe », une structure que désignent en russe les vocables « obchtchina » et « mir » et sur laquelle les populistes fondaient leur espoir en un socialisme centré sur les traditions communautaires de la paysannerie.

Ces deux derniers paragraphes condensent une analyse que Marx a entreprise au fil de sa correspondance avec

¹ Cette attribution à Bakounine (qui n'est pas mentionné dans la préface de 1872) explique peut-être la distance un rien désinvolte que Marx et Engels adoptent à l'égard de cette première édition réduite par eux à « une curiosité littéraire ». Or s'il est vrai que le mouvement ouvrier occupait à l'époque (en 1847) un terrain « étroit », il n'en va plus tout à fait de même en 1869, cinq ans après la fondation de la première Internationale.

² Précisément en septembre 1869.

³ Le *Kolokol* (*La Cloche*) a paru d'abord à Londres puis à Genève à l'initiative de A.J. Herzen. Avec pour devise *Vivos voco* (J'en appelle aux vivants) cette publication jouera un rôle important dans la constitution du mouvement révolutionnaire en Russie.

⁴ Le château de Gatchina, une ville au sud de Saint-Pétersbourg, était une des résidences des tsars.

son traducteur Danielson. Aux environs de 1870¹, Marx s'est en effet tourné vers l'étude des réalités économiques et sociales de la Russie et notamment vers les questions liées à la rente foncière et aux structures d'exploitation dans l'agriculture. Son opinion sur la commune rurale l'a d'abord conduit à condamner les thèses populistes². Or le 16 février 1881, Vera Zassoulitch lui avait adressé une lettre dans laquelle elle lui posait avec une grande netteté la question de savoir si la commune rurale russe était susceptible « de se développer dans la voie socialiste », et si, dans ce cas, le socialisme révolutionnaire devait « sacrifier toutes ses forces à l'affranchissement de la commune et à son développement » ou si, au contraire, cette commune rurale était « destinée à périr », et si en conséquence, il ne restait plus « au socialiste comme tel » qu'à faire « la propagande uniquement parmi les travailleurs des villes³ ». Marx répond à cette lettre le 8 mars 1881. Il commence par souligner que son analyse d'une nécessaire expropriation des cultivateurs dans la logique capitaliste est loin d'être une « fatalité historique » : elle ne vaut, précise-t-il, que pour les pays d'Europe occidentale. Puis il poursuit : « L'analyse donnée dans le *Capital* n'offre donc de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite, et dont j'ai cherché les matériaux dans les sources originales, m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais, afin qu'elle puisse fonctionner comme tel⁴, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané » .

C'est ce jugement très réservé que reproduit la conclusion de la préface⁵ de janvier 1882.

Notons que cette question continuera longtemps à faire débat au sein du mouvement révolutionnaire russe⁶.

Le Manifeste communiste avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et prochaine de la propriété bourgeoise. Mais en Russie, à côté de la spéculation capitaliste qui se développe fiévreusement et de la propriété foncière bourgeoise en voie de formation, plus de la moitié du sol est la propriété commune des paysans. Il s'agit, dès lors, de savoir si la communauté paysanne russe, cette forme déjà décomposée de l'antique propriété commune du sol, passera directement à la forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou bien si elle doit suivre d'abord le même processus de dissolution qu'elle a subi au cours du développement historique de l'Occident.

La seule réponse qu'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante: si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste.

Karl Marx, Friedrich Engels
Londres, 21 janvier 1882

¹ C'est à cette époque qu'il décide d'apprendre le russe. Le 21 janvier 1871, il écrit à Siegfried Meyer : « Je ne sais si je vous ai appris que, depuis le début de 1870, j'ai dû me mettre moi-même à l'étude du russe que je lis maintenant à peu près couramment. (...) Le mouvement intellectuel qui se développe actuellement en Russie révèle une fermentation souterraine profonde. » (*Correspondance Marx Engels*, Editions sociales 1985, volume XI, page 140).

² Il le fait par l'intermédiaire d'Engels qui publie en 1875 dans le *Volkstaat* deux articles où il polémique en ce sens contre les thèses de Pierre Tkatchev.

³ Les pièces de ce dossier se trouvent à l'appendice III du deuxième volume des *Œuvres* de Karl Marx, chez Gallimard, Bibliothèque de Pléiade, Paris 1968, pp. 1551-1573. Il comprend : 1. la lettre de Vera Zassoulitch, 2. la réponse de Marx, 3. les brouillons de cette réponse (ils montrent le soin qu'accordait Marx à cette question) ainsi que 4. une réplique (non publiée) de Marx à un article critique de N. Mikhailovski sur cette question paru en novembre 1877. Ce texte est **important** car Marx se défend une nouvelle fois de développer une « théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés ». On n'arrivera jamais à expliquer les phénomènes, écrit-il, « avec le passe-partout d'une théorie historico-philosophique dont la suprême vertu consiste à être supra-historique. » (op.cit., page 1555).

⁴ Cette correspondance a été échangée en français. Elle témoigne de la maîtrise que Marx avait gardée de cette langue trente ans après son séjour à Paris et à Bruxelles.

⁵ Il s'agit du dernier texte publié par Marx de son vivant.

⁶ Pour témoin, le texte de Lénine de 1894 intitulé *Le contenu économique du populisme* (Lénine, *Œuvres complètes*, Éditions du progrès, Moscou 1966, tome 1, pp. 361-547).

3. Préface à l'édition allemande de 1883

Cette courte préface se résume à être **un hommage d'Engels à Marx qui venait de s'éteindre à Londres le 14 mars 1883, à l'âge de 65 ans.**

L'émotion et l'amitié expliquent sans doute cet accès de modestie de Friedrich Engels dont les apports théoriques au travail de Marx sont loin d'avoir été négligeables. *L'Idéologie allemande*, qui est à maints égards un ouvrage fondateur est écrit en parfaite collaboration des deux auteurs. Son expérience (qu'il théorise¹) du capitalisme anglais² a été décisive dans l'orientation de la pensée de Marx au tournant des années 1844-1845 et sa correspondance avec Marx tout au long de l'élaboration du *Capital* montre l'intelligence et l'acuité de son soutien intellectuel.³

Il me faut malheureusement signer seul la préface de cette édition. Marx, l'homme auquel toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique doit plus qu'à tout autre, Marx repose au cimetière de Highgate, et sur sa tombe verdit déjà le premier gazon. Après sa mort, il ne saurait être question moins que jamais de remanier ou de compléter le *Manifeste*. Je crois d'autant plus nécessaire d'établir expressément, une fois de plus, ce qui suit.

L'idée fondamentale et directrice du *Manifeste*, à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes⁴ ; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx.

Je l'ai souvent déclaré, mais il faut maintenant que cette déclaration figure aussi en tête du *Manifeste*.

Friedrich Engels
Londres, 28 juin 1883

¹ Nous renvoyons à la présentation au chapitre 1.4. de notre deuxième fascicule consacré à la contribution d'Engels intitulée *Esquisse d'une critique de l'économie politique*.

² Dette intellectuelle pour dette intellectuelle, Marx a souvent reconnu le rôle d'entraînement d'Engels sur sa propre réflexion. Dans une lettre privée du 4 juillet 1864, il lui écrit : « « Tu sais que 1. tout vient tard chez moi et 2. que je marche toujours sur tes traces. » (*Correspondance Marx Engels*, tome VII, Éditions sociales, page 246).

³ Une référence utile sur le rôle d'Engels : l'ouvrage collectif *Friedrich Engels, savant et révolutionnaire* publié en 1997 sous la direction de Georges Labica et de Mireille Delbraccio aux éditions PUF, en collaboration avec la revue *Actuel Marx*.

⁴ Cette présentation synthétique doit beaucoup à la préface de Marx à la *Critique de l'Économie politique* de 1859 (Éditions sociales, Paris 1957, pp. 3-6).

4. Préface à l'édition anglaise de 1888

Cette préface est la plus longue de celles qui ont introduit la lecture du *Manifeste*.

Elle se compose de **3 séquences** :

- Une périodisation du mouvement ouvrier : elle couvre la période de **1848 à 1852**, puis la période de la première Internationale entre **1864 et 1872**.
- un intermède sur les traductions.
- une note sur la différence entre les appellations « communiste » et « socialiste ».

Elle se termine par un rappel du rôle prépondérant de Marx.

*
* *

Le *Manifeste* est le programme de la *Ligue des communistes*, association ouvrière, d'abord exclusivement allemande, ensuite internationale et qui, dans les conditions politiques qui existaient sur le Continent avant 1848, ne pouvait qu'être une société secrète. Au congrès de la Ligue qui s'est tenu à Londres, en novembre 1847, Marx et Engels se voient confier la tâche de rédiger, aux fins de publication, un ample programme théorique et pratique du Parti. Travail achevé en janvier 1848, et dont le manuscrit allemand fut envoyé à Londres pour y être imprimé, à quelques semaines de la révolution française du 24 février. La traduction française vit le jour à Paris, dès avant l'insurrection de juin 1848¹. La première traduction anglaise, due à Miss Hélène Macfarlane, parut dans le *Red Republican* de George Julian Harney, Londres 1850. Ont paru également les éditions danoise et polonaise².

L'évocation par Engels de la phase révolutionnaire allant de 1848 à 1852 n'appelle aucun commentaire particulier.

La défaite de l'insurrection parisienne de juin 1848 – la première grande bataille entre prolétariat et bourgeoisie – devait de nouveau, pour une certaine période, refouler à l'arrière-plan les revendications sociales et politiques de la classe ouvrière européenne. Depuis lors, seuls les divers groupes de la classe possédante s'affrontaient de nouveau dans la lutte pour la domination, tout comme avant la révolution de février ; la classe ouvrière a dû combattre pour la liberté d'action politique et s'aligner sur les positions extrêmes de la partie radicale des classes moyennes. Tout mouvement prolétarien autonome, pour peu qu'il continuât à donner signe de vie, était écrasé sans merci. Ainsi, la police prussienne réussit à dépister le Comité central de la Ligue des communistes, qui résidait alors à Cologne. Ses membres furent arrêtés et, après dix-huit mois de détention, déférés en jugement, en octobre 1852. Ce fameux « procès des communistes à Cologne » dura du 4 octobre au 12 novembre ; sept personnes parmi les prévenus furent condamnées à des peines allant de trois à six ans de forteresse. Immédiatement après le verdict, la Ligue fut officiellement dissoute par les membres demeurés en liberté. Pour ce qui est du *Manifeste*, on l'eût cru depuis lors voué à l'oubli.

¹ Nous savons que cette information est erronée.

² La polonaise en 1883, la danoise en 1884.

Nul commentaire particulier de même, pour son évocation de la période de *l'Association Internationale des Travailleurs* de 1864 à 1872.

Lorsque la classe ouvrière d'Europe eut repris suffisamment de forces pour un nouvel assaut contre les classes dominantes, naquit l'Association internationale des travailleurs. Cependant, cette Association qui s'était constituée dans un but précis – fondre en un tout les forces combattives du prolétariat d'Europe et d'Amérique ne pouvait proclamer d'emblée les principes posés dans le *Manifeste*. Le programme de l'Internationale devait être assez vaste pour qu'il fût accepté et par les trade-unions anglaises, et par les adeptes de Proudhon en France, Belgique, Italie et Espagne, et par les lassaliens¹ en Allemagne. Marx qui rédigea ce programme de façon à donner satisfaction à tous ces partis, s'en remettait totalement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait être à coup sûr le fruit de l'action et de la discussion commune. Par eux-mêmes les événements et les péripéties de la lutte contre le Capital – les défaites plus encore que le succès – ne pouvaient manquer de faire sentir aux ouvriers l'insuffisance de toutes leurs panacées et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de leur émancipation. Et Marx avait raison. Quand, en 1874, l'Internationale cessa d'exister², les ouvriers n'étaient plus du tout les mêmes que lors de sa fondation en 1864. Le proudhonisme en France, le lassallisme en Allemagne étaient à l'agonie et même les trade-unions anglaises, alors ultra-conservatrices, et ayant depuis longtemps³, dans leur majorité, rompu avec l'Internationale, approchaient peu à peu du moment où le président de leur congrès qui s'est tenu l'an dernier à Swansea, pouvait dire en leur nom : « Le socialisme continental a cessé d'être pour nous un épouvantail. ». À la vérité, les principes du *Manifeste* avaient pris un large développement parmi les ouvriers de tous les pays.

On observera néanmoins que cette dernière évocation ne tient guère compte de l'actualité politique à laquelle une préface d'actualisation devrait en principe se référer. Engels se contente de mentionner deux exemples choisis aux extrêmes : l'agonie, dit-il, des lassaliens et des proudhoniens et l'alignement des trade-unions sur les positions du socialisme. La manœuvre ressemble bien à une pirouette pour ne rien dire du mouvement ouvrier, presque rien du mouvement ouvrier allemand et français entre 1872 et 1883, presque rien du mouvement ouvrier en Angleterre alors même que cette réédition du *Manifeste* vise un public anglais.

Les raisons de cette discrétion ? Il n'est pas interdit de faire l'hypothèse qu'elles sont liées au développement réel du mouvement ouvrier européen dans la forme parti, lequel se déroule autrement que ne l'envisageait le *Manifeste* : non pas sous la forme d'une entité classe/parti unifiée, mais au contraire, sous la forme de diverses organisations antagonistes dont la ligne politique et les pratiques s'écartent le plus souvent des analyses de Marx et d'Engels⁴.

Quelle est la situation en Allemagne en 1888 ? Disons, sans entrer dans le détail, que les deux partis ouvriers, le parti lassalien (l'ADAV⁵) fondé en mai 1863 et le parti « eisenachien » (le SDAP⁶) fondé en août 1869 par les partisans de Marx, viennent de tenir en mai 1875 dans la ville de Gotha leur congrès de fusion, donnant naissance

¹ Note d'Engels : « Lassalle nous a toujours affirmé, personnellement, qu'il était le disciple de Marx et, comme tel, il se plaçait sur le terrain du *Manifeste*. Mais dans sa propagande publique (1862-1864), il n'allait pas au-delà des associations productives créditées par l'État. »

² C'est au Congrès de Philadelphie de juillet 1876 (après le congrès de scission à La Haye en septembre 1872) que l'Internationale décide de sa dissolution.

³ La traduction est ici imprécise. Il faut lire : « Bien qu'ayant depuis longtemps rompu avec l'Internationale ».

⁴ Telles du moins qu'on peut les découvrir dans leur correspondance privée et dans celle qu'ils entretiennent avec les principaux militants proches d'eux.

⁵ L'Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein (l'Association générale allemande des travailleurs)

⁶ C'est à Eisenach qu'est fondé le Sozialdemokratische Arbeiterpartei (le Parti social-démocrate des travailleurs) à l'initiative de militants proches de Marx (dont August Bebel, Wilhelm Liebknecht et Wilhelm Bracke) sur un programme inspiré de celui de la première Internationale.

au SAPD¹. Le mouvement social-démocrate allemand est manifestement dans une phase d'expansion malgré les entraves légales imposées par Bismarck², mais l'unité d'action et de pensée est encore fragile. On sait que Marx exprimera (sans les rendre publiques) de vives réserves sur les aspects programmatiques de la réunification³.

Quelle est la situation en France en 1888 ? Après le congrès de Marseille d'octobre 1879 qui a vu la création de la *Fédération du Parti des Travailleurs socialistes* sur une ligne politique radicale mais indécise, Jules Guesde fait le voyage de Londres en mai 1880 pour solliciter l'avis de Marx. C'est de cette rencontre que sortiront les « Considérants du programme du parti ouvrier français » qui appellent le prolétariat à s'organiser « en parti politique distinct⁴ ». Toutefois le mouvement ouvrier français est profondément divisé entre ses composantes rivales : possibilistes, mutuellistes, anarchistes, blanquistes, collectivistes... En 1882, les guesdistes fondent le *Parti ouvrier français* sur une ligne plutôt sectaire et vulgarisent un marxisme sommaire qui ne manque pas d'irriter Marx lui-même. C'est à l'occasion de ses désaccords avec Guesde et Lafargue⁵ que Marx aurait un jour déclaré : « Ce qui est certain, c'est que moi, je ne suis pas marxiste⁶. ».

Quelle est la situation en Angleterre en 1888 ? Au cours de la décennie 1880-1890, dans un contexte de crise politique, on a vu se constituer en juin 1881 un parti politique ouvrier, la Social Democratic Federation. Mais il échappe à l'influence de Marx et d'Engels, car il est l'œuvre d'Henry Hyndman qu'Engels tient pour « une misérable caricature de Lassalle⁷ » et Marx pour un plagiaire⁸. Quant aux trade-unions, elles se déploient dans une intense lutte de classe au sein des secteurs professionnels sans toutefois dégager aucune perspective politique.

On le constate : le cours politique du mouvement ouvrier en cette fin de décennie est plus complexe et plus problématique que les perspectives naguère dressées par le *Manifeste*. Et l'on comprend qu'Engels ne le commente pas davantage, fût-ce à grands traits, et qu'il préfère maintenant décrire le répertoire des traductions, avec les approximations que nous connaissons.

Ainsi, le *Manifeste* s'est mis une nouvelle fois au premier plan. Après 1850, le texte allemand fut réédité plusieurs fois en Suisse, Angleterre et Amérique. En 1872, il est traduit en anglais à New York et publié dans *Woodhull and Claflin's Weekly*. D'après ce texte anglais, *Le Socialiste* new-yorkais a publié la traduction française. Par la suite, parurent en Amérique au moins encore deux traductions anglaises plus ou moins déformées, dont l'une fut rééditée en Angleterre. La première traduction en russe, faite par Bakounine, fut éditée aux environs de 1863 par l'imprimerie du *Kolokol* d'Herzen, à Genève ; la deuxième traduction, due à l'héroïque Vera Zassoulitch⁹, sortit de même à Genève en 1882. Une nouvelle édition danoise est lancée par la *Socialdemokratisk Bibliothek* à Copenhague en 1885 ; une nouvelle traduction française a été publiée par *Le Socialiste* de Paris, en 1886. D'après cette traduction, a paru une version espagnole, publiée à Madrid en 1886. Point n'est besoin de parler des éditions allemandes réimprimées, on en compte au moins douze. La traduction arménienne, qui devait paraître il y a quelques mois à Constantinople, n'a pas vu le jour, comme on me l'a dit,

¹ Sozialistische Arbeiterpartei Deutschland (Parti socialiste des travailleurs d'Allemagne).

² Lequel fait voter en 1878 une « loi antisocialiste » qui produira ses effets jusqu'en 1890.

³ Ses « Commentaires en marge du programme du parti ouvrier allemand » sont mieux connus sous le nom de *Critique du programme de Gotha*. Nous référons à la récente édition de la GEME (Grande édition Marx Engels) dont elle a constitué la première publication aux Editions Sociales, Paris 2008.

⁴ *Karl Marx, Œuvres*, éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, volume 1, pp. 1537-1538.

⁵ A propos de ses deux beaux-fils, Lafargue et Longuet, Marx s'exclame dans sa lettre (à vrai dire privée) à Engels du 11 novembre 1882 : « Longuet comme dernier proudhonien et Lafargue comme dernier bakouninien : que le diable les emporte. » (cette dernière expression en français dans le texte).

⁶ Un propos tenu à l'adresse de Lafargue et qu'Engels n'a pas manqué de rapporter à plusieurs reprises, notamment dans sa lettre à Bernstein du 2 novembre 1882 et dans celle du 5 août 1890 à Conrad Schmidt.

⁷ Dans sa lettre à A. Bebel du 28 octobre 1885.

⁸ A l'occasion de la création de la Social Democratic Federation, le 8 juin 1881, Henry Hyndman avait distribué une brochure intitulée « England for All » qui n'était en vérité qu'un montage de citations extraites du *Capital* sans jamais le mentionner. Marx confie à F. Sorge que Hyndman s'en est expliqué auprès de lui en prétextant que les Anglais n'aimaient pas recevoir de leçons des étrangers et que le nom de Marx était trop détesté pour être cité (lettre à Friedrich Sorge du 15 décembre 1881). Cela n'empêchera pas la fille cadette de Marx, Eleanor, d'adhérer au parti de Hyndman (malgré le refus d'Engels de soutenir le projet) avant de rejoindre les fondateurs de la Socialist League en 1884.

⁹ Pour rappel, Engels est ici trahi par sa mémoire : l'édition russe date de 1869 et est attribuée à Bakounine ; la traduction de 1882 est due à Plekhanov et non à Vera Zassoulitch.

uniquement parce que l'éditeur avait craint de sortir le livre avec le nom de Marx, tandis que le traducteur refusait de se dire l'auteur du *Manifeste*. Pour ce qui est des nouvelles traductions en d'autres langues, j'en ai entendu parler, mais n'en ai jamais vu. Ainsi donc, l'histoire du *Manifeste* reflète notablement celle du mouvement ouvrier contemporain ; à l'heure actuelle, il est incontestablement l'œuvre la plus répandue, la plus internationale de toute la littérature socialiste. Le programme commun de millions d'ouvriers, de la Sibérie à la Californie.

Engels souligne à présent le caractère radical et foncièrement prolétarien de la revendication communiste dans les années 1840 au regard des projets de réforme qui se disaient socialistes dans les milieux proches de la bourgeoisie.

En vérité, la ligne de partage entre les deux camps traverse **deux questions essentielles** : celle de la propriété et celle de la conquête du pouvoir d'Etat.

Or, s'agissant du communisme français, cette double question a provoqué un clivage profond entre, d'une part, sa composante néo-babouviste pour qui ces deux aspects sont organiquement liés et qui, au nom de la « communauté des biens, des travaux et des jouissances » s'engage dans la voie de « l'appropriation collective des moyens de production » et d'autre part, sa composante cabétienne, pour qui ces deux aspects sont découplés, et qui préconise le partage de la propriété dans le cadre d'une communauté structurée comme une secte¹.

Quoi qu'il en soit, s'il est une perspective politique qui effraye la bourgeoisie, c'est bien celle du communisme. Pour témoin, la violente réaction anticommuniste qui anime la journée du 16 avril 1848 à Paris lorsque pour la première fois les gardes nationaux bourgeois s'opposent violemment aux revendications ouvrières. Pour témoin, la violente réaction anticommuniste qui mobilise la bourgeoisie provinciale lors de l'insurrection de juin 1848 à Paris.

L'appellation communiste va s'estomper peu à peu après la défaite du mouvement révolutionnaire de 1848. Les partis ouvriers qui se créent à la fin du siècle optent pour les appellations de « parti socialiste » (comme en Italie en 1893) ou de parti « social-démocrate » (comme en Russie en 1898). Il faudra attendre le déclenchement des hostilités en 1914 pour que l'appellation social-démocrate tombe en discrédit en raison de l'alignement des partis sociaux-démocrates sur leur propre bourgeoisie nationale et pour que Lénine plaide² en vue de transformer le *Parti Ouvrier Social-Démocrate (bolchévique) de Russie* en *Parti Communiste (bolchévique) de Russie* lors du congrès de décembre 1925.

Et, cependant, au moment où nous écrivions, nous ne pouvions toutefois l'intituler le Manifeste socialiste. En 1847, on donnait le nom de socialistes, d'une part, aux adeptes des divers systèmes utopiques : les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, et qui n'étaient déjà plus les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes; d'autre part, aux médocastres sociaux de tout acabit qui promettaient, sans aucun préjudice pour le Capital et le profit, de guérir toutes les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage. Dans les deux cas, c'étaient des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un appui auprès des classes « cultivées ». Au contraire, cette partie des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance de simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société, s'appelait alors communiste. C'était un communisme à peine dégrossi, purement instinctif, parfois un peu grossier, mais cependant il pressentait l'essentiel et se révéla assez fort dans la classe ouvrière pour donner naissance au communisme utopique : en France, celui de Cabet et en Allemagne, celui de Weitling. En 1847, le socialisme signifiait un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde, pour le communisme, c'était

¹ Pour le détail de ces débats politiques, nous renvoyons à notre fascicule 13 consacré au « Communisme français sous la révolution de Juillet ».

² Les premières interventions de Lénine en ce sens se font entendre dans ses thèses d'Avril du 7 avril 1917 (« Les tâches du prolétariat dans la présente révolution », 9^e thèse. *Œuvres complètes*, vol. 24, page 14, Éditions du Progrès, Moscou, 1976.) Il n'aura de cesse d'y revenir jusqu'au congrès de mars 1918 qui adopte l'appellation de *Parti Communiste (bolchévique) de Russie* (*Œuvres complètes*, volume 27, pp. 125-139).

exactement le contraire. Et comme, dès ce moment, nous étions d'avis que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter.

Revenant sur la prépondérance des apports de Marx, Engels redit ce qu'il venait de déclarer dans la précédente préface qui a suivi de près la mort de Marx en 1883. Néanmoins il apporte cette fois **une nuance qu'il est utile de relever** car elle rétablit une meilleure évaluation de son rôle dans l'élaboration des concepts du matérialisme historique en soulignant l'importance décisive de son expérience manchestérienne. C'est en effet au contact du capitalisme anglais et de la misère prolétarienne qu'Engels appréhende en terme de mode de production le basculement en train de s'effectuer en Angleterre et qu'il attire l'attention de Marx encore sous l'influence de la réflexion philosophique. Il participe ainsi pleinement à la formidable anticipation intellectuelle qu'a représentée la théorisation du mode de production capitaliste et à son premier exposé public dans le *Manifeste*.

Bien que le *Manifeste* soit notre œuvre commune, j'estime néanmoins de mon devoir de constater que la thèse principale, qui en constitue le noyau, appartient à Marx. Cette thèse est qu'à chaque époque historique, le mode prédominant de la production économique et de l'échange et la structure sociale qu'il conditionne, forment la base sur laquelle repose l'histoire politique de ladite époque et l'histoire de son développement intellectuel, base à partir de laquelle seulement elle peut être expliquée ; que de ce fait toute l'histoire de l'humanité (depuis la décomposition de la communauté primitive avec sa possession commune du sol) a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploiteuses et exploitées et opprimées ; que l'histoire de cette lutte de classes atteint à l'heure actuelle, dans son développement, une étape où la classe exploitée et opprimée – le prolétariat – ne peut plus s'affranchir du joug de la classe qui l'exploite et l'opprime – la bourgeoisie – sans affranchir du même coup, une fois pour toutes, la société entière de toute exploitation, oppression, division en classes et lutte de classes.

Cette idée qui selon moi est appelée à marquer pour la science historique le même progrès que la théorie de Darwin pour la biologie, nous nous en étions tous deux approchés peu à peu, plusieurs années déjà avant 1845. Jusqu'où j'étais allé moi-même dans cette direction, de mon propre gré, on peut en juger par mon livre *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*¹. Quand au printemps 1845 je revis Marx à Bruxelles, il l'avait déjà élaborée et il me l'a exposée à peu près aussi clairement que je l'ai fait ici, moi-même.

Je reproduis les lignes suivantes empruntées à notre préface commune à l'édition allemande de 1872 :

« Bien que les circonstances aient beaucoup changé au cours des vingt dernières années, les principes généraux exposés dans ce *Manifeste* conservent dans leurs grandes lignes, aujourd'hui encore, toute leur exactitude. Il faudrait revoir, çà et là, quelques détails. Le *Manifeste* explique lui-même que l'application des principes dépendra partout et toujours des circonstances historiques données, et que, par suite, il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui. Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir poli-

¹ *The Condition of the Working Class in England in 1844*. By Frederick Engels. Translated by Florence K. Wischnetzky, New York, Lovell-London, W. Reeves, 1888. (Note d'Engels)

tique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » (voir The Civil War in France ; Address of the General Council of the International Working-men's Association. London Truelove, 1871, p. 15, où cette idée est plus longuement développée). En outre, il est évident que la critique de la littérature socialiste présente une lacune pour la période actuelle, puisqu'elle s'arrête à 1847. Et, de même, si les remarques sur la position des communistes à l'égard des différents partis d'opposition (chapitre IV) sont exactes aujourd'hui encore dans leurs principes, elles sont vieilles dans leur application parce que la situation politique s'est modifiée du tout au tout et que l'évolution historique a fait disparaître la plupart des partis qui y sont énumérés.

Cependant, le Manifeste est un document historique que nous n'avons plus le droit de modifier. »

La traduction que nous présentons est de M. Samuel Moore, traducteur de la plus grande partie du Capital de Marx. Nous l'avons revue ensemble et j'ai ajouté quelques remarques explicatives d'ordre historique.

Friedrich Engels
Londres, 30 janvier 1888

5. Préface à l'édition allemande de 1890

Cette préface reproduit de nombreux passages des précédentes.

Depuis que j'ai écrit les lignes qui précèdent¹, une nouvelle édition allemande du *Manifeste* est devenue nécessaire. Il convient en outre de mentionner ici qu'il s'est produit bien des choses autour du *Manifeste*.

Elle reproduit d'abord la préface à l'édition russe de 1882.

Une deuxième traduction russe, par Véra Zassoulitch, parut à Genève en 1882 ; nous en rédigeâmes, Marx et moi, la préface. Malheureusement, j'ai égaré le manuscrit allemand original et je suis obligé de retraduire du russe, ce qui n'est d'aucun profit pour le texte même. Voici cette préface :

« La première édition russe du Manifeste du Parti communiste, traduit par Bakounine, parut peu après 1860 à l'imprimerie du Kolokol. À cette époque, une édition russe de cet ouvrage avait tout au plus pour l'Occident l'importance d'une curiosité littéraire. Aujourd'hui, il n'en va plus de même.

Combien était étroit le terrain où se propageait le mouvement prolétarien à cette époque (décembre 1847), c'est ce qui ressort parfaitement du dernier chapitre : « Position des communistes envers les différents partis d'opposition dans les divers pays. » La Russie et les États-Unis notamment n'y sont pas mentionnés. C'était le temps où la Russie formait la dernière grande réserve de la réaction européenne, et où l'émigration aux États-Unis absorbait l'excédent des forces du prolétariat

¹ Engels se réfère ici à la courte préface de 1883 dont la citation précédait le début de la présente.

européen. Ces deux pays fournissaient à l'Europe des matières premières et lui offraient en même temps des débouchés pour l'écoulement de ses produits industriels. Tous deux servaient donc, de l'une ou l'autre manière, de contrefort à l'organisation sociale de l'Europe.

Que tout cela est changé aujourd'hui ! C'est précisément l'émigration européenne qui a rendu possible le développement colossal de l'agriculture en Amérique du Nord, développement dont la concurrence ébranle dans ses fondements la grande et la petite propriété foncière en Europe. C'est elle qui a, du même coup, donné aux États-Unis la possibilité de mettre en exploitation ses énormes ressources industrielles, et cela avec une énergie et à une échelle telles que le monopole industriel de l'Europe occidentale, et notamment celui de l'Angleterre, disparaîtra à bref délai. Ces deux circonstances réagissent à leur tour de façon révolutionnaire sur l'Amérique elle-même. La petite et la moyenne propriété des farmers, cette assise de tout l'ordre politique américain, succombe peu à peu sous la concurrence de fermes gigantesques, tandis que, dans les districts industriels, il se constitue pour la première fois un nombreux prolétariat à côté d'une fabuleuse concentration du Capital.

Passons à la Russie. Au moment de la révolution de 1848-1849, les monarques d'Europe, tout comme la bourgeoisie d'Europe, voyaient dans l'intervention russe le seul moyen de les sauver du prolétariat qui commençait tout juste à prendre conscience de sa force. Le tsar fut proclamé chef de la réaction européenne. Aujourd'hui, il est, à Gatchina, le prisonnier de guerre de la révolution, et la Russie est à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.

Le Manifeste communiste avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et prochaine de la propriété bourgeoise. Mais en Russie, à côté de la spéculation capitaliste qui se développe fiévreusement et de la propriété foncière bourgeoise en voie de formation, plus de la moitié du sol est la propriété commune des paysans. Il s'agit, dès lors, de savoir si la communauté paysanne russe, cette forme déjà décomposée de l'antique propriété commune du sol, passera directement à la forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou bien si elle doit suivre d'abord le même processus de dissolution qu'elle a subi au cours du développement historique de l'Occident.

La seule réponse qu'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante : si la révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste. »

Karl Marx, Friedrich Engels
Londres, 21 janvier 1882

Après un commentaire sur les traductions polonaise, française et espagnole¹,

Une nouvelle traduction polonaise parut, à la même époque, à Genève : *Manifest Kommunistyczny*.

Depuis, une nouvelle traduction danoise a paru dans la *Socialdemokratisk Bibliothek*, Copenhague, 1885. Elle n'est malheureusement pas tout à fait complète ; quelques passages essentiels, qui semblent avoir arrêté le traducteur, ont été omis, et çà et là, on peut relever des traces de négligences, dont l'effet est d'autant plus regrettable qu'on voit,

¹ Pour rappel, la traduction polonaise par Witold Pterkarsk date de 1883 ; la traduction danoise de 1885 reproduit celle de janvier 1884 par Edvard E. Wiinblad ; la traduction française de 1886 résulte d'une révision par Engels lui-même de l'édition de 1885 par Laura Lafargue ; l'édition espagnole de 1886 reproduit celle de 1872 par José Mesa ; l'édition en arménien paraîtra en 1894 sous la plume de Josif Atabekjanc.

d'après le reste, que la traduction aurait pu, avec un peu plus de soin, être excellente.

En 1886 parut une nouvelle traduction française dans *Le Socialiste* de Paris ; c'est jusqu'ici la meilleure.

D'après cette traduction a paru la même année une version espagnole, d'abord dans *El Socialista* de Madrid, et ensuite en brochure : *Manifiesto del Partido Comunista*, por Carlos Marx y F. Engels, Madrid, Administración de « *El Socialista* », Herman Cortès, 8.

À titre de curiosité, je dirai qu'en 1887 le manuscrit d'une traduction arménienne a été offert à un éditeur de Constantinople ; l'excellent homme n'eut cependant pas le courage d'imprimer une brochure qui portait le nom de Marx et estima que le traducteur devrait bien plutôt s'en déclarer l'auteur, ce que celui-ci refusa de faire.

À plusieurs reprises ont été réimprimées en Angleterre certaines traductions américaines plus ou moins inexactes ; enfin, une traduction authentique a paru en 1888. Elle est due à mon ami Samuel Moore, et nous l'avons revue ensemble avant l'impression. Elle a pour titre : *Manifesto of the Communist Party*, by Karl Marx and Frederick Engels, Authorized English translation, edited and annotated by Frederick Engels, 1888. London, William Reeves, 185 Fleet st., E.C. J'ai repris dans la présente édition quelques-unes des notes de cette traduction anglaise.

Le *Manifeste* a eu sa destinée propre. Salué avec enthousiasme, au moment de son apparition, par l'avant-garde peu nombreuse encore du socialisme scientifique (comme le prouvent les traductions signalées dans la première préface), il fut bientôt refoulé à l'arrière-plan par la réaction qui suivit la défaite des ouvriers parisiens en juin 1848, et enfin il fut proscrit « de par la loi » avec la condamnation des communistes de Cologne en novembre 1852. Avec le mouvement ouvrier datant de la révolution de Février, le *Manifeste* aussi disparaissait de la scène publique.

la préface reproduit celle de l'édition anglaise de 1888.

Lorsque la classe ouvrière européenne eut repris suffisamment de forces pour un nouvel assaut contre la puissance des classes dominantes, naquit l'Association internationale des travailleurs. Elle avait pour but de fonder en une immense armée unique toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique capable d'entrer dans la lutte. Elle ne pouvait donc partir directement des principes posés dans le *Manifeste*. Il lui fallait un programme qui ne fermât pas la porte aux trade-unions anglaises, aux proudhoniens français, belges, italiens et espagnols, ni aux lassalliens allemands- Ce programme - le préambule des Statuts de l'Internationale - fut rédigé par Marx avec une maîtrise à laquelle Bakounine et les anarchistes eux-mêmes ont rendu hommage. Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le *Manifeste*, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le Capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière. Et Marx avait raison. La classe ouvrière de 1874, après la dissolution de l'Internationale, était tout autre que celle de 1864, au moment de sa fondation. Le proudhonisme des pays latins et le lassallisme proprement dit en Allemagne étaient à l'agonie, et même les trade-unions anglaises, alors ultra-conservatrices, approchaient peu à peu du moment où, en 1887, le président de leur congrès à Swansea pouvait dire en leur nom : « Le socialisme continental a cessé d'être pour nous un

épouvantail. ». Mais dès 1887, le socialisme continental s'identifiait presque entièrement avec la théorie formulée dans le *Manifeste*. Et ainsi l'histoire du *Manifeste* reflète jusqu'à un certain point l'histoire du mouvement ouvrier moderne depuis 1848. À l'heure actuelle, il est incontestablement l'œuvre la plus répandue, la plus internationale de toute la littérature socialiste, le programme commun de millions d'ouvriers de tous les pays, de la Sibérie à la Californie.

Et, cependant, lorsqu'il parut, nous n'aurions pu l'intituler *Manifeste socialiste*. En 1847, on comprenait sous ce nom de socialiste deux sortes de gens. D'abord, les adhérents des divers systèmes utopiques, notamment les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, qui n'étaient déjà plus, les uns et les autres, que de simples sectes agonisantes. D'un autre côté, les charlatans sociaux de tout acabit qui voulaient, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiécages, supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort au Capital et au profit. Dans les deux cas, c'étaient des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un appui auprès des classes « cultivées ». Au contraire, cette partie des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance des simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société, s'appelait alors communiste. C'était un communisme à peine dégrossi purement instinctif, parfois un peu grossier ; mais il était assez puissant pour donner naissance à deux systèmes de communisme utopique : en France l'Icarie de Cabet et en Allemagne le système de Weitling. En 1847, le socialisme signifiait un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde ; pour le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme, dès ce moment, nous étions très nettement d'avis que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter.

En fin de compte, l'apport de cette préface de 1890 réside dans le dernier paragraphe dans lequel Engels salue la mobilisation internationale du 1^{er} mai 1890 pour la journée des huit heures.

Cette mobilisation est deux fois significative.

Elle est d'abord significative parce qu'elle porte sur l'une des dimensions majeures de l'exploitation capitaliste de la force de travail. On sait que les syndicats américains sont à l'initiative de cette lutte qui prendra un tour tragique le 4 mai 1886 lorsqu'à Chicago, une provocation policière (l'explosion d'une bombe) conduira à la condamnation à mort et à l'exécution de 5 militants syndicaux. La constitution en 1888 de l'*American Federation of Labour* relancera le mot d'ordre en fixant la date du 1^{er} mai 1890 comme prochaine journée d'action.

Cette mobilisation est ensuite significative parce qu'elle participe de la reconstitution d'un mouvement ouvrier international. En juillet 1889 se tiennent en effet à Paris, à l'occasion de l'exposition universelle et du centenaire de la prise de la Bastille, deux congrès ouvriers. Deux congrès ? Oui. L'un est organisé par la composante « possibiliste¹ » du mouvement ouvrier français en collaboration avec les trade-unions britanniques. L'autre est organisé par la composante « collectiviste² », guesdiste, disons, du mouvement ouvrier français avec une large participation de partis ouvriers européens, dont les sociaux-démocrates allemands, Liebknecht en tête, qui joueront un rôle déterminant dans le vote des résolutions. La deuxième Internationale est issue des travaux de ce congrès. Elle sera officiellement fondée dans ses structures avec la création du Bureau Socialiste International à Bruxelles en décembre 1901.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Quelques voix seulement nous répondirent, lorsque nous lançâmes cet appel par le monde, il y a maintenant quarante-deux ans, à la veille de la première révolution parisienne dans laquelle le prolétariat se présenta avec ses reven-

¹ Ou si l'on préfère « broussiste », du nom du médecin Jean Brousse, partisan d'une évolution graduelle vers le socialisme et d'une alliance avec les couches de la petite bourgeoisie.

² Ou si l'on préfère « marxiste » avec toutes les précautions qu'il faut prendre avec cette appellation à l'époque.

dications à lui. Mais le 28 septembre 1864, des prolétaires de la plupart des pays de l'Europe occidentale s'unissaient pour former l'Association internationale des travailleurs, de glorieuse mémoire. L'Internationale elle-même ne vécut d'ailleurs que neuf années. Mais que l'alliance éternelle établie par elle entre les prolétaires de tous les pays existe encore et qu'elle soit plus puissante que jamais, il n'en est pas de meilleure preuve que la journée d'aujourd'hui. Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau et pour un même but immédiat : la fixation légale de la journée normale de huit heures, proclamée dès 1866 par le Congrès de l'Internationale à Genève, et de nouveau par le Congrès ouvrier de Paris en 1889. Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis.

Que Marx n'est-il à côté de moi pour voir cela de ses propres yeux !

Friedrich Engels
Londres, 1er mai 1890

6. Préface à l'édition polonaise de 1892

Cette nouvelle édition polonaise reprend la traduction de Piekarski parue en 1883.

Ce qui est d'emblée remarquable, c'est l'association organique qu'établit Engels entre la classe ouvrière et la grande industrie. Il exprime par là l'une des leçons majeures du *Manifeste* à savoir que la lutte des classes est inscrite dans la logique intime du système et que la bourgeoisie, la bourgeoisie industrielle en l'occurrence, produit elle-même, par le fait de la concentration ouvrière, les conditions de sa défaite politique et du dépassement de son mode de production vers le socialisme.

Qu'il ait été nécessaire de faire paraître une nouvelle édition polonaise du *Manifeste du Parti communiste*, permet de faire maintes conclusions.

D'abord, il faut constater que le *Manifeste* est devenu, ces derniers temps, une sorte d'illustration du progrès de la grande industrie sur le continent européen. À mesure que celle-ci évolue dans un pays donné, les ouvriers de ce pays ont de plus en plus tendance à voir clair dans leur situation, en tant que classe ouvrière, par rapport aux classes possédantes ; le mouvement socialiste prend de l'extension parmi eux et le *Manifeste* devient l'objet d'une demande accrue. Ainsi, d'après le nombre d'exemplaires diffusés dans la langue du pays, il est possible de déterminer avec assez de précision non seulement l'état du mouvement ouvrier, mais aussi le degré d'évolution de la grande industrie dans ce pays.

Depuis le congrès de Vienne de 1815, la Pologne se trouve partagée entre la Prusse, l'Autriche et la Russie qui s'est emparée de la plus grande partie du territoire. Ce qu'on appelait « la Pologne du Congrès » correspondait au territoire du duché de Varsovie où avait été créé un Royaume autonome doté d'une constitution, d'une administration et d'une armée propres, mais uni à la Russie, ce royaume ayant pour souverain le tsar lui-même. Le territoire sera le théâtre de deux insurrections nationalistes : en novembre 1830 puis en janvier 1863. La double défaite des insurgés entraînera une politique de russification agressive et finalement l'intégration du royaume dans l'empire russe en 1868.

La nouvelle édition polonaise du *Manifeste* est donc une preuve du progrès décisif de l'industrie de la Pologne. Que ce progrès ait effectivement eu lieu durant les dix années qui se sont écoulées depuis que la dernière édition a vu le jour, nul doute ne saurait subsister. Le Royaume de Pologne, la Pologne du Congrès, s'est transformé en une vaste région industrielle de l'empire de Russie. Tandis que la grande industrie russe est dispersée dans maints endroits, une partie tout près du golfe de Finlande, une autre dans la région centrale (Moscou, Vladimir), la troisième sur les côtes de la mer Noire et de la mer d'Azov, etc., l'industrie polonaise se trouve concentrée sur une étendue relativement faible et éprouve aussi bien les avantages que les inconvénients de cette concentration. Ces avantages furent reconnus par les fabricants concurrents de Russie lorsque, malgré leur désir ardent de russifier tous les Polonais, ils réclamèrent l'institution de droits protecteurs contre la Pologne. Quant aux inconvénients – pour les fabricants polonais comme pour le gouvernement russe –, ils se traduisent par une rapide diffusion des idées socialistes parmi les ouvriers polonais et par une demande accrue pour le *Manifeste*.

La cause polonaise n'a cessé de mobiliser les masses populaires dans la seconde moitié du 19^e siècle. A titre d'exemple, la manifestation du 15 mai 1848 des ouvriers parisiens, si importante dans le processus de la révolution de février¹, avait été convoquée pour réclamer du gouvernement provisoire qu'il levât une armée afin de rétablir la souveraineté de la Pologne : plus de 150.000 républicains avaient répondu à l'appel.

Pour leur part, Marx et Engels ont toujours tenu l'empire russe comme le modèle type de l'Etat autocratique et obscurantiste.

Engels manifeste ici sa conviction que le mouvement ouvrier ne peut manquer de s'établir d'abord dans le cadre d'un Etat national qui sache lui offrir une base solide pour son déploiement internationaliste.

S'agissant de la Pologne et plus généralement de la question difficile des nationalités, nous disposons d'un document qui éclaire la réflexion d'Engels². Il s'agit de la série des trois articles qu'il publie en mars et en mai 1866 dans le journal « The Commonwealth » (qui était l'organe de l'AIT) sous le titre « En quoi les classes ouvrières sont-elles concernées par la Pologne ?³ ». Engels intervient (à la demande de Marx⁴) dans le cadre d'une polémique sur la question de la Pologne avec certains délégués de la section française de Londres de l'AIT de tendance proudhonienne, lesquels avaient reproché au Conseil Général de l'AIT de faire preuve abusivement de russophobie et d'engager l'internationale ouvrière sur un terrain politique qui ne la concerne fondamentalement pas⁵. Engels rappelle et défend dans ces articles la position de l'AIT mais il dépasse cette cause de circonstance pour développer un large raisonnement sur ce qu'il entend par « Etat nation⁶ ». Son propos consiste à argumenter contre les risques d'un émiettement fédéral des Etats selon les vues des proudhoniens et à souligner l'importance du cadre institu-

¹ Elle avait abouti à l'envahissement de l'Assemblée nationale (nouvellement élue) où elle avait pris une tournure insurrectionnelle. L'événement avait marqué le début de la réaction bourgeoise qui devait aboutir à la répression de juin.

² A cette date de 1866 et compte tenu de l'urgence de la commande à laquelle il répond. Il ne s'agit évidemment pas du tout de la pensée d'Engels sur le sujet.

³ « What have the working classes to do with Poland » : la version originale anglaise est disponible sur www.marxists.org, section « The International Workingmen's Association ».

⁴ Dans ses lettres à Engels du 5 et du 15 janvier 1866 : « Il s'est ourdi une intrigue contre l'*International Association* et en la circonstance, j'ai besoin de ta collaboration », lui écrit-il (*Correspondance Marx Engels*, Editions sociales 1981, tome VII, pp. 194-195 et 199-202)

⁵ L'attaque est notamment menée par Pierre Vésinier dans une série d'articles parus les 16 et 18 décembre 1865 dans *L'Echo de Verviers* où il reprochait au Conseil général « d'être à la remorque du bonapartisme » sur la question des nationalités et de mettre injustement le peuple russe « au ban de l'Europe ». Vésinier visait le point de l'ordre du jour de la Conférence de Londres dans sa séance du 27 septembre 1865 où l'on pouvait lire : « Il est de toute nécessité d'annihiler l'influence envahissante de la Russie en Europe, en appliquant à la Pologne le droit de tout peuple à disposer de lui-même et de restaurer ce pays sur une base sociale et démocratique » (nous renvoyons sur ce point à l'édition des *Procès-verbaux du Conseil général de la première Internationale*, aux Editions du Progrès, coll. *Documents de la première internationale*, Moscou, 1972, volume 1 de 4, pp. 205-208). Vésinier sera exclu de l'Internationale lors du congrès de Bruxelles en septembre 1868 pour campagne calomnieuse contre l'AIT dans le journal bruxellois « La cigale » du 21 juin 1868 (séance du Conseil général de l'AIT du 3 novembre 1868, *Procès verbaux*, op.cit., volume 3, page 36).

⁶ Sur ce point, nous renvoyons au chapitre du présent fascicule consacré à *Engels et les « peuples sans histoire »*.

tionnel d'un Etat national centralisé dans la conquête par la classe ouvrière du pouvoir politique.

Cependant, cette évolution rapide de l'industrie polonaise qui a pris le pas sur l'industrie russe, offre à son tour une nouvelle preuve de la vitalité tenace du peuple polonais et constitue une caution nouvelle de son futur rétablissement national. Or, le rétablissement d'une Pologne autonome puissante nous concerne nous tous et pas seulement les Polonais. Une coopération internationale de bonne foi entre les peuples d'Europe n'est possible que si chacun de ces peuples reste le maître absolu dans sa propre maison. La révolution de 1848, au cours de laquelle les combattants prolétariens ont dû, sous le drapeau du prolétariat, exécuter en fin de compte la besogne de la bourgeoisie, a réalisé du même coup, par le truchement de ses commis Louis Bonaparte et Bismarck – l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hongrie. Pour ce qui est de la Pologne qui depuis 1792 avait fait pour la révolution plus que ces trois pays pris ensemble, à l'heure où, en 1863, elle succombait sous la poussée des forces russes, dix fois supérieures aux siennes propres, elle fut abandonnée à elle-même. La noblesse a été impuissante à défendre et à reconquérir l'indépendance de la Pologne ; la bourgeoisie se désintéresse actuellement, pour ne pas dire plus, de cette indépendance. Néanmoins, pour la coopération harmonieuse des nations européennes, elle s'impose impérieusement. Seul peut conquérir cette indépendance le jeune prolétariat polonais, qui en est même le garant le plus sûr. Car pour les ouvriers du reste de l'Europe cette indépendance est aussi nécessaire que pour les ouvriers polonais eux-mêmes.

Friedrich Engels
Londres, 10 février 1892

7. Préface à l'édition italienne de 1893

Cette nouvelle traduction italienne est l'œuvre de Pompeo Bettini. Elle a été publiée à Milan dans la revue *Lotta di Classe* de septembre à décembre 1892 avant de paraître en brochure en janvier 1893.

Elle est l'occasion pour Engels de redire l'importance à ses yeux de la constitution par la bourgeoisie de l'Etat nation qu'il tient pour un préalable à l'établissement de l'Etat ouvrier. C'est la raison pour laquelle la première partie de la préface porte sur les conquêtes nationalistes bourgeoises contre l'émiettement d'ancien régime qui avait profité depuis le Congrès de Vienne de 1815 à l'absolutisme tsariste.

Engels souligne la coïncidence des événements du 18 mars 1848 en Allemagne et en Italie. C'est le même jour en effet que se déroulent à Berlin, la première journée la « révolution de mars » et à Milan, l'insurrection qui donnera lieu à la première guerre d'indépendance italienne.

L'Italie comme « première nation capitaliste » ? L'expression est moins rigoureusement exacte qu'elle n'offre à Engels le moyen de glisser vers sa conclusion.

Au lecteur italien.

La publication du *Manifeste du Parti communiste* a presque exactement coïncidé avec la date du 18 mars 1848, avec les révolutions de Milan et de Berlin, soulèvements armés de deux nations, dont l'une est située au centre du continent européen, l'autre, au centre des pays méditerranéens, deux nations affaiblies jusque-là par leur morcellement et les dissensions internes, ce qui les fit tomber sous la domination étrangère. Tandis que l'Italie était soumise à l'empereur d'Autriche, l'Allema-

gne n'en subissait pas moins le joug, tout aussi sensible encore que moins direct, du tsar de toutes les Russies. Les conséquences des événements du 18 mars 1848 délivrèrent l'Italie et l'Allemagne de cette infamie ; si, de 1848 à 1871, ces deux grandes nations furent rétablies et purent recouvrer, de l'une ou de l'autre façon, leur indépendance, cela tient, selon Marx, au fait que ceux-là mêmes qui avaient écrasé la révolution de 1848, étaient devenus, bien malgré eux, ses commis¹.

Partout cette révolution fut l'œuvre de la classe ouvrière : c'est elle qui dressa les barricades et offrit sa vie en sacrifice. Cependant, seuls les ouvriers parisiens en renversant le gouvernement, étaient tout à fait décidés à renverser aussi le régime bourgeois. Mais, bien qu'ils fussent conscients de l'antagonisme inéluctable entre leur propre classe et la bourgeoisie, ni le progrès économique du pays, ni la formation intellectuelle de la masse des ouvriers français n'avaient pas encore atteint le niveau qui eut pu favoriser la transformation sociale. C'est bien pourquoi les fruits de la révolution devaient revenir en fin de compte à la classe capitaliste. Dans les autres pays – Italie, Allemagne, Autriche – les ouvriers, dès le début, ne firent qu'aider la bourgeoisie à accéder au pouvoir mais il n'est pas un seul pays où la domination de la bourgeoisie soit possible sans l'indépendance nationale. Aussi la révolution de 1848 devait-elle déboucher sur l'unité et l'indépendance des nations qui en étaient privées jusque-là : l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie. Maintenant, c'est le tour de la Pologne.

Ainsi, si la révolution de 1848 n'était pas une révolution socialiste, elle a du moins déblayé la route, préparé le terrain pour cette dernière. Le régime bourgeois, qui a suscité dans tous les pays l'essor de la grande industrie, a du même coup créé partout, durant ces derniers quarante-cinq ans, un prolétariat nombreux, bien cimenté et fort ; il a engendré ainsi, comme le dit le *Manifeste*, ses propres fossoyeurs. Sans le rétablissement de l'indépendance et de l'unité de chaque nation prise à part, il est impossible de réaliser, sur le plan international, ni l'union du prolétariat ni la coopération pacifique et consciente de ces nations en vue d'atteindre les buts communs. Essayez de vous représenter une action commune internationale des ouvriers italiens, hongrois, allemands, polonais et russes dans le cadre des conditions d'avant 1848 !

Donc, les combats de 1848 n'ont pas été vains. De même les quarante-cinq années qui nous séparent de cette période révolutionnaire. Ses fruits commencent à mûrir, et je voudrais seulement que la parution de cette traduction italienne fût bon signe, signe avant-coureur de la victoire du prolétariat italien, de même que la parution de l'original a été le précurseur de la révolution internationale.

Le *Manifeste* rend pleine justice au rôle révolutionnaire que le capitalisme a joué dans le passé. L'Italie fut la première nation capitaliste. La fin du moyen âge féodal, le début de l'ère capitaliste moderne trouvent leur expression dans une figure colossale. C'est l'Italien Dante, le dernier poète du moyen âge et en même temps le premier poète des temps nouveaux. Maintenant, comme en 1300, s'ouvre une ère historique nouvelle. L'Italie nous donnera-t-elle un nouveau Dante qui perpétuera l'éclosion de cette ère nouvelle, prolétarienne ?

Friedrich Engels
Londres, 1er février 1893

¹ La traduction d'Emile Bottigelli (« ...parce que les hommes qui ont abattu la révolution de 1848 en ont été, malgré eux-mêmes, les exécuteurs testamentaires », GF Flammarion, page 148) et celle de Maximilien Rubel («... parce que les hommes qui avaient abattu la révolution de 1848 en furent pourtant, malgré eux, les exécuteurs testamentaires » (Bibliothèque de la Pléiade, page 1491) sont ici plus explicites.

4.6. Fr. Engels, Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes

Sources :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852) Dietz Verlag Berlin, 1982.
- *Documents constitutifs de la Ligue des communistes (Gründungsdokumente des Bundes der Kommunisten)*, traduction française par Jacques Grandjonc, présentation par Bert Andréas, Aubier, Collection bilingue Connaissance de Marx, Paris 1972
- *Die Communisten-Verschwörungen des neunzehnten Jahrhunderts*, par Carl G. Wermuth et Wilhelm Stieber, en trois volumes, Berlin 1853 et 1854.

Ce dernier ouvrage est celui-là même qu'Engels signale au tout début de son exposé, en dénonçant les deux auteurs comme « les plus misérables canailles policières de notre siècle ». Wilhelm Stieber est une sorte de Fouché prussien, inventeur, à sa manière, de la police d'Etat moderne. Il a été le responsable de la police politique prussienne de 1850 à 1860. Il sera le principal témoin à charge lors du procès des communistes de Cologne en 1852. Le nommé Carl G. Wermuth était directeur de la police à Hanovre, témoin à charge, lui aussi, au procès de Cologne¹. Quoi qu'en dise Engels, cet ouvrage constitue une référence policière précieuse même s'il convient de le consulter avec prudence

*
* *

Ces pages ont paru comme préface à la réimpression, en **1885**, du livre de Karl Marx, *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln* (Révélations sur le procès des communistes de Cologne²) puis dans le journal "Der Sozialdemokrat", n° 46-48, des 12 et 26 novembre 1885.

Nous ne retiendrons ici du texte d'Engels que la première partie consacrée au processus de **constitution** de la *Ligue des Justes* et à la période de **transition** vers la *Ligue des Communistes*, nous réservant d'y revenir lorsqu'il s'agira d'examiner le rôle de la *Ligue des Communistes* pendant les troubles révolutionnaires de 1848 et 1849 en Allemagne³.

Le récit d'Engels (lequel, semble-t-il, nous le verrons, a écrit de mémoire) présente quelques erreurs et diverses imprécisions que nous signalerons au passage en référence notamment aux documents découverts en 1969 et dont la traduction française par Jacques Grandjonc a paru sous le titre *Documents constitutifs de la Ligue des Communistes* chez Aubier Montaigne en 1972.

Avec la condamnation des communistes de Cologne, en 1852, le rideau tombe sur la première période du mouvement ouvrier autonome allemand. Cette période est, de nos jours, presque oubliée. Elle s'étendit cependant de 1836 à 1856 ; et, en raison de la dissémination des ouvriers allemands à l'étranger, le mouvement se fit sentir dans presque tous les Etats civilisés⁴. Et ce n'est pas tout. L'actuel mouvement ouvrier international est au fond la continuation directe du mouvement allemand d'alors, qui fut en somme le premier mouvement ouvrier international, et d'où sont sortis beaucoup d'hommes qui jouèrent un rôle de premier plan dans

¹ L'édition électronique des trois volumes de l'ouvrage est accessible sur Google livres. Un fac-similé du troisième volume a été édité par « Nabu Public Domain Reprints » (sans autre indication).

² Lequel avait paru en 1853.

³ Nous citons dans la traduction de *Karl Marx et Friedrich Engels, Œuvres choisies en trois volumes, Tome troisième, Les Éditions du Progrès, Moscou, 1976, pp. 179-197*. Cette version est disponible sur www.marxists.org, section française (où il prend le titre de « Quelques mots sur l'histoire de la ligue des communistes »).

⁴ Un vocabulaire d'époque, faut-il le préciser.

l'Association internationale des travailleurs. Et les principes théoriques que, dans le *Manifeste communiste* de 1848, la Ligue des communistes inscrivit sur son drapeau, forment aujourd'hui le lien international le plus fort de tout le mouvement prolétarien d'Europe et d'Amérique.

Pour l'histoire d'ensemble de ce mouvement, il n'existe jusqu'ici qu'une seule source principale. C'est ce qu'on appelle le *Livre noir*¹ : *Die Kommunistenverschwörungen des 19 Jahrhunderts*, (*Les conspirations communistes du XIXe siècle*) par Wermuth et Stieber, Berlin, en deux parties, 1853 et 1854. Ce factum, dû à deux hommes qui comptent parmi les plus misérables canailles policières de notre siècle, n'est qu'un ramassis de mensonges et fourmille de faux commis volontairement ; il sert encore aujourd'hui de source ultime, pour l'étude de cette époque, à tous les écrits non communistes.

Ce que je puis donner ici n'est qu'une esquisse, et encore cette esquisse ne parle-t-elle que de ce qui se rapporte directement à la Ligue même et est absolument indispensable pour l'intelligence des présentes *Révélation*s. J'espère qu'il me sera permis un jour de mettre en œuvre la riche documentation que nous avons, Marx et moi, réunie pour servir à l'histoire de cette glorieuse jeunesse du mouvement ouvrier international.

*

En 1834, les réfugiés allemands fondèrent à Paris la Ligue secrète républicaine démocratique des « bannis ». En 1836, il s'en détacha les éléments les plus extrêmes, pour la plupart prolétariens², qui fondèrent une nouvelle ligue secrète, la Ligue des justes. La ligue-mère, où il n'était resté que les éléments les plus engourdis, à la Jakob Venedey, fut bientôt plongée en plein sommeil ; et lorsque la police, en 1840, en éventa quelques sections en Allemagne, ce n'était plus à peine qu'une ombre. La nouvelle ligue, par contre, eut un développement relativement rapide. A l'origine, c'était un rejeton allemand du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences de Babeuf, qui se développait à cette époque même à Paris ; la communauté des biens était réclamée comme une conséquence nécessaire de l' "égalité". Les buts étaient identiques à ceux des sociétés parisiennes secrètes de ce temps : partie association de propagande, partie association de conjuration, Paris restant cependant toujours le centre de l'action révolutionnaire, bien que l'on ne se défendît nullement de fomenter à l'occasion des troubles en Allemagne. Mais, comme Paris restait le champ de bataille décisif, la Ligue n'était alors, en fait, que la section allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la *Société des saisons*, fondée par Blanqui et Barbès, avec laquelle elle était en relations étroites. Les Français déclenchèrent l'insurrection le 12 mai 1839 ; les sections de la Ligue emboîtèrent le pas et furent entraînées ainsi dans la défaite commune.

Cette présentation d'Engels attribue aux responsables de la *Ligue des Justes* une activité insurrectionnelle qu'ils n'ont pas eue dans la réalité. En effet, s'il est vraisemblable que les *Bannis* aient été en contact avec les sectionnaires de la *Société des Saisons*, l'arrestation puis l'expulsion de Karl Schapper après l'insurrection blanquiste du 12 mai 1839 résultent davantage d'une rafle policière du gouvernement français que d'une condamnation pour faits d'armes. Jacques Grandjonc a consacré à cette question une note documentée où il démontre que les dossiers répressifs relatifs au coup de force de mai 1839 ne contiennent aucun élément qui permette d'impliquer un membre de la *Ligue des Justes* ni surtout l'un de ses dirigeants³.

¹ Cette image du « livre noir » sera mobilisée par les publications anticommunistes des années 1990, notamment par Stéphane Courtois et ses collaborateurs avec *Le livre noir du communisme* paru chez Laffont en 1997.

² Engels utilise ici le terme avec le sens qu'il a acquis en 1885. Comme nous le verrons bientôt, il signalera lui-même que la plupart des membres de la *Ligue des Justes* en 1836 « ceux qui étaient des ouvriers, étaient presque exclusivement d'authentiques artisans ».

³ Jacques Grandjonc, recension d'un ouvrage de Maurice Dommanget, note 2, pp. 721-720, in *Archiv für Sozialgeschichte* (Friedrich Ebert Stiftung), 1972, N° 12. L'article, en français, est accessible sur le site de la Bibliothek der Friedrich-Ebert-Stiftung, à Bonn.

Parmi les Allemands, on avait arrêté notamment Karl Schapper et Heinrich Bauer. Le gouvernement de Louis-Philippe se contenta de les expulser après une assez longue détention. Tous deux se rendirent à Londres. Schapper, originaire de Weilburg en Nassau, adhéra en 1832, alors qu'il étudiait les sciences forestières à Giessen, à la conspiration ourdie par Georg Büchner, prit part, le 3 avril 1833, à l'assaut de la grand-garde de Francfort, put passer la frontière et participa, en février 1834, à l'expédition de Mazzini en Savoie. D'une taille de géant, énergique et résolu, toujours prêt à mettre en jeu existence et vie bourgeoises, il était le type du révolutionnaire de profession tel qu'il jouait un rôle entre 1830 et 1840. Malgré une certaine lourdeur de la pensée, il n'était pas du tout inaccessible à une meilleure compréhension théorique, comme il l'a prouvé d'ailleurs par son évolution de "démagogue"¹ à communiste ; une fois la vérité reconnue, il y tenait avec d'autant plus d'entêtement. C'est précisément à cause de cela que sa passion révolutionnaire emportait parfois sa raison ; mais il a toujours, dans la suite, compris et franchement avoué son erreur. C'était un homme dans toute la force du terme, et ce qu'il a fait pour la fondation du mouvement ouvrier allemand restera inoubliable.

Heinrich Bauer, de Franconie, était cordonnier ; c'était un petit homme vif, éveillé, spirituel, qui cachait dans son petit corps beaucoup de finesse et de décision.

Arrivés à Londres où Schapper, qui avait été typographe à Paris, essaya de gagner sa vie comme professeur de langues, tous deux renouèrent les fils rompus de l'Association et firent de Londres le centre de la Ligue. A eux se joignit à Londres, s'il ne l'avait déjà fait à Paris, Joseph Moll, horloger, originaire de Cologne. C'était un hercule de taille moyenne, - que de fois Schapper et lui n'ont-ils pas défendu victorieusement la porte d'une salle contre la poussée de centaines d'adversaires, - un homme qui, du moins l'égal de ses deux compagnons pour l'énergie et la décision, les surpassait tous deux en intelligence. Il n'était pas seulement un diplomate né, comme en témoignent les succès des nombreuses missions dont il fut chargé ; il s'entendait aussi, plus que les autres, aux matières théoriques. C'est en 1843 que je les connus tous les trois à Londres. C'étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que j'eusse vus. Et bien que, sur des points de détail, il y eût alors grande divergence entre nos idées, - à leur communisme égalitaire borné, j'opposais encore une bonne part d'orgueil philosophique non moins borné, - je n'oublierai jamais l'impression imposante que ces trois hommes véritables firent sur moi qui n'aspirais encore qu'à devenir un homme.

« Un communisme égalitaire borné », écrit Engels (qui ne manque pas de retourner la critique vers lui). Il ajoute aussitôt en note cette précision : « Par communisme égalitaire j'entends seulement, comme je l'ai déjà dit, le communisme qui s'appuie exclusivement ou surtout sur la revendication de l'égalité ». Ce qui est visé dans ce propos sont les formes subsistantes de la tradition néo-babouviste centrée sur un idéal de justice distributive. Or le *Manifeste* engage le mouvement ouvrier dans la perspective d'un développement fulgurant des forces productrices qui permet de sortir du cadre des revendications strictement répartitives caractéristiques d'une société de pénurie².

¹ Le terme « démagogue » désignait en Allemagne tout opposant aux régimes issus du congrès de Vienne. Après les décrets de Karlsbad en 1819, on a vu se déployer dans toute la Confédération germanique une répression systématique des intellectuels libéraux et nationalistes et en particulier des progressistes dénoncés comme de criminels jacobins.

² On peut lire dans *l'Idéologie Allemande* cette manière d'avertissement : « (...) ce développement des forces productives (...) est une condition absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même gadoue. ». (Editions sociales, Paris 1968, pp. 36-34)

A Londres, comme dans des proportions moindres en Suisse, ils profitèrent de la liberté d'association et de réunion. Dès le 7 février 1840, ils fondèrent l'*Association légale des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction*, société qui existe encore aujourd'hui. Cette société servit à la Ligue de terrain de recrutement de nouveaux membres. Et les communistes étant, comme toujours, les membres les plus actifs et les plus intelligents de l'Association, il va de soi que toute la direction fut entre les mains de la Ligue, qui eut bientôt à Londres plusieurs communes, ou, "*Huttes*"¹ comme on disait alors. On suivit la même tactique, si nette et si précise, en Suisse et ailleurs. Partout où l'on pouvait fonder des associations ouvrières, on les utilisait de la même façon. Dans les pays où les lois n'autorisaient pas ces créations, on fréquentait les sociétés de gymnastique, de chant, etc. La liaison était en majeure partie maintenue par les membres qui allaient et venaient continuellement et qui, en cas de besoin, remplissaient le rôle d'émissaires. Dans les deux sens, la Ligue fut grandement soutenue par la sagesse des gouvernements qui, en expulsant tout ouvrier indésirable, - et neuf fois sur dix celui-ci faisait partie de l'Association, - le transformaient en émissaire.

La Ligue reconstituée prit une extension considérable. En Suisse notamment Weitling, Auguste Becker (très belle intelligence, mais qui, comme tant d'Allemands, fut la victime de sa propre inconsistance intérieure), et d'autres, avaient créé une forte organisation affiliée plus ou moins au système communiste de Weitling. Ce n'est ni le moment ni le lieu de faire la critique du communisme de Weitling. Mais, quant à l'importance qu'il revêtit en tant que première manifestation théorique indépendante du prolétariat allemand, je souscris encore aujourd'hui à ce que Marx a dit dans le *Vorwärts*² de Paris de 1844 :

"Où donc la bourgeoisie (allemande), sans excepter ses philosophes et ses savants, pourrait-elle présenter un ouvrage comparable aux *Garanties de l'harmonie et de la liberté* de Weitling sur l'émancipation de la bourgeoisie, - *l'émancipation politique* ? Si l'on compare la médiocrité timide et terre à terre de la littérature politique allemande avec ce début littéraire, immense et brillant, des ouvriers allemands ; si l'on compare ces bottes de géant du prolétariat à son aurore avec les tout petits souliers éculés de la bourgeoisie politique allemande, on ne peut faire autrement que prédire une taille gigantesque au Cendrillon."

Cette taille gigantesque, le Cendrillon allemand la possède aujourd'hui, et il n'a pas fini de grandir.

Il existait également en Allemagne de nombreuses sections, naturellement de caractère plus éphémère ; mais celles qui naissaient compensaient et au-delà celles qui disparaissaient. Ce ne fut qu'au bout de sept ans, en 1846, que la police découvrit à Berlin (Mentel³) et à Magdebourg (Beck) une trace de la Ligue, mais sans pouvoir la poursuivre plus loin.

Weitling, qui se trouvait encore à Paris en 1840, y avait également, avant de partir pour la Suisse, regroupé les éléments dispersés.

Le noyau de la Ligue était formé par les tailleurs. Partout il y avait des tailleurs allemands, en Suisse, à Londres, à Paris.

¹ La « hutte » était le premier des trois niveaux de la Ligue des Bannis. Le niveau intermédiaire était le « berg » (la Montagne) et le sommet la « nationalHütte » (la hutte nationale) (Source : M. Rubel, *Karl Marx, Œuvres*, volume IV, op.cit. page 1689).

² Le *Vorwärts* avait été fondé en décembre 1843 par Heinrich Börnstein et Adalbert von Bornstedt (qui se révélera un agent du gouvernement prussien). Marx et quelques autres, dont Carl L. Bernays, Georg Weber et Georg Weerth étaient entrés dans la rédaction en juillet 1844 et en avaient fait l'organe du communisme militant. Le pouvoir prussien ne tardera pas à faire pression sur le gouvernement français pour obtenir l'expulsion des rédacteurs, dont celle de Marx en janvier 1845. Pour le détail, nous renvoyons à l'annexe 2 de notre 2^e fascicule.

³ En décembre 1846, la police de Berlin avait investi une réunion ouvrière organisée par la *Ligue des Justes* et avait arrêté un jeune militant nommé **Friedrich Mentel**, tailleur de profession. Les révélations de l'inculpé avaient permis à la police prussienne d'organiser une surveillance accrue des *communes* de Paris qui s'en étaient trouvées déstabilisées. (Source : *Documents constitutifs de la Ligue des communistes*, op.cit. page 81). **Alexandre Beck**, le militant de Magdebourg évoqué par Engels, était lui aussi compagnon tailleur. Arrêté en 1846, il déposera comme témoin au procès d'octobre 1852 à Cologne.

Dans cette dernière ville, la langue allemande prédominait à tel point dans ce corps de métier, que j'y ai connu, en 1846, un tailleur norvégien, passé directement par mer de Drontheim en France et qui, en dix-huit mois, avait fort bien appris l'allemand, mais pour ainsi dire pas un mot de français. En 1847, deux des communes de Paris se composaient surtout de tailleurs et une autre d'ouvriers ébénistes.

Depuis que le centre de gravité avait été transféré de Paris à Londres, un autre facteur fut mis en relief : d'allemande qu'elle était la Ligue se transforma peu à peu en ligue internationale. Dans la société ouvrière, en dehors des Allemands et des Suisses, se rencontraient également des membres appartenant à toutes les nationalités qui se servaient principalement de la langue allemande dans leurs relations avec les étrangers, notamment des Scandinaves, des Hollandais, des Hongrois, des Tchèques, des Slaves du Sud, et aussi des Russes et des Alsaciens. En 1847, un grenadier de la garde anglaise assistait régulièrement en uniforme aux séances. La société ne tarda pas à prendre le titre de : *Cercle d'étude ouvrier communiste*. Sur les cartes de membre, la devise : "Tous les hommes sont frères" se trouvait reproduite en vingt langues au moins, bien que, par-ci par-là, non sans fautes. A l'exemple de la société légale, la société secrète, elle aussi, prit bientôt un caractère plus international, d'abord dans un sens encore restreint : en pratique, parce que les membres appartenaient à des nationalités différentes, en théorie, parce qu'on avait compris que, pour être victorieuse, toute révolution devait être européenne. On n'alla pas plus loin ; mais les bases étaient jetées.

Par l'intermédiaire des combattants du 12 mai 1839, réfugiés à Londres, on se tenait en relations étroites avec les révolutionnaires français. De même avec les Polonais radicaux. Il va de soi que l'émigration polonaise officielle était, ainsi que Mazzini, adversaire plutôt qu'allié de la Ligue. A cause du caractère spécifiquement anglais de leur mouvement, les chartistes anglais furent laissés de côté comme non-révolutionnaires. Ce n'est que plus tard que, par mon intermédiaire, les dirigeants londoniens de la Ligue entrèrent en relations avec eux.

Engels insiste sur l'importance de l'évolution qui va conduire la Ligue d'une structure de conspiration secrète à tout autre chose, à savoir un véritable parti par lequel la classe ouvrière puisse se constituer comme acteur politique à part entière. La remarque sur le rôle historique de la classe ouvrière allemande paraît toutefois anachronique : ce n'est que bien plus tard que le mouvement ouvrier allemand va se développer et conquérir une place hégémonique dans le mouvement ouvrier européen¹. En 1848, le mouvement ouvrier est surtout anglais.

A d'autres points de vue encore, le caractère de la Ligue s'était modifié avec les événements. Bien que l'on considérât toujours, à juste titre du reste, Paris comme la ville mère de la révolution, on s'était pourtant libéré de la sujétion aux conspirateurs parisiens. Au fur et à mesure qu'elle gagnait du terrain la Ligue prenait davantage conscience d'elle-même. On sentait qu'on prenait de plus en plus racine dans la classe ouvrière allemande, et que ces ouvriers avaient la mission historique d'être le porteur drapeau des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. On avait, en Weitling, un théoricien communiste que l'on pouvait hardiment mettre en parallèle avec ses concurrents français de l'époque. Enfin, l'on avait appris, par l'expérience du 12 mai, qu'il fallait renoncer momentanément aux tentatives d'émeutes. Si l'on continuait néanmoins à interpréter tout événement comme un présage de la tempête imminente ; si l'on maintenait en somme les anciens statuts à demi conspirateurs, la faute en était surtout à l'ancienne bravade révolutionnaire, qui commençait déjà à se heurter à la nouvelle compréhension en train de s'imposer.

¹ Et encore le fait-elle, au début, sur des positions lassalliennes bien éloignées des vues de Marx.

Un témoignage significatif sur la composition sociale de la Ligue se trouve dans les aveux de Friedrich Mentel lors de son arrestation en décembre 1846. Les archives de la police prussienne montrent que les militants dénoncés par lui sont dans leur écrasante majorité des artisans : tailleurs, peintres, menuisiers¹.

Par contre, la doctrine sociale de la Ligue, quelque imprécise qu'elle fût, avait un très grand défaut, provenant des conditions même du moment. Les membres de la Ligue, ceux du moins qui étaient des ouvriers, étaient presque exclusivement d'authentiques artisans. La plupart du temps l'homme qui les exploitait n'était lui-même, dans les grandes villes, qu'un petit patron. Même l'exploitation de la couture en grand, de ce qu'on appelle actuellement la confection, par la transformation du métier de tailleur en industrie à domicile pour le compte d'un grand capitaliste, commençait à peine à Londres. D'une part, l'exploiteur de ces artisans était un petit patron ; et, d'autre part, tout le monde espérait devenir un jour petit patron. Et en outre l'artisan allemand de ce temps-là était encore imbu d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations. Et ce qui leur fait le plus grand honneur, c'est que, eux, qui n'étaient pas encore des prolétaires dans toute l'acception du terme, qui ne constituaient qu'un élément complémentaire de la petite bourgeoisie, mais en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, sans être toutefois en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire le grand capital, c'est que ces artisans furent capables d'anticiper instinctivement leur développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat. Mais il était également inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans vinsent à tout instant leur donner un croc-en-jambe, dès qu'il s'agirait de critiquer par le détail la société existante, c'est-à-dire d'étudier des faits économiques. Et je ne crois pas qu'à cette date la Ligue ait compté un seul adhérent ayant jamais lu un traité d'économie. Mais cela n'avait pas grande importance. Pour le moment, l'« égalité », la « fraternité » et la « justice » suffisaient à faire franchir tout obstacle théorique.

Le passage qui vient est déterminant car il témoigne de la **lucidité d'Engels** devant le phénomène de la constitution de la classe ouvrière au sein **d'un mode de production nouveau** dont la force consiste en sa capacité d'incorporation d'une pure force de travail (hommes, femmes et enfants) dans un système où la qualification professionnelle est pour une large part transférée à la machine.

Entre-temps, à côté du communisme de la Ligue et de Weitling, il s'en était constitué un autre, essentiellement différent. A Manchester, je m'étais rendu compte, de la façon la plus nette, que les faits économiques, auxquels les historiens n'ont, jusqu'à nos jours, attribué qu'un rôle secondaire, quand ils leur en attribuaient un, constituent, du moins dans le monde moderne, une force historique décisive ; qu'ils forment le fondement d'où surgissent les actuels antagonismes de classe ; que ces antagonismes de classe, dans les pays où la grande industrie en a favorisé le plein épanouissement, donc notamment en Angleterre, constituent à leur tour la base de la formation des partis politiques, des luttes de parti, et par conséquent de toute l'histoire politique. Non seulement Marx avait abouti à la même idée, mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans des *Deutsch-Französische Jahrbücher*² et exposé qu'en somme ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'Etat, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non in-

¹ Nous renvoyons sur ce point aux pages 116-122 et 258-273 du premier tome de l'ouvrage *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien*, Dietz Verlag Berlin 1970.

² Engels réfère ici à l'article de Marx « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » qui avait paru dans le premier et unique numéro des *Annales franco-allemandes*. Marx poursuit dans cet article la critique de la conception hégélienne de l'Etat qu'il avait entreprise dans ses manuscrits dits « de Kreuznach » et sur laquelle il reviendra dans la *Sainte Famille*. Mais c'est surtout dans les pages de *l'Idéologie allemande* que sera théorisé de la manière la plus nette le renversement matérialiste qui place la société civile et ses contradictions de classe à la base de la superstructure d'Etat.

versement. Lorsqu'en été 1844 j'allai voir Marx à Paris¹, nous constatâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques ; et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà, sur les principes ci-dessus, complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception.

Or, cette découverte, qui bouleverse la science historique et qui est, comme on le voit, essentiellement l'œuvre de Marx, et dont je ne puis m'attribuer qu'une très faible part, était d'une importance directe pour le mouvement ouvrier de l'époque.

Après la mort de Marx en 1883, Engels va multiplier les déclarations du genre de celle qu'on vient de lire². Elle témoigne d'une grande modestie et d'une modestie trop grande peut-être. Il importe bien sûr de reconnaître l'apport prépondérant de Marx dans la rédaction du *Capital*, mais pour ce qui concerne leur évolution commune entre 1844 et 1848, elle résulte d'une collaboration à part égale, notamment dans la constitution du matérialisme historique à travers la rédaction de *l'Idéologie allemande*.

Le communisme chez les Français et les Allemands, le chartisme chez les Anglais n'avaient plus l'air de quelque chose de purement accidentel qui aurait pu tout aussi bien ne pas exister. A dater de ce moment, ces mouvements se présentaient comme un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, le prolétariat, comme les formes plus ou moins développées de la lutte historiquement nécessaire du prolétariat contre la classe dirigeante, la bourgeoisie ; comme les formes de la lutte de classe, mais différentes de toutes les anciennes luttes de classe par ce point spécial : la classe opprimée actuelle, le prolétariat, ne peut réaliser son émancipation sans émanciper en même temps toute la société de la division en classes, sans l'émanciper par conséquent des luttes de classe. Par communisme, on n'entendait plus la construction, par un effort d'imagination, d'un idéal social aussi parfait que possible, mais la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat.

Cette conception du communisme trouve ses premières formulations dans le texte resté inédit de *l'Idéologie allemande* où l'on peut lire : « Le communisme n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé, ni un *idéal* sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel³. »

Mais notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde savant. Au contraire. Tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique, nous comptions un certain nombre de partisans parmi les intellectuels, dans l'Ouest de l'Allemagne notamment, et nous étions largement en contact avec le prolétariat organisé. Nous

¹ Cette rencontre de l'été 1844 est la deuxième entre Marx et lui. Le 16 novembre 1842, Engels qui était en route vers l'Angleterre avait fait le détour par Cologne afin de proposer ses services à Marx comme correspondant de la *Rheinische Zeitung*. L'entrevue avait été plutôt froide, Marx associant Engels au groupe berlinois des *Affranchis* avec lequel il était en conflit. Lorsque les deux hommes se retrouvent à Paris en août 1844, la situation est singulièrement différente. D'abord Engels apporte un témoignage de première main sur le mouvement ouvrier anglais. Ensuite et surtout Engels est l'auteur de *l'Esquisse d'une critique de l'économie politique* qui a paru en mars 1844 dans le premier et unique numéro des *Annales franco-allemandes*, un texte décisif qui montre à Marx que l'important n'est pas du côté de la philosophie mais de l'économie politique. Dans sa préface de 1859 à sa *Contribution à la critique de l'économie politique* Marx dira de cette étude qu'elle est « une géniale esquisse d'une contribution à la critique des catégories économiques ». Nous renvoyons à la présentation commentée de ce texte d'Engels dans notre fascicule 2.

² Notamment dans la courte préface à l'édition allemande de 1883, la première qu'il signe seul.

³ Marx, Engels, *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, Paris 1968, page 64.

avons l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, à commencer par celui d'Allemagne. Dès que nous eûmes tout tiré au clair, nous nous mîmes à l'ouvrage. Nous fondâmes, à Bruxelles, une association ouvrière allemande¹ et nous nous emparâmes de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*² qui nous servit d'organe jusqu'à la révolution de février. Nous étions en relation avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par l'intermédiaire de Julian Harney, rédacteur de l'organe central du mouvement, *The Northern Star*³, dont j'étais un des collaborateurs. Nous avons en outre formé une espèce de cartel avec les démocrates de Bruxelles (Marx était vice-président de la Société démocratique⁴) et les social-démocrates français de la *Réforme*⁵ où je publiais des renseignements sur le mouvement anglais et allemand. Bref, nos relations avec les organisations radicales et prolétariennes ainsi qu'avec les journaux de même nuance étaient tout à fait au gré de nos désirs.

Parmi les activités qui viennent d'être énumérées, il faut surtout signaler la création à Bruxelles en 1846 du « Comité de Correspondance communiste » que Marx et Engels conçoivent d'emblée comme une véritable structure de parti. Dans sa lettre à Proudhon du 5 mai 1846, Marx parle expressément d'une correspondance destinée à « s'occuper, et de la discussion de questions scientifiques et de la surveillance à exercer sur les écrits populaires, et de la propagande socialiste qu'on peut faire en Allemagne par ce moyen⁶ ». C'est au nom du Comité qu'Engels est envoyé en mission à Paris, aussitôt après le refus de Proudhon, pour y combattre l'influence de ce dernier au sein de l'émigration allemande.

Vis-à-vis de la Ligue des Justes, notre situation était la suivante. Nous connaissions naturellement l'existence de la Ligue : en 1843, Schapper m'avait offert d'en faire partie ; mais j'avais alors, cela va de soi, décliné sa proposition. Cela ne nous empêcha pas de rester en correspondance constante avec le groupe de Londres et d'entretenir des relations plus étroites encore avec le docteur Ewerbeck, alors à la tête des sections de Paris. Sans nous mêler des affaires intérieures de la Ligue, nous étions tenus au courant de tout événement important. D'autre part, nous agissions de vive voix, par lettres, par la presse sur les opinions théoriques des membres les plus importants de la Ligue. Nous recourions également, dans le même but, à diverses circulaires lithographiées que, dans

¹ L' « Association ouvrière allemande » avait été créée en août 1847. Elle était la façade légale de la *Ligue des communistes* récemment fondée en juin 1847. C'est devant les membres de cette association que Marx prononcera en décembre 1847 son cycle de conférences sur « Travail salarié et Capital ».

² Le *Deutsche-Brüsseler Zeitung* (Journal allemand de Bruxelles) avait été fondé le 1^{er} janvier 1847 par Adalbert von Bornstedt (par ailleurs co-fondateur du *Vorwärts* à Paris) grâce à l'argent du parti légitimiste français et avec le soutien de la presse catholique belge. Le journal qui paraît sur quatre pages, le dimanche et le jeudi deviendra très vite l'organe officieux du « Comité de correspondance communiste » puis de la *Ligue des communistes* et le porte-parole de l'*Association ouvrière allemande de Bruxelles*. Marx et Engels y publient de nombreux articles de septembre 1847 à février 1848 (Source : J. Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, Maspero, 1974, page 247). A. von Bornstedt était bien connu pour être un mouchard de la police allemande, ce dont Marx ne s'est pas trop alarmé, estimant que cette situation était compensée par l'avantage, inestimable à ses yeux, de disposer d'un organe de presse (témoin sa lettre du 8 août 1847 à Georg Herwegh où il fustige ceux qui font la fine bouche devant la personnalité contestée de Bornstedt (*Marx Engels Correspondance*, Editions sociales, volume 1, pp. 479-480)).

³ *The Northern Star* a été dès 1838 l'organe officiel du mouvement chartiste sous la direction de Feargus O'Connor puis celle de G. Julian Harney. C'était un hebdomadaire très professionnel soutenu par tout un réseau de correspondants locaux qui garantissaient la qualité et la diversité des informations.

⁴ Cette société avait été créée à Bruxelles le 27 septembre 1847 sur le modèle des *Fraternal Democrats*. Elle était présidée par Lucien-Léopold Jottrand (un avocat, acteur de la révolution belge). Engels s'était arrangé pour faire nommer Marx à la vice-présidence avec le blanquiste Jacques Imbert. C'est devant cette société que Marx prononce le 9 janvier 1849 son discours sur le libre-échange qu'il n'avait pu prononcer lors du Congrès des économistes organisé en septembre 1847 sous les auspices de l'*Association belge pour la liberté commerciale*.

⁵ Le journal *La Réforme* avait été fondé par Alexandre Ledru-Rollin le 29 juillet 1843. Il était, en concurrence avec *Le National* de Marrast, le principal journal d'opposition sous la monarchie de Juillet. Avec pour rédacteur en chef Ferdinand Flocon, il sera le porte-parole de la gauche républicaine. Engels y publiera une dizaine d'articles entre le 26 octobre 1847 et le 12 mars 1848, la plupart sur le chartisme.

⁶ Sur ce point nous renvoyons aux chapitres 2 et 3 de notre fascicule 8.

des occasions particulières, où il s'agissait des affaires intérieures du parti communiste en formation, nous envoyions à nos amis et correspondants. Dans ces circulaires, il nous arrivait parfois de mettre la Ligue elle-même en cause. Voici un exemple. Un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, partit en Amérique, s'y présenta comme émissaire de la Ligue, s'associa avec ce fou de Harro Harring¹, pour révolutionner, par l'intermédiaire de la Ligue, l'Amérique du Sud. Il avait même fondé un journal où il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme fondé sur l'amour, débordant d'amour, romanesque, un communisme farci de rêverie amoureuse. Nous répliquâmes par une circulaire qui ne manqua pas son effet : Kriege disparut de la scène de la Ligue.

Le récit d'Engels écrase ici les dates.

La rupture avec Weitling est en effet antérieure à la circulaire contre Kriege. Elle intervient le **30 mars 1846** au cours d'une séance du « Comité de correspondance communiste de Bruxelles ». Cette précision nous la devons notamment au récit d'un témoin de la scène, l'intellectuel russe Annenkov qui l'évoque dans un livre de souvenirs publié en 1880 sous le titre *Une décennie mémorable 1838-1848*. Il raconte comment l'échange entre Marx et Weitling s'est animé sur la question de l'agitation politique, Marx reprochant à Weitling un activisme sans ligne politique réfléchi.²

Quant à elle, la circulaire contre Kriege est datée du **11.05.1846**. Elle constitue une violente dénonciation du communisme naïf et sentimental que diffusait l'ancien disciple de Feuerbach à New York où il avait fondé en janvier 1846 un journal intitulé *Volkstribune*.

Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, stupéfait de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce que pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges ; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginait que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la Ligue; et à Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne pouvait s'entendre avec personne. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre en Amérique pour essayer d'y jouer au prophète.

Toutes ces circonstances contribuèrent à l'évolution qui, sans bruit, s'accomplissait au sein de la Ligue et notamment parmi les dirigeants de Londres. Ils se rendaient de plus en plus compte que l'ancienne conception du communisme, tant du simple communisme égalitaire des Français³ que du communisme préconisé par Weitling, était insuffisante. Weitling avait essayé de ramener le communisme au christianisme primitif ; mais, en dépit de certaines particularités géniales qui se rencontrent dans son *Évangile du pauvre pécheur*, sa tentative n'avait abouti en Suisse qu'à remettre le mouvement en majeure partie entre les mains de fous tels qu'Albrecht, et puis de faux prophètes tels que Kuhlmann⁴. Le "socia-

¹ Paul Harro Harring (1798-1870), peintre et poète, illustre le personnage du révolté romantique. Ses excentricités et son instabilité lui ont valu de subir les sarcasmes de Marx et d'Engels.

² Le récit d'Annenkov est traduit par M. Rubel aux pages 1401 et 1402 du tome IV de son édition des *Œuvres* de Marx dans la Bibliothèque de la Pléiade aux éditions Gallimard. Pour le détail sur ce point comme à propos de la circulaire contre Kriege, nous renvoyons à notre fascicule 3.

³ Engels fait ici référence aux courants néo-babouvistes du communisme français.

⁴ Karl Albrecht (1788- ?) et Georg Kuhlmann (1812- ?) sont évoqués par Engels au début de sa *Contribution à l'Histoire du christianisme primitif* de 1894. Sur le premier il écrit : « C'était un homme grand et fort, portant une longue barbe, qui parcourait la Suisse à pied, à la recherche d'un auditoire pour son nouvel évangile de l'affranchissement du monde. Au demeurant, il paraît avoir été un brouillon assez inoffensif, et mourut de bonne heure. ». Parlant du second, il écrit : « le Dr Georg Kuhlmann de Holstein (...) mit à profit le temps où Weitling était en prison, pour convertir les communistes de la Suisse française à son évangile à lui, et (...) pour un temps y réussit si bien qu'il gagna jusqu'au plus spirituel, en même temps que le plus bohème d'entre eux, Auguste Becker. (...) Est-il besoin de dire que cette doctrine du nouveau monde n'était que le plus banal sentimentalisme traduit en une phraséologie demi-biblique, à la Lamennais, et débité avec une arrogance de

lisme vrai", que diffusaient quelques gens de lettres, transcription de formules socialistes françaises en un mauvais allemand hégélien et une sentimentale rêverie amoureuse (voir, dans le *Manifeste communiste*, le chapitre sur le socialisme allemand ou "vrai"), socialisme que Kriege et la lecture des ouvrages appropriés avaient introduit dans la Ligue, ne pouvait manquer, à cause de sa veulerie et de sa déliquescence, de soulever le cœur des vieux révolutionnaires de la Ligue. Constatant que les anciennes idées théoriques ne tenaient plus debout, constatant en outre qu'elles conduisaient dans la pratique à de véritables aberrations, on comprenait tous les jours davantage à Londres qu'avec notre nouvelle théorie nous étions, Marx et moi, dans le vrai. Ce qui contribua, sans aucun doute, à faire rapidement prendre corps à cette idée, c'est la présence, parmi les dirigeants de Londres, de deux hommes infiniment plus capables que tous ceux que nous avons cités jusqu'ici d'acquiescer des notions théoriques ; c'étaient le peintre miniaturiste Karl Pfänder¹, de Heilbronn, et le tailleur Georg Eccarius*, de la Thuringe.

Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de la justesse générale de nos conceptions autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi.

La perspective d'une « victoire » facile de Marx et d'Engels développant « leur communisme critique » ne s'est pas trop confirmée dans la réalité. Il faudra encore de longs mois de débats au sein des *communes* de la Ligue pour aboutir à un texte qui corresponde aux vues de Marx et d'Engels.

Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. A Bruxelles, Marx constituait une commune de la Ligue avec nos meilleurs amis, tandis que je rendais visite aux trois communes de Paris.

En été 1847, le premier congrès de la Ligue se réunit à Londres. W. Wolff y représentait les communes de Bruxelles et moi celles de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de "Ligue des communistes".

prophète. Ce qui n'empêchait pas les bons disciples de Weitling de porter ce charlatan sur leurs épaules. » (Marx Engels, *Sur la religion*, Editions sociales, Paris 1972, pp. 314-315). Le dernier chapitre de l'*Idéologie allemande* se livre à une dénonciation de l'action charlatanesque de Kuhlmann qui se révélera un agent provocateur (Editions sociales, Paris 1968, pp. 587-597). Ce texte porte la signature de Moses Hess.

¹ (**Note d'Engels** : « Pfänder est mort, à Londres ; il y a huit ans environ. C'était un homme d'une finesse intellectuelle toute particulière, spirituel, ironique, dialectique. Comme on sait, Eccarius fut plus tard, durant de longues années, secrétaire général de l'Association, générale des Travailleurs, dont le conseil général comprenait entre autres les anciens membres de la Ligue : Eccarius, Pfänder, Lessner, Lochner, Marx et moi-même. Dans la suite, Eccarius s'est consacré de façon exclusive au mouvement syndicaliste anglais. »).

"Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée."

Engels commet ici une **confusion entre deux états des statuts**. L'article premier qu'il cite à cet endroit est l'article des statuts définitifs votés lors du deuxième congrès de décembre 1847. Les statuts adoptés lors du premier congrès de juin 1847 comportaient comme article premier le texte suivant : « *La Ligue a pour but la suppression de l'esclavage des hommes par la diffusion de la théorie de la Communauté des biens et, dès que possible, par son introduction dans la pratique* », une formulation qui garde la trace de l'ancienne tradition néo-babouviste centrée sur la revendication de la « communauté des biens » ou plutôt, selon la formule complète, de « la communauté des biens, des travaux et des jouissances ».

Tel est le premier article. L'organisation elle-même était absolument démocratique, avec des dirigeants élus et toujours révocables ; ce seul fait barrait le chemin à toutes les velléités de conspiration qui exigent une dictature, et transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande. Ces nouveaux Statuts - tel était maintenant le procédé démocratique - furent soumis aux sections pour discussion, puis débattus à nouveau au deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847. On les trouve dans l'ouvrage de Wermuth et Stieber, vol. I, p. 239, annexe X.

Bert Andréas voit dans cette citation à partir du rapport de police établi par Wermuth et Stieber¹ la preuve qu'Engels ne disposait pas au moment de son récit des documents susceptibles de lui garantir une grande précision.

Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, - la durée du congrès fut de dix jours au moins, - défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun.

« *Nous le fîmes ?* » Sur la question de cette rédaction à deux mains, nous renvoyons au chapitre 2 du présent fascicule.

« *Sans retard aucun ?* » Nous savons que Marx s'est plutôt fait tirer l'oreille.

Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le *Manifeste* à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : "Tous les hommes sont frères", avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau.

La révolution de février éclata.

¹ Bert Andréas, introduction à *Documents constitutifs de la Ligue des Communistes*, op.cit., page 37.

4.7. Victor Tedesco, *Catéchisme du Prolétaire*

L'activité politique de Victor Tedesco ainsi que le *Catéchisme du prolétaire* dont il est l'auteur méritent une mention particulière dans ce fascicule consacré au *Manifeste* de Marx et d'Engels.

*

Sources :

Les études spécialement consacrées à Victor Tedesco sont plutôt rares. Les informations le concernant s'appuient pour une large part sur trois articles publiés dans la revue « Socialisme », à savoir :

- Julien Kuypers, « Les liens d'amitié de Karl Marx en Belgique (1845-48) », *Socialisme*, N° 58, juillet 1963, pp. 410-421
- Julien Kuypers, « La contribution de Victor Tedesco à l'élaboration du *Manifeste communiste* de 1848 », *Socialisme*, N° 61, janvier 1964, pp. 74-82
- Alphonse Gaspar, « Le Manifeste du Parti Communiste et le Catéchisme des Prolétaires¹ de Victor Tedesco », *Socialisme*, numéro 41, septembre 1960, pp. 665-671.

Une monographie plus complète et plus précise sur Victor Tedesco (et sa famille) est due à

- Karl Handfest, « Victor Tedesco (1821-1897), ein Politiker aus Luxemburg », *Hémecht*, Zeitschrift für luxemburger Geschichte/Revue d'histoire luxembourgeoise, 1985, volume 3, pp. 383-405.

Nous nous référons aussi aux diverses notices relatives à Tedesco dans les 3 volumes de l'ensemble *Der Bund der Kommunisten*, aux éditions Dietz Verlag, Berlin 1970 (abrégé par la mention BDK, suivie du numéro de volume).

Ajoutons :

- Louis Bertrand, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles 1906 et 1907 en deux tomes, édition numérisée par le site de l'université du Québec à Chicoutimi, à l'adresse « uqac.ca »
- Bernard Dandois, *Socialisme radical et laïcité 1830-1848*, in *Laïcité et classes sociales*, en hommage à John Bartier sous la direction d'André Miroir, éditions du Centre d'Action laïque, 1992, pp. 99-109
- L'entrée « Victor Tedesco » dans le *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*, par Jean-Michel Dufays et Martine Goldberg sous la direction de Pol Defosse, Editions Luc Pire, 2005, page 260
- Xavier Michaëlis, *Deux avocats condamnés à mort*, Editions du Sorbier, Arlon, 1969.

Et s'agissant de l'activité de Victor Tedesco au sein de la franc-maçonnerie, l'ouvrage de

- Els Witte et Fernand Borné, *Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIXe siècle 1830-1855*, une publication du *Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine*, Cahiers 69, aux éditions Nauwelaerts, Louvain/Leuven, 1973.

*

Victor Tedesco est né à Luxembourg le 28 juin 1821.

Après un détour par l'Ecole des Mines, il entreprend des études de droit à l'université de Liège où **il obtient en 1844 son diplôme de docteur en droit**. Inscrit au barreau de Liège, il accomplit son stage dans le cabinet de l'avocat libéral Mathieu-Lambert Dereux².

¹ Cette mention est erronée si on la rapporte au titre exact qui est « Catéchisme du prolétaire ».

² Mathieu-Lambert Dereux appartenait à la composante progressiste du parti libéral, membre actif de la loge maçonnique liégeoise « La Parfaite Intelligence et l'Etoile réunies » dont il a été le Vénérable entre novembre 1844 et novembre 1845.

Membre de la Ligue des Communistes depuis son premier congrès¹, Tedesco s'active dès octobre 1847 pour créer à Liège une « commune » de la Ligue ainsi qu'une « Association républicaine et démocratique » au recrutement plus large². Il rend compte de son activité dans une lettre à Marx datée du début de ce mois d'octobre 1847, dans laquelle il parle notamment de la diffusion, par ses soins, des exemplaires du récent discours de Marx sur le libre échange, mais aussi de son opposition à Karl Grün, écrivant : « Grün (Ch) s'était fait présenter à la loge. J'ai donné des renseignements sur son compte, tels qu'il a été repoussé à l'unanimité³ ».

L'anecdote fournit l'occasion de préciser que **les premiers engagements de Tedesco ont pour cadre la franc-maçonnerie liégeoise** et plus précisément la loge de « La Parfaite Intelligence et l'Etoile réunies » au sein de laquelle il est initié en 1842 et où il sera reçu au grade de Maître le 26 avril 1843. L'ouvrage de référence sur les activités de Tedesco au sein de la franc-maçonnerie est sans aucun doute le recueil publié par Els Witte et Fernand Borné sous le titre de *Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIXe siècle 1830-1855*. On y découvre quantité de comptes rendus relatant les travaux de sa loge, en particulier sur la période qui va du 26 octobre 1842, date de sa première intervention rapportée (elle portait sur la question de l'égalité) au 13 septembre 1848 (où il est question de lui venir en aide après sa condamnation à mort en août 1848). Ces documents témoignent de ses interventions sur une variété de thèmes qui tranchent avec les préoccupations souvent plus spéculatives de son atelier. Il insiste en particulier sur la nécessité d'une propagande vers les milieux ouvriers « profanes », préconisant, par exemple, le 14 juin 1843, de rédiger à l'adresse d'un public populaire, un *Catéchisme des droits politiques de l'homme*⁴. En août 1843, il est à l'initiative d'une pétition en faveur de l'abolition de la peine de mort qui sera aussitôt adoptée par sa Loge⁵. Le 27 décembre 1844, il obtient que sa Loge tienne « des tenues particulières (...) dépourvues d'emblèmes » en faveur des « ouvriers intelligents et probes auxquels les membres choisis par la Loge donneraient l'enseignement de la morale et des principes maçonniques et leur feraient comprendre la dignité, les droits et les devoirs de l'homme⁶ ». Lorsqu'en janvier 1847, son atelier débat longuement de la question de l'impôt, Tedesco plaide avec fermeté pour une « capitation » progressive en raison de la fortune⁷.

On retrouve Tedesco à Bruxelles où il participe à **la fondation de l'Association démocratique** le 7 novembre 1847⁸.

En novembre 1847, Tedesco accompagne Marx et Engels à Londres pour **le second congrès de la Ligue des communistes** au titre de délégué de la « commune » de Liège. On tient sur cette collaboration le témoignage de deux correspondances d'Engels. Le 15 novembre 1847, ce dernier écrit à Marx :

¹ Alphonse Gaspar s'appuie sur la proximité géographique des villes de Luxembourg et de Trèves ainsi que sur d'éventuelles relations professionnelles entre le père de Tedesco et celui de Marx, tous deux magistrats, affirme-t-il, pour supposer une amitié ancienne entre Marx et Tedesco (article cité, page 668). Or il n'existe aucun document qui l'atteste et Karl Handfest (op.cit., page 390) met en doute la pertinence de cette hypothèse, le père de Tedesco n'étant pas avocat, mais un haut fonctionnaire de l'appareil d'Etat luxembourgeois. Toutefois s'il est exact, comme l'indique Edward De Maesschalck (« Marx in Brussel », en ligne sur le site internet de l'Aped) qu'en février 1845, lorsque Marx est expulsé vers la Belgique, il prend d'abord la direction de Liège où il est accueilli, le 2 février, par Tedesco, cela témoigne pour le moins d'une relation à cette date entre les deux jeunes hommes. Il est probable que l'intermédiaire ait été Roland Daniels, qui était le correspondant de Marx à Cologne (BDK, tome 2, page 600) ou même Heinrich Bürgers, de Cologne lui aussi, qui avait accompagné Marx de Paris à Liège.

² Les deux organisations vont souvent de pair, la Ligue trouvant à se dissimuler derrière une association pluraliste. Dans cette entreprise il rencontre l'opposition de la bourgeoisie libérale locale : « La société démocratique, écrit-il à Marx au début d'octobre 1847, ne s'est pas encore constituée. Nous sommes une quinzaine de jeunes gens déjà inscrits pour cela. Les notabilités du parti démocratique ne sont pas disposées à en faire partie. Les Bayet ont refusé formellement parce qu'ils prétendent qu'après quelques séances, le peuple voudra agir et que le temps de l'action n'est pas encore arrivé. Je suis décidé à passer outre. » (BDK I, page 576)

³ Les rédacteurs de BDK indiquent en note à propos du vocable « loge » qu'il désigne le « cercle » liégeois de la Ligue. Il s'agit bien sûr d'une loge maçonnique. La révocation de Karl Grün par la loge de « La Parfaite Intelligence et l'Etoile réunies » occupe les *tenues* du 25 décembre 1847 au 16 février 1848, date à laquelle il est définitivement refusé. Le rapport le concernant, signé par un certain Anciaux, mentionne : « (Il) a été banni de la Prusse à cause de la propagande communiste qu'il y faisait (...) Ses ressources pécuniaires sont très restreintes et son talent de littérature est très médiocre. On voit que nous avons peu à gagner à cette acquisition. » (Els Witte, op.cit., pp. 595-598).

⁴ Els Witte, op.cit., page 439. En octobre 1844, il propose que sa Loge œuvre en faveur de la création d'associations d'éducation ouvrière (page 493).

⁵ Laquelle mettra toutefois beaucoup de mauvaise grâce à réaliser le projet qui en fin de compte n'aboutira pas.

⁶ Els Witte, op.cit., page 505. Tedesco sera nommé le 12 février 1845 professeur du cours de « droits et devoirs de l'homme et du citoyen ».

⁷ Un principe que plusieurs de ses frères ne sont pas loin de tenir pour impraticable et immoral (Els Witte, op.cit., page 580).

⁸ Louis Bertrand, op.cit., tome 1, première partie, page 215. Tedesco compte parmi les signataires du règlement fondateur de la société. Il se revendiquera de cette qualité lors de son procès d'assises en août 1848 au cours duquel il réaffirmera ses convictions républicaines.

« Ecris-moi donc si tu vas avec Tedesco. Si ce n'était pas possible, je ne pourrai tout de même pas y aller seul pour tenir un congrès ! Ce serait stupide. Si vous ne pouvez venir ni l'un ni l'autre, l'affaire tombe à l'eau et il faudra la retarder de quelques mois¹ ». Le 23 novembre, Engels fixe rendez-vous à Ostende pour la traversée vers Douvres : « (...) Je compte vous retrouver, toi et Tedesco, samedi soir à La Couronne. Il nous restera assez de temps pour nous concerter (...)»² ».

Tedesco profitera de son séjour londonien pour participer, y prenant la parole, au meeting organisé le 29 novembre par les *Fraternal Democrats* pour commémorer l'insurrection polonaise de 1830. Son intervention sera évoquée par Engels dans un article du journal *La Réforme* du 5 décembre 1847 dans lequel il écrit : « Monsieur Tedesco, de Liège, dans un discours énergique, a remercié les combattants polonais de 1830 pour avoir hautement proclamé le principe d'insurrection. Son discours, traduit par M. Schapper a été chaleureusement applaudi.³ ».

Dès **janvier 1848**, de retour de Londres, **Tedesco intervient dans sa loge sur des positions « communistes »**. Le 9 janvier 1848, par exemple, il expose les thèses qu'il entend soutenir dans le cours de « droit naturel et de droit politique » dont il a été chargé à l'adresse des *apprentis* de son *atelier*. « Il tâchera de démontrer, est-il rapporté⁴, que ce sont ceux qui possèdent qui font seuls les constitutions politiques pour conserver la puissance que leur laisse la richesse (...) Il prouvera que la démocratie doit résumer en son sein non seulement les intérêts de la bourgeoisie radicale, mais aussi ceux du prolétariat⁵. Il désigne la loi électorale comme un chancre rongeur qui dévore la société ne donnant des droits qu'à la propriété et les dénie à ceux qui n'ont rien. ».

Après le déclenchement de **la révolution de février 1848 à Paris**, des troubles éclatent à Bruxelles le 27 février⁶ et se poursuivront tout au long du mois de mars. Tedesco intervient à plusieurs reprises au nom de *l'Association démocratique* afin de prévenir les manifestants contre les provocations policières, ce qui n'empêche pas qu'**il se trouve arrêté une première fois le 28 février** en compagnie de Wilhelm Wolff, de Philippe Gigot et de Prosper Esselens. Il est libéré le 12 mars 1848⁷.

Il reprend aussitôt ses activités au sein de sa loge et fait adopter **une résolution républicaine** qui déclare que « La république démocratique est la seule forme de gouvernement favorable à la réalisation des principes maçonniques dans le monde profane » mais aussi que « La Loge s'efforcera par tous les moyens maçonniques qui sont en son pouvoir, de propager les principes républicains et d'en obtenir la réalisation, dans tous les Etats où les institutions politiques le permettent et notamment dans tous les pays constitutionnels⁸. ».

Le 17 mai 1848, il fait la proposition que soit édité « un catéchisme républicain destiné à être distribué aux ouvriers et répandu dans les campagnes pour la propagation des principes démocratiques et républicains proclamés par la Loge ». Il s'agit, dit-il, de « la première mesure à prendre de la propagation et de la vulgarisation des principes républicains et démocratiques par une suite de petites publications à la portée de toutes les bourses et de toutes les intelligences⁹. »

Il est arrêté une seconde fois à Liège le 6 juin 1848 et inculpé, avec 42 autres accusés, dans le cadre du procès de l'équipée de *Risquons-Tout*¹⁰ au terme duquel il est **condamné à mort par la Cour**

¹ Marx Engels, *Correspondance*, Editions sociales, volume 1, page 502

² Marx Engels, *Correspondance*, Editions sociales, volume 1, page 507. Ils seront accompagnés par Georg Weerth, malgré l'avis défavorable d'Engels (« Pour l'amour de Dieu que Weerth ne soit pas délégué. (...) Il faut le maintenir dans sa sphère de poète », écrit-il dans la même lettre).

³ BDK 1, page 617

⁴ Els Witte, op.cit., page 596

⁵ L'occurrence de ce terme est très singulière dans la littérature maçonnique recensée par l'ouvrage d'Els Witte.

⁶ Pour l'anecdote, le jour même du déclenchement de la révolution à Paris, le 23 février 1848, Victor Considérant se trouve à Liège où il a demandé à être reçu par la loge « La Parfaite Intelligence et l'Etoile réunies ». La nouvelle suscite un vif débat au sein de la loge entre ceux qui manifestent leur prudence et les plus enthousiastes qui saluent la révolution par « une triple batterie » d'applaudissements (Els Witte, op.cit. pp. 599-600)

⁷ Engels à Marx dans sa lettre du 18 mars 1848 : « Tedesco est libre, il est parti immédiatement pour Liège sans voir personne » (*Correspondance*, tome 1, page 526). Pour le détail des événements des 27 et 28 février, voir Bertrand, tome 1, 2^e partie, pp. 77-80. On trouve dans BDK I, page 1093, une évocation de la scène par Stephan Born. Voir aussi Luc Somerhausen, *L'humanisme agissant de Karl Marx*, notamment le chapitre vingtième consacré à l'expulsion de Marx. Une lettre de Georg Weerth à Marx datée du 25 mars 1848 atteste que « Tedesco est de retour à Bruxelles » (BDK I, page 737).

⁸ Els Witte, op.cit., pp. 608-609.

⁹ Els Witte, op.cit., page 615.

¹⁰ Pour rappel, *Risquons-Tout* est le nom d'un village frontalier aujourd'hui intégré à Mouscron où s'est déroulé, le matin du 29 mars 1848, un affrontement armé entre une colonne de républicains belges venus de France et une brigade d'infanterie du royaume commandée par le général Fleury-Duray, laquelle n'a eu aucune peine à mettre en déroute la légion républicaine, quelque 2.000 hommes mal armés et de surcroît sans encadrement ni expérience militaire.

d'Assises d'Anvers, le 30 août 1848¹.

Il sera question lors de ce procès du *Manifeste du Parti communiste* de Marx et d'Engels.

Voici l'échange avec le procureur tel que le reproduit Louis Bertrand²:

- On a saisi chez vous un « Manifeste du parti communiste » ; n'a-t-il pas été fait chez vous ?
- Non, c'est une traduction.
- Comment se trouve-t-il en votre possession ?
- C'est un manifeste allemand que j'ai acheté ; j'en ai parlé et l'on m'a prié de le traduire ; la traduction n'est même pas achevée.
- Vous avez dit franchement que vous étiez républicain, que vous vouliez le suffrage universel ; êtes-vous communiste ?
- Si j'étais poursuivi pour mes opinions, je répondrais franchement, mais je ne crois pas devoir répondre maintenant à cette question.

Engels consacrera à ce procès un article très violent dans *La nouvelle Gazette rhénane* du 3 septembre 1848 où, sous le titre de « Les condamnations à mort d'Anvers », il écrit, après avoir dénoncé les diverses trahisures qui ont marqué l'aventure de la légion belge : « Nous sommes fiers de pouvoir donner le nom d'ami à plus d'un de ces « conspirateurs » ; ils ont été condamnés à mort pour le seul motif qu'ils étaient des démocrates. Et si la presse belge stipendiée les couvre d'ordures, nous voulons au moins sauver leur honneur devant la démocratie allemande ; si leur patrie les renie, nous voulons les reconnaître. Lorsque le président prononça leur condamnation à mort, ils lancèrent avec fougue : Vive la République ! Ils se sont conduits pendant tout le procès, comme à l'annonce du verdict, avec une fermeté véritablement révolutionnaire. »³.

Sa peine ayant été commuée par arrêté royal le 21 novembre 1848 en une condamnation à trente ans de réclusion, Victor Tedesco purge alors 5 années d'emprisonnement, d'abord dans la prison Saint-André d'Anvers jusqu'en janvier 1849, puis dans la forteresse de Huy avant d'être libéré en janvier 1854. Il sera finalement gracié en 1855.

C'est au cours de son incarcération, soit à Anvers, soit à Huy, qu'il rédigera son *Catéchisme du prolétaire*.

La brochure paraîtra à Liège en 1849 dans « L'Almanach républicain pour l'année 1849 » publié par le journal « Le Peuple » dont le fondateur était Prosper-Antoine Esselens⁴. L'ouvrage fera ensuite l'objet d'une brochure et sera traduit en allemand en février ou mars 1850 par Ferdinand Freiligrath⁵ ; il deviendra ainsi l'un des outils de propagande de la *Ligue*, notamment à Cologne.

*

Tedesco se retire du mouvement ouvrier après **sa libération le 6 janvier 1854**.

Installé à Arlon comme avocat, il épouse le 31 janvier 1858 Jeanne Louise Eugénie Berger, la fille du président du tribunal de première instance d'Arlon, Nicolas Berger⁶.

¹ Parmi les 17 condamnés à mort, on compte le général Aimé-François Mellinet, un héros de l'indépendance belge, alors âgé de 80 ans et l'avocat socialiste gantois Charles-Louis Spilthoorn.

² Louis Bertrand, op.cit., tome 1, 2^e partie, pp. 104-107. La version diffère sensiblement de celle que reproduit A. Gaspar dans l'article susmentionné.

³ K. Marx, F. Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane*, tome 1, Editions sociales, Paris 1963, pp. 459. Le 2 février 1849, dans son numéro 211, *La Nouvelle gazette rhénane* rendant compte de la réunion à Bruxelles d'un banquet de la « Société démocratique fraternelle » note qu'on y a lu sous les applaudissements un message adressé par Tedesco du fond de son cachot. (BDK I, page 901).

⁴ Prosper Esselens appartenait à la même loge que Tedesco, celle de « La Parfaite Intelligence et l'Etoile réunies » où il prononce, le 5 mai 1847, une *planche* sur la question des coalitions politiques : il y dénonce les alliances entre certains libéraux et les catholiques unis « par la fortune et l'industrie » ainsi que ceux qui concourent « par tous leurs efforts à faire prédominer l'aristocratie financière, industrielle et territoriale, cause principale de tous (les) maux » (Els Witte, op.cit., pp. 587-591). Le propos témoigne de la pugnacité des échanges politiques au sein de cette loge. Esselens sera condamné à mort en août 1849 dans le procès du banquet du Prado, un banquet républicain qui s'était tenu le 25 mars 1849 à Molenbeek-Saint-Jean et que le pouvoir considéra comme une organisation séditeuse relevant d'un complot contre la sécurité de l'Etat. Sa grâce n'interviendra qu'en juillet 1856.

⁵ On en trouve une version (allemande mais aussi française) aux pages 112-123 du second volume de BDK.

⁶ Par ailleurs banquier et industriel. Il avait été un ancien membre du Congrès national et avait siégé comme député libéral à la Chambre des Représentants de 1831 à 1839.

Il militera désormais à la tête du parti libéral d'Arlon. Il sera conseiller provincial libéral, élu du canton d'Arlon de 1864 à 1893 et présidera le Conseil provincial du Luxembourg de juillet 1887 à juillet 1888. En 1886, il est élu bâtonnier de l'Ordre des avocats, puis réélu à ce poste en 1887 et en 1892.

Il meurt le 29 mai 1897 à l'âge de 76 ans.

*

Nous citons le texte du *catéchisme* dans la version qui a paru dans le numéro 210 de septembre/octobre 1998 des *Cahiers marxistes*.

*

Il faut d'abord observer que Tedesco choisit **la forme catéchisée** qu'il estime plus populaire. C'est un critère auquel ne seront pas insensibles les militants de la *Ligue des communistes* en Allemagne lorsque, dans les années difficiles qui suivent la défaite des forces révolutionnaires en Allemagne et en Europe, il leur faudra populariser de la littérature militante. La traduction allemande du *Catéchisme* de Tedesco (assurée au début de 1850 par Ferdinand Freiligrath) sera largement diffusée par les sections de la Ligue, notamment à Cologne, au cours des années 1850-1852¹.

La connaissance que Tedesco avait des documents préparatoires au 2^e congrès de la Ligue (à savoir le premier projet de *Profession de foi* et les *Principes du communisme* d'Engels²) ainsi que le souvenir qu'il en a gardé au moment où il écrit, expliquent la similitude des propos introductifs qui s'appliquent à différencier les diverses formes d'exploitation au cours de l'histoire, distinguant entre l'esclave, le serf et le prolétaire. On observera toutefois que Tedesco ne se place pas dans la perspective d'une philosophie de l'histoire qui enchaîne une succession de *modes de production* : esclavage antique, servage médiéval et prolétariat moderne. L'esclave s'identifie au « nègre » en rapport direct avec l'esclavagisme alors en cours aux Etats-Unis et dans les colonies des puissances européennes³.

1. Qu'êtes-vous?

R. Je suis prolétaire, ou si vous l'aimez mieux, ouvrier.

2. Qu'est-ce qu'un prolétaire?

R. Vivant au jour le jour, le prolétaire est l'homme qui n'a pas assez aujourd'hui et n'est pas sûr d'avoir quelque chose demain. - Déshérité dans cette société qui s'enrichit par son travail, il n'a point de pain s'il n'a point de maître.

3. Vous êtes donc esclave, ayant un maître?

R. D'après l'acception ordinaire du mot, non.

Le prolétaire, et le nègre, pour vivre, dépendent l'un et l'autre d'un maître. Le prolétaire, à la différence du nègre, peut quitter librement le maître qui l'emploie, sauf à mendier ou à voler s'il n'en trouve pas un autre qui puisse ou veuille l'occuper.

Le prolétaire et le nègre, en changeant de maître ne changent point de sort, l'un reste toujours esclave, l'autre toujours prolétaire, quel-

¹ Ainsi dans une lettre à Marx du 19 juillet 1850, Roland Daniels, parlant de la nécessité que « notre petit parti » dispose de matériel militant, écrit : « Un catéchisme destiné au prolétariat rural pareil au catéchisme de Tedesco pour le prolétariat industriel serait nécessaire ». (BDK II, page 237). Au cours de ses interrogatoires lors du procès de Cologne, Peter Röser évoque à plusieurs reprises le rôle du *Catéchisme* de Tedesco dans la propagande de la Ligue. (Cf. notamment ses dépositions des 31.12.1853 et 2 janvier 1854, BDK, II, pp. 448-454)

² Et du *Manifeste* dont il avait entrepris lui-même la traduction avant d'être emprisonné.

³ Sans vouloir entreprendre ici une comparaison entre les deux textes, notons que le *Catéchisme du Peuple* d'Alfred Defuisseaux en 1886 commence de la même manière par une mise en relation de l'esclave et du prolétaire. Il s'agit en vérité d'un lieu commun de la littérature militante issue de la tradition néo-babouviste et en général des analyses de la gauche républicaine française sous la monarchie de Juillet.

les que puissent être la bienveillance et la philanthropie de ceux qu'ils servent.

Le nègre est esclave de l'homme.
Le prolétaire est esclave du capital.

4. Comment expliquez-vous cet esclavage du prolétaire?

R. Pour le prolétaire, point de pain sans travail; point de travail sans instruments de travail. Or, dans l'organisation actuelle de la Société, les instruments de travail représentent, par eux-mêmes, une valeur tout aussi inaccessible à l'ouvrier que le capital nécessaire pour les exploiter.

S'il existe encore aujourd'hui des instruments de travail dont l'acquisition est possible à l'ouvrier, les progrès de l'industrie, en substituant le travail des machines à la main-d'œuvre de l'homme en feront bientôt justice.

Le capital domine la production et donne la puissance à ceux qui le possèdent, c'est-à-dire aux riches, à la minorité.

La majorité, les prolétaires, sont donc réduits à solliciter du travail.

Les conditions auxquelles le riche achète le travail sont précisément les conditions de l'existence des ouvriers.

La vie de ceux-ci dépend donc du capitaliste, du maître.

Entre le maître qui achète et le prolétaire qui vend le travail, il se fait une transaction forcée qui est le salaire, lequel représente, par conséquent les conditions de la vie du prolétaire.

5. Pourquoi cette transaction est-elle forcée?

R. Parce qu'en refusant les conditions que lui pose le maître, l'ouvrier refuserait le pain dont il a faim.

6. Quelle est la loi d'après laquelle se règlent les conditions du salaire?

R. La concurrence.

- 1° Des nations entre elles.
- 2° Des producteurs d'un même pays entre eux.
- 3° Des ouvriers entre eux.

Que devient le salaire par cette concurrence?

R. Le travail, en tant qu'il se vend et s'achète, est une marchandise dont le prix s'appelle salaire.

Le prix de toute marchandise dépend des frais qu'il faut faire pour la produire.

Le salaire ou le prix du travail-marchandise, dépend des frais qu'il faut faire pour produire le travail, c'est-à-dire des frais que nécessite l'entretien d'une race d'ouvriers.

De même que le prix d'une marchandise baisse lorsqu'il en coûte moins pour la produire; de même baisse le prix du travail-marchandise, lorsqu'il en coûte moins pour entretenir l'ouvrier.

Que l'on découvre un aliment moins coûteux que le pain et les pommes de terre, et aussitôt le salaire baissera en proportion.

7. Au résumé quelles sont les conditions de la vie de l'ouvrier?

R. Comme je l'ai dit, elles sont résumées dans le salaire, lequel est toujours le moindre possible.

Les conditions de la vie sont: le vêtement, le logement, la nourriture.

Le moindre salaire signifie donc:

Pour vêtement tout juste ce qu'il faut pour couvrir honteusement la nudité; Pour logement tout juste ce qu'il faut pour ne pas coucher en plein air; Pour nourriture tout juste ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim.

8. Le travail vous est-il au moins garanti ?

R. Non. La concurrence ne peut s'arrêter en si beau chemin. Les désordres incessants ou périodiques qu'elle enfante nous arrachent souvent jusqu'au misérables ressources de notre salaire.

Notre existence dépend d'une commande qui cesse, d'un atelier qui se ferme, d'une faillite lointaine, d'une machine qu'on découvre, d'une panique industrielle, d'une crise commerciale.

On observe une rupture stylistique à partir de la neuvième question, le personnage du prolétaire prenant l'initiative à cet endroit de s'exprimer à la **première personne**. Le ton change aussi et la description vise des aspects plus concrets de la condition ouvrière. Ce changement de registre donne rétrospectivement à la première séquence **une tenue théorique plus ferme** qui doit beaucoup aux apports de Marx et d'Engels, notamment sur la définition du salaire comme le prix à payer par le capitaliste pour disposer de la « marchandise travail » de l'ouvrier¹.

9. Votre sort est donc bien misérable?

R. Les souffrances abrègent mon existence et flétrissent ma vie.

Enfant de huit ans à peine, je travaillais pour ajouter quelque chose au peu de pain que pour moi gagnait mon père. Les journées étaient bien longues pour si peu de joies; les nuits trop courtes pour tant de fatigues.

Père de famille je vois s'épuiser ma compagne et s'étioler mes enfants. Contre tant de maux mon travail est impuissant.

Sacrifiant mes enfants aux exigences impérieuses de la faim, je les fais esclaves d'une machine, maudissant leur sort et le mien, mon amour pour eux devient mon supplice.

Viellard avant l'âge, comme mon père, je n'aurai d'abri que dans la charité publique qui emprisonne, dans l'aumône qui avilit.

A ceux que fuit le travail, les dépôts de mendicité, les bagnes. A la jeune fille que presse la faim, la prostitution.

Parcourez ces quartiers dans lesquels nous relègue l'opulence; ces rues étroites, tortueuses, sans air, sans soleil. - Une atmosphère lourde, épaisse, viciée par l'accumulation d'un trop grand nombre d'êtres vivants, par les eaux stagnantes et les immondices, en éloigne les heureux qu'épargne la misère. - Pénétrez dans ces habitations, véritables campements de barbares. - De la cave humide, spongieuse, jusqu'au grenier ouvert à toutes les intempéries, tout y est asile à nos misères. N'y cherchez point quelque trace de cette révélation splendide de la puissance et de l'intelligence humaines qu'on appelle civilisation. - A ces murs nus et dégoûtants, à ce foyer ébréché, à la paille de nos grabats, reconnaissez, ô riches, la demeure des artisans de votre opulence. Notre misère atteste votre grandeur.

¹ Compte tenu de l'élaboration par Marx de la catégorie de « travail » à cette époque. Sur cette question nous renvoyons à notre fascicule 9 consacré à *Travail salarié et Capital*.

Les miracles de notre industrie ne doivent-ils pas être consacrés par nos souffrances.

Oui, nous escomptons notre avenir en escomptant nos forces; et si parfois les préoccupations du lendemain assombrissent notre regard, l'impuissance de notre prévoyance, nous arrache jusqu'au sentiment de notre conservation.

Alors, n'ayant rien à perdre et rien à regretter, comment pourrions-nous ne pas jeter notre vie dans la balance sociale, pour en rétablir l'équilibre.

10. Vous ne me dites rien de votre instruction?

R. Pour nous il n'est pas d'autre enseignement que la misère.

La faim en réduisant l'enfant à dépérir, pour quelques centimes, dans la fabrique, le chasse de l'école.

L'excès du travail et l'insuffisance de la nourriture en épuisant le jeune homme, le rendent inapte à tout travail intellectuel.

Que ferait-il à l'école du soir ? Qu'importe d'ailleurs cet enseignement bâtard qui fait de nous une machine à écrire et à lire, sans souci de notre intelligence, sans conviction, sans énergie, sans pensée vivifiante.

Qui donc, dans ces écoles, songe à développer l'entendement de mon enfant, qui donc lui ouvre le cœur à tous les sentiments élevés, qui donc fera passer en son âme docile, cette noble fierté du plébéien, qui doit le préserver de la charité sociale.

Ah! Il en est de l'enseignement comme du salaire, moins possible est encore trop.

11. Ne tenez-vous aucun compte du prêtre?

Non. - Le prêtre est l'homme du passé, l'avenir m'appartient. - Que peut-il y avoir entre lui et moi?

Apôtre d'institutions surannées, il promène ses oripeaux au milieu d'hommes que n'aveugle plus la foi.

Héritier des préjugés antiques, il a prospéré à l'ombre des privilèges. Complice des rois, des nobles, des riches, après avoir perdu le pouvoir, il en est devenu le flatteur.

Gendarme moral, de sa religion il nous fait des menottes.

Arrière donc, prêtre qui sanctifiez la souffrance pour légitimer la misère. Que nous parles-tu d'un monde meilleur?

Nos enfants nous demandent du pain et tu nous ajournes au jugement dernier.

Le texte revient à la question **politique** essentielle : **la constitution de la classe ouvrière en acteur politique**. Le vocabulaire demeure néanmoins proche du vécu sociologique. L'ennemi, ce sont « les riches » plutôt que « la bourgeoisie » comme classe hégémonique, même si la précision ne manque pas : cette classe domine parce qu'elle dispose des « instruments de travail » et « des capitaux ».

12. D'après ce que vous m'avez dit jusqu'à présent, vous regardez les prolétaires comme constituant une véritable classe dans la société ?

R. Oui. - Deux classes sont en présence l'une de l'autre, les riches et les prolétaires.

Entre elles, il y a antagonisme, parce qu'il y a opposition d'intérêts,

de mœurs et d'idées.

13. Quelle est la classe prédominante?

R. Celle des riches.

14. Quelle est la cause de cette puissance?

R. C'est la possession des instruments de travail et des capitaux. - Dispensatrice du travail, elle dispose par cela seul de tous les biens, de toutes les forces de la société.

15. Cette domination des riches se borne-t-elle à l'oppression du travail ?

R. Non, elle s'étend sur tout ce qui tient à l'homme considéré soit comme travailleur, soit comme citoyen.

La perspective est claire, selon la belle formule affirmant que « Le citoyen affranchirait¹ le travailleur » : il s'agit de conquérir le droit d'exercer le pouvoir politique qui assure « la participation aux affaires publiques » des classes opprimées. Notons que le texte parle d'« *association* à la puissance publique ». Le modèle est celui du mouvement chartiste anglais confiant dans les conséquences numériques du suffrage universel.

16. Pourquoi ?

R. Opprimés par les riches, si nous étions associés à la puissance politique, nous nous servirions de cette influence légitime pour notre commune délivrance.

Le citoyen affranchirait le travailleur.

Pour obvier à ce danger, on nous a exclus de toute participation aux affaires publiques.

17. Comment y est on parvenu?

R. En s'emparant du gouvernement de la société, du pouvoir politique.

18. Qu'appellez-vous pouvoir politique?

R. C'est le pouvoir de donner des lois au peuple et d'en assurer l'exécution.

Ces lois règlent tout ce qui est d'intérêt général ou d'intérêt privé en rapport avec l'intérêt général. - Leurs prescriptions touchent à tout ce qui concerne l'homme, au mariage, à la famille, à la propriété, à l'instruction, à l'éducation, à la défense nationale, à l'industrie, au commerce, à l'agriculture, aux travaux publics, aux délits et aux peines, etc. etc.

19. Par qui ce pouvoir redoutable s'exerce-t-il ?

R. Par les assemblées législatives et par le roi.

Les assemblées font les lois, le roi les sanctionne et les fait exécuter.

20. Quelle est l'origine de ces assemblées ?

R. L'élection.

Tous ceux qui ont une propriété suffisante pour que leurs intérêts se rattachent à ceux des riches, sont électeurs, c'est-à-dire ont le

¹ L'emploi du conditionnel a ici toute son importance.

droit de choisir les personnes dont la réunion constitue l'assemblée législative.

21. Que représente donc cette assemblée?

R. Elle représente les privilégiés qui l'ont élue.

Privilégiés eux-mêmes, les députés qui la composent, imprégnés des besoins, des intérêts, des principes de ceux qui les ont élus, arrivent forcément à considérer l'intérêt des électeurs comme étant celui de l'état et les confondent ainsi, par une touchante harmonie, dans les lois qu'ils fabriquent.

Ils sont, en un mot, les agents d'affaires de ceux qui nous oppriment.

Ce qui ne les empêche pas de prétendre qu'ils représentent toute la nation, comme si des hommes étrangers ou opposés à nos besoins, à nos intérêts, pouvaient être nos élus en dehors de toute participation de notre part à l'élection.

« Les agents d'affaires de ceux qui nous oppriment » : Tedesco se souvient d'une formule du *Manifeste* de Marx et d'Engels selon laquelle « Le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière¹. »

Sur la question de la royauté, Tedesco aborde le contexte spécifiquement belge en soulignant l'opportunité de la bourgeoisie dans le choix de l'institution monarchique sous sa forme constitutionnelle.

Tout ce passage témoigne d'une grande lucidité politique.

Toutefois la présente séquence se termine abruptement, à travers une évocation « des jeux de bourse » et de « l'agiotage », par **une extravagante déclaration antisémite** directement inspirée de l'ouvrage récemment publié en 1845 par le fouriériste Alphonse Toussenel sous le titre *Les juifs, rois de l'époque. Histoire de la féodalité financière*².

22. Qu'est ce que la royauté?

R. Au siècle dernier la royauté était la source de tout pouvoir. Résumant en elle toute souveraineté, elle commandait aux nations. - Lois, impôts, intérêts généraux, tout, dans la société ressortait d'elle.

Sa puissance était telle qu'elle prétendait ne relever que de Dieu. Appuyée sur la noblesse et sur le clergé, elle défiait le temps et les révolutions.

Mais au sein de la société en travail, se développait une force immense, la bourgeoisie se constituait silencieusement par l'industrie et le commerce. Eclairée par la science et la philosophie, elle s'affranchissait de tout préjugé, de tout respect pour le trône et l'autel.

Les privilèges économiques (les corporations p.ex.) qui lui avaient été concédés par les rois avaient longtemps protégé sa puissance naissante. - Mais devenue forte et hardie dans ses entreprises, les langes de son enfance devaient l'étouffer, si elle ne les rompait. Les impôts de tout genre, qui entravaient les échanges auraient fini par ruiner l'agriculture et l'industrie. Etablis et perçus au nom et au profit de la Royauté, comment les abolir ou les réformer sans entamer

¹ *Le Manifeste*, 1^{er} chapitre, 12^e §. Une formule tranchante et quelque peu réductrice sur la fonction de l'Etat.

² A la librairie de l'Ecole Sociétaire. L'ouvrage a été numérisé par Google. A. Toussenel radicalise dans cet ouvrage les éléments d'antisémitisme présents chez Charles Fourier, entre autres dans sa *Théorie de l'Unité universelle* (tome 1, pp. 167-170 de l'édition de 1838) mais il leur donne une forme d'exaspération qui servira de modèle pour la littérature antisémite moderne : Edouard Drumont s'en inspirera largement, et après lui, toute la tradition de l'extrême droite française.

la royauté divine. La bourgeoisie le comprit et attaqua les abus en minant le plus puissant comme le plus enraciné de tous, le despotisme de la royauté. - Elle opposa la souveraineté du peuple à celle du droit divin. - Le peuple seul devait avoir le droit de s'imposer des lois, lui seul devait être le juge suprême de ses propres intérêts. Le principe monarchique succomba dans la lutte et avec lui s'écroula toute l'ancienne société. La révolution, entreprise et conduite par la bourgeoisie, triompha de la résistance désespérée des privilégiés, grâce au dévouement, à l'énergie et à l'audace révolutionnaire du peuple.

Après la victoire, la bourgeoisie, forte de ses richesses et de ses lumières, s'empara du pouvoir et, méconnaissant cette souveraineté du peuple qu'elle avait si souvent invoquée et qui l'avait sauvée, elle établit la souveraineté des bons propriétaires, des industriels, des commerçants, de la propriété en un mot. Elle avait acquis la liberté industrielle et commerciale, elle avait usurpé le pouvoir politique. - Que lui aurait-il fallu de plus ? Le peuple ignorant les conséquences que l'avenir devait donner à la libre concurrence, le peuple laissa faire.

Dans cette rénovation de la société quel fut le sort de la royauté ? Renversée par le peuple, la bourgeoisie la restaura sous le nom de royauté constitutionnelle. - Associée à la confection des lois, elle reçut pour apanage toute la puissance exécutive; comme autrefois, l'armée, l'administration, l'enseignement relevèrent immédiatement d'elle. On lui assura, pour prix des services qu'elle était appelée à rendre, des revenus immenses, la gorgeant ainsi d'honneurs, de richesses et de pouvoir.

23. Pourquoi donc la royauté fut elle restaurée?

R. Après avoir établi sa domination, la bourgeoisie dut penser à en garantir la stabilité. Il fallut clore la révolution, fixer irrévocablement les institutions et les mettre à l'abri de revirements dangereux. La bourgeoisie d'ailleurs n'était pas compacte, unie, et ne l'est pas encore. Elle renfermait dans son sein un grand nombre de membres qui, s'ils participaient aux bienfaits de la révolution, avaient cependant intérêt à empêcher la domination exclusive de la haute bourgeoisie capitaliste. - Ils pouvaient et devaient, par cette différence d'intérêts, sentir le besoin de réformes lentes, mais progressives et les assemblées législatives, soumises, jusqu'à un certain degré, à leur influence pouvaient reconnaître ces besoins de réforme et se laisser aller à des entraînements périlleux, une réforme en appelant une autre. A toute chose il faut une fin, au progrès il fallut une borne. La royauté, en tant que borne, avait un passé qui répondait d'elle. - On s'en souvint et la borne royauté fut rétablie. On donna au roi le droit d'annuler par son veto les actes progressifs des assemblées.

Il fallait d'ailleurs un chef du pouvoir exécutif au dessus de toute influence populaire et indépendant dans son existence et dans son action, de toute agitation électorale. Cette tête fut encore la royauté. - A sa louange il faut ajouter qu'elle fut à la hauteur de sa mission et qu'elle la remplit encore à la satisfaction des capitalistes. II est encore vrai de dire qu'elle sut compléter son rôle en s'identifiant aux passions de ses restaurateurs. Comme eux, elle sut spéculer sur les fonds publics, comme eux, elle acquit le talent de multiplier ses espèces par les jeux de bourse et l'agiotage. - Ce dernier trait manquait encore au type de la royauté. - Aujourd'hui il est indélébile.

Les juifs sont les rois de l'époque - Les rois sont les juifs de l'époque.

Des exemples concrets viennent à présent ponctuer l'exposé politique. Il s'agit de soutenir l'attention du public populaire en lui rappelant son quotidien. Manifestement Tedesco perçoit bien la nécessité toute rhétorique de ces rappels à la réalité quotidienne vécue par les prolétaires à qui il s'adresse.

24. Vous avez établi les fonctions et la nature des assemblées représentatives et de la royauté, mais prouvez-moi par des faits qu'elles ne règnent et ne gouvernent que dans un intérêt exclusif de celui des prolétaires.

R. En voici des preuves?

a. On rehausse, par des droits de douane sur le blé, le prix du pain que nous consommons. Les prolétaires ne le feraient pas.

b. On taxe la viande à la douane et à l'octroi, comme si elle n'était pas déjà trop rare pour nous. Les prolétaires ne le feraient pas.

c. On impose le beurre, le fromage, le café, ces aliments du pauvre. Les prolétaires ne le feraient pas.

d. On taxe le tabac, notre seul luxe, et le sel qui assaisonne notre triste nourriture. Les prolétaires ne le feraient pas.

e. On impose à l'envi les boissons du pauvre. Les prolétaires ne le feraient pas.

f. On frappe de droits de patente le travail du petit bourgeois besogneux. Les prolétaires ne le feraient pas.

g. On protège quelques grandes industries au détriment des consommateurs. Les prolétaires ne le feraient pas.

h. On extorque par les impôts de consommation les deniers du pauvre. Les prolétaires ne le feraient pas.

i. On rétribue largement les fonctions qui sont l'apanage du riche. Les prolétaires ne le feraient pas.

j. On rogne honteusement les traitements des emplois que le dédain du riche abandonne aux petites gens. Les prolétaires ne le feraient pas.

k. On pare avec amour les quartiers où séjourne l'opulence; qu'importent l'insalubrité et la vétusté des nôtres. Les prolétaires ne le permettraient pas.

l. On permet de ruiner la santé de l'ouvrier par l'excès de travail. Les prolétaires ne le permettraient pas.

m. On exige l'impôt du sang du malheureux qui n'a ni patrie à défendre, ni propriété à protéger. Et on exempte à prix d'argent le fils du riche qui a tout à perdre. Les prolétaires ne le permettraient pas.

n. On livre toutes les ressources de l'Etat aux spéculations des capitalistes. Les prolétaires ne le feraient pas.

o. On permet aux financiers de compromettre l'épargne des petites gens dans les tripots de la bourse. Les prolétaires ne le permettraient pas.

25. Comment espérez-vous porter remède à des maux qui ne sont que trop réels?

R. Les constitutions politiques ne sont que l'ensemble des institutions et des garanties par lesquelles une classe assure et protège sa domination économique sur les autres classes.

Si donc nous voulons changer les conditions sociales de notre existence, nous devons avant tout renverser ces constitutions, instruments de notre oppression. Nous devons, en d'autres termes, nous emparer de la puissance politique, afin que l'on ne puisse plus s'en servir contre nous.

26. Que voulez-vous mettre à la place de la souveraineté de la propriété?

R. La souveraineté du peuple.

Le texte engage alors ses conclusions sur le thème du **suffrage universel**, avec, il faut le remarquer, la volonté d'imposer le principe de la **révocabilité des élus**. On retrouvera cette méfiance à l'égard des mécanismes de la délégation dans les modalités de fonctionnement de la Commune parisienne de 1870 telles que Marx les commentera.

27. Comment le réaliserez-vous?

R. Par le suffrage universel, c'est-à-dire par le droit reconnu à tout homme de concourir par ses votes directement ou indirectement, à l'organisation politique et sociale de l'Etat. Pour que ce concours soit sérieux il faut que tout citoyen comprenne l'action profonde que la politique exerce sur le bien-être des hommes, qu'il ait conscience des vices radicaux de la société actuelle ainsi que des moyens propres à les extirper. - Il faut que dans l'exercice de ses droits, il soit dominé par la préoccupation constante des intérêts du prolétariat - Que les vicissitudes de la lutte ne le découragent pas. L'aristocratie de l'argent est trop puissante pour être vaincue par une seule défaite. Comme sa sœur aînée, la noblesse, elle résistera longtemps; longtemps encore elle combattra avec toutes les forces du désespoir. Comme sa sœur aînée elle sera vaincue, si la volonté irrévocable du prolétariat est qu'elle le soit.

28. Le suffrage universel vous soumettra les assemblées législatives, mais que ferez-vous de la royauté, expression vivante de tous les abus?

R. Nous la renverserons à jamais.

A sa place nous établirons un pouvoir exécutif responsable, toujours révocable par l'Assemblée des Représentants du Peuple.

Mais le suffrage universel n'est pas la panacée : il doit être complété par **le droit au travail**. On touche ici **au fondement de la revendication ouvrière** telle qu'elle a surgi pour la première fois aussi clairement au cours des événements révolutionnaires de 1848 en France et en Europe. Telle aussi qu'elle demeure aujourd'hui centrale dans le combat anticapitaliste.

29. Vous avez déjà signalé assez d'abus, pour qu'il me soit inutile de vous demander quelle sera la tâche de vos élus. Mais quel est après le droit de suffrage, le droit le plus essentiel que vous ayez à réclamer?

R. Le droit au travail.

Il nous faut la certitude de pouvoir vivre en travaillant.

30. Qui vous garantira ce droit?

R. L'Etat à qui nous donnerons mission de l'organiser.

31. Pourquoi l'Etat?

R. Nous ne possédons pas les instruments de travail; nous ne pouvons emprunter pour les acquérir, car l'on ne prête qu'au riche.

L'Etat seul peut et doit devenir le banquier des prolétaires. Pour sauver la Société de l'abîme que lui creuse la concurrence, ce n'est pas trop de toutes les ressources, du concours de toutes les forces de l'Etat.

32. Quel nom donnez-vous à cette organisation sociale qui recèle toutes vos espérances et qui un jour doit les réaliser?

R. La République Démocratique et Sociale.

33. A quoi reconnaissez-vous que son temps est venu?

R. Aux convulsions violentes dans lesquelles se tord la Société.

34. Quelle est la devise de la République Démocratique et Sociale. ?

R. Liberté, Égalité, Fraternité.

La liberté, c'est la possibilité, garantie à tout homme, de développer complètement ses facultés physiques et intellectuelles et de les exercer conformément à leur développement.

L'Égalité est la condition de l'homme dans une société qui, réalisant la liberté et proscrivant tout privilège, ne renferme plus de classes.

La Fraternité est le sentiment de solidarité qui ralliera tous les hommes au jour de la réalisation complète de la Liberté et de l'Égalité.

L'image du soir tombant accompagne en douceur la clôture elle-même du texte, lequel engage ses conclusions sur un mode très lyrique.

La journée est close et tes membres fatigués; tes enfants crient famine et ta femme pleure,

à quoi penses-tu, ô prolétaire?

Ton maître ruiné par la concurrence ferme ses ateliers et pour toi l'État n'a pas de travail,

à quoi penses-tu, ô prolétaire?

Tes frères souffrent comme toi et gémissent dans l'esclavage;

à quoi penses-tu, ô prolétaire?

Je pense à mes enfants qui crient famine, à ma femme qui pleure, à mes frères qui souffrent;

Je pense à la richesse, à l'égoïsme dédaigneux du puissant;

Je pense à nos faiblesses, à nos erreurs, à nos préjugés;

Désabusé des rois, des prêtres et des riches, aujourd'hui je les juge;

Si ma misère les condamne, mon cœur ne peut les absoudre.

Artisans de notre infortune, laissez passer la justice des prolétaires.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Drapeau de nos pères marchant à la destruction de la Société féodale, reçois le serment du prolétaire.

Dans sa lutte ardente contre l'aristocratie nouvelle, protège son cœur de toute défaillance. Prophétie de l'avenir, éclaire son intelligence et préserve- la des promesses décevantes de ses ennemis.

Et toi prolétaire, mon frère, enfant de toutes les douleurs, que ta propagande, incessante comme ton travail, réponde enfin à tes souffrances. Que cette force que tu épuises au service d'un maître vienne en aide à celle de tes frères les prolétaires.

De cette sainte alliance surgira, une et indivisible,

La République Démocratique et Sociale.

5.1. Manifestes et catéchismes

L'objectif de ce chapitre n'est pas d'explorer le vaste répertoire des opuscules et brochures de la littérature militante qui ont pris le nom de *manifestes* et de *catéchismes*¹.

Mais il est utile d'attirer l'attention sur quelques-unes de ces œuvres qui, soit en raison de leur contenu, soit en relation avec leur titre, se trouvent souvent associées au *Manifeste* de Marx et d'Engels.

Ce sont, dans l'ordre chronologique, les ouvrages suivants, une dizaine parmi lesquels, pour mémoire, certains que nous avons déjà amplement présentés.

*

1. En mars **1834**, paraît une brochure intitulée **Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire** par **Xavier Sauriac**, membre de la *Société des Droits de l'Homme*².

L'ouvrage vaut à son auteur d'être aussitôt traduit en justice, le 2 avril 1834, devant la Cour d'Assises de la Seine, une inculpation sans conséquence, il est vrai, car le jury décide de l'acquitter³. Il n'échappe toutefois pas à une deuxième arrestation, le 25 mai 1834, cette fois dans le cadre de l'affaire dite des 13 et 14 Avril⁴ et se trouve condamné le 22 janvier 1836 à cinq ans d'emprisonnement. De son interrogatoire devant la Cour des Pairs⁵, le 10 juin 1834, on apprend qu'il est âgé à cette époque de 31 ans et qu'il était entré dans la Société des Droits de l'Homme en novembre 1833. En 1848, Sauriac sera nommé par Ledru-Rollin au titre de commissaire du gouvernement provisoire dans le Tarn-et-Garonne, à Montauban où il arrive le 26 mars 1848, mais il entrera aussitôt en conflit ouvert avec la bourgeoisie locale qui lui reproche ses idées communistes. Il sera même contraint de démissionner après une violente campagne de presse lui reprochant d'avoir déclaré: « Nous ne connaissons que les républicains de la veille ; nous n'en voulons pas d'autres. S'il en est nommé, ils n'arriveront pas jusqu'à la Chambre, parce qu'il y a le pont à traverser, et, au-dessous, la Seine⁶ ». Xavier Sauriac est l'auteur en 1850 d'une « tragédie sociale en 5 actes et en vers » intitulée **La mort de Jésus**, pour laquelle il sera de nouveau incarcéré. Il meurt à Paris en mars 1871. Le *Journal de la Commune* salue en lui l'un « des plus dignes vétérans de la République sociale⁷ ».

Le Catéchisme du prolétaire forme un ensemble de 108 pages constituées d'un jeu de questions/réponses sur une variété de thèmes qui appartiennent en propre à la pensée égalitaire de l'opposition républicaine sous la monarchie de Juillet. **L'emploi du terme « prolétaire » dans le titre est toutefois quelque peu trompeur** si l'on s'attend à une analyse des rapports de domination dans la sphère de la production. Le *catéchisme* de Sauriac est en effet entièrement tourné vers **la question du pouvoir politique** et sous cet angle, il illustre très bien la conception « française » d'une rénovation sociale

¹ Pour une entreprise de ce genre on se reportera à l'étude d'Alphonse Gaspar « L'histoire de la propagande par le catéchisme » parue dans le n° 79 de janvier 1967 de la revue *Socialisme*, Bruxelles 1967, pp. 91-117.

² *L'Echo de la Fabrique* signale cette parution dans son numéro 34 de mars 1834. Sur la *Société des Droits de l'Homme* et de manière générale sur l'action des sociétés secrètes sous la monarchie de juillet, nous renvoyons aux pages les concernant dans notre fascicule 13.

³ « Les idées radicales du Socialisme avaient encore si peu de cours que l'exposé de ma doctrine parut probablement une excentricité sans importance aux yeux du jury; et, en ma qualité de fol utopiste, j'obtins un verdict d'acquiescement », écrit Sauriac dans l'avant-propos de son ouvrage *Un système d'organisation sociale* (pp. XV-XIX de l'édition de 1880 numérisée par Gallica)

⁴ Le 13 avril 1834, à l'initiative de la *Société des Droits de l'Homme*, un début d'insurrection éclate à Paris en soutien au combat des canuts de Lyon qui venaient de subir une sanglante répression. Le pouvoir en profite pour lancer un vaste coup de filet dans les milieux de l'opposition. Il met alors en scène un spectaculaire procès politique : 164 accusés comparaitront devant la Cour des Pairs transformée pour l'occasion en Cour de justice. Le procès se déroulera du 5 mai 1835 au 23 janvier 1836.

⁵ La très brève notice que lui consacre le Maitron signale que Xavier Sauriac est un « professeur chassé de l'université ».

⁶ Cité par Xavier Marmier, *Journal (1848-1890)*, tome 1, Librairie Droz, Genève, 1968, page 92, note 1.

⁷ La notice ajoute : « Il a toujours lutté, il a toujours souffert pour notre sainte cause. C'était un homme dont les manières affables inspiraient tout de suite la sympathie. Il a écrit plusieurs ouvrages pour vulgariser sa foi et qui lui ont valu, sous le règne de Louis-Philippe, plusieurs condamnations à la prison. Il est mort comme il a vécu, homme de bien et martyr des grandes idées qui doivent affranchir le monde. » (page 121 de l'édition numérisée par le site des « Classiques des sciences sociales » à l'adresse <http://classiques.uqac.ca/>)

par le biais de la conquête du pouvoir d'Etat. Après divers développements de caractère métaphysique sur l'homme et sur la liberté de pensée, après divers commentaires généraux sur les droits naturels du citoyen et sur les différentes formes de société, le texte aborde de front et la question des garanties constitutionnelles et celle des formes de gouvernement. Il se termine ainsi par **des mots d'ordre typiquement blanquistes**.

Voici, pour l'exemple, les deux derniers chapitres de cette brochure :

CHAPITRE VIII

DES MOYENS QU'ONT LES PEUPLES D'AUJOURD'HUI DE PASSER DU GOUVERNEMENT MONARCHIQUE AU GOUVERNEMENT RÉPUBLICAIN.

D. Comment un peuple qui se reconnaît esclave sous un gouvernement monarchique peut-il le renverser, pour s'en donner un démocratique, c'est-à-dire pour se gouverner lui-même ?

R. Il a deux moyens d'y parvenir, savoir celui de l'instruction ou de la force morale, et celui de la révolte ou de la force matérielle. Cette dernière du reste doit être employée tout aussi bien dans un cas que dans l'autre, mais dans des proportions différentes.

D. Comment peut-il y parvenir par la voie de l'instruction ou de la conviction ?

R. Il faut, pour qu'il puisse y arriver de cette manière, que les hommes éclairés qui veulent le bonheur des masses, et sont par conséquent ennemis du gouvernement qui les parque, les abrutit et les presse, travaillent à élargir les intelligences inférieures, qu'ils fassent ressortir aux yeux des classes pauvres et souffrantes, d'un côté les infamies du régime qui est en vigueur, avec les misères de leur propre condition qui ne proviennent que de lui, et d'un autre les avantages positifs du gouvernement futur, et les améliorations certaines qu'il doit apporter à leur sort, puisqu'elles le régleront elles-mêmes. Il faut que par la presse, la prédication, ou tout autre moyen moins ouvert de propagande, la notion des idées républicaines s'établisse jusque dans le moindre bourg que ces idées gagnent insensiblement les classes riches qui s'en déclarent si hautement les antagonistes qu'elles pénètrent surtout dans les rangs de l'armée, et qu'enfin chacun étant bien persuadé que le système monarchique est inhumain et dégradant, et que le régime démocratique doit contribuer au bien-être de tous, la confiance générale lui soit assurée.

D. Pourquoi dites-vous, surtout dans les rangs de l'armée ?

R. Parce que le soldat qui est sans aucune espèce d'instruction, qui ignore l'organisation sociale dont il fait partie, et ne raisonne jamais sur sa position, ne sachant pas d'où provient le modique salaire qui paie ses fatigues, et qui a été prélevé sur lui-même et sur sa famille, croit qu'il appartient au gouvernement qui le lui donne, se considère par conséquent comme esclave des ordres qu'il reçoit, et sert ainsi de soutien et de protecteur au despotisme. C'est le soldat qui fait le pouvoir dès qu'il aura bien compris sa situation, il n'y aura plus d'armée possible qu'une armée citoyenne.

D. En quoi doit consister l'instruction du peuple ?

R. Elle consiste, au moins dans la lecture, l'écriture, le calcul, les leçons orales, les évolutions militaires et le maniement des armes. Lorsque chacun aura reçu ces commencements d'éducation, non seulement il pourra mieux juger de son passé, et mieux connaître ses droits et ses devoirs, mais encore il saura combiner son avenir, et quand il aura atteint le but projeté, c'est-à-dire l'établissement du gouvernement démocratique, son intelligence, qui ira toujours croissant, pourra fouiller dans les affaires publiques; les journaux lui en fourniront les moyens. Son rôle acquerra aussi de l'indépendance, car plus on peut par soi-même, moins on a recours aux conseils d'autrui. L'instruction est mê-

me le seul moyen qui reste aux masses de profiter positivement des révolutions qu'elles exécutent. Sans elle, il leur est impossible de ne pas se livrer au premier intrigant, qui y verra plus clair. Il faudrait, pour qu'il n'y eût plus de dupes, que chacun fût à même de concourir à la nouvelle organisation.

D. Pourquoi dites-vous que le Réformiste ou Républicain doit apprendre les évolutions militaires et le maniement des armes ?

R. Parce que non seulement il en aura besoin le jour où il devra combattre pour la réforme, mais encore parce que, plus tard, chaque citoyen sera soldat de la République.

D. Dans quel cas un peuple doit-il tenter de renverser un gouvernement par la force matérielle ?

R. Si le peuple qui gémit sous le gouvernement monarchique, et qui se reconnaît assez mûr pour le changer contre un démocratique, rencontre néanmoins par le vice même de son organisation présente, une majorité qui s'oppose à toutes ses idées d'amélioration, il faut qu'il recoure à la force matérielle, afin de renverser les obstacles qui le gênent, et de pouvoir se diriger comme il l'entend (ailleurs se trouve indiquée la théorie des moyens matériels qu'il devra mettre en usage, et dont la combinaison sera telle qu'une fois connue de chacun, ni police ni force militaire ne sauraient en empêcher le succès).

CHAPITRE IX

DES DEVOIRS DU RÉPUBLICAIN

D. Quel doit être le premier sentiment des membres d'une société qui, après avoir reconnu tous les vices du gouvernement monarchique, se proposent de lui substituer un gouvernement démocratique ?

R. Leur premier sentiment doit être celui de l'union. Il faut qu'ils commencent par s'entendre bien entre eux, que toutes les nuances d'opinions particulières s'effacent, que tous les amours-propres se taisent, et que chacun marche franchement vers le but commun. C'est par leur parfaite intelligence qu'une poignée d'hommes peut parfois être opposée à une masse compacte et formidable.

D. Quels sont les autres sentiments qui doivent les animer ?

R. 1° Le sentiment de leur dignité, comme hommes; 2° celui de leur dignité, comme citoyens. Après avoir étudié les droits que ce double titre leur donne, ils doivent s'armer d'un zèle, d'une constance et d'un courage à toute épreuve pour les reconquérir. Il importe surtout que chacun veuille sincèrement l'établissement de la République ou de la Réforme, non pas seulement parce qu'elle devra ajouter à son bien-être particulier, mais parce qu'elle devra augmenter le bien-être général.

D. Que doivent faire ensuite les membres qui se reconnaissent aptes à la Réforme ?

R. Il faut d'abord qu'ils se comptent pour voir si leur nombre offre quelques chances de succès quoique en minorité, ils ont droit d'attendre une issue favorable, s'ils apportent avec eux l'énergie de la conviction, car ce n'est pas le nombre qui constitue la force, elle est toute dans le dévouement. Après s'être bien pénétrés de la grande action qu'ils vont faire, avoir pesé sa justice, et dénombré ses immenses résultats, ils doivent prendre leurs armes, déployer leur étendard, et exécuter avec enthousiasme les ordres qui leur sont donnés par leurs chefs électifs.

D. Quelle doit être leur conduite dans l'action ?

R. Ils doivent se battre contre le pouvoir existant avec d'autant plus de courage que leur cause est plus sainte, leurs moyens plus faibles, leur nombre bien inférieur, et qu'il ne leur sera fait d'ailleurs aucune grâce, s'ils viennent à être vaincus ne faire aucun quartier à tout ce qui est ennemi radical, épargner les prisonniers volontaires, respecter les monuments qui appartiennent à la Nation, le trésor public, ainsi que les propriétés et les fortunes particulières, punir à l'instant le misérable qui viendrait à prévariquer, et qui pourrait souiller la Révolution.

D. Où doit être commencée la révolution?

R. Le plus souvent dans la capitale, à moins de circonstances exceptionnelles.

D. Pourquoi?

R. Parce que c'est le point de centralisation de tous les pouvoirs.

D. Que reste-t-il à faire au peuple, après sa victoire ?

R. Il doit organiser immédiatement le gouvernement Républicain ou Réformiste, faire ses premières élections avant de déposer les armes, se tenir en garde contre l'aristocratie, comprimer la guerre civile, se montrer prêt à résister aux menaces de l'étranger, s'il y a lieu, traiter les peuples en frères, et favoriser la propagande réformiste chez eux.

On comprend que, de son point de vue, le pouvoir ait jugé bon de poursuivre en justice l'auteur de ces lignes.

*

2. En novembre **1838**, **Albert Laponneraye** publie dans *l'Intelligence*, « journal de la réforme sociale¹ », un **Catéchisme démocratique** qu'il convient de bien distinguer du *Catéchisme républicain*, un court texte de 4 pages qu'il publiera dix ans plus tard, en 1848. Ce premier *catéchisme* est en effet d'une tonalité bien plus revendicative que la brochure de 1848, à une époque où Laponneraye s'est mis quelque peu en retrait du mouvement républicain².

On trouve dans cet ouvrage une violente critique de la **libre concurrence** :

D. D'où viennent tous les maux qui accablent les travailleurs ?

R. De la mauvaise organisation du travail et de l'industrie, de cette libre concurrence, qui, en apparence, accorde à tous les individus des droits égaux, et qui, en réalité, n'est qu'un brigandage organisé une détestable anarchie où les hommes s'entre-dévoient les uns, les autres, où les plus adroits et les plus fripons s'enrichissent aux dépens du plus grand nombre. La véritable plaie sociale est là (page 2)³.

et de **l'idéologie libérale** qui la justifie :

D. Quelle est la doctrine opposée à la démocratie?

R. C'est le libéralisme fils aîné du fédéralisme girondin, qui lui-même

¹ Cette datation tient compte du fait que le journal *L'Intelligence*, « journal du droit commun » avait été fondé en octobre 1837 par Laponneraye et avait cessé de paraître en février 1838 : il avait reparu comme mensuel en novembre 1838 sous le titre *L'Intelligence*, « journal de la réforme sociale ».

² Pour une vue s'ensemble sur l'action et l'œuvre de Laponneraye, nous renvoyons au chapitre que lui consacre notre précédent fascicule 13.

³ Cette pagination correspond au fac-similé reproduit par les éditions EDHIS dans la collection « Les Révolutions du XIXe siècle », précisément dans le volume 6 de la seconde série, « Révolutionnaires et néo-babouvistes », pp. 24-37.

vient en ligne directe de l'école philosophique dont Voltaire était le grand-prêtre¹. Le libéralisme pose en principe la souveraineté de la raison individuelle, et il part de ce principe anti-social et absurde pour établir la prééminence de la bourgeoisie sur les classes dites inférieures, pour inféoder l'immense majorité au bon plaisir et à l'omnipotence dictatoriale d'une caste privilégiée ; en d'autres termes, il part de l'individualisme pour aboutir à l'égoïsme et à l'exploitation de l'homme par l'homme. (pp.12 et 13)

On y trouve non moins l'affirmation de la **primauté du travail sur le capital** :

D. Quelle est la source de toute richesse ?

R. C'est le travail, sans lequel les capitaux sont inféconds et improductifs.

D. Si le travail est la source de toute richesse, quel rôle doit jouer le travailleur ?

R. Le premier, ou pour mieux dire, il doit seul être quelque chose dans la société, et l'oisif doit en être expulsé comme un fardeau inutile, comme une lèpre dangereuse car partout où il y a oisiveté, il y a vice et corruption. C'est le travail qui engendre les bonnes mœurs et la vertu. (p.2)

Le texte ne s'affranchit cependant pas des **thématiques moralisantes** de l'époque, notamment sur la subordination du « droit » à « l'obligation du devoir », ce que résume la notion de « **doctrine du devoir** » :

La doctrine du devoir, par cela seul qu'elle imposerait à l'homme le sacrifice et l'abnégation de lui-même, le placerait dans un ordre d'idées, de sentiments et de volontés diamétralement et fondamentalement opposés à celui où il se trouve placé aujourd'hui; il en résulterait qu'il préférerait l'humanité à lui, qu'il songerait à l'intérêt général avant le sien, et qu'il ne s'estimerait pas plus personnellement que chacun des autres individus composant avec lui le corps social. (p. 4)

d'où il résulte que :

Les castes et les aristocraties doivent disparaître de la surface de la terre, comme ces races d'animaux féroces qui se repaissent de chair et de sang et auxquelles l'homme fait une implacable guerre. (p. 4)

Il ne manque ainsi pas de soutenir la thèse **d'une relation causale quasi mécanique entre l'excellence de la nouvelle organisation sociale et celle des nouveaux citoyens** :

D. L'homme naît-il avec un penchant déterminé au bien ou au mal ?

R. L'homme n'est ni naturellement bon, ni naturellement méchant; c'est l'éducation qui développe ses instincts et ses penchants. Il est vertueux ou scélérat selon le milieu dans lequel il est placé.

D. Que résulte-t-il de ce principe ?

R. C'est que la société seule est responsable des fautes des individus; c'est qu'il est souverainement injuste de punir les individus des fautes qu'ils n'auraient point commises si la société avait pris soin de les édu-

¹ Une filiation pour le moins curieuse, de même que la dénonciation du rationalisme comme un « principe anti-social et absurde ». Au nom d'une critique de l'individualisme, Laponneraye associe expressément les intellectuels des Lumières (« la secte encyclopédique », écrit-il, page 13) à la domination de classe de la bourgeoisie.

quer, de les former de bonne heure à la vertu et à la morale et surtout si elle avait pourvu avec une ardente sollicitude à tous leurs besoins; car, il ne faut pas perdre de vue que la misère et les privations sont communément la source d'où découlent les crimes et les délits et que l'impitoyable faim rend le plus souvent l'homme criminel malgré lui. (p. 5)

L'avenir dépend donc désormais de la mise en œuvre d'une nouvelle **éducation** dont on ne doute pas qu'elle forge les citoyens de l'avenir :

D. Quelle devra être cette éducation?

R. Cette éducation devra être commune et unitaire ; commune afin d'effacer de bonheur¹ toutes distinctions entre les hommes et de les accoutumer dès leur âge le plus tendre à s'entre-aimer comme les enfants d'une même famille; unitaire, afin d'éviter toute divergence d'opinions entre eux, afin qu'ils soient mieux en état de travailler à l'œuvre commune. Etrange aveuglement des dominateurs actuels de la société! Ils s'étonnent des tiraillements de toute espèce qui s'opèrent dans son sein, ils s'étonnent de cette multitude d'opinions hostiles qui s'entrechoquent sans cesse et se font une guerre d'extermination, ils s'étonnent de cette anarchie morale où se noient les intelligences, et ils ne font rien pour remédier à toutes ces lamentables calamités enfantées par le défaut d'unité dans les principes qui régissent la société. Comment les hommes seraient-ils aptes à converger vers un but commun ? Comment seraient-ils animés des mêmes sentiments et des mêmes idées quand ils reçoivent chacun une éducation différente, quand ils sucent avec le lait les vices, les erreurs, les préjugés de leurs pères, quand, par un effet inévitable de l'éducation fractionnée, les doctrines antisociales, les maximes de l'égoïsme, se transmettent héréditairement dans les familles ? La vérité est une, l'éducation doit être une comme la vérité; et le seul moyen de rompre irrévocablement avec le passé et de commencer l'ère nouvelle de la liberté et de l'égalité, c'est d'attaquer les abus dans leur germe, c'est de saper par l'éducation cet amas monstrueux de turpitudes et de vieilleries consacrées que nous ont légué tant de siècles de servitude et de corruption. (p. 6)

Sous l'angle institutionnel, le meilleur gouvernement ne peut être confié qu' « aux plus probes et aux plus capables » :

Les dépositaires du pouvoir ne doivent jamais oublier que pour avoir le droit de présider aux destinées sociales et de marcher les premiers ils doivent se faire les serviteurs des autres. Arrière donc cette tourbe d'intrigants qui n'aspirent au pouvoir que pour repaître leur ambition et satisfaire leur cupidité, véritables vampires qui se gorgent de la substance du peuple et qui ne signalent leur passage au timon de l'Etat que par de scandaleuses dilapidations! (p.8)

dans le cadre d'une représentation nationale élue au **suffrage universel** :

Pour que la représentation nationale ne soit pas un mensonge, il faut que ceux qui la composent soient élus par l'universalité des citoyens; autrement la souveraineté du peuple n'est qu'une fiction, une indigne duperie. (p.10)

avec cette précision que pour assurer « l'unité sociale », la représentation nationale « ne doit se composer que **d'une seule chambre** » (p.10) dont relève le pouvoir exécutif et non, comme dans les monarchies constitutionnelles à la mode anglaise, de deux assemblées: la référence est ici manifestement la Convention montagnarde de 1793-1794.

¹ Une coquille, il semble, pour « de bonne heure ».

*

3. En février **1839**, **Richard Lahautière** publie son **Petit catéchisme de la réforme sociale**.

Le *petit catéchisme* de Lahautière a d'abord paru dans le journal *L'intelligence* du 22 février 1839 sous le titre « De la religion, du gouvernement et de la propriété ». L'ouvrage fera l'objet en juin 1839 d'un procès devant la Cour d'Assises de Beauvais pour outrage à la morale religieuse (loi de mars 1822) et atteinte à la propriété (loi de septembre 1835). Les deux accusés (Lahautière et Sémé, gérant du journal *L'intelligence*) seront toutefois acquittés.

Il s'agit d'une œuvre de jeunesse de cet auteur dont l'action politique se trouve commentée, nous y renvoyons, dans notre fascicule 13. Le bref opuscule ne tranche pas, à vrai dire, sur le registre de la littérature républicaine de l'époque. Lahautière enchaîne sept chapitres sur les thèmes courants de la revendication démocratique. Ce sont des généralités sur les principes de liberté, d'égalité et de fraternité qui doivent régir les droits et les devoirs au sein de la société. Il contient néanmoins **plusieurs éléments de radicalité**, notamment sur la question de la propriété, à propos de laquelle on découvre une conception dans la droite ligne des **thèses néo-babouvistes**:

« Qu'est-ce que la propriété? »

Le droit attribué par la nature à chaque être vivant sur les choses nécessaires à ses besoins.

La propriété ne s'entend donc pas selon vous de tous les biens que l'on peut posséder?

Non, la possession n'est pas toujours droit; dans l'économie de l'univers, chaque être vivant a ses moyens d'existence comptés et calculés; prendre au-delà de ses besoins, c'est empiéter sur son voisin; le luxe des uns fait la disette des autres; c'est pour parer à ces envahissements malheureux du fort sur le faible que les hommes se sont réunis.

Jusqu'à ce jour ont-ils atteint leur but?

Non, parce que jusqu'à ce jour les forts se sont coalisés contre les faibles.

Quel est le moyen de renfermer chacun dans les limites de son droit?

D'attribuer à la nation, collection des individus, la centralisation de tous les objets nécessaires à la vie.

Cette centralisation n'est-elle point destructive de la propriété?

Bien au contraire, elle la fortifie. Centraliser au nom de l'État, c'est déclarer que tous ont sur tout un droit proportionnel à leurs besoins. Ce droit est exercé par les gouvernants, mandataires de leurs concitoyens, qui répartissent équitablement les produits; on ne voit plus dès lors le luxe insulter à la misère, la pauvreté regimber contre la richesse. L'envie et la cupidité font place au désintéressement et à la concorde; chacun, sûr de sa vie, n'attend pas à celle de son semblable.

Cependant si tous les produits, soit de la nature, soit de l'industrie, reviennent à l'État, n'exerce-t-il pas un monopole?

Non, le monopole est un droit que quelques-uns s'arrogent exclusivement aux autres; ici l'État est la caisse centrale; tous les produits lui reviennent; mais pour se répandre avec ordre et mesure sur les membres de l'association. Si dans une nation un individu a faim et travaille pendant que les autres sont repus et se reposent, on peut crier au monopole. Dans la société telle que je la conçois, la propriété générale ayant remplacé le monopole individuel, tout le monde vivant et travaillant aura égale part des droits et des devoirs. »

Notons enfin que l'on trouve dans ce texte de Lahautière, s'agissant de la proportion entre ce que chacun apporte à la communauté et ce qu'il en reçoit, l'affirmation du **fameux principe de proportionnalité** selon lequel « La contribution de chacun devra être mesurée selon ses forces, et sa part dans le fonds commun sera fixée au prorata de ses besoins¹ »

*

4. En **1841** paraissent dans les numéros des 19 et 26 mai et dans celui du 11 juin du journal fouriériste *La Phalange* trois articles réunis sous le titre de **Manifeste des Communistes**.

Cet intitulé très proche du *Manifeste* de Marx et Engels est dû à la plume des journalistes de la *Phalange* qui rendent compte longuement, et de manière polémique, des contenus politiques d'une pièce extraite du procès de Marius Darmès en octobre 1840. Ce document constitue une annexe du rapport présenté le lundi 10 mai 1841 par le baron Girod devant la Cour des Pairs² et porte précisément le titre de : « Sur les mesures à prendre et les moyens à employer pour mettre la France dans une voie révolutionnaire, le lendemain d'une insurrection victorieuse effectuée dans son sein - Lu à la Société démocratique française, à Londres, dans la séance du 18 novembre 1839 ». Il avait été saisi au domicile de Lucien Delahodde³ le 24 février 1841. Il s'agit, on le constate, d'un texte représentatif de la période d'activité des sociétés secrètes sous la monarchie de Juillet. Nous renvoyons pour le détail sur cette période aux divers chapitres qui lui sont consacrés dans le cadre de notre précédent fascicule 13.

L'intérêt du document réside moins dans l'exposé des thèses soutenues par ce **programme néo-babouviste et typiquement blanquiste**⁴ que dans les critiques que *La Phalange* lui adresse sous la direction politique, soulignons-le, de Victor Considerant.

*

5. En mars **1841**, **Etienne Cabet** publie son **Credo Communiste**. Ce texte appartient aux premiers écrits de la « prédication » communiste d'Etienne Cabet qui, après la parution, le 11 janvier 1840, du *Voyage en Icarie*, avait publié le 7 novembre de cette année 1840 une première brochure intitulée « Comment je suis communiste ». Le *Credo communiste*⁵ est constitué d'un ensemble de vingt-neuf brefs chapitres composés de phrases qui présentent la particularité de commencer toutes⁶ par la formule « je crois que », un tour rhétorique qui concourt à solenniser les déclarations, mais aussi à fortement les personnaliser.

Sur l'ensemble de l'action et de l'œuvre de Cabet, nous renvoyons aux divers chapitres que leur consacre notre précédent 13^e fascicule. Nous ne retiendrons ici pour l'exemple que **deux chapitres significatifs**,

le premier sur la **propriété** :

Je crois que la Nature destinait la terre à être possédée en commun et indivisément, comme l'air, la lumière et la chaleur qu'elle n'indiquait de partage que pour les fruits et les objets nécessaires aux besoins de chacun et que la *Communauté* des biens est *naturelle*.

Je crois que la *Propriété* est une invention et une institution purement humaine.

Je crois que cette institution n'aurait pu être bonne et utile qu'autant que la terre aurait été partagée entre tous les hommes, que chacun au-

¹ Nous citons à partir de l'édition originale de juin 1839 numérisée par Gallica, page 5.

² pp. 77-95 du document numérisé par Gallica sous le titre « Cour des Pairs. Attentat du 15 octobre 1840. Rapport fait à la cour par M. le Baron GIROD (de l'Ain) » Paris, Imprimerie Royale, 1841.

³ Saisi à son domicile ou fourni par lui à la police : Lucien Delahodde était à la fois le principal dirigeant de la société secrète des *Nouvelles saisons* et... un notoire indicateur de police qui ne sera démasqué qu'après la révolution de février 1848.

⁴ Observons que ce texte est postérieur à l'échec de la tentative insurrectionnelle de Blanqui et de Barbès à Paris le 9 mai 1839.

⁵ Le texte se trouve reproduit aux pages 32-47 du 5^e volume (« Cabet et le communisme icarien ») de la seconde série de la collection « Les révolutions du XIX^e siècle », aux Editions EDHIS (disponible sur le site de Gallica)

⁶ A l'exception notable de quatre d'entre elles qui adoptent une tournure négative : « Je ne crois pas que ».

rait eu une part égale, et que cette part aurait été essentiellement inaliénable.

Je crois que l'institution de la Propriété, jointe à l'Inégalité et à l'aliénabilité, adoptée chez presque toutes les Nations, a été une *erreur* et la plus funeste peut-être de toutes les erreurs.

Je crois que la Propriété illimitée a facilité l'Inégalité des fortunes, et qu'elle est la principale cause de l'opulence et de la misère, de tous les vices, de tous les malheurs de l'Humanité.

Je crois que ces malheurs subsisteront essentiellement, fatalement, inévitablement, tant que subsistera la Propriété et que si l'on veut que l'effet cesse, il faut nécessairement faire cesser la cause.

Je crois qu'entre l'*opulence* de quelques uns et la misère du plus grand nombre, il faut établir l'aisance de tous et je crois que, pour établir cette aisance universelle, il faut rétablir la *Communauté naturelle* des biens en la perfectionnant.

et le second sur les **modalités impérativement pacifiques et graduelles**, selon Cabet, de l'établissement de la *Communauté des biens* :

Je ne crois pas que la Communauté puisse s'établir par la violence, et qu'une minorité victorieuse puisse l'imposer à la majorité.

Je crois que si une minorité voulait supprimer la propriété malgré les propriétaires petits et grands, et forcer les riches d'aujourd'hui à travailler, cette entreprise, qui briserait toutes les habitudes et bouleverserait toutes les existences, rencontrerait plus d'obstacles qu'aucun changement social ou politique n'en a jamais rencontré.

Je crois qu'indépendamment de la résistance à force ouverte, la résistance par la force d'inertie suffirait pour la faire échouer.

Je crois que la Communauté ne peut s'établir que par la puissance de l'opinion publique, par la volonté nationale, par le consentement unanime ou d'une grande majorité, en un mot par la Loi.

Je crois que, pour former cette opinion publique, cette volonté nationale, ce consentement, cette majorité, il faut discuter, rassurer, plaire, persuader, convaincre, faire adopter.

Je crois que, si la doctrine de la Communauté était fautive, elle ne pourrait jamais s'établir, parce qu'il serait facile d'en démontrer la fausseté; mais que les Communistes, qui l'adoptent comme la plus vraie et la meilleure, doivent d'autant plus la soumettre à la discussion qu'ils ne doutent pas de son excellence et de son triomphe.

Je crois que la menace et la violence seraient un contre-sens; que les Communistes doivent prouver la supériorité de leur doctrine par leur tolérance et leur modération, par leur bienveillance et leur fraternité envers tous les hommes et surtout envers ceux qui marchent d'un pas plus ou moins rapide ou lent dans la carrière des réformes et du progrès.

Je crois que les Communistes n'ont pas de plus grandes chances de succès qu'en s'efforçant de se réformer eux-mêmes en évitant soigneusement tout ce qui pourrait amener des divisions, en prêchant d'exemple, en pratiquant toutes les vertus sociales pour convertir leurs adversaires, en démontrant que la Communauté a pour but non le malheur de personne mais le bonheur de tous.

Je crois qu'en présence des événements qui préparent à l'Europe une incalculable révolution, qui sera la ruine de toutes les sectes démocratiques, ou qui ouvrira une immense carrière de progrès à l'Égalité, les Communistes doivent, par dévouement patriotique et dans l'intérêt de

la Communauté elle-même, tout sacrifier à la nécessité de l'union, soit entre eux, soit avec toutes les nuances de la Démocratie.

Je crois que pour aplanir les difficultés, il est nécessaire de désintéresser les adversaires actuels, en proclamant sincèrement que la Génération existante ne pourra être ni dépouillée de son droit de propriété ni forcée de travailler, et que le système de la Communauté ne pourra devenir obligatoire que pour la Génération naissante, qui y sera préparée par l'éducation.

Ce refus de toute violence révolutionnaire fera l'objet d'incessants débats entre les Icaréens et les communistes de tendance néo-babouviste.

*

6. En **1843**, première publication, dans *La Démocratie pacifique* du 1^{er} août, du **Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle** par **Victor Considerant**. Nous renvoyons au chapitre spécial que lui consacre le présent fascicule.

*

7. En **1844**, **Moses Hess** publie dans le *Vorwärts* des 21 et 28 décembre, la première version de son **Catéchisme communiste par questions et réponses**. Nous renvoyons au chapitre spécial que lui consacre le présent fascicule.

*

8. En novembre **1848**, paraît sous la signature du « citoyen **Greppo**, représentant du peuple », un **Catéchisme social** ou *exposé succinct de la doctrine de la solidarité*.

Louis Greppo (1810-1888)¹ est l'un des rares ouvriers élus² à l'Assemblée constituante lors des élections du 23 avril 1848. Après avoir participé aux deux insurrections des travailleurs de la soie en 1831 et en 1834 à Lyon, ce canut avait rejoint la branche lyonnaise de la *Société des Familles*. Il s'est notamment illustré en étant le seul député à s'être solidarisé avec Proudhon lorsque, le 31 juillet 1848, ce dernier, présentant contre Thiers ses projets sur les revenus et loyers, avait eu le courage de défendre les insurgés de juin, cela dans un isolement total et contre une opposition haineuse³.

L'attribution du *Catéchisme social* à Louis Greppo a formellement été contestée.

Elle a été contestée notamment par Gustave Lefrançais pour qui l'auteur véritable n'est autre que **Constantin Pecqueur**. Ce dernier aurait évité d'assumer la paternité de l'ouvrage en raison aussi bien de ses fonctions de secrétaire particulier de Louis Blanc à la commission du Luxembourg que de son emploi de bibliothécaire de l'Assemblée Nationale.

Elle a également été contestée par Joseph Benoît qui ne reconnaît pas à Greppo les qualités intellectuelles d'un auteur. Dans des *Confessions d'un prolétaire*, il écrit : « Greppo était un des représentants les moins lettrés de l'Assemblée, il ne savait rien en histoire, en économie politique, en administration ; il était surtout incapable d'écrire et de rendre la moindre pensée. Il avait seulement à son service une série de lieux communs qu'il avait puisés dans les conversations et dans la lecture de quelques journaux et brochures socialistes ; et avec ce faible bagage, il faisait parfaitement son chemin dans les masses.

¹ Sources : Jean Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, première partie 1789-1864, tome 2, pages 300-301. Et la notice biographique de l'Assemblée nationale française, *base de données des députés français depuis 1789* (www.assemblée-nationale.fr)

² Il est élu en compagnie de trois autres lyonnais : les typographes Claude Pelletier et Esprit Doutré ainsi que le canut Joseph Benoît.

³ Proudhon proposait l'abandon à l'Etat du tiers des revenus et des loyers. Aussitôt après ce discours, les députés avaient mis au vote l'ordre du jour suivant, signé à l'unanimité moins deux voix, celle de Proudhon et de Greppo, les autres républicains s'abstenant : « L'Assemblée nationale, considérant que la proposition du citoyen Proudhon est une atteinte odieuse aux principes de la morale publique ; qu'elle viole la propriété ; qu'elle encourage la délation ; qu'elle fait appel aux plus mauvaises passions ; considérant, en outre, que l'orateur a calomnié la révolution de février 1848, en prétendant la rendre complice des théories qu'il a développées, passe à l'ordre du jour. » (Source : Assemblée nationale française, notice consacrée à Proudhon)

Du reste, il avait la conscience de son infériorité et il savait se taire à propos. Il était lié d'amitié avec un nommé Gérard, employé au ministère de la Guerre, lequel écrivait pour lui. C'est ainsi qu'il fit paraître successivement plusieurs brochures et des adresses à ses électeurs. J'étais le seul à connaître la vérité à son égard ; il était bien sûr de ma discrétion. Cependant j'eus un jour un rude assaut à soutenir pour lui. Il avait publié un catéchisme socialiste et il en avait fait hommage à Chanay, de Lyon. Ce dernier avait laissé cette brochure sur son banc et un de ses collègues, qui l'avait ouverte, lui avait fait apercevoir l'absence d'orthographe dans les quelques mots que Greppo avait écrits en forme de dédicace. Chanay conçut alors des doutes et s'en ouvrit à moi. Je le rassurai. Mais quelques jours plus tard après avoir lu la brochure de Greppo, il crut devoir lui en parler et se livra à quelques critiques des idées qui y étaient émises. Mais il s'aperçut bientôt que Greppo n'avait même pas lu la brochure dont il passait pour être l'auteur. Je priai Chanay de ne pas parler de sa déconvenue, ce qu'il fit d'une manière parfaite. Mais à part ce travers de Greppo pour la gloriole, c'est un excellent républicain et un homme intègre avant tout¹. ».

Les preuves formelles manquent et il faut sans aucun doute tenir compte des sentiments d'animosité entre les personnes², mais il est vrai que l'on ne dispose de la plume de Greppo d'aucun (autre) texte théorique d'envergure et que les relations sont patentes entre ce *Catéchisme social* et deux parmi les textes majeurs de Constantin Pecqueur, d'une part sa *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique ou Etudes sur l'organisation des sociétés*³, qu'il publie en 1842 et qui est son texte le plus abouti et d'autre part, *l'Exposé général des travaux de la Commission du Luxembourg*⁴ qu'il signe avec François Vidal, le 26 avril 1848.

Constantin Pecqueur⁵ (1801-1887) est un auteur que Marx connaissait bien et qu'il cite à plusieurs reprises, notamment dans ses *Manuscrits de 1844* et dans *Le Capital*⁶. Son importance est d'avoir su argumenter dans le détail la revendication néo-babouviste de *communauté des biens* en soutenant un projet à proprement parler *collectiviste* au sens où il accorde à l'Etat un rôle d'entrepreneur bien plus important que celui que préconisait Louis Blanc. Au chapitre XXXIX intitulé « De la socialisation des instruments de travail » de sa *Théorie nouvelle d'économie sociale et politique*, on peut lire, par exemple : « En principe, il ne doit y avoir dans une nation qu'un seul propriétaire, un seul entrepreneur, un seul maître, un seul capitaliste-prêteur, une seule institution de crédit, à savoir : l'Etat, le peuple dans ses représentants. Tout producteur, tout commerçant, tout détenteur de la matière de travail doit être fonctionnaire de l'association nationale⁷ ».

Le *Catéchisme social* constitue une brochure d'une cinquantaine de pages plutôt denses construites sur un enchaînement de vingt chapitres qui touchent à l'ensemble des aspects l'organisation sociale.

1. Le texte commence par des généralités **sur les vertus de l'association universelle et du mutualisme**.

D. Vous voulez alors l'association universelle; c'est là votre but?

R. Nous voulons tout ce qui est possible⁸ : l'association partielle d'abord

¹ Joseph Benoît, *Confessions d'un prolétaire*, Éditions sociales, Paris, 1968, page 234.

² Joseph Benoît affirme ainsi qu'en se prononçant en faveur de Proudhon, Greppo ne savait tout bonnement pas ce qu'il faisait.

³ Un volume de plus de 900 pages que l'on peut découvrir sur le site de Gallica.

⁴ Louis Blanc reproduit le document entier aux pages 78-144 de son livre *La révolution de février au Luxembourg*, paru en 1849 (le texte est disponible sur Gallica). Ce rapport s'adressait aux nouveaux députés issus du premier scrutin au suffrage universel (masculin) du 23 avril 1848. On conçoit que Pecqueur ne souhaitait pas que l'on associât une brochure militante, à savoir tel *Catéchisme social*, et le rapport officiel que la Commission du Luxembourg remettait devant la nouvelle Assemblée nationale au nom du Gouvernement provisoire.

⁵ Pour une vue d'ensemble sur l'œuvre de Constantin Pecqueur, et notamment sur sa dimension morale et religieuse, nous renvoyons à l'étude d'Ahmed Zouaoui, *Socialisme et internationalisme, Constantin Pecqueur*, parue en 1964 à Genève chez Droz dans la collection « Travaux d'histoire éthico-politique », volume V.

⁶ Nous savons que dans son *Introduction historique et commentaire du Manifeste*, Charles Andler n'hésite pas à affirmer que Marx lui doit l'essentiel de ses découvertes.

⁷ Op.cit., page 565.

⁸ Insistance sur le caractère **pacifique** de la propagande : « D. Votre propagande n'est donc ni violente, ni passionnée? R. Nullement : elle s'adresse au cœur et à la raison; et les principes qu'elle enseigne sont si profondément empreints de l'amour de l'humanité, que l'aveuglement de l'égoïsme peut seul empêcher de se rallier à la doctrine sociale. ». Insistance non moins sur le caractère **progressif** des réformes : « P. Procédez-vous sans transition à cette modification de la propriété? R. Nous nous attaquons d'abord au plus dangereux ennemi des producteurs et des propriétaires d'immeubles et d'instruments du travail, le capital, par de larges institutions financières, pour empêcher l'usure; nous associons les producteurs pour les soustraire à l'exploitation, nous colonisons nos terres incultes, nous ouvrons des ate-

et le mutuellisme entre tous les travailleurs, afin que l'ouvrier ne soit plus à la merci d'un manque d'ouvrage ou d'une maladie, et qu'il jouisse enfin d'une part dans la richesse qu'il contribue à produire (p.6)¹.

La solution du problème social réside dans **l'organisation des solidarités**. Mais, interroge le contradicteur, la société n'a-t-elle pas fait des progrès significatifs ?

D. Elle a (pourtant) progressé : car, à l'esclavage a succédé la liberté chrétienne; au servage, l'affranchissement; à la monarchie absolue, la souveraineté de tous. Que vous faut-il de plus?

R. Elle a métamorphosé l'esclave en serf, le serf en prolétaire, et le prolétariat est l'esclavage sous une autre forme. Comparez la condition de l'esclave, qui est la propriété d'un maître humain, à la condition du prolétaire, et vous verrez qu'il vaudrait mieux aujourd'hui être esclave qu'homme libre. Le maître nourrit son esclave, l'habille, le soigne dans ses maladies, dans sa vieillesse, élève ses enfants parce qu'il en tire un profit et qu'il tient à ne pas laisser sa propriété se déprécier, tandis que le prolétaire est un esclave privé de tous ces avantages.

D. Il a la liberté.

R. Oui, il a la liberté : mais est-il réellement libre, quand le besoin de vivre l'enchaîne à un travail incessant et mal rétribué? Est-il libre quand il ne peut satisfaire aux premiers besoins de la vie? Est-il libre quand la faim l'oblige à subir la loi d'un maître ? Il est vrai qu'on lui a donné un semblant de liberté politique; mais la liberté sociale lui manque. (p.7)

Suit un exposé sur l'universalité de la **lutte des classes** dans l'histoire :

Pour vous prouver, par des exemples tirés de l'histoire de l'humanité, l'impuissance de votre société avec sa division en castes exploitantes et exploitées, je vous montrerai que partout la lutte des intérêts a engendré la guerre. En Grèce, guerre des maîtres contre les esclaves, guerre des forts contre les faibles, destruction de populations entières, de cités florissantes, dans le but de leur asservissement; entre les citoyens, guerre des pauvres contre les riches, incessante fermentation du peuple. À Rome, lutte entre les prolétaires et les patriciens, qui dura aussi longtemps que la république; et, quand l'empire qui avait subjugué le monde croula au souffle de liberté descendu de la croix du Christ, les hordes barbares se jetèrent sur le cadavre de la grande nation, et elle disparut de la face du monde, parce que sa constitution était inégalitaire. Au moyen-âge, guerre des serfs contre leurs seigneurs, lutte des communes pour leur affranchissement, commotions dont la misère était la source; guerres engendrées par les famines; guerre pour faire cesser l'oppression des nobles et du clergé; guerre pour l'émancipation de la pensée. Aujourd'hui, guerre du travail contre le capital, car le capital a remplacé ces dominateurs impitoyables, et n'est pas moins impitoyable qu'eux. Le travailleur libre, mais de quelle liberté, a remplacé le serf ; il est encore attaché à la glèbe par la faim; c'est un esclave sous un nom différent. Voilà ce qu'a produit votre société : des guerres incessantes, non pour une indépendance chimérique, mais pour le pain, le bien-être après lequel tous les hommes soupirent. Nous sommes donc autorisés à prêcher l'affranchissement des classes laborieuses, puisque la vieille société n'a rien fait et ne veut rien faire pour elles (p. 7).

un exposé qui témoigne de la diffusion de cette conception de la lutte des classes dans le champ théorique du socialisme français depuis au moins Saint-Simon.

liers agricoles et professionnels pour occuper les bras oisifs ; et, par une sage réforme de l'hérédité, nous procédons à l'association générale; mais sans rien demander prématurément et en marchant avec le progrès des esprits. »

¹ Notre pagination correspond à l'édition de 1848 numérisée par Gallica.

2. La première tâche consiste justement à assurer la plénitude du **droit au travail** défini comme « Le droit que chaque homme apporte en naissant de vivre, en mettant au service de la société ses forces, son activité, son intelligence. » (p. 8). Ce droit pose évidemment la double question du « plein emploi » d'une part, et des mécanismes d'assistance au chômage, d'autre part :

D. Ainsi, votre droit au travail, emportant le droit à la vie, est synonyme de réforme sociale ; car il nécessite l'intervention de l'Etat dans les travaux privés aussi bien que dans les travaux publics.

R. Cela va sans dire. (p.8)

Sur la question de l'Etat, le texte se fait aussitôt plus explicite :

D. Ce que vous venez de me dire sur le travail est bon en théorie, mais en pratique, comment ferez-vous ?

R. En attendant que les progrès des associations ouvrières¹ garantissent la vie des travailleurs, et pour jeter le fondement des grandes créations qui concentreront plus tard les travaux dans ses mains, car nous voulons qu'il soit le commanditaire universel, l'Etat établira de vastes ateliers où se fabriqueront tous les objets à son usage, tels que draps, toiles, cuirs, fers, papier, armes, vêtements pour la troupe et les fonctionnaires publics, fourgons, affûts, voitures de transport, bâtiments publics, etc. Les ouvriers dont l'association ne pourrait subvenir à tous les besoins ou occuper tous les bras, ceux dont l'industrie subirait des modifications ruineuses, par suite d'inventions nouvelles ou de cessation des débouchés étrangers, y seront reçus temporairement ou d'une manière définitive. Il y aura en outre des fermes nationales, des forêts, des haras, des bergeries où des milliers de bras pourront être utilisés. Il fera établir des routes, des voies de fer, creuser des canaux, défricher des terres incultes qu'il colonisera plus tard, et ces grands travaux seront consacrés à l'utilisation des bras inoccupés, et il y a certes là de quoi entretenir l'activité de millions de travailleurs. Sans compter que l'Etat préludera ainsi à ses fonctions régulatrices et organisatrices, et fera son apprentissage d'administrateur économe. La plupart de ces travaux seront productifs; et loin d'être à la charge du trésor, ils contribueront à augmenter les ressources du budget. (p. 9)

3. Ce thème de **l'Etat entrepreneur** sera aussitôt repris dans le troisième chapitre sur la **propriété**, et singulièrement sur ce que le texte appelle « **la propriété réelle** », à savoir « les biens immobiliers et les instruments de travail, tout ce qui sert enfin à produire la richesse » et qui constitue « une institution dont les besoins actuels de la société appellent la modification ».

Le texte n'évite bien sûr pas **la question du partage** :

D. Vous voulez alors procéder à un partage ?

R. Nullement; car nous savons que les cinquante millions d'hectares mis en culture, les sept millions de maisons et les deux milliards de numéraire distribués par portions égales entre tous les citoyens, anéantiraient par leur dispersion la production tout entière, sans compter les dissensions que ce partage ferait naître dans la société.

D. Si vous reconnaissez l'impossibilité d'un partage, pourquoi vous tant récrier contre la propriété et l'attaquer comme vous le faites ?

R. Frappés du mal que produit sa concentration, et voulant procéder à la neutralisation de ses effets sur la partie la plus nombreuse et la plus pauvre de la nation, voyant même que ceux qui possèdent retombent

¹ Le texte est ici en conformité avec les vues de Louis Blanc et celles de la Commission du Luxembourg. La lecture du rapport de la Commission rédigé par Vidal et Pecqueur montre que les ateliers sociaux et colonies agricoles dont la fondation est préconisée ne sont en vérité que des sortes de phalanstères subsidiés par l'Etat, la combinatoire passionnelle de Fourier en moins.

souvent dans le prolétariat, et que les générations sont le jouet de la fortune, nous ne voyons dans la constitution actuelle de la propriété qu'un mirage, une déception, produisant du mal à tous les degrés de l'échelle sociale, c'est pourquoi nous demandons à l'État de favoriser la production indépendante, par un large système de crédit qui puisse soustraire les travailleurs à l'exploitation usuraire du capitaliste, de coloniser en conservant l'inaliénabilité du fonds, huit à neuf millions d'hectares qui sont improductifs; et de veiller dans le système général de production, à ce que tout ce qui sert aux besoins de tous soit mis à leur disposition. Je vais expliquer ma pensée : vous avez des propriétaires qui, faute d'argent, laissent une partie de leurs champs en friche; vous avez en outre, chaque année, six millions d'hectares en jachères ; vous avez les biens communaux, les landes et pâtis¹ dont dix hectares n'équivalent pas pour le produit à celui d'un hectare de terre bien cultivé : nous demandons que le sol destiné à produire la subsistance du peuple, qui a des bras au service de la production, ne puisse rester inculte sans que ce chômage volontaire ou involontaire ne soit regardé comme un crime contre la société tout entière. Nous voulons en outre, que l'Etat détermine la quantité de céréales et de végétaux alimentaires, textiles et économiques à produire; le nombre de têtes de bétail à élever pour répondre aux besoins de tous, et ne laisse pas à la cupidité privée l'emploi absolu des terres qui devraient être appliquées aux besoins des citoyens.

D. Chacun est cependant maître de faire de ses terres ce qui lui convient, et nul ne peut intervenir dans l'usage qu'il en fait, sans commettre un acte d'envahissement.

R. Voilà justement le droit contre lequel les socialistes s'insurgent.

Pendant longtemps, lorsque quelques familles erraient au milieu d'immenses plaines sans maîtres, chacun a pu s'emparer d'une partie du sol et en disposer à sa guise ; mais dans l'état actuel de la société, il est temps que la production et la consommation soient en harmonie avec le nombre et les besoins des consommateurs ; en un mot, nous voulons que les fruits produits par tous servent à la vie de tous, et que nul ne puisse, par cupidité, détenir ce qui est nécessaire aux besoins de ses concitoyens.

Quoique le droit d'user et d'abuser soit la définition donnée de la propriété par les jurisconsultes, on a dû limiter ce droit, et empêcher le propriétaire d'exploiter à son gré ses forêts, parce que l'Etat a besoin de bois de construction, et que tous les arbres d'élite propres à cet usage doivent être respectés ; il n'a pas le droit d'exploiter ses mines, parce qu'elles sont un des éléments de la richesse publique, bien que d'injustes concessions détruisent les résultats favorables de cette équitable disposition; mais, en revanche, il a le droit de laisser son champ en friche, d'en détenir les produits quand il a autour de lui une population affamée ; en un mot, à part quelques lois d'intérêt fiscal ou gouvernemental, l'abus est permis partout.

Nous voulons, enfin, par le progrès des institutions et par une transformation successive et consentie du droit de propriété, par l'association universelle ayant la solidarité pour base, arriver à une organisation telle de la mise en œuvre des agents de la production, que les fruits soient à tous et la terre à personne², puisque nous ne reconnaissons d'autre propriété que les choses qui se consomment par l'usage, ce qu'on appelle la propriété personnelle, tandis que la propriété réelle, c'est-à-dire le sol et les éléments de production, doivent appartenir à tous, et ne peuvent être la possession exclusive de qui que ce soit. (pp. 11 et 12)

¹ Les pâtis sont des friches dans lesquelles on menait paître le bétail.

² Un principe rousseauiste (« Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne », écrivait Rousseau dans son *Discours sur l'origine de l'inégalité*) dont s'est particulièrement revendiquée la pensée néo-babouviste.

4. Sur **l'organisation de l'industrie**, Pecqueur, si c'est lui qui tient la plume, se montre sans doute moins radicalement collectiviste que dans son principal ouvrage. L'objectif est néanmoins clairement d'organiser le travail de telle sorte que « Les travailleurs des diverses professions s'associent entre eux, et forment autant de groupes solidaires qu'il y a d'agglomérations nécessaires pour l'exploitation d'une industrie, c'est-à-dire que plus le nombre des travailleurs est considérable, plus ils forment de séries¹, ayant un règlement et des statuts communs. » (p. 21)

Et le texte de procéder à une description des principes d'organisation :

« Le travail, dirigé par un gérant secondé de sous-gérants, est fait par tous les associés également rétribués. Les bénéfices sont versés dans une caisse commune et divisés en plusieurs parts : l'une sert à former le fonds de roulement de l'association, une autre est répartie entre les associés, une troisième versée dans une caisse pour les besoins éventuels, tels que chômages prolongés, maladies, infirmités, soins à donner aux veuves et aux orphelins ; et une dernière part est versée dans une caisse commune à toutes les corporations pour servir à assister celles dont les chômages frapperaient tous les membres à la fois, pour venir au secours des associations dont les fonds seraient épuisés par des pertes irréparables, et pour des fondations en faveur des vieillards et des infirmes, enfin, pour assurer par un garantisme universel, le bien-être de toutes les classes laborieuses. » (p. 21)

Comment se font les commandes ?

D. Je conçois, pour la fabrication, l'association des travailleurs ; mais comment se fera le débit des objets fabriqués, comment se réaliseront les commandes?

R. Rien de plus simple. Une commande venant, soit de la France, soit de l'étranger, arrive à la direction centrale. Elle est envoyée à un des ateliers qui a le moins de bras occupés, ou bien elle est répartie entre tous ; on l'exécute et l'expédie.

D. Il y aura lutte, jalousie entre les divers associés, quand il faudra réaliser une commande; c'est à qui voudra l'avoir.

R. Vous vous trompez. Si, comme aujourd'hui, l'absence de ce travail condamne au chômage ou au dénuement les ouvriers d'un atelier, je conçois qu'il y aurait compétition ; ce serait à qui voudrait s'en emparer ; c'est justement là ce qui cause la diminution des salaires. Les chefs d'industrie se disputent les commandes, c'est à qui fabriquera au plus bas prix, et si le profit du chef d'industrie est amoindri par le sacrifice qu'il fait au besoin d'occuper les bras de ses ouvriers, pour ne pas laisser échapper un bénéfice, quelque minime qu'il soit, le salaire de l'ouvrier diminue dans des proportions qui surpassent les pertes du maître. Tandis que les associés, ayant un tarif unique, il n'y a plus de concurrence, il n'y a même plus de jalousie, puisque tous les associés ont part aux bénéfices, et que tous les bras inoccupés reçoivent un salaire qui suffit à leurs besoins. » (p.22)

Comment résister à la concurrence de l'entreprise privée qui, elle, pourra licencier et baisser les salaires ? Par les avantages du **garantisme** :

« R. Pour répondre à cette première objection, je vous dirai que l'association n'empêche pas les travailleurs de prélever sur leur salaire une somme qui servira, comme dans les sociétés de secours mutuels qui ont existé jusqu'à présent, à venir en aide aux malades et à ceux qui manquent d'ouvrage, de sorte que le capital de l'association n'éprouvera aucune diminution par suite de la suspension des travaux, et la part qui sera allouée aux associés dans les bénéfices, augmentera leur bien-être sans qu'il puisse en résulter pour la société aucun détriment.

¹ La notion de « série » appartient au vocabulaire fouriériste.

Quant au prix plus élevé que vous croyez résulter de l'association des travailleurs; il n'en est rien. Ils pourront fabriquer à des prix plus bas que le chef d'industrie, puisqu'ils jouiront du bénéfice qu'il faisait sur eux, qu'ils seront eux-mêmes les vendeurs de leurs produits, et pourront faire bénéficier l'acheteur d'une part des profits du marchand. Ils pourront donc donner à meilleur marché. L'expérience le prouve, puisque nous voyons, dans les industries particulières, les ouvriers qui exploitent par eux-mêmes leurs produits, donner à meilleur marché que les commerçants. Les marchés étrangers s'ouvriront, donc pour nous à des conditions meilleures. C'est dans ce cas que l'emploi des machines sera l'auxiliaire auquel les associés auront recours sans répugnance, puisqu'elles viendront augmenter leur bien-être. (pp. 22 et 23)

5. **Sur le commerce**, le texte développe une critique classique depuis Fourier contre les intermédiaires improductifs : « Le commerçant devient en théorie sociale non seulement un rouage inutile, mais un parasite dangereux, puisqu'il prélève d'abord un bénéfice sur le salaire du producteur, et qu'il en prend un second sur le consommateur » (p. 25). Le texte multiplie les exemples qui illustrent le rôle parasitaire des marchands. La solution réside dans l'association de producteurs « fabriquant les objets d'échange et les débitant eux-mêmes » à travers un réseau d'entrepôts publics.

Sur la question, par exemple, des boulangers des bouchers, le texte s'appuie sur leurs pratiques souvent déloyales et même douteuses du point de vue de l'hygiène publique pour réclamer l'organisation de ces activités au sein d'établissements publics.

D. Votre système est donc de remplacer les commerçants et les intermédiaires entre le producteur et le consommateur, par l'association des producteurs, directement en relation avec le consommateur au moyen de centres d'échange ou d'entrepôts tenus pour leur compte et dont ils auront les bénéfices, les profits du marchand étant partagés entre le consommateur et eux ?

R. C'est là notre pensée. (p. 27)

6. Le texte ne néglige aucune question *sociétale* : sur **la famille** (avec une double prise de position en faveur du droit au divorce et de l'émancipation des femmes), sur le rôle déterminant de **l'éducation** (gratuite et obligatoire) dans la société nouvelle, sur la **religion** (affirmation du principe de la laïcité de l'Etat)

7. Sur le plan de **l'organisation politique**, le texte réaffirme que la république et bien la seule forme de gouvernement qui « soit susceptible de faire le bonheur de l'humanité », mais à deux conditions majeures : l'amovibilité des fonctions publiques (les mandats toujours révocables seront de courte durée car on votera tous les ans) et une modeste rétribution des fonctionnaires.

L'amovibilité des fonctions publiques et leur courte durée ; l'élection qui permet à chacun d'éclairer la religion de ses concitoyens sur le mérite du candidat qui sollicite leurs suffrages ; l'équitable répartition des impôts qui pèsent sur celui qui peut les payer, et non sur le pauvre; la modeste rétribution des fonctionnaires; l'absence de luxe parmi les plus grands dignitaires de l'Etat; le soin qu'on y apporte à veiller à ce que l'égalité règne parmi les citoyens de manière que nul ne souffre de l'oppression ; la garantie de bien-être que la société donne à tous les citoyens, sans qu'ils puissent être humiliés par une charité dédaigneuse; le soin, dans les peines infligées aux coupables, de ne jamais les marquer au sceau de l'infamie; et pour contre-poids aux passions désordonnées, la réprobation qui frappe tous les actes nuisibles à l'Etat et à la morale privée, donnent à la République un avantage incontestable sur la monarchie. (p. 29)

Cette république sera dite **démocratique et sociale** :

(...) en présence des mauvaises passions et des préjugés qui s'opposent aux réformes qui doivent améliorer le sort du peuple, mettre un terme à l'exploitation qui le décime, à la misère qui le dévore et au pri-

vilège des castes qui possèdent, on a cru devoir ajouter au mot République les deux épithètes : démocratique et sociale, pour signifier que la République n'est pas aristocratique , c'est-à-dire n'admet pas de privilèges, qu'elle est fondée sur la souveraineté du peuple, et a pour but d'introduire dans la société agonisante les réformes qui, en faisant régner l'égalité, contribueront à répandre parmi tous les citoyens la somme de bonheur auquel chaque homme a le droit de prétendre en naissant, et n'a besoin pour cela, d'autre titre que celui d'appartenir à l'humanité. (p. 30)

Ce qui frappe à la lecture de ce texte, c'est le style démonstratif qu'il adopte sur divers sujets en contraste avec la tonalité plus militante, plus rhétorique des autres catéchismes. C'est particulièrement vrai dans le cas des chapitres plus techniques, comme celui sur « le crédit privé et le crédit public », où il s'agit entre autres de démontrer l'utilité d'une « nationalisation » des banques, et celui sur l'impôt.

Ce qui frappe non moins sur ce registre, c'est **la véritable profession de foi libre-échangiste** que l'on découvre dans le chapitre sur les douanes. A côté d'une critique acerbe contre les menées parasitaires des agents du fisc douanier,

Les douanes, qui sont une des plus iniques entraves apportées aux relations des peuples, ont eu pour origine la cupidité du fisc, l'égoïsme national et l'ignorance des véritables principes d'économie sociale, puisqu'elles obligent à acheter à un prix élevé, dans l'intérêt d'un petit nombre de privilégiés, les objets naturels ou manufacturés qu'on pourrait obtenir à bas prix en les achetant dans les localités où les producteurs les créent à meilleur marché. Ainsi, l'intérêt du fisc et celui de quelques monopoleurs, mais non pas celui de l'industrie, voilà tout le secret de nos douanes. (p. 38)

le texte se livre à un exposé enthousiaste des vertus du libre-échange en ce qu'il serait par lui-même la manifestation de l'interdépendance des économies nationales et donc de l'intérêt des peuples à collaborer entre eux :

Tout notre système se résume en ce peu de mots : toute industrie ne pouvant soutenir la concurrence étrangère, est établie sur une base fautive, et le gouvernement ne doit pas la soutenir. Il doit favoriser, au contraire, toutes celles qui sont inhérentes au climat et à l'industrie locale, et dont les produits peuvent être facilement exportés ou échangés contre les produits qui nous manquent ; mais un gouvernement soigneux de l'intérêt de tous les citoyens ne doit tolérer le commerce d'exportation que quand la répartition des produits a répondu aux besoins de tous.

(...)

ne perdez pas de vue que le but que nous nous proposons est de créer une nation indépendante et heureuse plutôt que riche. Que la richesse la plus précieuse est la production et la juste répartition de tout ce qui est nécessaire à la vie et au bonheur des citoyens, et le meilleur système d'échange, celui qui contribue à la fraternité des relations avec les Etats voisins. (p. 39)

Serait-ce une politique contraire aux intérêts de la **patrie** ?

Nous avons de la patrie une autre idée que les politiques modernes : nous regardons tous les hommes comme des frères; nous sommes prêts à leur tendre une main amie, sans exception d'origine, de langue ou de religion, et nous ne croyons à la nécessité de la guerre que si des agresseurs injustes viennent envahir notre territoire. Patrie a été jusqu'à ce jour synonyme d'égoïsme national, et cet égoïsme a été entretenu par les rois. Que les barrières qui séparent les peuples tombent, que les chefs qui les ont poussés les uns contre les autres disparaissent, et la guerre n'attristera plus nos yeux, nous aimerons toujours le sol où nous avons pris naissance ; mais nous ne haïrons pas pour cela

les nations voisines, avec lesquelles nous chercherons, au contraire, à entretenir des relations cordiales et fraternelles. (p.40)

8. Le texte aborde dans ses derniers chapitres les questions d'autorité touchant à la **justice**, à la **police** et à l'**armée**, à propos desquelles toute solution ne peut résider que dans l'éducation populaire, la seule susceptible de moraliser les mœurs dans une société apaisée où l'essentiel des moyens de subsistance sera garanti aux citoyens et où ne pourra plus régner la dure loi de la nécessité qui est à la base des vols et des pulsions homicides de la cupidité.

La justice d'abord (chapitre 15). Après une critique sur le coût exorbitant qu'imposent « de ténébreuses chicanes » et sur la nécessité pour le citoyen de pouvoir défendre ses droits à travers un système administratif simple, efficace et gratuit,

D'abord , je veux que dans un état démocratique nul ne puisse, faute d'argent, être privé de recourir aux tribunaux, tandis qu'aujourd'hui la plus mince affaire exige des avances qui nous font renoncer à défendre nos droits. Ainsi je voudrais que les procès civils fussent jugés par de simples arbitres, comme cela a lieu dans un grand nombre de différends commerciaux, sans qu'il en coûtât rien aux deux parties; et, en cas de désaccord, l'adjonction de deux autres arbitres ou un nouvel arbitrage. Alors il ne serait plus besoin de cette légion de vautours rapaces et parleurs qu'on appelle gens de robe ; la signification du jugement arbitral le rendrait exécutoire, sans que nul ne pût s'y soustraire, sous peine d'être appelé devant les cours criminelles. (p. 40)

le texte procède à l'affirmation du principe de la **suppression de la peine de mort**. Le coupable, en effet, ne peut être qu'un malade, une faible victime des tares sociales.

Je commencerai par vous dire que les socialistes sont les ennemis déclarés de la peine capitale et des peines infamantes. Notre attention principale est de prévenir les délits pour n'avoir pas à les punir. Passons en revue les crimes qui affligent notre société :

Le vol est causé par l'absence de direction morale dans la jeunesse, par la débauche et la misère. Comme la direction morale sera le but de notre éducation publique, que les enfants ne seront pas abandonnés aux suggestions des mauvais exemples, que la débauche, frappée de la réprobation publique, sera forcée de se cacher dans l'ombre, et que les institutions, garantissant à tous le travail et le pain, ne permettront plus à la misère de dégrader l'homme ; le vol sera, sinon impossible, du moins il deviendra une monstruosité dans l'ordre social. Ainsi, l'éducation et la garantie du bien-être remplaceront nos lois pénales, nos prisons et nos geôliers.

Les meurtres sont commis par des hommes qui ont fait quelques pas de plus dans la voie que je viens de signaler plus haut, et chez lesquels l'endurcissement vient de l'habitude du mal. Les moyens qui préviendront le vol, préviendront l'homicide par cupidité.

(...)

L'homicide par vengeance ou par jalousie existera sans doute tant qu'il y aura des passions véhémentes dans le cœur de l'homme ; mais comme le coupable peut être, en dehors de cet acte répréhensible, un homme doux, de mœurs sévères et d'un esprit élevé, c'est un malade, un fou dangereux qui sera puni par des peines morales, telles que la privation de ses droits de citoyen, la réprobation générale, certains services publics rudes et désagréables, sans que la société lui ferme à jamais son sein ; car elle n'a pas le droit d'être impitoyable. (p. 41)

La police ensuite (chapitre 16). Elle n'est en l'état actuel qu'une institution corrompue par la monarchie. Le but des socialistes est de la remplacer par un corps de citoyens vigilants :

Avec une bonne organisation sociale ayant pour principe immuable de prévenir le mal pour n'avoir pas à sévir; en empêchant par une bonne

éducation la démolition de l'enfance ; par le bien-être, le développement des passions vicieuses chez les adultes, en ne tolérant pas dans la cité des éléments de corruption parmi lesquels la police choisit ses agents, il n'y a plus d'autre police que la police municipale, et dans un Etat bien organisé, les citoyens sont les véritables conservateurs de la morale publique. C'est pourquoi chaque quartier aurait ses censeurs, choisis parmi les citoyens les plus moraux, responsables de tout ce qui se passerait dans la circonscription dont la surveillance leur serait confiée. La misère, la débauche, les exemples contagieux, sont la source des plaies morales qui affligent la société ; fermez la source de ces vices, et le mal cessera. (p. 42)

Le rôle d'une action préventive n'est mieux illustré que par **l'exemple de l'enfant perverti par d'aveugles comportements répressifs** :

Que fait votre police, non préventive, comme la nôtre, mais toujours armée et toujours prête à punir avec une dureté inhumaine? Choisissons un exemple entre tous : elle prend un enfant en état de vagabondage, l'enferme, désœuvré, avec des enfants dont le cœur est déjà dégradé par la corruption, et elle le rend à la société plus corrompu qu'elle ne l'en a reçu; il grandit et lui revient coupable d'escroquerie; cette fois elle le punit par la prison; dans un contact de tous les instants avec les voleurs, il en sort complètement perverti; plus tard elle le retrouve voleur de profession, alors elle l'envoie au bagne. Si c'est à terme, il en sort assassin. Elle n'a plus alors d'autre moyen de répression que l'échafaud : triste société que celle qui ne peut maintenir l'ordre dans son sein que par les cachots, les fers ou la mort !

Les êtres corrompus qui, dans une société meilleure, troubleront la paix ou la sécurité publique, seront à tout jamais bannis de son sein ; mais sans barbarie, sans inventer d'ingénieuses tortures. La justice éclairée saura distinguer les natures rebelles, perverses, que rien ne pourra modifier, et que recevront des colonies lointaines, de ceux dont le cœur n'est pas fermé au repentir ; ces derniers seront jugés avec une bienveillance paternelle, les peines qui leur seront infligées ne leur feront pas regarder la société comme une ennemie irréconciliable, et ils pourront rentrer dans son sein après une expiation dont la durée sera proportionnée à la gravité du délit. (p. 43)

Quant à la **police secrète d'Etat**, elle est tout bonnement honnie comme indigne d'un peuple civilisé.

Sous un gouvernement libre et démocratique, pas de police secrète : si le peuple le soutient, il ne tombera pas : car les insurrections seront étouffées quand elles se produiront au grand jour; mais jamais il ne doit consentir à déshonorer des citoyens en en faisant des mouchards. Une police municipale, paternelle, conservatrice de l'intérêt général, voilà la seule institution que je puisse admettre. (p. 44)

Enfin **l'armée** (chapitre 17). Au lieu d'être une caste étrangère à la nation, elle doit redevenir une armée de citoyens soumis à la conscription obligatoire sans remplacement possible.

« Le remplacement doit donc être aboli comme une plaie honteuse qui n'est onéreuse que pour le prolétaire ; l'impôt du sang, qui pèse sur lui, est un des plus iniques ; c'est pourquoi il doit disparaître.

(...)

L'organisation d'une force armée composée de tous les citoyens, depuis 20 ans jusqu'à 55, ayant passé deux ou trois ans sous les drapeaux et rentrant dans des corps mobilisables et sédentaires, exercés tous les ans pendant un certain nombre de semaines, pour ne pas perdre l'habitude des manœuvres, créerait une des forces militaires les plus imposantes que nation civilisée ait jamais possédée. (pp. 44-45)

Mais en plus elle doit être un **corps social productif** :

Mais pour que l'armée, qui absorbe une si grande partie du budget, ne soit pas improductive, elle serait employée aux travaux publics, de telle sorte qu'elle formerait des légions industrielles au lieu d'armées inactives, ce qui compenserait la dépense qu'occasionnerait cette grande réunion d'hommes.

(...)

Nous voulons, en un mot, que l'armée ne soit plus un instrument passif d'oppression, mais le corps des citoyens armés pour la défense du territoire ; c'est pourquoi nous protestons contre l'esprit d'isolement qui fait, pendant sept années, disparaître les soldats du cadre des citoyens et les réduit à l'automatisme. (p. 45)

Après un bref chapitre sur **la marine**, qui fournit l'occasion d'affirmer le principe de la liberté de commerce des colonies (mais sans un mot toutefois sur l'exploitation esclavagiste), le texte aborde enfin ses **conclusions**.

Elles concernent le juste équilibre à maintenir entre d'une part, l'indispensable **centralisation** (jacobine) **du pouvoir** si l'on veut garantir l'unité nationale (« qui est pour nous une religion véritable ») et « le caractère d'ensemble des actes de l'autorité supérieure », et d'autre part, la non moins indispensable **autonomie communale** dans toutes les matières relevant du cadre municipal :

Nous regardons la bonne organisation de la commune comme la base de tout le système économique de l'Etat ; car de la collection de ces individualités communales, naît une bonne et sage organisation générale, c'est pourquoi nous attachons une grande importance à ce que la commune, organisée et administrée démocratiquement, soit l'image en petit du grand corps social et politique qui forme l'Etat. (p. 47)

Elles concernent enfin l'exigence des **études sociales** qu'il faudra mener sans cesse afin de parfaire les réformes, le texte insistant sur le **caractère graduel** de ces réformes ;

C'est (...) à tort qu'on nous accuse de vouloir renverser la société de fond en comble pour élever sur ses ruines la société nouvelle. Nous voulons y arriver par transformation successive et graduée, sans violence et sans spoliation, surtout sans la sotte idée du partage qu'on nous a si calomnieusement imputée. Nous anoblissons la famille en permettant au sentiment qui unit les parents aux enfants, de s'exercer sans aucune arrière-pensée de cupidité ; nous assurons la propriété, puisque nous lui donnons le travail pour base, et que nous sanctifions le travail. Nos ennemis sont ceux qui ont jusqu'à ce jour vécu de l'exploitation des prolétaires, et trafiqué de la sueur du peuple : et qui, se voyant menacés dans leur cupidité égoïste, cherchent à nous perdre dans l'esprit de ceux qui ne connaissent pas nos doctrines. (p. 48)

La réponse à l'ultime question :

D. Quels sont les livres à consulter pour connaître les doctrines sociales?

mérite qu'on la cite en son entier car elle livre pêle-mêle une bibliographie significative de ce qui constituait aux yeux de Greppo/Pecqueur le principal de la pensée réformatrice :

R. *La République* de Platon, *La Cité du Soleil* de Campanella, *L'Utopie* de Thomas Morus, *Le Code de la nature* de Morelli, *Le Contrat social* de J.-J.

Rousseau, les Œuvres de Mably, *Le Gouvernement*¹ de Locke, Montesquieu, la Constitution économique des Moraves², l'Histoire des Républiques chrétiennes du Paraguay³, *l'Histoire de la Conspiration de Baboeuf*⁴ par Buonarroti, les ouvrages d'Owen, les Œuvres des Saint-Simoniens, celles de Fourier et des Phalanstériens, les Œuvres de P. Leroux, entre autres le livre de *l'Humanité*⁵, *l'Égalité*⁶ et la *Revue sociale*⁷, celles de Proudhon, et surtout son livre sur la *Propriété*⁸, bien que Proudhon n'ait pas une idée bien nette de l'association solidaire et égalitaire, et que sa synthèse soit loin d'être complète, les Œuvres sociales de Cabet⁹, de Vidal, de Villegardel¹⁰, de Pecqueur, les travaux de Louis Blanc, la *Réforme sociale*¹¹ de A. Barbet, puis en économie politique, Quesnay, Turgot, Say, Sismondi, Ricardo, Huerne de Pommeuse, sur les colonies agricoles¹², *la cause de la richesse et de la misère des peuples civilisés*¹³, par le baron de Morogues, *Des Causes du malaise social*¹⁴, par Bouvier du Molard¹⁵ ; le *Cours d'Économie politique* de A. Blanqui, les travaux de Loudon¹⁶, de Malthus, de Godwin, sur la population, *La Misère des classes laborieuses*¹⁷ de E. Buret, puis les ouvrages de Tocqueville, de Villermé, de Beaumont¹⁸, etc.

Lisez ces ouvrages sans prévention, instruisez-vous des besoins réels des nations, voyez les obstacles que le privilège oppose à leur satisfaction ; et quand vous aurez étudié ces questions palpitantes d'intérêt et d'actualité, vous reconnaîtrez que le socialisme seul est capable de régénérer le monde, qui se tord dans les angoisses de la faim, du désespoir et de la misère.

Cette liste appelle un bref commentaire.

¹ Plus exactement, le *Traité de Gouvernement civil*, (en anglais : *Two Treatises of Government*).

² Nous n'avons pu identifier un ouvrage sous ce titre. Les frères moraves sont une secte protestante issue du mouvement hussite du XVe siècle. Animée par les idéaux communautaires de l'Église primitive, elle est connue pour avoir développé une forte activité missionnaire, notamment dans les Antilles en faveur des populations soumises à l'esclavage.

³ Les jésuites ont fondé aux 17^e et 18^e siècles en Amérique latine diverses missions (appelées *réductions*) qu'ils ont administrées dans le cadre d'un véritable État théocratique où l'esclavage (du moins pour les indiens christianisés) se trouvait banni. Ces expériences égalitaires ont été largement popularisées par la Compagnie de Jésus à travers la publication de ses *Lettres édifiantes et curieuses*.

⁴ Plus exactement, *l'Histoire de la Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*.

⁵ Plus exactement, *De l'Humanité, de son principe, et de son avenir, où se trouve exposée la vraie définition de la religion et où l'on explique le sens, la suite et l'enchaînement du Mosaïsme et du Christianisme*.

⁶ Plus exactement, *De l'Égalité*.

⁷ Sous-titrée : *Solution pacifique du problème du prolétariat*.

⁸ Plus exactement, *Qu'est-ce que la propriété ? ou Recherches sur le principe du droit et du gouvernement*.

⁹ Il n'existe aucun titre de cette sorte dans la bibliographie de Cabet.

¹⁰ Plus exactement orthographié Villegardelle (François), « socialiste partagé entre Charles Fourier et le communisme révolutionnaire de Buonarroti, dont il édita des extraits » selon le Maitron (tome 3, page 508).

¹¹ Plus exactement, *Réforme politique ou organisation d'une nouvelle force unitaire et gouvernementale* (1840) par Auguste Barbet, à moins qu'il s'agisse de *Système social et responsabilité de l'homme ou de la nécessité du prêt par l'État* (de 1846).

¹² Plus exactement : *Des colonies agricoles et de leurs avantages pour assurer des secours à l'honnête indigence, extirper la mendicité, réprimer les malfaiteurs et donner une existence rassurante aux forçats libérés, tout en accroissant la prospérité de l'agriculture, la sécurité publique, la richesse de l'État* (1832)

¹³ Plus exactement, *Recherche des causes de la richesse et de la misère des peuples civilisés : application des principes de l'économie politique* (1834).

¹⁴ Plus exactement, *Des causes du malaise qui se fait sentir dans la société en France, des agitations qui la troublent, et des moyens d'y remédier* (1834).

¹⁵ Orthographié aussi bien Louis Bouvier-Dumolart. Il était préfet de Lyon lors de la première insurrection des canuts de novembre 1831 qui s'est terminée par un bain de sang.

¹⁶ Il doit s'agir de John Claudius Loudon.

¹⁷ Plus exactement, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France, de la nature de la misère, de son existence, de ses effets, de ses causes et de l'insuffisance des remèdes qu'on lui a opposés jusqu'ici, avec l'indication des moyens propres à en affranchir les sociétés* (1841).

¹⁸ Gustave de Beaumont (1802-1866) a fait une carrière magistrat sous la Restauration. Il était l'ami d'Alexis de Tocqueville avait qui il fit un long séjour aux États unis pour y étudier le système pénitentiaire. Député de l'opposition dynastique sous Louis Philippe, il sera réélu en 1848 et siègera à la droite de l'Assemblée.

Elle frappe d'abord par son caractère quelque peu hétéroclite, incohérent même. On y trouve bien sûr les grands classiques de la littérature utopique : Platon, Campanella, Thomas More, Morelli. On y trouve plusieurs des philosophes qui ont réfléchi sur l'organisation sociale : Rousseau, Montesquieu, Locke. On y trouve le nom de Babeuf. On y trouve l'essentiel des réformateurs sociaux français sous la Restauration : les saint-simoniens, les fouriéristes, Cabet, Leroux et Pecqueur. Mais les grands bourgeois et aristocrates philanthropes comme Huerne de Pommeuse¹ ou comme les barons Louis Bouvier du Molart et Pierre Bigot de Morogues², même s'ils ont diversement manifesté leur sollicitude envers les classes laborieuses, ne peuvent être retenus que difficilement comme des auteurs de référence en vue du socialisme.

Le plus curieux est de découvrir quels ouvrages d'économie politique sont recommandés. Le choix des idéologues libéraux mentionnés est le signe que l'économie politique n'est pas encore perçue comme une discipline stratégique dans le champ de la lutte des classes : ce sera bientôt l'un des apports essentiels de Marx.

Enfin il faut noter que Proudhon se trouve le seul à subir expressément la critique. Cette singularité témoigne des relations plutôt tendues entre les élus républicains et Proudhon, lequel, il est vrai, ne les ménageait pas, le point de rupture entre eux touchant à la question de l'État que Proudhon disqualifiait comme acteur de transformation sociale.

*

9. En **1849**, **Louis Blanc** publie un **Catéchisme des socialistes**. Il expose dans ce bref opuscule dialogué³ l'essentiel des thèses qui ont assuré sa notoriété à partir de la publication, en octobre 1840, de son principal ouvrage politique intitulé *L'organisation du travail*. Nous sommes toutefois en 1849 et entre ces deux dates ne se situent pas moins de **deux échecs majeurs** : l'échec pour Louis Blanc lui-même de son projet *d'ateliers sociaux* que la droite s'est appliquée à déconsidérer en organisant les ateliers dits *nationaux*, et plus globalement l'échec du mouvement ouvrier après les journées de juin 1848 et la reprise en main de la direction politique du pays par la bourgeoisie.

Le texte de Louis Blanc partage avec nombre de publications la plupart des valeurs qui constituent le fonds démocratique de la gauche républicaine sous la monarchie de Juillet, entre autres :

- l'ambition de refonder le lien social, faisant du socialisme un nouvel **Évangile en action**.

C'est ainsi que commence le texte,

D. — Qu'est-ce que le Socialisme ?

R. — C'est l'Évangile en action.

D. Comment cela ?

R. Le Socialisme a pour but de réaliser, parmi les hommes, ces quatre maximes fondamentales de l'Évangile : 1° Aimez-vous les uns les autres ; 2° Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît à vous-mêmes ; 3° Le premier d'entre vous doit être le serviteur de tous les autres ; 4° Paix aux hommes de bonne volonté !

C'est ainsi qu'il se termine :

D. — Si telle est la profession de foi des socialistes, pourquoi sont-ils dénoncés comme des impies, des factieux, des anarchistes, des prédicateurs de spoliation, des ennemis de la famille, des partageux ?

¹ Michel Huerne de Pommeuse (1765-1840) a été jusqu'en 1827 député sous la Restauration, parfaitement dévoué à la cause royaliste.

² Pierre Bigot de Morogues (1776-1840) était minéralogiste de formation avant de se spécialiser dans les études d'agronomie. Ce riche propriétaire terrien appartenait à la composante de l'orléanisme catholique soucieux de progrès social. Il devint Pair de France en 1835.

³ 54 pages dans l'édition reproduite par EDHIS dont nous suivons la ponctuation : *1848, La révolution démocratique et sociale*, tome 2, pp. 247-280 (avec pour supplément un aperçu des « moyens pratiques d'organisation sociale dans le cadre d'un « ministère du progrès »).

R. — Parce que tel a toujours été le sort de ceux qui, en des jours de corruption et d'égoïsme, ont désiré ardemment le bien de l'humanité. Avant les socialistes, les premiers chrétiens, leurs précurseurs, avaient été traités de brigands par le monde païen, menacé, furieux ; et le sublime maître des socialistes, le Christ, est mort sur une croix, entre deux voleurs.

- La mise en œuvre **dans le réel** des principes républicains de *Liberté, d'Égalité* et de *Fraternité* et la critique subséquente du laisser-faire et de la concurrence libérale en ce qu'ils sont responsables d'un état de guerre dans les relations économiques et sociales

D. — Mais ne dit-on pas que nous jouissons aujourd'hui de la liberté d'industrie?

R. — Belle liberté, vraiment, qui consiste dans la lutte du millionnaire contre le possesseur de 100,000 fr., et du possesseur de 100,000 fr. contre le malheureux qui n'a rien! On met aux prises un athlète armé de pied en cap et un athlète nu, un géant et un nain; le combat commence, et, quand le sang de l'athlète nu rougit l'arène, quand le nain tombe, écrasé d'un coup, les spectateurs crient : Bravo, c'est la liberté! Ah! Cette liberté-là, c'est une oppression deux fois hideuse, puisque, en même temps qu'elle frappe, elle ment.

D. — Dans la société d'aujourd'hui, l'égalité existe-t-elle ?

R. — Non ; car d'un côté sont tous les avantages, de l'autre toutes les charges. Non ; car, comme on dit parmi le peuple, les uns ont le superflu, tandis que les autres manquent du nécessaire.

D. — Mais l'égalité devant la loi ?

R. — Ce n'est qu'un mot. La justice n'étant pas gratuite, où est l'égalité entre le riche qui peut payer les frais d'un procès et le pauvre qui ne le peut pas?

D. — Dans la société d'aujourd'hui, la fraternité existe-t-elle ?

R. — Non ; car le principe qui domine les institutions, les lois, les mœurs, les usages de la vie, c'est ce lâche et grossier principe : *Chacun pour soi, chacun chez soi*¹.

Mais le plus important et **le plus original** chez Louis Blanc réside dans **le rôle qu'il attribue à l'État** dans la mise en œuvre du socialisme tel qu'il l'entend. Louis Blanc estime en effet qu'en raison des rapports de force entre les acteurs sociaux, il revient à l'État de prendre l'initiative de la transformation sociale :

D. — Comment passer de l'ordre social actuel à celui auquel vous aspirez ?

R. — Par l'intervention de l'État.

(...)

D. — Pourquoi est-ce à l'État qu'il appartient de prendre l'initiative de la régénération sociale ?

R. — Parce que c'est une œuvre trop vaste et qui a contre elle trop d'obstacles matériels, trop d'intérêts aveugles, trop de préjugés, pour être aisément accomplie par une série de tentatives partielles.

¹ pp. 12 et 13

Il n'y faut pas moins que la puissance de tous, énergiquement réunie dans celle des plus intelligents et des meilleurs. L'Etat intervenant pour régénérer la société, c'est la tête s'occupant de la santé du corps¹.

Il ne se s'agit toutefois pas d'une vision conception « étatiste » qui ferait de l'Etat le seul entrepreneur d'une production entièrement collectivisée. La catégorie centrale de la vision politique de Louis Blanc est celle d'**association**, qu'il partage du reste avec les autres mouvements réformateurs de son temps, dont les fouriéristes.

D. — Qu'est-ce que l'association ?

R. — C'est le principe en vertu duquel les hommes, au lieu de s'isoler, de se disputer la vie ou la fortune comme une proie, de s'entre-déchirer enfin, réunissent leurs volontés, combinent leurs aptitudes et travaillent ensemble à une œuvre commune, dont chacun profite selon ses besoins, après y avoir contribué selon ses facultés.

D. — Quels sont les effets naturels de l'association ?

R. — L'amour, la concordance de chaque intérêt particulier avec l'intérêt général, et, par conséquent, l'émulation du point d'honneur; la démission du hasard au profit de la science, l'accroissement indéfini de la richesse publique par la réunion en un seul faisceau des forces diverses, et sa répartition basée sur la connaissance des divers besoins, en un mot, la réalisation de la doctrine du Christ : Liberté, Egalité, Fraternité. L'association, c'est la constitution de la famille transportée dans le domaine du travail : ses effets sont ceux que produit en général la famille².

La dimension morale du propos n'empêche pas Louis Blanc de préconiser que l'Etat assure aux travailleurs réunis sous la forme, par exemple, de coopératives de production, la possibilité de constituer un **capital collectif** de départ, la gestion de l'entreprise leur revenant ensuite en propre.

D. — Est-ce que cet ensemble de mesures a pour but de faire de l'Etat le seul entrepreneur, le seul industriel, le seul commerçant du pays?

R. — Pas le moins du monde. Il s'agit uniquement de faire prendre par l'Etat l'initiative d'une grande réforme qui, loin d'étouffer sous un régime réglementaire la spontanéité de chacun, donnerait, au contraire, au sentiment individuel plus de moralité, plus d'énergie et plus d'essor³.

Le texte poursuit alors sur la critique du sophisme consistant à **confondre le capital et les capitalistes**, à savoir la disposition des instruments de travail et ceux qui fondent leur domination sur le monopole de leur propriété.

Il est très vrai que, sans capital, le travail serait impossible ; mais ce n'est pas au capital qu'on paye l'intérêt, c'est au capitaliste. Or, capital et capitaliste sont deux choses parfaitement distinctes. Pour que le capital existe, il n'est pas du tout nécessaire qu'il se trouve disséminé entre les mains de possesseurs exclusifs auxquels on est obligé d'en payer l'usage. Supposez une association de travailleurs jouissant d'un capital collectif, c'est-à-dire d'un capital qui appartiendrait à l'association elle-même sans appartenir d'une façon particulière à tel ou tel de ses membres, cette association travaillerait sur son capital sans avoir à en payer l'intérêt à qui que ce soit, puisqu'il n'y aurait pas ici de capitaliste, quoiqu'il y eût un capital. On ne saurait concevoir le travail sans le travailleur, mais on conçoit très bien le capital sans le capitaliste.

¹ Page 18

² pp. 15 et 16

³ Page 19

Quand le travailleur vient à mourir, son travail cesse ; quand le capitaliste meurt, son capital lui survit. Il n'y a donc à établir entre le capital et le travail aucune parité d'où l'on soit en droit de conclure à la légitimité de cette prime qu'on nomme intérêt¹.

Le développement trouve sa conclusion dans la revendication du **crédit gratuit** dont Proudhon avait fait l'instrument principal de sa réforme économique, avec l'insuccès que l'on sait.

Enfin sur la question de la propriété en général, et en particulier celle de la propriété foncière, Louis Blanc refuse l'idée de partage égalitaire que désignait, depuis la révolution française, le vocable de « loi agraire² ».

D. — Est-il vrai que les socialistes veulent diviser la terre par portions égales entre tous les citoyens ?

R. — C'est là un mensonge ridicule. Un partage de cette nature, outre qu'il ne subsisterait pas deux jours, serait la ruine universelle. Les socialistes veulent, au contraire, que, dans l'intérêt de l'agriculture et dans celui des agriculteurs, le sol soit cultivé en grand, par le moyen de colonies agricoles, de manière qu'on puisse donner à chaque espèce de terrain la destination la plus convenable, former des prairies, élever des bestiaux, disputer le sol à ces haies innombrables qui en dévorent une partie, et faire garder un troupeau par qui est employé aujourd'hui à garder une vache³.

Il est toutefois porteur, et c'est assurément une seconde originalité de sa réflexion politique, d'une revendication audacieuse sur la question de la **proportionnalité différenciée** entre les apports de chacun à la société et ce qu'il est en droit d'en recevoir de la société. Loin de préconiser une stricte égalité, Louis Blanc est favorable à ce qu'on nommerait aujourd'hui une sorte de discrimination positive puisqu'il recommande de proportionner les droits de chacun en fonction non pas de ses apports **mais de ses besoins**. Ainsi parle-t-il dans ses conclusions de la société idéale comme celle :

Où la distribution du travail et la répartition de ses fruits seraient basées sur ce principe, qui est aujourd'hui le principe constitutif de la famille : DE CHACUN SELON SES FACULTES ET A CHACUN SELON SES BESOINS ;

Une position qu'il avait argumentée dès le début de son texte en ces termes :

D. — L'égalité, selon vous, n'est donc que la proportionnalité?

R. — Certainement, et elle n'existera d'une manière véritable que lorsque chacun, d'après la loi écrite en quelque sorte dans son organisation par Dieu lui-même, PRODUIRA SELON SES FACULTES ET CONSOMMERA SELON SES BESOINS.

D. — Est-ce que le système de l'égalité absolue des salaires n'a pas été présenté au Luxembourg comme la réalisation définitive du principe de fraternité ?

R. — Non. Il a été dit au Luxembourg : 1° que, appliquée au régime d'individualisme et de concurrence, l'égalité des salaires serait une prime à la paresse ; 2° que, dans le régime d'association, l'égalité des salaires n'avait pas le même inconvénient, et était un moyen transitoire à essayer pour éviter les haines et les jalousies que l'inégalité des avantages entraîne parmi des associés ; 3° enfin, que le vrai principe de fraternité, celui dont le travail marquerait le progrès définitif des sociétés humaines, était non l'égalité absolue des salaires, mais la distri-

¹ pp. 21 et 22.

² Et que Babeuf lui-même récusait au profit d'une exploitation collective comme l'indique ici Louis Blanc en parlant de « colonies agricoles ».

³ pp. 26 et 27.

bution des travaux selon les facultés, et la répartition des fruits selon les besoins¹.

La véritable récompense, explique-t-il à l'adresse des « capacités² » qui voudraient valoriser leurs compétences « dans un système d'accaparement », étant pour l'essentiel, selon le principe de « qui peut le plus doit le plus », d'être, selon l'Évangile, le serviteur de ses semblables : « car exercer librement ses facultés lorsqu'on est appelé à satisfaire complètement ses besoins et ses goûts, travailler à rendre les autres heureux en étant heureux soi-même, n'est-ce pas le dernier terme où puissent tendre les efforts de l'humaine sagesse ? La plus grande somme possible de bonheur pour tous, eu égard à l'organisation particulière de chacun et à ses aptitudes spéciales, voilà l'égalité. ».

*

10. Enfin, en **1849**, paraît le ***Catéchisme du prolétaire*** par **Victor Tedesco**. Nous renvoyons au chapitre spécial que lui consacre le présent fascicule.

¹ Page 6

² Lorsque Louis Blanc évoque les serviteurs de l'Etat, il recourt volontiers au vocabulaire élitiste des saint-simoniens. Il définit l'Etat comme « la puissance de tous énergiquement résumée dans celle des plus intelligents et des meilleurs. » (page 18).

5.2. Fr. Engels et les « *peuples sans histoire* »

Engels est l'auteur en 1848-1849 d'une singulière théorie adossée au concept de « **peuples sans histoire** » ainsi que l'a nommé le théoricien marxiste Roman Rosdolsky dans son étude *Friedrich Engels und das problem der « geschichtslosen » Völker*¹ publiée en 1964.

Engels vise sous cette notion divers groupes ethniques incapables, selon lui, d'assurer les conditions de leur existence comme nations et par conséquent condamnés à subir un asservissement, voire à disparaître comme tels. Ce sont principalement les **peuples slaves de l'empire d'Autriche** : slaves du nord (Tchèques, Slovaques et Moraves, à l'exception notable des Polonais) et slaves du sud (Croates, Slovènes, Serbes et Ruthènes).

Les principaux documents où cette conception se trouve exposée datent des **années de tourmente révolutionnaire** et ont été publiés dans la *Nouvelle Gazette rhénane*.

Ce sont les articles suivants :

- « L'armistice avec le Danemark », des 21 et 22 juillet 1848 et, sous le même titre, l'article du 8 septembre 1848 ainsi que « L'armistice prusso-danois », du 10 septembre 1848
- « La lutte des Magyars », du 13 janvier 1849
- « Le panslavisme démocratique », des 15 et 16 février 1849².

Engels reviendra sur la question à plusieurs reprises, notamment dans une série d'articles publiés en mars 1852 dans le *New York Daily Tribune* et plus tard, dans une lettre à Eduard Bernstein datée du 22 février 1882.

*

Mais avant de découvrir ces documents, voici **trois brèves remarques**.

La première veut insister sur le **critère** qui conditionne les jugements d'Engels sur ces acteurs politiques : il se détermine en fonction de leur engagement **révolutionnaire** dans le camp des forces démocratiques ou de leur alignement **contre-révolutionnaire** au service des puissances féodales.

Précisons ensuite que le processus révolutionnaire comporte aux yeux d'Engels **deux aspects**, celui, d'une part, d'un mouvement de centralisation dans le cadre d'un Etat nation unifié³ (ce mouvement participe de la **révolution bourgeoise**), celui, d'autre part, de la conquête d'institutions démocratiques nouvelles, et en premier du suffrage universel (ces exigences participent de la **révolution prolétarienne**).

La troisième remarque concerne le concept de « peuple » selon qu'il désigne une collectivité de langue et de culture **instituée dans un appareil d'Etat** ou qu'il s'applique à un **groupe ethnique dépourvu de cadre institutionnel**. Dans le premier cas, celui des peuples dits *historiques*, nous avons affaire à des structures d'Etat accomplies qui sont certes des appareils de domination mais qui relèvent de la lutte des classes ; dans le second cas, celui des peuples dits *sans histoire*, nous avons affaire à des entités culturelles et de nature ethnique qui relèvent d'une tout autre approche où se mêlent très souvent, nous le verrons, de lourds préjugés.

*

¹ *Engels et le problème des peuples « sans histoire »*, avec pour sous-titre « La question des nationalités dans la révolution de 1848-1849 à la lumière de la *Nouvelle gazette rhénane* ». Le texte (en allemand) de cette étude est disponible en ligne à l'adresse www.fes.de de la Fondation Friedrich-Ebert (FES) qui publie la revue « Archiv für Sozialgeschichte » où il a paru en 1964. Il ne semble pas exister de traduction française

² La collection des articles de la *Nouvelle Gazette rhénane* a été publiée en trois volumes aux Editions sociales sous le titre *Karl Marx, Friedrich Engels, La Nouvelle Gazette rhénane*, Paris 1969. Nous y référons sous l'abréviation NGR suivie du numéro de tome et de page.

³ Une perspective dont l'importance politique se mesure à l'émiettement institutionnel de l'Allemagne au sein de la *Confédération germanique* issue du Congrès de Vienne de 1815.

L'importance du **critère d'appartenance au processus révolutionnaire** apparaît clairement dans la manière dont Engels va rendre compte de l'insurrection, en 1848, des duchés de Schleswig et de Holstein alors intégrés dans l'Etat danois.

Ces deux provinces font sécession le 21 mars 1848, proclamant dès le 23 mars un gouvernement provisoire avec notamment un programme d'assemblée élue au suffrage universel. D'emblée elles entraînent à leur côté l'intervention armée de la Prusse et de l'Autriche. Toutefois le conflit donnera lieu très vite à des pressions de la part de la Russie et de l'Angleterre qui imposeront une trêve et la signature d'un traité de paix le 26 août 1848.

Les évènements ont fait l'objet de plusieurs interventions d'Engels dans *la Nouvelle Gazette Rhénane*.

Le 21 juillet 1848, dans un papier intitulé « L'armistice avec le Danemark », il dénonce la signature de l'armistice (assimilé à une retraite déshonorante) et accuse la Prusse d'avoir joué double jeu pour mettre au pas les forces révolutionnaires des duchés insurgés¹, n'hésitant pas à évoquer dans sa conclusion « l'honneur et les intérêts de l'Allemagne ». L'argument est repris dans l'article du 8 septembre 1848 publié sous le même titre.

Il revient sur la question le 10 septembre 1848 dans un article intitulé « L'Armistice prusso-danois » où il développe plus clairement un **double point de vue** centré à la fois sur la perspective révolutionnaire de l'unification de l'Etat allemand mais aussi, *ce qui est singulièrement différent*, sur l'appartenance à la civilisation ou à la barbarie de l'un ou l'autre des camps en lutte.

Précisons que lorsque Engels parle nommément de l'Allemagne (et des Allemands), il anticipe sur l'État nation unifié que les mouvements révolutionnaires de 1848 étaient censés fonder.

L'armistice prusso-danois

Revenons encore une fois sur l'armistice avec le Danemark².

(...)

Tandis qu'en Italie, en Posnanie, à Prague, les Allemands combattent la révolution, dans le Schleswig-Holstein ils ont soutenu la révolution. La guerre contre le Danemark est la première guerre révolutionnaire que mène l'Allemagne. C'est pourquoi, sans que nos sentiments aient la moindre parenté avec l'enthousiasme que dans les brasseries les bourgeois manifestent pour ces régions baignées par la mer, nous nous sommes dès le début déclarés en faveur d'une conduite énergique de la guerre contre le Danemark.

(...)

Au même titre que les Français ont pris les Flandres, l'Alsace et la Lorraine et que tôt ou tard ils prendront la Belgique, l'Allemagne prend le Schleswig : au nom de la civilisation contre la barbarie, du progrès contre l'immobilisme. Et même si les traités étaient en faveur du Danemark - ce qui est encore très douteux - ce titre vaut plus que tous les traités, parce que c'est *le droit du développement historique*.

¹ Une position exprimée dès le 5 juin dans un article très explicitement intitulé « Comédie guerrière dans le Schleswig-Holstein » où il dénonce les volte-face de la politique prussienne dans cette guerre (NGR, tome 1, pp. 58-60)

² NGR, tome 2, pp. 15-20

Cette double affirmation (*civilisation contre la barbarie, progrès et droit du développement historique contre l'immobilisme*) a été précédée d'un développement ironique et condescendant sur le *scandinavisme*¹ qui anticipe sur ce qu'Engels dira bientôt avec plus de mépris du *panslavisme*. Il ne parle pas encore ici de *peuples sans histoire* mais bien de **nécessité historique**. Le cadre conceptuel est déjà en place.

Tant que le parti du Schleswig-Holstein s'est livré à une agitation purement légale d'un pacifisme bourgeois, il n'a provoqué que l'enthousiasme des petits-bourgeois bien pensants. Aussi, quand avant la révolution de février, l'actuel roi de Danemark, lors de son accession au trône, promit à l'ensemble de ses Etats une constitution libérale avec le même nombre de députés pour les duchés et pour le Danemark, les duchés s'y opposèrent et, à ce moment-là, l'esprit de clocher et le caractère petit-bourgeois du parti du Schleswig-Holstein se manifestèrent désagréablement. Il s'agissait alors moins d'un rattachement à l'Allemagne - où y avait-il alors une Allemagne? - que de la sécession d'avec le Danemark et de la Constitution d'un petit Etat local indépendant.

Mais la révolution éclata et donna au mouvement un autre caractère. Le parti du Schleswig-Holstein devait ou périr ou risquer une révolution. Il risqua la révolution et il eut raison. Les promesses danoises, si avantageuses avant la révolution, étaient insuffisantes après; le rattachement à l'Allemagne qui auparavant n'était qu'un mot pouvait maintenant avoir un sens, l'Allemagne avait fait une révolution et le Danemark l'imita, comme toujours, sur le mode provincial.

La révolution du Schleswig-Holstein et le gouvernement provisoire qui en était issu avaient encore, même au début, un caractère petit-bourgeois. Mais la guerre obligea à s'engager sur la voie de la démocratie. Grâce à ce gouvernement (...) le Schleswig-Holstein a reçu des lois plus démocratiques que n'importe quel autre Etat allemand. De toutes les Assemblées allemandes, l'Assemblée provinciale de Kiel² est la seule qui ait pour base non seulement le suffrage universel, mais également les élections directes. Le projet de constitution qui lui a été soumis par le gouvernement est le plus démocratique qui ait jamais été rédigé en allemand. Le Schleswig-Holstein qui jusque là était politiquement à la remorque de l'Allemagne a obtenu soudain, grâce à la guerre révolutionnaire, des institutions plus progressistes que tout le reste de l'Allemagne.

La guerre que nous menons dans le Schleswig-Holstein est donc une véritable guerre révolutionnaire.

Et qui, dès le début, a été du côté du Danemark ? Les trois puissances européennes les plus contre-révolutionnaires: la Russie, l'Angleterre et le gouvernement prussien.

(...)

La Prusse, l'Angleterre, et la Russie sont les trois puissances qui ont le plus à craindre la révolution allemande et sa conséquence

¹ « Le scandinavisme, c'est l'enthousiasme pour les anciennes peuplades nordiques, brutales, sales, pillardes, pour cette profondeur de pensée et de sentiment qui ne peut traduire en paroles son exaltation, mais qui l'exprime par des actes: la grossièreté envers les femmes, une ivresse permanente et une fureur de vandale alternant avec une sentimentalité larmoyante. (...) Le scandinavisme, c'est la forme choisie par les Danois pour appeler à l'aide les Suédois et les Norvégiens. Mais comme c'est toujours le cas pour la sainte nation germanique, une dispute éclata aussitôt pour savoir qui était le vrai Germain, qui le vrai Scandinave. Le Suédois traite le Danois de « germanisé » et de dégénéré, le Norvégien fait de même avec le Suédois et le Danois, et l'Islandais en fait autant avec les trois précédents. Naturellement, plus une nation est fruste, plus ses mœurs et son mode de vie sont proches de ceux des anciennes peuplades nordiques, plus elle est « scandinave » ». Engels ne reconnaît pas moins aux Danois d'être un peuple à demi civilisé (« On ne peut toutefois pas nier que les Danois soient une nation à demi civilisée. »). Op.cit., tome 2, pp. 16-18.

² C'est à Kiel que le gouvernement provisoire s'était établi.

première, l'unité allemande: la Prusse parce qu'elle cesserait alors d'exister, l'Angleterre parce que le marché allemand serait ainsi soustrait à son exploitation, la Russie parce que de ce fait la démocratie ne peut manquer de progresser non seulement jusqu'à la Vistule mais même jusqu'à la Duna et au Dniepr. La Prusse, l'Angleterre et la Russie ont comploté contre le Schleswig-Holstein, contre l'Allemagne et contre la révolution.

La guerre qui peut surgir maintenant des décisions de Francfort¹ serait une guerre de l'Allemagne contre la Prusse, l'Angleterre et la Russie. Et c'est justement une guerre de ce genre qu'il faut au mouvement allemand en train de s'endormir, une guerre contre les trois grandes puissances de la contre-révolution, une guerre aboutissant à l'absorption de la Prusse par l'Allemagne, faisant de l'alliance avec la Pologne la nécessité la plus inéluctable, entraînant immédiatement la libération de l'Italie, une guerre dirigée à juste titre contre les anciens alliés contre-révolutionnaires de l'Allemagne de 1792 à 1815, une guerre mettant « la patrie en danger » et qui la sauve justement de ce fait, en faisant dépendre la victoire de l'Allemagne de la victoire de la démocratie.

Que les bourgeois et les hobereaux qui siègent à Francfort ne se fassent aucune illusion à ce sujet; s'ils décident de rejeter l'armistice, ils décident leur propre chute, tout comme les Girondins de la première révolution qui participèrent au 10 août, votèrent la mort de l'ex-roi et préparèrent ainsi leur propre chute, le 31 mai. Si par contre ils acceptent l'armistice, ils décident aussi leur propre chute, car ils se mettent ainsi sous la dépendance de la Prusse et n'ont plus rien à dire. Qu'ils choisissent.

(...)

Nous verrons. Mais nous le répétons: l'honneur de l'Allemagne est dans de mauvaises mains.

L'armistice sera effectivement ratifié par l'Assemblée de Francfort qui refusera de s'engager dans la voie guerrière que préconisait Engels sur le modèle français de la « patrie en danger ».

*

Le deuxième document est un article publié le 13 janvier 1849 sous le titre « **La lutte des Magyars**² » : il concerne la révolution hongroise.

Quelle est la situation politique et militaire en Hongrie en ce mois de janvier 1849 ?

Dès le lendemain de la chute et de la fuite de Metternich le 13 mars 1848, le parlement hongrois a dû céder devant les exigences des forces nationalistes et démocratiques sous la direction de **Lajos Kossuth**. Le 11 avril 1848, l'empereur Ferdinand V promulgue les lois dites d'avril qui accordent à la Hongrie une constitution autonome (ainsi que le suffrage direct³ et l'abolition du servage). Le mouvement va peu à peu se radicaliser : en juillet 1848, sitôt réunie la première Assemblée nationale issue des élections, Kossuth décide de lever une armée hongroise ; en septembre, se met en place un Comité de défense nationale qui agira comme un véritable gouvernement révolutionnaire. Le conflit est inévitable avec l'Autriche, laquelle lance contre les Hongrois les troupes du général croate Josip Jellachich⁴. Les évène-

¹ Autrement dit le parlement de Frankfort (appelé aussi vor-Parlement) qui s'était institué comme Assemblée constituante en mai 1848. Le refus par le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, de la couronne d'Allemagne que lui offrira le parlement en avril 1849 réduira bientôt à rien le peu d'influence que cette assemblée aura eue sur le processus révolutionnaire.

² NGR, tome 2, pp.299-312

³ Des nobles, des bourgeois et des paysans aisés : il s'agit bien d'une révolution libérale bourgeoise.

⁴ Josef Jellachich était un général issu de la noblesse croate. Il avait été nommé *ban* de Croatie (une sorte de gouverneur doté de pouvoirs étendus) en récompense de sa loyauté à la dynastie austro-hongroise. Il participera avec Windischgrätz à la répression de la seconde insurrection de Vienne en octobre 1848.

ments sont contemporains de la répression de la seconde insurrection de Vienne entre le 6 et le 31 octobre 1848¹.

La lutte des Magyars

Dès son début, l'article d'Engels établit la comparaison entre la France révolutionnaire de la « glorieuse année 1793 » et la situation des indépendantistes hongrois agressés de toutes parts par les forces féodales :

(...)

Pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de 1848, pour la première fois depuis 1793 une nation cernée par les forces supérieures de la contre-révolution ose opposer la passion révolutionnaire à la lâche fureur de la contre-révolution, *la terreur rouge à la terreur blanche*. Pour la première fois depuis longtemps nous trouvons un caractère vraiment révolutionnaire, un homme qui, au nom de son peuple, ose relever le gant de la lutte désespérée, qui est pour sa nation Danton et Carnot en un seul homme - *Lajos Kossuth*.

La supériorité des forces est terrible. Toute l'Autriche, 16 millions de Slaves fanatisés en tête, contre 4 millions de Magyars.

La levée en masse, la fabrication nationale d'armes, les assignats, la procédure accélérée à l'égard de tous ceux qui freinent le mouvement révolutionnaire, la révolution en permanence, bref, toutes les caractéristiques de la glorieuse année 1793, nous les retrouvons dans la Hongrie armée, organisée, enthousiasmée par Kossuth.

(...)

Procédant ensuite à l'examen des forces en présence, Engels se livre à un historique des relations entre les Allemands et les Magyars sous la domination des Habsbourg. Il insiste sur la nécessaire alliance de ces deux peuples contre les populations slaves (« les barbares slaves ») qu'ils ont asservies.

La Hongrie touche à l'Autriche allemande. En Hongrie les Magyars ont mené le même combat que les Allemands en Autriche allemande. Au coin allemand enfoncé dans l'archiduché d'Autriche et de Styrie, entre les barbares slaves, correspond le coin magyar enfoncé lui aussi entre les barbares slaves, le long de la Leitha. De même que dans le sud et le nord, en Bohême et en Moravie, en Carinthie et en Carniole, la noblesse allemande dominait et germanisait les populations slaves et les entraînait ainsi dans le mouvement européen, de même la noblesse magyare dominait aussi des populations slaves dans le sud et le nord, en Croatie, en Slavonie et dans les pays des Carpates. Ils avaient tous deux les mêmes intérêts, leurs adversaires à tous deux étaient des alliés naturels. L'alliance des Magyars et des Allemands d'Autriche était une nécessité. Il manquait seulement un fait d'importance, une attaque puissante contre eux deux pour rendre cette alliance indissoluble. Ce fait se produisit lors de la conquête du royaume byzantin par les Turcs. Les Turcs menaçaient la Hongrie et en second lieu Vienne, et la Hongrie revint à

¹ La guerre d'indépendance hongroise se poursuivra jusqu'en août 1849. Après la proclamation par Kossuth, le 14 avril 1849, de l'indépendance du pays, l'armée hongroise avait repris l'initiative militaire et même libéré la capitale en juin, mais l'intervention à partir du 15 juin 1849 des troupes du tsar Nicolas 1^{er} fera basculer le rapport des forces en faveur du pouvoir autrichien. Après une série de défaites, Kossuth est obligé de se réfugier à l'étranger et la reddition des Hongrois est signée le 13 août 1849 par Artur Görgey. (Source : Miklos Molnar, *Histoire de la Hongrie*, Editions Perrin, Collection Tempus, Paris 2004, pp. 247-267)

la maison de Habsbourg, à laquelle elle se trouva liée indissolublement et pour des siècles.

(...)

Les bouleversements de 1848 vont aboutir à la constitution de « deux grands camps armés » :

L'année 1848 amena d'abord en Autriche la plus terrible confusion; les populations qui jusque là, grâce à Metternich, s'asservissaient réciproquement, connurent un moment de liberté. Allemands, Magyars, Tchèques, Polonais, Moraves, Slovaques, Croates, Ruthènes, Roumains, Illyriens, Serbes entrèrent alors en conflit tandis qu'à l'intérieur de chacune de ces nations les différentes classes se combattaient également¹. Mais l'ordre se fit bientôt dans cette confusion. Les combattants se partagèrent en deux grands camps armés: du côté de la révolution, les Allemands, les Polonais et les Magyars; du côté de la contre-révolution les autres peuples, tous les Slaves, à l'exception des Polonais, des Roumains et des Saxons de Transylvanie.

D'on vient ce partage suivant les nations, sur quels faits repose-t-il ?

L'examen de cette question conduit alors Engels à formuler sa thèse sur l'existence de **deux catégories de peuples** : d'une part, les nations qu'il dit viables (et possiblement révolutionnaires) et d'autre part, celles qui ne le sont pas (et nécessairement contre-révolutionnaires).

Ce partage correspond à toute l'histoire antérieure des populations en question. C'est le début du choix de ces petites nations entre la vie et la mort.

Toute l'histoire antérieure de l'Autriche jusqu'à aujourd'hui le prouve et l'année 1848 l'a confirmé. Parmi les grandes et les petites nations d'Autriche il n'y en a que trois qui soient encore viables, intervenant activement dans l'histoire, étant un élément moteur du progrès: les *Allemands*, les *Polonais*, les *Magyars*. C'est pourquoi, actuellement, ils sont révolutionnaires.

Tous les autres peuples et populations de plus ou moins grande importance ont avant tout comme mission de sombrer dans la tourmente révolutionnaire universelle. C'est pourquoi ils sont contre-révolutionnaires.

On observe clairement ici la prégnance du premier critère que nous signalions en début de ces pages (l'appartenance ou non au camp de la révolution). On observe surtout que ce critère occulte la complexe réalité sociale des sociétés concernées et tout particulièrement leurs contradictions de classe. La légitimité historique de chaque peuple est rapportée à une communauté ethnique envisagée comme telle sans considération des conflits sociaux qui la traversent.

Quels sont les peuples contre-révolutionnaires ? Tous les peuples slaves de l'espace austro-hongrois, à **l'exception notable des Polonais**, qui constituent aux yeux d'Engels une nation pleinement organique que les puissances féodales ont dépossédée de son espace national lors du 3^e partage de 1795 entre la Prusse, la Russie et l'Autriche². La maturité politique des Polonais leur a du reste fait choisir le camp de la révolution.

(...)

Remarquons (...) que les Polonais ont fait preuve de grande sagesse politique et de véritable sens révolutionnaire en s'alliant actuellement avec leurs anciens ennemis, les Allemands et les

¹ C'est, notons-le, le seul passage où Engels envisage la lutte de classe au sein de ces nations qui seront bientôt associées sous sa plume à des ensembles ethniquement homogènes.

² Le soutien aux revendications nationales polonaises est une constante du mouvement ouvrier dans la seconde moitié du 19^e siècle.

Magyars, contre la contre-révolution panslave; un peuple slave à qui la liberté est plus chère que le slavisme prouve par ce seul fait sa vitalité et assure déjà son avenir.

En comparaison de la vitalité des peuples allemands et magyars¹, les slaves d'Autriche-Hongrie n'ont jamais su développer de bourgeoisie nationale :

(...)

Il en était à l'intérieur comme à l'extérieur. La classe montante, l'élément moteur du mouvement, la bourgeoisie, était partout allemande ou magyare. Les Slaves eurent du mal à pouvoir constituer une bourgeoisie nationale et les Slaves du sud n'y parvinrent que par endroits. Et avec la bourgeoisie, la puissance industrielle, le capital, était entre les mains des Allemands et des Magyars; la culture allemande se développa; la vie intellectuelle des Slaves, elle aussi, fut subordonnée aux Allemands et ce, jusqu'en Croatie. Il se produisit la même chose en Hongrie, mais plus tard et ce fut dans une moindre mesure: les Magyars prirent en commun avec les Allemands la direction intellectuelle et commerciale. Mais les Allemands de Hongrie, bien qu'ils aient conservé la langue allemande, sont devenus d'authentiques Hongrois par l'état d'esprit, le caractère et les mœurs. Seuls les colons paysans nouvellement établis, les Juifs et les Saxons de Transylvanie font exception et s'entêtent à conserver une nationalité absurde au milieu d'un pays étranger.

Et si les Magyars sont restés un peu en arrière des Autrichiens allemands, ils se sont rattrapés brillamment dans la dernière période par leur activité politique. De 1830 à 1848 il y avait dans la seule Hongrie plus de vie politique que dans toute l'Allemagne; les formes féodales de la vieille constitution hongroise furent mieux exploitées dans l'intérêt de la démocratie que les formes modernes de la constitution de l'Allemagne du sud. Et qui était à la tête de ce mouvement ? Les Magyars. Qui soutenait la réaction en Autriche? Les Croates et les Slovènes.

L'essentiel de la critique d'Engels va porter sur l'émergence du **panslavisme** à partir de la réunion à Prague, le 2 juin 1848, du premier congrès du mouvement de ce nom².

Face au mouvement magyar et au réveil du mouvement politique en Allemagne, les Slaves d'Autriche fondèrent une Ligue séparatiste, le panslavisme.

¹ Ce sont les Allemands et les Hongrois, écrit Engels, qui ont résisté à l'invasion turque et qui ont ainsi sauvé les slaves d'un asservissement encore plus terrible. N'hésitant pas à évoquer Charles Martel à Poitiers, il ne manque pas de souligner le peu de secours apporté par les slaves d'Autriche lorsqu'il s'est agi de sauver « le développement de toute d'Europe » : « Et quand il s'agissait de la sauver, devait-on tenir compte de quelques nationalités tombées depuis longtemps dans l'impuissance et la décomposition, comme les Slaves d'Autriche qui, par dessus le marché, furent sauvés par la même occasion ? » (p. 305).

² Réuni le 2 juin 1848 sous la présidence de l'écrivain et historien tchèque Frantisek Palacky, **le congrès panslave de Prague** se voulait la réplique du parlement « pan-germaniste » de Francfort (si ce n'est une réplique à ce même parlement). Le congrès fera apparaître de profondes divergences, notamment sur la question de la loyauté à la dynastie des Habsbourg. Il se terminera dans la violence d'une émeute suscitée, le 12 juin, par les provocations du général autrichien Windischgrätz qui finira après cinq jours de combat par bombarder la ville pour obtenir la reddition des insurgés. Engels rend compte de *l'insurrection de Prague* dans un article paru sous ce nom dans la NGR du 18 juin 1848 (tome 1, pp. 116-119). Fidèle à sa ligne politique, il salue le courage et l'audace des Tchèques qui ont ainsi choisi le camp de la révolution et fustige l'arrogance répressive des Allemands qui les rejettent désormais « dans le camp des Russes, dans le camp du despotisme, contre la révolution », ajoutant : « La révolution triomphera et les Tchèques seront les premiers à être écrasés par elle. C'est encore nous, Allemands, qui portons la responsabilité d'avoir mené les Tchèques à leur perte. Ce sont les Allemands qui les ont livrés par trahison à la Russie. » (NGR, tome 1, pp. 118-119). Cette position montre que ce qui domine chez Engels, ce sont moins des préjugés ethniques anti-slaves que la défense des intérêts de la révolution en cours.

(...)

Le panslavisme, c'est l'alliance de toutes les petites nations et poussières de nations slaves d'Autriche, et en second lieu de Turquie, pour combattre les Allemands d'Autriche, les Magyars et éventuellement les Turcs. (...) Le panslavisme, dans sa tendance fondamentale, est dirigé contre les éléments révolutionnaires d'Autriche et de ce fait, il est de prime abord réactionnaire.

Le panslavisme prouva immédiatement sa tendance réactionnaire par une double trahison: en sacrifiant à son mesquin esprit de clocher la seule nation slave qui jusqu'à présent ait agi en révolutionnaire, les *Polonais*, et en se vendant, lui et la Pologne, *au tsar de Russie*.

Le but direct du panslavisme c'est la restauration sous domination russe d'un empire slave allant des Monts métalliques et des Carpates à la Mer Noire, la Mer Egée et l'Adriatique, un empire qui, en dehors des langues allemande, italienne, magyare, valaque, turque, grecque et albanaise, engloberait encore une douzaine de langues et de dialectes slaves environ. Le tout cimenté, non par les éléments qui ont cimenté et développé jusqu'à présent l'Autriche, mais par l'abstraite vertu du slavisme et la soi-disant langue slave qui toutefois est commune à la majorité des habitants. Mais où ce slavisme existe-t-il sinon dans la tête de quelques idéologues ? (...) En réalité la langue slave de ces dix à douze nations est composée d'autant de dialectes, la plupart hermétiques les uns aux autres, qui se laissent réduire à quelques idiomes principaux (le tchèque, l'illyrien, le serbe, le bulgare) et qui par la totale négligence de toute littérature et la rudesse de la plupart des peuples sont devenus un simple patois; à de rares exceptions près, ils ont toujours pour langue écrite une langue *étrangère*, non slave. L'unité panslave est donc, ou bien une pure utopie, ou bien ... le *knout russe*.

Et quelles nations doivent prendre la tête de ce grand empire slave? Justement celles qui depuis mille ans sont disséminées, morcelées, à qui d'autres peuples étrangers imposent l'apport d'éléments viables et susceptibles de développement, et que seules les armes victorieuses de peuples non slaves ont empêchées de sombrer dans la barbarie turque; ce sont des populations faibles, partout séparées les unes des autres, impuissantes, privées de force nationale, allant de quelques milliers à moins de deux millions d'habitants. (...).

L'époque du panslavisme, ce furent les VIIIème et IXème siècles, lorsque les Slaves du sud possédaient encore toute la Hongrie et toute l'Autriche et menaçaient Byzance. Alors qu'ils ne purent ni résister à l'invasion allemande et magyare, ni conquérir leur indépendance et former un empire viable, même lorsque leurs deux ennemis, les Magyars et les Allemands, s'entredéchiraient, comment y réussiraient-ils maintenant, après avoir été pendant mille ans assujettis et dénationalisés?

Il n'y a aucun pays en Europe qui ne possède quelque part les restes d'un ou plusieurs peuples, survivances d'une ancienne population refoulée, et soumise par la nation devenue plus tard l'élément moteur de l'évolution historique. Ces survivances d'une nation impitoyablement piétinée par la marche de l'histoire, comme le dit Hegel, ces déchets de peuples deviennent chaque fois les soutiens fanatiques de la contre-révolution, et ils le restent jusqu'à leur extermination et leur dénationalisation définitive; leur existence même n'est-elle pas déjà une protestation contre une grande révolution historique ?

« **Comme le dit Hegel** », écrit Engels. La référence à la philosophie de l'histoire hégélienne est particulièrement explicite. Nous y reviendrons bientôt.

C'est ainsi qu'en Ecosse les Gallois furent les soutiens des Stuarts de 1640 à 1745. C'est ainsi qu'en France les Bretons furent les soutiens des Bourbons de 1792 à 1800. C'est ainsi qu'en Espagne les Basques sont les soutiens de Don Carlos.

C'est en Autriche le cas des *Slaves du sud* qui ne sont qu'un déchet de peuples, résultant d'une évolution millénaire extrêmement confuse. Que ce déchet extrêmement confus lui-même ne voie lui aussi son salut que dans le renversement de tout le mouvement européen qui pour lui devrait aller non d'ouest en est mais d'est en ouest, que l'arme libératrice, le lien de l'unité soit pour lui le *knout russe* - voilà qui va de soi.

Le caractère réactionnaire des Slaves du sud était donc déjà nettement accusé avant 1848. L'année 1848 l'a mis en lumière.

Lorsque la tempête de février éclata, qui fit la révolution en Autriche? Vienne ou Prague? Budapest ou Agram¹ ? Les Allemands, les Magyars ou les Slaves ?

(...)

En dehors de la haute noblesse, de la bureaucratie et de la soldatesque, la camarilla autrichienne n'a trouvé d'appui qu'au près des Slaves. Les Slaves ont décidé la chute de l'Italie, les Slaves du sud ont pris Vienne d'assaut, les Slaves tombent de toutes parts sur les Magyars. A leur tête, comme porte-parole, les Tchèques sous Palacky, pour porter l'épée, les Croates de Jellachich.

(...)

Résumons-nous:

En Autriche, en dehors de la Pologne et de l'Italie, les Allemands et les Magyars ont pris en 1849 l'initiative sur le plan historique comme ils l'avaient déjà prise depuis mille ans. Ils représentent la révolution.

Les Slaves du sud, pris en remorque depuis mille ans par des Allemands et des Magyars ne se sont dressés en 1848 pour restaurer leur indépendance nationale qu'afin de réprimer du même coup la révolution germano-magyare. Ils représentent la contre-révolution. Deux nations, elles aussi depuis longtemps en décadence et sans aucun pouvoir d'agir sur l'histoire, se sont ralliées à eux : les Saxons et les Roumains de Transylvanie.

La maison de Habsbourg qui a fondé sa puissance sur la réunion des Allemands et des Magyars, dans la lutte contre les Slaves du sud, prolonge maintenant son existence en unissant les Slaves du sud dans la lutte contre les Allemands et les Magyars.

(....)

Engels termine par l'examen de la situation militaire²

La cause des Magyars n'est de loin pas si mauvaise que l'enthousiasme stipendié noir et jaune³ voudrait le faire croire. Ils ne sont pas encore vaincus⁴. Mais s'ils tombent, ils tomberont glorieusement, derniers héros de la révolution de 1848 et seule-

¹ Agram était l'ancien nom allemand de Zagreb.

² L'intérêt tout particulier d'Engels pour les questions de stratégie militaire lui vaudra d'être surnommé « le général » dans la famille de Marx. Ses commentaires techniques sur la guerre de sécession américaine dans le *New York Daily Tribune* ont longtemps laissé penser qu'ils émanaient d'un officier engagé dans le conflit.

³ Ce sont les couleurs du drapeau autrichien.

⁴ En janvier 1849 le sort des armes est défavorable aux troupes hongroises, mais aucune bataille n'est encore décisive.

ment pour peu de temps. Puis, pendant un moment, la contre-révolution slave et toute sa barbarie submergera la monarchie autrichienne et la camarilla verra ce que valent ses alliés. Mais au premier soulèvement victorieux du prolétariat français, ce que Louis-Napoléon s'évertue à provoquer, les Allemands d'Autriche seront libres et exerceront une vengeance sanglante sur les barbares slaves. La conflagration générale qui alors s'en suivra amènera l'éclatement de cette ligue séparatiste et fera disparaître jusqu'au nom de ces petites nations obstinées ...

Avant de conclure sur **cette note terrible** qui au nom du progrès voue à la destruction **non pas un ordre social, mais des peuples comme tels** :

La prochaine guerre mondiale ne se contentera pas de balayer de la surface de la terre des classes et des dynasties réactionnaires, mais aussi des peuples réactionnaires tout entiers. Et cela aussi, c'est un progrès.

*

Le troisième document de notre dossier est un article paru les 15 et 16 février 1849 sous le titre « **Le panslavisme démocratique**¹ ». On y retrouve, plus virulentes encore, les principales critiques d'Engels à l'adresse de ce mouvement.

Le panslavisme démocratique

Le panslavisme est d'emblée associé aux « douces songeries nées après les révolutions de février et de mars, (aux) rêves exaltés de fraternisation générale des peuples, de république fédérative européenne et de paix mondiale éternelle. ».

(...)

Lamartine, ce gremlin aux belles paroles, était le héros classique de cette époque de trahison du peuple, dissimulée sous les fleurs de la poésie et le clinquant de la rhétorique.

Les peuples qui ont fait la révolution savent quel prix il leur a fallu payer pour, dans leur généreuse naïveté, avoir cru aux grands mots et aux assurances pompeuses. (...)

Une expérience douloureuse nous a appris que la « fraternisation des peuples d'Europe » ne s'établit pas avec de simples phrases et des vœux pieux mais avec des révolutions radicales et des luttes sanglantes ; qu'il ne s'agit pas d'une fraternisation de tous les peuples européens sous un drapeau républicain mais de l'alliance des peuples révolutionnaires contre les contre-révolutionnaires, d'une alliance qui se conclut non sur le papier mais uniquement sur le champ de bataille. (...)

Nous avons sous les yeux, poursuit Engels, la brochure éditée par Michel Bakounine sous le titre de « Appel aux slaves² ».

¹ NGR, tome 3, pp. 62-82

² La brochure intitulée *Appel aux peuples slaves par un patriote russe* avait paru en octobre 1848, soit quelques mois après que Bakounine (qui découvrirait alors la cause slave) eut participé au congrès de Prague où il avait été pratiquement le seul délégué russe et n'avait représenté que lui-même.

(...)

Bakounine est notre ami¹. Cela ne nous empêchera pas de soumettre sa brochure à la critique.

Engels va s'employer à démontrer à l'appui de larges citations que « l'enthousiasme délirant » du texte de Bakounine empêche son auteur de percevoir les obstacles réels.

(...)

« Justice », « humanité », « liberté », « égalité », « fraternité », « indépendance » - jusque-là nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales; elles sonnent bien, certes, mais, dans des questions historiques et politiques elles ne prouvent absolument rien. La « justice », l'« humanité », la « liberté » peuvent bien exprimer mille et mille fois telle ou telle exigence; si la chose est impossible, elle ne se produit pas et reste malgré tout un « songe creux »

L'un des intérêts de cette démonstration réside dans l'exemple que va choisir Engels pour illustrer le fait que le cours de l'histoire est autrement régi que par des catégories morales. Cet exemple concerne le récent conflit entre le Mexique et les Etats-Unis sur la question du Texas :

(...)

Un mot seulement sur la « fraternisation générale des peuples » et le tracé de « frontières que la volonté souveraine des peuples détermine elle-même sur la base de leurs particularités nationales ». Les Etats-Unis et le Mexique sont deux républiques; dans les deux, le peuple est souverain.

Comment se fait-il qu'entre ces deux républiques qui, conformément à la théorie morale, devraient être « fraternelles » et « fédérées », comment se fait-il qu'une guerre ait éclaté au sujet du Texas ? Comment se fait-il que la « volonté Souveraine » du peuple américain, appuyée sur la vaillance des volontaires américains, ait déplacé à quelques centaines de lieues plus au Sud les frontières tracées par la nature « pour des nécessités géographiques, commerciales et stratégiques » ? Et Bakounine reprochera-t-il aux Américains une « guerre de conquête » qui porte, certes, un rude coup à sa théorie fondée sur la « justice et l'humanité » mais qui fut menée purement et simplement dans l'intérêt de la civilisation ? Ou bien est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire? Est-ce un malheur que les énergiques Yankees, en exploitant rapidement les mines d'or qu'elle recèle augmentent les moyens monétaires, qu'ils concentrent en peu d'années sur cette rive éloignée de l'Océan Pacifique une population dense et un commerce étendu, qu'ils fondent de grandes villes, qu'ils créent de nouvelles liaisons maritimes, qu'ils établissent une voie ferrée de New York à San Francisco, qu'ils ouvrent vraiment pour la première fois l'Océan Pacifique à la civilisation et que, pour la troisième fois dans l'histoire, ils donnent au commerce mondial une nouvelle direction ? L'« indépendan-

¹ On sait qu'il le sera bientôt beaucoup moins. Un incident va du reste singulièrement compliquer les relations de Marx et d'Engels avec Bakounine. Il s'agit de la parution dans la *Nouvelle Gazette rhénane* du 6 juillet 1848 (dans le contexte donc de l'insurrection de Prague de juin 1848 et de sa répression) d'une courte notice censée provenir d'un correspondant français selon laquelle Bakounine aurait été un agent du tsar. La nouvelle affirmait s'appuyer sur divers documents en provenance de George Sand, laquelle ne tardera pas à dénoncer le propos dans une lettre datée du 20 juillet 1848. Pour sa part, Bakounine fera paraître une protestation dans un journal de Breslau, la *Allgemeine Oder Zeitung* du 12 juillet 1848. Marx sera obligé de publier un démenti qui paraîtra le 3 août 1848, mais on devine que l'incident altèrera durablement les relations entre Bakounine et lui. (Source : Madeleine Grawitz, *Bakounine*, chez Calmann-Lévy, Paris 2000, pp. 151-153)

ce » de quelques Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la « justice » et autres principes moraux peuvent être violés çà et là, mais qu'est-ce en regard de faits si importants pour l'histoire du monde ?

On voit que cet exemple quelque peu cynique a permis à Engels de souligner l'importance toute hégélienne de la logique interne de *l'histoire du monde*. C'est avec ce concept qu'il revient au conflit entre les Magyars et les Slaves, rappelant son précédent article du 13 janvier 1849.

Nous remarquons d'ailleurs que cette théorie de la fraternisation générale des peuples qui, sans égard à leur situation historique, au degré de leur évolution sociale, ne veut rien d'autre que fraterniser dans le vague, a été combattue longtemps déjà avant la révolution par les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette rhénane* (...).

Quant au panslavisme en particulier, nous avons développé dans le n° 194 de la *Nouvelle Gazette rhénane* (...) comment des petites nations remorquées depuis des siècles contre leur propre volonté par l'histoire, étaient nécessairement contre-révolutionnaires, et comment leur position dans la révolution de 1848 fut réellement contre-révolutionnaire. Face au manifeste panslaviste démocratique qui réclame l'indépendance de tous les Slaves sans distinction, il nous faut revenir sur ce point.

L'erreur des panslavistes est de vouloir attribuer des ambitions démocratiques issues d'une tradition étrangère à des peuples *qui sont foncièrement contre-révolutionnaires* : « ce sont présentement les nations dont le manifeste réclame particulièrement l'indépendance qui sont tout particulièrement les ennemies de la démocratie. ». Engels s'appuie ici sans réserve sur la notion de *peuples non viables*, des peuples, précise-t-il, *qui n'ont jamais eu d'histoire*.

(...)

Nous le répétons: en dehors des Polonais, des Russes et à la rigueur des Slaves de Turquie, aucun peuple slave n'a d'avenir pour la simple raison que les conditions premières de l'indépendance et de la viabilité, conditions historiques, géographiques, politiques et industrielles manquent aux autres Slaves.

Des peuples qui n'ont jamais eu leur propre histoire, qui passent sous la domination étrangère à partir du moment où ils accèdent au stade le plus primitif et le plus barbare de la civilisation, ou qui ne parviennent à ce premier stade que contraints et forcés par un joug étranger, n'ont aucune viabilité, ne peuvent jamais parvenir à quelque autonomie que ce soit.

Et tel a été le sort des Slaves autrichiens.

(...)

Il en est de même de ceux qu'on appelle les Slaves du Sud.

(...)

Engels expose la *nécessité historique* qui a su coaliser les intérêts des Magyars et des Allemands contre un éparpillement de peuples qu'il compare sans hésiter à des « loques déchirées sans vitalité ». On trouve même d'étonnantes affirmations (sauf sous la plume d'un hégélien) selon lesquelles le joug imposé aux peuples salves n'était en somme qu'une *ruse de l'histoire* pour les civiliser.

(...)

Quels sont donc les grands et terribles crimes commis par les Allemands et les Magyars contre la nation slave? Nous ne parlons pas ici du partage de la Pologne qui n'est pas du tout notre sujet, nous parlons du « tort séculaire » qu'on aurait fait aux Slaves.

Dans le Nord, les Allemands ont reconquis sur les Slaves le terrain autrefois allemand et plus tard slave qui s'étend de l'Elbe à la Warthe; c'était une conquête déterminée par des « nécessités géographiques et stratégiques » issues du partage de l'empire carolingien. Ces contrées slaves sont complètement germanisées, l'affaire est entendue et ne peut être remise en question à moins que les panslavistes retrouvent les langues sorabes, wendes et obotrites qui se sont perdues et obligent les habitants de Leipzig, de Berlin et de Stettin à les parler. On n'a jusqu'à présent jamais mis en doute que cette conquête ait favorisé la civilisation.

Au Sud, ils ont trouvé les tribus slaves déjà dispersées. (...) Tandis qu'ils germanisaient cette région par la force, la germanisation des pays slaves se déroula sur un pied beaucoup plus pacifique par l'immigration, par l'influence de la nation la plus développée sur celle qui ne l'était pas. L'industrie allemande, le commerce allemand, la culture allemande apportèrent d'eux-mêmes la langue allemande dans le pays. En ce qui concerne « l'oppression », les Slaves n'ont pas été plus opprimés par les Allemands que la masse des Allemands elle-même.

(...)

Mais le plus grand « crime » des Allemands et des Magyars est certes d'avoir empêché ces douze millions de Slaves de devenir Turcs ! Que serait-il advenu de ces petites nations émiettées qui ont joué dans l'histoire un si piètre rôle, que serait-il advenu d'elles si elles n'avaient pas été maintenues et conduites par les Magyars et les Allemands contre les armées de Mohammed et de Soliman (...) ?

Et finalement, quel « crime », quelle « maudite politique » est-ce donc, si à une époque où d'ailleurs en Europe les grandes monarchies devinrent une « nécessité historique¹ », les Allemands et les Magyars ont réuni en un grand empire des groupuscules nationaux, étiolés et impuissants et les ont ainsi rendus capables de participer à une évolution historique qui leur serait restée complètement étrangère s'ils avaient été livrés à eux-mêmes ! Evidemment, de semblables réalisations sont impossibles sans écraser brutalement quelques tendres fleurettes² nationales. Mais dans l'histoire rien ne se produit sans violence et sans une brutalité implacable.

(...)

Bref, il s'avère que ces « crimes » des Allemands et des Magyars envers les Slaves en question appartiennent aux actions les meilleures et les plus remarquables dont notre peuple et le peuple magyar puissent se vanter dans l'histoire.

(...)

¹ Les guillemets sont d'Engels. Ils sont moins le signe d'une prise de distance que le soulignement du caractère philosophique très marqué de l'expression.

² Cette expression dans son contexte est une claire réminiscence hégélienne. On peut lire dans les premières pages de l'introduction aux *Leçons sur la Philosophie de l'Histoire* de Hegel cette remarque relative à l'action des grands hommes : « Un individu historique n'a pas le calme nécessaire (...) pour avoir beaucoup d'égards, mais il appartient à sa seule fin sans rien considérer de plus. Il arrive donc qu'il traite légèrement d'autres intérêts, grands, sacrés même, conduite qui, assurément, est soumise au blâme moral. *Une si grande figure écrase nécessairement mainte fleur innocente, ruine mainte chose sur son chemin* ». C'est nous qui soulignons, page 37 de l'édition publiée par la Librairie philosophique Vrin, Paris 1970, dans une traduction de J. Gibelin.

*

L'article se poursuit dans l'édition du 16 février.

Nous avons conclu hier en démontrant que les Slaves d'Autriche n'ont jamais eu leur propre histoire, que dans le domaine historique, littéraire, politique, commercial et industriel, ils dépendent des Allemands et des Magyars, qu'ils sont déjà partiellement germanisés, magyarisés, italianisés, que s'ils constituaient des Etats indépendants ce ne sont pas eux, mais la bourgeoisie allemande et italienne de leurs villes qui gouverneraient ces Etats et que, finalement, ni la Hongrie ni l'Allemagne ne peuvent tolérer la sécession et l'autonomie de petits Etats tampons non viables.

Le fait décisif demeure que ces peuples ont choisi **le camp de la contre-révolution**.

Cependant tout cela ne résoudrait rien. Si les Slaves avaient à un moment quelconque commencé sous l'oppression une histoire révolutionnaire nouvelle, ils prouveraient ainsi leur viabilité. A partir de cet instant, la révolution avait intérêt à leur libération et l'intérêt particulier des Allemands et des Magyars disparaissait devant l'intérêt plus général de la révolution européenne.

Mais justement, ce ne fut jamais le cas. Les Slaves - nous rappelons encore que nous avons toujours exclu la Pologne de notre propos - furent justement toujours les instruments essentiels des contre-révolutionnaires. Opprimés chez eux, ils furent à l'étranger partout où s'étendait l'influence slave, les oppresseurs de toutes les nations révolutionnaires.

Engels entrevoit bien sûr le reproche de chauvinisme allemand. Mais il ne peut que protester de sa bonne foi ou qu'évoquer derechef les exigences de la *nécessité historique*, insistant au passage sur le fait que si les Allemands ont pris une « part honteuse (...) aux guerres honteuses menées de 1792 à 1815 contre la révolution française, à l'oppression de l'Italie depuis 1815 et de la Pologne depuis 1772 », il n'est pas moins vrai que « les armées qui repoussèrent Napoléon de l'Oder jusqu'à Paris grâce à leur supériorité numérique, étaient pour les trois quarts composées de Slaves russes ou autrichiens » et que les armées qui ont soumis la Pologne et l'Italie étaient en majorité des armées slaves.

(...)

Et pourtant ces reproches seraient superflus et injustifiés si, en quelque endroit, les Slaves avaient pris sérieusement part au mouvement de 1848, s'ils s'étaient hâtés d'entrer dans les rangs des peuples révolutionnaires. Une seule tentative courageuse de révolution démocratique, même si elle est étouffée, efface dans la mémoire des peuples des siècles entiers d'infamie et de lâcheté, réhabilite sur-le-champ une nation encore profondément méprisée. Les Allemands s'en sont aperçus l'an dernier. Mais tandis que Français, Allemands, Italiens, Polonais et Magyars plantaient le drapeau de la révolution, les Slaves, comme un seul homme, se sont enrôlés sous le drapeau de la contre-révolution.

En tête, les Slaves du Sud qui depuis de longues années déjà ont défendu contre les Magyars leurs appétits séparatistes contre-révolutionnaires; puis les Tchèques, et derrière eux, armés pour la bataille et prêts à intervenir au moment décisif - les Russes¹.

¹ L'armée russe interviendra en juin 1849 dans la guerre d'indépendance hongroise. Son entrée en guerre sera décisive pour la victoire des Autrichiens.

(...)

La révolution de 1848 contraignit tous les peuples européens à se déclarer pour elle ou contre elle. En un mois, tous les peuples mûrs pour la révolution avaient fait leur révolution, tous les peuples sans maturité s'étaient coalisés contre la révolution. Il s'agissait alors de débrouiller en Europe orientale l'enchevêtrement des peuples. Il importait de savoir quelle nation y prendrait l'initiative révolutionnaire, qui y déploierait la plus grande énergie révolutionnaire et s'assurerait ainsi l'avenir. Les Slaves restèrent muets, les Allemands et les Magyars fidèles à leur position historique traditionnelle, prirent la tête. Et cela acheva de précipiter les Slaves dans les bras de la contre-révolution.

Le diagnostic étant posé, Engels revient au congrès de Prague pour se demander qui sont ces panslavistes ?

Sa réponse : **des gredins ou des illuminés.**

(...)

Nous le répétons: parmi les Slaves d'Autriche, les soi-disant démocrates sont ou des gredins ou des illuminés, et toujours les gredins mènent par le bout du nez les illuminés qui ne trouvent pas dans leur peuple un soutien pour les idées importées de l'étranger. Les illuminés avaient la haute main au congrès slave de Prague. Lorsque leurs élucubrations parurent dangereuses aux aristocrates panslavistes, à M. le comte de Thun, à Messieurs Palacky et consorts, ils livrèrent traîtreusement les illuminés à Windischgrätz et à la contre-révolution. Quelle ironie amère et mordante que ce congrès de rêveurs, défendu par la jeunesse enthousiaste de Prague, ait été dispersé par des soldats issus de leur propre nation et que, pour ainsi dire, un congrès slave militaire¹ ait été opposé au congrès slave en délire!

(...)

On voit à leurs fruits combien les élucubrations du Congrès slave étaient inconsistantes et confuses. Le bombardement d'une ville comme Prague aurait éveillé chez toute autre nation une haine inextinguible contre les oppresseurs. Que firent les Tchèques? Ils baisèrent la verge qui les avait fustigés jusqu'au sang, ils se rallièrent avec enthousiasme au drapeau sous lequel leurs frères avaient été massacrés et leurs femmes violées. Pour les démocrates panslaves d'Autriche, les combats de rue constituèrent un tournant. Contre la perspective d'une misérable « indépendance nationale », ils vendirent la démocratie, la révolution à la double monarchie autrichienne, à ce centre qui représentait « la réalisation systématique du despotisme au cœur de l'Europe », comme le dit Bakounine lui-même (...). Et nous vengerons un jour dans le sang des Slaves cette lâche et infâme trahison.

Ces traîtres ont enfin compris qu'ils n'en ont pas moins été bernés par la contre-révolution, que les Slaves d'Autriche ne peuvent penser ni à une « Autriche slave », ni à un Etat fédéral formé de nations aux droits égaux, ni surtout à des institutions démocratiques.

¹ Engels reprendra cette image des deux « congrès » slaves dans son article du 15 mars paru dans le *New York Daily Tribune*, écrivant : « Or, à l'heure même, un autre congrès slave se réunissait à Prague, sous la forme d'uhlans galiciens, de grenadiers croates et slovaques, d'artilleurs et de cuirassiers bohémiens; et ce véritable congrès slave, armé, sous le commandement de Windischgrätz, en moins de vingt-quatre heures chassa hors de la ville les fondateurs d'une suprématie slave imaginaire et les dispersa à tous les vents. ». (*La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Éditions sociales, 1951, page 250).

Ni un Etat, ni des institutions démocratiques : tels sont les deux critères à travers lesquels Engels juge la participation au mouvement révolutionnaire. Il n'est pas inutile de signaler que Marx et lui sont à cette époque persuadés que le processus doit se dérouler dans cet ordre : d'abord la révolution bourgeoise (en charge de réaliser la constitution de l'Etat nation) puis l'amorce de la révolution prolétarienne (en charge de réaliser les institutions démocratiques)¹.

(...)

Comme les Polonais ont agi différemment ! Opprimés, asservis, pressurés depuis quatre-vingts ans, ils se sont toujours mis du côté de la révolution, ils ont déclaré inséparables la révolution et l'indépendance polonaises. A Paris, à Vienne, à Berlin, en Italie, en Hongrie, les Polonais ont fait toutes les révolutions et les guerres révolutionnaires sans se soucier de savoir s'ils combattaient des Allemands, des Slaves, des Magyars ou même des Polonais. Les Polonais sont la seule nation slave sans appétit de panslavisme. Mais ils ont à cela de très bonnes raisons; ils ont été asservis surtout par leurs soi-disant frères slaves, et chez les Polonais, la haine des Russes dépasse encore et à juste titre la haine des Allemands. Mais parce que la libération de la Pologne est inséparable de la révolution, parce que Polonais et révolutionnaire sont deux termes identiques, les Polonais sont aussi assurés de la sympathie de toute l'Europe et du rétablissement de leur nationalité que les Tchèques, les Croates et les Russes le sont de la haine de toute l'Europe et de la guerre révolutionnaire la plus sanglante que mènera contre eux l'Occident tout entier.

En fin de compte les panslavistes autrichiens ne sont que les instruments de l'absolutisme russe.

(...)

Et si maintenant quelques démocrates slaves sincères engagent les Slaves d'Autriche à se rallier à la révolution, à considérer la double monarchie autrichienne comme son principal ennemi, et même à prendre le parti des Magyars dans l'intérêt de la révolution, ils font penser à la poule qui, ayant couvé des canards, s'agite avec désespoir au bord de l'étang et les voit soudain s'échapper sur un élément totalement étranger où elle ne peut les suivre.

Ne nous faisons d'ailleurs pas d'illusion; chez tous les panslavistes la nationalité, c'est-à-dire la nationalité imaginaire commune à tous les Slaves, *passé avant la révolution*.

(...)

On exige de nous et des autres nations révolutionnaires d'Europe que nous garantissions aux foyers de la contre-révolution qui sont à notre porte une existence sans entrave, le libre droit de conspirer et de s'armer contre la révolution; que nous constituions au cœur de l'Allemagne un empire tchèque contre-révolutionnaire, que nous laissions des avant-postes russes sur l'Elbe, sur le Danube et dans les Carpates briser la puissance des révolutions allemande, polonaise et magyare !

¹ On trouve une première expression de cette stratégie dans l'article de Marx paru en octobre/novembre 1847 dans la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* sous le titre « La critique moralisante et la morale critique. Contribution à l'histoire de la civilisation allemande. Contre Karl Heinzen ». Il écrit : « Les travailleurs savent fort bien que la bourgeoisie est obligée non seulement de leur faire des concessions politiques plus larges que ne le fait la monarchie absolue, mais qu'au service de son commerce et de son industrie, elle fait naître, contre son gré, les conditions favorables à l'union de la classe laborieuse, et cette union des travailleurs est la première condition de leur victoire. Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété *bourgeois* ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. » Sur ce point, nous renvoyons à notre fascicule 3.

Nous n'y songeons pas. Aux tirades sentimentales sur la fraternité qui nous sont débitées ici au nom des nations contre-révolutionnaires d'Europe, nous répondons que la haine des Russes fut et est encore, chez les Allemands, la première passion révolutionnaire, que depuis la révolution, la haine des Tchèques et des Croates s'y est ajoutée et que, de concert avec les Polonais et les Magyars, nous ne pouvons sauvegarder la révolution qu'au moyen du terrorisme le plus résolu contre ces peuples slaves. Nous savons maintenant où sont concentrés les ennemis de la révolution: en Russie et dans les pays slaves d'Autriche, et aucune tirade, aucune référence à un avenir démocratique incertain de ces pays ne nous retiendra de traiter nos ennemis comme des ennemis.

Et quand finalement Bakounine s'écrie:

« En vérité le Slave ne doit rien perdre, il doit gagner ! En vérité, il doit vivre ! Et nous vivrons. Tant que la moindre parcelle de nos droits sera discutée, tant qu'un seul de nos membres restera séparé ou arraché de notre corps, nous lutterons jusqu'au sang, nous lutterons inexorablement à la vie et à la mort jusqu'à ce qu'il existe au monde un Etat slave enfin grand, libre et indépendant. »

Si le panslavisme révolutionnaire pense sérieusement ce passage et laisse la révolution hors du jeu là où il s'agit d'une nationalité slave imaginaire, alors nous savons aussi ce que nous avons à faire.

Alors guerre, « guerre inexorable à la vie et à la mort » aux Slaves traîtres à la révolution; guerre d'extermination et terrorisme aveugle - non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans l'intérêt de la révolution !

*

On notera qu'Engels n'a jamais recours lui-même à l'expression littérale de « peuples sans histoire » (geschichtslose Völker) qui est une création lexicale de Roman Rosdolsky. Il suffit d'une rapide recherche électronique dans les versions allemandes de ses articles¹ pour le constater.

*

Engels reviendra plusieurs fois sur le sujet, notamment dans un article de mars 1852 intitulé « **Le panslavisme, la guerre de Schleswig-Holstein**² ».

Il y redit sans ménagement les deux thèses qu'il n'a cessé de soutenir à la fois sur l'absence de vitalité historique des peuples slaves d'Autriche-Hongrie :

Ni la Bohême, ni la Croatie n'étaient assez fortes pour exister comme nations indépendantes. Leurs nationalités, minées peu à peu par le jeu des causes historiques, grâce auxquelles elles sont fatalement absorbées par des populations plus énergiques, ne pouvaient espérer recouvrer une certaine indépendance que par l'alliance avec d'autres nations slaves.

¹ Disponibles à l'adresse www.mlwerke.de du site « Stimmen der proletarischen Revolution ».

² Cet article a d'abord paru dans le *New York Daily Tribune* sous la signature de Marx. C'est en effet l'époque où Engels fournissait la matière de plusieurs contributions « alimentaires » destinées à assurer un (maigre) revenu à son ami et à sa famille qui étaient alors dans le plus grand dénuement. L'article sera ensuite publié sous son nom : il compose le chapitre IX de son ouvrage *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne* (Editions sociales, Paris 1951, pp. 249-252). En vérité Engels exploite ici le fonds de ses contributions précédentes dans la *Nouvelle Gazette rhénane*.

et sur le panslavisme conçu comme une idéologie de soumission à l'absolutisme russe :

C'est ainsi que fut élaboré dans les cabinets de travail de quelques dilettantes slaves en science historique ce mouvement absurde et antihistorique, mouvement qui ne prétendait à rien de moins qu'à soumettre l'Occident civilisé à l'Orient barbare, la ville à la campagne, le commerce, l'industrie, la vie intellectuelle à l'agriculture primitive des serfs slaves. Mais derrière cette grotesque théorie se dressait la terrible réalité de l'Empire russe (...). Et l'on sait en Europe centrale par quelles intrigues la politique russe soutenait le régime panslaviste revenu à la mode et qui répondait mieux à ses vues que tout autre qu'on eût pu inventer. Les panslavistes bohémiens et croates travaillaient donc, les uns délibérément, les autres inconsciemment, dans l'intérêt direct de la Russie ; ils trahissaient la cause révolutionnaire pour la chimère d'une nationalité qui, dans le meilleur des cas, aurait subi le sort de la nationalité polonaise sous la domination russe. Toutefois il faut dire, pour l'honneur des Polonais, qu'ils ne se sont jamais laissé sérieusement prendre à ces pièges panslavistes (...)¹ ».

*

Nous retiendrons enfin une **lettre d'Engels à Eduard Bernstein**² datée des 22 et 25 février 1882.

(...)

Il est fort compréhensible que ma lettre ne vous convainque pas, puisque vos sympathies étaient déjà acquises aux Slaves du Sud « asservis ». A l'origine, puisque nous sommes passés d'abord par le libéralisme et le radicalisme, n'avons-nous pas entraîné avec nous de ces sympathies pour toutes ces nationalités « opprimées », et je sais combien il m'a coûté de temps et d'étude pour en être débarrassé, mais, cette fois-ci, pour de bon.

(...)

Le contexte politique de 1882 est radicalement différent de ce qu'était celui de 1848. En effet, nous sommes cette fois au début de **l'essor révolutionnaire en Russie** à l'initiative du **mouvement populiste**³. L'empire russe a cessé d'être un sombre univers despotique et menaçant pour le mouvement ouvrier et démocratique. Il est désormais sous la menace d'une révolution dont Engels ne doute pas qu'elle va modifier radicalement le rapport des forces en Europe⁴.

Une « digue contre la Russie » est superflue dès l'instant où la révolution éclate en Russie, c'est-à-dire dès qu'une quelconque Assemblée représentative se réunit. A dater de ce jour, la Russie étant occupée par ses affaires intérieures, le panslavisme s'écroule dans son néant, et la décomposition de l'empire commence. Le panslavisme n'est qu'un produit artificiel des « classes cultivées » des villes et des universités, de l'armée et des employés; la campagne l'ignore totalement, et même la noblesse campagnarde est dans un tel embarras qu'elle voue toute

¹ Engels, *La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, op.cit., page 250

² Nous citons à partir de l'ouvrage collectif *Les Marxistes et la Question nationale, 1848-1914*, par Georges Haupt, Michaël Löwy et Claudie Weill, aux éditions L'Harmattan, Paris 1997, pp.101-105.

³ Dont l'une des composantes terroristes, « *narodnaïa volia* » (Volonté du peuple) venait d'accomplir, le 13 mars 1881, l'attentat à la bombe qui avait coûté la vie au tsar Alexandre II.

⁴ Un signe clair de cette approche nouvelle des réalités russes par Marx et Engels : leur préface à l'édition russe de 1882 du *Manifeste*. Pour le détail, nous renvoyons au chapitre du présent fascicule consacré aux préfaces du *Manifeste du Parti communiste*.

guerre au diable. De 1815 à 1859, l'Autriche constituait effectivement une digue contre la Russie, quelque lâche et stupide que fût sa politique. Maintenant, à la veille de la révolution en Russie, donner une fois encore à l'Autriche l'occasion de jouer le rôle d'une « digue » reviendrait à lui octroyer un nouveau délai de grâce, un nouveau droit historique à l'existence, ce serait différer l'écroulement qui l'attend à coup sûr. Et par une ironie tout historique l'Autriche elle-même révèle qu'en permettant aux Slaves de parvenir à l'autonomie, par cela même elle a perdu le seul droit à l'existence dont elle jouissait jusqu'alors. Une guerre avec la Russie mettrait d'ailleurs fin en vingt-quatre heures au règne des Slaves en Autriche.

(...)

Il ne demeure pas moins qu'en la circonstance les « petits Etats » slaves demeurent les alliés naturels de l'absolutisme tsariste :

Deuxièmement, je ne veux pas rechercher comment les petits peuples slaves en sont venus à considérer le tsar comme leur unique libérateur. Peu importe, ils le font, nous n'y pouvons rien changer et il en sera ainsi jusqu'à ce que le tsarisme soit brisé; en cas de guerre, toutes ces intéressantes petites nations se rangeront du côté du tsarisme, du côté de l'ennemi de tout l'Occident en plein développement bourgeois. Tant que durera cette situation, je ne pourrai m'intéresser à leur libération immédiate et instantanée ; ils restent nos ennemis directs au même titre que leur allié et suzerain, le tsar.

Il faut souligner **la constance du point de vue d'Engels**, non plus en défense de la révolution comme en 1848 mais désormais **au nom de la libération du prolétariat**.

Or le risque à cette époque consiste précisément dans une guerre qui serait causée par les revendications slaves **au détriment de la cause prolétarienne**.

On notera le caractère hautement significatif, sinon prémonitoire, de la remarque d'Engels sur le danger d'une conflagration mondiale déclenchée par des revendications étroitement nationalistes, en l'occurrence celles « de quelques Herzégoviens ».

Nous devons œuvrer à la libération du prolétariat d'Europe occidentale et nous devons subordonner tout le reste à cet objectif. Et, quelque intérêt que puissent présenter les Slaves des Balkans ou autres, tant pis pour eux si leur aspiration à la liberté entre en collision avec les intérêts du prolétariat. Les Alsaciens sont aussi opprimés et je serais bien content si nous nous en débarrassions enfin¹. Mais si, à la veille d'une révolution imminente, ils provoquent une guerre entre la France et l'Allemagne, attisent à nouveau l'hostilité de ces deux peuples l'un envers l'autre, ajournant ainsi la révolution, alors je leur dirai : Halte là !, vous pouvez être aussi patients que le prolétariat européen. Lorsque celui-ci se libérera, vous serez vous-mêmes libérés, mais jusque-là, nous ne tolérerons pas que vous mettiez des bâtons dans les roues au prolétariat en lutte. De même pour les Slaves. La victoire du prolétariat les libérera effectivement et nécessairement, et non en apparence et temporairement comme le ferait le tsar. C'est pourquoi ils doivent avoir pour le moins autant de patience que nos prolétaires, eux qui non seulement n'ont encore rien fait pour l'Europe et son développement, mais encore lui sont un frein. A cause de quelques Herzégoviens, faire s'embraser une guerre mondiale qui coûtera mille fois plus d'hommes qu'il n'y a d'habitants dans toute l'Herzégovine - ce n'est point ainsi que j'entends la politique du prolétariat.

¹ Entendons : si, en tant qu'Allemands (et en tout cas Prussiens), nous réglions politiquement le problème.

(...)

Vous dites qu'une Grande Serbie constitue, contre la Russie, une digue tout aussi bonne que l'Autriche. J'ai déjà dit que je n'accorde aucune valeur à toute cette théorie de la digue depuis qu'un mouvement révolutionnaire a acquis de la force en Russie; j'ai dit aussi que j'envisage avec joie l'écroulement de l'Autriche.

(...)

Au demeurant, vous pouvez avoir autant de sympathie que vous voudrez pour ces peuplades primitives - j'admets qu'ils ont un certain lustre poétique - ils font même des chants populaires tout à fait dans le style des chants vieux serbes (et ceux-ci sont très beaux), et je vais même vous envoyer à titre de preuve un article du *Standard*. Ils sont et n'en demeurent pas moins les hommes à tout faire du tsarisme, et en politique, les sympathies poétiques ne sont pas de mise. Et si une guerre mondiale, qui nous gâtera toute notre situation révolutionnaire, menace d'éclater à la suite du soulèvement de ces gaillards, ils doivent, eux et leur droit à voler du bétail, être sacrifiés impitoyablement aux intérêts du prolétariat européen¹.

(...)

*

Les commentateurs ont dès longtemps signalé l'inspiration hégélienne de ces analyses.

Nous avons relevé au centre de l'article « La lutte des Magyars » la claire référence d'Engels, même si distante, et comme allant de soi, à la **philosophie de l'histoire de Hegel**.

Il faut, pour nous en aviser avec quelque précision, prendre la peine d'un bref rappel² de trois parmi les catégories majeures de l'idéalisme hégélien : les concepts d'**Esprit**, d'**Histoire** et de **Peuple**³.

Hegel nomme **Esprit** la puissance spirituelle dont tout émane. C'est l'absolument Absolu. Il n'est pas interdit de l'associer à l'idée de Dieu, mais à un Etre suprême qui, au lieu d'être le Créateur planté dans les nuages, exige de se déployer dans l'Espace et le Temps afin d'accomplir l'ensemble des transformations dont il est le principe, d'abord dans la réalité de la Nature matérielle et animale puis dans les formes successives de l'intelligence humaine, individuelle et sociale⁴.

Illustration :

- « Se produire, se faire l'objet de soi-même, se connaître soi-même : voilà l'activité de l'Esprit. » (RDH, page 76)

- « De même que le germe porte en lui la nature entière de l'arbre ainsi que le goût et la forme des fruits, de même les premières traces de l'Esprit contiennent virtuellement toute l'histoire. » (LPH, page 27)

¹ Le mieux sans doute, s'agissant d'une lettre privée, est de passer sous silence d'autres développements comme celui-ci : « Les Bulgares se sont eux-mêmes décrits dans leurs chants populaires, récemment recueillis par un Français et édités à Paris. Le feu y joue un grand rôle. Une maison prend feu, la jeune femme y brûle, car son époux, au lieu de la sauver préfère sauver sa noire cavale. Une autre fois, une jeune femme pour sauver ses bijoux, laisse brûler son enfant. Si, par exception, un acte noble et courageux est accompli, c'est à chaque fois le fait d'un Turc. Où trouverez-vous au monde un autre peuple aussi dégoûtant? »

² Pour une première approche, nous renvoyons au chapitre « Mise en place » de notre premier fascicule.

³ Nos citations renvoient aux deux références majeures que sont, d'une part, les *Leçons sur la Philosophie de l'Histoire* (et notamment son introduction aux pages 19-86 de l'édition de la Librairie philosophique Vrin, Paris 1970, traduction par J. Gibelin) - *LPH, en abrégé pour nous*, et d'autre part, *La Raison dans l'Histoire*, tout particulièrement le chapitre 2 intitulé « La réalisation de l'Esprit dans l'Histoire » (Bibliothèques 10/18, Paris 1998, traduction par Kostas Papaioannou) - *RDH, en abrégé pour nous*. Ce dernier ouvrage d'accès plus facile reproduit le manuscrit d'un cours professé par Hegel, complété par les notes de ses étudiants. Entre ces deux écrits les recoupements sont du reste nombreux.

⁴ Le parallélisme avec la théologie trinitaire chrétienne est significatif : le Père « s'extériorise » dans l'expérience charnelle, humaine, du Fils pour enfin se retrouver dans la pure idéalité de l'Esprit saint.

- « L'Esprit est libre. Réaliser son être est le but que l'Esprit universel poursuit dans l'histoire universelle. Se connaître soi-même est son œuvre. Et cette œuvre ne s'accomplit pas d'un seul coup, mais graduellement par étapes. » (RDH, page 95)

L'**Histoire** est le processus même par lequel l'Esprit (ou la *Raison*, sous cet angle) se réalise dans les cycles de sa métamorphose.

Illustration :

- « L'histoire universelle est la manifestation du processus divin absolu de l'Esprit dans ses plus hautes figures : la marche graduelle par laquelle il parvient à sa vérité et prend conscience de soi. Les peuples historiques, les caractères déterminés de leur éthique collective, de leur constitution, de leur art, de leur religion, de leur science, constituent les configurations de cette marche graduelle. » (RDH page 97)

- « L'histoire universelle, nous le savons, est donc d'une façon générale l'extériorisation de l'esprit dans le temps, comme l'Idée en tant que nature s'extériorise dans l'espace. » (LPH, page 62)

- « Dieu gouverne le monde ; le contenu de son gouvernement, l'accomplissement de son plan est l'histoire universelle. Saisir ce plan, voilà la tâche de la philosophie de l'histoire et celle-ci présuppose que l'Idée se réalise, que seul ce qui est conforme à l'Idée est réel. » (RDH, page 100)

Les **Peuples** se trouvent les acteurs collectifs qui expriment, en raison de l'Esprit qui les habite à cet effet (leur *Volksgeist*), la fonction propre assignée par la logique historique qui est à l'œuvre et dont ils sont les instruments.

Illustration :

- « Les Esprits des peuples sont les chainons dans le processus par lequel l'Esprit parvient à la libre connaissance de lui-même (...) Chaque peuple a son principe propre et il tend vers lui comme s'il constituait la fin¹ de son être ; une fois cette fin atteinte, il n'a plus rien à faire dans le monde. » (RDH, page 85)

- « L'esprit d'un peuple particulier s'accomplit dans la mesure où il sert de transition vers l'esprit d'un autre peuple, et c'est ainsi que s'effectue la progression, la naissance et la dissolution des principes des peuples. La tâche de l'histoire philosophique consiste précisément à montrer l'enchaînement de ce mouvement. » (RDH, page 87)

- « (L'Esprit) se produit (dans l'histoire) sous certaines formes déterminées, et ces formes sont les peuples historiques. Chacun de ces peuples exprime une étape, désigne une époque de l'histoire universelle. Plus profondément : ces peuples incarnent les principes que l'Esprit a trouvés en lui et qu'il a dû réaliser dans le monde. » (RDH, page 97)

*

La proximité intellectuelle d'Engels avec cette conception de la nécessité historique et **des peuples qui la portent** est indéniable, sauf ses présupposés métaphysiques bien sûr.

Or qu'écrivait Hegel s'agissant des peuples slaves en particulier ? Il ne leur réserve à vrai dire que peu de commentaires. On trouve dans les dernières pages des *Leçons sur la Philosophie de l'Histoire*, au chapitre « Le monde germanique » de la quatrième partie, après un commentaire sur la pénétration en Autriche de la Réforme luthérienne, cette brève observation :

« Les nations slaves étaient agricoles. Mais cette condition entraîne avec elle le rapport de seigneurs à serfs. En agriculture, le cours de la nature constitue le facteur dominant ; l'industrie humaine et l'activité subjective ont dans l'ensemble une moindre part à ces travaux. Les slaves sont donc parvenus avec plus de lenteur et de difficulté au sentiment fondamental du moi subjectif, à la conscience du général,

¹ Au sens de finalité, de but vers lequel on tend.

à ce que précédemment nous avons appelé puissance de l'Etat, et ils n'ont pu avoir part à la liberté qui se levait. » (LPH, pp. 312-322).

On conviendra aisément que les toutes récentes avancées théoriques du matérialisme historique¹ n'ont rien à voir avec cette spéculation sur les rapports entre le despotisme féodal et la détermination de l'Esprit par les travaux de la terre.

Plus prégnante sans doute se trouve la conception hégélienne de l'Etat, même si les premiers travaux théoriques de Marx dès 1843 ont précisément consisté à livrer une critique matérialiste de la conception hégélienne des rapports entre l'Etat et la société civile².

*

L'idéalisme hégélien en philosophie de l'Histoire a constitué une référence majeure pour toute la génération des intellectuels radicaux allemands des années 1840. Dès ses premiers travaux et constamment ensuite, Marx lui-même n'a cessé de penser **contre Hegel**, c'est-à-dire, d'une certaine manière, **avec lui**.

Le lieu n'est pas ici de déployer la question complexe de ces rapports.

Il nous suffira de noter, s'agissant d'Engels, qu'il succombe pour le moins dans plusieurs de ses analyses sur les questions nationales en Europe centrale à un accès de **régression idéaliste**.

On lui trouvera assurément des **circonstances atténuantes**. D'abord le contexte politique d'une révolution en cours avec ce qu'elle emporte de dépit lorsque son échec deviendra patent. Ensuite le souci constant de soutenir sans réserve le camp des forces engagées dans la voie révolutionnaire. Enfin le fait avéré que les armées de la contre-révolution étaient composées de troupes ethniquement très marquées.

On fera en outre la distinction entre des énoncés intellectuellement indignes (sur la salutaire destruction physique des peuples) et d'autres qui sont plus problématiques (sur l'idée même de nécessité historique, par exemple).

Mais une leçon à retenir : c'est que l'*idéologie*, au sens d'une élaboration intellectuelle étroitement partisane, ne tarde jamais à saturer la pensée sitôt que la vigilance théorique vient à faire défaut.

¹ Marx et Engels rédigent *l'Idéologie allemande* au cours de l'été 1845.

² Le texte de cette étude de Marx (restée inachevée et inédite de son vivant) est connu sous le nom de « Manuscrit de Kreuznach » ou de « Manuscrit de 1843 ». Il a été traduit et édité en français par Maximilien Rubel sous le titre de « Critique de la philosophie politique de Hegel » (et plus explicitement de « Anti-Hegel, Etat et société civile ») dans le volume III des *Œuvres* de Marx aux éditions Gallimard, collection de la bibliothèque de la Pléiade, Paris 1982, pages 871-1018. Pour un commentaire érudit de ces pages, on consultera l'ouvrage collectif *Marx démocrate. Le Manuscrit de 1843* paru en 2001 sous la direction d'Étienne Balibar et de Gérard Raulet aux éditions PUF, dans la collection Actuel Marx Confrontation. Le résultat de ces analyses fera l'objet de l'article de Marx dans le premier et unique numéro des *Annales franco-allemandes* de 1844 sous le titre « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel ». Pour une présentation de ce texte, nous renvoyons au chapitre 1.2 de notre deuxième fascicule.

5.3. Le Manifeste de Marx et d'Engels : une œuvre de plagiaires ?

En 1906, paraît à Berlin, aux éditions Freier Arbeiter-Verlag et à l'initiative du mouvement anarchiste, une brochure intitulée « **Die Urheberschaft des Kommunistischen Manifests** », un titre que l'on peut ainsi traduire : « La propriété intellectuelle du Manifeste communiste » ou plus simplement « La paternité intellectuelle du Manifeste ». Après une introduction de Pierre Ramus¹, elle propose un ensemble de trois contributions : 1. l'article signé par W. Tcherkesoff² « Die Urheberschaft des Kommunistischen Manifests » qui lui donne son titre général, 2. un commentaire du socialiste libertaire italien E. Labriola³ intitulé « Das demokratische Manifest » (Le Manifeste démocratique)⁴, 3. et un article de Pierre Ramus intitulé « Friedrich Engels als Plagiator (« Friedrich Engels comme plagiaire »).

L'origine politique de cette publication liée à certaine composante du mouvement anarchiste au début du 20^e siècle explique aussi bien le choix du sujet que la manière polémique et quelquefois haineuse de le traiter.

Le choix du sujet ? Il s'agit en somme d'examiner les œuvres qui ont pu influencer Marx et Engels à l'époque où ils rédigent le *Manifeste*, ce qui constitue une question intéressante et légitime.

La manière de le traiter ? La volonté de dénigrer est toutefois évidente dans le chef des auteurs et s'explique dans le contexte des conflits qui ont surgi entre les anarchistes et les partisans de Marx dès le début de la constitution de la première Internationale en 1864.

L'accusation de plagiat lancée contre Marx et Engels est vite devenue **un lieu commun de la littérature anarchiste**. En l'occurrence, il s'agit dans cette publication d'une double dénonciation : d'abord, sous la plume de W. Tcherkesoff, le fait que le *Manifeste* de Marx et d'Engels ne serait qu'un décalque du *Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle* du fouriériste Victor Considerant ; ensuite, sous la plume de P. Ramus, le fait que l'ouvrage d'Engels *La Situation de la Classe ouvrière en Angleterre* paru en 1845 ne serait qu'une copie, un plagiat affirme Ramus, de l'étude d'Eugène Buret, *De la Misère des Classes laborieuses en France et en Angleterre*⁵, publiée en 1840.

Nous ne nous intéresserons ici qu'au seul cas du *Manifeste*⁶.

Le *Manifeste de la Démocratie* de Victor Considerant a paru dans le premier numéro de *La Démocratie pacifique* du 1^{er} août 1843. Le militant fouriériste Allyre Bureau, polytechnicien et compositeur, prendra aussitôt l'initiative de le publier en brochure à Reims. Le texte sera republié par Considerant lui-même en 1847 à la librairie phalanstérienne sous le titre de *Principes du Socialisme, Manifeste de la Démocratie au XIX siècle*⁷.

¹ **Pierre Ramus** est le pseudonyme du militant anarchiste d'origine autrichienne **Rudolf Grossman** (1882-1942). Emigré aux Etats-Unis, il reviendra à Vienne en 1907 où il sera l'un des principaux animateurs du mouvement libertaire.

² **Warlaam Dzon Aslanovic Tcherkesoff** (1846-1925) est un militant anarchiste d'origine géorgienne. Issu d'une famille de la noblesse princière, il abandonne la carrière militaire et décide d'émigrer aux Etats-Unis. Sa vie se confond avec ses activités de militant au sein du mouvement libertaire. Il est l'auteur de deux ouvrages : *Pages d'histoire socialiste*, paru en 1896 et *Les précurseurs de l'Internationale* paru en 1899 dans la *Bibliothèque des « Temps nouveaux »* à Bruxelles. Le premier est disponible sur le site de Gallica ; le fac-similé du second a paru en janvier 2012 chez Nabu Press.

³ A propos duquel, avec un prénom débutant par « E », nous n'avons trouvé aucune indication biographique. Mais il semble bien qu'il s'agit en vérité d'**Arturo Labriola** (1873-1959), un socialiste libertaire italien proche, à cette époque, du syndicalisme révolutionnaire et de Georges Sorel. La correction du prénom est apportée par la bibliographie publiée sur le site de la *Pierre Ramus Gesellschaft* à l'adresse « www.ramu.at ».

⁴ Le fac-similé de cette brochure est accessible (sous ce titre allemand) sur l'Internet, dans une pagination toutefois souvent défectueuse. Les premières pages de la contribution de Ramus sont manquantes.

⁵ A Paris, chez Paulin libraire, en deux tomes avec pour sous-titre : « De la nature de la misère, de son existence, de ses effets, de ses causes et de l'insuffisance des remèdes qu'on lui a imposés jusqu'ici ; avec l'indication de moyens propres à en affranchir les sociétés ». L'ouvrage a été numérisé par Google.

⁶ Il nous suffira, s'agissant de l'ouvrage d'Engels, de renvoyer à l'avant-propos d'Eric Hobsbawm aux Editions sociales.

⁷ Sources : François Fourn, « Les brochures socialistes et communistes en France entre 1840 et 1844 », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 90-91, 2003, disponible en ligne à l'adresse : <http://chrhc.revues.org/index1455.html>. Voir aussi la rubrique sur Considerant rédigée par Michel Cordillot et Jean-Claude Dubos sur le site des *Cahiers Charles Fourier* à l'adresse www.charlesfourier.fr.

*

Redisons d'abord que les aspects malveillants de la démarche entreprise par cette brochure n'empêchent pas qu'elle participe de la **question complexe des influences qui ont affecté Marx au cours de sa formation intellectuelle.**

Des influences ? Il est évident que Marx n'est pas né avec sa barbe et qu'il a su tirer profit des avancées accomplies par les penseurs en tous domaines qui l'ont précédé. Il y a les influences qu'il a lui-même revendiquées, ainsi que d'autres, certaines indiscutables, certaines qu'il est souvent plus malaisé d'évaluer sinon par un repérage formel sans grand d'intérêt.

Les analyses en ce sens n'ont pas manqué. On peut en citer **deux exemples**, un ancien et un plus récent.

L'exemple plus ancien est fourni par l'*Introduction historique et commentaire* du *Manifeste* que **Charles Andler** a publiée en 1901 dans les numéros 9 et 10 de la « Bibliothèque socialiste¹ ». Ch. Andler prend le parti, en effet, de relever systématiquement les sources, surtout françaises, qui ont pu concourir à l'élaboration du texte de Marx et d'Engels. Parcourant ainsi à grands pas la section dite *commentaire* du texte d'Andler, on découvre que, sur chaque sujet, Marx apparaît non seulement comme redevable de ce qu'il a reçu mais qu'il est présenté comme reproduisant ces acquis sans presque rien ajouter ni préciser. **La lutte des classes ?** Elle est, écrit Andler, « une des parties les plus vieilles de la tradition socialiste » (page 64), ce qu'il veut prouver en citant indistinctement le *Manifeste des Egaux* (de Sylvain Maréchal), les écrits de Blanqui et des sociétés secrètes républicaines, ceux de Bazard et des saint-simoniens. **La découverte du matérialisme historique ?** Cette idée, « une banalité presque » (page 74), Marx et Engels la doivent à Proudhon, à Frédéric List, à Sismondi (et son élève Buret) et surtout à Constantin Pecqueur à propos duquel Andler n'hésite pas à écrire, page 73 : « Pecqueur, par son ouvrage *Des intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture* (1838) et par son traité des *Améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté* (1841) est le premier qui ait édifié en France un système complet de matérialisme historique (...) ». **La bourgeoisie comme classe dominante par l'industrialisme ?** Marx et Engels ne font que « suivre pas à pas Saint-Simon qui l'annonçait » ; ils ne font que poursuivre les observations de François Vidal et de Lorenz Stein (page 80). **Les changements apportés par le capitalisme sur l'ensemble des aspects de la société ?** « C'est à Pecqueur que Marx, ici encore, demande conseil » (page 85 et suivantes). **La concentration des capitaux et la centralisation politique ?** Ce phénomène, « Pecqueur en avait, avant Marx, aperçu la portée sociale » (page 93 et suivantes). **Le phénomène des crises ?** Sa description, affirme Andler, vient surtout d'Engels, mais, ajoute-t-il, « nous savons qu'Engels est, par Buret, un disciple de Sismondi » et « C'est Sismondi qui avait donné une description, encore aujourd'hui classique, de la crise par surproduction » (page 100 et suivantes). **La formation du prolétariat ?** Dans la description qu'ils en font, Marx et Engels « sont tous deux redevables à nouveau aux théoriciens à qui ils l'empruntent : à Proudhon, à Vidal, à Buret, à Pecqueur et surtout à ce babouvisme de la seconde génération qui avait si fortement laissé sa marque sur les *Bannis* au temps de Théodore Schuster et sur les *Justes* au temps de Weitling » (page 103 et suivantes). Ainsi de suite, sachant que l'étude de Charles Andler ne manque pas d'observations pertinentes.

Un exemple plus récent, et d'une tout autre tenue intellectuelle, se trouve dans les premières pages de l'étude monumentale publiée par **Pierre Dardot et Christian Laval** sous le titre *Marx, prénom : Karl*². Les auteurs, qui font preuve à l'égard de Marx d'une empathie érudite, s'appliquent à élaborer ce qu'ils appellent d'un terme savant l'*éthos*³ de Marx, ou de façon imagée « *la machine Marx*⁴ », à savoir, mise « au service d'une infatigable énergie théorique », une *particulière capacité d'assimilation/transfor-*

¹ Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition. L'approche de Ch. Andler est d'autant plus remarquable qu'il n'envisage que très peu les développements ultérieurs (entendons : après 1848) du travail théorique Marx et d'Engels.

² Aux éditions Gallimard, coll. « Essais », Paris 2012

³ P. Dardot et C. Laval précisent ainsi la notion : « Par le recours au terme grec d'*ethos*, qui signifie proprement « le caractère » se formant en l'individu à force d'actes durablement répétés, nous entendons désigner ici non pas le style au sens d'une façon de s'exprimer ou d'une manière d'écrire dans sa relation au contenu de la pensée, ni même une manière de « s'orienter dans la pensée », mais bien *une manière de se conduire dans la pensée* qui n'est pas sans impliquer un certain type de rapport aux livres, plus exactement une manière d'être aux textes qui est une manière de les assimiler tout en les transformant d'une façon singulière. » (op.cit., page 25).

⁴ Les auteurs tirent cette expression d'une correspondance (du 11 avril 1868) de Marx avec sa fille Laura où il déclare, s'agissant de son rapport aux livres : « Je suis une machine condamnée à les engouffrer, puis à les rejeter, sous une forme nouvelle, comme pâture sur la glèbe de l'histoire » (op.cit., page 26, selon la traduction de M. Rubel. Cf *Marx Engels, Correspondance*, tome 9, page 205, Editions sociales, Paris 1982)

tion des ouvrages qu'il lit. La démonstration porte sur divers thèmes : sur l'exemple très classique des rapports de Marx à Hegel, mais aussi sur les thèses reçues des saint-simoniens¹ et avec plus de pertinence, sur la dette intellectuelle que Marx doit au théoricien anglais William Thompson² dans l'invention du concept de plus-value. De manière générale, les auteurs critiquent une certaine présentation édifiante, par le marxisme orthodoxe, de l'œuvre de Marx comme issue d'un pur geste créateur. Ils critiquent non moins la conception althussérienne d'une « coupure épistémologique³ » qui aurait permis à Marx de fonder abruptement un « nouveau continent » de pensée, et ils privilégient une approche *généalogique* de l'élaboration de l'œuvre.

*

Mais revenons au cas particulier du rapport entre les manifestes de Marx/Engels et de *Considerant* tel que l'analyse Tcherkesoff.

Les pièces du dossier que réunit ce dernier sont de deux types. Ce sont, d'une part, des citations précisément référencées. Ce sont, d'autre part, de simples indications de pages.

Nous nous appuyerons bien sûr en priorité sur les premières. Il se trouve au demeurant que Tcherkesoff utilise la deuxième édition de 1847 (à la Librairie Phalanstérienne) du *Manifeste de la démocratie* de *Considerant*, l'édition que précisément Google a numérisée: les références paginales concordent parfaitement. Quant aux citations du *Manifeste du Parti communiste*, elles sont suffisamment remarquables pour qu'on puisse sans difficulté les situer dans la traduction en français du *Manifeste*, celle de Laura Lafargue que nous avons choisie.

*

Nous aurons à produire plusieurs citations de l'ouvrage de *Considerant*. Aussi est-il utile que l'on dispose d'emblée d'une **vue synoptique** sur les divers chapitres de ce texte⁴.

A. Première partie. Etat de la société

I. Des intérêts et des besoins de la société

1. L'ordre antique et l'ordre féodal
2. L'ordre nouveau ou chrétien et démocratique

¹ Principalement la conception d'une philosophie de l'histoire rythmée sur des périodes de stabilité organique et de crise ainsi que la perspective prétendument offerte par la société industrielle d'un dépassement du politique (et donc d'une abolition de l'Etat) par une administration planifiée de la production. Les auteurs soulignent que Marx détenait dans sa bibliothèque le livre majeur des saint-simoniens intitulé *Doctrine de Saint-Simon. Exposition. Première année 1829* (dans sa troisième édition de 1831). Ils citent en exemple de larges extraits de la sixième séance.

² **William Thompson** (1775-1833) est un réformateur social d'origine irlandaise qui sera l'un des principaux théoriciens du mouvement coopératif anglais. Il est notamment l'auteur, en 1824, d'un ouvrage intitulé *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth Most Conducive to Human Happiness; applied to the Newly Proposed System of Voluntary Equality of Wealth*, un ouvrage dont Marx rapportera de larges extraits de lecture lors de son séjour à Manchester en juillet/août 1845.

³ Sans entrer dans le détail de l'affaire, disons que le philosophe marxiste français **Louis Althusser** (1918 -1990) désignait par « coupure épistémologique » le réaménagement soudain et décisif (ce qui justifiait le terme de *coupure*) d'un ensemble de concepts au sein d'une configuration théorique cohérente capable de fournir une compréhension nouvelle sur tels aspects du réel. Deux exemples classiques : l'élucidation du phénomène de la gravitation par Newton et l'invention de la chimie par Lavoisier. Une autre image althussérienne évoquait la découverte d'un « nouveau continent » scientifique pour nommer l'espèce de basculement de la compréhension dans le cadre d'une cohérence théorique innovante, en l'occurrence la découverte par Marx du « continent histoire » à travers le matérialisme historique.

⁴ Pour assurer un confort de lecture, nous reproduisons en annexe le texte complet de la première partie du *Manifeste* de *Considerant*. Elle correspond aux cinquante premières pages dont Tcherkesoff lui-même parle lorsqu'il écrit : « Pour être précis, la partie théorique dans laquelle *Considerant* aborde les principales questions ne dépasse pas les cinquante premières pages, le reste du texte étant consacré à la célèbre poursuite judiciaire engagée par le gouvernement de Louis-Philippe contre le journal fouriériste « La Démocratie pacifique », une action qui s'est terminée par l'interdiction du journal devant la juridiction de la Seine ». Cette remarque, notons-le, est très approximative au regard du contenu de la partie intitulée « Doctrines du Journal *La Démocratie Pacifique* » qui est surtout consacrée à un exposé de la doctrine fouriériste. La parution du journal date de 1843. Le procès de presse date de 1847.

3. Séparation du principe démocratique et du principe révolutionnaire
4. L'œuvre révolutionnaire est accomplie, l'œuvre démocratique est à peine entamée
5. Constitution rapide d'une féodalité nouvelle par la concurrence anarchique. Servage collectif des travailleurs.
6. Misère croissante des travailleurs par la dépréciation du salaire ; effet de la libre concurrence
7. Réduction des classes moyennes ; dangers qui les menacent par la suprématie de l'aristocratie d'argent
8. Division de la société en deux classes : un petit nombre possédant tout, le grand nombre dépouillé de tout
9. Inféodation du gouvernement à l'aristocratie nouvelle
10. Les révolutions sociales
11. L'Enfer social. Nécessité absolue d'une solution

II. Les deux solutions du problème social

1. La communauté des biens principe ou moyen révolutionnaire
2. La situation actuelle et 89 ; La bourgeoisie et les prolétaires
3. L'association volontaire – principe ou moyen pacificateur
4. Accroissement énorme de la richesse sociale par l'Association
5. Cercle vicieux ; rapport des salaires et des débouchés ;
6. Intérêts communs des 3 classes

Résumé de la première partie

B. Deuxième partie : l'état de l'opinion

Etude des grandes divisions de la démocratie moderne

1. Universalité de l'esprit démocratique en France ; le parti légitimiste se démocratise
2. Les questions politiques et les questions sociales
3. Victoire du principe démocratique dans l'ordre politique. Débâcle de la vieille politique.
4. Torpeur et corruption sur le terrain politique
5. Transition sur le terrain social et réveil de l'esprit public
6. Les vieux partis politiques sont aujourd'hui immobilistes ou rétrogrades

(La démocratie immobiliste ou le parti des conservateurs-bornes¹)

7. L'École doctrinaire ou l'immobilisme systématique
8. Caractère provocateur de l'immobilisme systématique
9. Scission du parti conservateur. Formation du parti des conservateurs progressistes
10. Scission dans les organes de l'ancien parti conservateur

(La démocratie rétrograde ou le parti révolutionnaire)

11. Parti exclusivement politique de la Démocratie rétrograde
12. Parti socialiste de la Démocratie rétrograde
13. Des principes légitimes de chaque parti

(La démocratie progressive ou le parti pacifique et organisateur)

14. Ralliement général des bons esprits des anciens partis sur le terrain de la démocratie pacifique
15. Programme du parti de la démocratie pacifique. La vraie et la fausse démocratie.

¹ Cette expression de « conservateurs-bornes » (et non pas « bornés ») provient d'un discours de Lamartine devant la Chambre des députés. Le 15 février 1842, il déclarait à la tribune : « *On dirait que le génie des hommes politiques ne consiste qu'en une chose : à se poser là, sur une situation que le hasard ou une révolution leur a faite, et à y rester immobiles, inertes, implacables, oui, implacables à toute amélioration. Et si c'était là, en effet, tout le génie d'un homme d'Etat chargé de diriger un gouvernement, mais il n'y aurait pas besoin d'un homme d'Etat ; une borne suffirait.* ». Eugène Fourièrè qui évoque le propos ajoute : « Le mot fit fortune, et désormais Guizot et sa majorité ne furent plus connus que sous le nom de conservateurs-bornes. » (Eugène Fourièrè, *Le règne de Louis-Philippe (1830-1848)*, tome 8 de *l'Histoire du socialisme* sous la direction de Jaurès, page 428 (le fac-similé est disponible sur Wikisource).

Doctrines du Journal *La Démocratie Pacifique*

1. Qui nous sommes ?
2. Division de nos Travaux par l'accroissement de nos forces. Conception générale de la Destinée humaine.
3. Terrain neutre et indépendant où nous appelons tous les esprits avancés.
4. Raisons du changement du titre de la Phalange
5. Raisons du choix du titre de la *Démocratie pacifique*

*

Tcherkesoff procède d'abord à une **comparaison des titres**, ainsi que le détaille le tableau suivant :

<i>Manifeste de Marx/Engels</i>	<i>Manifeste de Considerant</i>
Chapitre 1 : « Bourgeois et prolétaires »	§ 2 du chapitre II de la première partie: « La situation actuelle et 89 ; la Bourgeoisie et les prolétaires »
Dans la partie 3, les titres suivants :	Dans la deuxième partie, les titres suivants :
Le socialisme réactionnaire	La démocratie immobiliste
Le socialisme conservateur ou bourgeois	La démocratie rétrograde
Le socialisme et le communisme critico-utopiques	Le parti socialiste de la Démocratie rétrograde

Et il conclut en affirmant : « Comment ne pas croire que tous ces titres appartiennent à un seul et même ouvrage ? ».

Or, tout en restant sur ce plan formel, on observera que pour forcer la similitude des titres, Tcherkesoff se livre à une **double manipulation**.

Du côté de Marx/Engels, et afin d'obtenir le rapport 3/3, il a supprimé les trois sous-sections du chapitre sur le « socialisme réactionnaire » (socialisme féodal, socialisme petit-bourgeois et socialisme allemand ou « vrai socialisme ») qui méritent pourtant d'être aussi bien mentionnées puisqu'elles participent pleinement de l'analyse des formations politiques en présence.

Du côté de Considerant, il réduit de moitié le titre exact de chaque rubrique, plus long et surtout plus explicite. On trouve en effet chez Considerant :

- La démocratie immobiliste *ou le parti des conservateurs-bornes*
- La démocratie rétrograde *ou le parti révolutionnaire*

Et le troisième titre de même rang n'est pas « Parti socialiste de la Démocratie rétrograde » mais bien « La démocratie progressive ou le parti pacifique et organisateur ».

A l'évidence, Tcherkesoff (qui se revendique de *l'anarchisme communiste et révolutionnaire*¹) ne souhaite pas exposer devant ses lecteurs **l'association politiquement très significative** que fait Victor Considerant entre « **révolution** » et « **parti rétrograde** » et sur laquelle il nous faudra revenir.

Il préfère poursuivre : « Quand nous aurons comparé les contenus, nous verrons que ces deux manifestes sont dans les faits identiques ».

Suivons-le, donc.

*

¹ Parlant de la « vraie idée de la révolution sociale » et de la « liquidation de la propriété », il écrit dans *Les précurseurs de l'internationale* : « Nous, les anarchistes communistes révolutionnaires, nous différons de ces braves précurseurs seulement en ceci que nous reconnaissons au peuple lui-même le droit et l'initiative d'accomplir cette liquidation immédiate » (op.cit., page 11). Nous verrons plus avant ce que Considerant pense et de la propriété et de l'initiative populaire.

Tcherkesoff enchaîne à présent une série de **neuf citations comparées**.

Manifeste de Marx/Engels	Manifeste de Considerant
1. Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une structuration achevée de la société en corps sociaux distincts, une hiérarchie extrêmement diversifiée des conditions sociales (...). (Chap. I, page 7) ¹	LES Sociétés de l'antiquité avaient pour principe et pour droit la Force, pour politique la Guerre, pour but la Conquête, et pour système économique l'Esclavage, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa forme la plus complète, la plus inhumaine, la plus barbare. (...) L'ESCLAVAGE était le fait de base, (...) l'esclavage et l'esprit de caste : — Tels étaient les caractères de l'ordre social antique. (A, I, § 1, page 1) ²
2. (...) au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs et, de plus, dans presque chacune de ces classes une nouvelle hiérarchie particulière. (Chap. 1, page 7) ³	L'ordre féodal, résultat de la conquête, n'a été que la conquête organisée. Son fait capital était encore la guerre, et surtout la consécration traditionnelle et permanente des privilèges primitifs de la conquête. Il avait pour système économique un degré déjà moins dur et moins brutal de l'exploitation de l'homme par l'homme, le Servage. (A, I, § 1, page 1)
3. La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. (Chap.1, page 7) ⁴	L'ORDRE Nouveau s'est dégagé de l'Ordre Féodal par les développements de l'industrie, des sciences, du Travail. (A, I, §1, page 1) Il en résulte que, malgré le libéralisme métaphysique du droit nouveau, malgré la destruction légale du droit ancien, du droit aristocratique; malgré l'égalité constitutionnelle des citoyens devant la loi et les fonctions publiques ; malgré l'abolition des privilèges légaux dans le domaine industriel : l'Ordre social actuel n'est encore qu'un Ordre aristocratique, non plus, il est vrai, <i>de principe et de droit</i> , mais <i>de fait</i> . (A, I, § 4, page 3) (...) les classes se perpétuent par la naissance dans leur état d'infériorité et de supériorité relatives (...) Seulement ce n'est plus la loi, le droit, le principe politique, qui posent ces barrières entre les grandes catégories du peuple français, c'est <i>l'organisation économique, l'organisation sociale</i> elle-même. (A, I, § 4, page 3) ⁵
4. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles	UN phénomène de la plus haute gravité se manifeste aujourd'hui en pleine évidence, même aux

¹ Tcherkesoff ne fournit pas de référence paginée. Pour notre facilité, nous choisirons comme référence l'édition du *Manifeste* numérisée par Jean-Marie Tremblay dans la collection « Les classiques des sciences sociales » à l'adresse www.uqac.ca.

² S'agissant du *Manifeste* de Considerant, nos références renvoient au texte que nous publions au chapitre 5.4. du présent fascicule.

³ Cette phrase est la suite de la précédente. Elle est précédée de cette autre que Tcherkesoff ne reproduit pas : « Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves ».

⁴ De même, cette phrase est la suite de la précédente dans le texte de Marx.

⁵ Tcherkesoff ajoute après cette citation le commentaire suivant : « Les termes « organisation sociale et économique » sont imprimés en italique par Considerant parce que le dernier alinéa, ainsi que beaucoup d'autres d'ailleurs, tend à montrer, et d'ailleurs nous montre, que les socialistes de cette période ont bien mieux compris le rôle des facteurs économiques dans le développement social que nos « savants » politiques actuels ».

<p>formes de lutte à celles d'autrefois. (Chap.1, page 7)¹</p>	<p>yeux les moins attentifs : ce phénomène, c'est le développement rapide et puissant d'une NOUVELLE FEODALITE, de la Féodalité <i>industrielle et financière</i>, qui se substitue régulièrement à l'Aristocratie nobiliaire et guerrière de l'ancien Régime, par l'anéantissement ou l'appauvrissement des classes intermédiaires. (A, I, § 5, page 3)</p> <p>(...)</p> <p>Il n'en pouvait sortir que l'asservissement général, l'inféodation collective des masses dépourvues de capitaux, d'instruments de travail, d'éducation, d'armes industrielles (A, I, § 5, page 4)</p> <p>(...)</p> <p>La <i>liberté absolue</i>, sans organisation, n'est donc autre chose que l'<i>abandon absolu</i> des masses désarmées et dépourvues à la discrétion des corps armés et pourvus.</p> <p><i>La Civilisation, qui a commencé par la FEODALITE NOBILIAIRE, et dont le développement a affranchi les industriels des servitudes personnelles ou directes, aboutit donc aujourd'hui à la FEODALITE INDUSTRIELLE, qui opère les servitudes collectives ou indirectes des travailleurs</i> (A, I, § 5, page 4)</p>
<p>5.</p> <p>La société entière se scinde de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement: la bourgeoisie et le prolétariat. (Chap.1, page 7)</p>	<p>Division de la société en deux classes : un petit nombre possédant tout, le grand nombre dépouillé de tout. » (A, I, § 8, page 5)²</p> <p>(...) sur ce grand champ de guerre, les uns sont instruits, aguerris, équipés, armés jusqu'aux dents, (...) et les autres, dépouillés, nus, ignorants, affamés, sont obligés, (...) d'implorer de leurs adversaires eux-mêmes un travail quelconque et un maigre salaire ! (A, I, § 5, page 4)</p> <p>La guerre industrielle a, comme la guerre militaire, ses vainqueurs et ses vaincus. La Féodalité industrielle se constitue, comme la Féodalité militaire, par le triomphe fatal et la suprématie permanente des forts sur les faibles. Le Prolétariat est le Servage moderne. (Résumé de la première partie, page 13)</p>
<p>6.</p> <p>La manufacture prit sa place. La classe moyenne industrielle supplanta les maîtres de jurande. (Chap.1, page 7).</p>	<p>Elle (la révolution) a renversé les jurandes, les maîtrises, les corporations anciennes (A, I, § 4, page 2)</p> <p>Après la grande explosion de 89, après la destruction de l'Ordre politique ancien, après l'anéantissement de la propriété féodale, du système industriel des maîtrises et des jurandes (A, I, § 5, page 3)</p> <p>Elle a renversé les maîtrises, les jurandes, les corporations, le système de la propriété féodale ; elle a dépouillé les nobles et le clergé : mais elle n'a créé aucune institution nouvelle. (B, § 2, page 15)</p> <p>Elle a livré à l'anarchie et à la domination des forts l'atelier industriel et social tout entier: la misère,</p>

¹ Cette phrase est la suite de la précédente dans le texte de Marx.

² Tcherkesoff se trompe de référence en mentionnant ce titre de chapitre comme celui du chapitre 10.

	la corruption, la fraude, les vices et les crimes les ravagent et y vont croissant. (B, § 3, page 15) ¹
7	<p>Alors la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture; la classe moyenne industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie. (Chap. 1, pages 7/8)</p> <p>Dans quelque branche que ce soit, en effet, les grands capitaux, les grandes entreprises font la loi aux petites. La vapeur, les machines, les grandes manufactures ont eu facilement raison, partout où elles se sont présentées, des petits et des moyens ateliers. A leur approche les anciens métiers et les artisans ont disparu pour ne plus laisser que des fabriques et des prolétaires. (A, I, § 7, page 5)</p> <p>De plus, on voit surgir, presque à chaque instant, une découverte inattendue, qui, renouvelant brusquement toute une branche de la production, porte la perturbation dans les établissements. Après avoir cassé les bras des ouvriers, jeté sur le pavé des masses d'hommes remplacés tout à coup par des machines, elle écrase les maîtres à leur tour. (A, I, § 7, page 5)².</p>
8	<p>Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales, patriarcales et idylliques. (...) Elle a supprimé la dignité de l'individu devenu simple valeur d'échange; aux innombrables libertés dûment garanties et si chèrement conquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté de commerce. En un mot, à l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a substitué une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale. (Chap. 1, page 8)</p> <p>Elle (la révolution)³ a renversé les derniers débris de l'Ordre Féodal (A, I, § 4, page 2)</p> <p>Il en résulte que, malgré le libéralisme métaphysique du droit nouveau, malgré la destruction légale du droit ancien, du droit aristocratique; malgré l'égalité constitutionnelle des citoyens devant la loi et les fonctions publiques (A, I, § 4, page 3), malgré l'abolition des privilèges légaux dans le domaine industriel : l'Ordre social actuel n'est encore qu'un Ordre aristocratique, non plus, il est vrai, de principe et de droit, mais de fait. (A, I, § 4, page 3)</p> <p>il ne restait plus sur le terrain industriel et social que des individus en face les uns des autres, livrés <i>en toute liberté</i> à eux-mêmes, à leurs forces propres. (A, I, § 5, page 4)</p> <p>Ainsi, le mécanisme odieux de la libre concurrence sans garanties, brise toutes les lois de la justice et de l'humanité. (A, I, § 6, page 4)</p> <p>La libre concurrence (...) ⁴, a donc cet inhumain cet exécrationnable caractère, qu'elle est partout et toujours <i>dépréciative du salaire</i> (A, I, § 6, page 5)⁵</p>
9	<p>Il fallait briser ces chaînes. On les brisa. Ils⁶ furent remplacés par la libre concurrence, avec une</p> <p>Qui s'empare de toutes les positions, de toutes les lignes stratégiques, de toutes les bases d'opéra-</p>

¹ Un détail amusant : Tcherkesoff se voit contraint de signaler en note que le terme « anarchie » est ici utilisé par Considerant « dans son sens bourgeois habituel ». Dans ses nombreuses citations, relatives notamment à l'état d'anarchie provoqué par le libre-échange dans les relations marchandes (« l'anarchie du marché » est une construction quasiment figée), Tcherkesoff se livrera à une pure et simple censure du vocable.

² Cette phrase est la suite de la précédente.

³ Observons que comme précédemment, le vocable associé à ce pronom « elle » est, sous la plume de Tcherkesoff, « la révolution », alors que Marx et Engels parlent de « la bourgeoisie ». Et la différence est de taille : d'un côté, un processus abstrait porteur d'une violence destructrice et de l'autre, une classe sociale en phase de constitution dans la conquête des instruments économiques et politiques de son hégémonie.

⁴ Ici Tcherkesoff censure une incise : « c'est-à-dire la concurrence anarchique et sans organisation ».

⁵ Tcherkesoff prend ici la peine de supprimer dans sa citation le mot « anarchique ».

⁶ à savoir les moyens de production et d'échange créés dans le cadre de la société féodale.

constitution sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise. (Chapitre 1, page 11)	tion du commerce et de l'industrie? Qui envahit tout, qui devient maître de tout, sinon la haute spéculation, la haute banque, et, en toute branche, les gros Capitaux ? (A, I, § 7, page 5)
(…) depuis l'établissement de la grande industrie et du marché, mondial, elle s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'État représentatif moderne. Le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière. (Chapitre 1, page 8)	VEUT-ON savoir jusqu'à quel point cette Féodalité funeste est déjà enracinée dans le sol et prépondérante dans le mouvement politique et social? (A, I, § 9, page 6)
	Après cet exemple, n'est-il pas évident que ce ne sont plus ni le Roi, ni les Ministres, ni la Nation qui gouvernent, mais déjà la Féodalité industrielle et financière ? (A, I, § 9, pages 6/7)

Après une série de citations imprécises liées à la simple indication des pages, Tcherkesoff ajoute: « Voici à présent une citation qui montre à elle seule clairement où Marx a pris sa célèbre loi sur la concentration capitaliste que l'on trouve à la fin du premier volume de son ouvrage « Le Capital » ».

On en jugera :

la classe moyenne industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie (Chap. 1, page 8)	L'Argent envahit tout ; la puissance des gros Capitaux s'accroît incessamment : ils attirent et absorbent, dans tous les ordres, les petits capitaux et les moyennes fortunes. (A, I, § 7, page 5) (...) (il n'en reste pas moins que) la Société marche à grands pas à la constitution d'une Aristocratie aussi lourde qu'ignoble; que nous y sommes, que nous l'avons atteinte; qu'elle nous enlace et nous serre; qu'elle pèse sur le peuple, et qu'elle dompte, réduit et asservit chaque jour, individu par individu et commerce par commerce, les classes intermédiaires elles-mêmes. (...) c'est un phénomène social qui caractérise la Civilisation moderne. Il se développe avec d'autant plus d'énergie dans chaque État que l'industrialisme civilisé, y atteint un degré plus avancé. Il suit pas à pas la marche du système commercial, manufacturier, et l'invasion des machines. Notre industrialisme à libre concurrence est un Mécanisme colossal d'une énorme puissance, qui pompe incessamment les richesses nationales pour les concentrer dans les grands réservoirs de l'Aristocratie nouvelle ¹ , et qui fabrique des Régions faméliques de pauvres et de prolétaires. La Grande-Bretagne présente au plus haut degré ce phénomène de la concentration des capitaux entre les mains d'une Aristocratie peu nombreuse, de l'amoindrissement des classes moyennes, de la quasi annihilation politique et sociale de la Bourgeoisie, d'un Prolétariat et d'un Paupérisme envahissants. La France et la Belgique, les deux pays qui suivent de plus près l'Angleterre dans la voie de ce faux industrialisme, sont aussi les pays où s'organise le plus rapidement la Féodalité nouvelle. (A, I, § 8, page 6)
---	---

¹ Cette notion d' « aristocratie nouvelle » ou d' « aristocratie d'argent » fonctionne chez Considerant comme un concept écran qui l'empêche de percevoir clairement la pratique de classe de la bourgeoisie en tant que telle. Cet aveuglement le conduisit plus d'une fois à présenter la bourgeoisie comme victime elle-même du processus décrit. Il constitue assurément l'une de ses principales lacunes au regard des avancées de Marx et Engels dans leur *Manifeste*.

Même si fastidieux, ce repérage était indispensable pour faire apparaître **l'exiguïté de la base comparative** de Tcherkesoff qui limite ses prélèvements aux premières pages des deux ouvrages.

Maintes fois du reste, les citations comparées n'ont entre elles qu'un très lointain rapport, sinon aucun. En voici un exemple, extrait du chapitre VI de cet article où Tcherkesoff annonce pourtant des parallélismes lumineux sur la question de la lutte des classes et des crises économiques :

Manifeste de Marx/Engels	Manifeste de Considerant
Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives contre les rapports modernes de production, contre les rapports de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et de sa domination. (Chapitre 1, page 11)	Cette idée ¹ , que l'influence des développements rapides du Prolétariat, du Paupérisme et de la nouvelle Féodalité a fait éclore au sein d'une Société encore toute pénétrée du fluide révolutionnaire, se propage depuis quelques années parmi les populations ouvrières, (...) « <i>Plus de propriété, plus de propriétaires ! plus d'exploitation de l'homme par l'homme ! plus d'héritage! la terre à tous !</i> » (A, II, § 1, page 9)

On lit d'un côté une observation adossée au *concept* de *mode de production* et de l'autre, presque un regret de la popularité du mot d'ordre de *communauté des biens* au sein des populations ouvrières.

Indépendamment du caractère approximatif de ces comparaisons, aucune d'entre elles ne permet de diagnostiquer une reprise du type d'un plagiat ou d'une paraphrase servile², mais une **thématique commune** centrée sur le rôle désormais hégémonique de la bourgeoisie et sur les clivages sociaux qui résultent de la généralisation de la production capitaliste.

Or tous les réformateurs sociaux anglais et français de ce début de 19^e siècle, les observateurs bourgeois eux-mêmes, historiens et sociologues des années 1830-1840, n'ont pu que constater la montée en puissance du capitalisme industriel et bancaire à la fois dans ses conséquences sociales avec la création d'une classe de prolétaires démunis de tout et dans ses conséquences économiques avec des effets destructeurs sur la petite production artisanale. Il s'agit donc là d'une **donnée historique** immédiatement perceptible qui ne relève pas comme telle d'un travail d'analyse élaboré.

*
* *

En vérité, l'intérêt d'une comparaison avec le texte de Considerant, et quels que soient les mérites de ce dernier, réside plutôt dans la possibilité de mettre en lumière les **différences déterminantes** qui le séparent du *Manifeste* de Marx et d'Engels.

Une lecture attentive du texte³ permet de repérer aisément **cinq thèmes** qui sont tout à fait **étrangers** aux thèses et analyses de Marx et d'Engels et n'ont par contre de cohérence entre eux qu'au sein de **l'idéologie sociétaire**⁴.

1. Rejet de la voie révolutionnaire

L'action révolutionnaire n'est jamais évoquée par Considerant que sous l'aspect d'une **funeste violence**. Si elle est créditée d'avoir instauré *l'ordre démocratique*, la révolution de 1789 elle-même est systématiquement associée à la Terreur jacobine et la menace d'une explosion sociale est décrite comme une conséquence tout aussi détestable que l'exploitation du prolétariat qui en est la cause.

Considerant ne cesse ainsi de mettre en garde contre le risque révolutionnaire.

Après avoir commenté l'« enfer social » que subissent les populations ouvrières exploitées, il n'hésite pas à faire appel aux dominants eux-mêmes pour *conjurer* le danger révolutionnaire :

¹ Considerant parle ici du mot d'ordre néo-babouviste de la *communauté des biens*.

² Sauf dans ses pages de conclusion, Tcherkesoff parle moins de *plagiat* que de « très médiocre paraphrase » (ein sehr mittelmässige Paraphrasierung).

³ Nos références renvoient au chapitre 5.4. du présent fascicule.

⁴ Précisons que nos remarques ne valent bien sûr que pour cet écrit de Considerant à la date de 1847.

Vouloir immobiliser la Société dans cette forme, vouloir contraindre l'Humanité à faire halte dans cet Enfer social, c'est provoquer infailliblement des révolutions épouvantables. A nous donc les Conservateurs intelligents et prévoyants! A nous les hommes éclairés des classes supérieures et des classes moyennes, les hommes de cœur de toutes les classes! Notre Société, tourmentée déjà par cinquante années de révolutions, et dérivant rapidement en pleine Féodalité, est dans un état de crise qui appelle de sérieuses études et de prompts remèdes, si l'on veut conjurer les tempêtes! (A, I, § 11, page 9)

Et lorsque, dans la seconde partie de son *Manifeste*, il entreprend de détailler les caractéristiques des diverses formations politiques en présence, c'est explicitement sous la bannière de la « **démocratie rétrograde** » qu'il classe le « parti révolutionnaire » (B, § 11, page 21). Si la « démocratie révolutionnaire » est reconnue comme légitime au titre de « protestation en faveur des droits politiques du peuple », elle est aussitôt dénoncée comme « illégitime dans ses voies et moyens négatifs et subversifs » (B, § 13, page 23). « L'esprit révolutionnaire », répète Considerant, c'est « la fausse démocratie » (B, § 15, page 26).

Or, l'anarchiste, le communiste et le révolutionnaire W. Tcherkesoff se garde bien de jamais mentionner les vues de son modèle sur cette question.

2. Ecartement de l'action politique

Les fouriéristes partagent avec Proudhon, fût-ce en concurrence avec lui¹, la conviction que la « solution du problème social² » réside dans la création de petites communautés de production et de consommation fédérées sur le principe de *l'association volontaire*.

Les fouriéristes partagent avec Proudhon cette autre conviction que « la solution du problème social » ne doit rien attendre du pouvoir d'Etat. Aux yeux de Considerant, le rôle du politique s'est achevé dans la conquête (révolutionnaire) de *l'ordre démocratique*. « L'œuvre révolutionnaire est accomplie », écrit-il (A, I, § 4 page 2) et l'essentiel désormais se jouera dans le domaine des seules activités et relations socio-économiques :

La question de l'époque est avant tout sociale ; elle est avant tout de nature économique et industrielle, et c'est sur le terrain social où le grand mouvement des faits et des idées emporte les esprits, qu'il faut aujourd'hui diriger les recherches et prodiguer les enseignements et les lumières. (A, I, §11, page 8)

L'Etat n'est donc plus un protagoniste et le principal de l'action revient aux initiatives des producteurs/consommateurs dans le cadre de structures nouvelles, et notamment pour les fouriéristes celles du *phalanstère*.

Nul doute que l'anarchiste W. Tcherkesoff a trouvé dans cette thèse les raisons de sa sympathie pour le texte de Considerant.

¹ Proudhon est en conflit avec les fouriéristes depuis son premier mémoire de 1840 intitulé *Qu'est-ce que la propriété ?* dans lequel, dénonçant les « folies phalanstériennes », il avait rudement attaqué les théories de Charles Fourier. Invitant les fouriéristes à se défaire « de cet illuminisme qui leur donne un air d'imposteurs et de dupes beaucoup plus que de croyants et d'apôtres », il écrit notamment : « L'absurdité de l'économie phalanstérienne est si grossière que beaucoup de gens soupçonnent Fourier, malgré toutes ses révérences aux propriétaires, d'avoir été un adversaire caché de la propriété. Cette opinion se peut soutenir par des raisons spécieuses ; toutefois je ne saurais la partager. La part du charlatanisme serait trop grande chez cet homme, et celle de la bonne foi trop petite. J'aime mieux croire à l'ignorance, d'ailleurs avérée, de Fourier, qu'à sa duplicité. Quant à ses disciples, avant qu'on puisse formuler aucune opinion sur leur compte, il est nécessaire qu'ils déclarent une bonne fois, catégoriquement, et sans restriction mentale, s'ils entendent, oui ou non, conserver la propriété, et ce que signifie leur fameuse devise : *A chacun selon son capital, son travail et son talent* (page 142 de l'édition numérisée par Michel Tremblay sur le site de uqac.quebec.ca.). Proudhon avait récidivé dans son deuxième mémoire de 1841 intitulé « Lettre à M. Blanqui ».

² Tel est le titre que Proudhon donne à son ouvrage de 1848 où il expose son projet de « banque d'échange » et de « banque du peuple » (republié en 2003 aux éditions Tops /H.Trinquier, à Antony.)

Mais le même Tcherkesoff ne peut ignorer que cette position s'accompagne sur le plan politique d'une forme remarquable d'**indifférentisme**¹. Dans sa présentation des « Doctrines du journal *La Démocratie pacifique* », Considerant est en effet très clair sur le sujet de la forme de gouvernement. « Nous ne croyons point », écrit-il, « que les gouvernements soient nécessairement et a priori les ennemis des peuples. (...) Nous croyons que les intérêts des peuples et des gouvernements sont identiques au fond ». Il poursuit en affirmant au nom des fouriéristes que : « nous nous posons en amis des peuples d'abord, en amis des gouvernements ensuite » et surtout que « La forme constitutionnelle, avec un monarque héréditaire et une chambre élective, nous paraît plus avancée, plus parfaite et plus solide que toutes les autres formes de gouvernement – y compris la forme républicaine² ». Sous le titre « La démocratie pacifique est monarchique », il ajoute :

Nous avons la forme de gouvernement la plus perfectionnée qui soit encore. Nous y tenons, et nous avons raison : mais c'est plus à cause de sa valeur théorique que pour la grandeur de ses bienfaits pratiques ; c'est, surtout, parce que nous sommes las, et à bon droit, des Réformes, des Révolutions, des grandes aventures politiques, et que nous avons appris à les juger à leur valeur.

(...)

C'est un préjugé grossier que de croire la monarchie constitutionnelle incompatible avec le principe démocratique³. »

Sur la question elle-même du suffrage universel, Considerant soutient une position typiquement marquée par l'**élitisme saint-simonien**. Rejetant dos à dos « l'école matérialiste » et l'école « des idéologies politiques », il écrit :

Un homme meurt en laissant des enfants en bas âge. Les enfants héritent; le droit de propriété les saisit à la mort du père ; on ne refuse pas de reconnaître *leur droit*; mais on leur refuse avec raison *la jouissance, l'exercice* du droit avant l'âge où ils en feraient bon usage. On les met en tutelle.

C'est ainsi qu'il faut raisonner à l'égard des droits politiques des masses. Tout membre de l'unité nationale est, eu naissant, saisi par le droit commun ; mais on ne doit investir les citoyens de la jouissance du droit commun relatif au gouvernement de la Société qu'au fur et à mesure qu'ils acquièrent compétence et capacité suffisante pour manier sans péril un droit aussi élevé et aussi redoutable.

Cette doctrine ne *déshérite* pas les masses de leurs droits, comme le font les matérialistes politiques ; elle en ajourne simplement l'exercice. Mais, en même temps qu'elle justifie cet ajournement et cette mise en tutelle, elle fait peser une responsabilité immense sur les tuteurs, elle les charge du devoir, grave au premier chef, de bonne gestion des intérêts des mineurs; enfin, elle les met solennellement en demeure de hâter, de tous leurs efforts, le développement de la capacité des mineurs, et l'avènement de ceux-ci à la compétence et à la jouissance de leurs droits.

Que si les tuteurs gèrent avec égoïsme, si leur gestion est infidèle, si même ils compromettent, par une coupable insouciance, se jouant des droits de ceux-ci, les intérêts des mineurs ; si les

¹ Avec cette nuance, et elle n'est pas négligeable, que Considerant a été celui des fouriéristes qui a infléchi le mouvement vers des préoccupations politiques, dans le cadre d'abord de ses publications (notamment une brochure intitulée *Nécessité d'une dernière débâcle politique en France* parue en 1836 et les divers journaux qu'il a dirigés, dont *La Démocratie pacifique* à partir de 1843) et en participant lui-même à divers scrutins: il est élu conseiller général de la Seine en novembre 1843 et le 23 avril 1848, à la Constituante. Réélu en mai 1849, il doit choisir l'exil après l'échec de la confuse rébellion des républicains de la Montagne à Paris le 13 juin 1849.

² *Principes du socialisme, Manifeste de la démocratie au XIXe siècle*, édition de 1847, (numérisée par Google), page 69

³ Ibid. page 70

mineurs, poussés à bout, se révoltent contre leurs tuteurs, les chassent ou les brisent : les tuteurs ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes de la catastrophe. Une révolution est toujours un grand malheur : mais il est des malheurs provoqués, justifiés et mérités. C'est aux Tuteurs du peuple à y prendre garde.

En conséquence de ces principes, on nous trouvera peu partisans du Suffrage universel direct, immédiat, mais très disposés à appuyer des combinaisons qui introduiraient plus d'intelligence, de capacité, et en même temps plus de liberté, de vérité et d'ordre dans notre très vicieux Système électoral¹.

Tcherkesoff ne peut surtout pas ignorer que la position de Considerant s'accorde avec deux autres thèses autrement significatives : la **nécessité d'une paix sociale** et le **respect du droit de propriété**.

3. Paix sociale et collaboration de classe

Considerant estime que la régénération sociale ne peut advenir que dans le cadre d'une société pacifiée. De même qu'il condamne l'action révolutionnaire, il ne cesse d'appeler à la **concorde et à l'unité entre les classes sociales** :

Or, puisque les conséquences de la guerre du Travail et des Capitaux, sur le terrain de la libre concurrence, amènent fatalement ou l'écrasement du travail et des petits et moyens capitaux par les capitaux féodaux, ou l'écrasement de la propriété et du capital par l'insurrection des travailleurs, il n'y a qu'un seul moyen de conjurer ces deux inévitables conséquences de la lutte: C'EST DE FAIRE CESSER LA LUTTE. Et si, comme c'est le cas le plus général, l'état de paix est beaucoup plus favorable aux intérêts respectifs des parties belligérantes que le prolongement de la guerre ne saurait l'être aux vainqueurs eux-mêmes, il est évident qu'il faut se hâter de chercher les conditions de cette paix qui pourra et devra être signée d'un consentement commun par les parties adverses. (A, 2, § 3)

Le principe qui doit régir cette paix sociale ne peut être que celui de l'**association**, seul capable de « déterminer les conditions pratiques du contrat d'union du Capital et du Travail dans l'atelier social tout entier » (A, II, § 3). Il précise alors dans un pur style saint-simonien² :

LE Capital, le Travail et le Talent sont les trois éléments de la production, les trois sources de la richesse, les trois rouages du mécanisme industriel, les trois grands moyens primitifs du développement social. Supposez par la pensée l'atelier social organisé sur la base de l'Association, les trois éléments de la production savamment combinés dans l'économie industrielle, les trois rouages du mécanisme harmonieusement engrenés. A la lutte anarchique d'une concurrence aveugle, à la guerre des capitaux contre les capitaux, du travail contre le capital, des industries

¹ *Principes du socialisme, Manifeste de la démocratie au XIXe siècle*, édition de 1847, (numérisée par Google), pages 72-73.

² Les manifestations de saint-simonisme abondent dans le *Manifeste* de Considerant sous la forme notamment d'un appel aux capacités et talents comme dans ce passage du chapitre II, § 15 : « D'après le sens attaché au mot Démocratie par cette opinion nouvelle, ce mot ne signifie point « Gouvernement de la Société par les classes inférieures » ; il signifie « Gouvernement et organisation de la société *dans l'intérêt de tous* » par l'intervention *hiérarchique* dans chaque fonction d'un nombre de citoyens *croissant avec les degrés du développement social*. » Le peuple, ce n'est pas une classe, c'est la totalité ; et le gouvernement, ce n'est pas l'action aveugle et désordonnée des incapables, c'est l'action intelligente et unitaire des capables — dont l'éducation sociale et l'action gouvernementale doivent tendre sans cesse à augmenter le nombre. ». Il faut sans doute voir ici la trace du passage au fouriérisme des saint-simoniens Jules Lechevalier et Abel Transon.

contre les industries ; au désordre général, au choc de toutes les forces productives, à la déperdition des valeurs engagées dans mille mouvements contraires, se substituent la plus puissante combinaison productive, l'aménagement et l'utile emploi de toutes les forces ! La richesse, coulant à pleins bords des sources élargies et multipliées de la Production, se distribue régulièrement et hiérarchiquement au sein des populations, arrose et fertilise toutes les parties du sol national. Le Travail prend sa part légitime de l'accroissement des richesses en proportion de son concours ; les classes dénuées et faméliques s'élèvent à l'aisance; les prolétaires deviennent consommateurs et ouvrent à la production de grands marchés intérieurs dont les demandes s'accroissent sans cesse. (A, II, § 4)

La première partie du *Manifeste* se termine ainsi de manière significative sur un chapitre 6 intitulé « De l'intérêt commun des trois classes¹ ». Or Tcherkesoff ne mentionne nulle part ces choix politiques.

Mais il y a davantage.

4. Respect de la propriété privée

En effet, le fouriérisme est une **doctrine foncièrement respectueuse de la propriété privée**. Quels que soient les mécanismes innovants qui sont censés présider à sa création et à son fonctionnement, un phalanstère est fondé comme une société à commandite par actions et l'apport de chacun joue son rôle, même s'il n'est pas le seul, loin de là, dans la répartition des dividendes entre les associés.

Fourier lui-même est très clair sur la question. Dans un chapitre intitulé « L'esprit de propriété aidé de la vérité » de son ouvrage « Théorie de l'unité universelle », il écrit, par exemple : « L'esprit de propriété est le plus fort levier qu'on connaisse pour électriser les civilisés; on peut, sans exagération, estimer au double le travail du propriétaire, comparé au travail servile ou salarié. On en voit chaque jour les preuves de fait: des ouvriers d'une lenteur et d'une maladresse choquante, lorsqu'ils étaient à gages, deviennent des phénomènes de diligence dès qu'ils opèrent pour leur compte. On devait donc, pour premier problème d'économie politique, s'étudier à transformer tous les salariés en propriétaires co-intéressés ou associés. C'eût été doubler la valeur des journées à gages, et par suite les avantages d'accélération². »

On ne sera donc pas étonné de lire dans le *Manifeste* de Considérant plus d'un rappel de l'excellence de ce principe de propriété, et par exemple ceci, qui vient après une critique de la « doctrine rétrograde » de Rousseau :

Il ne s'agit pas de détruire la Propriété, dont le développement est lié au développement intime de l'Humanité ; qui a tiré l'homme de l'état sauvage et lui a livré successivement toutes les conquêtes dont son génie s'est paré dans le magnifique domaine des arts, des sciences et de l'industrie générale. Il s'agit de trouver et de donner au contraire à la Propriété des formes plus parfaites, plus sûres, plus libres, plus mobiles, et en même temps plus *sociales*, en harmonisant, dans toutes les sphères, l'intérêt individuel avec l'intérêt général. Il faut composer la propriété collective, non par la promiscuité et la COMMUNAUTÉ EGALITAIRE, confuse et barbare, mais par L'ASSOCIATION HIERARCHIQUE, *volontaire* et *savamment combinée* de toutes les Propriétés individuelles.

¹ Notons que Considérant réclame en échange du droit de propriété *le droit au travail*. C'est la pleine et entière jouissance de ces deux droits qui est en mesure d'assurer la paix sociale : « L'unité sociale ne peut être librement consentie et soutenue par toutes les populations que dans un système social qui satisfasse les intérêts de toutes les classes. Les classes propriétaires se sentent intéressées à défendre l'ordre, parce qu'elles ont tout à perdre au désordre et que la Société protège leur droit. Que l'on fasse donc pour le Droit au Travail, qui est la seule *Propriété* des masses, ce que l'on fait pour le Droit de Propriété du petit nombre ; qu'on le reconnaisse, qu'on le garantisse, qu'on le protège, qu'on l'organise. A cette seule condition seront jetées les bases de l'Unité des classes dans la Nation. » (Exposé des doctrines du journal La démocratie pacifique, op.cit. page 66)

² Charles Fourier, *Théorie de l'unité universelle*, troisième volume, tome 4 des *Œuvres complètes*, page 171 de édition de 1841 numérisée par Google.

La négation du droit de Propriété est donc une idée rétrograde ; elle est de plus, en tant que négation d'un immense intérêt social et humain, une idée révolutionnaire. (II, § 12)

Il est significatif que le troisième mémoire sur la propriété que publie Proudhon en 1842, intitulé « Avertissement aux propriétaires », porte comme sous-titre la mention de « Lettre à M. Victor Considérant, rédacteur de *La Phalange*, sur une défense de la propriété ». Proudhon rédige en effet ce texte en réaction à une attaque directe qu'il avait subie en 1841 sur cette question de la propriété de la part d'un fouriériste anonyme (en vérité le publiciste Henry Dameth¹) qui en défendait farouchement le principe au nom de l'orthodoxie sociétaire.

Il va se soi, dans cette logique, que se trouve condamnée toute revendication portant sur la communauté des biens : d'abord elle est révolutionnaire et donc spoliatrice; ensuite elle est attentatoire à ce qui constitue le principe d'équilibre des sociétés.

La « solution » qui consisterait

« à attaquer la Propriété individuelle elle-même dans son principe, à la nier dans son droit, à dépouiller par la force, par la loi, les riches au profit des pauvres, les propriétaires au profit des prolétaires, à décréter enfin l'égalité des conditions et la Communauté des biens. » (I, B, § 1)

cette solution est « négative et révolutionnaire dans son essence ».

5. Imprégnation religieuse

Enfin, il ne peut échapper au lecteur de Considérant que son texte est intimement travaillé **par une intense conviction religieuse**. Le *Manifeste de la Démocratie pacifique* témoigne avec insistance de la recherche « d'une foi nouvelle » dans une démocratie « dégagée du principe révolutionnaire ». C'est au nom des principes chrétiens, « à la chaleur des premiers rayons du christianisme » que s'est imposée « l'unité spécifique des races dans l'humanité » et que s'est dégagé l'ordre nouveau « chrétien ou démocratique » garant de l'égalité du droit des citoyens dans l'Etat (A, I, § 2).

Ces vues s'inscrivent tout à fait dans la tradition du premier socialisme français sous la Restauration qui, de Saint-Simon à Cabet, associe la réforme sociale à la refondation du christianisme.

C'est principalement dans la seconde partie de l'ouvrage de Considérant (celle que ne cite pas Tcherkoff) consacrée à l'exposition des *Doctrines du journal la Démocratie pacifique* que l'on peut lire les déclarations les plus chaleureuses sur **la nature nécessairement religieuse du lien social**.

Voici deux extraits significatifs :

Sous l'inspiration des principes les plus incontestés du Christianisme et de la Philosophie, l'esprit humain s'est mis de nos jours en marche au nom *des droits de tous*, pour conquérir progressivement l'émancipation des faibles, des souffrants et des opprimés, la Paix et l'Association des peuples, pour fonder enfin le règne de Dieu et de sa justice, annoncé il y a dix-huit cents ans par le Christ. (§ 5)

*

Au plus haut rang nous avons inscrit ces deux paroles, ces deux révélations du Christ, la FRATERNITE et L'UNITE, qui sont l'alpha et l'oméga de la Science sociale, la base et le sommet de toute grande politique humaine.

¹ Selon l'introduction au troisième mémoire par M. Auge-Laribe, op.cit., page 130. La brochure de Dameth intitulée « Défense du Fouriérisme » avait été publiée en 1841 avec pour exergue cette devise signée « Fourier » : « A chacun selon son capital, son travail et son talent ». Le volume a été numérisé par Google.

« Vous êtes tous des frères, les enfants du même Dieu, les « membres de la même famille. » — « Vous devez former UN » seul corps, UNE seule âme, UN seul esprit, et être UN avec » Dieu, T, Toute la loi, toute la religion, toute la révélation de la politique sociale et de la Destinée de l'humanité, sont résumées dans ces paroles.

Nous avons pris ces paroles dans l'Évangile, parce que c'est l'Évangile qui a révélé au monde les lumineuses et suprêmes Vérités qu'elles renferment, et parce que nous avons voulu faire acte de foi à ces Vérités sociales et religieuses qui sont la base et le sommet du Christianisme lui-même.

Le Christianisme est la grande Religion de l'Humanité. Le Christianisme pourra se développer et se développera certainement encore et toujours. Croire qu'il y aura une autre Religion pour l'Humanité, que celle qui a révélé à l'Humanité sa propre existence, son Unité en elle-même et en Dieu, c'est une illusion. *L'Union individuelle et collective des hommes entre eux et leur Union individuelle et collective avec Dieu* : il n'y aura jamais pour les hommes de principe religieux plus élevé et autre que celui-là. Or, ce principe est celui du Christianisme. Ainsi au point de vue scientifique de la pure raison humaine, il est certain que le Christianisme, dont la source remonte à la création, restera, avec les développements infinis que comporte son principe, la dernière Religion, et la Religion unique et universelle de l'Humanité.

On a voulu faire dans ce temps-ci des Religions nouvelles. On croyait le Christianisme fini, mort, enterré, et on voulait le remplacer pour que la société ne restât pas sans Religion. L'idée partait d'un bon sentiment, mais elle était erronée.

Le Christianisme n'est pas mort, loin de là : l'esprit du Christianisme n'a jamais été plus vivant, plus répandu, plus généralement incarné dans les intelligences. (§ 5 sous le titre « Fraternité et unité »)

On notera toutefois que ces attaches religieuses n'empêchent pas Considérant de se revendiquer en même temps de la **science** et de la **pensée rationnelle**.

Voici deux extraits significatifs :

Nous avons sur la Destinée de l'Humanité une conception scientifique et générale. Nous croyons que l'Humanité, poussée par le souffle de Dieu, est appelée à réaliser une ASSOCIATION, de plus en plus forte, des individus, des familles, des classes, des nations et des races, qui en forment les éléments. Nous croyons que cette grande Association de la famille humaine arrivera à une UNITE parfaite, c'est-à-dire à un État Social où l'Ordre résultera naturellement, librement, de l'accord spontané de tous les éléments humains. (§ 2)

*

S'il est un domaine libre par essence, c'est assurément celui de la conscience. C'est donc par la liberté de conscience, par le libre examen que l'humanité doit arriver à l'Unité religieuse. Une foi non éclairée, aveugle, qui ne repose que sur une obéissance passive de l'esprit, qui ne pénètre ni le sentiment ni la raison, n'est pas une foi religieuse : c'est un grossier et brutal fétichisme. — La Vérité religieuse ne saurait être en contradiction avec les autres Vérités et avec la Raison qui est le Verbe naturel de Dieu en l'homme, *la lumière éclairant tout homme venant au monde*. C'est donc par le libre examen et par les travaux philosophiques et religieux qui auront pour objet de concilier la Reli-

gion avec la Science, que se constituera l'Unité religieuse. (§ 5 sous le titre « Fraternité et unité)

*
* *

Le moment est venu de conclure cet examen qui aura montré combien les différences de fond entre les deux écrits l'emportent sur les quelques similitudes de forme.

On se trouve devant **deux univers politiques fondamentalement différents.**

Les déclarations de Considerant sur le suffrage universel sont par exemple tout imprégnées **d'élitisme saint-simonien** : le peuple ne peut être que sous tutelle, guidé par des experts que leurs compétences et capacités légitiment à la direction des affaires publiques. Jamais Considerant ne se fonde comme Marx et Engels sur **l'auto-organisation de la classe ouvrière**, ce qui rend d'autant plus suspect le crédit que Tcherkesoff en sa qualité de militant anarchiste lui prête, sauf pour des raisons guidées par le souci de discréditer.

Car l'essentiel que l'on retiendra de la brochure de Tcherkesoff et de Ramus se résume bien à ce type de manœuvre politique¹.

¹ Pour mieux en juger, on trouvera au chapitre 5.5. du présent fascicule une traduction des trois dernières pages de conclusion de l'article de Tcherkesoff.

5.4. Victor Considerant, *Manifeste de la démocratie.*

A. PREMIÈRE PARTIE. ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ.

I. — DES INTÉRÊTS ET DES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ.

§ 1. L'ordre antique et l'ordre féodal.

LES Sociétés de l'antiquité avaient pour principe et pour droit la Force, pour politique la Guerre, pour but la Conquête, et pour système économique l'Esclavage, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa forme la plus complète, la plus inhumaine, la plus barbare. L'homme libre, plébéien ou patricien, faisait la guerre et consommait : le producteur était esclave. L'ESCLAVAGE était le fait de base, et le fait culminant la GUERRE. Le sentiment humain ne s'étendait d'ailleurs pas hors des limites de la Patrie. A l'extérieur, la domination implacable de la Patrie sur les peuples étrangers; à l'intérieur l'esclavage et l'esprit de caste : — Tels étaient les caractères de l'ordre social antique.

L'ordre féodal, résultat de la conquête, n'a été que la conquête organisée. Son fait capital était encore la guerre, et surtout la consécration traditionnelle et permanente des privilèges primitifs de la conquête.

Il avait pour système économique un degré déjà moins dur et moins brutal de l'exploitation de l'homme par l'homme, le Servage. Le sentiment humain, s'ouvrant à la chaleur des premiers rayons du Christianisme, sortait des bornes étroites de la Patrie. Le dogme de la fraternité commençait à lier ensemble les races et les nations diverses, mais seulement aux degrés correspondants de la hiérarchie féodale. Dans toute l'Europe, en effet, les héritiers des conquérants, les Nobles, se saluaient comme égaux, foulant aux pieds les manants et les roturiers, qui n'étaient point à leurs yeux des hommes de leur espèce. Mais ceux-ci, partout asservis, s'appelaient frères entre eux, et pressentaient dans l'avenir le Règne de Dieu et de sa justice, comprenaient déjà que leurs oppresseurs n'étaient que leurs frères aînés dans la grande famille humaine.

L'esprit et le droit des temps féodaux étaient l'esprit aristocratique et le droit nobiliaire. L'un et l'autre, quoique considérablement altérés et affaiblis par les grands progrès sociaux des derniers siècles, subsistaient encore en France, lorsque la révolution de 89 y vint clore l'ancien Régime et inaugurer l'Ordre nouveau.

§ 2. L'ordre nouveau ou chrétien et démocratique.

L'ORDRE Nouveau s'est dégagé de l'Ordre Féodal par les développements de l'industrie, des sciences, du Travail, par les lentes mais irrésistibles conquêtes de l'intelligence sur la force, du génie de la création sur le génie de la guerre. Le droit des Sociétés modernes est le droit commun ; leur principe, le principe chrétien de l'unité spécifique des races dans l'humanité, d'où est sorti le principe politique de l'égalité du droit des citoyens dans l'Etat. Leur esprit est l'esprit *démocratique*.

L'Epoque de 89 a donc marqué dans l'histoire de l'humanité la grande séparation entre l'Ordre ancien et l'Ordre nouveau ; entre le droit de la force et le droit du travail, entre le droit aristocratique, le droit de la conquête perpétué par la naissance, et le droit commun, le droit de Tous à Tout, le DROIT DÉMOCRATIQUE.

§ 3. Séparation du principe démocratique et du principe révolutionnaire.

Le droit nouveau, le droit démocratique a été consacré depuis 89 par le premier article de toutes nos constitutions : « Tous les Français sont égaux devant la loi, devant les fonctions et les charges publiques. »

Ce droit nouveau étant entré dans le monde avec une révolution, ayant été proclamé, établi et défendu par une révolution, devant son triomphe au triomphe d'une révolution, il n'est pas étonnant que le principe démocratique ait été longtemps confondu avec le principe révolutionnaire.

Le droit nouveau aurait pu s'incarner dans la Société par un double mouvement de réforme et d'organisation progressives qui eût achevé paisiblement, dans toutes ses branches, la transformation naturelle déjà fort avancée de la vieille Société féodale.

Mais le mouvement naturel d'absorption et de résorption, qui pouvait opérer la transformation régulière de la Société ancienne, n'ayant pas été secondé et dirigé avec intelligence par les successeurs d'Henri IV, de Richelieu et de Louis XIV; l'esprit nouveau n'ayant pas été sagement et largement gouverné dans son expansion puissante: l'explosion s'est faite. L'ancien régime a été violemment renversé ; et, sur ses débris, les deux principes se heurtant par leurs faces les plus hostiles dans un choc qui a longtemps fait trembler le sol européen, ont commencé une guerre dont l'issue était décidée d'avance par les lois éternelles qui gouvernent le monde. — Quand le temps est Venu où le passé doit se transformer, si le passé livre bataille à ce qui doit être, il succombe fatalement.

Le cours des événements ayant ainsi dirigé le mouvement contemporain dans la voie de la Protestation violente, de la Révolution et de la Guerre; la Guerre, la Révolution, la Protestation violente ont été longtemps les premières et les capitales manifestations de l'esprit nouveau. Au lieu d'incarner son principe de liberté et de justice dans l'organisation sociale, l'esprit nouveau s'est absorbé presque exclusivement dans sa lutte contre le passé; — à ce point que les générations qui ont clos le dix-huitième Siècle et celles qui ont commencé le dix-neuvième, croyaient fermement que, la Révolution terminée, la Guerre finie, les privilèges de naissance abolis et le principe de l'égalité victorieusement inscrit dans la loi, l'œuvre nouvelle serait achevée de fait, l'Ordre nouveau fondé et établi.

C'était une grave erreur.

L'œuvre d'organisation de l'Ordre Nouveau demeurait tout entière à faire.

Cette œuvre est le problème et la tâche de notre époque ; c'est l'énigme que le génie des Destinées lui donne à résoudre.

§ 4. L'œuvre révolutionnaire est accomplie, l'œuvre démocratique est à peine entamée.

La Révolution, depuis 89 jusqu'à 1830, n'a manifesté le droit nouveau que sous sa face négative et sous sa face abstraite. Elle a renversé les derniers débris de l'Ordre Féodal fondé sur la guerre et sur les privilèges nobiliaires de la naissance; elle a inscrit en tête de la loi le principe démocratique de l'égalité des citoyens; elle a même, il faut le reconnaître, constitué, dans l'ordre politique, le système représentatif, qui, en tant que reposant sur un principe d'élection indépendant de la naissance, est bien l'organisme politique de la Société moderne. Elle a essayé en outre de rendre l'instruction élémentaire plus accessible par des institutions de divers degrés. Mais elle a laissé sans organisation, sans direction et sans règle aucune, l'ordre industriel tout entier. Elle a renversé les jurandes, les maîtrises, les corporations anciennes, qui formaient une organisation illibérale de l'industrie ; mais elle ne les a pas remplacées par une organisation meilleure. Elle a livré au *laissez-faire* le plus absolu, à la concurrence la plus anarchique, à la guerre la plus aveugle, et, par suite, au Monopole des grands capitaux l'Atelier social et économique tout entier, c'est-à-dire tout le domaine de la Production et de la Répartition des richesses.

Or, les individus ne prennent rang dans l'ordre industriel, dans l'ordre social et dans l'ordre politique que par *l'argent, l'instruction* ou la *faveur*. L'instruction et la faveur supposent primitivement l'aisance ou la fortune. La fortune, faute d'une bonne organisation du travail, ne se transmet généralement que par la naissance et les alliances. Il en résulte que, malgré le libéralisme métaphysique du droit nouveau, malgré la destruction légale du droit ancien, du droit aristocratique; malgré l'égalité constitutionnelle des citoyens devant la loi et les fonctions publiques ; malgré l'abolition des privilèges légaux dans le domaine industriel : l'Ordre social actuel n'est encore qu'un Ordre aristocratique, non plus, il est vrai, *de principe et de droit*, mais *de fait*.

Aussi, sauf des exceptions individuelles qui n'infirmement nullement la généralité de la règle, il est socialement vrai aujourd'hui que les générations qui naissent dans la gêne, la pauvreté ou la misère, accomplissent leur vie dans la gêne, la pauvreté ou la misère, qu'elles transmettent cet héritage fatal à leurs descendants; et que ceux-ci, destinés à rester comme elles dans la gêne, la pauvreté ou la misère, y restent comme elles.

Il est également *vrai* que les classes aisées et riches reproduisent les couches aisées et riches des générations suivantes. Seulement, grâce aux chances mauvaises de l'anarchie industrielle actuelle, grâce aux luttes déplorables d'une concurrence sans limite et sans règle, et à la prépondérance croissante des grands Capitaux, un nombre malheureusement très considérable d'individus et de familles des classes aisées, quelquefois même des classes riches, sont exposés à tomber et tombent en effet dans la gêne.

Ainsi, bien que le droit public nouveau ne reconnaisse plus aucune indignité naturelle des personnes ou des classes ; bien qu'il proclame très démocratiquement, au contraire, l'égalité aptitude politique et sociale de tous à tout : les hautes et les moyennes positions politiques, industrielles, financières et commerciales, presque toutes les fonctions publiques, presque toutes les fonctions libérales, n'en sont pas moins monopolisées *de fait* par les familles des hautes classes et des classes moyennes, qui les conservent et se les transmettent ; tandis que les basses positions, les durs travaux, les fonctions pénibles, ingrates, répugnantes, précaires, misérablement rétribués, restent le lot permanent des familles qui composent les classes inférieures.

II est donc vrai de poser que, hormis un nombre relativement très petit d'individus qui sortent des classes inférieures et que des circonstances et des aptitudes tout à fait exceptionnelles font monter sur les échelons supérieurs; hormis un nombre relativement plus grand de membres des classes riches ou aisées que les crises industrielles et sociales précipitent dans la gêne ou la misère, *les classes* se perpétuent par la naissance dans leur état d'infériorité et de supériorité relatives.

Si cela est vrai en fait, il est clair que notre état social, qui est *démocratique en principe et en droit*, est encore, comme nous le disons, *aristocratique de fait*. Constitutionnellement, légalement, abstractivement, il n'y a plus de castes dans la nation. Pratiquement, positivement, réellement, nous vivons toujours sous un régime de castes. Seulement ce n'est plus la loi, le droit, le principe politique, qui posent ces barrières entre les grandes catégories du peuple français, c'est *l'organisation économique, l'organisation sociale* elle-même.

§ 5. Constitution rapide d'une Féodalité nouvelle par la concurrence anarchique. — Servage collectif des travailleurs.

Un phénomène de la plus haute gravité se manifeste aujourd'hui en pleine évidence, même aux yeux les moins attentifs : ce phénomène, c'est le développement rapide et puissant d'une NOUVELLE FEODALITE, de la Féodalité *industrielle et financière*, qui se substitue régulièrement à l'Aristocratie nobiliaire et guerrière de l'ancien Régime, par l'anéantissement ou l'appauvrissement des classes intermédiaires.

Après la grande explosion de 89, après la destruction de l'Ordre politique ancien, après l'anéantissement de la propriété féodale, du système indus-

triel des maîtrises et des jurandes, et la proclamation de la *liberté industrielle et commerciale*, la Société se croyait débarrassée à jamais de toute Aristocratie exclusive et dominatrice.

En calculant ainsi, on avait mal calculé : le résultat le prouve, et la raison d'ailleurs en est facile à saisir; la voici :

Une fois la grande agitation calmée, une fois les nouvelles positions prises, une fois la société rentrée dans un état régulier, il ne restait plus sur le terrain industriel et social que des individus en face les uns des autres, livrés *en toute liberté* à eux-mêmes, à leurs forces propres. Mais les uns étaient pourvus de capitaux, de talents, d'instruction, et occupaient les positions élevées et fortes; les autres, et c'étaient les membres des classes les plus nombreuses, n'avaient ni capitaux, ni instruction, ni talents développés par une éducation antérieure : ils croupissaient relégués aux derniers degrés de l'échelle sociale.

Que pouvait-il résulter, dans un pareil état de choses, de cette liberté industrielle sur laquelle on avait tant compté, de ce fameux principe de la *libre concurrence* que l'on croyait si fortement doué d'un caractère d'organisation démocratique? Il n'en pouvait sortir que l'asservissement général, l'inféodation collective des masses dépourvues de capitaux, d'instruments de travail, d'éducation, d'armes industrielles enfin, à la classe industriellement pourvue et bien armée.

« La lice est ouverte ; tous les individus sont appelés au combat, les conditions sont égales pour tous les combattants. » Fort bien ! on n'oublie qu'une seule chose: c'est que sur ce grand champ de guerre, les uns sont instruits, aguerris, équipés, armés jusqu'aux dents, qu'ils ont en leur possession un grand train d'approvisionnement, de matériel, de munitions et de machines de guerre, qu'ils occupent toutes les positions,—et que les autres, dépouillés, nus, ignorants, affamés, sont obligés, pour vivre au jour le jour et faire vivre leurs femmes et leurs enfants, d'implorer de leurs adversaires eux-mêmes un travail quelconque et un maigre salaire !

La *liberté absolue*, sans organisation, n'est donc autre chose que *l'abandon absolu* des masses désarmées et dépourvues à la discrétion des corps armés et pourvus.

La Civilisation, qui a commencé par la FEODALITE NOBILIAIRE, et dont le développement a affranchi les industriels des servitudes personnelles ou directes, aboutit donc aujourd'hui à la FEODALITE INDUSTRIELLE, qui opère les servitudes collectives ou indirectes des travailleurs.

§ 6. Misère croissante des travailleurs par la dépréciation du salaire; effet de la libre concurrence.

CE qui est vrai, de grande classe à grande classe, de la classe des prolétaires dénués de tout à celle des possesseurs du fonds et des instruments de travail, est également vrai des forts aux faibles dans chaque classe.

Ainsi la libre concurrence de prolétaires à prolétaires, les nécessités de l'existence qui contraignent ceux-ci à trouver chaque matin, aux conditions même les plus dures, du travail et *un maître*, les conduisent forcément à mettre leurs bras au rabais. De telle sorte que, quand les travailleurs abondent, et c'est le cas général, la libre concurrence entre ces malheureux les poussant à offrir leurs bras au plus bas prix possible, le taux de la journée tend à tomber partout à la dernière limite des nécessités extrêmes de l'existence : ce qui aggrave surtout la position du prolétaire chargé de famille. La concurrence des maîtres entre eux force d'ailleurs chacun de ceux-ci, *quelle que puisse être son humanité*, à n'accorder que les salaires les plus exigus; car un chef de maison ne saurait, sans courir à une perte certaine, payer à ses ouvriers des salaires plus élevés que ses concurrents. — Ainsi, le Mécanisme odieux de la libre concurrence sans garanties, brise toutes les lois de la justice et de l'humanité. Il suffit que le salaire des ouvriers dans une branche tombe sur un seul point pour que les maîtres soient forcément conduits à imposer bientôt la même diminution sur tous les autres points dans la même branche. Le salaire décroissant, les prix décroissent, se nivellent; et les maîtres se retrouvent bientôt dans les

mêmes conditions réciproques, sans faire plus de bénéfice qu'auparavant. Seulement le sort des masses a empiré...

La libre concurrence, c'est-à-dire la concurrence anarchique et sans organisation, a donc cet inhumain, cet exécrable caractère, qu'elle est partout et toujours *dépréciative du salaire*. — Après avoir plongé les classes ouvrières en masse dans le gouffre de la misère, elle les y enfonce sous un poids toujours plus lourd! — En Irlande, en Angleterre, en Belgique, en France, partout où règne la libre concurrence, où rien n'arrête l'essor désordonné d'un industrialisme sans frein, le sort des classes ouvrières devient nécessairement plus misérable et plus abject ; et ce n'est pas seulement contre elles-mêmes que ces classes ont à lutter, c'est contre des machines qui ne dépensent plus que quelques centimes par force d'homme !

§ 7. Réduction des classes moyennes ; dangers qui les menacent par la suprématie de l'aristocratie d'argent.

CE n'est pas tout : des phénomènes analogues se passent dans la classe des possesseurs du fond et des instruments de travail. Les forts y dominent tout aussi fatalement, y égorgent tout aussi impitoyablement les faibles. Et si les premiers résultats de cette lutte à conditions aussi monstrueusement inégales, qu'on décore du nom de liberté industrielle, est la réduction immédiate des masses prolétaires en Servage collectif; le second résultat, tout aussi forcé que le précédent, c'est l'écrasement progressif de la petite et de la moyenne propriété, de la petite et de la moyenne industrie, du petit et du moyen commerce, sous le poids de la grande propriété, sous les roues colossales de la grande industrie et du grand commerce.

Dans quelque branche que ce soit, en effet, les grands capitaux, les grandes entreprises font la loi aux petites. La vapeur, les machines, les grandes manufactures, ont eu facilement raison, partout où elles se sont présentées, des petits et des moyens ateliers. A leur approche les anciens métiers et les artisans ont disparu pour ne plus laisser que des fabriques et des prolétaires. De plus, on voit surgir, presque à chaque instant, une découverte inattendue, qui, renouvelant brusquement toute une branche de la production, porte la perturbation dans les établissements. Après avoir cassé les bras des ouvriers, jeté sur le pavé des masses d'hommes remplacés tout à coup par des machines, elle écrase les maîtres à leur tour. D'un bout de la France à l'autre, d'ailleurs, la petite et la moyenne propriété agricole, grevées d'hypothèques ruineuses, dévorées par l'usure, gémissent sous l'oppression du Capital qui les exploite toutes deux et pompe, au moyen du prêt, de la manière la plus commode et sans se donner aucun soin d'exploitation ni de fermage, le plus clair des revenus que le dur travail de vingt-cinq millions de laboureurs tire annuellement du sol.

Enfin, qui résiste aux crises, qui en profite, qui rachète à vil prix les établissements péniblement créés par de longs efforts ? Qui gagne par la disette comme par l'abondance ? Qui fait de magnifiques coups de filets dans les plus grands désastres ? Qui s'empare de toutes les positions, de toutes les lignes stratégiques, de toutes les bases d'opération du commerce et de l'industrie ? Qui envahit tout, qui devient maître de tout, sinon la haute spéculation, la haute banque, et, en toute branche, les gros Capitaux ?

Oui, il est temps pour les classes moyennes, déjà fort entamées, d'y prendre garde. L'Argent envahit tout ; la puissance des gros Capitaux s'accroît incessamment : ils attirent et absorbent, dans tous les ordres, les petits capitaux et les moyennes fortunes.

§ 8. Division de la société en deux classes : un petit nombre possédant tout, le grand nombre dépouillé de tout.

Ainsi, malgré le principe abstractivement démocratique de la liberté industrielle, ou plutôt par l'effet de cette liberté, *fausse et illusoire* comme toute liberté simple et non organisée, les capitaux gravitant sans contrepoids sur les capitaux, proportionnellement aux masses, viennent se concentrer dans les mains des plus forts détenteurs ; et la Société tend à se diviser de plus en plus distinctement en deux grandes classes : Un petit nombre possédant tout ou presque tout, maître absolu de tout dans le domaine de la

propriété, du commerce et de l'industrie ; et le grand nombre ne possédant rien, vivant dans une dépendance collective absolue des détenteurs du capital et des instruments de travail, obligé de louer pour un salaire précaire et toujours décroissant, ses bras, ses talents et ses forces aux Seigneurs Féodaux de la Société moderne.

Ce tableau de l'état social actuel, cette description du mouvement qui nous emporte rapidement vers la constitution régulière de la Féodalité nouvelle, n'a plus rien de prophétique C'est de l'histoire contemporaine. Que l'on ergote, si l'on veut, sur tel ou tel terme d'une exposition générale et nécessairement sommaire : il n'en reste pas moins vrai que la Société marche à grands pas à la constitution d'une Aristocratie aussi lourde qu'ignoble; que nous y sommes, que nous l'avons atteinte; qu'elle nous enlace et nous serre; qu'elle pèse sur le peuple, et qu'elle dompte, réduit et asservit chaque jour, individu par individu et commerce par commerce, les classes intermédiaires elles-mêmes.

Et ce phénomène n'est pas particulier à la France : c'est un phénomène social qui caractérise la Civilisation moderne. Il se développe avec d'autant plus d'énergie dans chaque État que l'industrialisme civilisé, y atteint un degré plus avancé. Il suit pas à pas la marche du système commercial, manufacturier, et l'invasion des machines. Notre industrialisme à libre concurrence est un Mécanisme colossal d'une énorme puissance, qui pompe incessamment les richesses nationales pour les concentrer dans les grands réservoirs de l'Aristocratie nouvelle, et qui fabrique des Régions faméliques de pauvres et de prolétaires. La Grande-Bretagne présente au plus haut degré ce phénomène de la concentration des capitaux entre les mains d'une Aristocratie peu nombreuse, de l'amoindrissement des classes moyennes, de la quasi annihilation politique et sociale de la Bourgeoisie, d'un Prolétariat et d'un Paupérisme envahissants. La France et la Belgique, les deux pays qui suivent de plus près l'Angleterre dans la voie de ce faux industrialisme, sont aussi les pays où s'organise le plus rapidement la Féodalité nouvelle.

Enfin, l'Allemagne, profondément effrayée du spectacle que lui présentent l'Angleterre et la France, hésite en ce moment à provoquer chez elle des progrès matériels dont les consécutifs sociaux sont aussi redoutables.

§ 9. Inféodation du gouvernement à l'aristocratie nouvelle.

VEUT-ON savoir jusqu'à quel point cette Féodalité funeste est déjà enracinée dans le sol et prépondérante dans le mouvement politique et social? Sans rappeler que c'est à une grande manœuvre d'accaparement, qui retarda de six semaines et fit manquer la campagne de Russie, qu'est due la chute de l'Empire, n'avons-nous pas vu, cette année même, le Gouvernement subir la loi des Compagnies féodales des canaux, qui tiennent dans leurs mains les clefs du commerce de nos plus riches provinces, fixent et perçoivent à leur volonté les péages sur nos voies de communication, comme les Seigneurs aux manoirs crénelés du moyen-âge dans leurs comtés et leurs baronnies, et se rient des impuissantes lamentations du Gouvernement central ? N'avons-nous pas vu ce même Gouvernement, qui déplorait cette domination des Compagnies féodales et qui se disposait à demander au pays des millions par vingtaine pour leur faire lâcher cette proie, laisser soutenir et accepter honteusement lui-même, au profit des grands Vassaux tout-puissants de la Banque, son incapacité prétendue dans la question de l'exécution et de l'exploitation des chemins de fer ; tandis que le petit Gouvernement de Belgique a couvert en quelques années son sol de railways, qu'il administre fort bien et fort démocratiquement sous nos yeux? Enfin, et c'est ici le comble, quand le Roi des Français, animé par une grande pensée, a voulu réaliser l'union franco belge, n'avons-nous pas vu les deux Gouvernements, les deux Nations, les deux Rois, arrêtés par l'insolente résistance de quelques grands propriétaires industriels? Les deux Gouvernements, les deux Nations, les deux Rois, n'ont-ils pas subi la volonté de ces Vassaux tout puissants ? A-t-il fallu plus de huit jours pour imposer aux dépositaires de la Souveraineté nationale la volonté suzeraine de ces Seigneurs d'un nouveau genre? Après cet exemple, n'est-il pas évi-

dent que ce ne sont plus ni le Roi, ni les Ministres, ni la Nation qui gouvernent, mais déjà la Féodalité industrielle et financière.¹ ?

§ 10. Les révolutions sociales.

Qu'on ne s'y trompe pas : une pareille situation, si elle se prolonge et se développe, est pleine de périls. Le peuple, en France, ne se laissera point acculer aux extrémités où se sont laissé pousser les populations ouvrières des villes et des campagnes de l'Irlande et de l'Angleterre. La Bourgeoisie française ne se laissera pas impunément tondre et dépouiller de ses propriétés, de son influence politique et rejeter au Prolétariat. Le Monopole universel ne peut, au siècle où nous vivons, passer entre les mains d'une classe peu nombreuse, sans amasser bientôt sur cette classe les haines les plus formidables. Déjà, chez les chartistes de l'Angleterre, où la féodalité pour diverses causes faciles à déduire est plus avancée que chez nous, ces haines sociales, précurseurs des révolutions dont la propriété est l'enjeu, ont atteint une effrayante intensité. Avant que nos classes ouvrières arrivassent à ce degré de réaction et d'animosité, il y aurait eu chez nous dix révolutions.

Que deviendrait la Civilisation, que deviendraient les Gouvernements, et que deviendraient les hautes classes, si la Féodalité industrielle, s'étendant sur toute l'Europe, le grand cri de guerre sociale, *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*, y soulevait à un jour donné toutes les innombrables légions de l'Esclavage Moderne?

Eh bien ! il est certain que si la sagesse des Gouvernements, si la Bourgeoisie intelligente et libérale, et si la Science enfin n'avisent, il est certain que le mouvement qui emporte les Sociétés européennes va droit aux révolutions sociales, et que nous marchons à une Jacquerie européenne.

Voilà ce que certains conservateurs entêtés, ex-libéraux repus et trembleurs, ne veulent pas que l'on dise et prédise. Ils s'indignent qu'on n'ait pas l'attention délicate de leur épargner des vérités qui troublent la quiétude de leur sommeil inintelligent de consommateurs égoïstes. Ces révolutionnaires d'hier, aujourd'hui gorgés et satisfaits, estiment qu'il suffirait de ne point parler des douleurs du peuple, des misères de l'esclavage, des haines prolétaires, des envahissements parallèles de la Féodalité industrielle et du Paupérisme, pour que toutes les tempêtes de l'avenir fussent conjurées et que tout fût au mieux dans le monde où ces messieurs digèrent. « Prêchez aux ouvriers » disent ces gens sans prévoyance et sans cœur, tous athées, « la religion qui console. Ils sont moins bien que nous, c'est vrai -, mais il est impossible d'améliorer leur sort. »

Eh bien ! Les classes populaires n'acceptent pas, et elles ont raison, qu'elles doivent être à jamais des denrées dont le prix augmente ou diminue suivant le cours de la matière prolétaire sur le marché industriel. Elles veulent que la Société leur donne des garanties de vie et de travail ; elles commencent à comprendre que le *droit au Travail* n'est pas un droit moins sacré que le *droit de Propriété*. Par malheur même, le grand déni de justice dont elles sont victimes les rendant injustes à leur tour, voilà que dans les trois États les plus avancés en civilisation, l'Angleterre, la France et l'Allemagne, elles commencent à mettre en question le droit de Propriété et à le nier !

Quels sont donc aujourd'hui les vrais conservateurs, les conservateurs intelligents et prévoyants, de ceux qui demandent que les Pouvoirs politiques et sociaux s'éclaircissent sur l'état des choses, pour y porter remède, pour donner satisfaction légitime aux droits et aux intérêts méconnus, et permettre ainsi à la Société un développement plein de sécurité ; — ou de ceux qui, repus, satisfaits de leur propre sort, et ne se sentant pas le courage de sonder les misères profondes du corps social, sont d'avis qu'il ne

¹ (Note de Considerant) Que de faits nouveaux, depuis l'époque où ces lignes ont été écrites (août 1843), sont venus ajouter de déplorables preuves à la réalité de cette grande féodation politique et sociale de la France et des autres nations civilisées à l'aristocratie nouvelle ?

faut pas s'en occuper, et laissent ainsi se former une tempête qui peut tout bouleverser?

Depuis quand guérit-on les grandes maladies en les tenant secrètes? Depuis quand remédie-t-on aux plaies et aux ulcères en jetant sur eux un voile, en détournant la tête, en refusant de les voir et de les sonder?

§ 11. L'Enfer social. Nécessité absolue d'une solution.

Il est avéré que notre régime de libre concurrence, réclamé par une Économie politique ignorante, et décrété pour abolir les monopoles, n'aboutit qu'à l'organisation générale des grands monopoles en toute branche; que la libre concurrence se montre sur tous les points dépréciative du salaire; qu'elle ne réalise qu'une guerre permanente des bras, des machines et des capitaux les uns contre les autres, guerre où les faibles succombent fatalement; qu'elle rend endémiques dans le système industriel et commercial les faillites, les banqueroutes, les engorgements et les crises; qu'elle jonche incessamment le sol de débris et de ruines; enfin, que les basses classes et les classes moyennes n'obtiennent pour prix d'un labeur excessif qu'une existence gênée ou misérable, toujours précaire, pleine de soucis et de douleurs.

Il est établi par les documents les plus authentiques² que tandis qu'un petit nombre de riches deviennent plus riches, le sort des classes moyennes et industrieuses empire sans cesse. Notre régime industriel est donc un véritable *Enfer* : il réalise, sur une échelle immense, les conceptions les plus cruelles des mythes de l'antiquité. Nos masses, dénuées et pauvres, plongées dans les flots du grand luxe des capitales, contemplant à chaque pas dans les offices des changeurs les billets de banque et l'or à pleines sables; voyant dans les nombreux magasins les vêtements les plus confortables, les plus riches étoffes, les comestibles les plus substantiels; éclaboussées par les brillants équipages; excitées par les bruits et les chants qui sortent des théâtres; agacées par l'aspect de toutes les jouissances qui leur sont interdites, n'offrent-elles pas une immense réalisation humaine du supplice de ce Tantale, tourmenté par une faim et une soif éternelles au milieu des fruits et des eaux trompeuses qui fuient sans cesse ses lèvres desséchées? Pense-t-on que le supplice de Sisyphe, condamné à élever au sommet d'une montagne un lourd rocher qui retombe sans cesse, soit plus cruel que celui de tous ces malheureux pères de famille qui travaillent avec acharnement, leur vie durant, à amasser quelque bien pour leurs vieux jours et pour leurs enfants, et qui parviennent à peine à *joindre les deux bouts*, ou dont les établissements créés avec tant de peine, tombent sous le feu d'une concurrence écrasante, ou croulent subitement sous les coups de la banqueroute et des crises qui ravagent périodiquement l'industrie? Enfin, les cinquante Danaïdes, versant sans cesse dans des tonneaux sans fond des flots qui sans cesse s'échappent, ne symbolisent-elles pas fidèlement l'implacable sort des basses classes et des classes moyennes, condamnées à tirer du sein de la terre et des ateliers de la production, par un travail sans relâche, des flots toujours nouveaux de richesse, qui s'écoulent toujours entre leurs mains et vont fatalement s'accumuler dans les vastes réservoirs de l'Aristocratie d'argent?

Notre régime industriel, fondé sur la concurrence sans garanties et sans organisation, n'est donc qu'un Enfer social, une vaste réalisation de tous les tourments et de tous les supplices de l'antique Ténare. Il y a une différence pourtant : les victimes du Ténare étaient des coupables; et dans l'enfer mythologique il y avait des juges...

² (note de Considerant) Il résulte de documents statistiques recueillis et publiés récemment par M. Porter, chef du bureau de statistique de Londres, que la consommation des classes pauvres va de jour en jour en diminuant dans la Grande-Bretagne. Ces documents nous apprennent, entre autres faits remarquables, qu'en 1824 on avait vendu au marché de Smithfield, qui est le marché d'approvisionnement de la ville de Londres, 163.000 bœufs et plus de 1.300 moulons, tandis qu'en 1841, malgré le considérable accroissement de la population depuis 1824, on a vendu dans ce même marché 166.000 bœufs et 1.300 moutons seulement; ce qui conduit M. Porter à établir que, proportionnellement à la population, Londres a consommé beaucoup moins de viande en 1841 qu'en 1824, près d'un quart en moins.

Et c'est un pareil état de choses que l'on veut faire accepter aux intelligences contemporaines et aux masses comme l'organisation normale, comme le *nec plus ultra* de la forme sociale, comme le mode le plus parlant et le plus juste de l'exercice de l'industrie, et de l'économie de la propriété. C'est impossible ! Et nous ne cesserons de le crier jusqu'à ce que tous le reconnaissent : Vouloir immobiliser la Société dans cette forme, vouloir contraindre l'Humanité à faire halte dans cet Enfer social, c'est provoquer infailliblement des révolutions épouvantables. A nous donc les Conservateurs intelligents et prévoyants! A nous les hommes éclairés des classes supérieures et des classes moyennes, les hommes de cœur de toutes les classes! Notre Société, tourmentée déjà par cinquante années de révolutions, et dérivant rapidement en pleine Féodalité, est dans un état de crise qui appelle de sérieuses études et de prompts remèdes, si l'on veut conjurer les tempêtes!

Il est évident que nos hommes politiques, qui ne s'occupent pas des problèmes d'organisation, et toute la vieille presse politique, qui ne s'occupe que d'intrigues parlementaires, ne sont pas à la question de l'époque et radotent. La question de l'époque est avant tout sociale ; elle est avant tout de nature économique et industrielle, et c'est sur le terrain social où le grand mouvement des faits et des idées emporte les esprits, qu'il faut aujourd'hui diriger les recherches et prodiguer les enseignements et les lumières.

II. — LES DEUX SOLUTIONS DU PROBLEME SOCIAL.

§ 1. La Communauté des biens : — principe ou moyen révolutionnaire.

EN face de cet état de choses, de cette redoutable question sociale, deux principes de solution, deux idées, deux moyens pouvaient être et sont proposés.

L'un de ces moyens, moyen violent, spoliateur, révolutionnaire, et, de plus, illusoire, consiste à attaquer la Propriété individuelle elle-même dans son principe, à la nier dans son droit, à dépouiller par la force, par la loi, les riches au profit des pauvres, les propriétaires au profit des prolétaires, à décréter enfin l'égalité des conditions et la Communauté des biens.

Cette idée, que l'influence des développements rapides du Prolétariat, du Paupérisme et de la nouvelle Féodalité a fait éclore au sein d'une Société encore toute pénétrée du fluide révolutionnaire, se propage depuis quelques années parmi les populations ouvrières, surtout dans les grands foyers industriels, en France, en Angleterre, et même en Belgique, en Suisse et en Allemagne. Elle séduit et échauffe les masses. Elle a pour elle l'immense avantage d'une grande simplicité. « *Plus de propriété, plus de propriétaires ! Plus d'exploitation de l'homme par l'homme ! Plus d'héritage! La terre à tous!* » Ces formules sont très simples et très intelligibles aux masses faméliques et dépouillées, auxquelles elles ne pourront paraître d'ailleurs que parfaitement justes, tant que la Société leur dénierait le Droit au Travail, — plus sacré encore que le Droit de Propriété qui en dérive.

Cette solution, négative et révolutionnaire dans son essence, n'est qu'une réaction exclusive et violente, comme toutes les grandes réactions, contre l'envahissement social et la domination tyrannique du Capital. Le Communisme ne naîtrait jamais dans un état de choses où l'argent et la propriété, jouissant de tous leurs droits légitimes, n'exerceraient pas une prépondérance exclusive. Ces doctrines d'abolition de la propriété sont donc des protestations contre la Féodalité industrielle, protestations liées aux développements de celle-ci, et qui ne peuvent que croître en intensité jusqu'à explosion, à mesure que croît la pression sociale, — ou plutôt anti-sociale — de l'argent sur les masses.

Ces phénomènes ne sont plus seulement des prévisions de la Science, qu'il soit permis aux ignorants de traiter avec légèreté ou de nier. Ce sont des faits en cours d'accomplissement. Le Chartisme, le Communisme et les

doctrines saint-simoniennes sur l'illégitimité de l'héritage marchent à grands pas en Europe.

§ 2. La situation actuelle et 89 ; la Bourgeoisie et les Prolétaires.

Sur la fin de l'ancien Régime, un grand courant d'idées philosophiques et politiques, ardentes, et fort peu compatibles avec ce régime et ses privilèges, emportait la Bourgeoisie. La Noblesse y prenait peu garde ou en riait ; pour elle, la politique et les idées sociales des bourgeois n'étaient pas choses sérieuses. On dansait encore très gaiement à la cour de Louis XVI la veille de la prise de la Bastille. — Aujourd'hui, l'Aristocratie doctrinaire qui nous gouverne, plus *infatuée* d'elle-même et de sa prétendue raison, plus *dédaigneuse du peuple*, de ses idées et de ses droits que la vieille Noblesse française avant 89, ne sait pas seulement qu'il se forme au-dessous d'elle, dans les couches prolétaires, un formidable courant d'idées et de doctrines. Elle reste totalement étrangère à ce mouvement profond ; et sur nos quatre cents députés, il n'y en a pas vingt, peut-être, qui sachent que le Peuple aujourd'hui lit plus que l'Aristocratie financière, et que ce qu'il lit par centaines de mille, ce sont des ouvrages, des brochures et des pamphlets où s'agitent, sous toutes leurs faces, les plus graves et les plus terribles questions sociales.

Il y a parité parfaite entre les deux situations et les deux époques : même dédain pour les questions les plus urgentes ; même ignorance du mouvement inférieur et de sa puissance ; même aveuglement ! Heureusement les rangs de la Bourgeoisie sont nombreux, et les intelligences s'y éveillent : le sentiment des misères matérielles et morales des classes ouvrières et de la nécessité d'y porter remède, s'y fait jour ; la charité sociale les pénètre et les chauffe ; et les classes bourgeoises commencent d'ailleurs à voir qu'elles ne sont pas moins intéressées que les prolétaires à l'introduction des garanties dans l'ordre industriel et à la résistance aux envahissements de l'Aristocratie financière. L'opposition qui a commencé à se manifester, sur les bancs de la Chambre des Députés, contre cette Aristocratie représentée par les hautes et puissantes Compagnies des canaux et des chemins de fer, témoigne d'un salutaire éveil de l'opinion des représentants de la Bourgeoisie française. La lumière se fera-t-elle à temps ?

§ 3. L'Association volontaire : — principe ou moyen pacificateur.

Nous avons dit qu'on ne peut songer à échapper à la nouvelle constitution de la Féodalité que par deux moyens. Le premier, c'est le partage ou la communauté des biens : procédé purement négatif et révolutionnaire, anti-social en lui-même, illusoire d'ailleurs, et dont nous combattons les doctrines en temps et lieu. Ce système heureusement n'est pas la seule issue.

Nous avons montré que le Capital et le Travail sont en guerre flagrante. L'atelier de la production, de la distribution et de la répartition des richesses n'est qu'un champ de bataille éternel. Maître des instruments de Travail, le Capital fait nécessairement la loi au Travail. Les capitaux luttent d'ailleurs entre eux ; les gros écrasent et absorbent fatalement les petits. Les gros capitaux, se concentrant dans les familles aristocratiques et multipliant leur puissance par le système des grandes Compagnies actionnaires, deviennent de plus en plus prépondérants. Enfin le développement même de cette prépondérance, et l'impossibilité de la résistance des masses sur le terrain de la liberté industrielle, provoqueront nécessairement, tôt ou tard, une lutte révolutionnaire sur le terrain social. Les classes incessamment et fatalement vaincues dans la sphère économique en appelleront tôt ou tard d'une liberté et d'une égalité dérisoires à une égalité brutalement effective, à un partage. Et quand on fait une révolution pour partager, et que l'on est vainqueur, on ne partage pas, on chasse les vaincus et on prend tout. C'est ce que la Bourgeoisie a fait à l'ancienne Noblesse et au Clergé.

Or, puisque les conséquences de la guerre du Travail et des Capitaux, sur le terrain de la libre concurrence, amènent fatalement ou l'écrasement du travail et des petits et moyens capitaux par les capitaux féodaux, ou l'écrasement de la propriété et du capital par l'insurrection des travailleurs,

il n'y a qu'un seul moyen de conjurer ces deux inévitables conséquences de la lutte: C'EST DE FAIRE CESSER LA LUTTE. Et si, comme c'est le cas le plus général, l'état de paix est beaucoup plus favorable aux intérêts respectifs des parties belligérantes que le prolongement de la guerre ne saurait l'être aux vainqueurs eux-mêmes, il est évident qu'il faut se hâter de chercher les conditions de cette paix qui pourra et devra être signée d'un consentement commun par les parties adverses.

Il est un principe qui a puissance de changer, sur le terrain industriel, la concurrence en accord, la divergence en convergence, la lutte en coopération. C'est L'ASSOCIATION.

Quand deux entreprises rivales se fondent en une seule par un *traité de société*; quand des capitaux, qui se combattaient, se réunissent dans une grande Compagnie actionnaire, ce sont des intérêts hostiles qui signent un traité de paix et se développent désormais en pleine conciliation convergente.

Mais pourquoi s'en tenir à l'Association des capitaux ? pourquoi ne pas demander à ce principe d'accord, d'union, d'harmonie, l'accord, l'union, l'harmonie du Capital et du Travail? Pourquoi ne pas rechercher et déterminer les conditions pratiques du contrat d'union du Capital et du Travail dans l'atelier social tout entier?

§ 4. Accroissement énorme de la richesse sociale par l'Association.

Le Capital, le Travail et le Talent sont les trois éléments de la production, les trois sources de la richesse, les trois rouages du mécanisme industriel, les trois grands moyens primitifs du développement social. Supposez par la pensée l'atelier social organisé sur la base de l'Association, les trois éléments de la production sagement combinés dans l'économie industrielle, les trois rouages du mécanisme harmonieusement engrenés. A la lutte anarchique d'une concurrence aveugle, à la guerre des capitaux contre les capitaux, du travail contre le capital, des industries contre les industries ; au désordre général, au choc de toutes les forces productives, à la déperdition des valeurs engagées dans mille mouvements contraires, se substituent la plus puissante combinaison productive, l'aménagement et l'utile emploi de toutes les forces ! La richesse, coulant à pleins bords des sources élargies et multipliées de la Production, se distribue régulièrement et hiérarchiquement au sein des populations, arrose et fertilise toutes les parties du sol national. Le Travail prend sa part légitime de l'accroissement des richesses en proportion de son concours ; les classes dénuées et faméliques s'élèvent à l'aisance; les prolétaires deviennent consommateurs et ouvrent à la production de grands marchés intérieurs dont les demandes s'accroissent sans cesse.

§ 5. Cercle vicieux ; rapport des salaires et des débouchés ; engorgement de l'industrie par la misère des travailleurs.

LES nations industrielles cherchent à grands efforts des débouchés extérieurs à leurs fabrications. L'Angleterre, tourmentée d'une pléthore sous laquelle elle respire à peine, fait des efforts surhumains pour verser le trop-plein de ses fabriques sur toutes les plages. Elle s'ouvre à coups de canon les portes du vieil empire de la Chine. Elle parcourt incessamment et à main armée le globe, demandant partout des consommateurs...et, à côté d'elle en Irlande, et dans son propre sein depuis la Cornouailles jusqu'au Sutherland, et dans ses immenses possessions de l'ancien et du nouveau monde, d'innombrables masses de travailleurs dépérissent et meurent ou se révoltent, parce que les absurdes rigueurs du régime de la concurrence ne leur permettent pas de consommer le plus strict nécessaire!

Quoi! Les nations les plus civilisées s'affaissent sous le poids mortel d'une production trop abondante; et dans leur sein même les légions ouvrières s'étiolent faute de pouvoir, par les conditions du salaire, participer à la consommation de cette production exubérante! N'est-il pas aussi absurde qu'inhumain, ce régime industriel qui menace ruine *faute de consommateurs*, et qui rétribue si misérablement le Travail, qu'il obstrue et se ferme

à lui-même, sur tous les marchés, les canaux les plus larges de la consommation ?

Poussez ce cruel et stupide système aux conséquences extrêmes vers lesquelles il tend : supposez que cet industrialisme parvienne à remplacer, en toutes fonctions, le bras de l'homme par les machines, et, de réductions en réductions, arrive à l'anéantissement des salaires ! Vous réalisez l'idéal des économistes, la production au *plus bas prix possible*, et en même temps la victoire absolue du Capital sur le Travail. Mais que deviennent vos immenses produits? Où se placent-ils? Qui les consomme? Et si les populations consentent à mourir de faim paisiblement et légalement, en respectant ce que vous appelez l'ordre et le droit sacré de la propriété, ne verrez-vous pas votre mécanisme producteur crouler sur lui-même et vous écraser sous ses ruines ?

Que si au contraire vous supposez une organisation de l'industrie rationnelle, équitable, chrétienne; qui rétribue le travail avec charité, avec justice, avec libéralité; qui tienne compte des droits du Travail aussi sacrés pour le moins que ceux de la Propriété; qui donne au Travail et au Talent comme au Capital la part qui leur revient légitimement dans l'œuvre de la Production des richesses ; ne voyez-vous pas que l'aisance et le bien-être se répandent dans toutes les classes ; que vos grands marchés nationaux qui s'obstruaient, s'élargissent ; que vos débouchés qui diminuaient, s'agrandissent ; et que les bénéfices légitimes du Capital s'accroissent incessamment par cela même que ceux du Travail et du Talent augmentent dans une proportion correspondante?

§ 6. Intérêt commun des trois classes.

Il n'y a donc pas, constatons-le, d'antinomie radicale dans la nature des choses ; il n'y a pas de contradiction et de guerre nécessaire entre les principes et les éléments de la Production. Les luttes acharnées des capitaux contre les capitaux, du capital contre le travail et contre le talent, des industries entre elles, des maîtres contre les ouvriers, des ouvriers contre les maîtres, de chacun contre tous et de tous contre chacun, ne sont point des conditions fatalement attachées à la vie de l'humanité. Elles ne tiennent qu'au Mécanisme actuel de l'industrie, au système de la Concurrence anarchique et désordonnée, de cette liberté sans organisation que nous ont vantés, avec un si triste succès, les écoles fondées par les économistes de l'Angleterre. Il est évidemment possible d'accroître considérablement la richesse publique par une sage organisation de l'atelier social, par une application progressive du principe de l'Association, et de rétribuer abondamment le travail des masses, sans rien prendre à ceux qui possèdent.

Qu'on ne parle donc plus de la liberté industrielle, telle qu'elle a été comprise et réalisée de nos jours ; sinon pour la condamner et la maudire ! Qu'on ne parle plus de l'antagonisme fondamental du travail et du talent, sinon pour constater que cet antagonisme résulte d'un mécanisme funeste sous tous les points de vue : funeste au développement de la production par le resserrement de la consommation ; funeste aux classes supérieures par les crises et les réactions désastreuses qu'il provoquerait sans aucun doute ; funeste aux classes inférieures enfin, par les misères croissantes dont il les accable et qui jetteraient forcément ces classes dans la voie des protestations sanglantes ! Qu'on ne parle plus d'abolition de la propriété, de partage ou de communauté des biens, de brisement des machines et de vandalisme social ! Mais que l'on parle d'organiser les intérêts et les droits des travailleurs; d'introduire l'ordre, la justice et la vraie liberté dans l'atelier industriel, dans le régime de la production, de la distribution et de la répartition des richesses ; d'y unir les intérêts des possesseurs et des prolétaires, des soldats et des chefs; qu'on parle de faire travailler les machines POUR les *capitalistes* ET POUR le *peuple* et non plus POUR les *capitalistes* CONTRE le *peuple* ! Qu'on parle enfin d'organiser l'Association des classes dans l'Unité nationale, et l'Association des nations dans l'Humanité ! — Voilà les voies du salut des Etats et des Sociétés modernes; voilà les problèmes dignes d'absorber aujourd'hui toutes les intelligences sérieuses, tous les esprits perméables à la lumière, tous les cœurs où vivent encore ces grands principes, ces nobles sentiments de patrie, de liberté, de fraternité chrétienne, qui brûlaient les cœurs de nos pères.

Résumé de la première partie.

RESUMONS ce que nous avons établi :

Le Droit se substitue graduellement à la Force, l'Industrie détrône la Guerre, et l'intelligence contemporaine reconnaît déjà complètement, en système abstrait, le principe de l'égalité et de l'unité des droits de tous, le principe démocratique.

Le droit nouveau, le droit démocratique, le droit chrétien de l'égalité et de l'unité humaine, proclamé à la face du monde par la Révolution française et victorieusement défendu par la France contre le droit aristocratique féodal et barbare, est inscrit en tête de la loi. C'est une conquête impérissable.

La réalisation du droit démocratique, du droit chrétien, du droit de tous à tout, n'avant été conçue et appliquée que dans une simple proclamation de liberté et d'égalité complètement illusoires, la guerre industrielle s'est substituée à la guerre militaire.

La guerre industrielle a, comme la guerre militaire, ses vainqueurs et ses vaincus. La Féodalité industrielle se constitue, comme la Féodalité militaire, par le triomphe fatal et la suprématie permanente des forts sur les faibles. Le Prolétariat est le Servage moderne. Une Aristocratie nouvelle, dont les titres sont des billets de banque et des *Actions*, pèse d'un poids de plus en plus lourd sur la Bourgeoisie elle-même, et domine déjà le gouvernement.

Un pareil état de choses, contraire à tous les droits de l'humanité, à tous les principes de l'esprit social contemporain, ne saurait se développer sans provoquer des révolutions nouvelles, des révolutions non plus politiques, mais sociales et dirigées contre la propriété elle-même, aux cris: *Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! La terre aux travailleurs !*

Pour conjurer ces Révolutions nouvelles, il n'existe qu'un seul moyen : c'est la reconnaissance sérieuse du droit au Travail, et l'Organisation de l'Industrie sur la base de la triple Association du capital, du travail et du talent.

Cette organisation est la tâche de la Démocratie moderne.

B. Deuxième partie : ÉTAT DE L'OPINION.

ÉTUDE DES GRANDES DIVISIONS DE LA DÉMOCRATIE MODERNE.

§ 1. Universalité de l'esprit démocratique en France ; le parti légitimiste se démocratise.

L'ÉTAT des choses, les besoins profonds de l'époque, les problèmes à résoudre et le principe de la solution pacifique et organisatrice étant connus, il nous sera facile de constater l'état des esprits, de faire connaître la nature et la valeur des diverses catégories de la grande opinion démocratique, et de déterminer le rôle de celle que nous représentons.

Prenons tout d'abord acte d'un fait : c'est que notre époque, comme notre constitution, est démocratique ; en d'autres termes, que le mot de *Démocratie* est destiné à représenter et à embrasser dans ce temps-ci les sentiments, les principes et les droits, aujourd'hui universellement acceptés *en théorie*, pour le triomphe desquels nos pères ont affronté les horreurs de la première Révolution.

Depuis quelques années surtout, depuis que l'émeute ne jette plus le tumulte dans les cités, que le parti révolutionnaire a été vaincu dans ses expressions les plus brutales, que le calme laisse reprendre aux idées l'empire qui leur est dû, le mot de Démocratie se revêt rapidement de la signification large, générale et compréhensive qu'il est destiné à recevoir en devenant l'expression de la pensée fondamentale du siècle.

La doctrine anti-démocratique de l'inégalité des races, le dogme des privilèges légaux, l'esprit de l'ancien Régime, en un mot, a disparu. Le parti légitimiste lui-même, à l'heure qu'il est, professe (et en général professe franchement, nous en sommes convaincus) les principes libéraux et démocratiques. Il abandonne et condamne tous les abus et tous les privilèges de l'ancien Régime. Un *Mémoire*, publié par le comité supérieur de ce parti, s'est exprimé sur les principes de la manière la plus formelle. Et si la Presse royaliste n'approuve pas tout entière ce *Mémoire*, ce n'est pas parce qu'il est trop imbu des idées libérales de notre siècle, parce qu'il rend hommage aux droits de la nation, au régime représentatif, au principe de l'égalité des citoyens dans l'État, et qu'il constate l'abandon des vieilles idées du droit féodal et du droit divin. Au contraire : certains organes de ce parti ont censuré vivement le *Mémoire*, parce qu'ils ne le trouvent pas assez démocratique. — Les partis les plus attachés au passé ont beau faire; ils sont toujours de leur époque, et le grand courant des idées du temps les emporte malgré eux. Henri V, par impossible, reviendrait aux Tuileries, que nous ne craindrions ni pour les droits de la nation, ni pour les libertés publiques, ni pour le régime représentatif dont son gouvernement élargirait désormais la sphère plutôt qu'il ne chercherait à la restreindre.

Les héritiers du vieux parti féodal, de la vieille Aristocratie nobiliaire, acceptent donc aujourd'hui l'esprit démocratique. — Ceci reconnu, nous allons faire voir que le grand parti moderne ou démocratique, dans son ensemble, se divise en trois catégories formant une série régulière, dont les trois branches se classent régulièrement sous les noms de :

Démocratie rétrograde, — opinion révolutionnaire ;
Démocratie immobiliste, — opinion doctrinaire ;
Démocratie progressive, — opinion pacifique et organisatrice.

§ 2. Les questions politiques et les questions sociales.

MAIS d'abord procédons à une définition, devenue facile, du sens qu'il faut attacher à ces deux expressions : les questions *politiques* et les questions *sociales*. Si l'on n'était pas bien fixé à cet égard, il serait impossible de rien comprendre aux mouvements actuels de l'esprit public, aux décompositions et aux recompositions de l'Opinion, aux problèmes enfin dont les intérêts du temps présent réclament les solutions, et qui déjà remuent profondément l'intelligence contemporaine.

Dans un sens tout à fait large et général, le mot de *Politique* comprend sans doute le règlement de tous les éléments de la vie des Sociétés. De son côté, le terme *social* est plus naturellement encore susceptible de cette vaste signification. Mais dès que le sens se spécialise et que ces termes se distinguent et s'opposent, le mot de *politique* ne désigne plus, dans la langue des publicistes contemporains, que les faits concernant les relations de peuple à gouvernement et celles des gouvernements entre eux. La nature, la forme, la constitution et la composition du Pouvoir ; son système et ses actes quotidiens : tels sont les objets des questions spécialement appelées politiques.

Les discussions et les théories usées, et les intrigues toujours nouvelles que ces objets ont suscitées et suscitent encore entre les vieux partis, forment le domaine de ce que l'on appelle la *Vieille Politique*.

Les questions *sociales*, proprement dites, quand on les oppose aux questions *politiques*, comprennent plus spécialement l'ensemble des faits caractérisant l'état, la nature et l'économie de la Société; les rapports des classes; la constitution de la propriété et de l'industrie; le développement du bien-être, de la liberté positive et des lumières ; de l'intelligence, de la

moralité et des vertus publiques : en un mot et généralement, les relations des hommes et des peuples entre eux, indépendamment de la question des formes passagères, des personnes dirigeantes et des systèmes actuels de leurs divers gouvernements.

§ 3. Victoire du principe démocratique dans l'ordre politique. Débâcle de la vieille politique.

OR, il est de fait que les efforts de l'esprit moderne se sont à peu près exclusivement portés, depuis 89, sur le terrain politique proprement dit. Dans l'ordre industriel et social, comme nous l'avons déjà établi, la Révolution n'a procédé que négativement et en mode abstrait. Elle a renversé les maîtrises, les jurandes, les corporations, le système de la propriété féodale; elle a dépouillé les nobles et le clergé : mais elle n'a créé aucune institution nouvelle. Elle a livré les individus et les classes aux chances de la lutte universelle que ce renversement inaugurait. Elle n'a fondé aucun système de garanties pour les droits des faibles. Elle a livré à l'anarchie et à la domination des forts l'atelier industriel et social tout entier: la misère, la corruption, la fraude, les vices et les crimes le ravagent et y vont croissant.

Mais pendant que la question sociale était totalement abandonnée, tous les efforts se concentraient sur les questions politiques. Les formes constitutionnelles et les actes quotidiens du Pouvoir étaient seuls en puissance d'occuper les esprits. Dans cet ordre de faits, on ne s'est pas contenté de renverser l'ancien système administratif et l'ancienne constitution gouvernementale : on a créé une Administration centralisée et un Système gouvernemental fondé sur l'élection, — institutions qui relèvent toutes deux du principe démocratique.

L'ordre politique a donc été renouvelé, le principe et les formes en ont été mis en harmonie avec l'esprit moderne. L'égalité devant la loi, l'unité administrative et le système électif de la représentation nationale conquis, il n'y a plus de réforme *capitale*, ni par conséquent de grande révolution à faire où à craindre sur le terrain politique ; parce que ces conquêtes ont mis le principe démocratique en possession du terrain, et qu'il ne s'agit plus désormais, le droit étant appliqué, que de *réglementer*, de *développer* et *d'élargir progressivement l'exercice du droit*, pour mettre cet exercice en harmonie avec les développements du progrès social. — Or, ces développements nécessaires suivront nécessairement le principe, et ne sont plus dès lors que des objets importants sans doute, mais secondaires.

C'est parce que la question politique est vidée dans ses grands principes, dans ce qu'elle présentait de capital, qu'elle a passé au second plan, et que les questions économiques, industrielles, sociales, se posent dorénavant au premier. C'est pour cela que les partis *politiques* sont à l'agonie ; c'est pour cela que les efforts des vieux organes de ces vieux partis, pour ranimer les vieilles querelles dont ils ont si longtemps vécu, sont et seront impuissants tant qu'ils n'élargiront par le cercle de leurs réformes; c'est pour cela que le volcan politique, qui lançait autrefois des torrents de feu et des laves brûlantes, ne soulève plus maintenant, comme les cratères mourants de l'Islande, que des torrents de boues tièdes et fétides.

§ 4. Torpeur et corruption sur le terrain politique.

La vieille politique se mourant, la vieille politique étant morte ; les vieux organes de la Presse s'acharnant, par ignorance, par routine et par orgueil, à ne prêcher qu'une foi usée, un culte trépassé, des formules creuses qui ne disent plus rien à la Nation ; refusant, avec l'entêtement aveugle des pouvoirs qui tombent, de reconnaître l'avènement des Idées sociales, de retremper l'esprit public aux sources vives des grands principes de justice, de liberté, d'humanité, dont la réalisation est la tâche de notre siècle. D'autre part, les masses, que les fortes idées seules ont puissance de mettre en vibration, ne pouvant plus s'intéresser aux misérables intrigues, aux mesquines combinaisons de stratégie parlementaire qu'on s'obstine à servir pour unique aliment à leurs nobles instincts collectifs de patriotisme et de sociabilité; le désenchantement, la lassitude et le dégoût sont à leur comble dans le champ clos de cette politique, où l'on combattait encore

avec tant de vigueur et d'ensemble pendant les quinze années de la Restauration. L'esprit public tombe dans une somnolence, une prostration et une torpeur qui fraient partout les voies à la domination de l'argent et à l'envahissement de la corruption.

§ 5. Transition sur le terrain social et réveil de l'esprit public.

ENTRETEMPS, pendant que le vent desséchant de l'égoïsme et du scepticisme balaie les champs dévastés et stérilisés d'où l'Humanité se retire, parce qu'elle n'a plus de grandes moissons à y recueillir ; le champ des idées sociales, labouré en silence par des travailleurs longtemps obscurs, s'ensemence, se couvre de végétation et devient le rendez-vous, de jour en jour plus fréquenté et plus vivant, des fortes intelligences, des cœurs ardents, des générations nouvelles, de tous ceux, en un mot, qui sentent battre vivement dans leur sein l'amour de l'humanité et qu'un instinct sûr de la destinée des peuples entraîne sur les voies glorieuses de l'avenir.

Ainsi notre âge assiste à l'extinction d'un culte vieilli, d'une idée qui a fait son temps, épuisé ses formules, donné ce qu'elle contenait de capital ; il assiste à la fin, et à la fin misérable, d'un mouvement politique qui a porté ses fruits, qui a eu ses gloires et ses triomphes, qui a usé plusieurs grandes générations, mais dont la mission exclusive du moins est accomplie. Et comme l'Humanité ne saurait faire halte dans la corruption, ni s'arrêter dans sa marche ascendante, notre âge assiste aussi à la naissance d'une foi nouvelle, aux premiers épanouissements de l'Idée générale et sociale, dont les rayons bienfaisants ranimeront tous les nobles et religieux sentiments de l'âme humaine et en éclaireront bientôt sur la terre les réalisations les plus belles, les plus libérales, les plus saintes.

Les phénomènes de cette magnifique rénovation, de cette glorieuse renaissance de l'Humanité, ont été pressentis ou prédits avec une grande autorité par tous les génies supérieurs de notre siècle, et à des points de vue bien différents, depuis de Maistre jusqu'à Fourier — le Génie culminant de l'Humanité dans les temps modernes. — Dans la solitude immense de ses dernières années, sur le rocher de Sainte-Hélène, le Prométhée de notre âge, le dernier représentant du génie des batailles, Napoléon, méditant sur l'avenir des peuples, a annoncé les Destinées de la Démocratie moderne, l'Unité fédérative des races européennes, et, par une conséquence irrésistible, l'établissement définitif de l'harmonieuse Unité du Monde.

Mais que sont de Maistre, Fourier, Napoléon, et autres esprits de cette sorte, à côté des profonds politiques qui rédigent chaque soir ces articles de journaux que le pays ne lit plus guère, et des grands hommes d'État dont les discours de tribune rendent la France si prospère et si glorieuse !

L'incrédulité sociale des vieux Romains de la Politique n'empêche pourtant point les idées nouvelles de marcher et d'envahir ; et si l'on veut un symptôme assez décisif, pris dans la sphère parlementaire elle-même, que l'on sache ceci : C'est que grand nombre de nos députés s'avouent les uns aux autres qu'ils sont à *bout de leur rouleau politique*, — ce sont leurs termes, — et qu'on ne peut désormais retrouver la vie qu'en abordant enfin les questions sociales.

§ 6. Les vieux partis politiques sont aujourd'hui immobilistes ou rétrogrades.

Nous pouvons donc, sous l'autorité de la raison comme sous celle des faits, et en prenant pour témoin le mouvement même qui entraîne les idées de notre siècle, établir que l'activité intellectuelle se transporte du terrain de la vieille politique constitutionnelle sur celui de la constitution économique du Travail et des Relations sociales.

Il résulte de là que les hommes, les journaux et les partis, qui s'obstinent à ne pas sortir de la brouille politico-parlementaire ; qui n'ont à présenter, pour correspondre aux besoins généraux, au développement des droits fondamentaux et des grands intérêts de l'Humanité dans notre siècle, que des réformes électorales de tel ou tel patron, des modifications des lois de septembre, des définitions de l'attentat, des réclamations sur la compo-

tion des listes du jury, et autres misères composant les articles sacramentaux et le fond exclusif des ridicules programmes de nos coteries plus ou moins parlementaires ; qui,— loin d'accueillir et d'étudier ces questions sociales que l'irrésistible flot de la marée montante apporte chaque jour plus pressantes, les repoussent, s'efforcent de les cacher, ou seulement s'abstiennent d'y toucher; — il en résulte, disons-nous, qu'aujourd'hui ces hommes, ces journaux, ces partis sont des hommes, des journaux et des partis RETROGRADES ou IMMOBILISTES. — Qu'ils fassent le plus abondant emploi des grands mots de *Liberté*, de *Progrès*, de *Droits des Peuples*, de *Souveraineté nationale*, etc., qu'ils en entrelardent tous leurs discours et en piquent tous leurs articles, qu'ils en arrosent leurs lecteurs et leurs auditeurs : c'est la direction des idées qui détermine le caractère des opinions ; et il n'en est pas moins vrai que ceux dont nous parlons, malgré leurs grands mots, n'ont plus d'idées vivantes et font obstacle au mouvement social et au progrès réel³.

Avec ces données, nous passerons facilement en revue les principales catégories de l'esprit moderne ou du grand parti démocratique qui, en France du moins, comme nous l'avons déjà dit, embrasse la société entière.

La Démocratie immobiliste, ou le parti des conservateurs-bornes.

§ 7. L'Ecole doctrinaire ou l'immobilisme systématique.

Le parti des Conservateurs-bornes est celui qui a occupé le Pouvoir en France depuis la Révolution de Juillet.

Ce parti a combattu pour le principe démocratique ; il a concouru à faire insérer et maintenir dans la constitution l'égalité devant la loi. Aujourd'hui même il rend théoriquement hommage à l'esprit moderne.

Or, la constitution nouvelle n'est qu'une transition entre la vieille Société aristocratique du droit exclusif de la naissance et les formes démocratiques de l'avenir. Cependant, comme la consécration du principe de l'égalité par la loi a suffi pour donner à ce parti le pouvoir politique et la domination sociale, ce parti a jugé que le principe a fait son œuvre. Les libéraux de l'Opposition de quinze ans sont ministres : il est déraisonnable de rien demander de plus.

Il est bien vrai que, par forme de langage et pour ne pas avoir l'air de répudier l'héritage et les principes de 89, les titulaires actuels du Pouvoir s'en remettent à la générosité d'un avenir indéfini du soin d'accomplir les devoirs du présent. Mais cette concession théorique n'est, de leur part, qu'une rouerie pour masquer leur égoïsme.

L'Ecole doctrinaire a été le pivot de ce parti des Bornes, formé d'une partie des chefs du vieux libéralisme, auquel se sont affiliés d'anciens révolutionnaires repus, quelques sommités de la haute bourgeoisie et de la banque, et tous les riches inintelligents qui entendent toujours 93 quand on dit Progrès. Ces gens-là ont trouvé parfaitement légitime d'armer le peuple contre l'ancienne Noblesse et de profiter de la victoire des masses pour accaparer toutes les positions sociales assignées autrefois aux privilégiés de la naissance : et ils réprouvent comme révolutionnaire et anarchique toute doctrine tendant à la modification du *statu quo*. Les classes populaires et la masse de la Bourgeoisie doivent se tenir pour satisfaites d'avoir changé de maîtres, et substitué une Aristocratie bourgeoise, l'Aristocratie des écus, à

³ (Note de Considerant) : Depuis la première publication de ce travail, constatons-le avec joie, on a commencé à marcher. Les droits des masses ne sont plus, si exclusivement, passés sous silence. La corruption générale parvenue aux derniers termes, a donné et donne des enseignements dont l'esprit public profite. Le sentiment des questions sociales pénètre les rangs de la vieille politique, et fait espérer un renouvellement fécond de l'opinion.

l'Aristocratie de l'honneur nobiliaire. Écoutons le grand prêtre de la doctrine. Dans un de ces moments de loisir ministériel que lui font de temps à autre les antipathies de la Chambre, M. Guizot a écrit :

« Aujourd'hui, grâce à *la victoire de la bonne cause* et à Dieu qui nous l'a donnée, *les situations et les intérêts sont changés. Plus de guerre de bas en haut; plus de motif de lever le drapeau du grand nombre contre le petit nombre.*

.....

« Non qu'il n'y ait *encore beaucoup à faire, beaucoup plus que ne croient les plus ambitieux*, pour l'amélioration sociale et matérielle de la condition du grand nombre ; MAIS la situation réciproque des petits et des grands, des pauvres et des riches est *réglée aujourd'hui avec justice et libéralité*. Chacun a *son droit, sa place, son avenir*. » (Guizot, *de la Démocratie moderne*). »

Et dans un autre écrit (*Etat des âmes*) :

« N'est-ce donc rien que cette liberté même, aujourd'hui bien plus grande et plus assurée que l'homme ne l'a jamais connue? N'est-ce rien que ce progrès général de justice et de bien-être dans le monde? N'y a-t-il pas là une récompense *convenable* des travaux et des souffrances de notre âge? N'y a-t-il pas, après tant de fautes, de quoi *contenter les plus exigeants et rafraîchir les plus fatigués* ? »

Oui, grâce à la victoire du peuple, quelques positions sont changées : la vôtre, par exemple, et celle de vos amis. Mais le peuple, mais les besoins et les intérêts de la masse, dites-nous quelle satisfaction leur a apportée la victoire? Chacun, dites-vous, a son droit, sa place, son avenir. C'est que vous n'avez pas voulu vous convaincre, en étudiant de près le sort des prolétaires, que chacun, loin d'avoir *son droit, sa place et son avenir*, n'a pas même toujours sa place à l'hôpital.

C'est-à-dire qu'en face de ces affirmations effrayantes, on est conduit à croire à une fatalité de vertige et d'aveuglement qui pèserait sur tous les gouvernements modernes de la France !

§ 8. Caractère provocateur de l'immobilisme systématique.

Ainsi la misère, l'abrutissement, le dénuement intellectuel et matériel, le Servage politique et social des masses se lèguent, par héritage, de génération en génération ! Tous les jours un agioteur, un spéculateur parasite ramasse d'un seul coup de filet plus d'or que n'en économiseront en un an cent mille laboureurs dont les sueurs nourrissent une province. Tous les jours les grands capitaux, agissant comme des machines de guerre, abattent les petits producteurs et les classes intermédiaires elles-mêmes; et, en face du spectacle révoltant de ces iniquités et de tous nos désastres industriels, le coryphée de l'immobilisme, le chef de ce parti aveugle qui n'a triomphé de l'ancienne Aristocratie qu'en invoquant la justice et les droits de tous, ose dire : *que chacun maintenant a son droit, sa place, son avenir!* que les relations réciproques des petits et des grands, des pauvres et des riches, *sont réglées aujourd'hui avec justice et libéralité* !

Voilà donc qui est dit : Le peuple qui a versé son sang pendant vingt-cinq ans sur mille champs de bataille, et qui a fait deux Révolutions pour conquérir ses droits de peuple libre, n'a plus rien désormais à demander à la Société et au Ciel.

Les masses sont plongées dans une misère croissante par la dépréciation continue du salaire ; les banqueroutes et les crises commerciales bouleversent incessamment le champ de l'industrie : l'argent domine tout, achète tout, écrase tout ; les chiffres de la statistique criminelle s'allongent chaque année en files menaçantes. Qu'important ces misères? M. Guizot et les siens sont ministres; n'y a-t-il pas là de quoi *contenter les plus exigeants et rafraîchir les plus fatigués* !

Mais, en vérité, c'est à croire que ces politiques égoïstes et glacés ont pris à tâche de désespérer ceux qui souffrent et de les pousser à des Révolu-

tions nouvelles. Oser parler de justice et de libéralité, grand Dieu ! quand la fatalité de la misère pèse sur 25 millions d'hommes dont le travail produit presque toute la richesse de la France ! Et, quand on a reconnu que ce magnifique état de choses laisse *plus à faire à l'avenir que ne croient les plus ambitieux*, venir vous déclarer que le *statu quo* offre de quoi *contenter les plus exigeants et rafraîchir les plus fatigués* !

Qui l'emporte ici, de l'orgueil, de la cruauté ou de la déraison ? C'est un problème que nous n'avons pas à résoudre ; mais nous ne pouvons qu'admirer et bénir la sagesse et le sang-froid des masses déshéritées, en présence de ces provocations incendiaires des aveugles qui les mènent.

Oui, si les idées ne marchaient rapidement aujourd'hui, si des rangs de la Bourgeoisie ne s'élevaient de toutes parts de généreuses voix pour protester contre les doctrines impies de l'égoïsme, et pour réclamer, au nom des classes inférieures, ces droits à l'Existence et au Travail qu'elles ont si chèrement payés ; si le peuple devait comme le Pouvoir désespérer du progrès, dès demain la guerre civile renaîtrait, et nous n'aurions déjà plus qu'à préparer nos armes....

§ 9. Scission du parti conservateur. Formation du parti des conservateurs progressistes.

Mais, grâce à Dieu et aux nobles sentiments du siècle, l'École des doctrines immobilistes agonise. Un grand et favorable mouvement s'opère au sein du parti conservateur.

Il y a désormais chez lui deux divisions qui se trancheront de plus en plus : celle des Conservateurs *progressifs* et celle à laquelle, du haut de la tribune nationale, M. de Lamartine a infligé le nom de Bornes.

Quand le parti conservateur imposait une digue au torrent révolutionnaire, comprimait l'émeute, ou maintenait par son énergie la Paix européenne, nous disions : honneur au parti conservateur. Ce parti a courageusement rempli la première partie de sa tâche, et il a rendu, en l'accomplissant, un service à la Civilisation et à l'Humanité.

Mais si nous reconnaissons volontiers que la Résistance a été glorieuse et légitime aussi longtemps que la Société était en convulsions, nous n'hésitons pas à déclarer cette Résistance illégitime et absurde quand la Société est rentrée dans ses conditions de paix et d'ordre, quand la résistance, en un mot, n'est plus qu'une opposition systématique et aveugle à toute application des principes de la justice et de la liberté.

Le nombre des Conservateurs qui partagent à cet égard nos doctrines se fait plus grand de jour en jour. La scission se dessine et se tranche de plus en plus dans le sein de l'ancien parti. L'immense majorité abjure l'esprit doctrinaire pur, et le chef de l'École s'amende peut-être lui-même. M. Guizot, que nous avons pris à partie comme symbole et personnification des pures tendances gouvernementales, n'a plus les sympathies de la Chambre. Ce ne sont plus, comme au temps du 11 octobre, ses amis qui le soutiennent, mais bien les ennemis de M. Thiers ; et M. Thiers a pour ennemi en France tout ce qui craint la guerre pour la guerre et les dépenses folles. A ce titre, nous acceptons aussi, de préférence faute de mieux, le ministère de M. Guizot. En somme, le parti conservateur subit M. Guizot. Il ne le reconnaît plus pour son représentant. Cette répulsion générale pour les doctrines du Ministre dont on admire le talent et dont on estime la personne est un heureux symptôme des tendances progressives du Parlement.

M. Thiers, l'éternel rival du chef de l'École doctrinaire, sans avoir comme ce dernier des haines systématiques contre les idées de progrès, ne mérite pas mieux l'épithète de progressif. En histoire, comme en politique, M. Thiers ne tient à rien, n'estime rien, n'honore rien que le succès. M. Thiers ne personnifie que l'ambition remuante et l'intrigue parlementaire. Eminemment sceptique pour être prêt à toutes les conversions, aucune opinion ne saurait compter sur lui, aucun parti croire en lui, si ce n'est un parti de dupes. Nous n'avons donc pas à nous occuper de M. Thiers dans l'examen de l'état des opinions contemporaines, puisque M. Thiers ne représente aucune idée, aucune opinion.

Ainsi, l'Ecole des Bornes ou de la Résistance systématique ne compte pas un aussi grand nombre d'adeptes qu'on serait tenté de le croire. Qu'on en ôte les repus, les ambitieux placés et les Hauts Barons de la banque, il ne restera que les trembleurs, ces honnêtes gens qui prétendent que nous vivrions aujourd'hui dans le meilleur des mondes, n'étaient les factieux, les mauvais sujets et les utopistes.

La portion saine du parti conservateur marche à la Démocratie progressive et organisatrice. Elle commence à sympathiser aux souffrances de la masse, à accueillir les idées capables d'amener une amélioration quelconque dans le sort du grand nombre, sans compromettre les droits acquis. Il ne manque aux hommes de cette nuance qu'une plus grande ardeur, le feu sacré de l'Humanité et de la Science du progrès. Il faut les échauffer et les instruire.

§ 10. Scission dans les organes de l'ancien parti conservateur.

Le mouvement intérieur que nous avons signalé dans le sein du parti conservateur devait se reproduire dans les allures de ses organes.

Le *Journal des Débats*, désireux de conserver les sympathies et la clientèle des deux fractions, a imaginé de tirer parti des vastes dimensions de ses colonnes pour servir à chacun de sa politique suivant ses goûts. S'il laisse au rez-de-chaussée du journal une place à *l'Avocat des pauvres*, il appelle au premier étage l'apologiste ardent de la Féodalité financière. Le spéculateur, effrayé d'un éloquent tableau de la misère du pauvre, ou d'un appel courageux à la charité du riche, se rassure bien vite en lisant dans la colonne au-dessus un magnifique plaidoyer contre l'Etat au profit de la haute banque. Mais comme, selon l'Évangile, le même esclave ne peut servir deux maîtres, il résulte de sa politique de Janus que la déconsidération lui arrive de toutes parts, — malgré les articles intelligents et vraiment progressifs qu'il contient parfois et qu'il doit à la partie saine de sa Rédaction.

La *Presse*, plus avancée, plus hardie, plus intelligente et plus libre dans sa direction que le *Journal des Débats*, s'est habilement posée comme organe de conservation progressive. *La Presse* condamne l'immobilisme et pousse le Pouvoir à s'emparer de l'initiative du mouvement social. Elle rappelle souvent que la Dynastie fondée par la révolution de Juillet a pour mission spéciale d'organiser la Démocratie.

La *Presse* a rendu un grand service au Gouvernement en détournant de l'Opposition une foule d'intelligences. Elle a contrebalancé et atténué en faveur du parti conservateur les torts de la politique égoïste qui se personifie dans le chef de l'École doctrinaire.

Au *Globe*, journal fondé pour soutenir l'esclavage, revenait de droit le titre de *Moniteur officiel* des Conservateurs bornes. Le *Globe* a accepté courageusement une tâche dont il se tire avec esprit : mais l'esprit ne suffit pas pour relever une cause perdue.

Nous n'avons pas à nous occuper de ces journaux d'opposition systématique qui gravitent autour d'une négation, ou d'un personnage politique à opinions vides, ou qui se débattent au sein des intrigues parlementaires. Ces journaux ne représentent plus des Opinions ; ils ne font qu'agiter de la poussière.

Si notre Société doit être encore éprouvée par de grandes catastrophes, nous le répétons, ces catastrophes seront le fait de la prolongation du pouvoir des Conservateurs immobilistes. Si, comme nous l'espérons, au contraire, elle doit s'engager prochainement dans la voie de l'Organisation régulière et pacifique de la Démocratie, elle y entrera avec les Conservateurs progressifs⁴.

⁴ (Note de Considerant) « Depuis 1843 les conservateurs, que l'on pouvait espérer voir s'engager dans les voies du progrès, n'ont brillé, dans les régions officielles, que par un manque absolu d'idées et de caractère. Décidément tous ces hommes du monde officiel actuel sont des aveugles et des paralytiques incurables. On ne peut plus rien attendre que d'un mouvement puissant de l'opinion publique retrempée dans les sentiments de la Révolution française et éclairée au flambeau des idées sociales. (1847.) »

La Démocratie rétrograde ou le parti révolutionnaire.

La Démocratie rétrograde et révolutionnaire se divise en deux partis très distincts, hostiles même : l'un est *politique*, l'autre *socialiste*.

§ 11. Parti exclusivement politique de la Démocratie rétrograde.

Le premier est formé de ce qu'on appelle l'extrême gauche, plus les débris du parti républicain de 1832 et de 1834. Il se pose comme l'héritier des doctrines politiques de la Convention, bien qu'il ait perdu, du moins dans ses organes et ses chefs, la tradition des grands sentiments de cette Assemblée célèbre, et qu'il ne s'inspire que de ses traditions mauvaises.

Il a pour organe le *National*, journal éminemment rétrograde, hostile au progrès social, adversaire de toute idée nouvelle, et décriant avec acharnement tous ceux qui se dévouent à l'émancipation des classes ouvrières par les voies pacifiques de l'Organisation du Travail.

Les Conservateurs-bornes, sans avoir plus d'amour que les hommes du *National* pour le progrès social, laissent du moins marcher les questions dans le domaine de la discussion, par respect pour une liberté consacrée. Les politiques du *National* supportent impatiemment ces discussions, les poursuivent avec un dépit extrême, et, chose honteuse, cherchent quelquefois même à exciter contre elles les rigueurs d'un Pouvoir qu'ils exercent. Les meneurs de ce parti donnent ainsi la mesure de la liberté qu'ils eussent laissée à la Presse, à la discussion, à l'intelligence et au génie du progrès, si le mauvais sort de la France eût permis que le pouvoir politique fût tombé entre leurs mains.

Le renversement du Pouvoir politique actuel, tel est le seul et unique but de leurs tristes efforts, l'unique pensée de leur politique. Renverser le Pouvoir pour s'en emparer ; mettre la France en guerre avec toutes les monarchies européennes; nous faire immédiatement sur nos frontières de l'Est et du Nord 45 millions d'ennemis à main armée sous le bénéfice d'une conquête des provinces du Rhin et de la Belgique ; « jeter la partie la plus vive et la plus généreuse des classes prolétaires sur des champs de bataille révolutionnaires » (Textuel, tiré du *National*), pour débarrasser l'atelier industriel encombré : voilà les principaux points de la politique que ces aveugles présentent comme offrant les conditions de la dignité, et les moyens de salut du peuple français ! Le Suffrage universel, qu'ils réclament à grands cris, et dans sa forme anarchique, à un seul degré, est l'instrument révolutionnaire, le levier, au moyen duquel ils espéraient accomplir ces plans magnifiques.

Quant à leur doctrine politique, à la philosophie de leur système, si l'on peut parler ainsi, c'est éternellement la substitution d'un magistrat temporaire à un monarque héréditaire, comme chef de l'État. Voilà la grande panacée politique et sociale ! Que la France consente seulement à élire son chef tous les quatre ans, à faire siéger aux Tuileries, à la place d'un Roi héréditaire, une manière de Président nommé pour quatre ou cinq ans, quelque chose d'élus et de temporaire comme l'ex-Régent qui rendait l'Espagne si heureuse ; et l'ère du bonheur, de la liberté et de la justice va se lever sur elle ! Il est incroyable qu'en présence de quatre mille ans d'histoire et des exemples du régime républicain, tels qu'ils vivent sous nos yeux, en Suisse par exemple, ou dans toute l'Amérique, il se trouve encore des hommes assez insensés ou assez puérils pour attacher la prospérité de la France à une pure et simple innovation de ce genre dans la forme du gouvernement.

Cette coterie sans idée et sans vue d'avenir, qui repousse avec acharnement la question d'Organisation du Travail, ces hommes morts au progrès

ne veulent pas regarder devant eux ; ils ne veulent pas comprendre que la guerre est le caractère de temps barbares, — que le génie de l'industrie productive et féconde tend à remplacer dans la direction des Sociétés humaines le génie dévastateur de la conquête et des révolutions, — que l'organisation équitable et régulière de la Paix et du Travail est le grand intérêt, la question suprême de l'époque. — Ce parti, qu'égarèrent longtemps la *Tribune* et le *National*, et qui renferme encore dans son sein des esprits jeunes, généreux, ardents, destinés, il est vrai, à lui faire défection tôt ou tard pour des idées supérieures, — ce parti constitue proprement la fraction *exclusivement politique* de la Démocratie révolutionnaire⁵.

§ 12. Parti socialiste de la Démocratie rétrograde

La seconde fraction, la fraction *socialiste* de la Démocratie révolutionnaire, qui se distingue à beaucoup d'égards de la fraction purement politique, est plus avancée que celle-ci, en ce sens qu'elle donne le pas à la réforme sociale sur la question de réforme gouvernementale.

Elle compte à sa tête des hommes ardents, des esprits audacieux, que le sentiment de l'injustice et de l'inhumanité révolte, et que les apologistes de l'ordre de choses actuel ont rejetés violemment dans les voies de la réaction.

Ces hommes voient se dérouler sous leurs yeux le spectacle des luttes incessantes et cruelles de l'industrie, véritables guerres civiles où le faible doit fatalement succomber, et les masses réduites en servage collectif sous la suzeraineté de l'argent, et les gros capitaux écrasant les petits, et le Prolétariat et le Paupérisme s'étendant de jour en jour et couvrant les nations d'un vaste linceul de corruption et de misère ; ils voient tous les bénéfices du travail social affluer dans les caisses des agioteurs dont l'industrie parasite n'accroît pas d'un centime la richesse du pays; ils entendent les heureux du jour, les hommes qui possèdent la fortune, le rang et le pouvoir, s'écrier en présence de ces iniquités : « *que l'industrie est libre, que le rang et la fortune sont le signe et le prix du travail et de la capacité (on va même jusqu'à la vertu !), que la misère ne s'appesantit plus que sur la paresse et l'immoralité.* » Devant cette tyrannie du Capital et de la Propriété qui, en Irlande, a atteint un tel degré d'odieuse et révoltante exploitation, que le chef des Tories vient de confesser lui-même en plein Parlement *les crimes de la propriété!* Un sentiment d'indignation, noble dans sa source, se soulève dans leur âme. Ces hommes, rendant le principe de la Propriété lui-même responsable de tous les fléaux du régime actuel, de toutes les iniquités de la fausse organisation de l'industrie, et croyant y voir la racine éternelle de l'implacable égoïsme, répètent les anathèmes rétrogrades de Rousseau contre le premier homme qui, après avoir cultivé et enclos un champ, dit : *Ceci est à moi*. Ils nient radicalement le droit de la Propriété, définissent la Propriété un *vol*, et en poursuivent l'abolition.

Rousseau était conséquent avec sa doctrine rétrograde, sa négation de la Propriété : il poussait droit et ferme à la plus brute Sauvagerie ; il maudissait logiquement les arts, les sciences, le progrès ; il anathématisait la pensée elle-même. Il savait bien que le sentiment de la Propriété est un élément formel de l'individualité humaine, et qu'on tenterait vainement de le réduire tant que cette individualité ne serait pas réduite, brisée, tant que l'homme enfin n'aurait pas cessé d'être homme en cessant de manier la pensée, son attribut suprême.

Il ne s'agit pas de détruire la Propriété, dont le développement est lié au développement intime de l'Humanité ; qui a tiré l'homme de l'état sauvage et lui a livré successivement toutes les conquêtes dont son génie s'est paré dans le magnifique domaine des arts, des sciences et de l'industrie générale. Il s'agit de trouver et de donner au contraire à la Propriété des formes plus parfaites, plus sûres, plus libres, plus mobiles, et en même temps plus

⁵ (Note de Considerant) « Après de longues tergiversations le *National* qui a fait dans ces dernières années une franche et honorable guerre à la Féodalité financière, semble mieux comprendre aujourd'hui l'importance capitale des idées sociales à notre époque, importance que la *Réforme* proclame nettement tous les jours. (1847.) »

sociales, en harmonisant, dans toutes les sphères, l'intérêt individuel avec l'intérêt général. Il faut composer la propriété collective, non par la promiscuité et la COMMUNAUTE EGALITAIRE, confuse et barbare, mais par L'ASSOCIATION HIERARCHIQUE, *volontaire et sagement combinée* de toutes les Propriétés individuelles.

La négation du droit de Propriété est donc une idée rétrograde ; elle est de plus, en tant que négation d'un immense intérêt social et humain, une idée révolutionnaire. Hâtons-nous cependant de dire que les hommes qui se réunissent sous cette devise négative se séparent eux-mêmes en deux camps très distincts. D'un côté sont les Owénistes anglais, les Icaris de France, et certains Communistes de diverses nuances qui repoussent tout emploi de la violence et n'attendent que du temps et de la persuasion le triomphe de leur doctrine : ce sont les Communistes *purement socialistes* ; de l'autre, certains Chartistes, et les Communistes de l'école de Babeuf, qui acceptent résolument une grande Révolution matérielle, et professent que la communauté des biens ne peut être réalisée et décrétée que par une législation martiale, et le niveau égalitaire bien tenu que par une main de fer. Ceux-ci sont les communistes *politiques*.

Les attaques hardies dirigées par l'Ecole Saint-Simonienne contre la légitimité de l'héritage ont réveillé et accéléré dans notre temps ces doctrines anti-propriétaires, qui se développent rapidement et sourdement dans les couches malheureuses de la Société. Les gouvernements ne peuvent prévenir les ravages de ces doctrines qu'en les éteignant dans leurs causes ; car elles ne sont que des protestations extrêmes contre le régime industriel inhumain et odieux qui broie les Travailleurs sous la meule gigantesque du Capital. Que les gouvernements et les classes riches avisent donc à donner au plus vite des garanties aux droits du Travail, pour qu'il fasse sa paix avec la Propriété. Le moyen unique, l'unique voie de salut, c'est l'Association du Travail aux bénéfices du Capital.

Si les égaux résolvent mal la question sociale, au moins, comme nous l'avons dit, en comprennent-ils l'importance supérieure. Aussi repoussent-ils avec une extrême vigueur les doctrines des révolutionnaires politiques. Plusieurs de leurs chefs ont rompu en visière au *National*, et lui ont signifié qu'ils tenaient sa République et son Suffrage universel, dans l'état d'ignorance et d'infériorité où sont les masses, pour des procédés d'exploitation du Peuple par une petite Aristocratie de dictateurs bourgeois et républicains, —et pas autre chose.

§ 13. Des Principes légitimes de chaque parti.

Les intelligences humaines ne sauraient se réunir dans une cause absolument fautive. Tout parti a une raison d'être et un principe légitime. C'est par l'exclusivisme que pèchent les partis, par la négation des autres principes : ils sont généralement légitimes dans les principes qu'ils affirment et défendent.

Résumons par leur côté légitime l'examen des diverses catégories de l'opinion démocratique ou de l'esprit moderne dont nous venons d'esquisser le tableau.

La *Démocratie immobiliste* se montre, il est vrai, ignorante, aveugle, égoïste, illégitime à l'égard des droits et des intérêts encore méconnus, et des besoins du progrès. Mais elle est légitime en tant qu'elle représente, dans la société, dans l'humanité, le principe de la *Stabilité*, de la *Conservation*, et la *Résistance* aux mouvements *désordonnés* du faux progrès, aux impulsions plus ou moins violentes et révolutionnaires de la Rétrogradation politique ou sociale.

La Stabilité du corps social est la première des deux conditions de la vie normale de la société ; le Progrès, la seconde.

L'Ordre, même imparfait, la conservation des droits acquis, des intérêts développés, sont des faits de sociabilité aussi importants et aussi sacrés que la reconnaissance et le développement des intérêts et des droits nouveaux.

Quand il y a dans la Société des hommes qui attaquent violemment l'Ordre ou les droits acquis, il est tout simple que d'autres se vouent à la défense exclusive de ces droits et à la Résistance. En général, un parti faux et exclusif ne se développe dans un milieu social qu'en créant, par la loi de l'antagonisme, un parti faux et exclusif opposé.

La Bourgeoisie, triomphante en 1830, était libérale de principes, et, au fond, elle est encore fortement imbue des dogmes généraux de la Démocratie moderne. Elle n'était certes animée d'aucune inimitié systématique et antérieure contre la liberté et le progrès. Ce sont les violences et les émeutes des républicains qui ont développé par réaction, dans ses rangs, la politique exclusive et violente de la Résistance. Il fallait contre le torrent une digue puissante.

L'apaisement de l'effervescence républicaine a été bientôt suivi de la transformation du parti conservateur ; et il demeure certain, si de nouvelles violences révolutionnaires ne surgissent, que les immobilistes proprement dits se réduiront bientôt à un petit nombre d'aveugles, destitués de toute influence sur l'Opinion et la marche des intérêts publics⁶.

La *Démocratie révolutionnaire*, illégitime dans ses voies et moyens négatifs et subversifs, est légitime comme protestation en faveur des droits politiques du peuple, méconnus en *principe* par les chefs des écoles politiques régnautes, et en faveur de ses droits sociaux d'existence, de liberté et de développement, *méconnus en principe* et *sacrifiés en fait* dans le Mécanisme social que le parti contraire voudrait immobiliser.

Enfin *l'ancien Parti royaliste*, qui s'était soustrait longtemps à l'influence du courant démocratique de la Société moderne, représente lui-même un élément très légitime en soi et très important dans la vie des Sociétés : celui de la Tradition historique, du lien héréditaire de l'avenir et du passé. Ce parti se compose des descendants des hommes qui ont donné à la France ses limites actuelles, et constitué son indépendance et sa nationalité. Ce parti, élevé dans de louables sentiments de fierté nationale et de grandeur chevaleresque, a gardé en dépôt le principe très noble de la Fidélité.

Il y a donc, au fond de chaque parti, des sentiments humains, sociaux, légitimes, dont ces partis sont, en réalité, les gardiens. Ce n'est qu'en raison de l'élément de bien qu'il renferme qu'un parti peut avoir du nombre. Les bons éléments, les côtés justes séduisent et passionnent seuls la masse des esprits dans chaque opinion ; car les hommes sont des hommes et non des démons. Les masses vont où elles croient voir le bien : elles peuvent se tromper sur les moyens ; mais elles ne font jamais le mal en conscience du mal et pour lui-même.

Il ne s'agit donc pas d'attaquer les sentiments profonds de chaque parti et d'irriter les uns contre les autres les principes et les intérêts enrégimentés sous des drapeaux opposés.

Ce qu'il faut attaquer, ce sont les chefs égoïstes et les organes aveugles qui mènent et exploitent ces partis, s'efforçant de les retenir dans des idées étroites et exclusives, et en état d'hostilité, pour les mieux dominer.

En résumé, chaque parti est gardien d'un principe, d'un grand intérêt, ou dépositaire d'une protestation légitime dans ses causes. Et ce n'est pas le triomphe de leur parti considéré dans sa forme exclusive, mais celui du principe qui en fait la base légitime, que les hommes sincères de toutes les opinions doivent poursuivre.

⁶ (Note de Considerant) « Pour peu qu'ils tardent encore à marcher en avant, les Conservateurs qui gouvernent la France vont bientôt pousser le mal à un tel point, à l'intérieur et à l'extérieur, qu'ils *rélégitimeront* complètement l'esprit révolutionnaire. (1847.) »

Démocratie progressive, ou le Parti pacifique et organisateur.

§ 14. Ralliement général des bons esprits des anciens partis sur le terrain de la Démocratie pacifique.

Ce qui caractérise la situation présente et l'état des esprits, c'est avant tout l'abandon général du vieux champ de bataille politique et la décomposition des anciens partis. Mise à part l'opinion communiste qui grandit, le coup d'œil que nous venons de jeter sur l'état de l'opinion est déjà presque historique, tant les partis extrêmes se sont rapidement usés pendant les dix dernières années.

Comme nous l'avons établi d'après les faits, l'esprit nouveau s'était d'abord porté sur le terrain de la politique. Tant qu'il n'en a pas été maître sans contestation, la lutte contre les prétentions surannées de l'ancien Régime l'a exclusivement occupé. On avait cru en outre que le terrain politique était le seul où il y eût des réformes à opérer pour que tout allât bien dans le monde. Un grand désillusionnement devait donc suivre l'expérience. Juillet fut une victoire définitive, et aussi une déception. La conquête politique ne donna que ce qu'elle pouvait donner ; le mal restait attaché aux entrailles de la Société, et continuait de plus belle à la dévorer. De là des protestations et des luttes violentes dont le terrain politique était encore le théâtre. Ces luttes agonisent.

Déjà des hommes sincères, les esprits droits, les cœurs généreux, désertent à l'envi le champ des vieilles querelles ; ils se retirent de ces partis moribonds où tout homme dont les idées et les sentiments ont de la valeur étouffe aujourd'hui. Des rangs de l'ancien juste-milieu comme de ceux des diverses oppositions sortent chaque jour des hommes qui sentent, qui proclament même que le temps des discussions stériles est passé, qu'il faut sortir à tout prix des formules vieillies, aborder les questions économiques et sociales, travailler à la prospérité du pays, provoquer l'Association et la fraternité des classes, en régularisant et organisant le Travail ; et l'Association des peuples, en organisant la Paix du monde. Stabilité et Progrès, Paix, Travail, Organisation, conservation des droits acquis, consécration et développement des droits nouveaux : telles sont les formules qui déjà se font entendre de toutes parts⁷.

Si l'activité du pays s'éteint sur le champ de bataille politique, elle renaît sur le champ fécond et glorieux du travail social.

Un peuple ne passe point en un jour d'une idée vieillie à une idée jeune, d'un culte accompli à un culte nouveau. Les grandes révolutions n'engrènent l'une dans l'autre que par un temps de transition, d'indifférence, de scepticisme et même de corruption. Mais de ces crises transitoires l'Humanité sort avec une foi plus vive, une espérance plus élevée, une charité plus ardente.

Des débris des anciens partis politiques s'élèvent donc et se dégagent, en foule, des éléments généreux et sages, qui dépouillent peu à peu ce qu'ils avaient d'hostile les uns contre les autres, et qui apportent, dans une sphère supérieure, pour les concilier, les principes divers au nom desquels ils s'étaient aveuglément combattus.

C'est à ces hommes affranchis, - animés de bons sentiments et de bons désirs, - que nous avons à cœur de parler. C'est sur ces couches d'alluvion, sur ces terres bien préparées et fertiles qu'il faut verser les semences de l'avenir.

⁷ (Note de Considerant) « La déplorable et honteuse direction donnée dans les dernières années à la politique intérieure et extérieure de la France par les représentants officiels du parti conservateur, en poussant à l'extrême l'abandon de la dignité de la France et des principes de la Révolution, compromet gravement ces tendances et ravive fortement les luttes sur le terrain du pouvoir et de la pure politique. (1847.) »

Ces hommes, lassés de ce qui est, réprouvent l'immobilisme et les doctrines matérialistes aux yeux desquelles les destinées de la Démocratie moderne sont accomplies. Ils cherchent une foi nouvelle. Ils ne communient encore que dans les sentiments et les principes généraux de la Démocratie dégagée du principe révolutionnaire, et dans le besoin de remplacer ce qui est faux par des voies et moyens organiques. Ils ont le sentiment de la tâche de notre époque ; ils n'en ont pas encore la Science.

Cet état des esprits se résume dans cette formule répétée aujourd'hui en écho d'un bout de la France à l'autre : *la Société ne peut pas rester comme elle est ; il est certain qu'il y a quelque chose à faire.*

§ 15. Programme du parti de la Démocratie progressive. — La vraie et la fausse Démocratie.

Voici les vues et les dogmes généraux qu'on peut considérer comme formant le symbole de la foi commune aux hommes qui entrent dans ces voies nouvelles.

A leurs yeux, la *vraie Démocratie*, c'est la reconnaissance pleine et entière, et l'organisation progressive, intelligente et sincèrement active des droits et des intérêts de tous. Elle consacre et consolide les droits acquis ; elle proclame la légitimité de tous les droits méconnus et poursuit l'avènement des intérêts qui souffrent encore. La vraie Démocratie, c'est pour eux l'organisation régulière de la paix et du travail, le développement de la richesse générale, la réalisation progressive de l'ordre, de la justice et de la liberté ; — c'est enfin l'organisation libérale et hiérarchique des familles et des classes dans la Commune, des Communes et des Provinces dans la Nation, et l'Association des Peuples dans l'Humanité.

La *fausse Démocratie*, c'est l'esprit révolutionnaire, l'esprit de jalousie, de haine et de guerre, l'esprit de liberté anarchique, d'égalité violente et envieuse, de patriotisme exclusif et dominateur, ou d'indépendance farouche, incohérente, armée et hostile.

Ils comprennent que la vraie Démocratie unit, organise, rapproche, classe, associe, affranchit et centuple le bien-être et les moyens de développement physique, moral et intellectuel de tous les hommes, de toutes les classes. Ils cherchent la combinaison harmonieuse de toutes les forces. La vraie Démocratie, c'est le développement de l'esprit de fraternité dans l'Unité.

La fausse Démocratie est celle qui divise, renverse, brise, appauvrit, et couvre le sol de ruines. Elle excite les classes les unes contre les autres, et les peuples contre leurs gouvernements ; elle irrite les souffrances au profit de l'esprit de sédition ; elle provoque et entretient dans la Société la haine de toute supériorité ; elle souffle la défiance systématique, la suspicion et la révolte contre tous les Pouvoirs ; elle invoque enfin le soulèvement général des peuples et les grandes guerres révolutionnaires, comme la seule voie de délivrance des nations et de salut pour l'Humanité. La fausse Démocratie sème l'anarchie et recueille le despotisme.

La Démocratie pacifique, progressive et organisatrice, et la Démocratie turbulente, violente et révolutionnaire, sont les deux termes extrêmes, les deux expressions opposées de l'esprit moderne. L'une de ces traductions résume tout ce qu'il y a de vrai, de pur, de noble, de puissant, d'humain dans les tendances du siècle ; l'autre exprime ce que l'âge moderne contient ou plutôt contenait naguère encore de l'esprit violent et barbare des temps passés. La première se dégage, se développe, s'épanouit au soleil de l'intelligence ; la seconde, qui n'avait été qu'une grande passion temporaire, une grande colère sociale provoquée par de grandes douleurs, de longs méfaits, de profondes misères, s'affaiblit, pâlit et s'éteint chaque jour, — surtout dans ses manifestations politiques.

D'après le sens attaché au mot Démocratie par cette opinion nouvelle, ce mot ne signifie point « Gouvernement de la Société par les classes inférieures » ; il signifie « Gouvernement et organisation de la société *dans l'intérêt de tous*, » par l'intervention *hiérarchique* dans chaque fonction d'un nombre de citoyens *croissant avec les degrés du développement so-*

cial. » Le peuple, ce n'est pas une classe, c'est la totalité ; et le gouvernement, ce n'est pas l'action aveugle et désordonnée des incapables, c'est l'action intelligente et unitaire des capables — dont l'éducation sociale et l'action gouvernementale doivent tendre sans cesse à augmenter le nombre.

Tels sont les principes généraux, les dogmes communs, les vues acceptées par cette nouvelle Opinion destinée à porter le drapeau pacifique et organisateur de la Démocratie progressive, si l'égoïsme, le matérialisme et l'aveuglement des gouvernants ne la contraignent pas, en désespoir de cause et pour sauver la société qu'ils perdent, à pousser elle-même le cri de révolution et de guerre.

Et si l'on nous demande le nombre des hommes qui déjà appartiennent de fait à cette Opinion en France, nous répondrons : Comptez le nombre de ceux qui acceptent aujourd'hui en France les principes que nous venons de reproduire, et qui les signeraient de leur nom ; — vous verrez que ce nombre est immense.

Et si l'on nous demande pourquoi cette Opinion si considérable n'exerce point encore une plus grande influence sur les affaires, nous répondrons : C'est parce qu'elle ne s'est pas encore disciplinée, et qu'elle n'a pas encore d'enseignement régulier, de grands Organes. Elle est disséminée ; elle se produit dans tous les livres, dans toutes les brochures, dans tous les écrits des hommes intelligents de l'Époque : elle n'a pas encore une tribune suffisamment retentissante. Les anciens journaux, qui ont longtemps vécu de querelles politiques, et qui, comme les puissances vieilles, ne veulent rien oublier et ne peuvent rien apprendre, ne secondent pas ce grand mouvement des esprits ; au contraire, ils le contrarient et le troublent. — C'est pour lui donner son premier Organe quotidien que nous levons aujourd'hui notre pacifique étendard.

5.5. W. Tcherkesoff,

« La paternité intellectuelle du manifeste communiste »

En complément de nos observations sur le texte de W. Tcherkesoff, voici la traduction des **trois pages de conclusion** de cet article.

Dans sa préface à l'édition anglaise du *Manifeste du Parti communiste*, Engels note que la première partie, la partie théorique du *Manifeste* est la seule qui conserve toute sa valeur¹. Après avoir comparé trente-neuf passages qui concordent si curieusement avec le manifeste de Victor Considérant, nous devons déclarer publiquement que si ce qu'a dit Engels est vrai, la seule gloire qui revient à Marx et à Engels dans la rédaction de leur *Manifeste communiste*, c'est d'avoir été de fidèles élèves qui ont répété dans leur langue maternelle ce qu'ils avaient appris d'un Maître.

Il est par ailleurs impossible de croire que Marx ne savait rien de l'existence du manifeste de l'éminent Français. Le Manifeste de Victor Considérant, d'abord paru en 1843, a connu une deuxième édition en 1847, c'est-à-dire juste après le fameux procès intenté au journal fouriériste "La Démocratie pacifique". Ce procès a provoqué dans le monde entier une grande sensation, surtout parmi les socialistes de cette période. La deuxième édition du manifeste de Considérant était particulièrement attendue, car elle contenait un compte rendu complet du procès². Croire que Marx, qui parle dans son manifeste du fouriérisme et des Fouriéristes - mais seulement dans le but de les calomnier - n'avait pas connaissance du procès et du manifeste serait aussi illogique que croire qu'un écrivain qui a pris part à l'affaire Dreyfus ne connaîtrait rien de l'existence de Zola et de son procès. Oui, et qui plus est: Marx est arrivé en France comme un jeune métaphysicien qui n'avait aucune idée du socialisme ou de la question ouvrière. Avant la révolution de 1848, l'Allemagne croupissait soit dans le pur radicalisme politique (celui de la Jeune Allemagne), soit dans la désastreuse et réactionnaire métaphysique de Hegel. Marx et Engels ont emprunté leur formation sociale, leurs connaissances sur les conditions économiques et sociales des travailleurs auprès d'écrivains comme Considérant, Louis Blanc, Buret, Thompson, Grey ainsi que d'autres qui étaient soit fouriéristes ou owénistes, soit saint-simoniens.

¹ Nous renvoyons au texte de cette préface de 1888 dans le présent fascicule : on constatera que la référence de Tcherkesoff est très approximative. D'abord les commentaires sur l'actualisation du *Manifeste* sont extraits de la préface de 1872, la dernière que Marx et Engels ont signée ensemble ; ensuite leur jugement rétrospectif est bien plus circonstancié et nuancé que cette prétendue affirmation d'Engels ici rapportée.

² Le volume de la deuxième édition (à la librairie phalanstérienne) numérisé par Google ne contient pas de documents relatifs au procès. On y trouve en annexe, aux pages 76-84, deux articles parus dans *La Démocratie pacifique* : d'abord un article intitulé « Une société qui tombe », celui-là même qui a fait l'objet d'une saisie judiciaire le 22 août 1847 au soir, puis la riposte du journal dans un article du 23 août intitulé « Oui vous êtes responsables ».

Je défie quiconque de nier que Marx connaissait les écrits de Victor Considérant, en particulier son manifeste¹. En outre il n'est pas permis d'affirmer que Marx, dans le cas présent, aurait cité quelque part un écrivain socialiste ayant en commun avec lui un tel nombre de conceptions historiques, économiques et sociales ; cet argument ne pourrait venir que de quelqu'un qui ignore tout des méthodes littéraires de Marx. Marx a-t-il jamais reconnu que la terminologie sur la plus-value avait été établie avant lui par Simonde de Sismondi ? Ou que William Thompson, qu'il cite contre Proudhon, avait basé toutes ses recherches (1824-1829) sur cette même notion de plus-value ? Une fois de plus non ! Il en va de même pour Adam Smith, à qui Marx emprunte toute sa théorie de la valeur en se servant d'un jeu de mots pour remplacer le terme « Quantité » par « Quantum » et ainsi de suite. Mais non, il cite Smith sur un point mineur, uniquement dans le but de le combattre. Lui a-t-il jamais reconnu d'être l'auteur de cette théorie fondamentale qui constitue une revendication éternelle pour le socialisme ? Jamais. Par ailleurs, que n'a-t-il pas mutilé les meilleurs passages de Stuart Mill, le traitant ainsi de bourgeois ridicule dont les œuvres devraient être proscrites à tout bon socialiste, Stuart Mill à qui il a pourtant emprunté sa théorie de la tendance minimale du profit.

Et ce n'est pas encore tout.

Pourquoi ni Marx, ni Engels, son inséparable compagnon, n'ont-ils jamais cité Louis Blanc de qui ils ont copié leur doctrine sur le rôle de l'Etat dans la société communiste ? Pour quelle raison, Engels dans sa brochure « Le développement du socialisme de l'utopie à la science » ne dit-il pas un seul mot de la littérature socialiste des années 1825/1832 à 1867, l'année de la publication du « Capital » ? A travers ce silence, on pourrait arriver à penser qu'après Saint-Simon, Fourier et Robert Owen les peuples d'Europe ne se sont pas intéressés aux questions sociales, et que l'agitation socialiste qui a précédé la révolution du 24 février 1848, cette révolution elle-même et les journées sanglantes de juin n'ont jamais existé.

J'exhorte les hommes de bien de tous les partis, d'étudier attentivement les œuvres de ces deux jumeaux hégéliens et ils constateront par eux-mêmes que plus ces deux-là empruntent à un autre écrivain socialiste et moins ils parlent de lui. Mais surtout, je demande instamment que se livrent à cette lecture critique tous les socialistes allemands, à qui ces prétendus hommes de science - dont vous savez les noms - tendent d'imposer de manière définitive leur traduction des idées qu'ils ont empruntées

¹ (Note de P. Ramus) « Personne qui est un tant soit peu familier des écrits de Marx ne peut contester cela. Il en existe un témoignage irréfutable, et il provient de Marx lui-même. Marx était un jeune homme de 24 ans lorsqu'en 1842, il est entré dans la rédaction de la « Gazette rhénane » où il est resté jusqu'en 1843. Ce journal qui était alors la publication la plus radicale d'Allemagne s'efforçait de montrer, même s'il n'était pas le moins du monde socialiste, beaucoup d'impartialité et de retenue à l'égard des communistes et du communisme : A. Becker a notamment fourni un certain nombre de contributions. A cette époque, Marx n'était pas encore socialiste, mais dès ces années de jeunesse, il avait reconnu, et dans une certaine mesure pressenti l'importance du socialisme pour les problèmes sociaux. Il en fournit une preuve dans le numéro 289 de ce journal, à la date du 15 octobre 1842. L'article polémique de Marx porte le titre de « Communisme », et l'extrait suivant suffira à convaincre. Marx écrit : « Le numéro 284 de la *Augsburger Zeitung* a la maladresse de découvrir dans la *Rheinische Zeitung* une communiste prussienne. (...) La *Rheinische Zeitung*, qui ne saurait accorder aux idées communistes sous leur forme actuelle ne fût-ce qu'une réalité théorique, et par conséquent, encore moins souhaiter leur mise en œuvre pratique ou même les tenir pour possibles, soumettra ces idées à une critique approfondie. Mais des écrits comme ceux de Leroux, de Considérant et surtout l'ouvrage si pénétrant de Proudhon ne peuvent être critiqués avec des arguments superficiels et circonscrits mais après des études longues, persévérantes et approfondies. Cela la feuille augsbourgeoise le comprendrait si elle était plus désireuse et plus capable d'autre chose que de belles phrases. » Cela suffit. Il va sans dire qu'un homme comme Marx, qui est à même de respecter et de louer un théoricien comme Considérant à une époque où le socialisme n'avait pas encore atteint une ampleur importante, ne peut avoir plus tard perdu de vue ou omis d'étudier un tel théoricien du socialisme alors qu'il était complètement imprégné de ces idées. »

aux travaux des penseurs français et anglais. On verra alors apparaître de plus grandes injustices encore, comme ce plagiat commis sur l'œuvre de Victor Considerant.

Encouragés par le succès de leurs premiers plagiats, ils ont commencé très tôt à s'approprier des lois et théories économiques et sociales que l'on trouve comme des axiomes dans tous les textes. Qui pourrait croire, par exemple, que la loi des salaires, cette fameuse loi sur le minimum salarial - connue depuis un siècle - a pu être revendiquée par Engels comme sa découverte? Et pourtant, c'est un fait.

Dans une note de bas de page d'une traduction allemande du livre « Misère de la philosophie » (1885), Engels déclare, pages 26-27, mot pour mot ce qui suit : « La formule selon laquelle le prix naturel, c'est-à-dire le prix normal du travail coïncide avec le salaire minimum, c'est-à-dire avec l'équivalent en valeur des moyens de subsistance absolument nécessaires au travailleur pour vivre et se reproduire, cette proposition a été d'abord établie par moi dans mon étude « Esquisse d'une critique de l'économie politique » parue à Paris en 1844. Ces lignes incroyables peuvent être trouvées dans les notes d'un texte, dans lequel Marx, en plein accord avec l'économie politique, traite de cette loi comme de la loi sur les salaires de Ricardo! Car c'est ce dernier qui, au début du siècle dernier, a développé la formule de l'économiste français Turgot, formule que reproduit Lavalaye¹ dans son *Manuel d'économie politique* de la façon suivante: « Il est indispensable, et d'ailleurs il en va ainsi dans les faits, que les salaires des travailleurs de toutes les branches se trouvent limités à ce qui est nécessaire pour assurer leur subsistance. ».

De quel droit Engels peut-il s'approprier cette loi ? Par ignorance ou intentionnellement ? Il est évident que cette loi est reconnue dans le domaine de l'économie politique, comme la loi de Ricardo, ce qui ressort aussi clairement du texte de Marx. Lassalle lui aussi en a parlé comme de la loi d'airain de l'économie².

Est-il nécessaire de poursuivre sur cette énumération des appropriations commises par les fondateurs de la social-démocratie, dont la « bonne foi » est tant vantée par ceux qui l'ignorent? Si oui, alors je peux fournir encore plus d'éléments de preuve de leur « bonne foi », entre autre l'infâme calomnie souvent répétée et selon laquelle M. Bakounine serait un agent du tsar.

Mais nous en resterons là.

¹ Le fac-similé de la brochure orthographie ce nom comme *Lavalaye*. En vérité, ainsi que l'indique la précision qui suit, il s'agit plutôt d'**Emile de Laveleye** (1822-1892), un socialiste belge d'origine flamande qui a été professeur d'économie politique à l'université de Liège. Il est l'auteur d'une œuvre abondante et notamment d'un cours d'économie publié sous le titre *d'Éléments d'économie politique* (dont la 9^e édition de 1904 est disponible sur le site de Gallica).

² (**Note de P. Ramus**) « Et que dit Engels plus loin dans la note citée ci-dessus? Comment Lassalle a-t-il eu connaissance de la loi d'airain des salaires selon l'exposé qu'en a fait l'honorable M. Engels ? Écoutez bien: « C'est de nous deux (Marx et Engels) que Lassalle l'a reprise (la thèse économique évoquée ci-dessus) » Et puisque nous nous occupons d'Engels, il convient d'aborder un autre point qui illustre tout aussi parfaitement l'« originalité » de ce Maître des sociaux-démocrates allemands. Engels a reçu de son vivant quantité d'éloges pour son livre « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », et même de la part des savants bourgeois, lesquels ne s'opposaient qu'à ses conclusions ; après sa mort encore, cette œuvre de jeunesse a souvent fait l'objet de commentaires élogieux, y compris de la part d'adversaires. Mais hélas, ce livre lui aussi, si l'on examine avec plus de précision sa genèse, ne mérite que des commentaires défavorables. Car comme le fait observer Tcherkesoff dans un article paru à New York dans le N° 32, vol XII, de la revue « Free Society », ce travail est une compilation de l'ouvrage du réformateur social français Antoine Eugène Buret intitulé « De la misère de la classe ouvrière en France et en Angleterre ». Et naturellement Engels, un fois encore, a oublié de faire référence à Buret et même de citer son nom. »

J'espère que les gens honnêtes comprendront à présent pourquoi leurs contemporains, les hommes de 1848, qui connaissaient bien les sources de leur science, et la valeur de leur «bonne foi» ont éprouvé un mépris si profond pour eux.

Ce mépris était si grand que même le biographe élogieux d'Engels se sent obligé d'en parler. « La démocratie les évitait », dit-il. « Elle les méprisait », ajouterons-nous.

Et je ne serais nullement étonné si les travailleurs d'aujourd'hui, soucieux qu'ils sont de liberté, souscrivaient à cette opinion des hommes de 1848 !

*

On a remarqué que Pierre Ramus a ajouté, comme sur la main de Tcherkesoff, deux longues notes marginales. **Elles appellent un commentaire.**

*

1. L'article de Marx dans la *Gazette rhénane* dont parle Ramus a été publié le 16 octobre 1842¹, sous le titre non pas de « Communisme » mais de « Le communisme et la *Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg ». La citation qu'en fournit P. Ramus, soit un fragment du début² et trois phrases de l'ultime chapitre, n'a de véritable utilité que d'attester la connaissance que Marx avait, en 1842, des œuvres de Pierre Leroux, de Victor Considerant et surtout de P.-J. Proudhon. En effet, l'actualité littéraire et politique de cette époque avait été surtout marquée par la publication, en juillet 1840, du premier mémoire de Proudhon intitulé « Qu'est-ce que la propriété ? ». Et tout indique que c'est encore à Proudhon que se trouve associé Considerant en 1842. On sait que le troisième mémoire de Proudhon³ daté du 1^{er} janvier 1842 avait paru sous le titre *Avertissement aux propriétaires* avec pour sous-titre « Lettre à M. Considerant, rédacteur de la *Phalange*, sur une défense de la propriété. ». L'interpellation de V. Considerant, devenu le chef de file des fouriéristes, s'explique par le fait que Proudhon avait dû subir une vive critique de son premier mémoire de la part d'un auteur (anonyme⁴) se revendiquant de la pensée sociétaire.

L'argument de P. Ramus perd donc beaucoup de sa consistance s'il entend prouver par cette référence journalistique d'octobre 1842 que Marx avait à cette date une connaissance particulière des travaux de Considerant.

*

2. Nous sommes convenus de ne pas aborder la question des rapports entre les études d'Eugène Buret et d'Engels sur la situation de la classe ouvrière anglaise. Cela nous conduirait à des investigations trop étrangères à l'objet de ce fascicule. La remarque de Ramus n'a qu'une fonction d'insistance sur sa propre contribution dans cette brochure, précisément consacrée, rappelons-le, sous le titre « Engels als Plagiator », aux prétendues « menées plagiaires » d'Engels reproduisant les analyses de Buret.

*

¹ Si l'on suit l'indication de Maximilien Rubel qui publie cet article aux pages 230-234 du troisième volume des *Œuvres* de Marx, aux éditions Gallimard, collection de la Pléiade, Paris 1982.

² Il faut bien comprendre que « la communiste prussienne » dont il est question n'est autre *La Gazette rhénane* dont Marx était alors le rédacteur en chef et qui s'était vu attaquer par le journal conservateur d'Augsbourg, la « *Allgemeine Zeitung* », en raison de divers articles (de la plume notamment de Moses Hess) qui avaient évoqué la situation sociale en France et en Angleterre et la diffusion des idées communistes dans ces deux pays.

³ Les relations entre Proudhon et Considerant ne vont pas tarder à tourner à l'aigre. Ainsi l'on va voir paraître en 1849, chez l'éditeur Georges Dairnvaell, une brochure portant le titre *Messieurs Considerant et Proudhon jugés par eux-mêmes* qui reproduit deux articles extrêmement polémiques, proches même de l'insulte, intitulés, l'un, « Pour en finir avec M. Proudhon » et l'autre, « Pour en finir avec M. Considerant » (L'ouvrage est disponible sur la site de Gallica).

⁴ La bibliographie historique attribue cet ouvrage à Charles Marie Henri Dameth dont la brochure *Défense du fouriérisme* avait paru en 1841 sans nom d'auteur.

3. Un dernier mot enfin sur **la note ajoutée par Engels à propos des salaires** dans l'édition de 1885 de *Misère de la philosophie*.

Tcherkesoff ne cite que le début du commentaire. Retrouvons donc le document **en son entier** et **dans son contexte**.

La note d'Engels se place au centre du chapitre « La valeur constituée et de la valeur synthétique¹ » de l'ouvrage de Marx, à l'endroit où ce dernier écrit :

« Résumons : le travail, étant lui-même marchandise, se mesure comme tel par le temps du travail qu'il faut pour produire le travail-marchandise². Et que faut-il pour produire le travail-marchandise ? Tout juste ce qu'il faut de temps de travail pour produire les objets indispensables à l'entretien incessant du travail, c'est-à-dire à faire vivre le travailleur et à le mettre en état de propager sa race. Le prix naturel du travail n'est autre chose que le minimum du salaire. Si le prix courant du salaire s'élève au-dessus du prix naturel, c'est précisément parce que la loi de la valeur, posée en principe par M. Proudhon se trouve contrebalancée par les conséquences des variations du rapport de l'offre et de la demande. Mais le minimum du salaire n'en reste pas moins le centre vers lequel gravitent les prix courants du salaire. »

Après l'évocation du « *prix courant du salaire* », Engels ajoute ceci :

« La formule selon laquelle le prix « naturel », c'est-à-dire normal de la force de travail coïncide avec le salaire minimum, c'est-à-dire avec l'équivalent en valeur des subsistances absolument nécessaires pour l'existence et la reproduction de l'ouvrier, cette formule a été d'abord établie par moi dans *L'esquisse d'une critique de l'économie politique* (Annales franco-allemandes, 1844) et dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Comme on le voit ici, Marx avait alors accepté cette formule. C'est à nous deux que Lassalle l'a empruntée. Mais s'il est vrai que dans la réalité le salaire a constamment tendance à se rapprocher de son minimum, la formule ci-dessus n'en est pas moins fautive. Le fait que la force de travail soit, en règle générale et en moyenne payée au-dessous de sa valeur ne saurait modifier celle-ci. Dans *Le Capital*, Marx a à la fois rectifié cette formule (section " Achat et vente de la force de travail ") et développé les circonstances qui permettent à la production capitaliste de faire baisser de plus en plus au-dessous de sa valeur le prix de la force de travail (chapitre XXIII. La loi générale de l'accumulation capitaliste). »

Outre le fait que l'observation d'Engels est plus nuancée et complexe que ce qu'en a retenu Tcherkesoff, il faut reconnaître, vérification faite, qu'Engels prête à son article de 1844 une analyse que ce dernier ne contient pas vraiment sinon *dans une seule phrase* (que nous soulignons) intégrée dans un exposé sur les effets néfastes de la libre concurrence, Engels écrivant :

« La concurrence pose donc capital contre capital, travail contre travail, propriété foncière contre propriété foncière, comme aussi bien chacun de ces éléments contre les deux autres. Au combat, le plus fort est vainqueur, et pour prédire l'issue de ce combat nous aurons à examiner les forces des combattants. En premier lieu propriété foncière et capital sont chacun plus fort que le travail, car le travailleur doit travailler pour vivre tandis que le propriétaire foncier peut vivre de ses rentes et le capitaliste de

¹ Page 62 de l'édition de 1977 des Editions sociales.

² Signalons que cette notion de « travail-marchandise » sera bientôt corrigée par Marx lorsqu'il lui substituera le concept plus rigoureux de « force de travail ». Sur cette question, nous renvoyons à notre fascicule 9 consacré à *Travail salarié et Capital*.

ses intérêts et en cas de besoin de son capital ou de la propriété immobilière capitalisée. *En conséquence, au travail n'échoient que le minimum vital, les moyens de subsistance à l'état brut tandis que la majeure partie des produits se répartit entre le capital et la propriété foncière*¹. »

Mais **l'important** est que cette analyse du salaire fera l'objet de **réaménagements majeurs** dans *Le Capital* de Marx et tout particulièrement dans les chapitres que précise Engels². Il est donc significatif que pour des raisons essentiellement polémiques, Tcherkesoff se réfère chaque fois à des ouvrages de jeunesse plutôt que de tenir compte des analyses du *Capital*.

Enfin notons que **sur le thème du plagiat**, Engels ne manque pas l'occasion de pointer les relations très difficiles **entre Marx et Ferdinand Lassalle** sur la question de la propriété intellectuelle des analyses qu'ils publient chacun de leur côté, Marx dans une certaine indifférence éditoriale, Lassalle dans le cadre public de son action politique à la tête du premier parti ouvrier d'Allemagne. La correspondance privée entre Marx et Engels témoigne de l'irritation constante de Marx de voir Lassalle produire comme exclusivement les siennes des thèses qu'il estime inspirées de ses propres travaux.

En voici **deux exemples**.

Le premier est extrait d'une lettre de Marx à Engels datée du 03.06.1864, soit quelques mois après la publication par Ferdinand Lassalle de son étude intitulée *Capital et Travail*³.

Marx écrit :

« Que m'arrive-t-il donc ? ». C'est ce que je m'étais demandé à plusieurs reprises en parcourant l'ouvrage d'Isaac⁴ *Lohnarbeit und Capital*. J'avais, en effet, l'impression d'en connaître mot pour mot l'essentiel (même embelli façon Isaac) et, pourtant, cela n'était pas tiré en droite ligne du *Manifeste*, etc. Voilà qu'il y a quelques jours, j'ai jeté par hasard un coup d'œil sur ma série d'articles « Travail salarié et Capital » parus dans la *N(eue) Rh(einische) Z(eitung)* (1849), simple reproduction en réalité des conférences que j'avais données en 1847 à l'Association ouvrière de Bruxelles. J'ai découvert là la source immédiate de mon Isaac et, en signe distinctif d'amitié, je ferai reproduire en note, en guise d'appendice à mon livre⁵, le jus in extenso, de la *N(eue) R(heinische) Z(eitung)*. Naturellement *on false pretences* (sous un prétexte quelconque), sans faire allusion à Isaac. Ce sera dur à avaler⁶ ».

Le second exemple est extrait d'une lettre de Marx à John Malcolm Ludlow datée du 10.04.1869 dans laquelle il écrit :

¹ Fr. Engels, *Esquisse d'une critique de l'économie politique*, Editions Aubier, Editions bilingues, Paris 1974, pp. 97/99. Les notations sur les salaires sont bien sûr plus nombreuses dans la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, mais elles demeurent descriptives pour l'essentiel.

² Les références dans l'édition française correspondent au chapitre VI (« Achat et vente de la force de travail ») et au chapitre XXV (« La loi générale de l'accumulation capitaliste »). Toute la sixième section est consacrée à la question du salaire.

³ Ou plus précisément *Monsieur Bastiat-Schulze von Delitzsch, le Julien économique, ou Capital et Travail*, traduction par Victor Dave et Léon Rémy, dans une édition de 1904 numérisée par Gallica. La préface de Lassalle est datée du 16.01.1864. L'ouvrage ne compte qu'une seule référence à Marx mais elle est élogieuse. Lassalle écrit, en effet, page 172 de l'édition mentionnée : « Et voyez-vous, monsieur Schulze, tout ce que je viens de vous dire sur l'argent ainsi que sur le sens social du temps de travail considéré comme unité de mesure de la valeur,— tout est emprunté pour le fond, tout n'est que l'extrait restreint d'une œuvre importante, magistrale d'où proviennent même les termes que j'ai cités ; d'une œuvre qui a paru déjà en 1859, c'est-à-dire cinq ans avant votre catéchisme et que vous eussiez dû au moins connaître; d'une œuvre qui aurait dû vous être d'autant mieux connue qu'elle a été éditée par votre ami Duncker, de l'œuvre excellente, faisant époque de Karl Marx : « Zur Kritik der Politischen Ökonomie ».

⁴ L'un des multiples surnoms de Lassalle (et non le plus péjoratif) dans la correspondance des deux amis.

⁵ Le futur livre premier du *Capital* qui paraîtra en septembre 1867 à Hambourg

⁶ Marx Engels, *Correspondance*, volume VII, Éditions sociales, Paris 1979, page 234.

« Dans le volume que je vous envoie vous trouverez, exposée dans la préface, page VII, note 1, la simple vérité, à savoir que Lassalle a emprunté à mes écrits presque littéralement *tous ses développements théoriques généraux*, mais que « je n'ai absolument rien à voir avec *ses applications pratiques*¹ ».

L'affaire de la fameuse **loi d'airain des salaires** reviendra dans les commentaires de Marx en mai 1875 connus sous le nom de *Critique du programme de Gotha*.

F. Lassalle énonce cette loi dite *d'airain* en ces termes :

« La loi d'airain qui, dans les conditions présentes, sous le règne de l'offre et de la demande de travail, détermine le salaire est la suivante : *Le salaire moyen reste toujours réduit à la subsistance nécessaire, indispensable d'après les habitudes d'une nation donnée pour entretenir l'existence et la reproduire*. Tel est le point autour duquel gravite le salaire réel. Il ne peut jamais s'élever beaucoup au-dessus, ni descendre beaucoup plus bas. Il ne peut s'élever beaucoup au-dessus de cette moyenne : en effet la situation plus facile, meilleure, faite au travailleur, susciterait aussitôt une augmentation de la population ouvrière, accroîtrait l'offre des bras et ramènerait le salaire à son ancien taux ou à un taux inférieur².

Le salaire ne peut non plus s'abaisser pendant longtemps au-dessous de ce qui est nécessaire à l'entretien de l'existence : en ce cas ne manqueraient pas de sévir l'émigration, le célibat, l'abstention dans la procréation ; bref, la misère amènerait une diminution dans le nombre des ouvriers ; l'offre des bras s'en trouverait restreinte et le salaire remonterait à son niveau antérieur.

Le salaire moyen gravite donc constamment autour de ce centre auquel il revient fatalement ; tantôt s'élevant au-dessus (période de prospérité dans toutes les branches de l'industrie ou dans quelques-unes seulement), tantôt tombant au dessous (période de misère plus ou moins générale, ou de crise).

Limitation régulière aux nécessités indispensables, habituelles dans une nation donnée pour entretenir l'existence et la reproduire, telle est, je vous le répète, la loi d'airain, la loi cruelle qui, dans les conditions actuelles, règle le salaire³.

Cette loi, on le constate, correspond pour l'essentiel aux **formulations d'Engels et de Marx dans leurs écrits de jeunesse en 1844/1845**.

L'erreur de Lassalle ? Elle est de consacrer comme un principe intangible ce qui chez Marx va **progressivement** devenir, au fil de ses travaux, un rapport explicatif soumis au jeu de multiples contretendances.

¹ Le volume ici concerné est le livre premier du *Capital*. Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., volume X, page 74. Voici le texte complet de la note que Marx ajoute dans la préface de la première édition allemande du *Capital*, datée du 25 juillet 1867 : « Ceci m'a paru d'autant plus nécessaire que, même l'écrit de F. Lassalle contre Schultze Delitzsch, dans la partie où il déclare donner la « quintessence » de mes idées sur ce sujet, renferme de graves erreurs. C'est sans doute dans un but de propagande que F. Lassalle, tout en évitant d'indiquer sa source, a emprunté à mes écrits, presque mot pour mot, toutes les propositions théoriques de ses travaux économiques, sur le *caractère historique* du capital, par exemple, *sur les liens qui unissent les rapports de production et le mode de production* etc., et même la terminologie créée par moi. Je ne suis, bien entendu, pour rien dans les détails où il est entré, ni dans les conséquences pratiques où il a été conduit et dont je n'ai pas à m'occuper ici. » (Marx, *Le Capital*, Livre I, Editions Garnier Flammarion, Paris 1969, page 585).

² Un raisonnement typiquement malthusien qui ne devait pas manquer d'irriter Marx et Engels.

³ Nous citons à partir de l'ouvrage de Sonia Dayan-Herzbrun, *L'invention du parti ouvrier*, L'Harmattan, Coll. « Chemins de la mémoire », Paris 1990, pp. 143-144

Cet énoncé de Lassalle va en tout cas faire l'objet d'une virulente critique de Marx dans **ses gloses marginales au programme de Gotha**.

Sans entrer dans le détail de l'histoire de ce texte, rappelons que ces notes concernent le projet de programme qui présidait à la **réunification**, en mai 1875, des deux partis ouvriers allemands, l'**ADAV** (Allgemeiner deutscher Arbeiterverein) d'obédience lassallienne, fondé en mai 1863, et le **SDAP** (Sozialdemokratische Arbeiterpartei), fondé à Eisenach en août 1869 par des militants plus proches de Marx et de la première Internationale. Marx a lu et annoté de près ce texte et il adresse ses commentaires à Wilhelm Bracke, l'un des dirigeants du SDAP parmi les plus réservés sur les compromis à concéder aux lassalliens.

A propos de Lassalle et de sa *loi d'airain*, Marx écrit :

De la loi « d'airain des salaires », on sait que rien n'appartient à Lassalle, si ce n'est les mots empruntés à Goethe de « grandes lois, lois éternelles, lois d'airain ». Le mot *d'airain* est le signe de reconnaissance de ses croyants de stricte obédience. Mais si j'admets la loi avec l'estampille de Lassalle dans l'acception où il la prend, je dois aussi en admettre le fondement. Et quel est-il ? Comme Lange le montrait peu après la mort de Lassalle : la théorie malthusienne de la population (prêchée par Lange lui-même). Si cette théorie est exacte, alors je ne puis pas abolir la loi, dussé-je abolir cent fois le salariat, parce que la loi ne régit pas seulement le système du salariat, mais tout système social. C'est précisément en s'appuyant là-dessus que, depuis cinquante ans et plus, les économistes ont démontré que le socialisme ne peut supprimer la misère fondée *en nature*, mais qu'il ne peut que la *généraliser*, la répartir simultanément sur toute la surface de la société !

Mais tout cela n'est pas le principal. *Abstraction faite*, de la *fausse* version lassallienne de cette loi, le recul vraiment révoltant consiste en ceci :

Depuis la mort de Lassalle, la vision scientifique suivante a fait son chemin dans *notre* parti : le *salaire du travail* n'est pas ce qu'il *paraît* être, à savoir la *valeur* ou plutôt le *prix du travail*, mais seulement une forme masquée de la *valeur* ou du *prix de la force de travail*. Par là, toute la conception bourgeoise du *salaire du travail* qui avait cours jusqu'ici et en même temps toute la critique dirigée jusqu'ici contre elle étaient mises au rebut une fois pour toutes et il était clairement établi que l'ouvrier salarié n'a la permission de travailler que pour assurer sa propre vie, c'est à dire pour vivre, dans la mesure où travaille gratuitement pendant un certain temps pour les capitalistes (et donc également pour ceux qui consomment leur part de la plus-value). Il était aussi établi que tout le système de la production capitaliste tourne autour de l'extension de ce travail à travers la prolongation de la journée de travail ou à travers le développement de la productivité, c'est-à-dire une plus grande tension de la force de travail, etc.; qu'ainsi le système du travail salarié est un système d'esclavage et d'autant plus dur que se développent les forces sociales productives du travail, que le travailleur reçoive une rémunération meilleure ou pire. Et maintenant que cette vision pénètre de plus en plus notre Parti, on revient au dogme de Lassalle, alors qu'on devrait bien savoir que Lassalle *ne savait pas* ce qu'était le *salaire* et qu'à la suite des économistes bourgeois, il prenait l'apparence pour l'essence de la chose.

C'est comme si, chez des esclaves qui ayant enfin pénétré le secret de l'esclavage, sont entrés en rébellion, l'un d'eux, empêtré dans des conceptions surannées, inscrivant au programme de la rébellion : l'esclavage doit être aboli parce que, dans le système de l'esclavage, les frais d'alimentation des esclaves ne saurait dépasser un certain maximum peu élevé !

Le seul fait que les représentants de notre Parti aient été capables de commettre un aussi monstrueux attentat contre la conception répandue dans la masse du Parti ne montre-t-il pas avec

quelle légèreté criminelle, avec quel manque de scrupules ils ont travaillé à la rédaction du programme de compromis¹ ?

Sur cette question des rapports très complexes entre Marx et Lassalle, nous ne pouvons aujourd'hui que renvoyer à un prochain fascicule.

¹ Nous citons à partir de la « Geme » (Grande Edition Marx Engels) aux Editions sociales dont ce volume a été en 2008 la première publication préparée par Sonia Dayan-Herzbrun et Jean-Numa Ducange, pp. 67-68.

6. Karl Marx et Friedrich Engels

1845-1847 : Tranches de vie

Cette chronologie remplace celle qui a paru dans notre 3^e fascicule et qui comportait plusieurs erreurs.

Sources :

- Marx Engels, Correspondance (novembre 1835-décembre 1848)¹, tome 1, Editions sociales, Paris 1971
- *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, ouvrage collectif, Les Editions du Progrès, Moscou, 1973
- *Engels, sa vie et son œuvre*, ouvrage collectif, Les Editions du Progrès, Moscou, 1987
- Karl Marx, *Chronik seines Lebens in Einzeldaten*, sans indication d'auteur, Makol Verlag, Tausend 1971²
- *Der Bund der Kommunisten*, Dokumente und Materialien, Dietz Verlag Berlin, 1984, 3 volumes.
- Edward De Maesschalck, *Karl Marx in Brussel (1845-1846)*, BRT brochure, sd.
- Tristram Hunt, *Engels, le gentleman révolutionnaire*, Flammarion, Paris 2009
- Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, Paris 1983
- Boris Nicolaïeski et Otto Maenchen-Hefen, *La vie de Karl Marx*, Editions de la Table Ronde, Paris 1997
- Luc Somerhausen, *L'humanisme agissant de Karl Marx*, Richard-Masse Editeurs, Paris 1946

Janvier 1845

Fr. Engels et M. Hess lancent à Elberfeld une revue mensuelle intitulée « Le miroir de la société³ » (*Gesellschaftspiegel*) dont 12 numéros paraîtront. La revue sera interdite en juin 46.

20.01.45

Engels incite Marx à publier « son livre d'économie politique⁴ » : « Arrange-toi pour achever ton livre d'économie politique, même si bien des pages ne devaient pas te satisfaire, peu importe : les esprits sont mûrs et nous devons battre le fer parce qu'il est chaud⁵. »

Dans la même lettre, il rectifie son appréciation sur Stirner : « Pour Stirner, je suis tout à fait de ton avis. Lorsque je t'ai écrit, je me trouvais encore trop sous le coup de l'impression que venait de me faire le livre, mais maintenant que je l'ai refermé et que j'ai pu y réfléchir davantage, j'en arrive aux mêmes conclusions que toi. »

Par ailleurs, il informe Marx que son propre livre « sur les ouvriers anglais sera terminé d'ici quinze jours à trois semaines. (...) Mes travaux sur l'Angleterre ne manqueront pas leur effet (...) – les faits sont frappants ; mais je voudrais avoir les mains plus libres pour exposer en détail pas mal de choses qui seraient plus frappantes et plus efficaces ».

Sur sa vie à Barmen : « Ce qui est particulièrement affreux, c'est d'être non seulement un bourgeois, mais un fabricant : un bourgeois qui intervient activement contre le prolétariat. (...) faire de la propagande communiste en grand et en même temps du commerce et de l'industrie, ça ne va pas. J'en ai assez ; à Pâques, je m'en vais. »

25.01.1845

Berlin insiste (par l'intermédiaire du naturaliste Von Humboldt, envoyé du roi) pour que Louis-

¹ Bert Andréas et Wolfgang Mönke ont publié en 1968 un ensemble de documents relatifs à cette période sous le titre « Neue Daten zur Deutschen Ideologie », *Archiv für Sozialgeschichte* volume 8. La publication est disponible sur le site internet de la Friedrich Ebert Stiftung.

² Avec une introduction datée du 6 mars 1933 par Vladimir Victorovic Adoratskij, du Marx-Engels-Lenin-Institut.

³ Avec pour sous-titre : « Organe destiné à représenter les classes populaires privées de propriété et à éclairer l'état présent de la société. » Marx y publiera en 1846 son article intitulé « Peuchet : du suicide » (*Karl Marx, Œuvres*, Editions Gallimard, volume III, pp. 1456-1462).

⁴ Engels fait allusion au projet de Marx d'écrire une « Critique de la politique et de l'économie politique ». Le travail ne paraîtra pas, les pages constituant ce qui sera publié en 1932 sous le titre de *Manuscrits de 1844*. Engels multiplierà maintes reprises cette invitation à l'adresse d'un Marx très scrupuleux dans la conduite de ses travaux de recherche.

⁵ *Marx Engels, Correspondance*, tome 1, Editions sociales, Paris 1971, page 355.

Philippe expulse les agitateurs allemands ou du moins qu'il les oblige à cesser toute activité politique. On veut faire taire le *Vorwärts*. Ludwig Bernays est condamné à deux mois de prison le 13.12.1844 pour défaut de paiement de la caution du journal. L'arrêté d'expulsion, ordonné par Guizot et signé par le ministre Duchâtel, visait aussi Heine, Ruge, Börnstein (le fondateur du *Vorwärts*) et Bakounine. Seul Marx sera finalement expulsé, Ruge déniait toute relation avec les gens du *Vorwärts*. Börnstein, quant à lui, semble avoir promis sa collaboration à la police. Engels le traitera bientôt de mouchard dans sa lettre du 19.08.46.

01.02.1845

Marx part le premier vers Bruxelles¹ en passant par Liège où il passe la nuit du 2 février². Jenny reste quelque temps à Paris pour s'occuper du déménagement et de la vente des meubles³. Installé à Bruxelles, le couple, faute de ressources, doit déménager fréquemment d'hôtel en hôtel⁴. Jenny est enceinte de Laura qui naîtra en septembre. Les Marx vivent d'emprunts et de dons.

Le jour même de son départ pour la Belgique, Marx signe avec un jeune éditeur de Darmstadt, Karl Leske, un contrat d'exclusivité pour sa « Critique de la politique et de l'économie politique » en deux volumes. Le perfectionnisme de Marx retarde sans cesse l'ouvrage pour lequel il recevra (en juillet 1845) une avance importante (1.500 Frs sur un ensemble de 3.000 Frs pour 2.000 exemplaires⁵). La hauteur du contrat indique le crédit intellectuel (et commercial) du jeune Marx auprès des éditeurs. Quelques mois plus tard, *Misère de la philosophie* sera publié à compte d'auteur...

Dans une lettre à Heine de cette époque, non datée, il écrit : « De tous ceux que je quitte, c'est Heine que je laisse avec le plus de regret. Comme j'aurais aimé l'emporter dans mes bagages »

07.02.1845

Marx écrit au roi de Belgique pour obtenir l'autorisation de s'installer à Bruxelles :

« Le soussigné, Charles Marx, docteur en philosophie, âgé de 26 ans, de Trèves, royaume de Prusse, étant intentionné de se fixer avec sa femme et son enfant dans les États de Votre majesté, prend la respectueuse liberté de vous supplier de bien vouloir bien lui accorder l'autorisation d'établir son domicile en Belgique.

Il a l'honneur d'être, avec le plus profond respect, de votre Majesté, Le très humble et très obéissant serviteur,

(s) Charles Marx. »

La permission lui est accordée au prix d'un engagement de ne rien publier. Devant le Chevalier Hody, chef de la sûreté publique belge, Marx devra signer le 22 mars 1845 cette déclaration : « Je consens sur mon honneur à m'obliger à ne publier en Belgique aucun ouvrage sur la politique du jour ». La crainte des autorités belges est que Marx ne fasse paraître à Bruxelles une édition du *Vorwärts*, ce qui lui avait valu d'être expulsé de Paris.

08.02.45

Engels et Hess prononcent ensemble, les 8, 15 et 22 février 1845, des conférences à Elberfeld sur le communisme⁶. Après la violence répression des tisserands de Silésie, des associations philanthropiques d'aide aux plus démunis s'étaient multipliées un peu partout en Prusse. Ces sociétés, ani-

¹ Son premier contact se fera avec l'avocat Karl Gustav Maynz, avocat à la cour d'Appel de Bruxelles et professeur de droit romain à l'Université Libre de Bruxelles (Source : Sebastian Seiffert du Goethe-Institut Brüssel, site internet de l'institut à l'adresse www.goethe.de, à la rubrique « Karl Marx et le capitalisme »). Né à Essen en 1812, Karl Gustav Maynz s'était lui-même réfugié en Belgique après l'insurrection républicaine du 3 avril 1833 à Francfort contre la diète de la Confédération germanique et la répression qui s'en était suivie contre les membres et sympathisants de la Burschenschaft.

² Selon Edward De Maesschalck, il s'y trouve hébergé par Victor Tedesco, ce qui témoigne de la proximité amicale des deux jeunes hommes. A cette date, Tedesco poursuit ses études de droit à l'université de Liège.

³ Elle s'y trouve encore le 10 février, date à laquelle elle adresse à Marx une lettre (en français) où elle lui confie ses difficultés pour faire face à la situation.

⁴ Ed. De Maesschalck (op.cit., page 224) ne recense pas moins de huit adresses de février 45 à mars 1848. Marx loge d'abord à l'Hôtel de la Gare puis au Grand Hôtel de Saxe, Lange Nieuwstraat. Ensuite le couple trouve un logement à l'Hôtel du Bois sauvage, plaine Sainte Gudule, avant de s'installer, en mai 1845, rue de l'Alliance à Saint-Josse où il résidera de mai 1845 à mai 1846.

⁵ Selon les termes de sa lettre à Leske du 01.08.1848. Il s'agit d'une somme considérable. Auguste Cornu observe que 2.500 fr. représentaient trois fois le traitement annuel d'un instituteur (Auguste Cornu, *Karl Marx et Friedrich Engels*, tome IV, PUF, Paris 1971, page 122).

⁶ Ils réunissent les progressistes de la ville dans une auberge renommée d'Elberfeld : le *Zweibrücker Hof* avec une assistance de quelque 200 personnes pour la 3^e assemblée, (*Marx Engels, Correspondance*, op.cit., tome 1, pp. 359-361). Ces meetings sont évoqués par Engels dans le 3^e article de la série « Rapide progrès du communisme en Allemagne » parue dans *The New Moral World* en mai 1845. Les deux premiers discours d'Engels seront publiés en août 1845 dans le *Rheinischen Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform*. Une édition bilingue du second discours a paru en 1975 chez EDI (Etudes et documentation internationales) sous le titre *K. Marx, Fr. Engels, Textes inédits 1845*.

		animées pour l'essentiel par une petite-bourgeoise humaniste, étaient des lieux privilégiés de propagande. Engels et Hess ne se sont pas privés d'y intervenir. Ces réunions seront interdites par les autorités de la ville dès le 28 février.
22.02.45	Engels annonce qu'il a pris l'initiative d'une souscription pour « partager entre communistes » les frais liés à l'expulsion de Marx.	« Dès que la nouvelle de ton expulsion fut connue, j'ai cru nécessaire d'ouvrir immédiatement une souscription pour répartir entre nous, en communistes, les frais extraordinaires que cette expulsion aura entraînés pour toi. L'affaire a bien marché, et il y a trois semaines, j'ai envoyé 50 et quelques thalers à Jung ; j'ai invité également les amis de Düsseldorf à procéder de même et ils ont réuni une somme équivalente et j'ai chargé Hess de faire la propagande nécessaire pour cette collecte en Westphalie également. Ici cependant la souscription n'est pas encluse close, le peintre Köttgen a fait traîner les choses en longueur si bien que je ne suis pas encore en possession de tous les fonds attendus. Mais j'espère que la somme sera réunie dans quelques jours ; je t'envierai alors une lettre de change sur Bruxelles. Comme par ailleurs j'ignore si cet argent suffira à ton installation à Bruxelles, il va de soi que je mets à ta disposition avec le plus grand plaisir les honoraires que l'on va me verser bientôt, j'espère une partie du moins, - pour mon premier truc sur l'Angleterre. Je peux m'en passer pour le moment puisqu'aussi bien mon vieux est obligé de me verser de l'argent. Qu'au moins, ces chiens n'aient pas le plaisir de te créer des difficultés financières par leur infamie ¹ ».
Fin février	Parution de <i>La Sainte Famille</i>. La polémique est dirigée contre Bruno Bauer et ses frères Edgar et Edbert, qui publiaient à Charlottenburg la <i>Gazette littéraire universelle</i> . Ils y soutenaient la thèse d'une opposition irréductible entre l'Esprit et la Masse, cette dernière étant tenue, en raison de sa veulerie, pour le véritable obstacle aux progrès de l'Esprit.	Marx s'appuie sur Feuerbach ² pour régler ses comptes avec l'idéalisme hautain de Bauer en adoptant pour stratégie une prise de pouvoir théorique dans le champ du communisme naissant. C'est la seconde étape de sa « liquidation » jeune hégélienne. La première étape avait consisté à rompre avec Arnold Ruge, ce qui s'est fait dans le <i>Vorwärts</i> d'août 1844. Le débat porte à présent sur les rapports entre l'action politique et la réflexion philosophique, Bauer préconisant un retrait du politique dans le champ philosophique, et Ruge un découplage du politique et de l'institutionnel (« le démocratique ») et du social. La troisième étape prendra pour cible Stirner.
13.03.1845	Marx et sa famille quittent l'Hôtel du Bois Sauvage, 19-21, plaine Sainte Gudule et s'installent au 35, rue Pachéco, où ils resteront jusqu'au 3 mai 1845 ³ .	
17.03.1845	Engels, qui vient de terminer son premier ouvrage <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i> , envisage de faire paraître en Allemagne des traductions des auteurs socialistes français en vue de constituer une <i>Bibliothèque des meilleurs écrivains socialistes à l'étranger</i> ,	A propos de <i>La Sainte Famille</i> , il observe dans sa lettre du 7 mars à Marx : « Il ressort de l'annonce de publication, que tu as fait figurer mon nom en premier, pourquoi ? Je n'ai presque rien fait (dans cet ouvrage) et tout le monde reconnaîtra ton style). Il ajoute, dans sa lettre du 17 mars : « La Cri-

¹ Marx Engels, *Correspondance*, tome 1, op.cit., page 359. Edward de Maesschalck évalue à quelque 1.000 francs la somme envoyée à Marx entre mars et avril 1848, un montant considérable, souligne-t-il, quand on sait qu'un travailleur de l'époque devait nourrir sa famille avec 14 francs par semaine (op.cit., page 38). Mais au quotidien, Marx est tout sauf un modèle d'économie domestique. La gêne financière ne tardera pas à se faire sentir.

² A qui il écrit le 11 août 1844 pour faire part de ses projets (Marx Engels, *Correspondance*, volume 1, pp. 323-326).

³ Source : Ed. De Maesschalck, op.cit., page 224.

en débutant par Fourier.

tique critique (...) est tout à fait remarquable. Tes commentaires sur la question juive, l'histoire du matérialisme et les *Mystères* sont superbes et seront du meilleur effet. Néanmoins, la chose est trop importante et le souverain mépris que nous témoignons à la *Literatur-Zeitung* contraste étrangement avec les 330 pages que nous lui consacrons. De plus la critique de la spéculation et de l'essence restera, pour une bonne part, assez peu intelligible au grand public et n'intéressera pas tout le monde. Cela dit, tout le livre est magnifiquement écrit et d'un humour à vous couper le souffle. Les Bauer en auront le souffle coupé ». Il ajoute : «...c'est drôle que dans tout l'ouvrage environ un placard et demi soit de moi et plus de vingt de toi¹ ».

Engels commente sa vie quotidienne en famille à Barmen où son père lui fait « une figure de carême à vous rendre fou » : « Si ce n'était pas à cause de ma mère qui a un beau fond humain (...) et que j'aime vraiment, il ne me viendrait pas un seul instant à l'idée de faire la plus minime concession à ce despote fanatique qu'est mon vieux. »

Vers le 15 mars, Engels envoie à un éditeur de Leipzig le manuscrit de son ouvrage sur *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. L'ouvrage paraîtra à la fin du mois de mai.

22.03.1845	Marx signe l'engagement de ne pas faire de politique en Belgique.	
avril	Jenny fait la connaissance d'Engels qui s'est installé à Bruxelles ² au début de ce mois d'avril. Elle accueille son frère Edgar et Joseph Weydemeyer, un officier prussien qui a quitté l'armée pour ses convictions.	En vérité Engels a quitté Barmen pour éviter d'être inquiété par la police en raison de son activisme politique dans la ville. Et il souhaite éviter un scandale familial.
9.04.1845	Georg Jung annonce à Marx qu'il lui envoie la somme de 750 francs, fruit d'une souscription en sa faveur à Cologne et à Bielefeld.	
03.05.1845	Installation rue de l'Alliance, n° 5, à Saint-Josse, non loin de la porte de Louvain. La mère de Jenny met à leur disposition les services d'Hélène Demuth, sa servante. La jeune femme (elle est née en 1820) restera toute sa vie auprès du couple. Elle repose dans le caveau des Marx à Londres. Elle accouchera en 1851 des œuvres de Marx d'un garçon prénommé Frederik dont Engels assumera la paternité et qui sera adopté par un couple d'ouvriers anglais.	
Fin mai	Parution du livre d'Engels sur la <i>Situation de la classe laborieuse en Angleterre</i> .	Le 31 mai, Engels adresse à sa sœur Marie une lettre très tendre dans laquelle il s'excuse de ne pouvoir assister à son mariage avec Emil Blank, n'ayant pu obtenir du gouvernement belge un visa pour la Prusse.
07.1845		Jenny retourne près de sa mère avec la petite Jenny et Helena.
12.07.45	Marx et Engels partent pour l'Angleterre (Manchester et Londres) jusqu'au 24 août. Ils rencontrent les représentants de la « Ligue des Justes » (en pleine crise) et la gauche du mouvement chartiste. Pour Marx, c'est la découvrir-	Ce voyage a exercé sur Marx un effet déclencheur indéniable.

¹ *Marx Engels, Correspondance*, tome 1, op.cit., page 363

² Il s'installera en mai au 7, rue de l'Alliance, soit dans la maison voisine des Marx qui habitent le 5. Moses Hess et sa femme Sybille Pesch habitent à cette époque au numéro 3. (Maesschalck, op.cit., page 41). Cette joyeuse proximité ne manquera pas de susciter des tensions, comme en témoigne la lettre de Jenny à Marx du 24 mars 1846.

te d'un pays capitaliste avancé et d'une réalité sociale au contact de laquelle Engels se trouvait depuis de nombreux mois. C'est au retour de ce voyage qu'ils décident de rédiger *L'Idéologie allemande*.

Marx profite également de son voyage pour lire les auteurs anglais en vue de l'ouvrage promis à Leske. Il découvre notamment l'œuvre de William Thomson.

21.08.45 Marx retrouve Jenny à Bruxelles.

Engels est accompagné à Bruxelles par sa compagne irlandaise Mary Burns.

Karl Grün fait paraître son ouvrage intitulé *Le mouvement social en France et en Belgique. Lettres et Etudes*.

11.09.45 Engels commence sa collaboration avec « The Northern Star », l'organe des chartistes. Il y publie un article intitulé « Das kürzliche Gemetzel in Leipzig - Die deutsche Arbeiterbewegung » (Les récents massacres à Leipzig - Le mouvement ouvrier allemand¹)

22.09.45 Réunion à Londres d'une assemblée internationale à l'initiative de G.J. Harney pour célébrer l'anniversaire de la révolution française. On y jette les bases de ce qui deviendra en mars 1846 les *Fraternal Democrats*.

26.09.1845 Naissance de Laura.

De septembre 45 à août 46 : **rédaction de *L'idéologie allemande*** pour riposter à la fois au livre de Stirner (qui se livre, lui aussi, à une critique du caractère mystificateur des grandes abstractions) paru en octobre 44 et à une série d'articles publiés par Bauer en riposte à *La Sainte Famille*. L'entreprise consiste à : « régler nos comptes avec notre conscience philosophique d'autrefois. (...) Nous abandonnâmes d'autant plus volontiers le manuscrit à la critique rongeuse des souris que nous avons atteint notre but principal : voir clair en nous-mêmes² ». Marx déplace la réflexion du terrain de l'humanisme théorique (les masses seront éduquées, guéries de leur fausse conscience par les professeurs-philosophes) pour la placer sur le terrain de la lutte des classes : invention du concept d'idéologie qui donne un statut aux catégories abstraites visées par le théoricien anarchiste. Pour Marx, il ne s'agit plus de dénoncer les universaux mais d'étudier leur fonctionnement social. La rupture avec l'humanisme théorique marque la rupture de Marx avec l'univers universitaire et son engagement définitif dans les luttes du mouvement social.

17.10.45 Lettre de Marx au bourgmestre de Trèves pour obtenir un visa d'émigration : il envisage d'immigrer aux USA.

01.12.1845 Marx renonce à la nationalité prussienne sans doute pour éviter une seconde expulsion sous la pression du gouvernement prussien. Désormais il est un apatride.

6.12.45 L'éditeur Leske adresse à Marx une lettre de rappel à propos du livre pour lequel il a versé une confortable avance.

¹ Le 12 août 1845, une manifestation en faveur du mouvement schismatique des « catholiques allemands » du prêtre Johannes Ronge avait été réprimée dans le sang.

² Marx, Préface (de janvier 1859) à la *Contribution à la Critique de l'économie politique*, Editions sociales, Paris 1977, page 4.

décembre

Ruge publie son livre de mémoires *Deux ans à Paris* qui contient des attaques contre Marx et Hess.

1846

janvier Parution dans le n° 7 du *Miroir de la Société* de l'article de Marx sur l'étude du suicide par Jacques Peuchet (« Peuchet : vom Selbstmord »)

février Création d'un **Comité de correspondance communiste** qui fonctionne d'emblée comme un véritable parti. Les réunions se font au domicile de Marx. Les années qui suivent vont être intensément consacrées à l'activité militante.

Les adhésions ne vont pas tarder à se manifester de sorte que se met en place un véritable réseau international. C'est l'occasion pour Marx de resserrer les liens avec Karl Schapper et les dirigeants de la *Ligue des Justes* à Londres¹. En Allemagne, Marx est en contact avec Roland Daniels et Heinrich Bürgers (à Cologne), avec Joseph Weydemeyer également (qu'il rencontre justement à cette époque à Bruxelles). A partir de juillet, Hermann Ewerbeck sera son correspondant à Paris.

L'on dispose de peu d'indications sur la vie quotidienne des Marx à cette époque. Voici un éclairage dans la lettre que Joseph Weydemeyer adresse, le 2 février 1846, à sa fiancée : « Si je te racontais la vie que nous avons menée ici, tu lèverais sans doute les bras au ciel en pensant aux communistes. Pour comble de folie, Marx, Weitling, le beau-frère de Marx et moi, nous avons passé la nuit à jouer. Weitling s'est fatigué le premier. Marx et moi avons dormi quelques heures sur un sofa, et le lendemain, en compagnie de sa femme et de son beau-frère, nous avons vagabondé le plus agréablement du monde. De bonne heure dans la matinée, nous sommes allés dans un estaminet, puis nous avons pris le chemin de fer jusqu'à Villewörde², un village des environs, où nous avons déjeuné. Nous étions follement gais et nous sommes rentrés par le dernier train³ ».

03.1846 Jenny est au chevet de sa mère malade.

15.03.46 Les 15 et 17 mars se tient le meeting de constitution des *Fraternal Democrats* à Londres (dans les locaux de l'Arbeiterbildungsverein, Great Windmillstreet)⁴

Parmi les principaux intervenants : George Julian Harney, Carl Schapper, Joseph Moll et les chartistes Charles Keen, John Knight et Christopher Doyle.

30.03.46 **Incident avec Weitling** au cours d'une séance du *Comité de correspondance communiste* à Bruxelles (chez les Marx)⁵. La scène fera l'objet d'une relation par P.W. Annenkov⁶ qui était présent. Weitling lui-même relate l'événement dans sa lettre du 31 mars à Moses Hess⁷.

Le même jour, Engels reçoit une lettre de George Julian Harney lui indiquant qu'il accepte de faire partie du *Comité de correspondance*⁸.

03.04.1846 Engels sollicite l'aide financière de son beau-frère Emil Blank.

En vérité, il craint la visite de son père à Bruxelles (« J'ai pour 150 frs d'affaires au mont-de-piété et

¹ La lettre du 6 juin 1846 adressée à Marx par le *Comité de correspondance communiste de Londres* atteste l'existence de la structure londonienne (BDK, I, pp. 347-350)

² Selon l'orthographe de la citation.

³ Cité par Boris Nicholaïeski et Otto Maenchen-Hefen, *La vie de Karl Marx*, op.cit., page 157.

⁴ Le compte rendu de la séance paraîtra dans le *Northern Star* du 21 mars 1846 (BDK, I, pp. 287-290).

⁵ Dans sa *Contribution à l'histoire la Ligue des communistes* de 1885, Engels évoque l'événement en ces termes : « Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, stupéfait de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce que pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges ; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginait que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la Ligue; et à Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne pouvait s'entendre avec personne. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre en Amérique pour essayer d'y jouer au prophète ».

⁶ BDK, I, page 301

⁷ BDK, I, pp. 307-308. Moses Hess en fera un motif de rupture dans sa lettre à Marx du 29 mai 1846 (BDK, I, pp. 344-345). (« Toi, personnellement, j'aimerais beaucoup continuer à te voir ; ton parti, je ne veux plus en entendre parler », écrit-il en conclusion de cette lettre). Sur l'ensemble de cette correspondance, nous renvoyons au tome III des *Œuvres* de Marx, Editions Gallimard, pp. 1832-1833.

⁸ BDK, I, pp. 293-297. Harney ne s'inquiète pas moins de savoir si Schapper est au courant du projet car il se garde, écrit-il, de paraître déloyal envers ce dernier. Au passage, il invite Engels à ne pas s'entretenir d'illusions sur l'imminence d'une révolution en Angleterre. Harney confirmera son adhésion dans sa lettre du 20 juillet 1846. (BDK, I, page 382)

il faut que je les sorte avant que la famille ne vienne ici.¹ »).

- 05.05.1846 **Lettre à Proudhon** : Marx demande à Proudhon de participer aux échanges du *Comité de correspondance*. Dans sa réponse du 17 mai 1846, Proudhon émet des réserves qui valent pour un refus. Il professe clairement un anti-dogmatisme économique (« ne songeons point à endoctriner le peuple » (...)) « ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion (...) A cette condition, j'entrerais avec plaisir sans votre association, sinon, non ». Par ailleurs, il se déclare revenu de l'idée de révolution (« nous n'avons pas besoin de cela pour réussir ») et se propose de « faire entrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties par une autre combinaison économique ». Au passage, Proudhon réplique par une défense de Karl Grün que Marx lui avait présentée comme personnage « dangereux ».
- 07.05.1846 La famille Marx est de nouveau à l'Hôtel du Bois Sauvage, plaine Sainte Gudule. Elle y restera jusqu'en octobre.
- 11.05.1846 Le *Comité de Correspondance* vote le document connu sous le nom de **circulaire contre Kriege**. Le texte paraîtra en juillet 1846 dans une petite revue dirigée par Otto Lüning, le *Wesphälische Dampfboot*, dans laquelle Marx publiera aussi, en août et septembre 1847, la polémique contre Karl Grün². La circulaire contre Kriege est cette fois un acte politique signé par un « appareil ».
- 14.05.1846 Marx ne trouve pas d'éditeur pour l'*Idéologie allemande*. Les tracasseries financières se font pressantes. Jenny est enceinte d'Edgar. Depuis le 7 mai, la famille a dû prendre une pension à l'Hôtel du bois sauvage où elle restera jusqu'au 19 octobre 1846.
- 6.06.46 Une lettre de Londres au nom du *comité de correspondance communiste* confirme la mise en place de cette structure dans la capitale anglaise. Elle traite notamment de la circulaire contre Kriege, de l'affaire Weitling et surtout de l'abandon de la stratégie conspirative. Elle est signée entre autres par Carl Schapper, Heinrich Bauer et Josef Moll⁵.
- 15.06.1846 **Lettre circulaire** du *Comité de correspondance* à **Gustav Adolf Köttgen** d'Elberfeld⁶. Elle prend acte et se réjouit de l'initiative de l'artiste peintre et poète G.A. Köttgen qui, dans sa lettre du 24 mai 46, annonçait qu'il avait créé à Elberfeld avec un groupe de militants un comité de propagande des idées communistes⁷. Au terme de sa lettre, Köttgen faisait la proposition de réunir un congrès des communistes dans une ville frontalière, à Verviers (où ré-
- Le document commence ainsi : « Lors d'une réunion, les communistes dont voici les noms : *Engels, Gigot, Heilberg, Marx, Seiler, Weitling, v. Westphalen et Wolff*, ont adopté les résolutions suivantes concernant le journal allemand de New York, *Der Volks-Tribun redigiert von Hermann Kriege*. Ces résolutions ont été votées à l'unanimité, à la seule exception de Weitling « qui a voté contre » ».
- Le 14 mai, il écrit à Weydemeyer sur lequel il comptait pour faire imprimer *L'Idéologie allemande* en Westphalie³: « Tu sais que je suis actuellement dans une grande gêne pécuniaire. Pour pouvoir subsister momentanément encore ici, j'ai dû ces derniers temps engager ce qui nous reste de bijoux en or et l'argenterie ainsi qu'une grande partie des draps. Pour économiser, nous avons renoncé aussi à notre chez-nous et nous avons emménagé au Bois-sauvage (...) Comme tu le vois, c'est la misère générale ! Je ne sais plus pour l'instant à quel saint me vouer.⁴ »

¹ *Marx Engels, Correspondance*, tome 1, page 379.

² A savoir le texte reproduit par M. Rubel sous le titre « L'historiographie du socialisme vrai » qui est en vérité un chapitre de *L'Idéologie allemande* (K. Marx, Œuvres, tome III, page 663).

³ Les négociations avec les éditeurs Julius Mayer et Rudolf Rempel n'aboutiront pas.

⁴ *Marx, Engels, Correspondance*, tome 1, pp. 385/386

⁵ BDK, 1, pp. 347-350. La lettre offre de surcroît une intéressante description des activités de la société qui compte à cette date, est-il précisé, quelque 250 membres.

⁶ Traduite par M. Rubel sous le titre « Instructions aux communistes de Wuppertal », Karl Marx, Œuvres, éditions Gallimard, volume III, pp. 1487-1489. G.A. Köttgen avait étroitement participé avec Engels et Hess aux conférences (qu'il présidait) d'Elberfeld en février 1845. (BDK, 1, pp. 342-344).

⁷ BDK, 1, pp. 342-344 : « La raison pour laquelle on trouve ici et là parmi les travailleurs une certaine rancœur à l'égard des savants réside, pardonnez-nous le mot, dans l'arrogance de ces savants qui le plus souvent, lorsqu'ils trouvent une erreur, au lieu de l'expliquer et de la corriger, ne veulent que la réduire brutalement d'un trait de plume (...) ces savants qui sont incapables de gagner l'amitié des travailleurs et qui les repoussent au lieu de les attirer. Or vous faites preuve, *prolétaires bruxellois*, de cette maudite arrogance, et au plus haut point ».

dait à cette époque Moses Hess¹)

probable que cela puisse se faire avant l'année prochaine. ».

- 17.07.1846 Adresse des *Communistes démocrates allemands*² de Bruxelles à Feargus O'Connor. Cette adresse signée par Marx, Engels et Ph. Gigot félicite Feargus O'Connor pour sa victoire électorale à Nottingham. Elle sera publiée le 25 juillet dans *The Northern Star*, l'organe du mouvement chartiste.
- 27.07.1846 Engels se trouve en famille à Ostende où il s'occupe de trouver une pension pour Marx mais à la fois les problèmes de santé de Marx et de Jenny et le manque d'argent empêcheront le projet de se réaliser.
- 01.08.1846 Marx écrit à l'éditeur C. Leske avec qui il est lié par contrat depuis le 01.02.45 pour la publication d'un ouvrage devant s'intituler *Critique de la politique et de l'économie politique*³. Il justifie le retard de son livre par sa volonté de « publier d'abord un écrit polémique contre la philosophie allemande et contre le socialisme allemand, qui lui a fait suite, avant d'aborder des développements positifs⁴ ». Marx demande encore des délais (jusque fin novembre) pour relire son manuscrit et tenir compte de publications récentes. Leske annulera le contrat en février 1847 en réclamant de Marx qu'il rembourse l'avance perçue.
- 15.08.1846 A la suite de la réponse de Proudhon où ce dernier déclare sa sympathie pour Grün et Ewerbeck, Engels est envoyé « en mission » à Paris dans les milieux de l'immigration allemande afin de contrecarrer l'influence de Karl Grün (et donc, à la fois celle de l'humanisme feuerbachien et de Proudhon⁷). Il arrive à Paris le 15 août et s'applique d'emblée à s'assurer du soutien de Ewerbeck qu'il parvient à tourner contre Grün. Engels va rendre compte régulièrement à Marx et au *Comité de correspondance* bruxellois de son activité de propagandiste communiste parmi les travailleurs allemands de Paris et en particulier dans les sections de la *Ligue des Justes* (qui étaient sous la direction de Hermann Ewerbeck). Il rencontre Cabet (irrité par ce que Grün affirme de lui dans son ouvrage *Le mouvement social en France et en Belgique. Etudes et lettres*, paru en 1845 à Darmstadt). Il insiste toutefois pour ne pas intégrer Cabet dans le comité de correspondance : « Nous devons le laisser tranquille avec notre correspondance. Premièrement, il a bien assez à faire et deuxièmement il est trop méfiant. Il y verrait un piège, le désir d'abuser de son nom » (*Correspondance*, tome 1, page 399)
- 19.08.1846 Premier rapport d'Engels au *Comité de correspondance communiste* bruxellois « Notre affaire va très bien marcher ici. Ewerbeck y est jusqu'au cou et souhaite seulement qu'on ne précipite pas l'organisation officielle d'un comité, car une scission est imminente. Le reste des adeptes de Weitling, une petite bande de tailleurs, est sur le point d'être flanqué à la porte et Ewerbeck trouve préférable que cette affaire soit d'abord réglée. Mais il ne croit cependant pas qu'on puisse amener plus de 4 ou 5 types d'ici au

¹ BDK, 1, pp. 342-344.

² On notera l'appellation « démocrates » qui fait sans doute écho aux *Fraternal Democrats* londoniens.

³ Le texte recourt au terme de « Nationalökonomer » qui rappelle le titre de l'ouvrage (*Kritik der Nationalökonomie*) promis à Leske par Marx.

⁴ BDK, I, pp. 376-382

⁵ Les termes du contrat sont reproduits page 394 de *Marx Engels, Correspondance*, tome 1.

⁶ *Marx Engels, Correspondance*, page 396, tome 1. L'ouvrage évoqué est *l'Idéologie Allemande*.

⁷ Il faut savoir en effet qu'Ewerbeck est, avec Grün, un familier de Proudhon. C'est lui qui a traduit à l'intention de ce dernier de nombreux extraits de la littérature jeune-hégélienne allemande : Feuerbach essentiellement, mais aussi Moses Hess et Karl Marx.

Comité de correspondance - ce qui du reste est amplement suffisant. Dans ma prochaine lettre, j'espère pouvoir annoncer la constitution du Comité ». (*Correspondance*, tome 1, page 402).

- 5.09.1846 Publication par Engels dans « The Northern star » d'un article sur la situation française intitulé « Gouvernement et opposition en France »
- 16.09.1846 Deuxième rapport d'Engels au Comité de correspondance communiste bruxellois Engels relate ses rencontres avec les dirigeants ouvriers de l'émigration allemande et souligne l'influence qu'y exerce Grün (et donc Proudhon par son intermédiaire). Il écrit : « Il faut se débarrasser de Grün qui a vraiment exercé directement et indirectement une influence épouvantablement amollissante et ensuite, quand on leur aura sorti ces grandes phrases de la tête, j'espère arriver à quelque chose avec eux, car ils ont une grande soif de savoir en matière d'économie ». Il commente par ailleurs certaines thèses du prochain livre de Proudhon, notamment son projet d'échange équitable sur base de la valeur travail : « Mais Proudhon se rend ridicule à tout jamais aux yeux des économistes bourgeois, et avec lui tous les socialistes et communistes français s'il sort de tels plans – voilà d'ailleurs la raison de ses pleurs et de ses polémiques contre la révolution : il avait *in petto* un remède pacifique. Proudhon est comme John Watt : ce dernier met un point d'honneur à gagner le respect des bourgeois malgré son athéisme et son socialisme non respectables – Proudhon met tout en jeu pour être reconnu comme grand économiste en dépit de sa polémique contre les économistes. *Voilà comment sont les sectaires*¹. »
- 18.09.1846 Lettre *privatim* d'Engels à Marx dans laquelle il revient longuement sur Proudhon et notamment sur le projet d'*Association progressive* par lequel ce dernier envisageait de généraliser à toute la société française un système mutualiste d'échanges entre acheteurs et producteurs échangeant sur la base d'une stricte égalité de « temps et de service² ». Engels se plaît à tourner en ridicule la naïveté du projet : « un non-sens qui dépasse vraiment tout à fait les bornes » : « Et ici, les ouvriers, ces jeunes sots (je veux parler des Allemands) croient à toutes ces idioties ; eux qui ne peuvent même pas garder six sous en poche pour aller chez un marchand de vin le soir de leurs réunions, veulent acheter *toute la belle France* avec leurs économies ! Rothschild et consorts sont de vrais gâte-sauce à côté de ces accapareurs. » L'utilité de tels courriers privés est aussi de témoigner de la rudesse des propos que les deux amis échangent souvent sur leurs proches.
- 15.10.1846 **Parution du livre de Proudhon : *Système des Contradictions économiques, ou Philosophie de la Misère***, en deux volumes. Une note sur la couverture annonce la parution prochaine d'un ouvrage intitulé *La solution du problème social* (il s'agit de son programme d'*Association progressive*)³.
- 18.10.1846 Lettre d'Engels à Marx. Il rend compte longue- Par ailleurs, Engels fournit quelques détails sur les

¹ Marx, Engels, *Correspondance*, tome 1, page 411

² Proudhon attendait de ce système coopératif ni plus ni moins que la disparition de « la féodalité économique ». Il en parle avec exaltation dans ses carnets de l'époque. C'est en tout cas ce modèle de révolution sociale qu'il a en tête quand il affirme à Marx dans sa lettre du 17 mai 1846 qu'il dispose des moyens de « faire rentrer dans la société les richesses qui en sont sorties ». Pour le détail de ce plan mutualiste, nous renvoyons au chapitre 5.6. (« Le projet d'*Association progressive* ») de notre fascicule 8.

³ L'ouvrage est un insuccès. Le 26 mars 1847, Proudhon écrit à son ami Maurice : « La répulsion que j'inspire est générale ». Le 15 mars 1847, on peut lire dans son carnet : « la France est incapable de comprendre mon livre. »

ment de sa lecture de l'ouvrage de Feuerbach *L'essence de la religion* qui avait d'abord paru dans une revue intitulée « Die Epigonen¹ ». La critique qu'il en fait est acerbe (« je me suis enfin attaqué à la lecture de la crotte de Feuerbach ») : les thèses (naturalistes) défendues par le philosophe allemand sont dénoncées comme triviales, dignes d'un « materialismus vulgaris », écrites de surcroît dans un style horrible. Manifestement, conclut-il, « Feuerbach a épuisé ce qu'il avait à dire ».

efforts qu'il déploie pour discréditer Grün auprès des travailleurs allemands de Paris.

19.10.1846 Marx et sa famille s'installent au 42, rue d'Orléans à Ixelles, non loin de la porte de Namur².

20.10.1846 Le *Comité de Correspondance* publie une seconde circulaire contre Kriege, signée par le seul Marx. Le texte n'a pas été conservé³.

23.10.1846 Troisième rapport d'Engels au *Comité de correspondance* bruxellois

Engels relate son activité de propagandiste anti-proudhonnien. L'adversaire principal demeure Karl Grün. Engels plaide au nom d'une conception expressément *communiste* de la société dont il donne à ses auditeurs cette définition en trois points : « 1. Faire prévaloir les intérêts des prolétaires contre ceux des bourgeois, 2. Atteindre ce but en supprimant la propriété privée et en la remplaçant par la communauté des biens, 3. Pour réaliser ces objectifs ne pas admettre d'autres moyens que la révolution violente et démocratique » (page 432). Résultat de sa plaidoirie, un soir de réunion : un vote majoritaire par 13 voix contre deux. Au passage, s'agissant de Weitling, on peut lire une allusion aux « philosophes de Bruxelles ». Elle montre que la récente circulaire des londoniens n'est pas passée inaperçue. (page 435)

Novembre 46 La direction centrale (Die Volkshalle) de la *Ligue des Justes* envoie une circulaire à l'ensemble de ses membres par laquelle se trouve convoqué un **congrès** pour le 1^{er} mai 1847⁴. Cette initiative prise sans concertation avec le *Comité de correspondance* bruxellois aura pour effet de refroidir quelque peu les relations entre Londres et Bruxelles d'autant plus qu'elle survient après les précédentes déclarations contre l'arrogance des « savants de Bruxelles ». La circulaire se termine par la mise en débat de **trois questions** : « Question 1. Quelle est la position du prolétariat à l'égard de la grande et de la petite bourgeoisie ? Un rapprochement avec la petite bourgeoisie ou la bourgeoisie radicale est-il opportun et à quelles conditions ? Question 2. Quelle est la position des prolétaires à l'égard des partis religieux ? Un rapprochement avec ces partis est-il opportun et possible et à quelles conditions ? Question 3. Quelle est notre position au regard des partis socialistes et communistes ? Est-il souhaitable et possible de réaliser l'union de tous les socialistes et de quelle manière l'accomplir le plus rapidement et de la manière la plus sûre ? »

Engels adresse à Marx une longue lettre datée sans autre précision de novembre. On y trouve l'habituel rapport sur les partisans de Grün, avec cette nouveauté qu'Engels semble être l'objet d'une surveillance policière. On y trouve surtout un long développement sur la crise avec le *Comité de correspondance* londonien. Le commentaire d'Engels ne manque pas de piquant : il illustre bien la désinvolte assurance dont il est coutumier et la conviction que Marx et lui travaillent pour clarifier en théorie une configuration politique dont une large part est

¹ Engels annonçait à Marx dans sa lettre du 18 septembre qu'il s'était procuré le livre : « Ce truc-là vous paraît tout à fait vaseux » écrivait-il, avant même d'en avoir commencé la lecture, ce qui témoigne des distances prises avec Feuerbach par les rédacteurs, à cette époque, de *l'Idéologie allemande*. Dans cette lettre, Engels parlait même de « répulsion ». On ne confondra pas cet ouvrage de Feuerbach *L'essence de la religion* paru en 1845 avec celui qui a assuré sa notoriété, *L'Essence du christianisme* paru en 1841.

² Voir Jean Stengers, *Ixelles dans la vie et l'œuvre de Karl Marx*, in : Revue belge de philologie et d'histoire, tome 82, fasc. 1-2, 2004. Histoire médiévale, moderne et contemporaine, pp. 349-357 (disponible sur www.persee.fr). Stengers écrit : « La vie à Bruxelles, ce n'est pas encore la vraie, la terrible misère que Marx connaîtra par la suite à Londres, mais elle est déjà à certains moments aux limites de l'extrême pauvreté ».

³ Engels évoque ce texte dans sa lettre à Marx du 23 octobre 1846.

⁴ BDK, 1, pp. 431-436.

en devenir.

Voici ce qu'écrit Engels, sachant que la brutalité de certaines formulations demande à être reçue dans le cadre d'une correspondance privée :

« L'histoire avec les gens de Londres est ennuyeuse précisément à cause de Harney et parce qu'ils étaient les seuls *Straubinger*¹ avec qui l'on pouvait tenter un rapprochement en toute franchise et sans arrière-pensée. S'ils ne veulent pas, eh bien qu'ils aillent au diable ! D'autant plus qu'il n'est jamais sûr qu'ils n'adresseront pas de nouveau des proclamations aussi lamentables que celle qu'ils ont envoyée à Monsieur Ronge² ou aux prolétaires du Schleswig-Holstein³. Sans compter cette éternelle jalousie qu'ils éprouvent à notre égard, nous « les savants ». D'ailleurs nous disposons de deux méthodes pour nous en débarrasser s'ils se rebellent : ou bien rompre ouvertement ou nous contenter de mettre la correspondance en sommeil. Je pencherais pour cette dernière méthode si leur dernière lettre offre la possibilité d'une réponse qui, sans les brusquer trop, soit suffisamment tiède pour leur enlever toute envie de répondre trop vite. Puis faire attendre longtemps la réponse : étant donné le rythme languissant de leur correspondance, deux ou trois lettres suffiront et tout dormira du dernier sommeil. Car enfin pourquoi et comment polémiquer avec ces gens-là ? Nous n'avons pas de journal et même si nous en avions un⁴, ce ne sont pas des écrivains ; ils se contentent de diffuser de temps à autre des proclamations que personne ne lit et dont personne ne se soucie. Si nous attaquons les *Straubinger* en général, nous pourrions toujours utiliser leurs magnifiques documents pour notre polémique ; la correspondance une fois en sommeil, tout ira bien ; la rupture se produira insensiblement, sans scandale. Entre-temps nous nous mettrons tranquillement d'accord avec Harney sur ce qu'il y a à faire⁵ ; nous veillerons à ce que ce soit eux qui nous doivent une réponse (ce sera le cas, si on commence par les faire attendre six à dix semaines), et ensuite nous les laisserons crier. Nous ne retirerions aucun avantage ni aucune gloire d'une rupture directe. La possibilité de différends théoriques entre eux et nous existe à peine car ils n'ont pas de théorie sauf leurs éventuelles réserves à recevoir des leçons de nous. Ils ne sont pas non plus capables de formuler leurs réserves ; toute discussion avec eux s'avère donc impossible, sauf peut-être oralement. En cas de rupture ouverte, ils se serviraient contre nous de cette tendance générale chez les communistes, le besoin de s'instruire : nous ne demanderions pas mieux que d'apprendre auprès de ces savants messieurs à condition qu'ils aient quelque chose de solide, etc. Comme ils seraient peu nombreux au Comité et nous en nombre restreint également, les différends politiques pratiques auraient tôt fait de se réduire à des querelles personnelles ou donneront cette impression. Face à des intellectuels, nous pouvons apparaître en tant que parti, vis-à-vis des *Straubinger*, non. Enfin ces gens regroupent quand même quelques centaines d'hommes ; ils sont introduits auprès des Anglais grâce à Harney et en Allemagne le *Rheinische Beobachter* clame sur tous les toits qu'ils forment une société de communistes enragés et nullement impuissants ; au demeurant ce sont les plus supportables des *Straubinger* et certainement ce que l'on peut faire de mieux à partir des *Straubinger* aussi longtemps qu'aucun changement ne se sera produit en Allemagne. Cette histoire nous a précisément appris qu'on ne peut rien faire avec les *Straubinger*, fussent-ils les meilleurs, tant qu'un mouvement organisé n'existera pas. Quoi qu'il en soit, il est préférable de les laisser tranquilles, de ne les attaquer qu'en masse, plutôt que de déchaîner une querelle dont nous ne sortirions pas blancs. A nous ces types disent qu'ils sont le « peuple », les « prolétaires » et nous, nous ne pouvons qu'en appeler à un prolétariat communiste qui, en Allemagne, doit d'abord se constituer⁶. ».

28.12.1846 Marx adresse à Annenkov une longue lettre Elle contient le premier exposé des catégories du
sur *Philosophie de la misère* de Proudhon. matérialisme historique⁷.

1847

15.01.1847 Marx est occupé à écrire son anti-Proudhon. Engels, dans la même lettre, à propos de Moses
Engels lui écrit : « C'est très bien que tu écrives Hess avec qui il prend de plus en plus ses distan-
ta critique de Proudhon en français. J'espère ces : « Le noble cœur est venu chez moi, ne m'a
que ta brochure sera terminée lorsque cette pas trouvé, je lui ai écrit pour lui dire de me fixer

¹ Le terme désigne en allemand un *apprenti itinérant*. Il prend sous la plume d'Engels le sens péjoratif de l'artisan borné incapable de se défaire de ses vues corporatistes étroites.

² Johannes Ronge avait fondé en 1845 une secte dissidente « L'Eglise catholique allemande » caractérisée notamment par le refus de l'autorité du pape, du culte des saints et du célibat des prêtres. Une adresse intitulée « A l'apôtre Ronge » avait paru en avril 1845 dans la presse allemande au nom de *l'Association allemande pour la formation des ouvriers de Londres*. Signée par divers responsables de la *Ligue* comme Schapper, Bauer et Moll, elle insistait sur le rôle d'un catholicisme rénové au service du communisme.

³ L'adresse « sur la question du Schleswig-Holstein » avait paru le 13 septembre 1846 au nom de la même *Association allemande pour la formation des ouvriers de Londres*. Elle avait fait l'objet d'une impression en brochure et avait été publiée dans le *Northern Star* du 26 septembre. (BDK, 1, pp. 372-374). Sur les revendications nationalistes allemandes dans cette province sous domination danoise, on se reportera au chapitre du présent fascicule consacré aux positions d'Engels sur la question des « peuples sans histoire ».

⁴ Qui pourrait être la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*.

⁵ La réponse du 30 mars 1846 de Harney à Engels montre toutefois que ce dernier est plutôt sensible à l'opinion de Schapper qu'il tient pour un militant de grande envergure.

⁶ Marx Engels, *Correspondance*, op.cit., pp. 442-444.

⁷ Nous renvoyons pour un commentaire détaillé de cette lettre, au chapitre 4.1 de notre 5^e fascicule.

lettre t'arrivera. ».

un rendez-vous. Il a eu lieu hier. Notre homme a beaucoup changé. Des boucles juvéniles ceignent sa tête, une coquette barbiche confère un peu de grâce à son menton sévère, une rougeur virginale colore ses joues, mais *la grandeur déchuée se peignait dans ses beaux yeux* et une étrange modestie s'est emparée de lui. Ici à Paris, j'ai adopté un ton très cynique, c'est le métier qui veut cette esbroufe et ça réussit souvent auprès des dames. Chez Hess, ce matamore qui prétendait autrefois ébranler le monde, cet air de « petit garçon battu m'aurait presque désarmé. Mais les exploits de ses disciples, les socialistes « vrais » (dont je te parlerai plus loin) et sa nature profonde, inchangée, me redonnèrent du courage. Bref, je l'ai traité avec tant de froideur et d'ironie qu'il n'aura plus envie de revenir. » (page 464).

C'est à partir de janvier 1847 que pour sa part, Engels entreprend la rédaction du chapitre sur le *socialisme vrai* qui introduira le deuxième tome de *l'Idéologie allemande*.

20.01.1847 Lettre du *Comité de correspondance communiste* de Londres au *Comité de correspondance* de Bruxelles. Elle annonce l'arrivée à Bruxelles de Josef Moll muni de « pleins pouvoirs » pour débattre au nom de la Ligue « de toutes questions importantes » qui méritent une explication¹.

03.02.1847 Naissance d'Edgar, le 3^e enfant.² On est désormais six dans la famille Marx (Lenchen comprise).

Début février³ Josef Moll vient à Bruxelles pour inviter Marx et Engels à adhérer à la *Ligue des Justes*. La circulaire contre Kriege a fait son effet. La *Ligue des Justes* est à la veille de se transformer en *Ligue des Communistes*.

Marx évoque la rencontre dans son *Herr Vogt*⁴ de 1860 en ces termes : « A la suite de notre action⁵, le Comité central de Londres entra en correspondance avec nous, et nous envoya, fin 1846, un de ses membres, l'horloger Joseph Moll tombé plus tard comme soldat révolutionnaire sur le champ de bataille de Bade, pour nous inviter à entrer dans la Ligue. Comme nous hésitions devant cette proposition, Moll nous rassura en déclarant que le Comité central se proposait de convoquer à Londres un congrès de la Ligue où nos idées, après que nous les aurions exposées, seraient condensées dans un manifeste public comme doctrine de la Ligue, mais que, pour lutter contre les éléments surannés et récalcitrants, notre collaboration personnelle était indispensable et que celle-ci était liée à notre entrée dans la Ligue. Nous entrâmes donc. »

7.03.1847 Lettre de Marx à Roland Daniels : il l'invite « instamment » à venir en Belgique, car, dit-il, « j'ai à te communiquer des choses importantes qui ne peuvent être confiées à la poste ». Et il insiste : « Tu peux bien ne pas t'occuper de tes affaires bourgeoises pendant quelques jours ».

8.04.1847 Publication dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* d'une « déclaration contre Karl Grün » signée par Marx. Elle est une réplique à un précédent article inspiré de Grün qui avait paru dans le

La controverse avec Grün se poursuit par la rédaction d'une critique du livre de ce dernier « Le mouvement social en France et en Belgique » que Marx tente en vain de publier sous forme de bro-

¹ BDK, 1, page 451

² La précision de cette date est confirmée par Jean Stengers, op.cit., page 351.

³ Dans sa *Contribution à l'histoire de la ligue* de 1885, Engels écrit « au printemps 1847 ».

⁴ Karl Marx, *Herr Vogt*, Editions Alfred Costes, Paris, 1927, tome 1, pp. 105-106

⁵ A savoir la publication d'« une série de pamphlets » où « nous soumettions à une critique impitoyable le mélange de socialisme ou de communisme anglo-français et de philosophie allemande qui formait alors la doctrine secrète de la Ligue ». (*Herr Vogt*, op.cit., page 105)

« Trier'schen Zeitung ».

chure. Le texte paraîtra en fin de compte au début de septembre dans la revue d'Otto Lüning, *Das Westphälische Dampfboot*.

- 15.05.1847 Marx prévient Engels qu'il ne pourra assister au congrès de Londres : « Mes finances ne me le permettent pas. Nous espérons y envoyer Wolff. Vous y serez alors deux, ce qui sera suffisant. » (*Correspondance*, tome 1, page 476).
- Printemps 47 Edgar, le frère de Jenny, part pour l'Amérique, au Texas.
- Engels se prépare à participer au premier congrès de la Ligue des communistes au titre de délégué de la section de Paris. Son élection comme délégué semble toutefois n'avoir pas été une simple formalité. On dispose en effet du témoignage de Stéphan Born qui souligne l'opposition que rencontrait Engels dans ces milieux d'artisans tailleurs et menuisiers qu'il heurtait souvent dans leurs convictions politiques empreintes de religiosité ou d'humanisme généreux. Les comptes rendus qu'Engels adresse au Comité de correspondance bruxellois expriment bien toute la condescendance, si ce n'est un mépris hautain, avec laquelle Engels traite ceux qu'il nomme les *Straubinger*. Dans son ouvrage de *Souvenirs*, Born écrit : « Je me rendis compte qu'il allait être très difficile de faire nommer Engels, en dépit de tous ses espoirs. Sa candidature rencontrait une forte opposition. Je ne parvins à assurer son élection qu'en demandant - au mépris des règles - que lèvent la main ceux qui étaient contre et non pas pour, le candidat. Aujourd'hui j'ai honte quand je repense à cette ruse abjecte. « Bien joué », me dit Engels en rentrant de la réunion¹. ».
- 2-9 juin 1847 **1^{er} congrès de la Ligue des Justes à Londres.** Engels et Wilhelm Wolff y participent au titre de délégués respectivement de la Commune de Paris et de la Commune de Bruxelles. Marx demeure à Bruxelles, retenu à la fois par des difficultés financières et par la publication de son anti-Proudhon qui paraîtra en juillet.
- 15.06.1847² **Publication de *Misère de la philosophie*** (un tirage de 800 exemplaires à compte d'auteur³). Dans son ouvrage contre Proudhon (qui est sa première intervention publique dans le domaine économique) Marx utilise tous les matériaux utilisés depuis 3 ans dans ses lectures érudites, ce qui donne une étonnante consistante au volume écrit en quelques mois. Marx en profite pour revenir sur Hegel à l'adresse du public français.
- L'ouvrage paraît chez deux éditeurs, C.G. Vogler à Bruxelles et A. Frank à Paris.
- Juin 1847 De son côté, Engels multiplie les articles dans divers journaux, en particulier dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* (« Protectionnisme ou libre échange⁴ », le 10 juin) et *The Northern Star* (« Le déclin et la chute prochaine de Guizot. La situation de la bourgeoisie française », le 3 juillet).
- Juillet 1847 De juillet 1847 à la mi-octobre, Engels réside à Bruxelles⁵.
- 5.08.1847 Fondation de la *commune* bruxelloise de la *Ligue des communistes* dont Marx est élu président⁶. Le cercle rapproché de Marx à Bruxelles est composé d'Engels, Wilhelm Wolff, Ernst Dronke, Georg Weerth et Philippe Gigot.

¹ Vraie ou fautive, l'anecdote est rapportée par le biographe d'Engels Tristram Hunt dans son ouvrage *Engels, Le gentleman révolutionnaire*, paru aux éditions Flammarion en 2009, pages 196 et 197. Le témoignage de Stephan Born est extrait du chapitre 5 (« Friedrich Engels. Der Kommunistenbund. Heinrich Heine ») de son livre autobiographique « Erinnerungen eines Achtundvierzigers » paru en janvier 1898. L'ouvrage est disponible sur le site internet de Zeno.org.

² Le 15 juin 47 est la date mentionnée par le préambule. L'ouvrage sortira de presse en juillet.

³ Jean Stengers note que la somme due à l'éditeur Vogler n'était toujours pas entièrement payée en mars 1848 et que Jenny devra laisser une part de son argenterie en gage avant de rejoindre son mari à Paris. (Jean Stengers, article cité, page 352)

⁴ Une question sur laquelle Marx reviendra bientôt.

⁵ Lettre de Marx à Herwegh du 27 juillet 1847 : « Engels arrive à l'instant de Paris pour passer ici quelques semaines (*Correspondance*, page 478)

⁶ Philippe Gigot en assure le poste de secrétaire et de trésorier (le fac-similé de la note manuscrite de Marx enregistrant l'évènement est reproduit par BDK, 1, page 497). La société est aussi nommée « Deutscher Arbeiterbildungsverein » et « Deutsche Arbeiter-Gesellschaft » (BDK, 1, page 641)

Fin août	Marx et Engels fondent « L'Association ouvrière allemande » (le <i>Deutscher Arbeiterverein</i> ¹) devant laquelle Marx fera des conférences et notamment, en décembre prochain, sur « Travail salarié et capital. ».	Le modèle est celui de l'association de Londres : il consiste à se doter d'une structure légale où diffuser la propagande politique et les travaux de théorie sous couvert d'activités culturelles ² .
Septembre 47	A partir de septembre 1847, Marx et Engels deviennent des collaborateurs permanents de la <i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> (qui a paru du 3 janvier 47 au 27 février 48) et dirigent en fait dans les derniers mois de l'année 1847 le comité de rédaction ³ . Sous leur influence, le journal devint l'organe de la Ligue des Communistes ⁴ .	En septembre 1847 paraît à Londres l'unique numéro du <i>Kommunistische Zeitschrift</i> , avec Schapper pour rédacteur en chef. La décision de cette publication avait été prise par les délégués du premier congrès de juin.
12.09.1847	Parution dans la <i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> (n° 73) d'un article de Marx « Der Kommunismus des « Rheinischen Beobachters » (Le Communisme de « l'Observateur rhénan »), un journal conservateur de Cologne qui avait fait l'apologie de l'action sociale du gouvernement prussien.	De son côté, Engels inaugure dans la <i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du même jour une série d'articles sous le titre « Le Socialisme allemand en vers et en prose ».
14.09.1847	Première circulaire de l'autorité centrale de la Ligue aux <i>communes</i> .	Le texte montre que plusieurs communes de la Ligue se sont montées réticentes devant la nouvelle orientation politique issue du congrès de juin ⁵ .
16/18.09.47	Marx et Engels participent à Bruxelles à un congrès d'économistes sous les auspices de l' <i>Association belge pour la liberté commerciale</i> . Le congrès visait à débattre des questions du libre-échange et du protectionnisme. Inscrit comme orateur, Marx ne prendra cependant pas la parole. Il avait été précédé par Georg Weerth dont le discours avait jeté un certain froid dans cette assemblée de libéraux. Le président avait alors préféré lever la séance avant que le tour de Marx ne fût arrivé ⁶ .	Le texte paraîtra dans <i>l'Atelier démocratique</i> du 29 septembre. Pour sa part, Engels fournira un écho du discours de Marx à la fois dans la <i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 23 septembre et dans le journal chartiste <i>The Northern Star</i> du 9 octobre.
27.09.1847	Ce jour-là se tient à Bruxelles, à l'Estaminet liégeois ⁷ , près du Palais de Justice, un banquet international en présence d'un grand nombre de démocrates et progressistes belges ⁸ . On y évoque la création d'une « Association démocratique » sur le modèle des <i>Fraternal Democrats</i> anglais et l'on constitue un comité dans cette perspective.	Marx est à cette époque en voyage en Hollande ⁹ pour régler en famille de pressantes questions financières. L'organisation de ce banquet avait fait l'objet de certaines intrigues (de la part surtout de Bornstedt) dont Engels rend compte longuement à Marx dans sa lettre du 30 septembre 1847. Engels avait alors fait preuve de ses talents de manœuvrier et avait obtenu pour lui-même le poste d'un des vice-présidents de la future « Association démocratique » (lequel poste était réservé à un Allemand). Rendant compte à Marx de la réunion de l' <i>Association des ouvriers allemands</i> qui avait suivi, il raconte comment il a su dénoncer publiquement (« le meilleur discours que j'aie prononcé ») les intrigues de Bornstedt. Après la réunion du 29 septembre 1847 de la <i>commune</i> bruxelloise de la <i>Ligue des Communistes</i> , il précise : « Nos gens

¹ L'association est présidée par Karl Wallau (typographe à la *Deutsche Brüsseler Zeitung*) avec Moses Hess pour vice-président. Elle se réunissait au premier étage de l'estaminet *Le Cygne*, sur la Grand-Place de Bruxelles.

² Le dimanche soir Wolff faisait une rétrospective des événements politiques de la semaine et les épouses étaient mobilisées pour des lectures publiques et des représentations. Le mercredi était réservé à des conférences et débats.

³ Même si la direction formelle reste assumée par son fondateur, Adalbert von Bornstedt.

⁴ Marx préfère ne pas tenir compte de la réputation sulfureuse de Bornstedt qui se révélera un informateur de la police prussienne et autrichienne. Sur l'histoire de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, on se rapportera à l'étude de Jacques Grandjonc, « La Presse de l'Émigration Allemande en France (1795-1848) et en Europe (1830-1848) », parue dans la revue *Archiv für Sozialgeschichte* et disponible en ligne sur le site de la fondation Friedrich-Ebert à Trèves.

⁵ Pour le détail, nous renvoyons au chapitre du présent fascicule « De la *Ligue des Justes* à la *Ligue des Communistes* ».

⁶ Nous renvoyons à notre fascicule 10 qui est consacré à ce discours de Marx.

⁷ Place du Palais de Justice (Engels, lettre du 30 septembre 1847, *Correspondance*, tome 1, page 484)

⁸ Parmi lesquels : Lucien Jottrand, le général Mellinet, Adolphe Bartels, Jacob Kats, Jan Pellerling (Maesschalck, op.cit., page 179)

⁹ Il se trouve à Zalt-Bommel auprès de son oncle (par alliance) Lion Philips, qui avait été chargé par sa mère de gérer les avoirs de la famille.

commencent à prendre conscience de leur force. Ils se sont enfin posés en tant qu'association, en tant que force en face d'autres gens et ils sont extraordinairement fiers que tout ait si merveilleusement marché et que leur victoire ait été aussi complète¹ ».

- 30.09.1847 Engels écrit à Lucien Jottrand pour annoncer son départ imminent vers Paris « pour quelques mois ». Il lui suggère que la vice-présidence de la future « Association démocratique » dont il s'est vu honorer le 17 septembre soit confiée à Marx « qui dans mon intime conviction, a le droit le plus fondé à représenter à la commission la démocratie allemande ».
- 3.10.1847 Polémique contre Karl Heinzen². Engels fait paraître « Les communistes et Karl Heinzen », dans les n° 79 et n° 80 des 3 et 7 octobre de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*. Heinzen répliquera dans un article de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* intitulé « Un représentant des communistes ». Cette fois, c'est Marx qui poursuivra la polémique en publiant, entre les 28 octobre et 25 novembre, les divers épisodes de son article « Critique moralisante et la morale critiquante³ ».
- 18.10.1847 L'autorité centrale Londres de la *Ligue des communistes* invite expressément Marx à participer au deuxième Congrès⁴.
- 24.10.1847 Déclaration contre Karl Heinzen de la *commune* de Paris de la Ligue. Le texte paraîtra dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 4 novembre (BDK, 1, page 584)
- 26.10.1847 Engels est de retour à Paris. Il adresse à Marx une longue lettre dans laquelle il explique l'entourloupe par laquelle il a évincé la contribution de Moses Hess aux délibérations sur la profession de foi issue du congrès de juin 1847. Il écrit : « J'ai joué un tour infernal à Mose, mais que cela reste tout à fait entre nous. Il avait fait adopter une profession de foi divinement améliorée⁵. Vendredi dernier, je l'ai discutée au district, point par point, et n'en étais pas encore à la moitié que tout le monde se déclarait satisfait. Sans aucune opposition, je fus mandaté pour en élaborer une nouvelle que l'on discutera maintenant vendredi prochain au district et que l'on enverra à Londres *derrière le dos des communes*. Naturellement, il ne faut pas que quiconque le remarque sinon nous serions tous déposés et il y aurait un scandale du tonnerre de Dieu⁶ »
Le texte dont Engels parle et qu'il rédige entre le 22 et le 29 octobre 1847 est intitulé « Principe du communisme »

Pour l'anecdote, mais elle est significative du personnage d'Engels à cette époque, il faut savoir que la manœuvre politique contre Moses Hess se déroulait sur fond de querelle privée. Il se trouve en effet qu'en juillet 1846, Moses avait sollicité l'aide de Marx et d'Engels pour aider sa femme Sybille, alors à Bruxelles, à traverser la frontière française en fraude⁷. Or il semble bien qu'entre Sybille, l'ancienne prostituée, et le jeune Engels, ce jeune bourgeois à la dégaine canaille et plutôt coureur de jupons, les relations aient été plus intimes que la stricte camaraderie militante ne l'aurait voulu. Moses s'en est plaint à grands cris, allant même jusqu'à accuser Engels d'avoir fait preuve de violence (autrement dit de viol) en l'occasion. Cette affaire fournira à Engels l'occasion d'accabler Hess de ses sarcasmes, allant

¹ *Correspondance*, tome 1, op.cit., page 490

² Karl Heinzen s'était fait connaître en publiant en 1844 un ouvrage qui dénonçait la bureaucratie prussienne. Marx l'avait rencontré à Bruxelles. Heinzen s'était alors rendu en Suisse où il avait fait paraître de vives critiques contre le communisme.

³ Le texte (commenté) se trouve au chapitre 1.10 de notre fascicule 3.

⁴ BDK, 1, page 580 : on fera en sorte de lui payer ses frais de déplacement.

⁵ Il s'agit d'une réécriture de son « catéchisme communiste » qui avait paru en 1845 dans les *Rheinische Jahrbücher*, sous le titre « Kommunistisches Bekenntnis in Fragen und Antworten » (« Profession de foi communiste par questions et réponses »).

⁶ *Correspondance*, tome 1, page 499.

⁷ Elle était dépourvue du passeport adéquat. La lettre d'Engels à Moses Hess date du 27 juillet 1846 (*Correspondance*, tome 1, page 391)

même jusqu'à le menacer d'un duel s'il ne cessait de médire¹.

Rappelons toutefois que la rupture d'Engels (et de Marx) avec Moses Hess résulte du rapprochement de ce dernier avec les tenants du « socialisme vrai », dont Karl Grün.

- 28.10.47 Du 28.10 au 25.11.48, Marx fait paraître dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* une série d'articles contre Karl Heinzen sous le titre « Die moralisierende Kritik und die kritisierende Moral² ».
- 7.11.1847 Fondation à la *Maison des Meuniers*, rue de la Tête d'Or à Bruxelles, de l'**Association démocratique** « ayant pour but l'union et la fraternité des peuples ». Marx compte parmi les signataires de l'acte de fondation.
- 14.11.1847 Réunion du district de Paris de la Ligue. Engels y est élu comme délégué au congrès de Londres. Engels à Marx: « Hier soir on a procédé à l'élection des délégués. Après une réunion particulièrement confuse, je fus élu avec les 2/3 des voix. Cette fois je n'avais pas du tout intrigué n'en ayant d'ailleurs guère l'occasion. »
- 15.11.1847 Composition du bureau définitif de l'*Association démocratique* : Marx en devient l'un des vice-présidents avec le français Imbert. La présidence est attribuée à Lucien Jottrand (le général Mellinet recueillant par acclamation le poste de président d'honneur en raison de sa notoriété et de son grand âge).
- 20.11.1847 Engels publie dans *The Northern Star* l'article intitulé « Le mouvement de la réforme en France ».
- 23/24 novembre Engels donne rendez-vous à Marx à Ostende pour la traversée de la Manche, le 27 novembre
- A propos du *Manifeste*, il écrit: « Réfléchis donc un peu à la profession de foi. Je crois qu'il est pré-

¹ Nous renvoyons aux diverses lettres d'Engels à Marx, celle du 19 août 1846 dernier paragraphe (« Madame Hess cherche un mari. Elle se fiche de Hess »), celle du 23 novembre 1847 (« Depuis longtemps déjà, je n'arrive pas à comprendre pourquoi tu n'as pas interdit à Moses tous ses racontars ») et surtout celle du 14 janvier 1848 (« Si cet âne devait maintenir son mensonge abject selon lequel il y a eu viol, je peux lui offrir des détails antérieurs, concomitants et postérieurs qui le laisseront tout abasourdi. »), respectivement aux pages 402, 507 et 513-514 du premier tome de la *Correspondance*.

² BDK, 1, page 587. « Critique moralisante et morale critique » dans la traduction de Maximilien Rubel, *Œuvres*, Gallimard, vol. 3, pp 745-779

³ Spilthoorn sera poursuivi au titre de meneur dans l'affaire de *Risquons-Tout*. Condamné à mort, sa peine sera commuée en une peine de prison de 30 années. Il purgera 6 ans à la citadelle de Huy puis sera exilé aux Etats-Unis jusqu'en 1870.

⁴ Source : Louis Bertrand, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, tome 1, page 243 et suivantes (de l'édition électronique disponible sur le site de Jean-Marie Tremblay, à l'adresse www.uqac.quebec.ca). Voir aussi BDK, 1, page 609, qui cite l'article paru dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 18 novembre 1847.

bre. Ils feront le voyage avec Victor Tedesco¹. « Il faut que ce congrès soit décisif car cette fois tout doit se dérouler comme nous l'entendons » (*Correspondance*, 1, page 507)

férable d'abandonner la forme du catéchisme et d'intituler cette brochure : *Manifeste communiste*. Comme il nous y faut parler plus ou moins d'histoire, la forme actuelle ne convient pas. J'emporte le projet que j'ai fait ici, il se veut simplement narratif mais il est fort mal rédigé parce qu'écrit terriblement vite². Je commence ainsi « Qu'est-ce que le communisme ? et tout de suite après, le prolétariat – origine, différence avec les ouvriers d'autrefois, développement de l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, crises, conséquences qu'on doit en tirer. Parmi tout cela, toutes sortes de points secondaires et enfin la politique du parti communiste dans la mesure où elle doit être rendue publique. Ce projet n'est pas encore tout à fait au point pour être soumis à l'approbation de la Ligue, mais je pense le faire accepter, à quelques petites choses près, sous une forme telle que rien n'y figure qui soit contraire à nos idées ».

du 29.11
au 8.12 Marx et Engels assistent au **2^e Congrès londonien de la Ligue des communistes**³. Ils reçoivent le mandat de rédiger un manifeste.

29.11.47 Marx et Engels participent au meeting organisé par les *Fraternal Democrats*⁴ pour commémorer l'insurrection polonaise de 1830. Le discours de Marx sera publié dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* n° 98 du 9 décembre 1847. Engels en rend compte dans un article de *La Réforme* du 5 décembre 1847. (BDK, 1, pp. 616 et 620)

30.11.1847 Marx et Engels prennent la parole devant l'association culturelle ouvrière de Londres (l'Arbeiterbildungsverein). (BDK, 1, pp. 620-623)

9.12.47 De Londres, Marx sollicite l'aide financière d'Annekov. Il demande un prêt pour subvenir aux besoins de sa famille, le temps que lui arrivent les revenus de son anti-Proudhon⁵ et que ses pourparlers avec sa propre mère à propos de son héritage paternel aboutissent: « J'ai laissé ma famille dans une situation extrêmement difficile et lamentable. Non seulement ma femme et les enfants sont malades mais ma situation financière actuelle est tellement critique que ma femme est littéralement harcelée par les créanciers et elle se trouve dans un embarras d'argent tout à fait effroyable » (*Correspondance*, 1, page 509)

Décembre 47 Vers la mi-décembre, Marx (qui a quitté Londres vers le 13 décembre) fait une série d'exposés à l'*Association ouvrière* de Bruxelles sur « Travail salarié et capital ». Ces conférences seront publiées sous forme d'éditoriaux dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en avril 1849.

Le 28.12.47, Bakounine écrit à un correspondant : « Marx déploie ici les mêmes activités vaines qu'auparavant. Il corrompt les ouvriers en en faisant des raisonneurs. Il fait preuve du même goût malsain pour la théorie et de la même autosatisfaction insatisfaite ». Dans une lettre à Herwegh, il déclare : « En un mot, mensonge et bêtise, bê-

¹ Et Georg Weerth, malgré l'avis défavorable qu'Engels exprime sur lui dans sa lettre du 23.11.1847 (*Correspondance*, page 508) : « Pour l'amour de Dieu que Weerth ne soit pas (...) délégué. Il faut le maintenir dans sa sphère de poète ».

² En une semaine, soit entre deux réunions du vendredi du district de Paris de la Ligue si l'on tient compte des indications d'Engels dans sa lettre du 26 octobre 1847 (*Correspondance*, op.cit. page 499)

³ Le congrès se tient dans les locaux de l'hôtel du Lion rouge, Great Windmill Street, qui étaient aussi les locaux du Deutsche Arbeiter Bildungsverein, à moins que ce ne soit dans la salle plus vaste du Withe Star au 191, Drury-lane où l'association culturelle avait déménagé à l'été 1846. (Cf Keith Scholey, *The Communist Club*, édition électronique)

⁴ Ils y participent à la fois comme représentants de l'*Association démocratique* de Bruxelles (qui se félicitera officiellement de cette représentation) et comme membres de la *Ligue des communistes*. Cf. L'adresse des *Fraternal Democrats* à l'*Association démocratique* du début décembre (BDK, 1, page 631).

⁵ Les revenus de cette publication (soit quelque 500 francs) seront vite absorbés par les divers créanciers (Maesschalck, op.cit., page 120)

tise et mensonge. Il est impossible en leur compagnie de respirer librement. Je me tiens soigneusement à l'écart, et j'ai déclaré de la façon la plus nette que je n'entrerai pas dans leur association d'artisans communistes et que je refuserai d'avoir le moindre contact avec eux »¹.

Pour sa part, Engels rejoint Paris vers la fin du mois

- 13.12.1847 Une résolution des *Fraternal Democrats* prévoit d'organiser à Bruxelles un congrès en septembre prochain et l'*Association démocratique* bruxelloise est sollicitée pour en assurer l'organisation. (BDK, 1, page 637). Une lettre de G.J. Harney à Marx du 18 décembre 1847 confirme le projet (BDK, 1, page 639).
- 19.12.1847 Marx fait paraître dans le n° 101 de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* un bref article polémique intitulé « Observations à propos d'un article de Mr Adolphe Bartels ».
- 20.12.1847 Assemblée de l'*Association démocratique*. Marx rend compte de son voyage en Angleterre. Il donne lecture d'une *Adresse des Fraternal Democrats* se félicitant du rôle joué par « le Dr. Marx » lors de sa délégation à Londres⁵.
- 26.12.1847 Marx publie dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* un article intitulé « Lamartine et le communisme⁶ »
- 30.12.1847 Engels publie dans le numéro 104 de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* deux articles sur la situation française, l'un intitulé « La Réforme et le National », l'autre intitulé « Discours de Louis Blanc au banquet de Dijon⁷ ».
- L'*Association démocratique* de Bruxelles répondra « unanimement et avec enthousiasme » le 13 février 1848 (BDK, 1, page 670). Le congrès est programmé pour le 25 août 1848 (qui correspond au 18^e anniversaire de la révolution belge).
- Adolphe Bartels² avait fait paraître dans le *Journal de Charleroi* du 2 décembre 1847 un article dans lequel il critiquait les doctrines « immondes et barbares » des communistes allemands en Belgique, en particulier leurs interventions lors du meeting du 29 novembre 1847 en commémoration du 17^e anniversaire de la révolution polonaise³. Ses critiques avaient trouvé un écho dans le journal clérical bruxellois « Le journal de Bruxelles » qui avait publié, le 14 décembre, un compte rendu falsifié de l'intervention de Marx lors du meeting de Londres (lui prêtant l'ambition d'« améliorer la race humaine ».)⁴
- Engels est nommé comme représentant de l'*Association* à Paris.
- Il commente brièvement un échange entre Cabet et Lamartine dans lequel ce dernier se prononçait solennellement en défenseur de la propriété qu'il associait à une des lois de la nature : « le communisme », affirmait-il, « serait la cessation du travail et la mort de l'humanité ». Marx se plaît à ironiser sur le lien ainsi observé par Lamartine entre « le processus de respiration et l'acte de créer et le droit de propriété ».
- Dans le premier de ces articles, Engels rend compte de la rupture survenue lors du banquet de Lille du 7 novembre 1847 entre l'opposition dynastique (Odilon Barrot) et les républicains radicaux (Ledru-Rollin et Flocon). A partir de cette date, les

¹ Cité par Mehring, op.cit., tome 1, page 177

² Bartels avait participé aux négociations préalables à la fondation de l'*Association démocratique*. Il ne figure toutefois pas parmi les membres officiellement fondateurs (lors de la réunion du 7 novembre 1847) et ne tardera du reste pas à prendre ses distances.

³ Ce meeting bruxellois de l'*Association démocratique* (le même jour, notons-le pour éviter la confusion, que celui de Londres) avait été décidé lors du banquet du 27 septembre, à l'Estaminet liégeois. Stéphan Born y avait pris la parole au nom de l'*Association ouvrière allemande*. Ce même 29 novembre 1847, l'*Association démocratique* avait proclamé « une adresse au peuple suisse » dans le cadre de l'insurrection catholique du Sonderbund (BDK, 1, page 613). Dans sa critique, le catholique ultramontain Adolphe Bartels critiquait l'athéisme des communistes et s'en prenait aux étrangers en général à qui il refusait le droit de « donner des leçons ».

⁴ Source : Luc Somerhausen, *L'humanisme agissant de Karl Marx*, op.cit., page 150 (qui publie une traduction française de l'article de Marx du 19 décembre 1847)

⁵ BDK, 1, pp. 631-633 et pp. 639-640.

⁶ Traduction pp. 997-998 de Marx, *Œuvres*, Editions Gallimard, tome IV. Engels pour sa part s'en était pris à Lamartine dans un article précédent publié dans *The Northern Star* n° 525 du 13 novembre 1847 sous le titre « Le manifeste de Lamartine »

⁷ Engels avait précédemment fait paraître dans *The Northern Star* du 18 décembre 1847 un article sur ce même banquet où il critiquait déjà les propos de Louis Blanc sur le cosmopolitisme « inné » de la France en tant que nation. (« Le mouvement de la réforme en France - Le banquet de Dijon »). Ces textes sont disponibles en anglais sur le site www.marxists.org, à la rubrique « Marx and Engels' Journalism »

banquets se différencient en effet selon les revendications qu'on y soutient, soit strictement légales (les gens du *National*), soit plus radicales (les gens de *La Réforme*)¹. Engels félicite la *Réforme* non seulement pour « sa défense énergique la vraie démocratie » mais aussi pour avoir pris la défense des « communistes matérialistes » lorsqu'ils étaient persécutés par le gouvernement (ce dont Cabet s'est bien gardé). Engels termine en déclarant : « Nous espérons être d'ici peu en mesure de prouver à *La Réforme* que le communisme comme nous l'entendons est plus proche de ses principes que d'un certain communisme tel qu'on l'a présenté en France ou tel qu'il se développe en partie à l'étranger »

Pour sa part, le texte sur le discours de Louis Blanc se contente de reproduire la vive réaction du *Northern Star* dénonçant la conception bien cordière du cosmopolitisme français exprimée par Louis Blanc qui avait déclaré lors ce banquet de Dijon du 21 novembre 1847 que la France s'identifiait au principe de cosmopolitisme lui-même en raison de l'universalité de ses valeurs et de ses apports historiques, à la différence de l'Angleterre dénoncée pour sa défense de « l'égoïsme contre la fraternité ».

31.12.1847 Réveillon de l'*Association des travailleurs allemands au Cygne*, sur la Grand-Place de Bruxelles : 130 convives². On n'y entend pas moins de 12 discours et toasts ponctués par les applaudissements et huées adéquats. Lors de la partie récréative, Jenny Marx a fait montre de ses grands talents déclamatoires.

¹ De juillet 1847 à janvier 1848, ce ne sont pas moins de 70 banquets qui se succéderont dans diverses villes de province. C'est l'interdiction de l'un d'eux à Paris qui sera l'élément déclencheur de la révolution de février 1848. Il était fréquent que lors de ces banquets l'un des intervenants, comme à Autun, le 27 octobre 1847, évoquât le programme communiste. Lamartine avait fait entendre une protestation contre ce discours d'Autun dans un journal de Mâcon, *Le bien public*, du 14 novembre 1847.

² Le compte rendu de cette soirée paraîtra dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 6 janvier 1848 (BDK, 1, pp. 641-644).

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (le), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (le), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (le), Protagonistes	Vol. 11
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9

F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
Charles Fourier : Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier : Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier : L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel : L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel : Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel : La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
Sylvain Maréchal, Manifeste des Egaux	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au Manifeste	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> du 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> du 21.08.1852)	Vol. 11
J. Nagels, « Le point de vue de la production dans le marxisme »	Vol. 8
J. Nagels, « David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs »	Vol. 8
Constantin Pecqueur/ Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
P.-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P.-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Le projet d'Association progressive	Vol. 8

P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
Jacques Roux, Manifeste des Enragés	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Vorwärts, Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10